LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

22e séance	jeudi	29 mars 2012
23e séance	mardi	17 avril 2012
24e séance	mardi	24 avril 2012

Visite de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

© SIP/ Charles Caratini

Le Président de la Chambre des Députés accueille le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Lors de la séance publique du mardi, 17 avril 2012, la Chambre des Députés a accueilli le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon. Celui-ci a remercié les députés d'avoir voté les fonds qui permettent au Luxembourg de se situer dans le groupe des pays qui consacrent 1% de leur PIB au développement. Il a aussi évoqué l'engagement luxembourgeois dans les missions de maintien de la paix.

Dans son discours, le Secrétaire général de l'ONU a retracé les défis auxquels le monde doit faire face aujourd'hui, rappelant les cinq priorités qu'il a fixées pour son 2e mandat, notamment la lutte contre le changement climatique et en faveur du développement durable, ainsi que la prévention de conflits et de catastrophes naturelles.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a honoré l'engagement de M. Ban en faveur de ceux qui sont dans le besoin. Il a salué les efforts entrepris pour inciter les responsables politiques à s'engager en faveur du maintien de la paix, du développement durable et de la démocratisation.

Le Luxembourg s'est depuis longtemps engagé parmi ceux qui sont résolument orientés vers la promotion de la paix. Le Président Mosar a rappelé que l'Union européenne promeut et protège aussi les valeurs de la liberté et de la démocratie, souvent en étroite collaboration avec l'ONU.

Le Secrétaire général de l'ONU a ensuite répondu aux questions des députés portant sur la faim dans le monde, la situation au Mali, la répression en Syrie, une réforme de l'architecture des Nations Unies, la lutte contre le changement climatique, ainsi que les régulations du commerce international et du système financier mondial.

M. Ban Ki-moon est le premier Secrétaire général de l'ONU à visiter la Chambre des Députés depuis 1999. Le Grand-Duché compte parmi les 51 États membres fondateurs de l'ONU. En 2001, le Luxembourg a déclaré sa candidature pour un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2013-2014.

Étude sur les problèmes de l'eau

Mme Simone Beissel et M. Laurent Mosar.

Mme Simone Beissel, échevin de la ville de Luxembourg et ancienne députée a fait un «grand plongeon» dans l'«Histoire d'eau». Intéressée depuis des années à la thématique de l'eau, elle vient de publier une étude sur les problèmes de l'eau au Grand-Duché de Luxembourg, traitant du droit à l'eau, des conflits d'usage de l'eau, de la gestion de l'eau ainsi que de la lutte contre l'eau.

Le travail d'envergure, remis le 16 avril au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, pourra servir de complément d'information aux députés des différents groupes politiques.

Entrevue avec la Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures de la République d'Inde

M. Laurent Mosar et Mme Preneet Kaur.

Les relations économiques et l'échange d'étudiants entre l'Inde et le Luxembourg ont constitué deux des sujets abordés au cours de l'entrevue que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eue avec Mme Preneet Kaur, la Secrétaire d'État pour les Affaires extérieures de la République d'Inde.

Les deux interlocuteurs se sont montrés convaincus que les échanges commerciaux mutuels pourront être approfondis grâce à des structures et réseaux bilatéraux.

Mme Kaur et M. Mosar ont rappelé que les bonnes relations entre les deux pays ont pu être cimentées dans le cadre de visites réciproques.

D'Coque: incarnation du sport et de la culture

Avec ses 60.000 m², d'Coque offre un cadre prestigieux, particulièrement modulable et des installations de pointe pour répondre aux exigences les plus variées en matière d'organisation de manifestations sportives et culturelles. Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire de la Chambre ont pu s'en apercevoir sur place à l'occasion d'une récente visite de cet édifice du célèbre architecte français Roger Taillibert, à l'origine par ailleurs du Parc des Princes à Paris et du Stade olympique de Montréal.

Tour à tour, les députés ont pu visiter les installations les plus diverses dont notamment le Centre aquatique, le Centre de détente, l'Aréna, le Gymnase ainsi que les nouveaux espaces (hôtel trois étoiles, restaurants et cafés, salles de réunion, système de contrôle d'accès), réalisés sur les fonds propres de cet établissement public.

À la fin de la visite, les mandataires publics ont pu s'échanger avec les responsables de la gestion quotidienne de l'ensemble qui accueille quelque 600.000 visiteurs par an.

Les membres de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de leur visite de la Coque.

DANS CE NUMÉRO

Déclaration de M. Ban Ki-moon	p. 293
Orientations budgétaires du Gouvernement	p. 268
Violences exercées contre détenteurs d'autorité	p. 306
«Nordstrooss»	p. 303
Sommaire des séances publiques nos 22-24	p. 314
Sommaire des questions parlementaires	p. Q94

Comment renouer avec le projet européen?

Les citoyens finiront par reprendre confiance dans le projet européen, si l'Union est capable de résoudre la crise par des décisions transparentes et démocratiques. Telle peut se résumer la position exposée par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, à la Conférence des Présidents des Parlements à Varsovie les 20 et 21 avril 2012.

Dans le cadre de leurs discussions, les Présidents des Parlements des États membres de l'Union européenne, du Parlement européen et des pays candidats ont évoqué notamment le rôle des Parlements dans le cadre de la crise ainsi que le contrôle parlementaire de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Le représentant luxembourgeois, M. Laurent Mosar lors de son intervention.

Dans son intervention sur la crise de l'unité européenne, M. Laurent Mosar s'est demandé s'il n'est pas «paradoxal qu'à peine deux ans après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, qui étend et approfondit considérablement la construction européenne, nous voici réunis pour parler de la crise de l'unité européenne? Aujourd'hui, l'Europe a une chance unique pour renouer avec les citoyens européens en créant un gouvernement économique européen. Si l'Europe peut servir à résoudre la crise par des décisions transparentes et démocratiques, les citoyens finiront par renouer avec le projet européen. La légitimation de l'Union européenne par les Parlements est l'une des pièces maîtresses de la future unité de l'Europe.»

En ce qui concerne le contrôle parlementaire de la PSDC, les Présidents ont lancé la Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique de sécurité et de défense commune.

Cette Conférence interparlementaire remplace l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale dissoute en juin 2011.

Multilinguisme et contrôle de la politique de défense

Le contrôle parlementaire de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) a constitué un des sujets abordés au cours de l'entrevue que le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a eue le 25 avril avec M. Miguel Angel Martínez Martínez, Vice-Président du Parlement européen. Au cours de la Conférence des Présidents des Parlements des pays membres de l'Union européenne, les Présidents avaient soutenu la création d'une Conférence interparlementaire pour la Politique étrangère et de sécurité commune et la Politique de sécurité et de défense commune.

Le Vice-Président du Parlement européen et le Président de la Chambre des Députés ont également parlé du multilinguisme qui constitue un élément important de la vie quotidienne au Grand-Duché. M. Martínez Martínez a rappelé que le Parlement européen est la seule institution européenne travaillant simultanément dans les 24 langues officielles de l'Union européenne. Cette manière de procéder est considérée comme un élément fondamental permettant aux citoyennes et citoyens des 27 pays membres de suivre les débats au niveau du Parlement européen et de contrôler les activités de leurs représentants.

MM. Laurent Mosar et Miguel Angel Martínez Martínez ont également évoqué les discussions sur une éventuelle réduction des lieux de travail du Parlement européen et l'état d'avancement de la Maison de l'histoire européenne, un projet qui tient très à coeur à M. Martínez Martínez et qui est également soutenu par M. Hans-Gert Pöttering, ancien Président du Parlement européen.

M. Miguel Angel Martínez Martínez et M. Laurent Mosar.

La politique de coopération à travers la loupe de l'OCDE

Des experts du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

La cohérence des politiques de développement et l'efficacité de l'aide publique ont été abordées le 25 avril 2012 dans le cadre d'une réunion de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre.

Les députés ont reçu des experts du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Comme en 2008, le CAD est chargé d'examiner la mise en œuvre des engagements pris par le Gouvernement luxembourgeois.

Constatant que le Luxembourg est «un donneur généreux et engagé», les experts ont notamment souhaité récolter les avis des députés sur la politique de coopération et les programmes de développement du Gouvernement luxembourgeois. Ils ont également souhaité savoir si la Chambre analyse l'impact des législations sur les pays partenaires.

Le Président de la Commission parlementaire, M. Ben Fayot a confirmé que, malgré la crise, peu de voix demandent une réduction de la contribution luxembourgeoise qui s'élève actuellement à plus de 1% du RNB. Malgré cet effort, la politique de développement ne profite que d'une visibilité réduite auprès du grand public.

À la Chambre des Députés, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration est fortement impliquée dans le débat concernant l'évolution de la politique de développement. Au cours des derniers mois, ses membres se sont notamment penchés sur la réforme de la loi sur la coopération, ont examiné une proposition de loi rédigée en ce sens par Mme Lydie Err et M. Marc Angel, se sont entretenus avec des experts sur la croissance de la population mondiale, sur les possibilités de combattre la famine dans le monde et ont débattu de la gestion de crises et l'assistance humanitaire.

Visite du Premier Ministre du Kazakhstan

Le développement de relations bilatérales et commerciales a constitué le principal sujet de l'entrevue du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, avec le Premier Ministre de la République du Kazakhstan, M. Karim Massimov.

Le territoire du Kazakhstan se situe sur deux continents. M. Massimov n'en a pas caché les potentialités au niveau économique. Le Kazakhstan pourrait devenir une tête de pont pour des activités d'entreprises luxembourgeoises en Asie, alors que le Luxembourg pourrait servir de «hub» en Europe à des partenaires kazakhs.

Le Premier Ministre kazakh s'est réjoui du lancement de négociations en vue d'un nouvel accord renforcé de partenariat et de coopération avec l'Union européenne. Le Président Mosar a souligné l'importance d'impliquer dès le début les parlements nationaux dans la construction de nouvelles relations entre les deux pays.

Les deux interlocuteurs ont également évoqué la situation politique dans les 15 pays ayant fait partie de l'ancienne URSS. En décembre 2010, le Kazakhstan avait accueilli un Sommet de l'OSCE à Astana.

Le Premier Ministre kazakh M. Karim Massimov reçu par M. Laurent Mosar.

Le rôle des femmes dans le développement

M. Jean-Paul Schaaf a représenté la Chambre des Députés à Doha.

En sa qualité de Président de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, M. Jean-Paul Schaaf a assisté en date du 22 et 23 avril passé à la conférence de l'UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development) consacrée aux thèmes de la pauvreté et du rôle des femmes dans le développement.

123 nations furent représentées lors des échanges et discussions autour de la politique d'inclusion, du rôle des femmes dans les économies émergentes et en voie de développement, la politique de l'égalité des chances et le rôle de la femme dans le monde arabe à la suite du printemps arabe.

Le sujet de la promotion féminine devient un sujet mondialement traité. Les défis se ressemblent, mais les chemins et les vitesses d'action diffèrent d'un pays à l'autre. Les contextes nationaux économiques, sociopolitiques et religieux sont spécifiques et influent sur les politiques respectives. Les échanges furent fructueux et le sujet «women in development» fut visiblement rehaussé comme un thème principal lors de cette 13e conférence internationale tenue à Doha (Qatar).

Girls' Day 2012: vif intérêt pour la fonction de député

Les participantes au Girls' Day ont rencontré des parlementaires.

Est-ce qu'il s'agit de la volonté d'imiter leurs paires qui endossent de plus en plus l'habit du mandataire public - la Chambre des Députés comptant actuellement 14 députées, ce qui correspond à un taux de représentativité de 23,3% dans l'hémicycle, encore en dessous de la moyenne des femmes présentes au sein des 27 Parlements nationaux de l'Union européenne (environ 25%) et encore loin de certains taux atteints dans des pays scandinaves (50% en Suède et 42,5% en Finlande) - ou est-ce tout simplement l'expression d'un mouvement en cours qui veut que davantage de femmes, du fait de leurs compétences et parce qu'elles le méritent, accèdent à des postes à responsabilité détenus jusqu'à présent en grande partie par les hommes?

Quoi qu'il en soit, lors de la traditionnelle journée du Girls' Day qui a eu lieu cette année le 26 avril, la Chambre a pu recevoir 16 jeunes femmes qui s'intéressent au travail des élu(e)s, au fonctionnement de l'institution ou plus généralement aux affaires publiques. Le Girls' Day est organisé par le Ministère de l'Égalité des chances, en collaboration avec l'Administration de l'Emploi et le Ministère de l'Éducation nationale, pour encourager les jeunes à choisir leur profession selon leurs intérêts et talents et non en fonction des habitudes, stéréotypes ou clichés existants. Accueillies par dix députés conduits par le Président de la Chambre, elles ont pu dialoguer en tête-à-tête avec les femmes et hommes politiques qui les représentent au Parlement.

Les questions et interventions de ces hôtes d'un jour ont pour l'essentiel porté sur:

- la culture du conflit entre députés (manière d'échanger arguments et opinions),

- les facultés et aptitudes d'un «bon député»,

- le quotidien et les engagements journaliers du député,

- les contraintes des femmes politiques à concilier vie professionnelle et vie privée,

- les difficultés des jeunes à comprendre les vrais enjeux politiques,

- l'âge légal pour aller voter et

- l'intégration d'un cours civique et politique à l'école.

Les participantes à l'édition 2012 du Girls' Day ont en outre pu visiter les locaux de la Chambre des Députés.

Conférence euro-méditerranéenne sur la Recherche et l'Innovation

Une semaine après la plénière de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée eut lieu les 2 et 3 avril 2012 la Conférence euro-méditerranéenne sur la Recherche et l'Innovation qui réussit à réunir à Barcelone, ville-phare du processus du même nom, chercheurs et décideurs de haut niveau des deux rives de la Méditerranée.

L'initiative émanait de la Commission européenne, en particulier de la Commissaire européenne pour la Recherche, l'Innovation et la Science, Madame Máire Geoghegan-Quinn, qui rappela dans son discours de bienvenue l'importance de l'enjeu dans un esprit général de renouvellement du partenariat euro-méditerranéen après le printemps arabe.

Elle voit le futur économique de la région dans l'intégration des économies, avec un grand effort de recherche et d'innovation qui sera l'outil pour rattraper un certain retard par rapport à d'autres régions économiques dans le monde. Les nouvelles démocraties issues du printemps arabe pourront être des partenaires à pied d'égalité.

Les divers orateurs ont souligné d'autres paramètres qui nécessitent un effort commun, comme le pressant besoin d'emploi et de stabilisation politique, l'effort commun contre le changement climatique et la pollution ou les besoins en énergie et en eau. Les sociétés civiles et l'industrie seront les partenaires obligatoires pour codévelopper une société du savoir. Le nouveau partenariat ne pourra se développer si les pays du Nord ne considèrent plus les pays du Sud comme des «marchés», mais sont prêts à entamer un véritable partenariat. Les pays du Sud, qui depuis la Deuxième Guerre mondiale ont largement vécu une «économie du pétrole», doivent, eux, développer de nouvelles industries afin de donner une chance aux jeunes et les garder dans leurs pays au lieu du «brain-drain» ayant lieu actuellement.

La Chambre des Députés a été représentée par Mme Martine Mergen.

Une des sessions de travail se concentra plus intensivement sur les barrières existantes en ce qui concerne les échanges de technologies, de produits et d'énergie et mit le doigt sur le décalage entre l'éducation supérieure, les instituts publics de recherche et l'industrie avec comme conséquence un manque d'implémentation pratique pour le bien des citoyens. La recherche ne doit pas être une fin en soi mais doit pouvoir profiter aux populations. Un exemple positif est la collaboration entre les bureaux des patents arabe et européen.

Un des orateurs insista que l'Europe elle-même était trop petite dans une concurrence mondiale et que le partenariat pourrait être la clé d'un renouveau pour sortir de la crise économique.

Notons enfin que «Horizon 2020», le programme d'innovation et de recherche de l'Union européenne, prévoit une coopération accrue avec les partenaires méditerranéens.

Un livret de 590 pages donne un synopsis de tous les projets qui impliquent au moins un partenaire du Sud dans le 7e programme-cadre de l'Union européenne. Le Luxembourg figure dans sept projets avec des partenaires aussi bien publics que privés.

L'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (Ap-UpM).
En marge du processus de Barcelone, le Parlement européen ainsi que les parlements nationaux des pays de l'Union européenne et des pays méditerranéens associés ont lancé en octobre 1998 un Forum parlementaire euro-méditerranéen pour jeter les bases d'un dialogue politique parlementaire. Ce Forum s'est transformé en véritable assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM) le 22 mars 2004. Sa mission est de renforcer la coopération entre les États de l'Union européenne et les pays riverains de la Méditerranée méridionale et orientale dans les domaines politique, économique et culturel ainsi que de garantir la stabilité et la sécurité dans la région.

L'Ap-UpM est dotée des compétences consultatives suivantes:

- elle permet de donner l'impulsion, la contribution et l'appui des parlements à la consolidation et au développement du Partenariat euro-méditerranéen,

- elle se prononce sur tous les sujets relatifs au partenariat, y compris l'application des accords d'association,

- elle adopte des résolutions ou recommandations, juridiquement non contraignantes, à l'intention de la Conférence euro-méditerranéenne.

Elle est composée de députés désignés par:

- les parlements nationaux des États membres de l'UE,

- les parlements nationaux des partenaires méditerranéens,

- le Parlement européen.

L'Ap-UpM est composée d'un total de 280 membres, dont 130 membres issus de l'Union européenne (81 membres des parlements nationaux des Etats membres de l'UE, sur la base d'une répartition égale, et 49 membres du Parlement européen), 10 membres issus des parlements des pays européens méditerranéens et partenaires de l'UE (2 membres pour chacune des délégations de l'Albanie, la Bosnie et Herzégovine, la Croatie, la Principauté de Monaco et le Monténégro), 130 membres issus des dix parlements des pays méditerranéens partenaires fondateurs, sur la base d'une répartition égale, et 10 membres du Parlement mauritanien.»

Elle comprend quatre commissions permanentes et une commission ad hoc:

- la commission politique, de sécurité et des droits de l'Homme,

- la commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation,

- la commission pour la promotion de la qualité de la vie, des échanges humains et de la culture,

- la commission pour les droits des femmes dans les pays euro-méditerranéens,

- la commission ad hoc sur l'énergie et l'environnement.

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), Mme Martine Mergen (CSV) et M. Xavier Bettel (DP) comme membres effectifs ainsi que M. Marcel Oberweis (CSV) et Mme Viviane Loschetter (déi gréng) comme membres suppléants représentent la Chambre des Députés à l'Ap-UpM.

Parlement Benelux: lutte contre la fraude fiscale et sociale

La délégation parlementaire accompagnée d'experts luxembourgeois.

Le Secrétaire d'État aux Finances des Pays-Bas et ancien membre du Parlement Benelux, M. Frans Weekers a ouvert la conférence intitulée «Fraude fiscale et sociale» qui s'est tenue le 20 avril dernier à La Haye en présence de parlementaires membres du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux), du Conseil nordique et de l'Assemblée balte.

Dans son discours, il a notamment souligné la nécessité de modifier la législation européenne en matière fiscale en proie à un certain laxisme et a appelé les pays du Benelux à renforcer leur coopération dans la lutte contre la fraude intracommunautaire à la TVA.

Une fraude qui selon les experts présents représente, tous États membres confondus, un manque à gagner de 12% du total des recettes fiscales. Si les experts ne mettent pas en doute le bien-fondé de l'existence d'Eurofisc, mécanisme fourni aux États membres pour renforcer la coopération administrative dans la lutte contre la fraude TVA organisée, ils regrettent qu'il soit incomplet et qu'il ne permette pas un traitement adéquat des données. Qui plus est, le travail de contrôle sur le terrain demande beaucoup de temps, d'où l'importance d'une coopération accrue entre les États, notamment ceux du Benelux en tant que laboratoire.

La lutte contre la fraude sociale, qui concerne les prestations sociales, doit avoir lieu par le biais d'accords multilatéraux en matière de sécurité sociale permettant la mise en place d'un cadre juridique transfrontalier et d'échanges d'informations électroniques des données des personnes immigrées.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Roger Negri, Vice-Président du Parlement Benelux, et Gilles Roth.

Session de printemps de l'APCE

Trucage de matchs et paradis fiscaux

Exprimant son inquiétude devant l'ampleur prise par la manipulation des résultats sportifs, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a demandé la mise en place de mécanismes pour limiter le risque de trucage de matchs, de paris illégaux ou d'autres formes de corruption. Ce phénomène et les profits illicites que les paris sportifs occasionnent «menacent l'ordre public et la prééminence du droit».

Suivant les propositions de la rapporteure, la députée luxembourgeoise Mme Anne Brasseur, l'Assemblée a adopté une résolution qui appelle les gouvernements «à interdire les paris sur les compétitions les plus vulnérables à des tentatives de corruption», à savoir: les compétitions réservées aux mineurs, les compétitions amateurs et, pour certains sports comme le football, les compétitions professionnelles de divisions inférieures. Les gouvernements devraient également travailler avec les opérateurs de paris pour mettre en place des procédures de détection des paris suspects.

Compte tenu que seulement dix pays au monde disposent d'une législation sanctionnant les fraudes sportives, les 47 États membres du Conseil de l'Europe devraient «adapter leurs cadres législatifs et veiller à leur harmonisation», tout en adhérant aux instruments internationaux pertinents.

«Laissons le soin au mouvement sportif d'agir dans les domaines qui sont de sa compétence, c'est-à-dire sanctionner les sportifs et organisateurs fraudeurs qui sont leurs affiliés», a déclaré dans ce contexte M. Norbert Haupert du Parlement luxembourgeois. «Par contre il appartient aux autorités publiques d'intervenir là où l'intérêt commun est en danger et où les excès du sport nécessitent des poursuites pénales.»

Autre sujet à l'ordre du jour de la session de printemps de l'APCE qui s'est déroulée du 23 au 27 avril à Strasbourg: «l'évitement, l'évasion et la fraude fiscales à grande échelle». L'APCE a exigé une série de mesures pour mettre un terme à ces pratiques causées par les paradis fiscaux et les centres financiers offshore.

Dans son intervention, le parlementaire luxembourgeois M. Fernand Boden a déclaré soutenir l'objectif du rapport, mais il a regretté que le rapport ne reprenne pas les critères distinctifs établis par l'OCDE pour identifier un paradis fiscal. Plutôt que de se baser sur la définition d'une organisation internationale reconnue en cette matière, «le rapport épingle et met au pilori un certain nombre de pays qui ne sont nullement des paradis fiscaux», a dit M. Boden. Son vote négatif n'a cependant pas pu empêcher l'adoption de la résolution.

La Chambre des Députés a été représentée par Mme Lydia Mutsch, M. Norbert Haupert et Mme Anne Brasseur, membres effectifs, ainsi que par MM. Félix Braz et Fernand Boden, membres suppléants.

Mme Anne Brasseur lors de son intervention devant l'APCE.

GLAE: un groupement en pleine verve

Des membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace ont assisté à la 2e Journée de l'Espace organisée par le GLAE.

Qui - suite à la création de la Société européenne des satellites (SES) en 1985, l'adhésion du Luxembourg à l'Agence spatiale européenne (ASE) en 2004 et la constitution du Groupement luxembourgeois de l'aéronautique et de l'espace (GLAE) en février 2005 - aurait pu penser que des firmes luxembourgeoises intégreraient un jour le club fermé des entreprises à la pointe du développement des activités spatiales et aéronautiques en Europe? C'est pourtant ce qui vient de se concrétiser en un laps de temps record sous l'impulsion des autorités luxembourgeoises (dont notamment le Ministère de la Recherche) et du lobbying judicieux du GLAE.

Pour matérialiser cette réussite - le secteur de l'aéronautique et de l'espace luxembourgeois compte entretemps 20 acteurs privés employant plus de 500 personnes - le GLAE, en collaboration avec l'Entreprise des Postes et Télécommunications (EPT), avait convié le 3 mai 2012 les membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace de la Chambre à sa 2e Journée de l'Espace à la Cloche d'Or.

Quatre réalisations phares témoignant du savoir-faire grand-ducal en la matière ont notamment retenu l'attention des députés: le projet AlpSAR de la société Hitec Luxembourg S.A. visant à assurer une meilleure coordination entre les services de secours alpins de l'Italie et de la Slovénie pour le sauvetage en montagne par satellite, le projet AIS de la société LuxSpace S.à r.l. dont le coeur constitue un système d'identification automatique globale pour navires, le projet PaCoRa développé par SES en collaboration avec l'ASE ayant pour finalité d'améliorer la détermination orbitale de satellites géostationnaires à un coût bon marché ainsi que le projet EBS de l'EPT portant sur la transmission d'images et de voix pour le compte de la Commission européenne.

Avant que les députés n'aillent visiter les stands des différentes entreprises luxembourgeoises actives dans le domaine de l'aéronautique et de l'espace, le Ministre compétent, M. François Biltgen a clos la séance d'information par trois observations:

- le secteur de l'aéronautique et de l'espace constitue un facteur de croissance de l'économie autochtone, même si dans un premier temps il ne sera pas générateur de recettes importantes pour l'État. Il contribue cependant à la création d'emplois, à la crédibilité vis-à-vis de l'extérieur et à une nouvelle image de marque du Luxembourg au-delà des frontières;

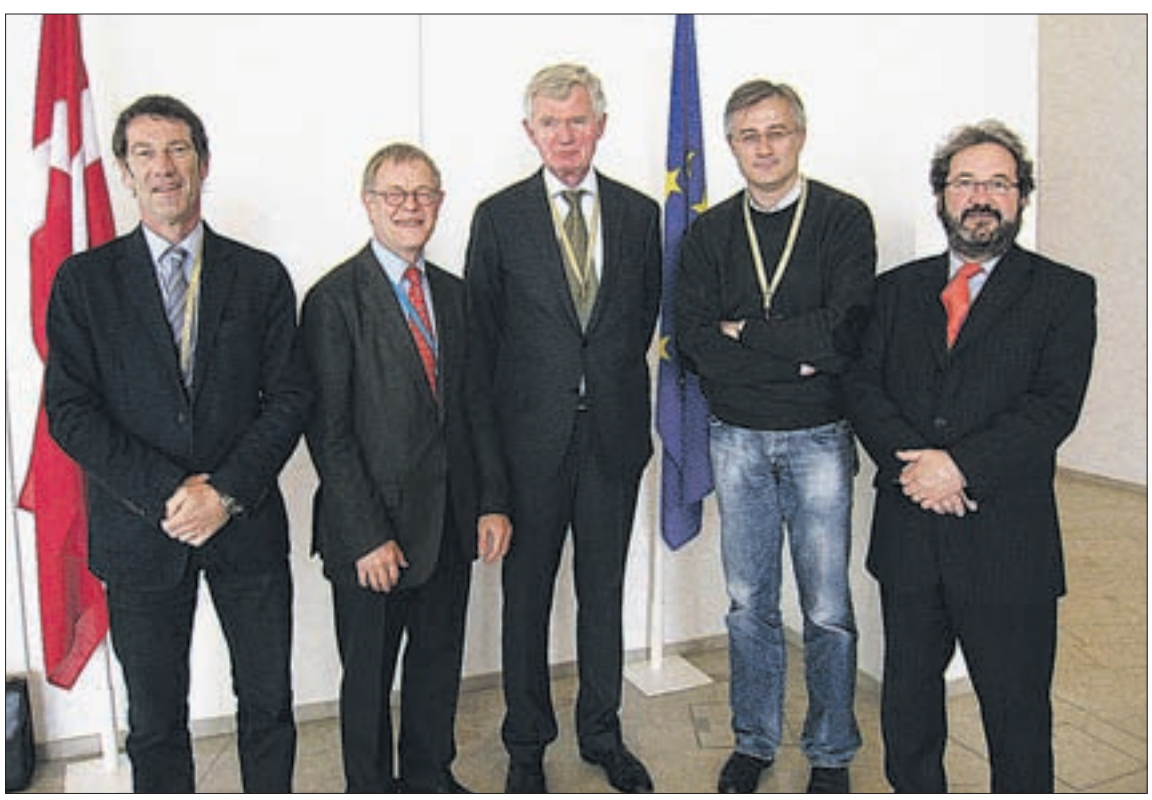
- l'investissement massif ces dernières années de la part des autorités dans la recherche et le développement porte ses fruits et l'adhésion du Luxembourg à l'ASE y est pour beaucoup;

- la présence du Grand-Duché dans l'espace est désormais plus grande que sur la planète terre grâce à la reconnaissance internationale du savoir-faire luxembourgeois en matière spatiale.

Liberté de circulation des services au centre des débats

La XLVIIe COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), qui s'est déroulée du 22 au 24 avril 2012 à Copenhague, a largement consacré ses travaux au marché unique, et en particulier à la libre circulation des services, ainsi qu'à la croissance durable.

La COSAC réunit deux fois par an des représentants des commissions des affaires européennes des Parlements nationaux des pays de l'Union européenne et des pays candidats, ainsi que des membres du Parlement européen. M. Fernand Boden, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ainsi que MM. Eugène Berger, Félix Braz et Gast Gibéryen ont représenté la Chambre des Députés.



La Chambre des Députés a été représentée par MM. Eugène Berger, Fernand Boden, Ben Fayot, Félix Braz et Gast Gibéryen (de gauche à droite).

Quatre membres de la Commission européenne, à savoir M. José Manuel Barroso, Président, Mme Neelie Kroes, Vice-Présidente chargée de la Stratégie numérique, M. Michel Barnier, membre chargé du Marché intérieur et des Services, ainsi que M. Janez Potočnik, membre chargé de l'Environnement, se sont adressés aux parlementaires et ont répondu à leurs questions.

M. José Manuel Barroso a notamment rappelé que pour assurer le plein potentiel du marché unique, il est indispensable de l'adapter à l'ère numérique. «Le marché unique numérique pourrait être un facteur majeur de croissance en Europe, mais en raison de barrières légales et pratiques, seulement 7% du commerce électronique est transfrontalier», a-t-il regretté.

Concernant les moyens pour assurer la pleine application de la directive «Services», M. Michel Barnier a indiqué que la Commission européenne présentera un «rapport d'application» qui analysera l'impact économique et la mise en œuvre juridique de la directive ainsi que le fonctionnement des guichets uniques. «Concrètement, nous présenterons la situation dans chaque État membre pour que chacun puisse prendre ses responsabilités et savoir où concentrer ses efforts. Ensuite nous ferons le bilan des tests de performance du marché intérieur des services que nous avons conduits au cours des derniers mois.

Nous proposerons en conséquence de nouvelles actions pour mieux exploiter le plein potentiel de la directive. Enfin, nous présenterons des lignes directrices à l'attention des États membres pour améliorer l'accès des citoyens aux services. Il s'agit notamment de combattre les discriminations à l'encontre des consommateurs fondées sur la localisation géographique. Je pense en particulier au domaine du commerce en ligne.»

La COSAC se félicite en particulier de la proposition de la Commission européenne visant à élargir aux services un système européen de normalisation amélioré et à rendre ainsi les procédures de normalisation plus efficaces, efficientes, inclusives et respectueuses des délais.

Elle se réjouit aussi de la présentation d'ici juin 2012 d'une nouvelle proposition sur la signature électronique, sur l'adoption de règles relatives au règlement en ligne des différends et sur l'itinérance.

NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Coopération au développement

6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Le présent projet de loi a pour objet de mettre à jour la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement. Il découle de l'engagement pris dans le cadre du programme gouvernemental d'examiner s'il y a lieu d'adapter la base légale de la coopération luxembourgeoise. Cet engagement a été entériné suite notamment au dépôt par les députés Madame Lydie Err et Monsieur Marc Angel d'une proposition de loi en date du 25 mars 2009 (Doc. parl. n°6020).

La loi de 1996 qui a fourni au cours des seize dernières années une base légale bien adaptée aux besoins de la politique de coopération n'est pas remise en cause dans son essence. Il s'agit en l'occurrence de rapprocher la théorie à certaines pratiques et de procéder à un certain nombre d'ajustements suite aux changements intervenus sur le plan européen et international.

Les modifications envisagées concernent principalement les points suivants:

1) Extension du champ d'application de la loi

Le nouveau texte intègre l'action humanitaire qui constitue un volet non négligeable de la politique gouvernementale en matière d'aide publique au développement.

2) Adaptation par souci de conformité aux textes européens de diverses dispositions dont la définition de la coopération au développement et insertion de la précision du respect des engagements internationaux du Luxembourg en la matière

3) Révision des dispositions relatives au Fonds de la Coopération au développement

Il s'agit essentiellement:

- de préciser que le critère décisif de la collaboration avec les organisations non gouvernementales de développement est celui de l'agrément et non de la nationalité. Ainsi l'expression «organisations non gouvernementales luxembourgeoises» est remplacée par celle d'«organisations non gouvernementales de développement agréées au sens de l'article 7»;

- de reformuler la mission du Fonds à savoir «contribuer au financement de la coopération au développement en faveur des populations des pays en développement» afin d'éviter toute ambiguïté et d'y intégrer une composante hors pays en développement y compris des frais connexes qui peuvent survenir dans des pays développés. L'exemple le plus illustratif concerne l'agence d'exécution de l'État qu'est Lux-Development dont les frais de fonctionnement sont pris en charge par le Fonds. Il est également spécifié que le financement accordé par le Fonds peut inclure des programmes de renforcement des capacités des pays partenaires et d'assistance technique y compris des frais en relation avec le recrutement d'agents de la coopération et de coopérants ainsi que la formation de boursiers et de stagiaires. Une nouvelle disposition prévoit encore que le ministre peut, à la charge du Fonds, accorder à une organisation gouvernementale agréée un subside destiné à la soutenir dans le financement de frais administratifs engendrés par des activités en faveur des populations en développement;

- d'introduire la distinction claire entre

• secteurs d'intervention dont la liste est élargie en intégrant des secteurs tels que l'eau ou l'agriculture et la sécurité alimentaire ou encore la coopération financière (en référence notamment à la microfinance) et

• approches transversales dont les composantes sont actualisées. Ainsi, sont pris en compte la dimension du genre ou encore le développement local intégré dans une logique de développement durable;

- de préciser que le Fonds peut servir au financement de programmes pluriannuels à négocier avec les pays partenaires ou des acteurs de coopération au développement spécialisés.

4) Extension du contenu du rapport annuel fait par le Ministre du ressort à la Chambre des Députés

Le rapport annuel portant sur le fonctionnement et les activités du Fonds et de manière générale sur l'ensemble des activités du Gouvernement dans le cadre de l'aide publique luxembourgeoise au développement sera complété par un rapport sur les travaux du comité interministériel pour la coopération au développement prévu à l'article 50 de la loi modifiée de 1996. Ce dernier voit ses compétences précisées de manière à s'assurer qu'un regard particulier soit porté sur la cohérence des politiques gouvernementales pour le développement.

5) Remplacement dans le corps du texte de loi de certaines compétences ministérielles par des règlements grand-ducaux afin de mieux répondre à la jurisprudence actuelle sur le pouvoir normatif.

6) Mise en conformité du texte suite à l'abandon de la donation globale qui est un instrument de collaboration avec les ONG qui est tombé en désuétude.

7) Révision des dispositions relatives à l'agrément

Le statut d'organisation non gouvernementale de développement est désormais limité aux associations sans but lucratif ou aux fondations qui ont pour objet social notamment la coopération au développement. Seront précisés par règlement grand-ducal les critères et les modalités menant à l'agrément ainsi que les conditions de renouvellement et les cas de retrait. La durée de l'agrément est quant à elle portée à deux ans dans un souci de réduction du travail administratif.

8) Précision de la disposition relative aux accords-cadres

Le nouveau texte précise qu'au titre de l'accord-cadre conclu avec une organisation non gouvernementale agréée, le ministre peut accorder un cofinancement s'élevant jusqu'à un seuil d'intervention de quatre cents pour cent de l'apport investi par cette organisation dans un programme afin d'encourager les ONG à travailler de manière programmatique et stratégique.

9) Clarification des dispositions relatives aux cotisations de sécurité sociale des coopérants notamment en ce qui concerne la part à charge de l'État pour la durée de la mission de coopération à savoir uniquement la part patronale conformément au droit commun en la matière. Certaines dispositions du Code de la Sécurité sociale sont modifiées en conséquence.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, le 09.03.2011

Rapporteur: Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

17.03.2011	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
12.12.2011	Examen des amendements
27.02.2012	Analyse de l'avis complémentaire du Conseil d'État
26.03.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.03.2012

Nouveau lycée technique agricole

6287 - Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf

Le projet a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un Lycée technique agricole à Gilsdorf. Il s'agit de doter le lycée technique agricole des infrastructures répondant à ses besoins, compte tenu de l'évolution de la population scolaire et des différentes formations. Les coûts liés à la construction de ce nouveau lycée sont de 100.000.000 euros. Il s'ensuit que l'autorisation du projet de construction par la voie législative s'impose en vertu de l'article 99 de la Constitution, car le seuil fixé à l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État est dépassé.

Outre les infrastructures scolaires proprement dites comprenant salles de classe, salles spéciales et ateliers, le projet comporte un restaurant scolaire, un internat, des infrastructures sportives, une gare d'autobus et un parking.

À noter encore qu'il est prévu d'implanter ultérieurement, sur le site destiné à accueillir le nouveau lycée, un bâtiment pour les laboratoires de l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), ainsi que des locaux administratifs pour la Chambre d'agriculture. Ces deux projets de construction ne sont pas couverts par le projet de loi 6287.

La voirie, les infrastructures d'adduction et d'évacuation et l'installation de chauffage à construire en vertu du projet de loi sous rubrique sont cependant conçues de manière à pouvoir desservir également ces futures constructions.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 25.05.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011	Désignation d'un rapporteur
29.02.2012	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Sécurité routière

6295 - Projet de loi concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières

Le projet a pour objet de transposer la directive 2008/96/CE du 19 novembre 2008 concernant la gestion de la sécurité des infrastructures routières.

Cette directive prévoit un certain nombre de mesures destinées à améliorer la sécurité sur les routes européennes et en particulier sur les axes faisant partie du réseau routier transeuropéen. Ces mesures prévoient l'obligation pour les États membres de soumettre leurs nouveaux projets d'infrastructure s'insérant dans le réseau routier transeuropéen à une évaluation des incidences sur la sécurité routière dès la phase de planification. Cette évaluation est suivie d'audits de sécurité qui accompagnent obligatoirement les différentes étapes de conception et de réalisation du projet d'infrastructure.

Quant au réseau routier en exploitation, la directive impose aux États membres d'effectuer tous les trois ans des examens de sécurité et de procéder, sur base du degré de concentration d'accidents, à une classification de sécurité du réseau. Le degré de concentration d'accidents constaté sur les différents tronçons inspectés déterminera l'ordre de priorité des mesures correctives.

En vue d'effectuer les audits de sécurité en relation avec de nouveaux projets routiers ou les inspections de sécurité sur le réseau routier en exploitation, la directive oblige les États membres à prévoir une formation initiale et des cours de perfectionnement réguliers pour les auditeurs de sécurité chargés des contrôles en question. Par ailleurs, la classification de sécurité du réseau en exploitation tient compte des accidents mortels recensés sur les différents tronçons luxembourgeois du réseau routier transeuropéen. À ces fins, des rapports standardisés spéciaux doivent être établis pour chaque accident mortel. Dans le cadre du recensement des accidents mortels, les États membres sont en outre tenus de calculer le coût social moyen des accidents mortels et d'autres accidents graves survenant sur le territoire national.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.06.2011

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

29.06.2011	Désignation d'un rapporteur
30.11.2011	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2012	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
20.03.2012	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Loi du 27 avril 2012

Mémorial A, n°90, p. 1024

Accord Benelux-Kosovo

6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011

Les accords de réadmission s'inscrivent dans le contexte de la lutte contre l'immigration clandestine, que ce soit au niveau bilatéral, intergouvernemental ou communautaire. Ces accords permettent, moyennant des obligations précises et réciproques, de faciliter le retour des personnes en séjour irrégulier dans leur pays d'origine ou de transit. Pour ce faire, ils définissent également de manière détaillée les critères techniques et opérationnels de la procédure de réadmission. Généralement, les accords de réadmission prévoient non seulement l'obligation de réadmettre les ressortissants des Par-

ties contractantes, celle-ci étant un principe de droit international coutumier, mais consacrent également l'engagement de chaque Partie à réadmettre les apatrides ainsi que les ressortissants de pays tiers qui ne répondent pas ou plus aux conditions d'entrée ou de séjour sur le territoire de l'autre Partie.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 29.09.2011

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

05.03.2012 Désignation d'un rapporteur
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.03.2012

Emissions de CO_2

6354 - Projet de loi portant exécution du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers

L'objet du projet de loi est de porter exécution en droit national du règlement (UE) n°510/2011 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2011 établissant des normes de performance en matière d'émissions pour les véhicules utilitaires légers neufs dans le cadre de l'approche intégrée de l'Union visant à réduire les émissions de CO_2 des véhicules légers.

Le règlement concerne les véhicules utilitaires légers, c'est-à-dire les véhicules à moteur destinés au transport de marchandises, dont le poids ne dépasse pas 3,5 t (camionnettes et camionnettes apparentées aux voitures) et qui pèsent moins de 2.610 kg à vide. Ces véhicules sont responsables d'environ 1,5% des émissions totales de CO_2 de l'UE.

Le règlement vise les véhicules utilitaires légers neufs immatriculés dans l'Union pour la première fois et n'ayant pas été immatriculés auparavant en dehors de l'UE, sauf pour une période limitée.

Le projet de loi comporte trois dispositions:

- le ministre ayant dans ses attributions l'environnement est chargé de coordonner la mise en œuvre des obligations qui découlent du règlement européen précité;

- la Société nationale de circulation automobile est chargée de la collecte et de la mise à disposition des données sur les véhicules utilitaires légers neufs;

- l'Administration de l'environnement est chargée de la communication à la Commission européenne de toutes les données et informations requises.

Dépôt par M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 24.10.2011

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
08.02.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.03.2012 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Loi du 19 avril 2012

Mémorial A, n°79, p. 862

Projets de construction à Belval

6356 - Projet de loi relatif à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de la deuxième unité de production à froid à Belval

Le projet sous rubrique fait partie du programme de réalisation de la Cité des Sciences que le Gouvernement est en train de réaliser sur le site de la friche industrielle reconvertie de Belval pour les besoins de l'Université du Luxembourg. Il autorise le Gouvernement à procéder à la construction du Bâtiment Laboratoires, de la Halle d'essais Ingénieurs et de l'équipement de la deuxième Centrale de production de froid.

Le Bâtiment Laboratoires accueillera les activités des unités de recherche en ingénierie, en géophysique, en sciences de matériaux et en biologie ainsi que les travaux pratiques des enseignements universitaires afférents au niveau de formation „bachelor" et des enseignements spécialisés en niveau de formation „master".

La deuxième centrale de production de froid sera installée en sous-sol de ce bâtiment au niveau -2.

La Halle d'essais Ingénieurs sera implantée en proximité immédiate des Laboratoires, du côté sud du Bâtiment Laboratoires. La parcelle qui accueillera cette halle est par ailleurs réservée à la construction, dans une étape ultérieure, de deux bâtiments de laboratoires complétant l'infrastructure en laboratoires universitaires, fournie par le Bâtiment Laboratoires projeté.

Les dépenses engagées au titre de ce projet de loi ne peuvent pas dépasser le montant de 136.250.000 d'euros. Ce montant correspond à la valeur 685,44 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2010.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
14.03.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

Travaux au LHCE

6357 - Projet de loi relatif à la transformation et à l'extension du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la transformation et à l'extension des bâtiments du Lycée Hubert-Clément à Esch-sur-Alzette. Selon le devis estimatif, le coût total des travaux s'élève à la somme de 46.500.000 euros à la valeur 685,44 de l'indice semestriel des prix de construction au 1er octobre 2010.

Selon le programme de construction, le lycée comportera, après transformation et extension, 39 salles de classe ainsi que de nombreuses salles spéciales, ateliers, bureaux, infrastructures sportives, cantine et locaux annexes.

Le programme de construction comprend, outre les aménagements extérieurs, la réalisation et l'aménagement des locaux nécessaires pour la structure d'enseignement, la structure d'administration, la structure d'accueil et les infrastructures sportives.

Dans sa configuration architecturale actuelle, le Lycée Hubert-Clément se compose de plusieurs bâtiments. Tous ces bâtiments seront conservés, sauf celui du gymnase. La cantine et la piscine, ayant récemment été rénovées, ne font pas l'objet de travaux.

À côté des travaux de réfection aux bâtiments existants à conserver, le projet de loi comporte aussi des nouvelles constructions. Une nouvelle aile sera construite entre les bâtiments. Elle fait essentiellement fonction de nouvelle entrée principale. À la place du gymnase à démolir seront construites deux nouvelles ailes.

Le choix des matériaux s'est porté sur des matériaux solides, durables et écologiquement sains. Le concept énergétique prévoit de maintenir l'actuelle installation de cogénération. Il prévoit en plus des isolations thermiques efficaces et il est fait usage d'énergies renouvelables produites sur place par des panneaux photovoltaïques. Les isolants mis en œuvre seront des plus performants, les fenêtres seront remplacées par des ouvrants du type triple vitrage. Tout ceci permettra de garantir un confort optimal aux utilisateurs et une réduction des coûts énergétiques. C'est dans ce même esprit que l'utilisation de la lumière naturelle sera exploitée au maximum.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 27.10.2011

Rapporteur: M. Marc Spautz

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

01.12.2011 Désignation d'un rapporteur
07.03.2012 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.03.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 27.03.2012

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

SÉANCE 22

JEUDI,
29 MARS 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydia Mutsch, Vice-Présidente • M. Gast Gibéryen, Doyen

Sommaire

1. Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»

- *M. le Président*

2. Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020»

- *Exposés: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*
- *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Lucien Lux, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion)*
- *M. François Biltgen, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative (M. François Bausch lui pose des questions)*
- *Débat (suite): M. Serge Urbany, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

3. 6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail

- *Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: Mme Vera Spautz*
- *M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

4. 6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Nancy Arendt*
- *Discussion générale: Mme Marie-Josée Frank, M. Paul Helminger, M. Marc Angel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (dépôt d'une motion)*
- *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- *Vote sur la motion 1 (rejetée)*

5. 6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011

- *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.05 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Neen, Här President.

1. Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés»

M. le Président.- D'Presidentekonferenz schléit vir, op Propositioun vun der Commission juridique eng Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» ze schafen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Als zweete Punkt vun eisem Ordre du jour beschäftege mer eis haut de Mëtteg an enger gemeinsamer Diskussioun mam Débat de consultation iwwert d'Politique budgétaire am Kader vum Semestre européen a mam Débat de consultation iwwert de Programme national de réforme (PNR) am Kader vun der Strategie „Europe 2020". D'Riedezäit ass hei nom Modell 3 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Lux, Bausch, Gibéryen, Wolter, Kox an Henckes.

Elo kritt fir d'Alleréischt d'Wuert de Finanzminister, den Här Luc Frieden.

2. Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020»

Exposés

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den neien däitsche Bundespresident huet am Däitsche Bundestag a senger Untrëttsried d'Fro gestallt: „Wéi soll dat Land ausgesinn, vun deem eis Kanner eng Kéier soen, dat ass eist Land?" An dat ass, mengen ech, och déi Fro, déi mir eis musse stellen am méi begrenzte Beräich vun den öffentleche Finanzen, wëssend awer, datt d'öffentlech Finanzen - d'Einnahmen, d'Ausgaben - d'Grondlag si vu ganz ville Politikberäicher, vun der Gestaltung vun eisem Land, haut an an der Zukunft.

Déi Debatt, déi mer de Mëtteg hei an deem Kontext féieren, ass eng nei Debatt. Et ass fir d'éischte Kéier, datt mer - am Virfeld vun dem Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, dee mer all Joers op Bréissel schécken, an deem mer soen, wéi eis Statsfinanze sollen an deenen nächste Joren evoluéieren - an d'Chamber kommen, fir mat alle Fraktiounen an domadder am Fong mat alle Bierger am Land ze diskutéieren, wéi si d'Zukunft vun eisem Land a puncto Statsfinanze gesinn a wéi mer op dee Wee wëllen hikommen.

Dës Debatt ass eng Konsultatiounsdebatt. Dat ass eng Debatt, wou solle vill Iddien zesummekommen, deene mer da wëlle Rechnung droen, wa mer de Stabilitéitsprogramm schreiwen, mä och wa mer am zweeten Deel vum Joer de Budget an deem gewinnte Kalenner maachen.

Mä dee Wee, dee mer mussen zeechnen, muss zilführend sinn, an zilführend ass, datt mer an Zukunft och zu Lëtzebuerg gesond Statsfinanze mussen, sollen hunn, datt mer an Zukunft och zu Lëtzebuerg keng héich Schold hunn an datt mer och an Zukunft zu Lëtzebuerg eng gutt Cohésion sociale an en Ëmfeld behalen, wou Aarbechtsplaze kënnen erhalen a geschafe ginn.

D'Situatioun vun de Lëtzebuerger Statsfinanzen ass net gutt. Si ass besser wéi an enger ganzer Rei vu Länner vun Europa, mä si ass net gutt am Verglach mat der Vergaangenheet. An dat huet dermat ze doen, datt iwwert déi lescht puer Joren d'Relatioun tëscht den Ausgaben an den Einnahme vum Stat net méi matenee geotemt huet, datt dat Lach tëscht den Ausgaben an den Einnahme méi grouss ginn ass.

Mir hunn an de Joren 2009, 2010 an 2011 souwuel bei de gesamtöffentleche Finanze wéi beim Stat selwer en Defizit gehat. Ech kann haut hei der Chamber matdeelen, wéi de Kont vum Joer 2011 ausgesäit: D'Joer 2011 schléisst of bei de gesamtöffentleche Finanze mat engem Defizit vun 0,6% - dat sinn 250 Milliounen Euro -, mä um Niveau vum Zentralstat, vum Stat selwer, hu mer en Defizit vun 2,5% oder enger Milliard an 43 Milliounen Euro. Op ee Joer gekuckt ass dat sécherlech keng Katastroph; op e puer Joer gekuckt, mengen ech, muss et eis Suerge maachen.

Mir hunn an de Joren 2009, 2010 an 2011 - dat sinn also definitiv Chifferen - beim Zentralstat all Kéiers en Defizit vu ronn enger Milliard Euro gehat, an et ass fir deen Defizit ze decken, wou de Stat muss Sue léine goen.

Datt den Defizit bei de gesamtöffentleche Finanze méi kleng ass, huet mam Iwwerschoss vun der Sécurité sociale, virun allem der Pensiounskeess, ze doen, mä mat deem Iwwerschoss kënne mer net Strooss bauen, kënne mer keng Schoule bauen a kënne mer keng Paie bezuelen. Also musse mer eis mat deem ufänkende strukturellen Defizit beim Zentralstat an deenen nächste Jore méi geziilt a vun elo u méi zilstrebeg auserneesetzen.

Wien en Defizit mécht, muss dee finanzéieren, a wann een dee wëllt finanzéieren, da gëtt et nëmmen zwee Weeër. Dat eent, dat ass, et muss ee massiv Schold maachen. Déi Schold, déi ass kuerzfristeg bal net ze bemierken, mä laangfristeg ass se eng richteg Belaaschtung fir d'Bevölkerung, well wann d'Schold muss zréckbezuelt ginn, muss een dee Moment d'Steiere ganz vill héijen.

Derbäi kënnt, datt, wann een eng niddreg Schold huet, da kritt ee mat engem gudden Zënsfouss geléint. Dat ass fir de Moment de Fall zu Lëtzebuerg. Mir hu viru Kuerzem, wéi d'Chamber weess, eng Milliard geléint. Mir kruten déi zu engem Taux vun 2,25% fir eng Lafdauer vun zéng Joer geléint.

Wa mer méi eng héich Schold maachen, wa mer iwwer Joren eng héich Schold maachen, wann eise Scholdestand méi grouss gëtt, da geet och d'Zënslaascht erop, net nëmmen an der Zomm vun den Zënsen, déi mer musse bezuelen, mä och am Zënssaz. An dat sinn natierlech Suen, déi mer net hunn, fir kënnen domadder Leit ze bezuelen, Saachen ze bauen, Sozialtransferten ze maachen.

Duerfir ass déi Optioun vun der Méischold fir d'Regierung keng Optioun. Op jiddwer Fall muss de Scholdestand wäit ënnert där Limite bleiwen, wéi en an Europa toleréiert ass - en fait, net toleréiert ass, mä wou deemools gesot ginn ass, wou ee sech muss hibewegen.

Mir hu fir de Moment e Scholdestand vun ongefeier 20% vum Bruttoinlandsprodukt, an ech sinn der Meenung, datt mer net sollen zouloossen, datt dee wäit doriwwer erausgeet.

Wann een déi Optioun vu vill neier Schold ausschléisst, da gëtt et nëmmen eng aner Optioun, an dat ass den Defizit ze reduzéieren duerch en Ofsenke vun den Dépensen oder en Eropsetze vun de Steieren oder eng Mixtur vu béiden.

D'Regierung ass gewëllt, den Defizit iwwert déi nächst puer Joer substanziell ze reduzéieren. Wa mer de Chiffere vum Comité de prévision, deen d'Zesummesetzung ass vun alle Verwaltunge vum Stat, déi Finanzdonnéeën hunn, géifen integral Rechnung droen, da misste mer an deenen nächste Jore deen Defizit pro Joer ongefeier ëm 1,5 Milliarden Euro reduzéieren.

Nun ass et schwiereg an enger esou wirtschaftlech onsécherer Zäit, millimetergenau Previsiounen oder wëssenschaftlech Hypotheesen iwwert dräi Joer millimetergenau ze maachen. D'Regierung mengt duerfir, datt mer op d'mannst am Joer 2013 den Defizit ëm 500 Millioune misste reduzéieren, an och am Joer 2014 nach eng Kéier ëm 500 Milliounen Euro den Defizit reduzéieren. A virun allem musse mer dat - dovunner sinn ech fest iwwerzeegt an dat beweisen d'Beispiller am Ausland -, wa mer wëllen durabel, strukturell eis öffentlech Finanze verbesseren, da musse mer dat maachen, andeem mer d'Ausgaben am Grëff behalen.

Jo, mir brauchen eng nei Dépensëkultur. Dat heescht, mir ginn net méi keng Suen aus, mä mir mussen d'Suen anescht ausginn. An anescht ausginn heescht, datt mer net einfach kënne Joer fir Joer mat engem Wuesstumssaz vun den Dépensen déi einfach weider an d'Luucht schnelle loossen.

Eis Dépensë sinn net all Joers ganz schnell geklommen, mä mir hunn iwwert déi lescht Joren eng Rei Weiderschreiwungen, jo, Automatisme gehat, déi zu staarkem Uklamme vun den Dépensë geféiert hunn. Ech plädéieren also ganz kloer als Finanzminister fir en Ëmdenke bei den Dépensen! Anescht ausginn, vläicht méi, jo, no der Effikassitéit vu verschiddenen Dépensen nach eng Kéier kucken, kucken och no e puer Joer, ob dat, wat gutt gemengt agefouert ginn ass, wierklech säin Zil erreecht huet, oder ob een net am Kontext och vun anere Politiken, déi och agefouert gi sinn, muss dat Ganzt nach eng Kéier iwwerkucken.

Ech hätt gären, datt, wa mer déi Dépensen nach eng Kéier iwwerkucken, wa mer ëmdenke bei den Dépensen, datt mer dat no virun allem dräi Kritäre maachen. Dat Éischt ass ee Kritär vun der sozialer Gerechtegkeet. Et ass evident, datt an engem Land, wou d'Situatioune vun de Mënschen ënnerschiddlech sinn, ee muss kucken, datt déi, déi et am meeschte brauchen, am meeschten op Solidaritéit ugewise sinn, datt déi och vun där Solidaritéit kënne profitéieren. Mä net alles, wat mer maachen, ass fir jiddwereen an an allen Ëmstänn ëmmer an zu jidder Zäit d'selwecht noutwendeg.

Mir brauchen och, wa mer ëmdenken, eng intergénérationnel Solidaritéit. Dat heescht, datt, wa mer kucken, wou mer kënne verschidden Dépensen anescht strukturéieren, a wa mer wëllen - an dat ass mäi Wëllen -, datt jiddwereen am Land säi Bäitrag zu dësem schwierege Wee vun der Gesondung vun eise Statsfinanze leescht, datt mer dann all d'Alterskategorien oder all déi eenzel Gruppe vu Leit, déi et an enger Pyramid vum Alter an enger Gesellschaft gëtt, datt mer déi mat un deen Effort ubannen: déi, déi nach net schaffen; déi, déi um Schaffe sinn, an déi, déi an der Pensioun sinn. Duerfir musse mer an deenen eenzelnen Dépensen, wa mer se iwwerkucken, och déi intergénérationnel Solidaritéit mat berücksichtegen.

An drëttens - ech hunn et scho gesot - d'Effikassitéit vun der Dépense: kucken, ob dat, wat mer wollten zu engem gewëssene Moment, säin Zil erreecht huet oder ob een et net anescht kann op eng méi finanzgënschteg Aart a Weis nach eng Kéier erreechen. Dozou soll och d'Budgetsreform féieren, déi ech hoffe bis zum Enn vum Joer kënnen an de grousse Linnen der Chamber virzestellen, wou ech wëll och méi Evaluatioun vun den Dépensen im Nachhinein kënne maache respektiv wou déi eenzel Departementer och méi Flexibilitéit an, domat verbonnen, och méi Responsabilitéit an der Ausgabekultur kréien, wéi dat bis elo de Fall war.

Mir mussen also bei den Dépensen usetzen. A bei den Dépensen huet de Stat am Fong véier grouss Dépensëbléck, an ech mengen, datt mer wierklech a jiddwerengem vun deene véier Bléck mussen eis Dépensen iwwerdenken a kierzen.

Ee Block sinn d'Investitiounen. Do musse mer d'Prioritéit leeën op déi Investitiounen, déi der wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land

am meeschten nëtzlech sinn. Mir kënnen net alles bauen, wat mer vläicht wollten. An duerfir musse mer do pro Joer och Aspuerunge maachen.

En zweete Block ass dee vun de Sozialtransferten. Dat ass en Term, dee ganz villes beinhalt. Dat geet vu Familljenzoulagen iwwer Chômage, iwwer RMG, iwwer Moossnamen am Wunnengsbau an esou weider. Iwwer all déi Moossname musse mer och kucken, fir se no de Kritäre vun der sozialer Gerechtegkeet, der intergénérationneller Solidaritéit an der Effikassitéit nach eng Kéier ze iwwerkucken.

D'Zomm, déi mer duerfir ausginn, ass grouss. Et ass bäi Wäitem dee gréissten Deel vun de Statsausgaben, wann ee se no grousse Kategorië kuckt. Duerfir musse mer och do no enger manner grousser Dépense kucken an och zu engem manner groussen Uwuessen op jährlecher Basis vun der Dépense kommen.

Eng drëtt Kategorie sinn d'Rémunératioune beim Stat. Och déi sinn déi lescht Joren ëmmer erëm duerch eng Rei vu Mechanismë geklommen. Mir musse kucken, datt se net ze schnell uwuessen.

A véiertens, d'Fonctionnementskäschte vum Stat. Do muss all Minister, all Ministère Joer fir Joer an engem intensive Screening, deen een nach ka verbesseren, kucke bei all eenzelner Dépense, wat ee kann net méi ausginn, an awer selbstverständlech och kucken, kënnen déi Aarbecht, déi de Service public, wat de Stat ass, muss maachen, op eng adequat Aart a Weis ze maachen.

Niewent den Dépensë gëtt et d'Recetten. Mä ech soen nach eng Kéier: Den Akzent muss op der Reduktioun vun den Dépensë leien. An ech wär och frou, wann d'Chamber an deem Consultatiounsdébat och géif soen, ob si och der Meenung ass, datt a jiddwerengem vun deene véier Bléck soll gespuert ginn, an ob si och eis Meenung deelt, datt den Haaptakzent op der Limitatioun oder der Reduktioun vun den Dépensë muss leien, oder ob se der Meenung ass, datt méi en Akzent op d'Augmentatioun vun de Steiere muss geluecht ginn.

Ech als Finanzminister sinn en fait der Meenung, datt den Haaptakzent muss op den Dépensë leien, well d'Erfahrung am Ausland weist, datt, wann een iwwer eng länger Zäit d'Steieren héicht, dat normalerweis direkt erëm an d'Dépensë leeft an datt een den Ënnerscheed, d'Relatioun tëscht Dépensen a Recetten, déi mer jo versichen, méi kleng ze kréien, datt dat meeschtens nëmme kuerzfristeg derzou féiert, längerfristeg awer net. Och duerfir ass d'Noutwendegkeet, méi op der Dépensësäit an eisen Aen ze maache wéi op der Recettësäit.

Op der Recettësäit kënnt eng aner Contrainte derbäi. Mir musse kucken, datt mer souwuel bei de Privatpersoune wéi bei de Betriber eng Steierlandschaft virfannen, déi eis wettbewerbsfäeg par rapport zum Ausland behält. Mir sinn eng ganz oppen Ekonomie. Vill vun deene Leit, déi hei an d'Land schaffe kommen, vill vun deene Betriber, déi hei op Lëtzebuerg kommen, déi sinn net onbedéngt mat Lëtzebuerg bestuet a mussen net hei bleiwen.

Mir mussen also kucken, datt eis Steierlandschaft e bësse méi attraktiv ass wéi déi an den Nopeschlänner, fir datt mer d'Délocalisatioun vun Aarbechtsplazen an d'Ausland évitéieren.

A bei de Privatpersoune kënnt derbäi - ech mengen, dat ass och kloer a jiddwerengem säi Wonsch och, mengen ech -, datt natierlech deen, dee schaffe geet, och e Maximum wëllt netto matheemhuelen. Jiddweree muss e Bäitrag zur Kollektivitéit leeschten. Et kann een ëmmer doriwwer diskutéieren, wéi héich dee Bäitrag muss sinn. Mä eng Steierlaascht muss fair sinn, muss räsonabel sinn, an ech mengen, muss novollzéibar fir de Bierger sinn. Duerfir ass eng gewësse Leeschtungsfrëndlechkeet, eng Ënnerstëtzung vun der Aarbecht och an der Steierpolitik noutwendeg.

D'Fro stellt sech och an deem Kontext, ob et méi richteg ass, ob een eppes bei der indirekter Besteierung mécht oder op der direkter Steiersäit, wann een hei un déi eng oder déi aner Steierschrauf muss dréie goen, oder bei deenen zwou. D'Regierung huet sech an dësem Moment dorobber nach net definitiv festgeluecht, well mer mengen, datt mer elo emol fir d'Éischt musse kucken, wéi vill mer kënnen un deem Defizit reduzéieren iwwer eng Rei Ännerungen op der Dépensësäit. Mä et ass evident, datt am Endeffekt och eng Rei Steiere mussen am indirekten an am direkte Steierberäich ugepasst ginn.

Den Exercice, dee mer virun eis hu fir déi nächst dräi Joren, ass keen einfachen Exercice; keen einfache fir d'Regierung, keen einfache fir d'Chamber a keen einfache fir d'Leit dobaussen.

Wësst Der, och fir e Finanzminister wär et vill méi einfach, de Leit kënnen ze soen: „Dir kritt méi bei de Sozialtransferten; mir baue méi a mir kënnen eng ganz Rei vu Fonctionnementskäschten an der Zukunft och weider an d'Luucht lafe loossen." Dat ass méi einfach fir jiddwereen. Et mécht ee sech och sécherlech méi beléift, well de Contraire soen ass mënschlech schwiereg, ass an der Saach net evident, an et weess een, datt villes vun deem, un dat mer eis gewinnt hunn, muss geännert ginn.

Dat betrëfft awer am Fong nëmmen dat Kuerzfristegt. Wann een awer laangfristeg wëllt, datt mer an dësem Land e System kënne bäibehalen, wou mer gesond Statsfinanzen hunn, déi d'Grondlag si vun der wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung; wa mer wëllen, datt mëttelfristeg Lëtzebuerg e Land bleift, wou mer kënnen eis Sozialausgabe finanzéieren, ouni mussen duerfir Sue leinen ze goen; wa mer kënnen Investitiounen tätegen, ouni mussen déi nächst Generatiounen durablement ze belaaschten duerch héich Steieren, well se musse Schold zréckbezuelen, dann, mengen ech, gëtt deen Exercice, dee mer musse maachen, vläicht e bësse méi einfach.

En fait ass d'Situatioun eescht. Mir haten ni virdru während esou vill Jore beim Stat en Defizit vun där doten Héicht.

Ech maachen duerfir en Appell u jiddwereen, deen dës Debatt suivéiert, haut an an deenen nächste Wochen, an déi Debatt geet déi nächst zwee Joer weider, et sief dann, et géif en enorme Boom an der Ekonomie kommen, deen een awer an der Weltwirtschaft, an der europäescher Wirtschaft fir de Moment net gesäit, an da mengen ech, musse mer eis alleguerten an engem solidareschen Effort zesummendoen, an da mengen ech och, datt mer et packen!

Domadder fält Lëtzebuerg net zesummen, mä wa mer näischt maachen, da riskéieren déi nächst zéng Joer fir eist Land ganz schwiereg ze ginn. Mir sinn haut an der Verantwortung, an duerfir musse mer elo mat där neier Dépensëkultur ufänken; duerfir musse mer elo fir de Budget 2013 an 2014 ëmdenken.

An engem solidareschen Effort wäerte mer dat och packen, an duerfir begréissen ech, datt mer de Mëtteg hei kënnen an der Chamber eng breet Debatt doriwwer hunn. An ech kann Iech soen, datt all déi Iddien, déi hei de Mëtteg bruecht ginn, an d'Aarbechte vun der Regierung bei der Ausaarbechtung vum Stabilitéitsprogramm bis Enn Abrëll wäerten afléissen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Als Nächste kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetspolitik brauch Wuesstum an Europa brauch eng Wuesstumsstrategie. Duerfir ass den Nofolger vun der Lissabon-Strategie definéiert ginn, an deen heescht haut „EU 2020", an hie setzt de Kader fir eng gemeinsam Wuesstumsstrategie fir d'Joren 2010 bis 2020 an Europa.

„EU 2020" ass a fënnef wichteg Beräicher ënnerdeelt ginn: Dat ass fir d'Éischt Recherche an Innovatioun, dann den Enseignement, dann Ëmwelt a Klima, de Beschäftegungstaux, an de fënnefte Punkt ass d'Begrenzung vun der Aarmut. Fir all déi Beräicher do hu mer eis quantitativ Ziler fir déi nächst Jore gesat.

Elo ass et esou, dass all Memberstat déi Strategie, déi Objektiver, déi am „EU 2020" definéiert gi sinn, op eng national Strategie soll ëmdeite respektiv eng national Strategie soll dorauser kreéieren, déi heescht dann „Plan national de réforme", a mir hunn deen hei zu Lëtzebuerg logescherweis dann net „EU 2020", mä „LU 2020" genannt.

Reforme mussen am Intérêt vu méi Wuesstum geholl ginn, an dat souwuel mëttelfristeg wéi laangfristeg. Den Niveau vum Wuesstum huet eng direkt Inzidenz op d'Statsschold. De Luc Frieden ass elo just dorobber agaangen. Duerfir gëtt de PNR och an Zukunft vill méi enk verbonne mam PSC. Dat ass net zulescht de Grond, firwat mer haut déi zwee Programmer och zesumme wëllen diskutéieren.

Wat wäert elo am PNR oder am „LU 2020" fir dëst Joer stoen? Dir wësst, nom éischten Exercice, dee mer 2011 gemaach hunn, krute mer vum Conseil véier Recommandatiounen.

Déi éischt Recommandatioun huet déi budgetär Effortë concernéiert, déi mer musse maachen. De Luc Frieden ass dorobber agaangen. Deen zweete Punkt war eng Pensiounsreform, déi gefuerdert ginn ass. Do läit e Projet de loi vir. Deen drëtte Punkt war eng Reform vun der Indexatioun vun de Salairen. Ech mengen, och do hu mer duerch d'Indexmodulatioun eng wichteg Etapp geholl, déi eis zumindest elo emol bis 2014/2015 ofséchert. An da war de véierte Punkt, de Chômage vun deene jonke Leit erofzesetzen, fir d'Qualifikatioune vun de Jonken och besser mat der Demande vum Aarbechtsmaart ofzestëmmen. Hei sinn eng ganz Rei Mesuren och vum Aarbechtsminister geholl ginn, ënner anerem nach rezent de Plan d'action „Jeunes".

Wann ech elo op déi fënnef Beräicher kommen, déi mer haut sollen diskutéieren, da fänken ech u mat deem éischte Beräich. Dat ass dee vu Fuerschung an Entwécklung. Do läit eisen Objektiv bei 2,3% bis 2,6% Investitiounen - also, par rapport zum PIB - fir 2020 an dem Beräich Recherche an Développement. Mir stellen awer fest, dass mer de Moment eréischt bei 1,63% sinn, obschonns mer eis Efforten erhéicht hunn, mä de PIB ass méi staark geklomme wéi déi Efforten, déi mer do gemaach hunn. Also hu mer do nach eng ganz Rei Saache fir d'Zukunft ze maachen.

Mä den zoustännege Minister huet och eng Lëscht definéiert mat Projeten, déi amgaang sinn, déi ënnerwee sinn. Dat ass zum Éischten am öffentleche Beräich, an der öffentlecher Recherche den zweete Contrat d'établissement mat der Uni, d'Contrat-de-performancë mat de CRPen, dem CEPS, mam FNR a mat Luxinnovation. Da wollt ech nach nennen d'Kooperatioun mat dräi amerikanesche Rechercheinstituter am Diagnostic moléculaire an d'Ëmsetze vum „Triangle de la connaissance" zu Esch/Belval.

Wat elo déi privat Recherche ugeet, do sinn d'Efforten, fir déi agereechten Dossieren am Kader vum RDI-Gesetz an dem Gesetz iwwert d'Protection de l'environnement an der Utilisation rationnelle des ressources ze erhéijen. D'Participatioun vun den Entreprisen un internationale Programmer wëlle mer och do verbesseren. Dat sinn op alle Fall ënner anerem eng Rei vun de Projeten, déi den zoustännege Minister eragereecht huet.

Dir wësst vläicht - just Klammer op -, dass de Wirtschaftsminister soll alleguerten déi Reformvirschléi sammelen, déi vun deene verschiddene Ressorte kommen, a se dann an deem Plan national de réforme oder „LU 2020" zesummeféieren.

Deen zweete Beräich, op deem mer wäerten nach méi aktiv ginn an nächster Zäit, dat ass dee vum Enseignement. Do hu mer zwee Ënnerobjektiver. Deen éischten ass dee vun de Schoulofbriecher. Do ass d'„Objektiv 2020" dat, dass net méi wéi 10% - also, et soll ënner 10% leien - vu Jonken d'Schoul fréizäiteg ofbriechen. Deen Taux hu mer elo schonn erreecht, well mir leien do bei 9%. Dat ass also e positive Punkt.

An och den Taux, wat d'Bierger tëschent 30 a 40 Joer ugeet, déi en Diplom am Enseignement supérieur hunn, do ass et esou, dass den Taux op 40% festgeluecht ass. Laut dem Statec sengen Zuele leie mer do iwwer 40%. Et muss ee soen - vläicht just als awer interessanten Detail -, dass den Taux bei de Lëtzebuerger bei 40% läit, a bei den Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, läit e méi héich wéi 40%.

Wat sinn nach Objektiver, déi d'Ministesch mer eragereecht huet? Dat ass d'Promotioun vun der Réussite an der Schoul. Dat ass iwwert d'Reform vum Enseignement fondamental, d'Kreatioun vun der Maison de l'orientation a vun der École de la deuxième chance, d'Reform vun der Formation professionnelle vun 2008 mat der Introductioun vun der Formation professionnelle de base. Dat sinn, wéi gesot, e puer vun deene Sujeten, déi am Beräich Éducatioun wäerte realiséiert ginn.

Drëtte Beräich ass de Beräich Energie a Klima. Dir wësst, dass mer e Klimaobjektiv hunn, wat d'Emissioun vun Zäregasen ugeet. Do solle mer e Minus vun 20% hunn bis d'Joer 2020. Do leie mer laut de leschte Statistike vun 2009 bei nëmmen engem Minus vun 9%. Firwat d'Statistike vun 2009? Well mer eis de Moment nach net op déi vun 2010 kënne baséieren, well déi nach net offiziell ugeholl sinn. Duerfir baséiere mer eis de Moment op Eurostat-Zuele vun 2009.

Ech ginn awer dovunner aus, dass déi 2010ter Zuelen eigentlech méi schlecht sinn, well 2009 dat eigentlech gréisste Krisejoer war, wou och an der Stolindustrie vill manner Produktioun war an doduerch wahrscheinlech dat Zil do besser war wéi dat Joer duerno.

Am Beräich vun erneierbaren Energien hu mer en Zil vun 11% bis d'Joer 2020 och. An do louch 2009 eisen Taux bei 2,7%. Dir gesitt, dass hei nach ganz vill Efforten néideg sinn, an ech hunn och annoncéiert, dass ech deen Taux bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod wëll verduebelen, dat duerch eng besser, virun allem méi eng intelligent Förderung vun den Investitiounen an deem dote Beräich.

En drëtte Punkt am Beräich Energie a Klima ass d'energetesch Effizienz. Do ass am PNR 2011 en Zil gesat gi vun 10,38%, dat fir 2016 ze erreeche wier. Mir hunn awer elo geduecht, mir géifen deen doten Taux an d'Luucht hiewen. Dat heescht, mir hu fräiwëlleg eist Zil do erhéicht op 14,06%, wou mer mengen, dass mer dat misste kënnen erreeche bis 2016.

Ech wëll och do un déi Energieeffizienzdirektiv erënneren, déi de Moment op europäeschem Niveau diskutéiert gëtt. Déi soll ënnert dänescher Présidence am Juni gestëmmt ginn, mä do gesäit et ganz derno aus, dass eng ganz Rei Länner dat do wëlle blockéiere mat alle méiglechen Argumenter, an dohier och de Lëtzebuerger Virstouss, fir ze soen: „Majo, da kommt, mir mussen eng Rei méi flexibel Mechanismen do aféieren, wa mer iwwerhaapt wëllen, dass et zu där Direktiv kënnt."

D'dänesch Présidence huet mer och dowéinst e Bréif geschriwwen, fir Merci ze soen, dass Lëtzebuerg se esou staark doranner ënnerstëtzt, an et ass also net esou, wéi e gewëssenen Europadeputéierte sech indigniéiert huet: mir géifen déi Direktiv futtimaachen. Mir maache just de Contraire, mir wëllen nämlech derfir suergen, dass iwwer esou e Kompromiss et iwwerhaapt zu där doten Direktiv kënnt, duerfir…

(Interruption)

Gelift?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wie war dat dann?

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Den Här Turmes huet sech doriwwer opgereegt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Net datt een aneren, e Falschen, a Verdacht géif kommen!

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, neen, neen! Dat wier net schéin. Dat wier net schéin.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, et ass besser, et nennt een d'Nimm.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dir sidd schonn ëmmer esou oft am Verdacht fir alles.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat gemengt, et wier den Här Engel.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Neen, neen, neen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Oder d'Madame Lulling. Et weess ee jo net.

M. Etienne Schneider, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass op alle Fall esou, dass déi dänesch Présidence bis elo een eenzegen Alliéierten an hirem Projet huet, an dat ass Lëtzebuerg. Duerfir ass déi Kritik, déi deemools oder viru Rezentem koum, net richteg. Dovun ofgesinn hunn ech och annoncéiert am Conseil vun den Energieministeren, dass, même wann et net zu där Direktiv kënnt, Lëtzebuerg wäert en Engagement huelen, fir an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung esou eng Energieeffizienzklausel dranzeschreiwen.

Dovun ofgesinn hu mer och am Beräich vun der Energieeffizienz e Projet elo lancéiert zesumme mat der FEDIL, oder mir wäerten deen deemnächst zesumme mat der FEDIL lancéieren, fir eng Léierfabrik fir Energieeffizienz am Produktiounsprozess op Lëtzebuerg ze kréien. Mir waren eis do e Modell op München ukucken, op d'Technesch Universitéit oder Héichschoul zu München. A mir wëllen esou e Projet hei zu Lëtzebuerg maachen, deen dann alle Betriber hei zur Verfügung steet, fir ebe just hir Energieeffizienz ze verbesseren.

Da kommen ech zum véierte Punkt. Dat ass dee vun dem Beschäftegungstaux. Do ass den Objektiv bei 73% fir d'Joer 2020. 2000 hate mer en Taux vu 67,4%, 2010 ware mer eropkomm op 70,7% an 2011 si mer erëm liicht erofgefall op 69,8%, wat domadder ze dinn huet, dass dat do awer d'Auswierkunge ware vun enger ganzer Rei Failliten, speziell och an der Baubranche, déi do natierlech eisen Taux verschlechtert hunn. Mir sinn also op der richteger Schinn. Mir ginn no uewen. Mä och hei hu mer nach e bëssen ze schaffen, fir déi 73% ze erreechen.

Den Aarbechtsminister huet jo och do eng ganz Rei Initiativë lancéiert. Fir d'Éischt emol eng organesch Mesure, wat d'Reform vun der ADEM eemol ass, d'Kreatioun vum Observatoire du marché de l'emploi, dat rezent Gesetz iwwert d'Weiderbildung, déi Initiativ „Fit4job". Doriwwer eraus sinn nach eng Rei Mesuren annoncéiert an och scho geholl fir déi Jonk, Mesurë geholl, fir méi Fraen op den Aarbechtsmaart ze kréien, an och Mesurë lancéiert, fir méi Senioren am Aarbechtsmaart ze halen.

Dann hu mer dee fënneften a leschte Beräich. Dat ass den Aarmuts- an Exklusiounsrisiko. Do

hate mer eis 2011 kee quantitativt Zil ginn, mir hunn eis awer fest virgeholl, dat dës Kéier ze maachen. Duerfir ass d'Familljeministesch amgaang, do en Zil auszeschaffen. Dat ass awer nach net offiziell, well et nach net duerch de Conseil gaangen ass, mä do wäert awer een offiziellt quantitativt Zil kommen, zu deem mer eis als Regierung wäerten engagéieren.

Eng Rei Initiativë gi gestart oder sinn zum Deel scho gestart vun der Familljeministesch. Dat ass ënner anerem eng besser Offer vu sozioéducativë Structures d'accueil fir Kanner, eng Sensibilisatioun vun Elteren, déi den RMG kréien, iwwert d'Chèques-services Accueil, eng Augmentatioun vum Taux d'activation vu Leit, déi den RMG kréien, an eng Kreatioun vun 30 Offices sociaux, fir ebe just de Cercle vicieux vun der Exclusion sociale ze briechen.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Objektiver sinn enk matenee verbonnen. Besser Resultater an der Schoul verbesseren d'Chancen, fir eng Aarbecht ze fannen, wat natierlech eise Beschäftegungstaux verbessert an domat och den Aarmutsrisiko reduzéiert.

Ech mengen elo, wat de Kalenner ugeet, Iech kënnen ze soen, dass mer - net „kënnen" ze soen, mä „mussen" ze soen -, dass mer musse bis Enn Abrëll spéitstens dee Plan national de réforme an der Kommissioun zu Bréissel ofginn. D'Kommissioun, déi kuckt sech deen dann un a schafft eng Rei Recommandatiounen aus. Déi ginn dann am Conseil européen diskutéiert. Déi ginn dann erëm validéiert vum Conseil. An dann Enn Juni, uganks Juli misste mer déi Recommandatiounen dann zougestallt kréien, op déi mer dann alt erëm musse reagéieren. Mä domat wier dann dat Europäescht Semester fir 2012 ofgeschloss.

D'Zil vum PNR ass, eist Land gestäerkt aus dëser Kris ze féieren an eise Wirtschaftswuesstum méi intelligent, méi nohalteg an och méi inklusiv ze gestalten. Allerdéngs wëll ech hei soen, dass, wa mer vun engem Wuesstum schwätzen, dee méi intelligent, méi nohalteg a méi inklusiv soll sinn, dass mer net op déi Schinn wäerte goen, fir null Wuesstum ze prônéieren.

Ech mengen, mir hunn alleguerten déi lescht Jore gesinn, wat et bedeit, wa mer net méi genuch Wuesstum hunn: Mir hu méi en héije Chômage, mir hunn exzessiv Defiziter, an och eis Statsschold klëmmt. Duerfir mengen ech, dass fir all déi, déi ëmmer plädéiert hunn a Richtung Nullwuesstum, dass am Fong déi Kris, déi 2008 lassgaangen ass, eis gewisen huet, dass dat kee Modell fir Lëtzebuerg ka sinn.

De PNR ass a sech kee Selbstzweck, et ass keng Fin en soi, mä d'Zil ass, wéi gesot, méi Wuesstum a Beschäftegung ze kréien.

(Interruption)

Pardon?

(Interruption)

Ech hunn elo keen heibanne gemengt, mä déi Diskussioun gëtt ganz generell jo awer gefouert vun enger ganzer Rei Leit, déi mengen, dass de Wuesstum eis néierens méi hifiert an dass ee soll an eng Richtung vun Nullwuesstum goen. Ech wollt domadder net hei ee Member aus dësem héijen Haus viséieren, mä et ass awer eng Diskussioun. An ech mengen einfach, dass déi lescht Jore gewisen hunn, dass dat kee Modell ka si fir Lëtzebuerg.

D'Zil ass, wéi gesot, vun deem ganze PNR oder „LU 2020", méi Wuesstum a Beschäftegung am Intérêt vum Wuelstand vun eise Bierger ze schafen an och vun den zukünftege Generatiounen. Duerfir soen ech Iech elo scho Merci fir Är Interventiounen an eventuell och nach fir Är gutt Iddien, déi mer am Laf vun deem Débat hei wäerten héieren, déi mir dann och nach ganz gären an dee Plang wëlle mat afléisse loossen, éier mer deen da Mëtt vum nächste Mount wäerten op Bréissel aschécken.

Ech soen Iech villmools Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. An als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir befaassen eis haut mat engem Débat de consultation, wou d'Regierung gären Impulser hätt, wéi déi budgetär Orientatioun vun eisem Land soll ausgesinn. Gläichzäiteg steet och eng Debatt iwwert de PNR 2012 um Ordre du jour. Dass déi zwou Debatten zesumme stattfannen, läit kloer op der Hand. Souwuel déi budgetär wéi och déi strukturell Politike sinn enk matenee verbonnen. Dofir ass et a mengen Ae wichteg, als Éischt e kuerze Résumé vun dem ganzen décisionnelle Kader ze maachen.

D'Finanz- an d'Wirtschaftskris 2008/2009, wéi och déi europäesch Scholdekris hunn d'Schwächte vun der EU ervirgehuewen, notamment wat d'Koordinatioun vun de wirtschaftlechen a budgetäre Politiken an der Eurozon ugeet. Dës Krisen hunn eis kloer gewisen, wéi vernetzt déi 27 EU-Wirtschafte sinn, a virun allem déi aus der Eurozon, a wéi bluttnoutwendeg et ass, gemeinsam no Léisungen ze sichen, fir aus der Kris erauszekommen a gemeinsam Strategien ze entwéckelen, fir dass Europa, ergo all europäescht Land, de Wee vun engem intelligenten, nohaltegen an inklusive Wuesstum aschléit.

Dëst ass d'Zil vun der Strategie „Europa 2020", déi d'Lissabon-Strategie ofléist an déi eng éischt Äntwert op d'Krise war. Dës Strategie soll nees d'europäesch Wirtschaft relancéieren. Si geet awer net duer, notamment fir d'Scholdekris an Europa anzedämmen. Esou ass d'Iddi vun engem Semestre européen opkomm, vun engem Instrument, dat déi wirtschaftlech a virun allem déi budgetär Politike vun den EU-Länner besser an am Virfeld koordinéiere soll.

Dësen neie Werdegang, dës nei Prozedur ass d'lescht Joer fir d'éischte Kéier ufanks Januar mat der Publikatioun vum jährleche Wuesstumspabeier vun der Kommissioun, dem Examen annuel de la croissance, oder kuerz dem EAC, an d'Wee geleet ginn. Dës Publikatioun ass op verschiddenen europäeschen Niveauen diskutéiert ginn, notamment um Niveau vum Conseil, wou och déi strategesch Ausriichtunge festgehale gi sinn, un deene sech d'EU-Länner orientéiere sollen, wann et drëms geet, fir déi mëttelfristeg budgetär Strategien am Kader vun hire Stabilitéitsprogrammer ze definéieren.

De Semestre européen huet eng Rei vu prozedurale Modifikatioune mat sech bruecht. All Land soll spéitstens bis Enn Abrëll souwuel säi Stabilitéitsprogramm wéi och säi Reformprogramm zesummen op Bréissel schécken. Op Basis vun dëse Programmer huet déi Europäesch Kommissioun och d'lescht Joer ufanks Juni eng Rei Recommandatiounen un d'EU-Länner formuléiert, déi vum Conseil Enn Juni iwwerholl gi sinn an déi an déi national Budgete missten afléissen.

Fir komplett ze sinn, muss een och drun erënneren, dass d'Länner vun der Eurozon plus verschidden aner EU-Länner sech ausserdeem engagéiert hunn, am Kader vum Euro-plus-Pakt Moossnamen ze huelen, fir hir Kompetitivitéit ze verbesseren. Dëse Pakt schléit eng gréisser wirtschaftspolitesch Koordinéierung a Konvergenz vir.

An Enn d'lescht Joer ass och nach dee sougenannten „Sixpack", deen als Zil huet, d'Gouvernance économique ze renforcéieren, a Kraaft getrueden. Iwwert de Wee vun engem neien Alarmmechanismus, dem sougenannten „MIP", deen op enger Rei vun Indicateure baséiert, solle makroekonomesch Ongläichgewiichter verhënnert ginn. De „Sixpack" soll als Support fir d'Emsetzung vum Semestre européen déngen.

De Wuesstumspabeier fir 2012, deen am November 2011 presentéiert ginn ass an dee während dem Fréijoerssommet vun dësem Joer um Niveau vum Conseil diskutéiert ginn ass, ass den Optakt vun der zweeter Editioun vum Semestre européen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Note, déi mir vum Wirtschaftsministère kruten, steet dran, dass de PNR 2012 de Recommandatiounen, déi vun der Kommissioun am Kader vun de Stabilitéits- a Reformprogrammer fir d'Joer 2011 u Lëtzebuerg adresséiert a vum Conseil guttgeheescht goufen, Rechnung dréit. Ech erënneren drun an dësem Kontext, dass no dëse Recommandatiounen eist Land: eng ëmfaassend Reform vu sengem Pensiounssystem aleede misst - Stéchwuert verstoppte Sozialschold -, de System vun de Salairen iwwerkucke sollt a Moossnamen ergräife misst, fir de Jugendchômage ze reduzéieren.

Dat sinn éischter strukturell Reformen. Eng Recommandatioun huet awer och kloer eng budgetär Konnotatioun a steet am Zesummenhang mat dem Stabilitéitsprogramm an de Stabilitéitskritären: An zwar soll Lëtzebuerg méi ambitiéis sinn a Saache budgetär Consolidatioun a mir sollen, no Bréissel, e gréisseren Effort maachen, fir den Defizit méi schnell ofzebauen, fir mëttelfristeg ab 2012 en Iwwerschoss ze schreiwen.

Fairerweis muss ee soen, dass d'Kommissioun, wéi se dës Recommandatioune geschriwwen huet, vu wesentlech besseren Zuelen a Prognosen ausgaangen ass, wéi déi, déi mir aktuell um Dësch leien hunn. An dat zielt iwwregens net nëmme fir eist Land. Europawäit huet sech déi wirtschaftlech Situatioun zënter dem leschte Summer verschlechtert.

Effektiv sinn eng Rei vun de Moossname geholl ginn, déi am Kader vun dëse Recommandatiounen ze gesi sinn. Esou huet d'Regierung Enn Januar e Projet déposéiert, deen de Pensiounssystem soll reforméieren. Mir kënnen net de System, esou wéi en ass, weiderlafe loossen, soss renne mer an eng Mauer.

De Gesetzesentworf gesäit eng Rei vu Mechanismë vir, déi der Regierung erlabe wäerten, méi séier anzegräifen, wann et noutwendeg ass. Esou zum Beispill gesäit d'Reform d'Méiglechkeet vun enger Hausse vun de Cotisatioune vir, och wann dëst net haut oder muer geschéie soll, mä wann d'Situatioun et erfuerdert. D'Mesuren, déi d'Reform virgesäit, léisen awer net all Problemer, déi an Zukunft op eis duerkomme wäerten. D'Problemer ginn zäitlech no hanne geréckelt, wat net fundamental falsch ass, wann een dat fir dat hëlt, wat et ass. Nämlech duerch d'Reform hu mir nees e gewëssenen Zäitraum, dee mir notze sollen, fir méi strukturell an déif gräifend Reformen unzegoen.

Mat der Reform ass nämlech net alles gedoen; bei Wäitem net! Ausserdeem geet d'Reform vun extrem positive Basisdonnéeën aus. Si fousst op enger Croissance vun 3% vum PIB a vun 1,5% vum Emploi pro Joer. Wann een d'Zifferen hëlt, déi zënter der leschter Woch zirkuléieren, kann ee sech d'Fro stellen, ob d'Parameteren, déi geholl gi sinn, net ze optimistesch sinn. Au pire, wäert Dir mer soen, wäerten dann all déi Mechanismen éischter gräifen. Dat heescht awer och, dass eisen Handlungsspillraum net méi esou grouss wäert sinn.

Fir eis ass et kloer, dass d'Reform, déi vum Sozialminister proposéiert gëtt, an déi richteg Richtung geet, mä et ass gradesou kloer, dass se net laangfristeg iwwer Jorzéngten eraus wäert duergoen. Nieft der Pensiounsreform sinn eng Rei aner Mesurë geholl ginn, déi de Recommandatiounen aus Bréissel Rechnung droen, wéi d'Modulatioun vum Index bis 2014 oder déi verschidde Mesuren, fir de Jugendchômage ze bekämpfen.

Nom Pabeier vum Wirtschaftsminister respektéiert de PNR 2012 och d'Engagementer vum Euro-plus-Pakt. De Wirtschaftsminister zitéiert nees d'Modulatioun vum Index an d'Reform vum Pensiounssystem souwéi d'Neutralisatioun vun der Hausse vum Mindestloun duerch d'Ausgläichszuelunge vun der Mutualité des employeurs, d'Stabilitéit vun de soziale Cotisatioune vun de Patronen, d'Reform vun der ADEM - wou d'Zukunft eis soe wäert, ob dat just Makulatur ass oder ob se wäert eppes bréngen -, oder nach d'Simplification administrative, déi vill ze lues ëmgesat gëtt a wou d'Regierung endlech Gas muss ginn, wa mir net wëlle weider e puer Plazen a Saache Kompetitivitéit verléieren.

Wat déi grouss strukturell Orientatiounen ugeet, esou wieren déi national Objektiver fir 2020, déi am Abrëll 2011 festgeluecht goufen, mat zwou Aktualisatiounen nach ëmmer valabel. Ech erënneren drun, dass mir eis a puncto Emploi en Taux d'emploi vun 73% bis 2020 als Objektiv festgesat haten, deen iwwert de Wee vu verschiddene Moossname realiséiert sollt ginn, dovunner d'Modernisatioun vun den institutionelle Strukturen oder d'Verbesserung vun der Employabilitéit vun deene Jonken, zum Beispill duerch eng besser Orientéierung.

Effektiv spillt déi initial Formatioun wéi och d'Orientatioun vun deene Jonken eng kruzial Roll. Mir hunn et endlech fäerdegbruecht, eng Maison de l'orientation op d'Been ze setzen, déi awer nach ëmmer keng legal Basis huet. Mir mussen och déi künstlech Differenz zwëschen Orientation scolaire an Orientation professionnelle opginn. Eng effikass Orientatioun ka just eng Orientatioun sinn, déi dee Jonken no senge Wënsch a Facultéiten an no de Besoinë vum Aarbechtsmaart orientéiert.

Et kann net sinn, dass de SPOS an de Schoule just eng schoulesch Orientéierung ubitt: wat fir eng Sektioun oder wat fir eng Uni. Si mussen och à même sinn, déi Jonk iwwer konkret Beruffsperspektiven ze informéieren a se an hirem Choix guidéieren. An do besteet en enormen Nohuelbedarf!

En Taux d'emploi vun 73% bis 2020 kréie mir just hin, wann den Taux d'emploi vun de Fraen eropgeet. D'Diskrepanz zwëschen der Evolutioun vum d'Taux d'emploi vun de Fraen an deem vun de Männer ass an de leschte Joren zréckgaangen. Eng positiv Evolutioun mat engem grousse Bémol: Den Temps partiel ass nach ëmmer eng wesentlech weiblech Aarbechtsform. Ronn 35% vun de Fraen zwësche 25 an 49 Joer, déi beruffstäteg sinn, hunn eng Deelzäitaarbecht. Dësen Taux klëmmt mam Alter a läit bei ongeféier 40% fir d'Fraen iwwer 50.

Wa mir also wëlle weiderhin d'Insertioun vun de Fraen um Aarbechtsmaart favoriséieren, da musse mer derfir suergen, dass d'Rahmebedéngunge stëmmen, dass et méiglech ass, d'Familljeliewen an d'Beruffsliewen ënner een Hutt ze bréngen. An dësem Beräich ass villes ënnert dem Impuls vun der Ministesch Marie-Josée Jacobs geschitt.

D'Offer u Betreiungsméiglechkeeten, virun allem fir déi ganz Kleng zwëschen null an dräi bis véier Joer, ass bal explosiounsaarteg an d'Luucht gaangen. D'Aféierung vun de Chèques-services huet zu dëser Evolutioun bäigedroen. Et bleift, dass et nach ëmmer Enkpäss gëtt an der Betreiung vun deene méi Alen - wann een dierf esou soen, wa se iwwer véier Joer hunn -, déi nach ëmmer net déi Betreiung fannen, déi se oft mussen hunn.

De Chèque-service huet mat sech bruecht, dass vill Kannerbetreiung méi abordabel ginn ass, dass d'Ausübe vun engem Beruff fir béid Eltere sech rentéiert. Dat muss och esou bleiwen, well wann de Käschtepunkt vun der Kannerbetreiung ze vill grouss gëtt, da kréie mir och manner Fraen op den Aarbechtsmaart. Dës negativ Tendenz wier net nëmmen net kompatibel mat eisen Ziler, déi mir eis op europäeschem Niveau gesat hunn, au vu vum demografesche Wandel an der Pénurie u qualifizéierte Salariéë wier dat eng Katastroph fir eist Land.

Op där anerer Hand huet natierlech d'Kannerbetreiung an de Chèque-service säi Präis. An dat ass e stolze Präis. D'Fonctionnementskäschte leie bei ronn 200 Milliounen Euro fir 2012. 2007 louche se nach bei ronn 53 Milliounen, 2008 waren et 83 Milliounen an 2009, d'Joer, wou de Chèque-service agefouert gouf, waren dat 165 Milliounen. Wann een och nach nieft de Fonctionnementskäschten d'Frais d'investissement derbäirechent, da leie mer fir d'Joer 2012 bei ronn 223 Milliounen.

Wa mir vun Orientations budgétaires schwätzen, da musse mer selbstverständlech kënnen iwwert d'Ausmooss vun de Prestations familiales au sens large schwätzen. Dozou gehéiert d'Participatioun vum Stat un der Kannerbetreiung. Mä mir mussen eis awer och iwwert d'Ausriichtung vun eiser Politik a vun eise Prioritéiten am Kloere sinn. Mir musse wëssen, wat mer wëllen, an eis Décisioune musse kohärent sinn.

E weidert Objektiv fir d'Zukunft ass, d'Fuerschung an d'Innovatioun ze förderen. Wann ee weess, wéi wichteg et ass fir e klengt Land, da mécht et Sënn. An do hu mir op deem Niveau nach vill nozehuelen. Mir schwätzen hei vun engem Niveau vun 2,3% bis 2,6% vum PIB bis 2020. Dat ass e bësse manner wéi déi europäesch Virgab vun 3%. Et ass awer fir Lëtzebuerger Verhältnisser net schlecht.

Mir hu bei eis am Land keng grouss Industriebetriber mat entspriechender Fuerschungsaktivitéit. Déi privat finanzéiert Fuerschung läit bei eis manner héich wéi am Ausland. Mir kënnen also net genee déiselwecht ambitiéis Ziler hunn. Et bleift, dass d'Investissementer an dësem Beräich stagnéieren, an dëst, obwuel déi öffentlech Investissementer an d'Luucht gaange sinn. Mir mussen also kucken, dass de Privatsecteur méi agebonne gëtt an dësem Beräich.

Dofir brauche mir eng kohärent, global a konzertéiert Politik am Beräich vun der Fuerschung an der Innovatioun. En Element vun esou enger Politik ass dat, dass d'Investissementer, déi gemaach ginn, effikass a Projeten agesat ginn, déi eist Land an eis Ekonomie och weiderbréngen. Mir mussen hei vill méi selektiv virgoen. A wa mir wëlle vill méi de private Secteur fir d'Fuerschung an d'Innovatioun gewannen - an ech denken net nëmmen un den nationale private Secteur -, da mussen déi öffentlech concernéiert Acteure vill méi a Prospektiounsmissiounen am Ausland agebonne ginn. An da musse mer dat, wat mer eis virhuelen, och a räsonabelen Délaien ëmsetzen. Mir hu keng Zäit méi ze verléieren.

De fréiere Wirtschaftsminister hat viru genee zwee Joer 65 Propose gemaach, fir d'Kompetitivitéit vun eisem Land ze verbesseren. Eng dovu war d'Schafung vun engem Institut de la propriété intellectuelle. Moossnamen, déi een am PNR vum leschte Joer ënnert dem Kapitel „Fuerschung" erëmfënnt. Esou e System kéint effektiv der Fuerschung zeguttkommen a kéint och d'Base si vun neien Nischen, wou mir et kënne fäerdegbréngen, eppes ze kréien, wa mir d'Propriété intellectuelle géife stäipen. Ech hunn héieren, dass do eppes um Wee wier - wat begréissenswäert ass.

Wou si mir awer, par contre, mam Volet „Entreprises" vum Guichet unique drun? Dee sollt jo verbessert ginn a complétéiert ginn. Et ass nach ëmmer net evident, all Informatiounen direkt ze fannen, an net all Formulaire, dee fir e Betrib wichteg ass, kann een direkt eroflueden. Doriwwer eraus ass et nach ëmmer net méiglech, iwwer Internet de ganze Suivi vun den administrativen Démarchen ze maachen, an dat misst onbedéngt nogekuckt a verbessert ginn.

Här President, wat d'Objektiv „Changement climatique et énergie" ugeet, dee gëtt aktualiséiert, an zumindest den Objektiv, dee sech

Lëtzebuerg a Saachen Energieeffizienz ginn huet. Do sollt den Taux vun der Ennbenotzung bei 10,38% fir d'Joer 2016 leien. Dësen Taux soll eropgesat ginn op 14,06%. Wat d'Reduktioun vun der CO_2-Emissioun ugeet, sou musse mir awer nach ganz vill Effortë maachen, fir eis Ziler ze erreechen, idem wat déi erneierbar Energie ugeet; och wann ee weess, dass do gëschter an der Stoltripartite verschidde Moossnamen nach diskutéiert gi si fir méi eng grouss Energieeffizienz, a wou mer jo och wëssen, mat där Décisioun, dass Schëffleng soll agemott ginn, dass och do beim CO_2-Ausstouss vill Quoten, déi Lëtzebuerg zougesprach kritt hat bis 2012, elo um Marché soi-disant sinn.

Am Volet „Éducatioun" ass gesot ginn, mir sollen den Décrochage scolaire ënner engem Taux vun 10% halen; dat ass och déi europäesch Virgab. Et schéngt esou, wéi wa mir dësen Taux erreecht hunn. Zënter 2008/2009 géif den Taux bei 9% leien, dat geet aus dem Pabeier vum Wirtschaftsminister ervir. Or, no der 6. Editioun vun der Publikatioun «Le décrochage scolaire au Luxembourg» vum Statec hätten am Joer 2009 awer 13,1% vun de Schüler d'Schoul ouni Ofschloss verlooss, an 2010 waren et der 12,6. Et geet och nach aus dëser Publikatioun ervir, dass den Taux vun 9% e reng theoretesche Taux wier.

No dësen Zuelen hu mir eist Objektiv verfeelt. Souguer wa mir ënner 9% wieren, ass dat nach ëmmer kee Grond, fir zefridden ze sinn. Dat sinn nämlech nach ëmmer 9% ze vill Schüler, déi all Joer ouni eng valabel Formatioun de Schoulsystem verloossen an déi esou gutt wéi keng Chance op dem Aarbechtsmaart hunn. Dat sinn d'Chômeure vun haut a vu muer.

Wat déi sozial Inklusioun ugeet, do sinn e puer Mesuren opgezielt, déi dës Inklusioun solle förderen, wéi zum Beispill d'Offer vun de Betreiungsméiglechkeete fir Kanner zwëschen null an zwielef Joer oder Mesuren, déi déi Jonk solle motivéieren, zréck an d'Schoul ze goen, wa se d'Schoul zum Beispill virzäiteg ofgebrach hu respektiv wa se ze vill Éiereronne gedréit hunn. Do ass och nach eng Aktualisatioun virgesinn, an zwar soll Lëtzebuerg säin Objektiv quantifizéieren, wat jo u sech logesch ass, fir kënne laangfristeg d'Zil an dësem Beräich ze verfollegen an ze bewäerten.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, no der Note vum Wirtschaftsministère loosse sech zwee vun dräi Déséquiliberen, déi am Kader vum MIP festgestallt goufen - et geet hei ëm d'Iwwerschreide vun der Leeschtungsbilanz a vun der privater Schold -, duerch national Spezifissitéiten erklären. Wat den drëtten Déséquiliber ugeet, dee Verloscht vun der Kompetitivitéit, do wiere jo Mesuren am Dezember geholl ginn, notamment wat d'Modulatioun vum Index ugeet.

Ech wëll just drun erënneren, dass d'Entscheedung, dass bis 2014 all Joer just eng Indextranche ausbezuelt gëtt, eng temporaire Mesure ass. Dat ass keng grondleeënd strukturell Reform. Bis 2014 wëssen d'Betriber an och d'Salariéen, wou se dru sinn. Dat gëtt hinnen eng gewësse Garantie. Déi eng wëssen, wéi hir Käschtestruktur wäert bis 2014 evoluéieren, déi aner, wéi de Contenu vun hirem Portmonni ausgesäit.

Mä dat geet net duer, well mir mëttel- a laangfristeg wëllen de Standuert Lëtzebuerg méi attraktiv maachen an eis Kompetitivitéit verbesseren. Wou si mer mat der Emsetzung vun de Proposen, déi de fréiere Wirtschaftsminister gemaach huet, drun? Net all Propos ass ëmgesat ginn. De Problem ass, dass eis Zäit net éiweg zur Verfügung steet an dass eis Noperen och net schlofen an och d'Schwellelänner ëmmer méi staark ginn. Do ass et wichteg, dass mer schnellstméiglech dat ëmsetzen.

De PNR 2012 dréit och de politesche Prioritéiten, esou wéi se am Kader vum jährleche Wuesstumspabeier opgezeechent sinn, Rechnung. Dëse Pabeier zielt fir 2012 fënnef Prioritéiten op, op déi sech d'EU an d'Memberstate solle konzentréieren: Et geet als Alleréischt drëms, weider eng differenzéiert a wuesstumsfrëndlech budgetär Konsolidéierung unzestriewen, de Wuesstum an d'Kompetitivitéit weider ze förderen, de Chômage an déi sozial Konsequenze vun der Kris ze bekämpfen, d'Moderniséierung vun de Verwaltungen unzegoen an ze kucken, dass déi normal Kreditaktivitéiten, déi der Wirtschaft zeguttkommen, erëm nees hiergestallt ginn.

D'Prioritéite vun der Kommissioun am Kader vum Wuesstumspabeier 2012 si vum Conseil ufanks Mäerz iwwerholl ginn. Während dem Fréijoerssommet ass festgehale ginn, dass d'Memberstate méi séier missten d'Objektiver vun der Strategie „Europa 2020" ëmsetzen an dass se méi intensiv d'Reformen ugoe missten, déi an de jeeweilege Recommandatioune fir d'Joer 2011 géife stoen. D'Länner misste konkret an hirem PNR an an hirem Stabilitéitsprogramm d'Moossnamen opzielen, fir dëst ze erreechen.

An der Note vum Wirtschaftsminister kann een och nach noliesen, dass de PNR mat gesonden a laangfristeg liewensfäege Statsfinanze verbonnen ass. De PNR kann nëmmen am Kader vum makroekonomeschen Zeenario vum Stabilitéitsprogramm ëmgesat ginn.

Wa mir also vu budgetären Orientatioune schwätzen, da geet et net nëmmen drëms ze kucken, wat zum Beispill eis Prioritéite sinn, wou mir investéiere wëllen oder wéi mir de roude Stëft usetze wëllen.

Mir musse kucken, dass eis Orientatiounen ënner Berücksichtegung vun dem europäeschen décisionnelle Kader formuléiert an ëmgesat ginn. D'Politik bestëmmt weider de budgetäre Choix. Mä am Kader vun deenen Engagementer, déi se um europäeschen Niveau geholl hunn, ass dëse Choix ganz kloer een, deen an déi national makroekonomesch Gegebenheeten anzefügen ass.

Aus béide Kadere geet ervir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass weider Effortë gemaach musse ginn, fir eise Budget ze sanéieren, quitte dass och an Europa d'Erkenntnis opkënnt, dass ee sech net zu Doud spuere soll. Et bleift awer, dass den Équiliber vum Budget weider eng grouss Prioritéit an Erausfuerderung vun der Politik ass, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä iwwerall.

E Bléck op déi Previsiounen an Evolutioune vun den öffentleche Finanze fir déi nächst Joren, an op deenen den nationale Stabilitéitsprogramm fousst, weist, dass eise Spillraum méi kleng gëtt an dofir d'Noutwendegkeet ze handele méi grouss ass.

Mir sinn offiziell an enger Rezessioun. Fir d'Joer 2012 geet de Comité de prévision vun engem negative Wuesstum vun 0,9% aus. Ech erënneren drun, dass nach am Dezember, wou de Budget gestëmmt ginn ass, ee vun enger Croissance vu plus 2,1% ausgaangen ass. Dat ass eng Differenz vu ronn 3%. Zwar soll sech no de virleiende Previsiounen d'Lag viraussichtlech während der Period 2013-2015 verbesseren. Do soll den ekonomesche Wuesstum eng Croissance moyenne vun 3,7% verzeechnen, mä dofir soll während dem gläichen Zäitraum och d'Aarbechtslosegkeet an den Defizit vum Gesamtstat an d'Luucht goen.

De Chômage soll bis op 7,8% am Joer 2014 klammen. Eleng d'Hausse vum Chômage während de Joren 2011 an 2012 ass méi grouss wéi während de Krisejoren 2009-2010. Wa weider Aarbechtsplaze geschafe ginn, esou geet den Emploi awer fir d'Joer 2012 zréck, vu plus 2,8% d'lescht Joer op plus 1,3% dëst Joer. Och fir d'Joren 2013 bis 2015 soll d'Evolutioun vum Emploi manner dynamesch sinn.

D'Inflatioun wäert viraussiichtlech bei 2% leien, mä villes hänkt vun der Evolutioun vum Pëtrolspräis of. Wie ka schonn heibannen eng grouss Kris am Mëttleren Osten ausschléissen, déi d'Präisser vun de Rohstoffer doudsécher wäert no uewen dreiwen?

De Coût salarial moyen, trotz Moduléierung vum Index, wäert bis 2015 méi héich leie wéi d'Inflatioun. Bréissel huet schonn op dës Problematik an op d'Konsequenz, déi vun dësem Constat ofzeleeden ass, higewisen, an zwar, dass Lëtzebuerg weider u Kompetitivitéit wäert verléieren.

Mir hunn am Verglach mat deenen aneren EU-Länner während der Period 2008-2010 déi héchst Croissancë vum Coût salarial réel ze verzeechnen, mat plus 17,3%. An Däitschland läit dësen Taux bei 6,6%, an der Belsch bei 8,5% an a Frankräich bei 7,2%. Ech erënneren och nach hei un déi sëllechen international Etüden, déi ech am Kader vun de Budgetsdebatten am Dezember zitéiert hunn.

Um Niveau vun de Statsfinanze gesäit et och net gutt aus. Wann näischt geschitt, wäerte mir ab 2013 net méi kënnen d'Stabilitéitskritäre vu Maastricht respektéieren. De Comité de prévision geet nach vun engem Defizit vu minus 1,7% vum PIB fir dëst Joer aus, mä am Joer 2013 soll dësen Taux op 3,5% (veuillez lire: minus 3,5%) eropgoen.

D'Prognose fir 2014 an 2015 sinn net vill besser: 3,1% respektiv 3,3% (veuillez lire: minus 3,1% respektiv minus 3,3%). Mir sinn da kloer net méi am Kader vun deene Maastricht-Kritären a riskéieren, mat engem Defizitverfahre vu Bréissel konfrontéiert ze ginn, wa mir d'Situatioun net esou schnell wéi méiglech ënner Kontroll kréien.

Doriwwer eraus riskéiere mir och, eis Topbonitéit, eisen Triple-A ze verléieren. An enger méi laangfristeger Perspektiv kënnt och déi verstoppte Sozialschold, déi besonnesch an eisem Pensiounssystem ass an déi net derzou wäert bäidroen (veuillez lire: an déi derzou wäert bäidroen), den Defizit weider wuessen ze loossen.

Nodeems d'Dépensë vu 6,3% am Joer 2010 op 5,2% d'lescht Joer erofgaange sinn - wat méi mam Bremse vun den öffentlechen Investissementer ze dinn huet wéi mat der Reduzéierung vun den Dépenses courantes bei den Administration-publiquen -, stagnéieren d'Dépensë bei ronn 5%.

Et kann een elo higoen a soen, dat wieren negativ Prognosen, et misst jo net alles esou schlëmm kommen, et kéint jo sinn, dass déi wirtschaftlech Situatioun sech awer besser entwéckele géif wéi virgesinn. Dat huet de Comité de prévision och a Betruecht gezunn.

Mä souguer, wann ee vun enger besserer Situatioun ausgoe géif, zum Beispill enger Verbesserung vum Wuesstum vum PIB an der Eurozon vun 0,5% bis 2015 oder enger méi dynamescher Entwécklung vun de Finanzmäert, da géife mir nach ëmmer negativ Zuele schreiwe respektiv d'Scholde géifen nawell weider zolidd wuessen. Den Impakt vu bessere Perspektiven ass limitéiert an d'Konklusioune vum Comité de prévision sinn ëmsou méi beängschtegend.

Här President, d'Verschlechterung vum Defizit, notamment ab 2012, berout op villen Elementer. Dat huet domadder ze dinn, dass d'Wirtschaft méi lues dréit an dofir manner Recetten erakommen: eng Differenz vu minus 4,2% bei den indirekte Steieren a souguer vu 7,6% (veuillez lire: minus 7,6%) bei den direkte Steieren, wann een d'lescht Joer mat dësem Joer vergläicht.

Dernieft hunn awer eng Rei vun Entscheedungen derzou bäigedroen, dass manner Recetten do wäerte sinn, wéi zum Beispill d'Ofschafe vun der Krisesteier ab dem 1. Januar, wat ronn e Minus vun 220 Milliounen Euro ab 2012 ausmécht, oder d'Décisioun, eng Indextranche ze garantéiere bis 2014. Dat mécht 115 Milliounen Euro aus. Dernieft wäerten eis all Joer bis 2015 (veuillez lire: ab 2015) 600 Milliounen Euro TVA vum E-Commerce am Budget feelen.

All dat brëngt mat sech, dass mir all Joer viraussiichtlech bis d'Joer 2015 eng Milliard Euro léine musse goen, fir d'Finanzbedierfnisser vum Zentralstat ze finanzéieren. D'Käschten, fir d'Sue léinen ze goen, wäerte bei ronn 330 Milliounen Euro 2015 leien. A mir dierfen net vergiessen, dass all dës Zuelen, déi ech lech elo grad opgezielt hunn, net d'Käschte vun den zukünftegen Engagementer am Pensiounswiese beinhalten, geschweig Noutkreditter, déi gegebenenfalls néideg wäerte sinn, fir gréisser Enkpäss ofzefiederen.

Wann d'Dépensë méi séier klamme wéi d'Recetten, dann huet dat och domadder ze dinn, dass déi allermeescht Konsolidéierungsmoossnamen, déi bis elo getraff goufen, net struktureller Natur waren. Soulaang mir awer keng konsequent Strukturreform uginn, soulaang wäert sech d'Situatioun net fundamental änneren. An deem Sënn huet de Finanzminister recht, wann hie vun enger neier Dépensëkultur schwätzt.

Eng nei Dépensëkultur beinhalt och strukturell Moossnamen a soll vum Prinzip vun der Selektivitéit guidéiert ginn. Dat ass net en neit Schlagwuert, wat de Gilles Roth bei de Budgetsdebatten erfonnt huet, mä deen eenzege Wee, fir eenegermoossen aus der Kris erauszekommen, ouni dass déi sozial Gerechtegkeet, de Generatiounevertrag, op deem eis Gesellschaft baséiert, implodéiert.

Dat beinhalt och Moossnamen, déi net jiddwerengem wäerte gefalen. Mä d'Alternativ ass: Mir waarde weider, verléiere weider Zäit, verschëllen eis weider, an am Endeffekt si mer gezwongen, Moossnamen ze huelen, déi eis net nëmmen net gefale wäerten, mä déi eis wéidinn. An dat heite sinn elo keng Blutt-, Schweess- oder Tréinewierder.

Jo, mir brauchen eng Kur, vläicht keng Rosskur, mä sécherlech méi wéi dat, wat munchen heibannen esou vu Reform oder Reformettë virschwieft. Wien heibanne kee Problem huet, wann eist Land sech weider verschëllt, dann ass dat éischtens net nëmme schwéier kompatibel mat deem, wat sech d'Regierung virgeholl huet - an zwar déi ganz Regierung! -, an zwar bis 2014 an den Équiliber ze kommen - Zil, wat souwisou au vu vun deenen neien Zuele schwéier ze erreeche wäert sinn -, mä dat ass zweetens och schwéier mat eisen Engagementer kompatibel.

Dat ass iwwregens genee d'Virgoensweis vun de Griiche während Joren a Jorzéngten: Si hu monter op Scholde gelieft. Just, dass mir net wëlles hunn, enges Dags an därselwechter Situatioun jo ze si wéi d'Griichen! An dofir heescht et, och haut schonn derfir ze suergen, dass mir net dierfe weider nei Scholde maachen, mä dass mir schnellstméiglech mussen eis Ausgabe gebremst kréien. An dat heescht virun allem, dass mir mussen oppassen, eis net ze iwwerschëllen. Dat heescht, dass mir d'Schold net dierfe banaliséieren. An et ass genee dat, wat riskéiert ze geschéien, wa mir de Leit dobaussen d'Gefill ginn, dass et ni an zu kengem Zäitpunkt e Problem ass, Sue léinen ze goen.

Wien heibannen där Meenung ass, mir solle weider Sue léine goen, dee soll fairerweis och iwwert de Käschtepunkt schwätzen. D'Scholde musse bedéngt ginn, do muss mat Zëns an Zënseszënsen zréckbezuelt ginn. Deen, dee mengt, mir kéinte weider Kreditter ophuelen, dee soll dann och soen, dass, wa mir haut am Genoss vun der Topbonitéit sinn, dat och domadder ze dinn huet, dass eis Schold am Verglach mat deenen anere Länner relativ kleng ass, dass sech awer dës Situatioun ganz schnell kéint änneren, wa mir ufänke géifen, am grousse Stil Scholden ze maachen.

An da soll en och nach soen, dass fir e klengt Land, wat exportéiert (veuillez lire: exportorientéiert) ass a wou déi intern Demande limitéiert ass, eng Verschëldung vun iwwer 25% vum PIB, wou mir histeieren, wa mir näischt maachen, eppes aneschters ass wéi fir e grousst Land. D'Verschëldung kann an dierf net zu engem laangfristege Moyen ginn, fir eis Dépensen ze decken. Et dierf och net d'Excuse sinn, fir eis virun déif gräifende Reformen ze drécken.

Op engem Punkt si mir eis eens: Mir dierfen net nëmmen op Spuere setzen. D'Léisung besteet aus engem gesonde Mix zwësche Spueren a steierleche Moossnamen, dat gekoppelt un intelligent, selektiv, zukunftsorientéiert Investissementer. Iwwerhaapt muss d'Selektivitéit all Décisioun, all Reform guidéieren!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommt, mir bleiwen emol bei de Steieren. Do sinn e puer Saachen denkbar. Wéi wier et mat enger Adaptatioun vum Spëtzesteiersaz bei der Akommessteier? Mam Prinzip selwer gëtt et jo kee gréissere Problem. Wat d'Ausmooss vun där Adaptatioun selwer ugeet, do soll een awer net iwwerdreiwen.

(Interruption)

Wann een eng Propos mécht, dierf een ni déi aner europäesch Länner, virun allem eis Nopeschlänner, aus den Ae verléieren. Mir dierfen op deem Niveau net méi schlecht dostoe wéi si. A wie behaapt, dass ënnert dem Pierre Werner och Spëtzesteiersätz vu 50% méiglech waren, da stëmmt dat, mä da muss een och soen,…

(Brouhaha général)

…dass esou en héije Spëtzesteiersaz deemools iwwerall an Europa gang und gäbe war.

Haut versicht jiddwereen, op dësem Niveau kompetitiv ze sinn.

(Interruptions)

A mir mussen net vergiessen, dass mir eng Finanzplaz hunn, déi an engem globale Wettbewerb steet, wou d'Besteierung e Standuertargument ass.

Et dierf een och net vergiessen, wann een esou eng Mesure proposéiert, dass déi, déi vill verdéngen, déi sinn, déi schonn emol am meeschten an d'Keess erabezuelen. 5% vun de Leit bezuele 50% vun de Steieren. Et pour mémoire: 40% vun de Leit oder Stéit bezuelen iwwerhaapt keng Steieren! Dat ass Steierpolitik mat enger sozialer Nout. Dat ass eng Steierpolitik, déi vu successiven CSV-Finanzministere geschafe ginn ass.

Au vu vun der Gravitéit muss jiddwereen eng Contributioun liwweren. Zum Beispill iwwert de Wee vun enger - wéi et se emol ginn ass - Krisesteier; eng Moossnam, déi éischtens, wéi den Numm et scho seet, temporaire ass, an zweetens de Virdeel huet, d'sozial Kohäsioun net ze zerstéieren, vu dass jiddwereen en fonction vun deem, wat e verdéngt, déi Steier bezilt.

Oder wéi ass et mat enger Erhéijung vun der Solidaritéitssteier? Et ass emol eng Zäit ginn, wou d'Solidaritéitssteier 10% war. Et kéint ee sech och virstellen, d'Solidaritéitssteier un d'Héicht vum Chômage ze koppelen. Wann de Chômage zouhëlt, geet dës Steier erop, a wann de Chômage ofhëlt, geet d'Steier erëm erof. Dat si just Iddien. An et ass och kloer, dass all dës Iddien, falls déi eng oder déi aner guttgeheescht géif, net kënnen alleguerten ëmgesat ginn an net alleguerte kéinte realiséiert ginn.

(Brouhaha)

Et huet een och e gewëssene Spillraum…

(Interruption)

Hei, den Här Etgen wollt sech aschreiwen, fir herno nach kënnen ze schwätzen.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Et bleift nach villes ze soen, wann Dir fäerdeg sidd.

M. le Président.- Här Spautz, loosst Iech net aus Ärer Rou bréngen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'CSV gëtt deier…

M. le Président.- Fuert virun, wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- …mam Här Spautz.

(Interruption)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Et huet een och e gewëssene Spillraum bei den Abattementer. Ech denken, déi misst een iwwerkucken, et sief éischtens emol um Niveau vum Plaffong, mä et muss een och bei verschiddenen Abattementer bei de Steieren iwwert d'Daseinsberechtegung dierfen nodenken.

Ech weess, dass deem engen oder deem aneren dat vläicht manner gutt gefält. Muss all Mënsch kënne véier, fënnef Autoen ofschreiwen? Wier et net besser, wann et géif duergoe mat engem? Fir och emol nëmmen un esou Saachen ze denken, dass iwwer een Auto eraus et éischter e Luxus ass. Wa mer wëllen och eng Mobilitéit maachen, déi méi grouss ass, muss een och kënnen doriwwer nodenken, ob dat alles muss bestoe bleiwen.

Wa mir scho vu Reforme schwätzen, ass et net och un der Zäit, iwwer strukturell Reformen um steierleche Plang nozedenken? Ass eise Steiersystem nach ëmmer zäitgeméiss?

(Interruptions)

Oder misste mer net dëse System un d'21. Jorhonnert adaptéieren?

Ass et nach ëmmer zäitgeméiss, dass ee steierlech Avantagë kritt, just well ee bestuet ass, oder sollen déi steierlech Avantagen net un d'Kanner gekoppelt sinn? Déi Fro ass berechtegt, wann ee weess, dass d'Gesellschaft, d'Familljeliewen an d'Familljeform sech an deene leschte Jorzéngten enorm geännert hunn. Et ass eng strukturell Reform, mat där een och eventuell kéint Sue spueren.

Et kann een och dee ganze Volet „Steieren" um Niveau vun de Betriber iwwerkucken an iwwerdenken. Mä wann een dat ugeet, muss een ëmmer d'Konkurrenz aus dem Ausland a virun allem aus eisen Nopeschlänner am Hannerkapp behale souwéi d'Gesamtbild vun all de Laaschten, déi eis Betriber ze droen hunn. Wann een also un enger Schrauf dréit, muss ee wëssen, wat fir Konsequenzen dat mat sech bréngt. An et muss ee sech froen, ob mir dat wëllen, ob mir wëllen, dass duerch de Fait, ëmmer alles op d'Patronat ze wälzen, d'Betriber léiwer an d'Ausland ginn oder léiwer am Ausland bleiwen. Mir mussen oppassen, dass eist wirtschaftlecht Ëmfeld och steierméisseg weider attraktiv bleift.

Ech soen net, dass de Patron eng helleg Kou ass. Ech soen, dass d'Fuerderungen un d'Patronat, y compris wat hir Contributioun un der Bewältegung vun der Kris an un der Konsolidéierung vum Budget ubelaangt, net kënnen derzou féieren, dass d'Betriber eis einfach fortlafen. Dat zielt ëmsou méi fir de Finanzsecteur. Wann ee sech fir eng Finanztransaktiounssteier ausschwätzt a sech doduerch erhofft, eng nei Einnahmequell ze erschléissen, muss een och wëssen, wat dat fir de Finanzsecteur bedeit.

Op där anerer Säit warnen ech awer d'Patronat, d'Kris net als Virwand ze huelen, fir sech aus senger Verantwortung erauszemanövréieren!

Un dat Steierlecht, un d'Gesamtrecetten drunzegoen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass einfach. Ech hunn dat schonn eng Kéier gesot, just dass meng Ausso aus dem Kontext geholl ginn ass. Alles wat a priori einfach ass, ass nach laang net gutt an huet nach laang net meng oder der CSV hir Preferenz!

Un d'Recetten ze goen, huet op där enger Säit seng Limiten an op där anerer geet dat net duer. Ech hu virdru vun engem gesonde Mix vu Moossname geschwat. Et muss een och op der Dépensesäit méi staark virgoen an dobäi selektiv virgoen. Mir kënnen net alles finanzéieren. Mir musse Prioritéite setzen a mir mussen - an dat ass e ganz kloren Appell -, mir mussen och kohärent bleiwen. Mir kënnen net vu Spuere schwätzen an am selwechte Moment Gesetzesprojeten deponéieren oder Gesetzer stëmmen oder Fuerderunge geltend maachen, déi nach mat méi Ausgabe verbonne sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- All Gesetzesprojet, all Gesetz,…

(Interruptions diverses)

…all Fuerderung muss hannerfrot ginn.

Här Gibéryen, schreift Iech an; den Här Mosar huet nach Zäit.

(Brouhaha général)

All Gesetzesprojet, all… Majo, gitt mer eng Chance!

Une voix.- Okay.

M. Marc Spautz *(CSV).*- All Gesetzesprojet, all Gesetz, all Fuerderung muss hannerfrot ginn, ob mir dat brauchen, ob dat geet, ob mer dat net kéinten aneschters maachen. Zum Beispill um Niveau vun den Investissementer, e Posten, fir deen ëmmerhin 1,85 Milliarden Euro virgesi sinn. Do gëtt et bestëmmt nach flott „Nice-to-have"-Projeten, déi mir awer elo net onbedéngt brauche respektiv déi eis Problemer, zum Beispill vun der Mobilitéit, net léisen.

Et muss een hei selektiv virgoen an et muss ee just déi Projete realiséieren, déi noutwendeg sinn, déi zukunftsorientéiert sinn, déi der demografescher Entwécklung vun eisem Land an der Wirtschaft Rechnung droen, woubäi een d'Prioritéit zumindest fir déi nächst Joren op Infrastrukture soll leeën, déi néideg sinn, fir dass eis Wirtschaft weider ka wuessen.

Ech schwätzen hei bewosst vun Infrastrukturen, déi der Wirtschaft zeguttkommen, well d'Wirtschaft d'Base ass vun eisem Wuelstand a vun eiser Zukunft. Wann d'Betriber feelen, wa se fortlafen oder net wëlles hunn, op Lëtzebuerg ze kommen, da brauche mir guer net iwwer all déi aner Mesuren ze schwätzen, well dann ass näischt méi do, iwwert dat ee kéint schwätzen.

A wa mir Prioritéite festleeën, da musse mer och kucken, dass déi programmatesch (veuillez lire: pragmatesch) ëmgesat ginn ouni Schnickschnack - och oft horrend deier, a wat en plus nach net ëmmer super ausgesäit.

En anere groussen Ausgabeblock, deen onbedéngt muss iwwerkuckt ginn, well een amgaangen ass, aus dem Rudder ze lafen, ass och dee vun de Sozialtransferten. D'Sozialtransferten - also den RMG, d'Pensiounen, d'Kannergeld an esou weider - maachen 3,6 Milliarden Euro, 35% vun de Gesamtdépensen aus; Tendenz steigend, well vill vun hinnen op engem Automatismus baséieren, wéi zum Beispill d'Pensiounen. Laangfristeg ass dat doten net méi ze finanzéieren. Choixe musse getraff ginn, woubäi ech do virdru warnen, alles op eng Kategorie vun de Leit ofzewälzen. Et muss een nom Motto „jiddwereen e bëssen a keen ze vill" verfueren.

An anere Wierder: Wann een un d'Familljenzoulagen eppes réckele geet, da musse mer och eppes um Niveau vun de Pensioune respektiv un deenen aneren Transferte maachen. Soss riskéiere mer, d'sozial Kohäsioun hei am Land ze strapazéieren. Esou dierf keng Fro, weder de Rentenajustement nach d'Besteierung vum Kannergeld oder d'Ausbezuele vun engem Montant unique pro Kand oder de Montant vum RMG vu vireran en Tabu sinn.

Ech soen net, dass och meng Fraktioun fir d'Besteierung vum Kannergeld ass oder dofir, den Ajustement bei de Renten ofzeschafen, mä mir hätte gären, dass all Optioun op den Dësch kënnt an duerchdiskutéiert gëtt ouni Virbehalt, fir dass dann am Endeffekt herno e Spuerprogramm dosteet, deen équilibréiert ass.

An dësem Zesummenhang kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, ob de geplangten Accord salarial mat der Fonction publique zu dësem Zäitpunkt opportun ass. Mir dierfen awer net de Feeler maachen, wéi d'Fransouse géife soen: «de déshabiller Pierre pour habiller Paul». Mä sécher ass awer och, dass, wéi deen Accord gemaach ginn ass, déi Zuelen an déi Prémissen, déi deemools virlouchen, anerer ware wéi haut.

(Interruption)

Ier een an awer Spuermoossnamen op dësem Gebitt ergräift, soll een Instrumenter, déi do sinn, och op hir Lacunen hi kontrolléieren. Ech denken do zum Beispill un de System vum Chèque-service. Ech héieren a gesinn all Dag, dass Leit sech entpacsen, fir kënne vum System vum Chèque-service ze profitéieren, well wann d'Eltere weder bestuet nach gepacst sinn, da gëtt just de Revenu vun der Mamm, oft dee klengste vu béiden Elteren, gekuckt. Wann dann nach d'Mamm, wat gang und gäbe ass, de Congé parental geholl huet, ier d'Kand an d'Crèche geet, baséiert ee sech op d'Akommes vun der Mamm während deem Joer, wou se am Congé parental war. Dat Akommes ass dat Joer an deene meeschte Fäll manner héich wéi virdru respektiv nom Congé.

Do kréie mir cocasse Situatioune vu Leit, déi nawell e gutt Akommes hunn, déi awer zumindest fir dat éischt Joer sech just minimal un de Bäitragsstrukture (veuillez lire: Betreiungskäschten) bedeelegen. Do besteet a mengen Aen Nohuelbedarf, do muss een dat eng Kéier kucken an iwwerschaffen.

Et muss een och genee d'Präisentwécklung am kommerzielle Secteur ënnert d'Lupp huelen. Déi privat Crèchë froen neierdéngs praktesch déiselwecht Tariffer wéi de konventionéierte Beräich. Or, si offréieren awer ganz oft net déiselwecht Prestatiounen, ugefaange bei de Raimlechkeeten, mä och um Niveau vum Personal. Am Géigesaz vum konventionéierte Secteur, wou vill Éducateuren an Éducateurs gradués schaffen, gräifen dës Strukturen op onqualifizéiert respektiv op manner qualifizéiert Personal zréck, dat net déi Qualifikatioun huet, fir Éducateur oder Éducateur gradué ze sinn. Wat u sech net problematesch ass a wat och net fir eng manner gutt Betreiung steet; ech hunn awer e Problem, wann all Prestatioun gläichgestallt gëtt um finanziellen Niveau, y compris déi, déi net gläichzestelle sinn.

Woubäi mir bei der nächster Fro sinn: Wa keen heibannen d'Noutwendegkeet vu gudde Betreiungsstrukturen a Fro stellt, muss ee sech awer d'Fro stellen, ob eng héichwäerteg Betreiung eleng eng Saach vu Qualifikatioun ass. Dat dierf een nofroen an et muss ee sech och bewosst sinn, wat fir eng Gebailechkeeten een ëmmer brauch an ob all Gebailechkeet och fir déi Kannerbetreiung ugepasst ass.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Stat muss och bei sech selwer kucken, wou gespuert soll ginn. Woubäi ech den Akzent virun allem op déi méi effizient Aart a Weis wëll leeën, wéi d'Moyenen agesat a benotzt ginn. Ech weess am Endeffekt net, ob esou vill Posten do wieren, wou ee kéint substanziell spueren. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass d'Moyenen inklusiv d'personell Moyenen net ëmmer gutt zum Asaz bruecht ginn.

Et geet hei net drëms, de Stat a seng Verwaltungen ze schikanéieren, fir vun hinnen e prezise Compte rendu ze kréien, wéi vill Bicen a Pabeier se brauchen. Et geet hei drëms ze verhënneren, dass d'Moyenen einfach net effizient agesat ginn.

Här President, dat war elo ganz vill. Ofschléissend wéilt ech awer nach eemol op d'Gravitéit vun der Situatioun hiweisen, wéi och de Minister Frieden se schonn ënnerstrach huet, an op d'Noutwendegkeet ze reagéieren. An zwar schnell, ouni awer a Panik ze verfalen. Et ass wichteg, dass mir elo alleguerten éierlech mat eis selwer sinn an éierlech mat der Situatioun, mat där mer ëmginn. All Wee fir weiderzekommen, fir net stoen ze bleiwen, fir net zréckzefale soll diskutéiert ginn.

An zu gudder Lescht musse mir mat gesondem Mënscheverstand eis Konklusiounen zéien an Décisiounen huelen, an dat am Interesse vum Land an deene künftege Generatiounen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Partei, d'Demokratesch Partei,…

Une voix.- Wou ass se dann?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ma, si ass hei!

(Brouhaha)

M. Claude Meisch *(DP).*- …warnt zënter Joren, datt mer en Ëmsteiere brauchen hei zu Lëtzebuerg, datt mer en anert Ëmfeld brauche fir eis Betriber, datt mer méi aktiv musse ginn, fir de Chômage ze bekämpfen, datt mer méi Effortë musse maachen, fir de Statsbudget an den Équiliber ze kréien.

Mir hunn 2006 - an dat si jo schonn eng Rei vu Joren hier - duerfir 33 konkret Propositiounen op den Dësch geluecht, wou mer…

(Interruption et hilarité)

Neen, neen, neen! Ech kann Iech se…

(Interruptions)

Ech kann Iech se…

(Interruption)

Jo, jo, ech kann Iech se alleguerten nach eng Kéier opzielen. Passt elo op, wat Der sot,…

(Interruption)

…well et ass nämlech munches derbäi, wat Äre Fraktiounspresident grad hei widderholl huet.

Ech wëll nämlech drop hiweisen, datt mer deemools scho vun „zero-based budgeting" geschwat hunn,…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP).*- …wou mer dat mengen, wat hei ugeschwat ginn ass, nämlech d'öffentlech Finanzen aneschters ze organiséieren an d'Budgeten aneschters opzestellen.

Mir hu schonn deemools vun enger aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik geschwat. Mir hu schonn deemools vun enger Simplification administrative geschwat. An ech kéint esou weiderfueren. A kaum eppes vun deenen 33 Punkte gouf ëmgesat, well, Här President, deemools war de Statsminister hei - deen ass déi Zäit nach e puermol an d'Chamber komm, wa mer esou wichteg Debatten haten, dat schéngt haut net méi de Fall ze sinn, op jidde Fall net méi d'Regel ze sinn -,…

(Interruption et hilarité)

M. Claude Meisch *(DP).*- …deen huet deemools, genausou wéi de Parteipresident vun der CSV hei mat genau deenen dote Propositiounen de Geck gemaach. En huet gesot: „Dat eent, dat maache mer jo souwisou." Et ass bis haut zwar nach net gemaach. Et ware jo schonn e puer Méint entre-temps. A fir déi aner huet e gesot: „Dat kënnt jo guer net an d'Tut, well et hëlleft näischt."

M. Michel Wolter *(CSV).*- Dir hutt eng Kéier 33 Punkte gemaach, a virdrun hutt Der während sechs Joer just de Contraire gesot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Op jidde Fall, Här President…

M. Michel Wolter *(CSV).*- Esou ass d'Realitéit. Wann Der de Parteipresident vun der CSV elo hei…

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Wolter wéilt eng Fro stellen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Neen, ech wëll lech keng Fro stellen. Ech wëll Iech just soen, dass et net duergeet, fir eemol 2006 33 Punkten ze maachen an da bei all Debatt, déi duerno an der Chamber kënnt, quasi de Contraire ze soen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Maja. Neen, neen, neen!

M. Michel Wolter *(CSV).*- An dann nees op seng 33 Punkten zréckkommen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Neen, neen, neen!

M. le Président.- Neen, elo huet den Här Meisch d'Wuert. Här Meisch, fuert virun, wann ech gelift.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här Wolter, mir kënnen déi Debatten do noliesen. An ech kann lech soen, a mir kënnen all Dezember hei an all Abrëll oder all Mee nokucken: Zënter 2006 sinn all déi dote Punkten nees erëm eng Kéier hei diskutéiert ginn aus mengem Mond oder aus dem Mond vun de jeeweilege Fraktiounspresidenten, déi zënterdeem hei am Numm vun eiser Partei geschwat hunn.

Wat allerdéngs och eng gewëssе Konstanz hat, dat war, datt d'CSV an d'LSAP daf waren op deem Ouer do, datt se näischt wollten héieren, datt se näischt gemaach hunn entre-temps. Well wéi wär et jo soss méiglech, datt mer grad an deene Beräicher, wou mer eis drop konzentréiert hunn, wou mer gesot hunn: „Do musse mer ëmdenken, do musse mer eppes aneschters maachen, beim Chômage, bei de Statsfinanzen, bei der Kompetitivitéit", datt mer haut e Rekordchômage hunn, datt mer e Prozess vun der Desindustrialiséierung amgaangen hunn hei zu Lëtzebuerg an datt mer iwwer eng Milliard Defizit pro Joer maachen. An dat ass jo keen Eenzelfall! De Finanzminister huet eis hei grad gesot: Dat huet fir déi lescht véier Joer hannertenee gegollt. An d'Situatioun soll jo net besser ginn, wann een deenen Zuele vun der leschter Woch ka gleewen.

Haut ass also wierklech nun héich Zäit, fir d'Noutbrems ze zéien. Mä wat mécht d'Regierung? Kee weess et esou genee. De Minister ass och haut a senger 20-minüteger Deklaratioun, déi net am Verhältnis, mengen ech, zu der Durée vum spezielle Regierungsrot vun de Moien, deen awer a Preparatioun vun dëser Debatt hei jo nach ofgehale ginn ass, stoung, ganz allgemeng bliwwen.

A wann et dann emol eng Kéier konkret gëtt - den Här Spautz hat e puer Saachen hei ugedeit -, dann huet een awer direkt op där anerer Bänk vun der LSAP gesinn, datt een do nervös hin an hier gerëtscht ass, datt déi éischt Tëscheriff komm sinn.

(Interruption)

Et geet also hott an har an där doter Regierung vun CSV an LSAP.

De Finanzminister ass d'lescht Woch an d'Chamber komm. En huet gesot, datt et an Zukunft net méi eng Milliard Defizit pro Joer wär, mä wann näischt geschitt, da wär et annerhallef Milliard Defizit pro Joer. An eréischt op Invitatioun vun der Demokratescher Partei huet en dunn - an do war en effektiv méi konkret, virun e puer Deeg um Radio - eng Rei vu Piste virgeluecht, iwwert déi misst méi konkret nogeduecht ginn.

Et ass een allerdéngs ganz, ganz wäit vun enger Eenegkeet am Regierungslager ewech, well

wann ee jo mat deem engen oder aneren aus de Regierungsparteien do schwätzt, dann héiert een, datt munches vun deem, wat vum Finanzminister do ugekënnegt ginn ass, mat hinnen net wäert an d'Tut kommen.

De Finanzminister seet dann och mëttes um Radio, datt ee kéint drun denken, den 13. Mount fir d'Fonction publique ofzeschafen. Owes allerdéngs décidéiert déi representativ Gewerkschaft vun der Fonction publique, datt se deen Accord vun der Regierung, deen hir proposéiert ginn ass, fir d'Statsgehälter ëm 2,2% d'nächst Joer an d'Luucht ze setzen, datt se dee géif unhuelen.

De Finanzminister ass grad emol eng Milliard Euro léine gaangen, fir seng Trésorerie opzebesseren, gläichzäiteg gëtt awer eng Pensiounsreform op de Wee geschéckt vun där doter Regierung, wou jo d'Leeschtunge fir déi Pensionéiert nach eropgesat solle ginn, obschonn den Usproch vun der Reform jo deen ass, fir de System laangfristeg ofzesécheren.

All Finanzminister, dee sech eigentlech selwer eescht hëlt, dee misst demissionéieren, wann en esou vu senge Ministerkolleegen, a ganz besonnesch a ganz prezise Fäll och esou vum Premierminister am Stach gelooss gi wär a jiddwereen an der Regierung an an der Majoritéitspartei seng Spuerappeller, déi en nu wierklech méi wéi eng Kéier schonn hei lancéiert huet, ignoréiert hätt.

An dat, wat de Finanzminister haut als Appell gemaach huet, jo, dat erënnert ee jo awer ganz staark un dat, wat an deene leschte Joren - och vum Finanzminister -ëmmer nees hei op dëser Plaz gesot ginn ass. Ech hat de Mëtteg wierklech hei e puermol en Déjà-vu.

Ech wëll de Finanzminister zitéieren, en huet op dëser Plaz gesot: „An dat bréngt mech zu de groussen Erausfuerderunge fir déi nächst Joren. Erausfuerderungen, déi zum Zil hunn, gesond Statsfinanzen ze erhalen. Wat sinn dann do eis Problemer mëttelfristeg an der Finanz- a Budgetspolitik? Problemer, déi iwwregens, wann ech verschidde Saache liesen an héieren, net jiddweree wëllt gesinn. Ech gesinn der virun allem véier Stéck. Éischtens, eis Dépensë si méi héich wéi eis Recetten an de mëttelfristege Wuesstum vun eiser Wirtschaft. Zweetens, de Wuesstum vun den Dépensë gëtt ze vill gesteiert vun Automatismen. Drëttens, mir mussen an deenen nächste Joren eng Rei nei Dépensen tätegen, déi fir d'Zukunft vun eisem Land wichteg sinn. A véiertens, mir hunn eis europäesch, an der Eurozon, zu engem Stabilitéitspakt verflicht, deen et ze respektéiere gëllt, an dat verlaangt Aspuerungen."

Dat doten, Dir Dammen an Dir Hären, ass alles richteg. An et ass net nëmmen haut richteg, et war och scho richteg de 6. Dezember 2005, wou deen deemolege Budgetsminister Luc Frieden, deen haut Finanzminister ass, dat op dëser Plaz hei dem Land ugekënnegt huet. D'Resultat allerdéngs vun där Politik, déi zënterdeem gemaach ginn ass, dat hu mer de Mëtteg hei héieren. Dat ass nämlech, datt 2009, 2010, 2011 a méi wéi sécher och 2012 - an et nach schlëmmer gëtt fir d'Zukunft - nämlech iwwer eng Milliard Defizit beim Zentralstat gemaach ginn ass!

Da froen ech mech, wou mer ageschnidden hu bei den Dépensen, wou mer méi lues gaange sinn, wou mer d'Automatismen ofgebremst hunn, wéi mer kloer Prioritéite bei den Investitioune gesat hunn, fir déi europäesch Zilsetzungen do kënnen ze erreechen. Mir brauchen also net nach eemol hei Spuerappell op Spuerappell, an d'Politik hannendrun, déi changéiert net! Wann d'Politik déiselwecht bleift, da bleift d'Situatioun déiselwecht. Si gëtt nämlech ëmmer méi schlëmm vu Budgetsdefizit zu Budgetsdefizit.

An et war net nëmmen déi dote Ried, Dir Dammen an Dir Hären, déi ech hei kéint zitéieren. Ech kéint de Parteipresident vun der CSV hei zitéieren, deen 2005 hei e groussen Numero gemaach huet mat senger Motioun, wou en d'Regierung forcéiert huet als Parlament, datt se manner Dépensen dierft tätegen, wéi am Budget ageschriwwe sinn: Nämlech 150 Milliounë missten agespuert ginn dat Joer. Wa mer de Kont kucke ginn, da sinn däitlech méi Dépensë gemaach ginn, wéi do am Budget gestëmmt gi sinn. Keng Spur vun deenen 150 Milliounen Aspuerungen! Dat war also och eng Interventioun an eng Motioun fir d'Galerie.

(Interruption)

Gradesou wéineg sinn hei déi sëlleche Rapporten aus all deene Jore vun der Banque centrale, vum Statec, vun der Cour des Comptes a vu villen aneren eescht geholl ginn. An dat, wat mer an där Note vun der leschter Woch gelies hunn, dat stoung zu groussen Deeler jo awer och schonn an der Note un de Formateur vun 2009.

Mä firwat ass d'Regierung deemools net higaangen, déi grad an der Phas war, wou se sech e Programm ginn huet fir fënnef Joer, fir do e Programm ze maachen, deen drop reagéiert? Neen, dat hu se net gemaach! Dat hu se net fäerdegbruecht. Datselwecht, dat stoung nach eng Kéier an der Note, déi an d'Tripartite 2010 gaangen ass. Mä et ass jo bekanntlecherweis och do an och duerno vun de Majoritéitsparteien ignoréiert ginn.

Wat ass da geschitt am Laf vun deene leschte Joren? Wat fir eng Initiativë sinn da geholl ginn? Nun, et ass eng Krisesteier agefouert ginn; 2010 décidéiert. Den 1. Januar 2011 ass se a Kraaft getrueden. Esou Juni dorëmmer, 2011, gouf dunn annoncéiert, datt se erëm géif ofgeschaaft ginn. Den 1. Januar 2012 war se dunn ofgeschaaft.

Am Februar - am Februar! -, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, vum Joer 2012, also zwee Méint nodeems se ofgeschaaft war, ass deen Éischte mat der Iddi komm, déi Krisesteier, déi géif jo elo erëm agefouert gehéieren. Si wäert also wahrscheinlech dann um 1. Januar 2013 spéitstens hire Comeback feieren.

D'Studiëbäihëllefe sollte reforméiert gi mam Zil, fir 19 Milliounen Euro ze spueren. Mam Resultat, datt een an engem Joer awer zéng Milliounen Euro insgesamt méi ausginn huet, wéi dat virdru bei deem ale System de Fall war, a mam Nieweneffet, datt et manner selektiv ass an datt mer gläichzäiteg och nach de Risiko lafen, datt mer do vun der EU dee ganze System gekippt kréien an herno nach eng Kéier e Multiple vun deene Gelder do mussen an d'Grenzgebitt verséieren.

Et ass eng fir mech net onsënneg Propositioun gemaach ginn am Joer 2010, mat deem deemolege Spuerpak, fir d'Pendlerpauschal zréckzeschrauwen, dat am Sënn vun enger nohalteger Landesplanung. Et war eng grouss Opreegung bei Eenzelnen am Land, manner, mengen ech, hei an dësem Haus, op jidde Fall net op der Säit vun der parlamentarescher Oppositioun oder engem gudden Deel dovunner. Mä déi fir mech sënnvoll Reformustrengung, déi ass net bäibehale ginn. Déi ass am Pabeierkuerf gelant.

Wann da geschwat gëtt, mir misste kucken, datt beim Stat gespuert gëtt, an de Stat, dee géif dat dann och elo selwer maachen - mir si jo ganz d'accord domadder! A mir hunn zënter Jore proposéiert, datt dat dat Alleréischt misst sinn, wat misst gemaach ginn. De Finanzminister hat dann och en Effort gemaach. En ass nämlech beim Budget 2011 an d'Chamber komm an huet gesot, deen Effort, dee wär dann och wierklech doranner resultéiert, datt géife 34 Milliounen Euro agespuert ginn op engem Joer. Dat op Gesamtdépensë vun 12 Milliarden! Dir Dammen an Dir Hären, dat maache grad emol dräi Promille aus vun de Gesamtausgabe vum lëtzebuergeschen Zentralstat!

Et ass dann och dee ganz grousse Problem, datt d'Dépensen, d'Ausgabe vum Stat, déi leschte Jore fortgelaf sinn, datt se däitlech méi an d'Luucht gaange sinn, wéi d'Wirtschaftscroissance dat zougelooss hätt, an och däitlech méi an d'Luucht gaange sinn, wéi d'Recetten dat zougelooss hätten.

De lëtzebuergesche Stat huet am Joer 2005 8,9 Milliarden ausginn. Mat deem konnt een am Joer 2005 villes maachen, vill gutt Politik maachen. De lëtzebuergesche Stat soll am Joer 2012, also siwe Joer duerno, 13,7 Milliarden ausginn. Dat ass eng säfteg Hausse vu 54%. Déi läit jo awer wuel däitlech iwwert der ganz normaler Deierecht. An anscheinend hate mer jo awer schonn 2005 - ech hu virdrun de Luc Frieden zitéiert -, hate mer deemools schonn erkannt, datt mer e budgetäre Problem hätten, datt d'Ausgabe misste méi lues lafen, datt mer d'Automatisme misste bremsen.

Et goufen dann awer och an deene Joren do nei Ausgaben décidéiert, meeschtens esou kuerz virun enger Wahl. An et kann engem jo scho bal Angscht ginn, wann 2014 virun der Dier steet, wat d'Regierung sech dës Kéier afale léisst. D'leschte Kéier war et eppes wéi de Kannerbonus, wou meng Partei net matgestëmmt huet, well mer eis scho laang virdrun eens gemaach haten, datt een an der Familljepolitik net alles ka maachen, datt ee virun allem Serviceleeschtunge soll ubidden a manner Geldleeschtungen.

D'Regierung ass awer higaangen an huet do e Projet lancéiert, deen nach eng Kéier honnert Milliounen Euro méi kascht huet. An et weess keen, ob et de Kanner finalement wierklech eppes bruecht huet. Honnert Milliounen Euro d'Joer! Wa mer dat doten an aner Saachen net gemaach hätten, géife mer haut sécherlech besser dostoen.

A wou 2011 dann d'Wolleke sech fir ee Momentche verzunn haten, wou e puer Sonnestrahle Lëtzebuerg erëm erwiermt hunn, dunn ass awer de Krunn nees voll opgedréit ginn. Du sinn déi éischt Dépensëprogrammer schonn nees décidéiert ginn, allem virop eben do dee berühmten Accord salarial an der Fonction publique. Wou een zwar 2011 nach keng Ahnung hat, wat d'Finanzsituatioun 2013 géif hierginn, mä et gouf awer dunn emol schonn décidéiert, datt all déi, déi beim Stat géife schaffen, 2,2% méi sollten 2013 kréien a jo och doriwwer eraus eng linéaire Augmentatioun sollte kréien.

Dobäi hat de Premierminister 2010 op dëser Plaz gesot, an en huet all Fraktioun hei opgefuerdert, Stellungnahm dozou ze huelen, datt et jo eng Selbstverständlechkeet wär, datt et zu kenger Punktwäerterhéijung fir d'Fonction publique bis 2014, also bis zum Enn vun dëser Legislaturperiod, géif kommen.

Meng Partei an och anerer hunn eng responsabel Haltung ageholl. Mir sinn net dohinnergaangen an hu gesot: „Dir musst de Leit hei am Land méi ginn." Neen, mir hu gesot: „Soulaang Statsdefiziter gemaach ginn, soulaang dëse Stat muss Joer fir Joer léine goen, kann et net sinn, datt déi, déi wierklech net zu deenen Ärmsten am Land gehéieren, nach méi géife bäikréien."

Nun, weder déi Ukënnegung vum Statsminister nach eis, mengen ech, awer courageiert a konstruktiv Ennerstëtzung vun der Säit vun der Demokratescher Partei huet do ganz vill gehollef. An trotz der Ukënnegung, datt mer 2013 1,5 Milliarden Defizit sollte maache beim Zentralstat, wäert et also zu där Augmentatioun do kommen: 2,2% linéaire Augmentatioun, 2,5% Index, dee jo och schonn ofgemaach ass dat Joer, also bal 5% méi Personalkäschte fir de Stat.

A mir wëssen, wann dat fir de Stat gëllt, da wäert dat ganz schnell och bei de Gemengen esou sinn. Da wäert dat ganz schnell och bei deenen anere konventionéierte Secteuren esou sinn. Do muss ee sech wierklech froen: Wa mer op där enger Säit iwwer eng Milliard musse léine goe pro Joer, fir iwwert d'Ronnen ze kommen, hu mer se dann nach all, fir esou eng Ausgabepolitik wéi déi doten ze décidéieren? Déi, Dir Dammen an Dir Hären, ass nu wierklech emol irresponsabel!

An ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ka keen der Demokratescher Partei virwerfen, mir hätten e gestéiert Verhältnis zur Fonction publique. Et ass der Fonction publique eigentlech ni vill besser gaange wéi zu deene Momenter, wou d'Demokratesch Partei an der Regierung war,…

(Interruptions)

…well mer der fester Iwwerzeegung sinn, datt, wann et dem Land gutt geet, datt dann och d'Fonction publique, déi, déi do schaffen, datt déi hire Mérite dorunner hunn. Wann d'Entreprisë gutt schaffen an dësem Land, wa se sech gutt weider kënnen entwéckelen, wann déi eenzel Particulieren an dësem Land, d'Bierger vun dësem Land, zefridde sinn, dann huet och jiddwereen, deen op där enger oder op där anerer Plaz bei Stat, Gemeng oder do an deem Perimeter ronderëm schafft, dann huet deen och säi Mérite dorunner an da muss en och e Stéck vun deem, wat zesummen erwirtschaft ginn ass, kënne profitéieren.

Mä wann et awer net gutt geet, wann awer kee Geld do ass a wa mer eng schwiereg Duuschtstreck ze iwwerstoen hunn, jo dann, mengen ech awer, muss een deen dote Rhythmus eng Kéier aussetzen. Duerfir proposéiere mir, datt een den Accord salarial do soll op Äis leeën, bis et eis dann nees besser geet, bis mer nees gesonde Buedem ënnert de Féiss hunn. An da kënne mer och nees iwwer Augmentatioune bei der Fonction publique an op villen anere Plazen hei am Land schwätzen.

All déi schéin Ziler, all déi schéi Sloganen, déi mer an deenen diverse Rieden a Stellungnahme vun der Regierung iwwert déi lescht Joren héieren hunn: „Mir sollen d'Kris notzen. Mir solle méi staark aus der Kris erauskommen, wéi mer eragaange sinn", waren eigentlech nëmmen eidel Sloganen an et war näischt hannendrun.

All Spuerappeller vum Finanzminister a vun e puer anere Vertrieder - e puer anere Vertrieder! - vun dëser Majoritéit goufen ignoréiert. An där doter Majoritéit gëtt et, wann et ëm d'Budgets- a Finanzpolitik geet, wierklech en déiwe Gruef: op där enger Säit déi, déi probéieren, iergendwéi - an ech zielen do wierklech de Finanzminister un éischter Stell mat derzou - d'öffentlech Finanzen, d'Statsaffären en bon père de famille hei zu Lëtzebuerg ze géréieren, an awer déi aner, déi weider fir de Schlendrian sinn, déi „Weider esou!" soen, déi voll op Risiko wëlle setzen an hoffen, d'Situatioun géif sech vum selwen da besseren, an deenen et eigentlech egal ass, wat dann duerno op Lëtzebuerg alles wäert zoukommen.

Leider huet déi zweet Richtung déi lescht Joren dominéiert. An och wann de Finanzminister Luc Frieden recht huet mat deem, wat en hei seet, datt mer mussen ëmdenken, datt mer mussen ëmsteieren, fäerten ech, datt et och dës Kéier nees net dozou wäert kommen. Mä ech géif him wënschen, datt en dës Kéier méi staark wäert sinn, fir sech kënne géint seng Regierungskolleegen an an der Regierungskoalitioun duerchzesetzen.

Finalement awer gesäit een, datt déi gesamt Regierung do kee Plang huet, datt se keng Strategie huet, datt Schwaarz a Rout kee gemeinsame Projet hunn, datt se kee Rezept hunn, fir Lëtzebuerg aus der Kris ze féieren. An et geet nun eben emol net vum selwen, ze hoffen, datt d'Situatioun sech däitlech géif besseren an datt d'Sonn géif opgoen an all eis Problemer, déi wäre fort. Déi doten Hoffnung, déi ass nu wierklech héich riskant. Dat ass e Spill mam Feier.

Well et si jo bei Leiwen net nëmme konjunkturell Ursaachen, déi derzou bäigedroen hunn, datt et eis déi lescht Jore wierklech net esou gutt gaangen ass, datt mer Rekordchômage hunn, datt Betriber fortginn, datt mer d'Enner am Statsbudget net méi beienee kréien. Et si wierklech strukturell Schwächten, déi laang bekannt sinn, déi oft hei diskutéiert gi sinn, déi d'Ursaach duerfir sinn. Duerfir maache mer d'nächst Joer 1,5 Milliarden Defizit am Zentralstat; an dat trotz eigentlech nach ganz akzeptabele Wuesstumsprognose fir déi Joren duerno. Mir brauchen nu wierklech eng Rei vu courageierte Reformen hei am Land.

Wat mécht, Här President, d'CSV an d'LSAP? Si maache bis ewell weider Scholden. Si ginn also elo dat Geld aus, wat déi nächst Generatioun eréischt muss verdéngen, fir da Steiere kënnen ze bezuelen, fir datt de Stat déi Scholden do iergendwann eng Kéier kann zréckbezuelen. Mir sinn also amgaangen, de Spillraum vun deenen nächste Generatiounen dramatesch anzeengen.

Mä och déi nächst Generatioune wëllen dësem Land hire Stempel opdrécken. An och déi nächst Generatioun wäert Problemer hunn an dësem Land a wäert an engem schwieregen Émfeld dëst Land mussen duerch gutt an duerch manner gutt Zäiten navigéieren. Mä wa mer hinnen de Spillraum duerfir net loossen, wäert dat nu wierklech infiniment schwéier ginn.

An dës Regierung wäert dann och… Et ass de Mëtteg schonn e puermol ugeklongen, an de Fraktiounspresident vun der CSV hat et um Radio schonn eng Kéier an aller Däitlechkeet gesot, well e sot: „Et ass méi einfach, un der Steierschrauf ze dréien, wéi anzespueren." Also wäert et och nees zu Steiererhéijunge kommen.

(Interruption)

Et muss also nees jiddwereen hei am Land de Rimm e Stéck méi enk schnallen, fir datt de Stat deen Effort do net brauch ze maachen, fir datt de Stat säin eegene Rhythmus net e bëssen aschränkt, fir datt de Statsfonctionnement net eng Kéier iwwerduecht muss ginn!

Wa mir elo net ëmsteieren a schwéier Hypothéiken op d'Zukunft ausstellen, dann, Dir Dammen an Dir Hären, da wäerten déi nächst Generatioune wierklech de Präis duerfir musse bezuelen. Da wäert et mam Wuelstand wierklech riskéieren, d'Baach erofzegoen hei zu Lëtzebuerg.

Zënter dem Zweete Weltkrich hu mer eigentlech eng Situatioun hei zu Lëtzebuerg, datt et enger Generatioun no där anerer besser gaangen ass. An et war den Usproch vun all Generatioun, datt et hire Kanner e Stéck besser géif goen, datt dee Misär, dat, wat een nun eben emol net gären op sengem Liewenswee erlieft huet, datt dat der nächster Generatioun géif erspuert bleiwen.

Ech fäerten, datt, virun allem awer och duerch déi dote Politik, déi nächst Generatioun déi éischt Generatioun zënter dem Zweete Weltkrich ass, déi et méi schlecht wäert hu wéi hir Elteregeneratioun.

Et gëtt eigentlech hei am Land awer nach esou vill Potenzial, fir Neies ze maachen, fir ëmzedenken, fir dat Land nees fit ze maachen, och fir déi global an déi stiermesch Zäiten, an deene mer liewen. Et gëtt nach villes, wat broochläit, wat mer kënnen opbauen. Et ass eigentlech nach ëmmer e formidabelt Land, mä mat där doter Politik riskéiere mer, et awer dach e Stéck wäit ze ruinéieren an zugrond ze riichten.

De Finanzminister hat all Fraktiounen opgefuerdert, ganz konkret Proposen hei virzeleeën. Ech hu bis ewell de Mëtteg jo nach net alles héieren. Dat, wat awer de Fraktiounspresident vun der CSV hei zerwéiert huet: En huet gesot, mir mussen iwwer alles schwätzen an alles muss op den Dësch kommen. Jo, mä wann alles muss

op den Dësch kommen, dat ass, wéi wann näischt drop wär. Dat ass, wéi wa seng Partei eigentlech keng prezis Meenung hätt zu dem Reformkurs, deen awer hei vum Finanzminister gefuerdert ginn ass.

Op jidde Fall, meng Partei huet hei schonn x-mol ganz kloer gesot, wéi mir et géife maachen, an ech wëll herno et nach eng Kéier kuerz résuméieren, fir datt jiddweree sech et och nach eng Kéier kann opschreiwen, da verhält en et vläicht och besser.

Mä eigentlech hu mer vun CSV a vun LSAP hei bis ewell nach näischt héieren, well se sech net trauen, well se sech net eens ginn, well se op jidde Fall een deem aneren net trauen a well se eigentlech scho mat engem Fouss am Wahlkampf fir 2014 stinn. An dat ass schlecht fir dëst Land, well et muss elo Politik gemaach ginn!

Duerfir soen ech hinnen nach eng Kéier: Wann Der et net kënnt a wann Der et net wëllt, da loosst et einfach sinn a maacht enger anerer Regierung Plaz, déi weess, wéi een dëst Land aus der Kris ka féieren, déi weess, wat fir eng Reforme wou ze maache sinn!

Dëst, wäert deen een oder deen aneren denken, dat kléngt no bëlleger Oppositiounsrhetorik, dat ass eng typesch Ried vun engem Oppositiounspolitiker. Ech mengen, Dir gesitt, datt déi dote Situatioun mech net kalléisst. Dat doten, dat reegt mech op: Ze gesinn, datt et Potenzial gëtt, ze gesinn, datt et eigentlech esou kloer ass, wat misst gemaach ginn, mä kee mécht et! Jiddweree blockéiert sech géigesäiteg. Mir kéinten zesumme wierklech hei e Stéck Zukunft fir Lëtzebuerg preparéieren, mä mir kucken einfach alleguerten zesummen no, wéi dach eppes fundamental falsch leeft an dësem Land.

Dat reegt mech op! Besonnesch, wann ech weess a fest dru gleewen, datt et eng Alternativ zu där doter Politik gëtt.

(Interruption et hilarité)

An deene leschte Méint a Joren hunn d'Demokratesch Partei a vill aner Oppositiounsparteien, mengen ech, méi Courage gewise wéi d'Majoritéit es hat, wann et drëms gaangen ass, fir kloer ze soen, wat muss gemaach ginn. Mir hu couragéiert an awer och konstruktiv Virschléi hei op dëser Plaz an op anere Plazen ëmmer nees abruecht.

Mir hu gesot, datt déi alleréischt Prioritéit déi wär, datt mer misste spuere beim Stat, datt de Stat säin eegene Liewensrhythmus misst e bësse méi zügelen. Bei deenen zwielef Milliarden Euro, déi de Stat pro Joer ausgëtt, muss dach e bësse méi dra sinn, mussen nach e puer Prozent wierklech dra sinn, wéi een do kéint och mat manner Geld op d'mannst datselwecht Resultat erzilen. Ob een dat elo de Screening nennt vun den Dépensen, ob een dat elo „zero-based budgeting" nennt - kommt, mir maachen all Joer deen Exercice an all Ministère, an all Verwaltung, an all Établissement public, fir wierklech ze kucken, wou ass nach eng Grëtzelchen dran, fir mat manner Geld datselwecht fir d'Bierger vun dësem Land kënnen ze erreechen!

Deen Exercice ass bis ewell nach net gemaach ginn. Virun allem, wann ee gesäit, datt d'Dépensë vum lëtzebuergesche Stat zënter 2005 ëm iwwer 50% an d'Luucht gaange sinn, da ka kee mer soen, datt do näischt méi dran ass. Da ka kee mer soen, datt all Spuereffort bei de Fonctionnementskäschte vum lëtzebuergesche Stat scho realiséiert ginn ass!

Spuere fänkt dach virun allem domadder un, keng nei Ausgabe wëllen ze tätegen, ze décidéieren.

Ech hunn de Mëtteg hei scho kloer gesot, wat mer hale vun där Augmentatioun vum Punktwäert an der Fonction publique. Et ass net méiglech, op där enger Säit ze soen, mir musse spueren, an op där anerer Säit ze soen, déi Leit, déi beim Stat schaffen, déi verdéngen d'nächst Joer méi. Entweder stëmmt dat eent oder et stëmmt dat anert. Wa mer d'Moyenen hunn, fir do méi ze bezuelen, da brauche mer och all anere Spuereffort net méi weider ze poursuivéieren. Da kënne mer déi Spuerpolitik do komplett an den Eck stellen, well dann ass se jo wierklech net noutwendeg.

Gradesou versti mir et net, datt bei der Rentereform do deen Ajustement elo weiderleeft, datt mer souguer soen, e leeft weider an enger Zäit, wou mer dovunner ausginn, datt mer keng groussaarteg Croissance méi hunn. Mä déi Reform, déi geet dovunner aus, datt mer eng Croissance hätte vun 3%. Wär et dann net méi logesch, amplaz ze soen, den Ajustement ass d'Regel, ma kommt mir soen, en ass d'Ausnahm? An dann, wa mer wierklech eng Kéier ganz gutt Zäit hunn, da kann een och nach iwwert d'Kafkraafterhalung vun de Pensionäre vläicht doriwwer eraus nach eng Kéier eppes maachen.

Leit, déi mengen ech, eng Grimmel Sachverstand matbréngen, wéi zum Beispill de President vun der lëtzebuergescher Zentralbank, dee jo och net am Verdacht steet, menger Partei besonnesch no ze stoen, deen huet gesot, mir hätten e groussen, e groussen Effort gemaach fir d'Sanéierung vun de gesamtöffentleche Finanzen, wa mer den Ajustement beim Pensiounssystem net weider géife poursuivéieren.

An ech mengen, och do ass et esou, datt e groussen Deel vun deene Leit, déi haut an der Pensioun sinn, géifen akzeptéieren, datt se dat bësse Plus, wat se do kréien, datt se op dat géife verzichten, wa se géife gläichzäiteg wëssen, datt hir Kanner an hir Enkelkanner herno och nach vun engem gesonde Pensiounssystem kéinte profitéieren.

D'Leit wëllen haut net op d'Käschte vun hire Kanner an hiren Enkelkanner liewen. Mir ass nach keen esou een hei am Land begéint, Dir Dammen an Dir Hären!

Da gëtt et en enormt Aspuerpotenzial, eiser Meenung no, wa mer de ganze Subventiounsdschungel, wa mer deen duerchforsten, wa mer kucken, wat huet de lëtzebuergesche Stat vu Subsiden en place gesat déi lescht Joren a Jorzéngten. Well et ass jo ëmmer oft derbäikomm an et ass seelen eppes ewechgeholl ginn. Do emol eng Kéier och d'Auer op null dréien a kucken: Wat brauche mer wierklech?

A wa mer Subside wëlle ginn, fir zum Beispill d'Leit bei der Sanéierung vun hiren Haiser ze ënnerstëtzen, fir an d'Zäitalter vun den erneierbaren Energien eranzekommen, dann, Dir Dammen an Dir Hären, wär et emol sënnvoll, vläicht déi Subsiden do eng Zäit laang ze accordéieren an awer gläichzäiteg och zäitlech ze limitéieren, fir dann ze soen: Deen éischten, dee matmécht, deen ënnerstëtze mer finanziell. Awer deen, deen hannendrugetrëppelt kënnt, jo, do ass et dann iergendwann eng Kéier eng Obligatioun, a per Gesetz musse mer d'Leit dann dozou zwéngen, dat ze maachen.

Da wëlle mer ganz genau an deem dote Beräich en anere Modell aféieren, nämlech dee vun der Virfinanzéierung amplaz vun der Subsidiéierung. Well mer et méi sozial gerecht fannen, well mer et net sozial gerecht fanne wéi et haut ass, datt eigentlech deen, dee sech de groussen Deel vum Invest, sief et fir d'Sanéierung vum Haus, sief et fir d'erneierbar Energien, selwer ka leeschten, datt nëmmen deen och d'staatlech Subside kann ofruffen, datt nëmmen déi Leit dovunner profitéieren; an dat sinn der dann net ganz vill.

Duerfir wëlle mer, datt jiddwereen d'Méiglechkeet huet, dat iwwer e Virfinanzement ze maachen. An dee Prêt, deen en do mécht, zum Beispill bei enger Klimabank, wéi mer dat virgeschloen hunn, dee kann e rembourséiere mat deem Geld, wat e Mount fir Mount bei senger Energierechnung, bei senger Heizrechnung, bei der Gasrechnung géif spueren.

Dat schéngt eis Politik ze sinn esou wéi mer se gären hätten: nämlech wou mer mat manner Geld, mat vill manner Geld awer e vill méi grousst Resultat maachen! E grousst Resultat, well dat doten e System wär, wou jiddweree kéint profitéieren.

Ech froen d'ailleurs de Finanzminister, wou d'Iwwerleeungen op der Säit vun der Regierung dru sinn. Mir wëssen, datt ech bei enger leschter Debatt, déi mer hei haten - an dat weist, Här Wolter, nach eng Kéier, eng gewësse Konstanz vu menge Proposen -, datt ech déi Klimabank hei per Motioun agefuerdert hunn. An d'Regierung war och d'accord, déi Motioun do unzehuelen. Wéi wäit déi Iwwerleeungen do op der Säit vun der Regierung gaange sinn?

Da brauch d'Demokratesch Partei sech sécherlech net verstoppen ze goen, wann et ëm eng selektiv Sozial- a Familljepolitik geet. Ech wëll Iech do emol nach eng Kéier un eng Propos erënneren, déi mer gemaach hate virun de Wahlen. Dir kënnt Iech selwer ukucken, wéi d'Vertrieder vun der Majoritéit, notamment de Premierminister, dorobber reagéiert hunn.

Mir haten nämlech gesot, kommt, mir ginn hin a mir senken d'Kannergeld e Stéck wäit of op den Niveau vun den Nopeschlänner a mir féieren duerfir e Wunngeld an, wat sozial gestaffelt ass: wou deen, dee méi Kanner huet, och méi kritt, mä deen, dee manner Geld an der Täsch huet, deen e manner grousse Revenu huet, wou deen och méi kritt.

Dat wär nämlech méi sozial gerecht a méi selektiv, well deen, dee méi Hëllef brauch, dee kréich méi gehollef. A virun allem wësse mer, datt jo och ee vun de grousse Problemer haut hei zu Lëtzebuerg - an dat net nëmme fir déi Leit, déi betraff sinn, mä an deem globale Kontext, iwwert dee mer hei diskutéieren -, dat ass de Logement, datt et kaum nach méiglech ass fir Leit mat klengem oder mëttlerem Akommes, hei dezent kënnen ze wunnen zu Lëtzebuerg. Do hätte mer och eppes gemaach, fir do Entlaaschtung ze bidden. Da wär vläicht och…

(Interruption)

Da wär vläicht och herno, Här Boden, wär vläicht… Also, Här Boden…

Här Boden, wann Dir hei iwwer Loyeren…

(Interruption)

Wann Dir hei iwwer Loyeren a Baupräisser schwätzt a Wunnen zu Lëtzebuerg! Wann ech vum Premierminister gesot kritt hätt eng Kéier - vu mengem eegene Premierminister! -, wou Dir Wunnengsbauminister waart, den totalen Échec vun Ärer Politik do…

(Interruption)

…vun Ärer Politik do certifiéiert kritt hätt, da wär ech awer esou grouss, wann et drëms géif goen, wéi et méiglech ass, mat wat fir enge Methode mer probéieren hei am Land, d'Leit nach kënnen zu dezente Präisser wunnen ze loossen!

(Interruptions)

Ech mengen awer wierklech, datt Dir dee Leschte sidd, datt Dir deen Allerleschte sidd, deen hei nach iergendengem muss Beléierungen…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Wéi sinn d'Loyeren dann zu Déifferdeng? Sinn déi niddreg oder héich?

(Interruptions)

Hutt Der e Klimapakt ënnerschriwwen, jo oder neen? Hutt Der en exekutéiert, jo oder neen? Pardon, e Wunnengsbaupakt.

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, mir hu villes…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Wat hutt Dir dann agefouert vun Taxen?

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, Här Boden. Här Boden, mir hu villes vun deem, wat Dir an Ärem Wunnengsbaupakt proposéiert hutt, do ware mir scho laang do, wou Dir wollt hikommen.

(Brouhaha)

Mir hunn net op Iech gewaart, mir hunn net op d'Regierung gewaart, fir eng proaktiv Wunnengsbaupolitik ze maachen. Mir wären haut vill méi wäit. Mir wären haut vill méi wäit, wa mer net duerch dat 2004er Aménagementsgesetz blockéiert gi wäre bis 2011. Wa mer net ëmmer erëm duerch gewëssen Insécurités juridiques bei de PAPe ganz Projeten, grouss Projeten, géifen zréckgehäit kréien, da wäre mer haut vill méi wäit!

An d'Resultat vun eiser Politik ass, datt mer bei enger Populatioun vun 22.000 Awunner der 500 méi pro Joer hunn. A mir akzeptéieren dat. Dat ass eng schwéier Laascht fir eng Stad wéi Déifferdeng, déi nach ganz aner Aufgaben huet, wat de Strukturwandel ubelaangt.

Här Boden, ech weess net, ob Der Iech eenegermoosse kënnt virstellen, wat ech domadder wëll soen.

Mir akzeptéieren dat doten…

M. Fernand Boden *(CSV).*- An ech hat Iech vill gehollef…, ganz, ganz vill!

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo, jo. Bon, mir kënnen dat eng Kéier zesummen…, mir kënnen dat doten eng Kéier zesummerechnen. D'Peschkopp ass an de 50er Joren, Här Boden, vun der Gemeng gebaut ginn…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dir waart deemools Minister!

M. Claude Meisch *(DP).*- …an Dir hutt dat…

M. Fernand Boden *(CSV).*- Neen, du war ech net Minister!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Oh, awer esou just.

M. Claude Meisch *(DP).*- …an de Stat huet dat du vun der Gemeng iwwerholl. Ech mengen, Dir kommt do mat Ären Avancen net un.

Ech wëll Iech awer nach op eng Fro äntwerten.

(Interruptions)

Mir hunn et fäerdegbruecht zu Déifferdeng, datt d'Loyerspräisser an datt d'Präisser fir ze kafe stabil bliwwe sinn iwwert déi lescht Joren. Elo sinn ech do net zefridden, well ech nach ëmmer fannen, datt et relativ héich ass, mä fuert haut duerch Déifferdeng, da gesitt Der eng grouss Annonce, datt do ab 2.700 Euro de Meter carré ze kafen ass. Sot mer eng aner Gemeng am Land, wou dat nach méiglech ass!

Dat ass net eleng mäi Mérite. Mä et ass virun allem awer doduerjer, datt vill gebaut ginn ass déi lescht Joren an datt mer déi Projeten ënnerstëtzt hunn, datt mer d'Präisser net weider no uewe gedriwwen hunn.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech mengen, elo huet den… Här Meisch, fuert elo emol an Ärer Ried virun, wann ech gelift.

Une voix.- Wat musst Dir Iech nach opreegen an Ärem héijen Alter!

M. Fernand Boden *(CSV).*- Mä den Här Meisch seet Saachen, déi net richteg sinn…

(Interruptions)

Wann Der mengt, vun dem Wunnengsbau…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Boden, loosst elo den Här…

(Brouhaha général)

Den Här Meisch huet elo d'Wuert. Ech mengen, all Fraktioun huet nach genuch Zäit, fir sech anzeschreiwen, fir da Positioun ze huelen. Här Meisch, fuert Dir elo emol wann ech gelift virun.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech war bei der selektiver Familljen- a Sozialpolitik, wat dat fir d'Regierung heescht, déi dat zwar aschreift an hire Regierungsprogramm 2009, déi dann duerno eng Rei vu Mesuren hélt - dat hunn ech virdru bei de Studiëbäihëllefe jo gewisen: Et ass weder selektiv, sozial, et ass weder eng Aspuerungsmesure, neen, béides ass genau an déi falsch Richtung gaangen!

Da brauche mer wierklech awer och zu Lëtzebuerg, fir d'Dépensen iwwert de Fonds pour l'emploi kënnen eenegermoossen an der Gidd ze halen, net dat, wat den Här Spautz hei proposéiert huet, nämlech, datt d'Solidaritéitssteier automatesch un d'Héicht vum Chômage gekoppelt ass. Well dann hu mer jo eigentlech keen Ureiz méi, als Stat hinzegoen an ze kucken, duerch eng aner, eng besser Politik de Chômage gedréckt ze kréien. Well et sinn einfach d'Leit an d'Betriber an dësem Land, déi dat dote musse bezuelen.

Neen, mir sinn der Meenung, datt mer nieft där Reform vun der ADEM, déi noutwendeg war, eng aner Aarbechtsmaartpolitik brauchen, eng Aarbechtsmaartpolitik, déi aktivéiert amplaz datt se d'Leit oft encouragéiert, länger vum Aarbechtsmaart ewechzebleiwen. Well jiddwereen, deen e Mount weider inaktiv ass, bei deem geet d'Chance erof, fir erëm eng Kéier an den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen.

Duerfir musse mer déi Mesuren do eng Kéier op de Leescht huelen. Duerfir musse mer dee Prinzip, dee mer hunn, datt een eigentlech awer zwielef Méint de Chômage emol kritt a sech esou op eng Aart a Weis vläicht och emol ka virstelle goen - dat ass nëmmen eng Minoritéit, wuelverstanen -, datt een déi Plaz net kritt, op déi ee sech da virstelle gaangen ass, ech mengen, et muss een deen iwwerdenken.

Et muss ee kucken, ob een, wann een no enger gewëssener Zäit keng Plaz fonnt huet, ob een net fir déi Hëllef, déi ee kritt, nämlech déi 80% vu sengem Loun, déi ee jo vum Stat dann zur Verfügung gestallt kritt fir ze iwwerliewen - an déi ass absolut richteg -, fir déi Hand, déi een eigentlech gereecht kritt vun der Allgemengheet, ob een net selwer muss d'Hand entgéinthalen a soen: „Jo, ech maache selwer en Effort. Ech ginn zum Beispill an eng Weiderbildung."

Wat ass jo de Problem vum lëtzebuergesche Marché de l'emploi? Et ass net, datt mer keng Aarbechtsplazen hätten. Et ass net, wéi wa keng géife geschafe ginn. Mä déi 15.000 an déi Dausenden, déi a Mesurë sinn, fir eigentlech kënschtlech beschäftegt ze ginn, an déi Dausenden, déi och scho vum Aarbechtsmaart ausgescheet sinn, déi d'Hoffnung opginn hunn, nach jee vun der ADEM och eng Kéier eng Plaz proposéiert ze kréien, déi wären eigentlech gären och iergendwou esou preparéiert, datt se herno op eng Plaz op dem éischten Aarbechtsmaart kéinte passen.

Duerfir, mengen ech, muss een déi Zäit notzen, wou se indemniséiert ginn, fir Weiderbildung ze maachen, fir se ze aktivéieren. An et gëtt der och, déi fir déi dote Weiderbildung net a Fro kommen. An duerfir, mengen ech awer, musse se och aktiv un engem Dagesliewe kënnen deelhuelen an zum Beispill Aarbechten am öffentlechen Interessi maachen.

Aner Länner hunn eng Rei vu Reformen, vun duerchgräifende Reformen, heiansdo och vu schmäerzleche Reformen an der Aarbechtsmaartpolitik gemaach. Si sinn net schlecht domadder gefuer, well d'Resultater loosse sech weisen.

Da gëtt et eng ganz Rei vun Domänen, do musse mer e klore Choix treffen. Entweder maache mer eng nohalteg Landesplanung a mir ënnerstëtzen déi a mir entwéckelen e kohärent Mobilitéitskonzept, oder mir subventionéiere weider d'Zersiedlung vun der Landschaft. Duerfir verstinn ech eigentlech net, wéi mer op där enger Säit d'Pendler nach ëmmer subventionéieren iwwert d'Pendlerpauschal an op där anerer Säit awer gläichzäiteg Milliounen an Abermilliounen an den öffentlechen Transport wëlle stiechen.

Mir mengen, datt den öffentlechen Transport do Prioritéit misst hunn. Et gëllt do, dann och eng Kéier ganz kloer ee Choix ze maachen!

Mir mengen, datt mer och eng Kéier musse klären, ob mer entweder op där enger Säit wëlle Famill a Beruff ënner een Hutt kréien, virun allem de Fraen erméiglechen, datt se esou schnell wéi méiglech an d'Beruffsliewe kënnen zréckgoen, oder ob mer weiderhin déi Familljen ënnerstëtzen, finanziell och staark ënnerstëtzen, wou nëmmen ee schaffe geet.

Momentan maache mer béides. Fir déi Beruffstäteg, do ass et de Congé parental, dee mer ubidden. Fir déi, wou awer een doheem bleift, ass et d'Allocation d'éducation. D'Demokratesch Partei hat 2008 an hirem Familljepabeier emol eng Kéier virgeschloen, déi zwou Mesuren do ze fusionéieren zu engem kohärente Konzept.

Mir ënnerstëtzen - a mir mengen, datt mer dat musse méi maachen - op där enger Säit d'Crèchen an d'Maisons relais méi an der Quantitéit a méi an der Qualitéit. Op där anerer Säit ënnerstëtze mer awer gradesou nach ëmmer, wann d'Mamm oder de Papp doheem bleift, aus dem Beruffsliewen ausscheet, iwwer zum Beispill e Steiersplitting oder e Kannerbonus. Dee jo och dozou gefouert huet, datt nëmmen déi konnte profitéieren, déi ënner zweemol de Mindestloun leien, wou also déi zwee Elterendeeler net zesummen an enger regulärer Aarbecht aktiv waren.

D'Regierung muss sech hei décidéieren. Et kann een net ëmmer dat eent a gläichzäiteg de Géigendeel förderen. Hei gi mer ganz, ganz vill Geld aus. A mir hunn déi lescht Joren och eng Tendenz gehat, fir mat vill Geld oft Problemer zouzedecken, amplaz datt mer politesch Choixe gemaach hätten.

Ech mengen, datt an der Politik duerfir, well elo kee Geld méi do ass, déi Problemer awer méi staark wéi jee erëm optauchen. Ech mengen, datt duerfir d'Politik hei zu Lëtzebuerg erëm e Stéck méi interessant gëtt, datt mer manner Décisiounen am grousse Konsens hei an dësem Haus wäerten huelen an datt et schonn erëm eng Kéier en Ënnerscheed mécht, op wat fir enger Säit an dësem Haus een hei sëtzt an op wat fir eng Richtung een dëst Land hei wëll preparéieren. Den Débat public an och deen hei an de Chamber wäerten doduerjer sécherlech net manner animéiert ginn déi nächst Joren.

Mir mussen an deem Débat public do awer och d'Lëtzebuerger mat op dee Wee huelen. Duerfir ass et wichteg, datt mer kohärent Messagë ginn. Duerfir ass et net verständlech, datt deen ee Minister deeselwechten Dag vu Spuere schwätzt a vun Defizit schwätzt an deen anere Minister higeet an dann nees nei Ausgabeprogrammer décidéiert.

Dat ass wierklech déi grouss, no baussen oppe gelieften Inkonsequenz vun dëser Regierung! Wéi wëlle mer et da fäerdegbréngen, datt am Land nach iergendee versteet, wat d'Situatioun da wierklech ass, wat d'Auer wierklech geschloen huet a wat dann elo déi grouss an déi éischt Prioritéit do soll sinn? Mir mengen, mir brauchen do méi Kohärenz vun der Regierung, e klore Message a kloer Transparenz, wat d'Situatioun ass, an dann en oppenen an en animéierten Débat, wou d'Politik, wou d'Press, wou d'Société civile hir Participatioun soll dra fannen.

Fir d'Demokratesch Partei, hunn ech kloer gesot, ass d'Prioritéit ze spueren, strukturell Reformen ze maachen, mat manner Geld eng besser Politik ze maachen. Mir soen awer gradesou däitlech, datt et hei net drëms ka goen, eis kapottzespueren. Mir hu vun Ufank u gesot, datt mer deen Delta, dee mer hu bei den öffentleche Finanzen tëschent Einnahmen an Ausgaben, datt mer deen nëmme beieneekréien, wa mer souwuel Effortë maachen, fir manner Geld auszeginn, wéi awer och Effortë maachen, fir es méi eranzekréien, nämlech duerch eng ganz kohärent Wuesstumsstrategie.

Do vermësse mer dat Industriekonzept vun der Regierung, a mir hu virun e puer Deeg heiriwwer kënne schwätzen: Wéi ass et méiglech, datt an engem Land wéi Lëtzebuerg, mat héije Léin, weiderhin industriell Aktivitéit ka stattfannen? Wéi ass et mat deenen Nischen, vun deenen oft geschwat gëtt, déi awer oft entweder nach e Schattendasein féieren op där enger Säit, oder op där anerer Säit, wa se dann emol eng Kéier grouss gi sinn, ganz schnell riskéieren ewechzebriechen, wéi dat beim Commerce électronique jo deemnächst wäert de Fall sinn.

Wat fir eng Weeër musse mer goen, fir d'Finanzplaz nei opzestellen? Ech erënneren do - Här Wolter, passt op - un déi 31 Propositioune vun der Demokratescher Partei iwwert déi nei Ausriichtung vun der Finanzplaz no der Finanzkris. Well jo duerch d'Finanzkris ganz villes duercherneegerëselt ginn ass, wat déi international Finanzarchitektur ubelaangt, ware mir der Meenung, datt een och do eemol muss kucken: Wéi kënne mer d'Lëtzebuerger Finanzplaz do nei ausriichten? Wat sinn d'Risiken? Wat sinn awer och Opportunitéiten, déi sech do fir eis bidden?

Wa mer eis Klimabank hätten a wa mer géife bei der Albausanéierung a bei den erneierbaren Energien e grousse Coup no vir kënne maachen, da wär dat en eemolege Konjunkturprogramm fir dee ganze Lëtzebuerger Mëttelstand!

Mir mussen, wann et ëm d'öffentlech Finanze geet, an ech mengen awer och ëm d'Kompetitivitéit hei vun eise Betriber, besonnesch déi op der Finanzplaz, awer och déi aner, mengen ech, méi staark en A drop riichten, wéi ee mat den europäesche Steierdossieren ëmgeet. Mir hunn do oft ganz schnell, ganz spontan Positiounen ageholl, déi, mengen ech, aus dem Bauch eraus komm sinn, déi een och nëmme ka verstoen heiansdo, well se aus dem Bauch eraus komm sinn.

Wann ee seet, mir si fir eng international Finanztransaktiounssteier, wou net all aner Konkurrenzplaz vu Lëtzebuerg matmécht, dann, mengen ech, muss een awer och eng Kéier kucken, wat riskéiert Lëtzebuerg do derbäi, an dat géigeniwwer vun deem stellen, wat Lëtzebuerg op där anerer Säit vläicht kéint profitéieren. Dat ass bis ewell nach net gemaach ginn!

An och do hu mer jo eng Motioun hei am Parlament abruecht virun enger Rei vu Wochen, wou d'Regierung opgefuerdert ginn ass, emol déi Analys do ze maachen iwwer Dossiere wéi d'europäesch Finanztransaktiounssteier, iwwert d' Steierharmoniséierung, iwwert d'Harmoniséierung vun der Base d'assiette um europäeschen Niveau, fir ze dokumentéieren, wat riskéiere mer do, wat si vläicht fir Chancen doranner, an dann eréischt eng Debatt ze féieren an dann eng Décisioun ze huelen. Soss, fäerten ech, deet sech am Laf vun deenen nächste Joren - einfach, well mer onvirsiichteg waren, well mer net preparéiert waren - nach dat eent an dat anert Milliounen- oder Milliardegraf an eisen öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg op.

Dann, mengen ech, wa mer d'Leit wëllen iwwerzeege vun enger Spuerpolitik, wa mer d'Leit wëlle matkréien op deen dote Wee, fir munches nei ze denken an emol eng Kéier aneschters d'Problemer unzegoen, da musse mer och erklären, firwat mer dat maachen. Mir maachen dat net: spuere fir ze spueren. Et geet net dorëms! Et geet och net dorëms, herno de Spuerchampion ze sinn. Et geet och net dorëms, nëmme méi eng schéi statistesch Kurv herno derbäi erauszekréien, mä et geet eigentlech ëm net manner wéi ëm d'Zukunftsfäegkeet vun dësem Land!

Et geet dorëms, datt mer eis Margen erhalen, fir och an Zukunft nach kënnen ze reagéieren. Et geet dorëms, do kënne weider ze investéieren, wou et haut noutwendeg ass, well mer e Besoin hunn, well mer hei Opportunitéite gesi fir Lëtzebuerg, well mer awer och Gefore gesi fir Lëtzebuerg. Ech mengen, datt, wat déi öffentlech Investitiounen ubelaangt, een et net einfach kann esou maachen, datt ee seet, mir investéiere generell manner, wat jo da géif heeschen, mir strecken déi Programmer, déi mer hunn. Ech mengen, mir musse virun allem kloer eng Prioritéitelëscht maachen: Wat brauche mer wierklech?

Fir eis sinn déi Investitiounen am wichtegsten, déi wierklech dem Term vun der Investitioun entspriechen. Investéieren heescht, ech ginn haut eppes, fir muer eppes erëmzekréien. Ech investéieren also e Stéck an d'Zukunft an duerfir geet et dem Land muer hei besser. Dat missten eigentlech déi éischt Projete sinn, déi realiséiert ginn! An da muss ee kucken, wat fir eng aner duerno nach kommen.

Ech mengen och, et kann ee méi gënschteg bauen hei am Land. Well, wann een d'Chiffere vergläicht vu munchem Bau pro Meter carré, deen déi lescht Jore gebaut ginn ass, a wat op anere Plazen awer méiglech ass, dann ass do och nach Loft dran. Ech mengen och, datt dee Modell, deen d'Regierung beim Mierscher Lycée geholl hat, de PPP-Modell, datt en eng interessant Pist ka sinn, fir eng gutt Qualitéit zu engem konkurrenzfäege Präis och kënnen ze kréien an och vun der Erfahrung kënnen ze profitéieren, zudeem mat deenen aner Bauhären international och scho Gebaier opgeriicht hunn.

Dann, mengen ech, muss et och drëms goen, fir, wa mer spueren, Moyenen ze hunn, fir an anere Beräicher méi kënnen ze maachen. Mir hunn e grousse Mobilitéitsproblem hei am Land. Dat mierke mer all Dag, wa mer selwer an d'Stad gefuer kommen. Dat mierke mer all Dag, wa mer mat de Leit schwätzen. Dat mierke mer, wa mer mat Chefs d'entreprise schwätzen, wa se sech iwwerleeën: Wou loossen ech mech nidder? Wa mer och do Lëtzebuerg nach weider wëllen développéieren, wa mer nach méi Aarbechtsplazen an dësem Land hei wëllen hunn - a mir hätten do op jidde Fall näischt dergéint, zu deene gehéiere mir bekanntlecherweis net -, dann, mengen ech, musse mer och de Mobilitéitsproblem an de Grëff kréien.

Mir mussen och nach do investéieren, wann et dorëms geet, nei wirtschaftlech Standbeen kënnen opzebauen, fir déi fragil Situatioun, déi mer hunn duerch déi grouss Expositioun par rapport zur Finanzindustrie, fir déi dach e bësse méi staark kënnen ofzefiederen.

Mir musse weider investéiere ganz besonnesch a Bildung an a Kannerbetreiung. Ech erspueren lech hei nach eng Kéier all déi Propositiounen, déi mer scho gemaach hunn an der Vergaangenheet. D'Demokratesch Partei wëllt och, datt déi Uni, déi amgaangen ass sech ze fannen, déi amgaangen ass sech ze positionéieren, datt déi e Succès gëtt, well se wäert och zu engem wirtschaftleche Motor vun dësem Land kënne ginn.

An allen anere Regioune queesch uechter Europa, wou an de 60er an an de 70er Joren eng Universitéit opgaangen ass, hat dat en enormen Impakt op déi ganz Regioun. Do sinn aber an aber, Honnerte vun Honnerte vu Betriber dohinnerkomm, hu sech wéinst der Universitéit do ugesiedelt, et sinn Dausende vun Aarbechtsplaze geschafe ginn. Och musse mer d'Universitéit aus deem dote Bléckwénkel, däerfen a musse mer se kucken. A mir mussen, mir däerfen déi Efforten, déi mer um Niveau vun der Fuerschung maachen, net zréckschrauwen, well et ass dat d'Zukunft vun der wirtschaftlecher Stabilitéit vu muer a vun iwwermuer! Mir mussen awer kucken, datt mer déi privat Partner méi staark och nach hei zu Lëtzebuerg mat an d'Fuerschung erugezu kréien.

Mir brauchen also och an deenen doten Domänen, wann et drëms geet, Geld auszeginn, eng kloer Spuerpolitik, mä wann et drëms geet, méi ze maachen op eenzelnen Domänen, ganz kloer Prioritéiten, déi op d'Zukunft ausgeriicht sinn. Wann also an Zukunft nach Zukunftsgestaltung hei zu Lëtzebuerg méiglech soll kënne sinn, da brauche mer en Emsteieren, da brauche mer en Ëmdenken, da muss et och emol eng Kéier erlaabt sinn, eng Kéier eppes, wat vläicht net esou populär ass, hei op dëser Plaz ze soen an duerno an d'Realitéit kënnen ëmzesetzen.

Da musse mer un déi nächst Generatiounen denken, datt si net ze vill belaascht ginn. An da muss dat, wat eigentlech fir jiddweree selbstverständlech ass, datt een op Dauer net ka méi Geld ausgi wéi een es erakritt - well fir eis doheem gëllt dat jo och -, och fir e Land wéi de lëtzebuergesche Stat gëllen! Wa mir privat doheem emol eng Kéier an en Enkpass kommen, dann hu mer Reserven. Wa mer dauerhaft an en Enkpass kommen, sinn déi Reserve ganz schnell opgebraucht. A wa mer da musse bei de Banquier goen, da kréie mer am Ufank och nach eng Kéier Geld geléint. Wa mer dann dauerhaft musse bei de Banquier goen, well et nach ëmmer bei eisem Joresbudget net opgeet, da seet och de Banquier eng Kéier: Elo ass et eriwwer! Dat gëllt fir jiddwereen hei am Land, dat muss och fir de Lëtzebuerger Stat gëllen. Dir Dammen an Dir Hären, duerfir musse mer eng aner Politik maachen!

De Budgetsdefizit, Dir Dammen an Dir Hären, ass jo net vum Himmel gefall komm, en ass d'Resultat vun der Politik vun deene leschte Joren. An ech hunn et gesot: Do wou kee Spuereffort gemaach ginn ass, do wou déi, déi gewarnt hunn, éischter belächelt gi sinn, do wou déi, déi wollten emol eng Kéier en neie Wee goen, wou déi jo op der Säit stoegelooss gi sinn, do huet dat derzou gefouert, datt mer haut pro Joer riskéieren, eng Milliard musse léinen ze goen. Et ass net déi grouss international Kris, déi eleng duerfir responsabel ass. Mir haten eng Rei vu strukturelle Problemer virun der Kris, mir hu se haut a mir däerfe se net weider einfach bestoe loossen!

Et ass d'Resultat vun enger verfeeltener Politik. Et ass d'Resultat vun der Politik vun der roueger Hand, vun der vill ze roueger Hand, déi jo awer op d'mannst vun der Majoritéit aus dem Regierungslager hei gefuerdert ginn ass. D'CSV an d'LSAP ganz besonnesch mussen hire Politikmodell aus de leschte Jore vun dem „d'Problemer mat Geld zoudecken" iwwerdenken!

Et ass méiglech, mengen ech, en anere Politikmodell en place ze setzen. Et gëtt an eisen Aen eng Alternativ zur Scholdepolitik, et gëtt an eisen Aen eng Alternativ zu Steiererhéijungen, et ass méiglech, e wierkleche Politikwiessel kënnen erbäizeféieren.

Ob dat mat CSV an LSAP méiglech ass, Dir Dammen an Dir Hären, do hunn ech allerdéngs meng Zweifel dorunner, ganz besonnesch, well ech awer och héieren hunn, datt de Spriecher vun der gréisster Majoritéitspartei hei der Opfuerderung vum Finanzminister net onbedéngt mat ganz vill Courage nokomm ass, nämlech fir ganz konkret Propositiounen op den Dësch ze leeën.

Ech soen et nach eng Kéier: Deen, deen hei seet, et soll iwwer alles geschwat ginn, dee ka gradesou gutt soen, et soll iwwer näischt geschwat ginn. Mir hätten eis do méi Courage erwaart!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Lux agedroen. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, véier Joer laang si mer amgaang ze diskutéieren iwwert déi gutt Weeër, déi effikass Weeër aus der Wirtschafts- a Finanzkris, der Kris vun den öffentleche Finanzen, der Kris vum Euro. An ech hunn elo zum Schluss, an domadder wéilt ech a sech dann ufänken, déi Fro opzefänken, déi mäi Virriedner, den honorabele Kolleeg Claude Meisch, hei genannt huet: firwat mer dat eigentlech alles géife maachen.

A sech d'Fro ze stellen: déi Hetz, déi mer hunn, politesch, vu Sommeten zu Sommeten, Rettungspaqueten zu Rettungspaqueten, Regierungskrisen zu Regierungskrisen, engem ëmmer méi grousse Vertrauensschwund, dee mer dobaussen an den Opinions publiques spieren, en Demokratiedefizit an Europa an och heiansdo an deenen eenzelne Länner. Dofir, mengen ech, ass et gutt, déi Fro ze stellen an ze versichen, wat fir eng Äntwert een drop gëtt, firwat mer Banke retten, firwat mer öffentlech Budgete wëlle sanéieren, firwat mer d'Währungsunioun wëlle vervollstännegen, den Euro krisefest maachen, d'Kompetitivitéit vun eisen Entreprisen erhalen an d'sozial Kohäsioun stäerken; déi Wierder, déi Maximen, déi de Finanzminister am Ufank vun dëser Debatt hei genannt huet.

An ech mengen, et wär gutt, de Leit dobaussen ze soen an eis selwer, dass alles dat dote keng Fin en soi ass, dass et kee Selbstzweck ass, firwat dass mer dat maachen, mä dass alles dat zum Wuel vun de Leit dobausse geschitt, de Salariéen an den Entreprisë geschitt, de Famillje geschitt, deene jonke Leit geschitt, de Pensionéierte geschitt an dass mir - an dat wëll ech och als LSAP-Fraktioun haut als roude Fuedem duerch meng Interventioun goe loossen - och der Meenung sinn: Et ass do net nëmmen, wéi et heiansdo politesch korrekt scho bal ass, dass et kee Choix géif ginn, wéi d'Madame Merkel et zum Beispill zur Ideologie an Europa gemaach huet, dass et a sech nëmmen eng Politik géif ginn, fir zu de Resultater ze kommen.

Mir mengen net, dass et kee Choix gëtt. Mir mengen net, dass et nëmmen eng Politik gëtt, mä mir menge schonn, dass jo an deene leschte Méint a virun allem an de leschte Wochen och an Europa sech dach ëmmer méi och e Choix mécht téschent engem Modell, deen ech géif e liberale Maartmodell nennen, wou e schwaache Stat um Enn dovunner wäert stoen, an op där anerer Säit dem Festegen, dem Stäerke vun dem europäesche Sozialmodell, dee mer säit Jorzéngte kennen an deen och virausschéckt, dass een e staarke Stat brauch. E staarke Stat kann een nëmmen hunn, wann en ebe just öffentlech Finanzen huet, déi an Uerdnung sinn, wann en eng bonne Gouvernance huet, wann e Strukturen am soziale Beräich, am éducativen, intellektuelle Beräich huet an doriwwer eraus, fir all deene Folgen, déi mer spieren dobaussen, an där zerrassener sozialer Kohäsioun, déi een op ville Plazen an Europa an doriwwer eraus spiert, kënne Meeschter ze ginn.

Mir rette Griichenland an aner Memberstaten net virun der Statsfaillite wéinst deene schéine Gesiichter vun de Griichen oder anerer wéinst, mä well mer der Meenung sinn, dass eng onkontrolléiert Statsfaillite vun engem oder vu méi EU-Länner katastrophal Konsequenzen - politescher, finanzieller an och ekonomescher - fir Europa hätt!

Mir hunn och als LSAP-Fraktioun 2008 an 2009 net Jo gesot zur Rettung vu Banken, well mer

onbedéngt dat internationaalt Finanzkapital oder iergendwelch Spekulante wëlle schützen, mä well mer der Meenung sinn, dass och dat eng Kettereaktioun op d'Banken- a Finanzsystemer gehat hätt, déi onweigerlech zum Kollaps an eisen Ekonomië gefouert hätt a virun allem déi kleng Leit, déi sougenannte kleng Leit, d'Salariéen an den Entreprisen a Mëttelschichten ëm d'Friichte vun hirer Aarbecht bruecht hätt.

A genausou wéi de Krisemanagement op europäeschem Plang kee Selbstzweck ass, esou sinn, mengen ech, och déi Moossnamen, déi mer an deene leschte Jore säit 2009 zu Lëtzebuerg geholl hunn - engersäits 2009/2010, fir d'Kafkraaft an d'Investitiounen ze stäerken an op där anerer Säit awer och déi öffentlech Finanzen an de Gréff ze kréien -, kee Selbstzweck. Neen, dat nach eng Kéier ganz kloer: Ausgeglache Budgeten an eng niddreg Statsverschëldung sinn d'Viraussetzung selwer, fir dass déi öffentlech Hand, Stat a Gemengen och nach an Zukunft, an deenen nächste Joren eng voluntaristesch Politik kënne maachen, Investitioune kënne maachen, Sozialpolitik gerecht kënne maachen, eng Wirtschaftspolitik kënne maachen, Bildungspolitik an esou weider. Dat nëtzt virun allem deene populäre Couchen, an ech mengen, dofir ass et noutwendeg, dass mer ëmmer erëm drop hiweisen, wéi mer Akzeptanz dobausse bei de Leit kënne gewannen.

Ech hunn en Dënschdeg an der Debatt iwwert d'Stolindustrie hei zu Lëtzebuerg de Riedner vun eiser Fraktioun, de Kolleeg Georges Engel, héiere soen, dass sech d'Manager vun ArcelorMittal hir Bonussen an deene leschte Wochen ëm 139% an d'Luucht gesat hunn. Ech muss soen, fir eng Entreprise, déi vill Profitter mécht, héich Gewënner afiert an zu Lëtzebuerg kee Frang Steiere bezilt - kee Frang Steiere bezilt! -, fir eng Entreprise, déi dorëmmer amgaang ass, och hei zu Lëtzebuerg, Wierker zouzemaachen a Leit domadder och an eng sozial schwiereg Situatioun ze bréngen, ass et onverschimt - sonnergläichen onverschimt! -, wann d'Bonusse vun de Manager ëm 139% an d'Luucht ginn. Dat zertrümmert an ënnerhielegt, an dat ass eis lwwerzeegung, dat zertrümmert dee Minimum vun Akzeptanz, dee mer brauchen, fir déi Politik, déi mer wëlles hunn an der Sanéierung vun den öffentleche Finanzen, an deenen nächste Méint a Jore weiderzedreiwen.

Et ass dofir, mengen ech, noutwendeg, dass mer dobaussen och kloermaachen, dass d'Maxime vun där Politik, déi mer wëlle maachen, op Gerechtegkeet baséiert - an ech hunn dat Wuert och virdrun aus dem Mond vum Finanzminister héieren -, dass d'Basis vun deem, wat mer maachen, un alleréischter Stell de Fait ass, dass d'Leit et kënnen novollzéien, dass d'Leit d'Gefill hunn, dass schmuel Schëllere manner droe wéi staark a breet Schëlleren, an dass se d'Gefill hunn, dass dat alles ee Sënn huet, dass dat alles zu iergendeppes féiert, dass et fir d'Leit, och fir d'Zukunft, fir hiert Liewen, fir hiert Beruffsliewen a fir d'Éducatioun vun hire Kanner e Sënn gëtt.

Ech mengen, dass dat eng Debatt ass, déi mer an Europa jo ëmmer méi féieren. No dem Traité, dee signéiert ginn ass an deen elo an eng Ratifizéierungsphas geet, ginn d'Stëmmen ëmmer méi haart, fir ze soen: Ass deen Traité, ass de „Sixpack", sinn all déi Mesuren, déi mer geholl hunn, net ze vill ausschliesslech an eesäiteg nëmmen op dat Monetäert, op dat Finanziellt ausgeriicht? Si se net ze vill eesäiteg an unilateral ausgeriicht op eng Austeritéitspolitik, déi en fait dozou féiert, dass dee ganz liichten Hauch vu Croissance, dee mer spieren, déi puer Hoffnungsschimmeren, déi ee gesäit, dass déi kapottgemaach ginn, well d'Kaz sech hei an den eegene Schwanz bäisst?

An ech war frou ze héieren, dass virun e puer Deeg och de Lëtzebuerger Premier Jean-Claude Juncker sech an d'Rei vun deenen agereit huet - éischter wär besser gewiescht -, fir kloerzemaachen, dass dee ganze Krisemanagement vun de leschte Joren dem Wirtschaftswuesstum ze wéineg Bedeitung bäigemooss huet an dass et dofir luewenswäert wär ze kucken - a vläicht gi jo déi franséisch Presidentschaftswahlen d'Geleeënheet fir do herno mat dem Succès, dem eventuellen an hoffentleche Succès vum Kandidat François Hollande -, d'Méiglechkeet ze ginn, fir nozebesseren do, wou nogebessert muss ginn.

Net dat a Fro ze stellen, wat mer do leien hunn, mä nozebesseren och d'Elementer vun der Croissance, d'Elementer fir ze kucken: Wéi brénge mer et fäerdeg, déi Ukuerbelungen, déi Ureizer, déi Investitiounsprogrammer opzeleeën, déi noutwendeg sinn, fir dass mer net op där enger Säit nëmme sanéieren a sanéieren an - wéi et hei gesot ginn ass, a meng zwee Virriedner hunn dat gesot - eis kapottspueren zulaaschte vun engem héije Chômage, zulaaschte vu sozialen a politesche Krisen?

Ech mengen och, dass doriwwer eraus déi Fro, déi sech stellt, och eng ass vun der Psychologie. Ech mengen, et war - an ech hunn et schonn hei gesot - de Jacques Delors, deen déi Maxime geprägt huet, dass 50% an der Wirtschafts- a Finanzpolitik Psychologie ass.

Dofir, mengen ech, ass et och noutwendeg, an esou enger Debatt kloerzemaachen, dass mer awer net... - an ech soen net, Här Meisch, dass Der dat maacht, mä trotzdeem! -, dass mer eis och ëmmer erëm soen, dass et wichteg ass, fir den Däiwel net un d'Wand ze molen, net dohinner ze goen an d'Leit dozou féieren, fir sech an eng Schleekenhausmentalitéit zréckzeféieren, de Konsum doduerch och a Gefor ze bréngen, d'Investitiounen a Gefor ze bréngen doduerch, dass kee Vertrauen, dass keng Hoffnung méi do ass, fir derfir ze suergen, dass mer Wuesstum kréien, dass dee Wuesstum een nohaltege soll sinn, dass dee Wuesstum soll dofir do sinn, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, nei Aarbechtsplazen ze schafen.

An ech mengen, dofir ass et noutwendeg, dass mer an esou Debatten och ëmmer derfir suergen, fir kloerzemaachen, dass mer eng positiv Grondstëmmung wëllen hunn, ouni déi Froen, déi berechtegt Froen, déi berechtegt Décisiounen, och oft onpopulärer, déi mer mussen huelen.

An ech wäert Iech herno net enttäuschen. Ech wäert net hei soen: „Alles läit um Dësch." Fir eis läit net alles um Dësch. Fir eis steet net alles zur Dispositioun, mä dat, wat zur Dispositioun steet, wäert ech Iech, Här Meisch, mä och deenen anere Kolleeginnen a Kolleegen, net virenthalen. Et ass iwwregens net fir d'éischte Kéier, mä et gëtt net ëmmer gutt nogelauschtert.

De Bilan vun de Krisejoren hei zu Lëtzebuerg fält an eisen Ae positiv aus, well dat, wat mer gemaach hunn, war keng simplistesch Rhetorik an och keng simplistesch Politik vu sozialem Ofbau. An ech soen och dobaussen deenen, déi an dëse Wochen amgaang sinn, sech iwwer eenzel Themen opzereegen, hir sécherlech ëmmer erëm legitim Fuerderungen ze stellen, an déi dann oft soen: „D'Politik vum sozialen Ofbau"…

Ech wëll dofir bei dëser Geleeënheet och soen, dass mer an deene leschte Joren… A wann ech dann nëmmen d'Nopeschlänner kucken, net de Verglach mat der Tschechei oder mat Estland maachen, mä de Verglach mat den Nopeschlänner maachen, da stellen ech fest, dass et kee Sozialofbau gouf!

Mir wäerten den 1. Januar 2013 fir d'zweete Kéier de Mindestloun unhiewen. Ech mengen, dass dat noutwendeg ass, fir e kloert Signal ze ginn - och an der Akzeptanz dobausse vun de Leit -, dass mer déi niddreg Gehälter, déi, déi wierklech au bas de l'échelle sociale sinn, net am Ree stoeloosse bei all deene Problemer, déi se kennen.

Ech wëll soen, dass mer den Ajustement vun de Renten a Pensioune gemaach hunn. Mir hunn en an zwou Kéiere gemaach. An iwwert dat, wat mer mam nächsten Ajustement maachen, dozou wäert ech herno nach e Wuert soen. Mä och do ware mer bereet, deen Équiliber ze fannen tëschent, op där enger Säit… An en fait ass alles, wat mer ze maachen hunn, eng intelligent Gratwanderung tëschent der noutwendeger Sanéierung op där enger Säit, sief dat vum Statsbudget oder sief dat an der Sécurité sociale, an op där anerer Säit awer Impulser ze ginn, Vertrauen ze ginn, Croissance méiglech ze maachen.

An ech mengen, an deem Équiliber hu mer den Ajustement gemaach, hu mer de Mindestloun a wäerte mer de Mindestloun nach eng Kéier unhiewen, an hu mer och - egal wat de Kolleeg Gast Gibéryen eis herno och zu deem Punkt vläicht nach eng Kéier wäert soen - den Indexsystem hei zu Lëtzebuerg mat deem Wuerekuerf, deen e kennt, als System erhalen a suerge mer derfir - an ech géif gären nach e Land gesinn, wou dat an deenen nächste Jore stattfënnt! -, dass mer garantéieren, dass an deenen nächsten dräi Joer, 2012, 2013 an 2014, den 1. Oktober garantéiert d'Léin an d'Gehälter ëm 2,5% an d'Luucht ginn!

Och dat ass, genau wéi ech et gesot hunn, engersäits eng Décisioun vun der Sanéierung an der Stäerkung vun der Kompetitivitéit doduerch, dass dat der Ekonomie vill Geld wäert bréngen, an op där anerer Säit, mengen ech, awer och e kloert Signal, dass mer de Sozialstat a seng wichteg Aggregater och wäerten an Zukunft erhalen.

Ech wëll och nach e lescht Beispill soen, wat wichteg ass an der Fro vun der Rhetorik, déi een dobaussen heiansdo héiert vum Sozialofbau, deen anscheinend iwwer Lëtzebuerg géif goen: dass an dem öffentlechen Déngscht an all deene Länner ronderëm - vis-à-vis vu finanzielle Situatiounen, déi oft natierlech vill méi dramatesch si wéi bei eis -, dass do d'Personal am öffentlechen Déngscht a Servicer am öffentlechen Déngscht éischter zréckgefuer ginn, ofgebaut ginn, an dass mer hei zu Lëtzebuerg an deene leschten dräi Joer all Joer 300 nei Posten an den öffentleche Servicer geschafen hunn, also och dat beim Stat geschafen hunn.

An et kéint een dann nach an d'öffentlech Hand, an d'Gemengen an doriwwer eraus goen - da wär de Chiffer nach vill méi héich -, fir och hei ze soen, dass et déi dobaussen oft duergestallte simplistesch Politik net ginn ass. Et war eng Politik, fir deen Équiliber ze sichen tëschent deenen zwee Défien, déi mer gläichzäiteg mussen erreechen.

Et besteet keen Zweifel, an de Kolleeg Claude Meisch huet dat virdrun unhand vun enger Rei vun Zuelen - an och de Kolleeg Marc Spautz - gesot, déi ech net alleguerten erëm well widderhuelen, dass d'Lëtzebuerger Ekonomie net esou richteg vum Fleck kënnt, dass déi Croissancezuelen..., och wa '14 a '15 laut dem Comité de prévision jo erëm Wuesstumszuele sinn, wou mer alleguerten, mengen ech, iwwerrascht waren, dass mer erëm iwwer 3%, bal souguer iwwer 4% solle goen. Mä Tatsaach ass, wann een eng Rei vu Parametere kuckt, dass et dach schonn e Miniwuesstum ass, dee mer 2012 wäerten afueren. Ob en dann 1% ass, oder wéi am Comité de prévision gesot, dass et eng Rezessioun ass, also bei 0,9%...

Une voix.- Minus!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- ...bei minus 0,9% wäert sinn, dat wäerte mer da gesinn.

Tatsaach ass - ob et dann ee klenge Wuesstum ass, eng Stagnatioun oder eng technesch Rezessioun, wéi mer et och erkläert kritt hunn -, eise wirtschaftleche PIB wäert och 2012 net deen Niveau vun 2007 erreechen. Eréischt dann, wéi gesot, ab 2013, Previsioun 2,3%, 2014, Previsioun 4% plus, an 2015 souguer 4,8% - do komme mer schonn op Héichten, déi mer da viru Jore kannt hunn -, soll e kräftege Wuesstum hannendrukommen. En moyenne, 2013 a '15, wäerten dat 3,7% sinn. Dat ass awer däitlech ënnert deene Croissancezuelen, déi mer an de Rekordjore während Joren hei kannt hunn.

Sektoriell allerdéngs - an dat ass e Plädoyer, dee mer der Regierung ëmmer erëm ginn hu bei der Geleeënheet vun esou Debatten -, sektoriell gesäit dat Bild oft ganz ënnerschiddlech aus. D'Finanzplaz huet mat Sécherheet net méi déi Rekordzommen un Nettogewënn, wéi et 2007 de Fall war mat 4,7 Milliarden, mä trotzdeem, d'Gewënner vun 2,9 Milliarden 2011 sinn dach awer nach Gewënner op engem relativ héijen Niveau, och wa méi kleng Bréidercher gebak wäerte ginn.

Mä ech mengen, och do gesäit een, dass laut dem Comité de prévision de Bäitrag vum Finanzsecteur um PIB 2012 ëm 1,5% wäert zréckgoen. Et ass eent vun deenen éischte Joren, wou mer e Réckgang ze verzeechnen hunn.

An der Industrie hu mer eng Situatioun, déi e Suergekand duerstellt. Am Verglach zu de Virkrisenzäiten - zum Beispill dem 2008 - ass d'Industrieproduktioun am Dezember 2011 ëm 20% zréckgaangen, bal agebrach. A wann ech dat kucken op deenen zwee Beräicher, déi eis an deene leschten Deeg hei am Land interesséiert hunn, an der Stolindustrie, esou hu mer et jo gëschter an der Stoltripartite fäerdegbruecht - an ech wëll dem Wirtschaftsminister och dofir félicitéieren, déi kloer Sprooch geschwat ze hunn -, fir ze soen, wa mer eis hei zu Lëtzebuerg weider un engem Coût social bedeelegen, dee leider Gottes op eis zoukënnt, iwwert dat eraus, wat den Droit commun duerstellt, da kann dat nëmme méiglech sinn, wann och Investitiounen, wa kloer Zousoe fir Investitiounen an deenen eenzelne Siten hei zu Lëtzebuerg och festgeschnürt kënne ginn.

An ech géif souguer drunhänken, dass et iwwert déi Investitiounen eraus noutwendeg ass, mat ArcelorMittal eng aner Sprooch ze schwätzen, och wat d'Terrainen ubelaangt. Et muss Schluss sinn domadder, dass an der Offäerdegung vun esou Situatiounen, wéi mer se elo erëm wäerte kennen, ArcelorMittal sech ëmmer nëmmen d'Filetsstécker bei der Verdeelung vun den Terrainen hélt an dem Lëtzebuerger Stat d'Sanéierung vun de verpeschten a vergëften Terrainen iwwerléisst an och net gesäit, dass mer e Pollueur-payeur-Prinzip hunn a gesetzlech Virgaben hunn, déi hei relativ däitlech sinn!

Wann een et esou mécht, wéi ArcelorMittal et mécht, dass d'Gewënner privatiséiert ginn, fir si selwer sinn, an awer d'Käschten, souwuel déi sozial Käschte wéi d'ekologesch Käschte vun der Sanéierung, dass déi der Allgemengheet zougeschoustert ginn, ech mengen, esou léisst et sech natierlech gutt liewen, esou léisst et sech, mengen ech, och gutt Situatiounen a gutt Zuelen erausschaffen!

Eng zweet Situatioun, ouni an den Detail ze goen, mécht eis Suergen, dat ass déi vun der Cargolux. An ech wëll dat hei ganz däitlech soen, dass am Zesummenhang mat der Cargolux, mä hannendrun och mat der Situatioun vun der Luxair an der Situatioun vum Standuert vum Flughafen insgesamt - dee fir déi industriell Zukunft vun eisem Land vu kapitaler Bedeitung ass a wäert sinn an deenen nächste Joren; eis Plaz op der Landkaart wäert sech do entscheeden -, mengen ech, et noutwendeg gëtt, an ech wëll et net mat där brutaler Rhetorik hei kommentéieren, wéi de Leitartikel vum „Lëtzebuerger Wort" virun enger Woch, mä ech wëll awer ganz däitlech soen, dass et héich Zäit gëtt, dass d'Lëtzebuerger Regierung a virun allem déi Ministeren, déi implizéiert sinn an deem Dossier, eng kloer Strategie kréien, souwuel eng Strategie innerhalb vun der Gesellschaft, wéi och eng Strategie, wéi déi eenzel Aktionären, déi jo zum gudden Deel vum Stat a vun der Regierung ofhänken, wéi déi och d'Intérête vu Lëtzebuerg an d'Intérête vun enger Lëtzebuerger Gesellschaft - nach ëmmer Lëtzebuerger Gesellschaft! - an deem Zesummenhang och maachen.

Ech halen et fir positiv an eis Fraktioun och, dass e kloert Zeeche komm ass, fir d'Verdeelung vun dem Aktiëpaquet och iwwert den Dag eraus bei 65% fir déi Lëtzebuerger Aktionären a 35% fir déi kataresch Säit ze loossen. Mä ech wëll gradesou däitlech soen, dass mer eis mat dem Katar agelooss hunn, mat enger Gesellschaft, déi och gläichzäiteg e Konkurrent ass, an dass een also ganz gutt muss oppassen an der Strategie, inwieweit et hei och ëm eng Neiverdeelung vu Parts de marché geet. Ech mengen och, dass et noutwendeg ass, an der Gouvernance an och an der Présidence derfir ze suergen, dass mer eng Lëtzebuerger, eng national Strategie an engem europäeschen, internationalen Emfeld hunn, déi noutwendeg ass.

Wat de Bausecteur ubelaangt, si mer a sech - dat wonnert een, wann een d'Zuele kuckt - gutt duerch déi Kris komm. D'Optragsbicher si voll, an ech wëll och hei ganz däitlech soen, dass d'Failliten, déi mer an deene leschte Méint erlieft hunn, Faillitë waren, déi meeschtens d'Resultat vu schlechter Gestioun oder awer souguer frauduleuse Faillitë waren, wat natierlech extrem bedauerlech ass a wou een nëmme kann hoffen, dass d'Regierung zesumme mat de Syndikater och eng kloer Sprooch schwätzt, fir d'Responsabilitéite vun esou Situatiounen och op de Punkt ze bréngen.

Kuerz nëmme wëll ech am Commerce de leschte Bulletin vun der Zentralbank zitéieren: «La bonne santé du secteur du commerce est maintenue tout au long de l'année 2011». Ech wëll an der Automobilsbranche soen - 2011: 49.881 nei Immatrikulatiounen, dat ass bis op 1981 zréckgekuckt dat véiertbescht Resultat an en Indiz dofir, dass d'Kafkraaft vun de Leit nach ëmmer intakt ass.

Ech wëll e puer Wuert iwwert d'Kompetitivitéit soen, well se extrem wichteg wäert si fir eise wirtschaftlechen Tissu, mä och eise finanziellen, well béides ganz kloer mateneen zesummenhänkt. Dir wësst, ech kucke ganz gären international Wettbewerbsrankingen, fir ze kucken, wéi Lëtzebuerg sech op deem Gebitt hält a wat och déi eenzel Autoritéiten, déi esou Rankingen ausstellen a Ratinge maachen, och dann iwwer Lëtzebuerg soen.

Den „Institute for Management Development" huet Enn 2011 Lëtzebuerg an der Kompetitivitéit vun 59 Länner op der eelefter Plaz situéiert. De „World Economic Forum" huet an der Entwécklung vun dem Kompetitivitéitsindex Lëtzebuerg vun 142 Länner op der 23. Plaz gesinn. D'„Heritage Foundation" huet am Index vun ekonomescher Fräiheet a Flexibilitéit Lëtzebuerg op der 13. Plaz gesi vun 188 Länner. An an der Fro vun eenzelne Rankingen, déi gemaach gi sinn, wëll ech awer och däitlech soen, dass an der Produktivitéit, an der gerechenter Produktivitéit pro geschafftener Auer (veuillez lire: Stonn), dass do Lëtzebuerg vum „Conference Board" vun 39 entwéckelte Länner op déi éischt Plaz gesat ginn ass! An dass beim „Manager Magazin" Lëtzebuerg vun „Contor" an der Wiel vun deene beschte Wirtschaftsstanduerter an Europa vun 100 Regiounen - an et ass op Regioune genannt ginn - vun 100 Regiounen op déi éischt Plaz mat där beschter Kompetitivitéit an där beschter Wettbewerbsregioun vun Europa gesat ginn ass!

An och, wann een den Triple-A eng Kéier kuckt, an ech si bei „Fitch" kucke gaangen, fir ze kucken: Wéi kommentéiert „Fitch" dann d'Tatsaach, dass se eis weiderhin en Triple-A zoukomme léisst? Och do ass et ganz kloer, dass se schwätzt vun enger robuster Ekonomie, vun enger niddreger Statsschold, vun engem gudde Scholdnerstatus no baussen a vun

engem laangfristeg gudde Bilan bei der Budgetspolitik. Dat ass de Wäert, dee „Fitch" dem Triple-A fir Lëtzebuerg wäert ginn a ginn huet.

Um Niveau vun… an och dat, mengen ech, sollt een an de Berechnungen net vergiessen, dass an eiser Lounentwécklung, an eisem Coût salarial nominal vun 2008 bis 2010 e Verglach gemaach gëtt vun deenen eenzelne Länner, deen zum Schluss kënnt, dass zu Lëtzebuerg d'Lounstéckkäschten ëm 17,3% an d'Luucht gaange sinn! Dat ass vill méi héich wéi an Däitschland bei 6,6% plus oder wéi och a Frankräich, 7,2%. A wann ech dat vergläiche mat deem, wat d'Europäesch Kommissioun de 14. Februar 2012 an hirem éischte Rapport iwwer Lëtzebuerg gesot huet, nämlech dass een e Seuil sech soll ginn, fir 9% net ze iwwerschreiden an engem Zäitraum vun dräi Joer, dann hu mer mat 17% an der Entwécklung vun dem Coût salarial déi Entwécklung do largement iwwerschratt!

An dofir, mengen ech, ass et och wichteg, an dat huet nom Prinzip „tout cela se tient" mat villen aneren Indicen ze dinn: Mir erlaben eis eng héich Lounentwécklung hei zu Lëtzebuerg. Mir hu gutt Léin an deenen eenzelne Secteuren, an der Industrie an op villen anere Plazen och. A mir mussen derfir suergen, dass aner Trëmp, déi mer hunn an déi am Verglach zu deenen anere Länner ganz niddreg sinn - zum Beispill d'Lounniewekäschten, an der Sécurité sociale, mä och eis Fiskallandschaft; och op där anerer Säit bei der Aarbechtszäit, dass mer an der Aarbechtszäit ganz héich leien an der Groussregioun, souguer an eenzelne Secteuren op der éischter Plaz leien -, dass mer dat Ëmfeld do, dass mer eis dat mussen erhalen.

Ech wëll an der sozialer Situatioun vun eisem Land no dem Motto: „Firwat maache mer dat?" - déi Fro, déi de Kolleeg Claude Meisch am Ufank vu senger Interventioun gesot huet - och kloermaachen, dass de Chômage, an dat däerfe mer net vergiessen, dat kënnt oft ze kuerz an deenen Diskussiounen, dass déi sozial Situatioun zu Lëtzebuerg net onbedéngt ëmmer ganz roseg ass.

An et bleift - dat ass e grousse Problem, an ech wëll de Kolleeginnen a Kolleegen hei meng Iwwerzeegung aus 25 oder 30 Joer Erfahrung soen -, dass de grousse Problem hei zu Lëtzebuerg, deen eis all Indikatoren an all Situatiounen dobausse kapottmécht, dass dat d'Situatioun vum Logement ass. D'Tatsaach, dass d'Präisser, souwuel wat d'Loyeren ubelaangt, erëm eng Kéier - erëm eng Kéier! - an deene leschte Wochen ëm bal 7% an d'Luucht gaange sinn, d'Tatsaach, dass d'Präisser dobausse vum Wunnen, vun de Bauterrainen esou an d'Luucht ginn, dat mécht eis um Niveau vun der sozialer Kohäsioun esou munches kapott!

Datselwecht gëllt och um Niveau vum Chômage, wou et eis, mengen ech, net däerf egal sinn, dass mer eng Previsioun gemaach kréie vum Comité de prévision, dass mer 2015 bal bei 8% Chômage kënne leien. Dofir ass et, dass d'Géigesteiere mat deene Moossnamen, déi den Aarbechtsminister Nicolas Schmit an d'Wee geleet huet, net nëmme mat der Reform vun der ADEM - ech géif bal soen, do ass Pabeier gedëlleg an et muss een dat lues a lues elo ëmsetzen an et zu engem neien Esprit maachen -, mä virun allem mat all deenen Décisiounen, déi scho geholl gi sinn um Terrain, fir derfir ze suergen, aus der ADEM, haut der Agence, e méi proaktiivt Instrument ze maachen, fir d'Aarbechtsplaze bei d'Leit an d'Leit bei d'Aarbechtsplazen ze bréngen, dass dat gutt Schrëtter, dass dat wichteg Schrëtter waren.

Ech wéilt awer och soen, dass den Aarmutsrisiko - an ech beruffe mech do op de „Panorama social" vun der Chambre des Salariés, déi gerechent huet, dass den Aarmutsrisiko vun 1995 bis 2010 ëm 2,5% an d'Luucht gaangen ass -, dass de Rapport vun deenen ënneschten 20 Akommesbezéier an deenen 20 meescht- a beschtverdéngenden Akommesbezéier sech an deene leschte 15 Joer verschlechtert huet an dass dee Facteur do, deen ënner véiermol louch tëschent deenen Niddregsten an deenen Ieweschten, elo op iwwer véiermol läit, mat enger Tendenz, déi steigend ass. Och dat muss eis an der Fro, firwat mer dat alles maachen a wéi mer et maachen, interpelléieren, fir zu deene richtegen Décisiounen ze kommen.

Ech well, wat den institutionelle Kontext ubelaangt, keng Wierder méi do verléieren. De Semestre européen, de „Sixpack" an dann dat, wat am Traité elo décidéiert ginn ass, ech mengen, dat ass heibanne bekannt, ech wëll doriwwererausgoen. Ech mengen och, all dat… Mir wäerten eis nach wonneren iwwer eenzel Saachen, déi an der Ëmsetzung, der konkreter Ëmsetzung vum „Sixpack" nach op eis wäerten zoukommen an der Budgetspolitik, déi mer an deenen nächste Jore wäerten ze maache kréien.

Et ass net nëmmen d'Fro vun der Scholdebrems, déi mer an eise gesetzleche Kader anzebréngen hunn. Dat sinn och déi nei Kompetenze vum Europäesche Geriichtshaff; dat sinn déi Bedéngungen, déi gestallt gi fir d'Hëllefe vum ESM; dat ass awer och, mengen ech, dass mer erëm iwwer eng Budgetsnorm wäerten diskutéieren, well déi Budgetsnorm wäerte mer elo vu Bréissel geliwwert kréien, fir ze kucken, wéi mer an Zukunft wäerten do fonctionnéieren.

Mä ech mengen, dee Kader ass gewosst, an ech mengen, mir hunn déi Aufgaben do an deenen nächste Wochen a Méint institutionell ze maachen, mä virun allem och an der Ëmsetzung vun der Praxis.

Ech wëll ee Wuert, och wann de Finanzminister net heibannen ass, mä et kann een him et dann herno zielen,…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- E rifft den Här Schäuble un.

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech wëll soen, dass an der Fro - an dat ass och eng Fro vu Glafwierdegkeet vun de Politiken, et ass och eng Fro vun der Akzeptanz -, um Ufank vun der Bankekris Resolutioune geschriwwe si ginn op allen institutionellen Niveauen, vum G7 iwwert de G20, iwwert d'Europäesch Conseilen an esou weider, déi gestrotzt hunn dovunner, a wat fir engem Mooss mer elo Léiere géifen zéien aus där Bankekris an a wat fir engem Mooss mer elo géifen derfir suergen - dat war dat Wuert, wat ëmmer erëmkomm ass -, dass dat alles ni méi dierf virkommen, dass mer elo Regele géife maachen, déi dat Monster do géife bändegen. Dat ass gesot a geschriwwe ginn.

Ech mengen, dozou huet och gehéiert, dass mer géifen dem Prinzip nogoen, dass d'Banken och hiren Obolus sollte matbezuelen, fir d'Schied, déi volkswirtschaftlech an déi budgetär Schied och zum Deel matzedroen duerch en Obolus, dee se géife leeschten, virun allem op hire Risikogeschäfter, déi se géife maachen. Et muss een haut, dräi Joer duerno, feststellen - an dat ass dat Feinst, wat ech dozou kéint soen -, dass Pabeier gedëlleg ass. Mä leider Gottes hu mer aus deem meeschten dovunner keng wierklech praktesch, konkret Schléss gezunn.

Eent vun de Beispiller ass dat vun der Finanztransaktiounssteier, wou mer um Ufank eis eens waren. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg oft d'Gefill, dass de Premier, dee gläichzäiteg och als President vum Eurogroup do um Gas sëtzt, ëmmer erëm derfir gesuergt huet, dass déi Debatt am Rahme vun den Euro 27 oder och am Rahme vun der Eurozon ëmmer erëm géif op d'Dagesuerdnung kommen. En huet elo nach virun e puer Deeg gesot, wa mer bei der Finanztransaktiounssteier net weiderkommen, da musse mer eis mat deemselwechten Zil, mat deemselwechte Resultat aner Moyenë ginn. Et ass du vun enger Börsesteier elo nach geschwat ginn, mä och déi ass net méi sécher.

Ech mengen, dass dat bei de Leit dobaussen, beim Vollek dobaussen, fir et einfach ze soen, ee ganz fade Bäigeschmaach hannerléisst, dass drop gewaart gëtt, bis déi Kris erëm hannerun eis ass, d'Volkswirtschaften an d'Ekonomien an d'Stéit an d'Budgeten hiren Obolus geleescht hunn, fir d'Banken ze retten, an dass herno d'Léieren awer net gezu ginn, wéi se hätte misse gezu ginn, fir derfir ze suergen, dass dat net méi an Zukunft nach eng Kéier soll virkommen.

An ech hu wéi vill anerer och de „Spiegel" gelies an der leschter Woch. Am Bericht iwwert d'Sitzung vum Europäesche Conseil vum „Spiegel" stoung, dass den däitsche Finanzminister d'Debatt ugefaangen huet a gesot huet - ech zitéieren: „Wir riskieren die Legitimität des europäischen Modells der Demokratie." Dat ass elo ganz héich gesat an deem Apostrophéiere vun der politescher Responsabilitéit

Duerno huet de „Spiegel" geschriwwen, als zweete Riedner war de Lëtzebuerger Finanzminister ageschriwwen, an de „Spiegel" schreift: „Danach zeigte der Luxemburger Finanzminister, weshalb an diesem Tag nicht die Demokratie, sondern die Lobbyisten triumphieren würden." Zitatenn. Wat drop hiweist, an dat bedauere mer, dass de Lëtzebuerger Finanzminister net eng Volontéit weist, sou wéi et politesch och hei zu Lëtzebuerg geduecht war, fir eng Finanztransaktiounssteier weiderzedreiwen, sécherlech eng, déi net gemaach soll ginn, ouni dass London soll derbäi sinn. Dat ass kloer eis Meenung, dass se um Niveau vun den EU 27…

(Interruption)

…soll geschéien, mä dass et, mengen ech, och kloer wär, dass een an den europäeschen Enceinten derfir suergt, politesch, dass déi Iddi do weidergedriwwe gëtt, an net, dass ee permanent op der Brems steet, fir se a Fro ze stellen.

Ech kommen dann zum Kapitel vun de Finanzen, den öffentleche Finanzen…

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dat bréngt guer näischt, déi Finanzen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hu gelies, Här Henckes, dass Der nach ageschriwwe sidd, fir herno ze schwätzen. Ech wär wierklech interesséiert, herno dozou Är Meenung ze héieren. Sot eis dat herno, an da si mer interesséiert, ze kucken…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass bal déiselwecht wéi d'Regierung se huet. Mä et schéngt, wéi wann Dir net méi dra wiert!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Bei de Previsioune vun den öffentleche Finanzen hei zu Lëtzebuerg ass oft bedauert ginn, dass mer, an ech hunn dat genannt heiansdo d'„Lofthoheet" iwwert d'Zuelen net géife gewannen, dass mer et net géife fäerdegbréngen, fir Zueleprevisiounen ze maachen. Mä ech hunn an der Tëschenzäit agesinn, dass et schwéier ass hei zu Lëtzebuerg, an enger klenger Ekonomie, an deem klengen Deel vun öffentleche Finanzen an deem groussen europäesche Mier zu kloren Ziler an zu klore Previsiounen do ze kommen.

Ech wëll och elo hei net méi drop agoen, wat fir eng Situatioun mer hunn. Ech wëll just mam Claude Meisch soen, an och mam Marc Spautz, an ech mengen, do si mer eis driwwer eens, an och mam Finanzminister eens, dass déi Situatioun vun den öffentleche Finanzen, déi mer hunn, keng gutt Situatioun ass an dass mer där musse géigesteieren.

Ech wëll awer gradesou däitlech soen…

(Interruption)

Ech wëll awer gradesou däitlech soen - an och dat weist de Comité de prévision -, a wat fir engem Mooss deen éischte Spuerpaquet, deen dës Koalitioun 2010 opgeluecht huet, a wat fir engem Mooss dee schonn seng Effeten hat op déi Situatioun, déi mer haut hunn.

An ech wëll soen, dass et fir eis als LSAP-Fraktioun ganz kloer an däitlech ass, dass mir zu där Zilsetzung, fir bis d'Joer 2014 en ausgeglachene Statsbudget ze kréien, also vun de gesamten öffentleche Finanzen natierlech, dass mir dat Zil weiderhi politesch wäerte mat ënnerstëtzen a bereet sinn, och en zweete Spuerpaquet opzeleeën, wann dat fir '13 a '14 - an d'Previsioune vun dem Comité weisen dat kloer - noutwendeg ass.

Ech wëll awer gradesou däitlech soen - an ech hunn dat virdrun als Bemierkung op dem Claude Meisch seng Bemierkung vun dem „Alles op den Dësch leeën heescht a Wierklechkeet, näischt op den Dësch leeën" gesot, dass dat heescht, dass ee kloer Choixen op enger Rei vu Gebidder muss maachen.

Mir kënnen et net zouloossen, dass mer an deenen nächste Joren, bei enger Politique inchangée, dass mer 2013 d'Limite vun de Maastricht-Kritäre beim Defizit vun 3% iwwerschreiden, dass mer 2013 an 2014 jeeweils ronn 1,5 Milliarden Defizit maachen, souguer 2015 1,7 Milliarden, mat engem Solde structurel, deen nach méi schlecht wäert sinn, bei minus 4,3% am Joer 2014 (veuillez lire: 2015).

Wichteg wär et - dat ass eng éischt technesch Bemierkung, déi awer och politesch wichteg ass -, fir ze soen, et wär am Comité de prévision sengen Zuele wichteg gewiescht, am gesamtöffentlechen Haushalt och eng Ënnerdeelung ze maache vun deenen dräi Kompartimenter, déi dat bedeit: den État central, d'Sécurité sociale an d'Gemengen. Déi hu mer leider net, an et mécht et dofir och méi schwéier, fir kloer Resultater a kloer Konklusiounen dobäi erauszezéien. Et wär awer den ABC vun all Basisinformatioun gewiescht, fir kloer ze gesinn, wéi dat op deem Plang sech opdeelt.

Natierlech wësse mer, dass d'Sécurité sociale en Excédent schreift an dass d'Differenz am Gesamtstatsdefizit bal exklusiv aus dem Zentralstat, aus dem Statsbudget kënnt, an dat wäert sécherlech vill vun eis verlaangen, fir an deenen nächste Wochen a Méint en vue vum Budget 2013 an deem vun 2014 zu politeschen Décisiounen ze kommen.

Ech wëll och heibanne soen, ech hunn de Moien dem President vun der FEDIL nogelauschtert, deen der Politik a virun allem der Regierung eng schlecht Zensur ausgestallt huet a gesot huet, mir wäre reformonfäeg a mir géifen op deem Gebitt och vun der Sanéierung vun den öffentleche Finanzen an doriwwer eraus net weiderkommen.

Ech wëll mech drun erënneren, eppes Klenges iwwer e Joer huet de Sozialminister Mars Di Bartolomeo mat grousse Schwieregkeeten, politesche Schwieregkeeten eng Reform gemaach vun der Krankekeess, haut d'Gesondheetskeess, mat dem Zil, fir derfir ze suergen, dass mer eng Sanéierung géife kréien, dass mer aus engem Defizit och erëm géifen an de Boni erakommen an dass mer géifen derzou bäidroen, dem Zil vun engem ausgeglachenen öffentlechen Haushalt méi no ze kommen.

Ech wollt lech emol d'Fro stellen: Wat fir eng Couchen hei zu Lëtzebuerg waren et, déi mat aller Muecht versicht hunn, fir dee Reformprojet do ze boykottéieren? Wie waren déi Couchen hei zu Lëtzebuerg, déi bei där Geleeënheet gestreikt hunn a mat alle Mëttele versicht hunn, den Équiliber vun den Efforten, déi vu jiddwerengem, vun den Assuréen, vun den Zouliwwerer an den Apdikten an esou weider an och vun den Dokteren ze maache waren, ze stéieren?

Ech mengen, et waren net déi Couchen, op déi oft dobausse mam Fanger gewise gëtt, dass se reformonfäeg wären, mä et waren d'Dokteren, déi bestëmmt net zu deene gehéieren, déi déi Schlechtstbezuelten oder wierklech déi sinn, déi en bas de l'échelle vum soziale Liewen hei zu Lëtzebuerg stinn, déi alles gemaach hunn, fir dat ze boykottéieren.

Ech géif dofir gären all deene Leit soen, dass déi Efforten, déi gemaach gi sinn an deene leschte Wochen a Méint a Joren, virun allem gedroe ginn - an ech wäert herno e puer Zuele bei de Steieren nennen - an dass déi bezuelt gi si vun de Salariéen, dass déi virun allem bezuelt gi vun de Familljen, vun den einfache Familljen dobaussen, vun deenen, déi éierlech a brav hir Steiere Mount fir Mount bezuelen, an dass et ausgerechent - mengen ech - Couchë waren, deenen et wierklech ganz gutt an eiser Gesellschaft geet.

An ech wëll deenen et iwwerhaapt net net vergënnen! Ganz am Géigendeel, ech hale virun allem d'Medezin fir esou e responsabelen, schwieregen Job, dass déi Leit roueg sollen och gutt bezuelt ginn, mä et waren déi Couchen - Här Dennewald -, déi derfir gesuergt hunn, dass mer Reformonfäegkeet hei am Land un den Dag geluecht hunn, an net anerer.

Ech wëll dofir och soen, bei der Rentereform, déi elo virun eis steet: Deeselwechten Effort kënnt vun deemselwechte Minister, deen iwwregens enger Partei zougehéiert, vun där och oft gesot gëtt, si géif zu deene gehéieren, déi reformonfäeg sinn. Wann ech kucken, wat an deene leschte Méint hei am Land reforméiert ginn ass, wou Onpopuläres un den Dag geluecht ginn ass, sief et bei der Reform vun de Krankekeesen, sief et haut an der Diskussioun vun de Renten, sief et an der Diskussioun iwwert d'Indexmodulatioun, hat ech heiansdo d'Gefill, dass d'Ministere just aus där Partei komm sinn, déi gesot huet: „Mir mussen eng Rei vu Sujeten an dësem Land upaken!", an déi och d'Responsabilitéit an de Courage gewisen huet, oft schwierege politesche Courage, fir déi Reformen do och wierklech ze maachen.

Ech wëll also soe fir d'LSAP-Fraktioun: „Jo!" zu där Zilsetzung vun dem équilibréierte gesamtöffentleche Budget, och wann déi Null net a Granit wäert gemeesselt sinn, mä si wäert och an anere Länner an den Zilsetzungen net a Granit gemeesselt sinn.

An och, mengen ech: „Jo!" zu enger Politik, déi soll verhënneren - an hei ënnerstëtze mer de Finanzminister - eng Scholdepolitik, de Wee an d'Scholdefal, de Wee, fir déi zukünfteg Generatiounen ze hypothéquéieren, mat hire Méiglechkeeten a mat hire Spillräim, fir Politik ze maachen. Dat wär eng Politik, déi mer net wëlle matmaachen, wou mer och d'Responsabilitéit wëlle matdroen, fir an eng aner Richtung ze goen.

Eng Bemierkung, Här Finanzminister, déi ech lech direkt um Ufank wëll maachen: Mir ënnerschreiwen haut de Mëtteg déi Zilsetzung, déi Der genannt hutt an deene leschten Deeg, fir eng nei Dépensëkultur hei zu Lëtzebuerg ze kréien. Awer mir soen lech gradesou däitlech, dass mer gradesou haut de Mëtteg hei soen: Mir hätten als LSAP-Fraktioun och gären eng nei Kultur um Niveau vun de Recetten. A mir wëllen Iech de Mëtteg an enger Rei vu Punkten och soen, wou mer der Meenung sinn, dass déi noutwendeg ass.

Wa mer wierklech bereet sinn, fir alles a Fro ze stellen an alles op den Dësch ze leeën, musse mer et um Niveau vun den Dépensen an um Niveau vun de Recettë maachen. Nëmmen esou ass et méiglech, fir eng Politik ze maachen, déi e kloert Bild gëtt, déi eng kloer Visioun soll zeechne vun eisem Land an deenen nächste Joren.

An ech denken, dass an der Fro vun dem Réckgang vun de Recettë jo eng Rei vu Saache geschitt sinn an deene leschte Wochen a Méint. Si si schonn hei genannt ginn: d'Ofschafe vun der Krisesteier - e Minus vun 105 Millioune fir de Budget 2012; d'Modulatioun vum Index; d'Andreiwe vun de Soldes bei der Kollektivitéitssteier; awer och an Zukunft an de Previsioune bis 2015 manner TVA-Recetten um Ni-

veau vum E-Commerce, dat wäerten 2015 nach 30% vun de Recettë sinn, mä 2017 nach 15%, an duerno ass da ganz Schluss. Mir mussen also wëssen, wou mer dee Verloscht vu bis zu 600 Milliounen dann och an deenen nächste Jore siche ginn.

D'accord also mat enger neier Kultur vun den Dépensen, mä ech wëll fir d'Éischt awer och iwwert déi nei Kultur vun de Recetten e Wuert verléieren. An ech wëll ufänke bei de Betribssteieren.

Den Alex Bodry huet eis an deene ville Gespréicher, déi mer an deene leschten Deeg an där Fro do haten, ëmmer erëm ee Beispill genannt: Wann en als Buergermeeschter zu Diddeleng d'Lëscht kuckt vun der Gewerbesteier, déi do bezuelt gëtt, da fält eppes op. An et ass mir schonn opgefall - dat si schonn e puer Joren hier - zu Beetebuerg, do war et net aneschters. A wann de Claude Meisch de Versuch géif maachen zu Déifferdeng, an anerer géifen dat op hire Plaze maachen, da stelle mer eppes fest, nämlech dass de Metzler vun niewendrun, dass de Coiffeur an dass de Bäcker, dass déi Steiere bezuelen, an dass doriwwer eraus awer international Konzerner, grouss Konzerner, déi Milliarde Bonië maachen an déi och an deene Gemenge sinn - an zu Diddeleng géifen déi dann heesche Luxguard a Galvalange a Giebel, op anere Plazen Arcelor -, dass déi kee Frang, säit Jore kee Frang Steiere bezuelen!

Ech soen Iech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass déi Situatioun do eng Situatioun ass, déi am héchste Mooss ongesond ass. Wann 83% vun eisen Entreprisë keng Steiere méi bezuelen, wann de klenge Metzler Steiere bezilt, mä niewendrun ArcelorMittal säit Jore kee Frang Steiere méi bezilt, well se profitéiere vun alle méiglechen Nischen hei an do an esou virun, fir zu deem Resultat ze kommen, dann ass um Niveau vun eise Recetten eppes faul an dësem Land.

An da brauche mer, Här Finanzminister, net nëmmen eng nei Kultur vun den Dépensen, mä och eng nei Kultur vun de Recetten!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Dofir soe mer dat ganz däitlech de Mëtteg hei a mir kucken dat och um Niveau vun dem Undeel vun der Kollektivitéitssteier un de gesamte Recetten. An och do mierke mer, dass am Joer 2000 - dat ass nach net laang hier - den Undeel vun der Kollektivitéitssteier um gesamte Steieropkommes hei zu Lëtzebuerg bei 20% louch. Am Joer 2012 wäerten et nach 14% sinn, Tendenz och do eroffalend, sou dass mer bis ënner 10% wäerte komme vun der Kollektivitéitssteier um gesamte Steieropkommes. Dat ass keng normal Situatioun méi!

A wann ech Iech eng aner Zuel soen, dann ass vun 2000 bis 2009 d'Kollektivitéitssteier ëm 40% an d'Luucht gaangen, an d'Akommessteier vun deenen also, vun deenen ech gesot hunn, déi trei a brav all Mount hir Steiere bezuelen, déi ass ëm 71% an d'Luucht gaangen.

Dofir ass eis Propositioun...

M. le Président.- Här Lux erlaabt Der, datt den Här Urbany Iech eng Fro stellt?

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Loosst mech just an enger Minutt dee Punkt weidermaachen...

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Et ass zu deem Punkt awer, wou ech eng Fro hätt.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wëll jo just dee Punkt weidermaachen an ofschléissen.

Dofir menge mer, dass ee sech elo ganz schnell muss drusetzen, fir Modeller ze kucken an ze analyséieren, déi zu enger Mindestbesteierung vun den Entreprisë solle féieren. Mir hunn dat fir d'Lescht 2010 bei de Finanzgesellschafte gemaach, de sougenanntenen „SOPARFIen", wou mer eng Mindesttax, eng Mindeststeier vun 1.500 Euro agefouert hunn - 1.500 Euro! -, déi an eisen Aen och sécherlech nach Sputt no uewen zouloossen. Mir mengen, dass et dofir noutwendeg ass, och derfir ze suergen, sief et och um Niveau vum Impôt de solidarité, och déi Froen nach eng Kéier ze stellen.

An ech wëll och - an ech bleiwe bei de Betribssteieren; Här Urbany, vergiesst Är Ried net! -, ech mengen och, dass an der Fro vun der Verméigenssteier vun de Betriber, déi, déi mer jo opgelooss hunn, nodeems mer d'Verméigenssteier fir d'Personnes physiques ofgeschaaft hunn, dass mer do... An ech mengen an Erënnerung ze hunn - mä hie wénkt elo mam Kapp jo oder neen -, ech mengen, dass de Budgetsrapporteur Gilles Roth a sengem Rapport zu där dote Fro vun der Verméigenssteier vun den Entreprisë bemierkt huet - an ech huelen un, dass en et bemierkt huet, fir eppes wëllen domadder ze soen -, dass déi Bewäertungsbasis, déi Valeurs unitaires, déi hei geholl gi sinn, dass déi datéiere vun 1941!

Ech denken, wann de Gilles Roth eis dorobber wëllt opmierksam maachen - an ech wollt haut nach eng Kéier den Test bestoen, dass ech de Budgetsrapport vum Gilles Roth wierklech gelies hunn, gutt gelies hunn -, da wëllt dat heeschen, dass och bei der Verméigenssteier sech d'Fro stellt, ob mer net och eng Kéier kucken, déi Valeurs unitaires vun 1941 och do op de Métier ze huelen.

Wann ech dat soe bei der Capacité contributive vun den Entreprisen, mengen ech, muss ee Modeller sichen, och bei enger Mindestbesteierung, dass een de Metzler an de Coiffeur an de Bäcker, déi ech virdru genannt hunn, dass een déi net nach eng Kéier duebel trëfft, dass also dat, wat si bezuelen natierlech deementspriechend immuniséiert muss ginn oder deem Rechnung muss gedroe ginn. Mä ech mengen, mir hunn, an ech wëll dat ofschléissend bei deem Punkt soen, hei keng gutt Situatioun.

Datselwecht gëllt, de Finanzminister huet virun dräi Joer, am Ufank vun dëser Legislaturperiod, eng Circulaire geschéckt un d'Inspection - d'IGFF, oder wéi heescht se? -, fir hinnen ze soen an enger Circulaire, dass se sollen an dem Secteur, am Bankesecteur och bei de Bonussen eng gewësse Retenue un den Dag leeën a sech och hei Regele ginn. Ech mengen, och do wär et wichteg ze kucken: Wat ass da mat där Eegeresponsabilitéit, mat där Eegekontroll do och wierklech geschitt?

Alles dat, mengen ech, ass wichteg fir déi Décisiounen, déi mer duerno op anere Pläng huelen, fir ze kucken: Wéi ass den Équiliber hei zu Lëtzebuerg op deem Plang do a Wierklechkeet?

An elo ass et um Här Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Ech soen Iech Merci. Här President, den Här Lux huet elo ganz interessant Saachen hei gesot iwwert d'Aart a Weis, wéi an de Gemengen d'Gewerbesteier vun deene Betriber - déi jo Betriber sinn, déi Benefisser maachen, wëll ech awer hei betounen - bezuelt gëtt. An hie seet, et sinn am Fong geholl déi kleng Betriber oder de klenge Geschäftsmann, déi Gewerbesteier bezuelen, an d'Néierloossunge vu grousse Konzerner bezuele keng.

(Interruption)

Ech wëll dem Här Lux d'Fro stellen - vu dass dat jo just d'Buergermeeschtere sinn am Prinzip, déi kënnen déi Donnéeën do kucke goen -, ob hien net der Meenung ass, am Interessi vun der Steiergerechtegkeet an de Gemengen, dass et noutwendeg wier, dass och an de Gemengeréit an an der Öffentlechkeet déi doten Donnéeën emol eng Kéier kéinten diskutéiert ginn, fir dass een emol wierklech kann, wat d'Betribsbesteierung ugeet, Virschléi konkret op den Dësch leeën.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech hu perséinlech domadder iwwerhaapt kee Problem, well ech mengen, dass an der Fro vun der Festleeung vun den Hiewesätz, déi jo an de Gemengeréit Joer fir Joer décidéiert ginn - ech sinn elo siwe Joer net méi an deem kommunale Geschäft dran, mä ech mengen, soss war et jo bis den 1. November, wou mer déi Hiewesätz hu misse fixéieren, an ech mengen, et ass näischt geännert -, ech mengen, dass et noutwendeg ass, mä ech denken awer, dass et eng Responsabilitéit net hei vun de Gemengen ass.

Ech mengen, dass et eng Responsabilitéit vum Stat ass, fir ze kucken, ob mer, wéi mer et bei de Finanzgesellschafte gemaach hunn, Minimumen effektiv fixéieren, déi et erlaben, dass mer hei an dësem Land den Équiliber behalen tëschent der Responsabilitéit, déi d'Entreprisen hunn, där sozialer, gesellschaftlecher Responsabilitéit, déi d'Entreprisen hunn, an op där anerer Säit, déi d'Personnes physiques hunn. Dass dat an totaler Transparenz geschitt, do hunn ech kee Problem!

Tatsaach ass jiddefalls, dass dat doten d'Resultat an deene Gemengen ass, déi ech elo hei genannt hunn. Dat kann op anere Plazen..., ech denken, wann een hei an der Stad kuckt, um Niveau vun de Banken ass et sécherlech eng aner Situatioun. Mä ech wëll nëmme soen, dass, wann ech ArcelorMittal huelen an aner Betriber am Süden an de Gemengen, dann ass dat doten d'Resultat, dat mer effektiv feststellen. An ech hu gesot, dass 83% vun den Entreprisë keng Steiere bezuelen! Dat geet jo duer als Zuel fir ze nennen, dass et der da 17% sinn, déi Steiere bezuelen, fir ze weisen, dass mer hei e seriöe Problem hunn!

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Jo, mä et ass ëmmer gesot ginn, dat wieren d'Banken, Här Lux, déi géifen d'Steiere bezuelen. Et ass awer ni gesot ginn, et wieren déi kleng Geschäftsleit...

M. le Président.- Här Urbany, loosst elo emol den Här Lux virufueren a sengen Développementer. Här Lux wann ech gelift.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Ech wëll zweetens soen, um Niveau vun der Akommessteier ass d'Steieropkommen insgesamt an deene leschte Jore konstant bliwwen. 2000 louch dat bei 24,2%, mir leien elo bei 24,9%. Ech mengen, dass dat also scho weist, dass mer hei eng gewësse Rou hunn um Niveau vun dem Tarif an der Akommessteier. Ech wëll hei och ganz prezis Saache soen, Här Meisch, soss sot Dir herno erëm, mir hätte keng prezis Saache gesot.

Ech wëll fir d'Éischt emol soen - well ech gesot hunn, ech soen och hei, wat mir net wëllen...

Une voix.- Ech si jo och ëmmer dovun ausgaangen. Natierlech bezilt dee Klengen net vill.

M. Lucien Lux *(LSAP)*.- Wat mer sécherlech net wëllen, dat ass déi Propositioun, déi de Marc Spautz am Numm vun der CSV-Fraktioun op d'Agenda geluecht huet, fir ze mengen, mir sollten d'Kanner elo um Niveau vun de Steieren erëm berücksichtegen. Mir sinn hei aus enger Politik erauskomm aus deene leschte Joren, mir hunn eng Rei vun Décisioune geholl, fir d'Kanner net méi do ze berücksichtegen, mä de Prinzip festzehalen, dass dem Stat all Kand soll d'selwecht vill wäert sinn. An ech mengen, dofir ass et noutwendeg, dass mer net nach eng Kéier erëm ufänken, um Niveau vun de Steieren d'Kanner erëm ze berücksichtegen souwéi d'Iddi oder d'Fro, déi gestallt ginn ass, fir dat ze maachen.

Ech mengen och, dass mer an der Netberücksichtegung vun der Inflatiounsberengegung - a mir hate jo do virun e puer Wochen eng Demande vum OGB-L gehat, fir déi Inflatiounsberengegung vun de Steiertabellen elo virzehuelen, an dat um Niveau, op der Basis vum Artikel 125 vun der Steiergesetzgebung... An ech weess net, ech mengen, et ass heibanne jiddwerengem esou gaangen, souguer dem Finanzminister selwer, jiddwereen ass dunn den Text vum 125 emol nach eng Kéier kucke gaangen. Den 125 seet effektiv, dass, wann d'Inflatioun 3,5% vun engem Semester par rapport zu deem Semester vum Joer virdrun driwwer läit, dass dann eng Inflatiounsberengegung muss virgeholl ginn.

Dofir ass et, mengen ech, noutwendeg, dass mer deen Text do... Well ech mengen, dass et keen heibanne gëtt, deen dat wëllt, wéinstens net eng Majoritéit gëtt, déi dat wëllt, well ech géif wierklech net gesinn, a wat fir engem Mooss mer elo géifen eng Inflatiounsberengegung virhuelen, déi eis iwwer 100 Milliounë manner Recettë géif abréngen, fir se dann op enger anerer Plaz erëm musse sichen ze goen.

Ech mengen, dass dat kee Sënn ergëtt an dass mer also do engersäits den Text op de Métier mussen huelen, vläicht beim nächste Budgetsgesetz mussen zu engem neien Text kommen, well elo jiddefalls, esou wéi ech den Text haut liesen, den Artikel 125 forcéiert praktesch d'Regierung ze agéieren a forcéiert praktesch d'Chamber, fir nei Tabellen, inflatiounsberengegt Tabellen unzehuelen, wat sécherlech net gutt wäert sinn.

Do, wou ech de Marc Spautz an d'CSV-Fraktioun voll suivéieren, dat ass, dass, wann een den Effort, deen a sech scho gemaach ginn ass duerch d'Netinflatiounsberengegung - an dat ass jo a sech eng kal Progressioun, déi dann entsteet, an a sech eng Steiererhéijung, déi latent an deene leschte Jore souwisou scho vonstattegaangen ass -, wann een also um Niveau vun deene Steiertabellen nach eppes soll maachen, da si mir der Meenung, dass eng Diskussioun iwwert de Spëtzesteiersaz noutwendeg ass. A mir sinn och der Meenung, dass den Impôt de solidarité, d'Solidaritéitssteier, déi déi trëfft, déi Steiere bezuelen an domadder déi indemne léisst, déi keng oder ganz wéineg Steiere bezuelen, dass een dee Wee sollt goen.

Ech hunn iwwregens hei, well mer jo do och ëmmer de Verglach maache mat deenen anere Länner an ech d'Retizenz vum Finanzminister beim Spëtzesteiersaz kennen, gekuckt, wéi et an deenen anere Länner ass. Mir hunn haut e Spëtzesteiersaz zu Lëtzebuerg vun 39%, et kënnt derbäi d'Solidaritéitssteier vu 4% am Moment fir d'Personnes physiques. Mir leien also liicht iwwer 40% reelle Spëtzesteiersaz!

Wann een dat vergläicht mat Däitschland, direkt niewendrun, déi leie bei 45%, Frankräich 45,8% y inclus d'CSG, an der Belsch bei 53%, an Holland bei 52%, an Dänemark bei 59%. Ech wëll awer soen, bei Dänemark virun allem, bei 59%, dass do e gudden Deel vun der Sécurité sociale fiscaliséiert ass an net iwwer Cotisatioune geet wéi hei, esou dass wéinstens bei deem Taux de Verglach mat Lëtzebuerg net onbedéngt dee richtegen ass. Mä all déi aner hunn awer identesch gelagert Systemer, och Sozialsystemer, déi sech also scho gutt mat eise vergläiche loossen.

Deen drëtte Wee wär deen um Niveau vun den indirekte Steieren, an och hei wëll ech ganz däitlech soen, wat mer net wëllen: Mir mengen, dass een de Regelsaz vu 15% vun der TVA net soll an d'Luucht setzen. Mir hunn hei eng Tromp, och ënner anerem nach ëmmer am E-Commerce - mä doriwwer eraus -, déi ganz wichteg ass! Mir wëssen, dass d'TVA, dass déi indirekt Steiere Steiere sinn, déi d'Leit alleguerten treffen, dass se alleguer getraff ginn an engem Mooss, wou keen Ënnerscheed gemaach gëtt tëschent deenen, déi méi sozial schwaach sinn, par rapport zu deenen, déi sech et ganz gutt kënne leeschten, en tenant compte natierlech vun deene Sätz, déi mer hunn, déi wäit drënner leien: Sätz vun 3%, Sätz vu 6%, de Parkingssaz vun 12%. Mä ech mengen, dass mer eis déi Tromp sollen erhalen an d'TVA net sollen augmentéieren.

Um Niveau vun den Ausgaben, Här Finanzminister, hutt Der de Méindeg bei RTL méi gesot - oder den Dënschdeg war et -, Dir hutt bei RTL a sech vun de Piste méi gesot, wéi Der de Mëtteg gesot hutt. Dofir reagéieren ech op eng Rei vu Saachen, déi do proposéiert gi sinn. Ech weess, an dat ass bei eis an der Fraktioun net aneschters wéi an alle Fraktiounen, dass déi nei Kultur um Niveau vun den Dépensen, dass dat eng schwiereg ass, dass dat Gewunnechten, och politesch Gewunnechten, mä och Gewunnechten dobaussen a Fro stellt an dass mer also do scho méi politesche Courage musse weisen, fir do derduerch ze kommen.

Et ass, mengen ech, och noutwendeg, an dat ass fir eis och kloer, dass all Automatismen net musse gëllen, mä dass et, mengen ech, ëmmer erëm wichteg ass ze kucken: Ass den Effort vum Stat zilorientéiert, zilgerecht a brénge mer et och fäerdeg, iwwert dee Wee eng Solidaritéit ze maachen, wéi ech et virdrun a mengen Ausféierunge scho gesot hunn, par rapport zu de schmuele Schëlleren an de breede Schëlleren, ëm déi et hei geet?

Mir géife mengen, dass um Niveau vum Screening vum Statsapparat, vun de Frais de fonctionnement, vun der systematescher Duerchforstung vu Subsiden a pauschale Kappungen, déi noutwendeg sinn um Niveau vun enger Rei vun Dépensen, méi misst dra si wéi dat, wat mer 2010 fäerdegbruecht hunn. Och wann ech soen, dass beim Statsbudget natierlech e groussen Deel Gehälter sinn, wou et schwiereg ass, mä et gëtt sécherlech eng ganz Rei vun Etüden, déi schonn zwee- an dräimol gemaach gi sinn, déi net nach véier- a fënnefmol gemaach musse ginn!

An ech mengen, fir ee Punkt ze soen, deen ech aus menger Vergaangenheet nach gutt kennen, och wann ech näischt zum Inhalt wëll soen, mä déi Bemierkung, déi de Kolleeg Marc Spautz hei gemaach huet, fir ze soen, mir kënnen net gläichzäiteg, wa mer spuere mussen, higoen an nei Ausgaben tätegen. Mir fält dann - hie war net esou prezis - mir fält dann zum Beispill dat Gesetz an iwwert de Klimapakt, wou an deenen nächste Joren un d'Gemengen eng 80, 90 Milioune solle goen, fir do Saachen ze maachen, déi zu engem gudden Deel och scho gemaach gi sinn an nach eng Kéier gemaach gi sinn!

Jiddefalls, dat wëll ech hei soen, wann dat Gesetz iwwert de Klimapakt net wéinstens nogebessert gëtt an deem Mooss, dass Subsiden nëmmen da fléissen, wa verifizéierbar quantitativ Zilsetzungen domadder verbonne sinn, da wäert et eis Zoustëmmung net fannen! Well dann ass et wierklech ee vun deene Punkten, wou mer mat der Géisskan erëm eng Kéier duerch d'Gemenge ginn a Subside verdeelen. An dofir musse mer suergen... Mä mir hunn héieren, an ech hunn dat selwer och mat em diskutéiert an deene leschten Deeg, dass den zoustännege Minister Marco Schank op ass, fir esou Ännerungen un dem Projet de loi ze brénge, Amendementer ze maachen. Dat huet e mer jiddefalls virun e puer Deeg nach eng Kéier confirméiert...

(Interruption)

Jo, do sinn ech net, dofir hunn ech... Et ass och erlaabt, fir doriwwer eraus jo Diskussiounen ze féieren. Ech wëll just soen, mir musse bei all deene Gesetzesprojeten, déi mer maachen, wierklech derfir suergen, dass dat zilgerecht ass an dass dat och wierklech derfir suergt, dass et deenen Ziler och do gerecht gëtt.

Da kënnt dee schwéiersten Deel...

(Interruption)

Här Gira, elo kënnt dee schwéiersten Deel vu menger Ried vun haut de Mëtteg.

(Interruptions diverses)

Mir hunn am Juni, Juli d'lescht Joer, an engem Moment - an dat war relativ gutt gesot gi vun engem Virriedner, ech mengen, den Här Meisch war dat -, wou d'Sonn scho ganz e bëssen erauskomm war a mer alleguerte gehofft hunn, mir wären, an dat ass nach gaangen…

(Interruption)

Här Gira, da sidd elo brav!

(Hilarité)

A mir hunn nach bis den Oktober, souguer bis den November geduecht, dass mer effektiv aus dem..., dass mer d'Enn vum Tunnel géife gesinn. Alleguerten, Här Meisch, alleguerten...

Plusieurs voix.- Neen, neen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Här Bausch, Dir hutt...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Passt op, well ech kommen no Iech drun!

(Interruption)

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Dir hutt de Problem, Dir sidd schonn zéng Joer am Tunnel, Dir kommt souwisou net eraus!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech kann Iech soen, dee beschte Politiker ass deen, dee mat Gedold...

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Jo, d'accord. Mir hunn also an esou engem Moment en Accord salarial ënnerschriwwen - an ech mengen dat elo ganz eescht, wat ech soen -, mir hunn en Accord salarial mat der Fonction publique ënnerschriwwen, dee virgesäit, den 1. Juli dëst Joer en uniquë Betrag vun 0,9%, dee leider kee Pauschalbetrag ginn ass, well d'Gewerkschaft dat net wollt, a fir den 1. Januar 2013 eng Augmentatioun an den Tarif eran, an de Punktwäert era vun 2,2%. A gläichzäiteg hu mer och d'Krisesteier nach mat an d'Cagnotte erageluecht, fir dass et soll rutschen.

Ech mengen, et kann een dat hei och éierlech soen, ech mengen dat emol net negativ an net pejorativ fir de Fonction-publiques-Minister - an dat wëll ech em hei am Numm vun eiser Fraktioun soen -, dee sech an deene leschte Méint an deem Dossier ganz vill Méi ginn huet a ganz vill Energie investéiert huet, fir zu engem Resultat ze kommen an deem engen Dossier esou wéi och an deem aneren. Et ännert näischt drun, dass mer - an ech mengen, hie weess dat - hei och e bëssen de Präis bezuelt hunn, fir dass d'Reform vum Statut, dass déi soll rutschen an dass mer an deem Gesamten, wat mer jo als...

(Interruptions diverses)

Lauschtert wann ech gelift.

...dass mer an deem gesamte Bild, wat mer jo och zesumme wëllen halen, och hei am Parlament wëllen zesummen halen, dass et natierlech...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech nozelauschteren.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Den Här Wolter kéint och erausgoen, wann et him hei net gefält.

Ech mengen, dass et um Niveau vun deem, wat mer do gemaach hunn, par rapport zu der Situatioun vun haut ganz reng gëtt, fir de Leit dobaussen - an déi Diskussioun ass jo voll amgaang - ganz reng gëtt, fir de Leit ze erklären, wéi mer et fäerdegbréngen, fir an der Fonction publique elo eppes ze ginn, fir dann an engem Spuerpaquet e puer Wochen, e puer Méint duerno et erëm mat där anerer Hand ze huelen.

Dat verstinn..., an ech weess net, wéi et Iech geet, mä ech begéine ganz vill Statsbeamten, déi dat emol selwer net verstinn; déi soen, si verstinn net, wann de Finanzminister vu griicheschen Zoustänn schwätzt oder jiddefalls warnt viru griicheschen Zoustänn, wa mer gesinn, wat fir en Defizit mer fueren, wéi vill mer léine musse goen, dass mer dat maachen. Elo ass et och eng Tatsaach - an ech wëll dat och heibanne soen - et ass och eng Tatsaach, dass et um Niveau vun der Fonction publique och eng kontinuéierlech Lounpolitik muss kënne ginn.

An och an dem Privatsecteur - dat wëll ech zugonschte vum Accord soen - och am Privatsecteur liest een an deene leschte Méint hei an do an den Entreprisen, dass och a schwieregen Zäiten do awer Ofschlëss, positiv Ofschlëss gemaach ginn. Déi hu keng 4% oder 5%, mä ech mengen, och do gëtt et dat, wat d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner nennen: eng kontinuéierlech Kollektivvertragspolitik.

Ech wëll och soen, wat mer vergiessen ze soen, dass 2,2%, wann dat a fënnef Joer dat ganzt Bild wäert sinn, dass dat sécherlech eng vun den niddregsten, vun den niddregsten, luesten Augmentatiounen an der Fonction publique säit Joren a Jorzéngte wäert sinn, wa mer dat op fënnef Joer kucken. Nach bleift et, dass et an engem Moment kënnt, dass et an engem Moment ofgeschloss gouf, wou mer optimistesch konnte sinn opgrond vun deene Parameteren, déi mer gesinn. Mä et kënnt elo an engem Moment, wou et schwéier ass, fir et dobaussen eriwwerzebréngen, an ech weess, dat, wat ech elo proposéieren, dat huet vläicht keng grouss Chance fir duerchzekommen.

Mä ech géif der Fonction publique an där Gewerkschaft, der CGFP, déi representativ ass fir d'Fonction publique, un d'Häerz leeën, doriwwer - iwwert dat, wat ech elo gesot hunn, dat, wat d'Leit dobausse soen, dat, wat heibanne jiddwereen denkt - nach eng Kéier nozedenken, ob een iwwer - net iwwert den Accord en tant que tel, dee solle mer respektéieren, dee solle mer respektéieren! -, mä driwwer nozedenken...

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A muer gëtt ënnerschriwwen!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech soen et nach eng Kéier: Och ka muer ënnerschriwwe ginn, och ka muer..., net muer, muer gëtt festgestallt..., et ass d'Conciliatioun.

(Interruption)

Jo, jo. Ech mengen, dat hätt een nach kënnen derbäisoen, dass an deem Statut, an där Reform vun deem Statut jo och Aspuernisser dra sinn. Mä ech mengen trotzdeem, dass et noutwendeg ass, an deenen nächsten Deeg a Wochen nach eng Kéier sech déi Fro do ze stellen. Mir wäerten eis se och hei am héijen Haus musse stellen, wa mer deen een Dag den Accord salarial musse stëmmen an deen aneren Dag de Spuerpaquet mussen décidéieren.

Mä ech mengen, dass mer net den Accord sollen a Fro stellen, mä dass mer awer eng Reflexioun solle maachen, ob dat an engem Bild, wat mer dobausse wëllen hunn, och vis-à-vis vum Privatsecteur - och vis-à-vis vum Privatsecteur, an ech kann Iech soen, et begéint ee vill Leit aus dem Privatsecteur, déi doriwwer net ganz glécklech sinn -, wéi mer dat an e Gesamtbild kréie vun Akzeptanz a vu Glafwierdegkeet...

(Interruptions diverses)

Une voix.- Bonne Chance!

M. Lucien Lux *(LSAP).*- ...a vu Glafwierdegkeet par rapport zu deene Leit do.

Déi zweet Fro war déi um Niveau vun den Dépensë vun dem Kannergeld an um Niveau vun - ech géif dat soen - insgesamt och de Logementsausgaben. An ech wëll et hei ganz kuerz maachen, Här Meisch, ganz kuerz maachen, fir Iech ze soen, dass mer jiddefalls dergéint sinn. Mir mengen, dass dee Block vum Kannergeld ronn eng Milliard duerstellt, dass dee Block vu Logementssubsiden ongefeier eng hallef Milliard duerstellt, an dass mer als LSAP-Fraktioun, an dat hu mer am Dezember hei scho gesot, bereet sinn, iwwer méi Selektivitéit an deenen zwee Beräicher ze diskutéieren.

Mir si jiddefalls dergéint, dass ee mam Rasenmäher ëm 10% d'Kannergeld fir jiddweree géif senken. Dat kann net sinn! Dat trëfft da just déi, déi mer net wëllen, vill méi haart wéi déi, déi emol kee Kannergeld brauchen, fir ganz gutt hir Kannerkäschte kënnen ze droen.

Jo also zu méi Selektivitéit um Niveau vun deenen Ausgabe beim Kannergeld an och am Logementsberäich. A mir mussen...

M. le Président.- Här Lux, Dir musst lues awer sécher zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech kommen zum Schluss.

Ech mengen, dass mer och hei musse gesinn, an ech wëll déi Zuel aus dem „Panorama social" vun der Chambre des Salariés och eng Kéier nennen hei, dass um Niveau vun den Elengerzéienden, haaptsächlech den elengerzéiende Frae mat Kanner - an ech wëll et eng Kéier soen, dass mer déi Zuel eng Kéier lauschteren alleguer, och den Här Kox -, dass den Aarmutsrisiko bei elengerzéiende Frae mat Kanner, dass dee vun 1995, wou e bei 25% louch, eropgaangen ass am Joer 2010 op 46%!

Et kann also net sinn, dass, wa mer iwwer Kannergeld an iwwer Selektivitéit schwätzen, dass et déi doten trëfft! Mä mir mussen e Modell fannen, deen eis erlaabt, en Aspuernis op deem gesamte Paquet vun annerhallwer Milliard ze maachen, zum Beispill um Niveau vun 10% Aspuernis, déi een hei kéint erreechen duerch e Modell, dee selektiv gerecht ass an deen déi trëfft, déi breet Schëlleren hu par rapport zu deenen, déi schmuel Schëlleren hunn.

(Interruption)

Ech wëll e leschte Punkt soen zu de Renten, zu engem grousse Kapitel och vun den Ausgaben an der Securité sociale. Mir hunn e Gesetzesprojet virleie vum Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

An ech wëll hei soen, de Spuerpaquet, dee mer elo maachen, ze hypothéquéieren duerch Aschnëtter um Niveau vum Ajustement oder vun dem sougenanntenen 13. Mount vun de Rentner a Pensionéierte wär keng gutt Iddi. Hei sinn am Projet vum Sozialminister eng Rei vun Aschnëtter geplangt. Wann den Taux de remplacement eng gewëssen Héicht erreecht huet, fënnt en Automatismus statt, fir dat ze maachen. Mir sollten dat am Rahme vun där Reform do maachen. En Duerjerneegeheie vun enger Reform, déi op mëttel- an op laangfristeg Zilsetzunge setzt, mat engem kuerzfristege Spuerpaquet wär keng gutt Iddi.

Mir sinn awer bereet - esou wéi et scho war beim Ajustement an dëser Legislaturperiod, deem éischten Ajustement, deen ee gemaach huet, deen an zwou Tranchen ausbezuelt ginn ass, kënne mer eis och virstellen, dass den Ajustement vum 1. Januar 2013 och an zwou Tranchë géif ausbezuelt ginn. Mä mir hätte gären, dass am Rentereformprojet vum Sozialminister déi Diskussiounen iwwer Aschnëtter oder iwwer Aspuernisser, déi noutwendeg sinn, do gemaach ginn.

E lescht Wuert ass um Niveau vun den Investitiounen: Eis Prioritéiten - ech soen dat gebietsmillenaarteg all Kéiers hei bei Geleeënheet vu Budgetsdebatten oder États de la nation -, eis Prioritéiten heesche ganz kloer „Schoulinvestitiounen", dat sinn Investitiounen an d'Kanner an an eis jonk Leit, déi heeschen „Logement", well et dee gréisste Problem ass, dee mer hei am Land hunn, an dat ass d'Mobilitéit, well mer wëssen, dass mer do e grousse Problem, och e grousse Standuertproblem dobaussen hunn. Dat sinn eis dräi Prioritéiten, déi gëllen.

D'Konklusioun, Här President, ass déi: Mir musse fir 2013 a '14 en neie Spuerpaquet schnüren an engem gesonde Gläichgewiicht tëschent Recetten a wéineger Dépensen an den Investitiounen. D'Method muss déi sinn, 2013 en detailléierte Paquet virzeleeën, d'Indicatiounen an d'Previsiounen ze kucken, ob se sech fir 2014 bewahrheiten, fir ze kucken, wat dann nach vun Noutwendegkeeten ass.

M. le Président.- Här Lux, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech sinn am zweetleschte Saz, wann ech Iech dat soen.

Den Équiliber am Gesamtétat bleift 2014 eis Zilsetzung. A mir mussen - dat ass leider Gottes elo de Mëtteg hei vläicht ze kuerz komm -, mir mussen dat maachen an engem gesamte Konzept.

Dofir ass d'Diskussioun zesumme mam Plan national de réforme, mat den Investitiounen, déi mer musse maachen am Schoulberäich an am Beräich vun Innovatioun a Recherche, esou wichteg, fir dass mer e Gesamtbild kréien an dass mer net nëmmen iwwer eng Épicierslëscht diskutéieren, mä iwwer eng gesamt konzeptuell politesch Ausriichtung vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Lux. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Häre, déi ganz Spuerpolitik, d'Budgets- a Finanzpolitik ass jo zimlech vill an hefteg an der Diskussioun de Moment. A wat am meeschten eis als Gréng frappéiert, dat sinn déi Meldungen - haut sinn der och nach komm -, Communiquéen, déi ee muss liesen, déi am Fong e bësselchen den Androck wëlle vermëttelen, wéi wann ee sech mat deem Statsdefizit, mam Budgetsdefizit a mat deene Scholden eigentlech net esou intensiv misst befaassen, wéi wann d'Datelag, déi mer hätten, esou wär, datt eigentlech kee Grond do wär, fir sech ze beonrouegen, an datt déi Leit, déi dat géife maachen, aus iergendengem Grond wéilte Panik maachen oder sief et, wat och oft ënnerstallt gëtt, géife Verschiddenen op de Läim goen, déi - där gëtt et och - zum Beispill de Sozialstat wéilten insgesamt a Fro stellen.

Wann een déi Zuele kuckt, déi mer de leschte Mëttwoch nach eng Kéier an däitlecher Form an der Finanzkommissioun presentéiert kritt hunn an déi och op Bréissel geschéckt ginn, a wann een déi och virun allem kuckt um Hannergrond vun eiser spezifescher lëtzebuergescher wirtschaftlecher Situatioun, da gëtt et vläicht kee Grond, fir Panik ze maachen, mä et gëtt awer sécherlech e Grond, fir ze soen, et gëtt elo héich Zäit, datt mer ufänken, eppes ze ënnerhuelen. Well soss geroden déi, déi no 2015, '16 a '17 kommen, nawell zolidd a Panik - soen ech Iech -, déi dann an der Regierung wäerte sëtzen.

Wann een déi Zuele kuckt, an déi sinn zimlech däitlech an et geet aus hinnen ervir, datt mer an deenen nächste Joren eng Milliard pro Joer respektiv um Schluss souguer 1,5 Milliard mussen Emprunt ophuele goen an datt mer et fäerdegbréngen, d'Statsschold bannent engem ganz kuerzen Zäitraum op 24,1% vum PIB eropzeschrauwen an datt déi gesamt Statsschold dann 2015 12,2 Milliarden ausmécht - ech wëll dat emol eng Kéier hei an de Raum stellen, dat ass ee Joresbudget! -, da seet dat scho villes aus!

Et seet virun allem och eppes aus: datt et erschreckend ass, wéi séier datt et geet. An et seet virun allem och eppes aus: datt, wa mer nämlech näischt an der Politik änneren, dat jo net bei 2015 da fäerdeg ass, mä datt trotz souguer engem Pronostic, an ech kommen nach op deen ze schwätzen, vun enger extrem gudder Croissance, awer déi Statsschold och 2016, '17 an '18 ëmmer weider wäert esou virun an d'Luucht goen. An ech brauch jo kengem ze erklären, wéi séier datt et da geet, datt mer a Verschëldungszeenarie sinn, déi mat Sécherheet fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, mat esou enger spezifescher ekonomescher Situatioun, mat esou enger oppener Ekonomie, extrem gefèierlech sinn.

An da muss een och nach dobäi bedenken, datt zwou Saachen hei matspillen. Dat eent ass en ekonomeschen Zeenario, dee fir meng oder fir eis Begréffer ze vill optimistesch gerechent gëtt. 2013 gi mer dervun aus, datt mer schonn op engem Wuesstum vun 3,9% leien, 2014 souguer scho bei 4,7%.

Ech hunn an der Finanzkommissioun versicht, de Leit vum Statec d'Fro ze stellen oder erauszefannen, wou se dann op déi doten optimistesch Variante géife kommen. An dunn hunn ech erklärt kritt, dat ass einfach fortgeschriwwe ginn op Basis vun der Annahm éischtens, datt natierlech d'Konjunktur weltwäit ab Enn 2012, Ufank 2013 sech wäert verbesseren an datt, wann een da vun enger verbesserter Lag kann ausgoen, datt et einfach historesch gekuckt ass, wéi mer an der Vergaangenheet an esou Situatioune gewuess sinn. Du sinn déi Zuelen do agesat ginn.

Deen zweete Punkt, deen awer derbäikënnt, dat ass, datt och nach um Niveau vun de Recettë grouss Fragezeiche si respektiv souwisou d'office mat gréisseren Abréch ze rechnen ass, an dat onofhängeg vun der wirtschaftlecher Entwécklung. An och dorobber kommen ech nach zréck.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

Mä fir d'Éischt emol zum Wuesstum. Ech kann net verstoen, wou ee kann 2013 3,9% an 2014 einfach 4,7% viraussoen, well ganz einfach, éischtens, fir déi weltwäit Konjunkturlag alles anescht wéi garantéiert ass, esou wéi d'Parameteren haut sinn, datt déi esou extrem positiv ass, wéi dat hei ugeholl gëtt. Well einfach zwou wichteg Krisenursaachen, zwee wichteg Parameteren, déi eis eigentlech an déi Kris gefouert hunn, sech net verännert hunn.

An een dovunner, do ass en plus nach - an dat ass dat, wat spezifesch ass fir Lëtzebuerg: Wa mer dee veränneren, a mir mussen e veränneren aus weltwäite wirtschaftleche Stabilitéitsgrënn, wäert deen awer fir Lëtzebuerg Konsequenzen hunn, datt souwisou déi gëlle Jore fir Lëtzebuerg wäerten eriwwer sinn.

Et ass esou, datt déi Kris 2008 ausgebrach ass - an et ass och scho virdrun hei gesot ginn - haaptsächlech duerch Turbulenzen op de Finanzmäert, duerch Finanzmäert - déi Constatë sinn entre-temps genuch gemaach ginn -, déi ze vill dereguléiert sinn, ze vill mat ontransparente Finanzprodukter geschafft hunn, wou villes ebe schifgelaf ass. An den Haapt-mot-d'ordre war: Mir mussen et fäerdegbréngen, déi Finanzmäert erëm esou ze reguléieren, datt éischtens, d'Finanzwelt erëm méi no kënnt zu der Entwécklung an der realer Ekonomie, an zweetens, eben esou héich riskant Geschäfter an Zukunft net méi méiglech si respektiv datt mer e bessere Contrôle do iwwert d'Geschäfter hu vun de Banken, respektiv datt d'Bankgeschäfter méi transparent ginn.

Déi Reguléierung ass net schrecklech weiderkomm. Mir hu bis elo nach net vill Konkretes ëmgesat. Et ass villes an der Diskussioun: Basel III; och nach aner Saachen, déi wäerten op eis duerkommen. Mä konkret ass nach net vill ëmgesat. An ech mengen, et ass - géif ech jo awer soen - e generelle Konsens, datt mer mussen dat dote kréien, fir datt mer erëm endlech eng wierklech Berouegung an de Finanzsystemer kréien.

Datt et de Moment esou roueg ass, dat huet virun allem domat ze dinn, datt vill Geld gedréckt ginn ass an datt d'Zentralbanken, fir d'Liquiditéitsproblemer bei de Banken ze regelen, enorm Gelder op d'Marchéé geschwemmt hunn. Mä dat huet awer näischt mat dem Behiewe vun den Ursaachen ze dinn.

Mä mir brauchen, wéi gesot, déi Reguléierung, hu se awer nach net. An domadder ass eng vun den Haaptursaache vun der Kris net behuewen. Duerfir gi mir dervun aus, datt mer nach weider Turbulenzen an deenen nächste Méint a Jore wäerte kréien. An duerfir gleewe mer och net drun, datt mer esou séier zu esou héijem Wuesstum wäerten zréckfannen, wéi dat ugeholl ginn ass.

Op där anerer Säit ass et awer esou: Wa mer dann an een, zwee oder dräi Joer hoffentlech déi Reguléierung vun de Finanzmäert kréie mat all deenen neie Regelen, dann huet dat awer och zur Konsequenz, datt grad fir Lëtzebuerg d'Bréidercher vill méi kleng wäerte gebak ginn op der Finanzplaz Lëtzebuerg, dat heescht, datt manner wäert fir eis offalen. Well déi Reguléierung, déi mer, wéi gesot, effektiv fir d'weltwäit Stabilitéit vun der Ekonomie musse kréien, déi huet als éischt Konsequenz, datt e Land wéi Lëtzebuerg, wat extrem vun där Dereguléierung profitéiert huet a wat och nach vun deem Secteur bal zu honnert Prozent als eenzegem ofhängeg ass, datt natierlech an esou engem Land, wa reguléiert gëtt, och doduerjer herno manner wäert fir eis offalen.

Dat wëllt net heeschen, datt d'Finanzplaz verschwënnt, mä si wäert sécherlech manner boomen, wéi dat an den 90er Joren de Fall war oder nach ufanks vun dem 21. Jorhonnert de Fall war. Dat heescht, mir si souwisou do an enger Zwéckmillchen, egal wéi mer et wëllen huelen. An dat huet en Impakt. An ech soen lech, dat wäert maachen, datt doduerjer eleng de Wuesstum an deenen nächste Joren a Jorzéngten net méi esou héich wäert sinn, also, wann een ausschliesslech vum Finanzsecteur eleng muss ausgoen.

Deen zweete Punkt, an dat ass och ee vun de Grënn gewiescht, déi eis an d'Kris gefouert hunn, dat sinn d'Energiepräisser a virun allem natierlech de Pëtrolspräis. Mir si weltwäit nach ëmmer eng Ekonomie, déi zu ganz groussen Deeler ofhängeg ass vun deem Baxter Pëtrol. Dat ass esou! Dat ass den Haaptenergiezouliwwerer fir sämtlech ekonomesch Prozesser an Ofleef.

A kuckt lech un, wat passéiert ass déi lescht Joren. Et ass ëmmer ugeholl ginn, datt no 2008, dat heescht mat dem Asetze vun der Kris an doduerjer, datt dann d'Demande géif zréckgoen, d'Pëtrolspräisser géifen erofgoen. Abee, et ass net geschitt! Se si souguer nach während der Kris an d'Luucht gaangen. Mir leien de Moment bei engem Präis tëscht 124 an 126 Dollar de Barrel Uelech.

An Dir gesitt jo schonn - jiddwereen op der Pompel dobaussen -, et kënnt nach derbäi, datt mer jo dës Kéier de Pech hunn, datt mer kee staarken Euro méi hunn, deen eis protegéiert virun de Pëtrolserhéijungen, déi jo an Dollar kotéiert a berechent ginn. Dat heescht, mir kréien dat vill méi voll ze spieren. A jiddweree gesäit a spiert och, datt dee Präis eng Auswierkung huet.

A wat ass geschitt déi leschten Deeg? D'Madame Lagarde hat nach net gesot, datt se méi optimistesch wär wéi nach virun dräi, véier Wochen, wat d'Weltekonomie ugeet, an datt se géif liicht Hoffnungsschimmere gesi fir d'Weltekonomie, si hat et nach net gesot: ratsch duerno geet de Pëtrolspräis erëm an d'Luucht! Dat heescht, soubal eng kleng Annahm nëmmen dervun do ass, datt d'Ekonomie erëm weltwäit unzitt, geet dee Präis erop an huet direkt eng Konsequenz natierlech erëm op déi bësse Croissance, déi een huet.

Dat heescht, dat riskéiert direkt erëm kontraproduktiv ze wierken. Dat geet dann elo esou wäit, datt verschidde Länner, wéi zum Beispill England, op hir strategesch Pëtrolsreserve wäerten zréckgräifen, fir déi op de Marché ze brëngen, fir nëmmen de Präis unzefänken ze drécken, well se dann hoffen iwwert dee Wee, datt d'Konjunktur net erëm direkt erstéckt gëtt.

Dat heescht, déi duebel Ursaach ass ëmmer nach do an déi wäert eis begleeden, bei där enger esou laang, wéi gesot, bis mer reguléiert hunn - an dann huet dat awer souwisou och Auswierkungen, spezifescher haaptsächlech fir Lëtzebuerg -, a bei där anerer esou laang, wéi mer an där Ofhängegkeet hänke vun de fossilen Energieträger a vum Pëtrol am Spezifeschen.

Duerfir soll kee sech Illusioune maachen! Dat Spannungsfeld, dat wäert bestoe bleiwen ekonomesch an deenen nächste Joren! An duerfir, wéi gesot, gleewe mir net un déi Wuesstumszuelen.

Da kënnt awer derbäi, datt bei de Recettë fir de Stat, bei deene Recetten, déi elo agerechent sinn, ee Commerce électronique mat draspillt, deen haut, also dee fir d'Joer 2012 gerechent gëtt mat 650 Milliounen Einnahmen. An d'Steierverwaltung huet eis awer an der Kommissioun gesot, datt se géife rechnen, datt mer bis 2015 do bei der Milliard géifen ukommen, wat absolut realistesch ass, well jiddweree weess jo, datt de Commerce électronique automatesch zouhëlt, well ëmmer méi Saache kaaft a bezuelt ginn iwwer Internet a sech iwwert den elektronesche Commerce ofwéckelen.

Elo hu mir natierlech déi grouss Chance, datt, esou wéi d'gesetzlech Bestëmmungen haut am Steierberäich vun der Besteierung vum Commerce électronique sinn, well mer eng niddreg TVA hunn, de Moment dat alles, wat an Europa ufält, zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt. Duerfir ass dee Chiffer esou héich. Mä mir wëssen awer och genausou gutt, datt ab 2015 mindestens 70% vun deene Recetten do verschwanne wäerten, well dann déi nei Direktiv wäert a Kraaft trieden.

An et ass nach net kloer, ob et 70% oder 80% sinn. Mä mindestens 70% wäerte mer missen ofginn. Esou datt ee kann dovunner ausgoen, datt mer d'office ab 2015 eng manner héich Recette hu vun ëm déi 500 Millioune mindestens. Dat heescht, mir mussen déi jo emol kompenséieren, ier mer iwwerhaapt vun anere Saache schwätzen. An ech kommen herno nach drop ze schwätzen, wann ech iwwert d'Steiere schwätzen, wat fir eng Konsequenzen datt dat huet, wann een da bei de Recetten an den Dépensë wëllt usetzen.

Da sinn och nach esou Saachen, esou Inconnuen dran, déi een de Moment guer net ka virausoen. Ech wéilt awer nach eng Kéier drun erënneren, datt mer am Dezember - mir zwar net, mä d'Majoritéit - mam Budget eng Garantie vun 2,7 Milliarde gestëmmt hunn am Kontext vum Deal mat der Dexia. Elo kann ee soen: „Jo, ben, dat ass kee Problem. Dat geet alles tipptopp riicht aus." Dat ka sinn. Mä et kann awer och sinn, datt et méi schifgeet an datt do vun deene Gelder Sue musse gezu ginn, dat heescht, musse bezuelt ginn. Déi kommen direkt batsch op d'Schold nach uewendrop!

Och net aberechent sinn natierlech Risiken, déi mer am Kontext vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus lafen. Och do wësse mer… Dat ass de Moment nach net an deenen heiten Zuele mat dran, well de Moment do jo keng Zënse bezuelt ginn. Mä et gëtt awer Risiken do dran.

Ech wëll elo hei net den Däiwel un d'Wand molen. Mä mindestens muss een dat awer, wann een doriwwer diskutéiert, bei deem Zeenario, an deem mer eis hei scho befannen, och nach am Hannerkapp hunn. An duerfir, wéi gesot: Et ass wierklech e gudde Grond do, fir sech domadder ze beschäftegen. Well et kann net sinn, datt mer einfach esou weiderfuere wéi elo!

déi gréng si ganz kloer: Mir wëllen net där nächster Generatioun e Scholdebierg iwwerreechen. A wann ech hei vun „nächster Generatioun" schwätzen: Wann ech de Rhythmus kucken, mat deem d'Schold hei an d'Luucht geet, dann denken ech elo emol net u meng Enkelkanner, mä dann denken ech schonn un déi bei mir an der Partei. Meng Parteipresidentin huet elo 34, 35 Joer; déi wäerte sech domadder beschäftegen.

Et ass jo net méi… Well mir schwätzen hei, wéi wann dat ze dinn hätt mat enger Generatioun, wéi wann dat a 40 Joer wär! Dat ass jo net de Fall!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir nach! Mir nach!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, mir souguer och nach. Mä ech mengen, mindestens... Ech ginn emol dovun aus, datt awer vill vun deenen, déi hei sinn, wahrscheinlech an zéng, 15 Joer hir Pensioun hunn an net méi hei sëtzen, fir ze décidéieren.

(Hilarité)

Ech wëll elo keen Eenzelnen hei kucken, mä et sinn der awer hei…

(Interruption)

Et sinn der awer wahrscheinlech e ganz gudden Deel hei, wou dat wäert de Fall sinn.

Une voix.- Den Här Wilmes.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir schaffen drun, Här Di Bartolomeo.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Maacht séier. Maacht séier!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Also, et ass en Zäitraum, deen ass wierklech… Do muss een oppassen. Dat huet net mat 30, 40 Joer ze dinn, mä dat geet - vu de Rhythmus, wéi d'Scholden an d'Luucht ginn - ganz rapid.

(Interruptions)

Iwwregens wëll ech och dem Här Lux soen, en ass elo zwar net hei: Wann e seet, en hätt sech ugekuckt, wat Fitch mécht, also wou se drop kommen, datt se eis en Triple-A ginn, da muss ech em awer soen, dat ass richteg, wat en do zitéiert huet, mä dat baséiert op der Situatioun, wéi se war. Mä wann et awer esou weidergeet wéi dat heiten, dann - eleng vun engem vun deene Kritären, déi en hei opgezielt huet - gesi mer relativ séier do ganz schlecht aus. An da wäert et awer ganz séier goen, bis mer deen Triple-A wäerte lass sinn. Dat ass awer gradesou kloer!

Duerfir kann een net eng Bewäertung oder eng Konklusioun huelen, déi vun enger Ratingagentur gezu ginn ass fir Lëtzebuerg par rapport zur Vergaangenheet bis haut, an déi einfach applizéieren op d'Zukunft, wann ee weess, datt awer d'Zukunftsparameteren en vue vun der steigender Schold ganz anescht wäerte fir Lëtzebuerg ausgesinn.

Wann ee seet: „Mir mussen dat ugoen a mir mussen déi Scholden do ofbauen. Mir mussen erëm méi eng équilibréiert Situatioun kréien", da gëtt et zwee Parameteren, wou ee muss drugoen. Dat eent sinn d'Recetten an dat anert sinn d'Dépensen. A mir sinn och der Meenung, datt et net dierf sinn, datt et ausschliesslech op der Dépensësäit gekuckt gëtt. Souwisou geet dat net op, well wa mer dat wéilte maachen, da soen ech lech, bei deenen Investissementsbesoinen, déi mer wäerten hunn, da muss awer do eng Aaxt erausgeholl ginn, déi wäert et a sech hunn.

Duerfir, eleng dowéinst, dat kann een net maachen an dat dierf och net sinn. Et muss een équilibréierte Pak verabschit ginn. A mir sinn der Meenung, datt 50% bei de Recettë musse geholl ginn a 50% bei den Dépensen. Dat muss wierklech 50/50 sinn, équilibréiert. An et ass och machbar, dat ze maachen.

Ech wëll ufänke bei der Problematik vun den Investissementsausgaben. Wann Der déi Zuele kuckt, da si jo 48% bei den Dépensen Transferts sociaux, 19% vun den Dépensë vum Zentralstat ass de Coût vun de Fonctionnairen, also vum Stat, an 10% si Frais d'investissement.

Mir sinn der Meenung, datt, wa mer iwwert d'Investissementer diskutéieren, mer net dierfen esou diskutéieren, andeem mer einfach soen: Mir kierzen elo d'Investissementer vun 10% op 8% erof. Mir si souwisou der Meenung, datt ee bei den Investissementer als Allerlescht soll kierze goen. Wahrscheinlech, wann een emol géif alles kucken, wat ee misst maachen, misst d'Investissementsquot éischter eropgoen. Mä et ass awer just d'Fro, déi ee sech muss stellen, wat ee wëllt investéieren. Dat ass natierlech eng ganz aner Diskussioun.

Mir hätte gären, datt d'Regierung endlech hir Prioritéite festleet, wou soll prioritär investéiert ginn. Ech hoffe mindestens, datt mer dat endlech fir den 8. Mee gewuer ginn. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt dës Majoritéit an hirem Koalitiounsofkommes e Finanzéierungsvirbehalt einfach op alles geluecht huet. Mir fannen dat falsch vu vir bis hannen. Mir fannen dat total falsch!

Et muss ee sech fir d'Éischt d'Fro stellen: Wat ass de Problem vu Lëtzebuerg? Wou muss dann investéiert ginn? An da setzt ee seng Prioritéite fest. An da setzt een och fest, wéi vill Prozent oder wéi héich de Volume vun den öffentlechen Investitiounsausgabe kann oder muss sinn. An dee ka souguer duerchweegs iwwer 10% musse leien, dat heescht, méi héich si wéi haut.

A wann ech soen, datt mer ee grousse Problem hunn, dat ass, datt eis Recetten an iwwerhaapt eis Ekonomie de Moment absolut ofhängeg si vun engem eenzege Secteur, nämlech dem Finanzsecteur, dann ass et fir eis kloer, datt déi wichtegst Aufgab vun den nächste Joren déi ass, d'Land fit ze maachen, ze investéieren an d'Diversifizéierung vun eiser Ekonomie, dat heescht alles drunzesetzen, datt mer manner ofhängeg gi vun deem eenzelne Secteur.

Da musse mer eis duerfir och déi néideg Moyenë ginn, fir dat ze maachen. An déi leie fir eis - an duerfir ass dat och deen éischte Punkt, dee mir gesinn als Prioritéit bei den Investissementer - an der Bildung, an der Weiderbildung, an der Fuerschung, dat heescht, an deem ganze Beräich, dee mat der Diversification économique an deem Beräich ze dinn huet.

Iwwregens wëll ech och soen, datt mer dee Future-Fong, dee jo elo an deenen nächste Wochen a Méint soll gegrënnt ginn, och dozou ziele wëllen an datt déi Suen, déi doranner gesat ginn - a mir mengen, datt dat, wat bis elo virgesinn ass, nëmme kann en Ufank sinn -, datt déi Suen och zu deenen Investissementer an d'Diversification économique gehéieren an och duerfir eng absolut Prioritéit mussen hunn.

Een zweete Beräich ass dee vun der Mobilitéit. Mir hunn extrem Defiziter an der Mobilitéit. Mir mussen déi behiewen.

An deen drëtte Prioritéitspunkt ass de Logement. Ech wëll net méi beschreiwe firwat; dat ass scho vun anere Virriedner genuch gemaach ginn.

Dat heescht, den Investitiounsvolume muss sech an deene Beräicher konzentréieren, déi ech elo grad opgezielt hunn. An all de Rescht huet keng Bedeitung. Dat heescht, do muss zréckgestallt gi respektiv komplett op Äis geluecht ginn. An ech brauch jo sécherlech kengem opzezielen, wat ech alles domadder mengen. Et gëtt genuch Projeten, déi dës Regierung wëlles hat ze maachen, déi eiser Meenung no dozou gehéieren.

Ech kommen dann zu de Recetten. A wann den Här Lux mir hei virdru gesot huet op mäin Awand: „Oh, Här Bausch", well ech esou schwaarz gesinn, „Dir lieft schonn zéng Joer an engem Tunnel, an engem schwaarzen Tunnel", da wëll ech en awer emol drun erënneren - en huet jo esou vill hei iwwert d'Recettë geschwat, iwwert de Spëtzesteiersaz, iwwert d'Kierperschaftssteier -, wéini datt mer mat deene Kierperschaftssteiertauxen a virun allem mam Spëtzesteiersaz am stäerksten erofgaange sinn: Dat war 2001 an 2002.

An 2001 an 2002 waren hien a seng Partei an der Oppositioun an dësem Parlament. A mir waren och an der Oppositioun. An 2001 huet et awer zum gudden Toun gehéiert, datt vill Sue verdeelt gi sinn. A mir waren déi eenzeg Partei an dësem Parlament, déi hei gesot huet: „Mir warnen hei virdrun, fir de Spëtzesteiersaz 8% op ee Coup erofzesetzen. Dat ass total verréckt. Well bei där éischter Kris, déi mer kréien, kréie mer Finanzéierungsproblemer beim Finanzement vum Stat." A mir hunn duerfir gesot ‚mir géifen och dowéinst dee Verdeelungspak do net stëmmen. A mir hunn dergéint gestëmmt.

Une voix.- Dat ass richteg, Här Bausch. Ech erënnere mech.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Lux a seng Partei hunn deemools…

(Interruption)

Une voix.- Jo, jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Lux a seng Partei hunn deemools aus der Oppositioun eraus fir dee ganze Pak gestëmmt. Dat heescht, en huet am Fong dunn d'Virausetzung geschaaft, fir datt dat agetratt ass, firwat en eis awer elo kierzlech kritiséiert huet, wéi en iwwert d'Recettë vum Stat geschwat huet. Ech wëll just drun erënneren, datt dann duerfir net déi gréng Partei am Tunnel souz, mä éischter d'LSAP am Tunnel souz 2001, wéi se dee ganze Pak matgestëmmt huet.

(Interruption et hilarité)

Jo, et muss een ëmmer… Wësst Der, Här Bodry, Dir wësst jo, wéi et ass,…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et war eng Metapher…

M. François Bausch *(déi gréng).*- …wann een am Glashaus sëtzt, da soll een net mat Steng geheien.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Oh mei.

Une voix.- Ma wéi schéin.

Une autre voix.- Et war zimleche Courage deemools.

(Interruptions diverses)

M. François Bausch *(déi gréng).*- Et war deemools effektiv 2001 méi couragéiert,…

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(déi gréng).*- …géint d'Verdeelungsaktioun ze stëmmen an der Oppositioun, wéi derfir ze stëmmen. Mä mir haten e gudde Grond, an de gudde Grond huet sech haut bestätegt. An ech deelen duerfir d'Analys, déi vum Här Lux gemaach ginn ass, mä en hätt déi Konklusioune mat senger Partei sollen 2001 zéien.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Mir mengen awer, bei de Steiere muss eppes geschéien. Ech hu gesot 50/50. Wou menge mer, datt eppes misst geschéien? Majo, ganz kloer, an do deelen ech déi Aschätzung, déi e virdru gemaach huet, datt et net normal ass, datt 80% - an do sinn e puer Saachen duerjerneegehäit ginn - vun de Kapitalgesellschafte keng Steiere méi bezuelen. Et huet näischt mam Metzler a mam Bäcker ze dinn, mä et huet eppes dermat ze dinn, datt 80% vun de Kapitalgesellschafte keng Steiere méi bezuelen.

An dann, Här Urbany, fir lech awer dann ze berouegen: Vun deene Kapitalgesellschaften, déi nach Steiere bezuelen, déi sinn ausschliesslech am Finanzsecteur - ausschliesslech am Finanzsecteur! -, wëll ech lech just soen. An do musst Der lech och kengen Illusiounen higinn, dat sinn der och elo net Honnerten, mä et sinn der

ganz wéineg. Mä dat heescht, dat beschreift am Fong nach eng Kéier méi däitlech eis Ofhängegkeet vun deem Secteur an de Risiko, dee mer lafen, jee nodeem, wat do geschitt.

Mä duerfir muss awer, well 80% keng méi bezuelen… An dat huet och manner dermat ze dinn… Duerfir huet et och kee Wäert, datt mer elo soen: „De Moment ass de Kierperschaftssteiertaux op 21%, allez hopp: op 30!", an da menge mer, mir wären op der gewonnener Säit. Onofhängeg vum psychologeschen Effekt, deen dat jo dee Moment huet am internationale Kontext, dat bréngt eis och näischt méi! Well wann 80% vun de Kapitalgesellschafte bei engem Taux vun 21% null bezuelen, da bezuele se herno och bei 27% an 28% an 29% null. Et huet eppes mat der Besteierungsbasis ze dinn, iwwert déi mer mussen diskutéieren, well entre-temps ass déi e Schwäizer Kéis.

Duerfir, ech wär frou, wa mer do géifen usetzen an do eppes maachen, datt emol erëm méi Kapitalgesellschaften iwwerhaapt dann deen Taux vun 21% géife bezuelen. Dann hätte mer e gutt Stéck gemaach. Da bräichte mer den Taux emol net ze héijen. Mä et ass relativ kloer, do muss eppes passéieren. Dat ass net normal.

De Spëtzesteiersaz kann ee sécherlech och nach ëm deen een oder deen anere Prozent hiewen. Mä ech wëll Iech awer soen - an duerfir hunn ech dat virdrun zitéiert mat deene Recettëverloschter vu 500 Millioune beim Commerce électronique: Mir haten, wéi mer déi leschte Kéier de Spëtzesteiersaz gehuewen hunn hei an der Chamber, do hate mer eng Rechnung hei, an et ass gesot ginn, 1% Spëtzesteiersaz mécht plus ou moins 40 Millioune méi Recetten aus. Mir verléieren, wéi gesot, 2015 eleng ëm déi 500 Milliounen am Commerce électronique.

Elo kënnt Der Iech dat jo ausrechnen. Elo kéint ee jo einfach soen, ech rechne mechanesch einfach emol 8% Spëtzesteiersaz aus, woubäi dat iwwerhaapt net wouer ass, well esou geet dat net. Dir kritt dann net aachtmol 40 Milliounen eran, well een Deel ginn déi Leit jo dann och net méi aus. Da kritt Der op där anerer Säit erëm manner TVA eran. Dat heescht, do geet een Deel jo erëm verluer. Mä kommt, mir ginn emol nach dovun aus. Da géife mer da soen, mir erhéijen deen ëm 10%. Dat wär da jo zéngmol 40, da si mer emol nach net op der Perte, op der Moins-value vun deene 500 Millioune vum Commerce électronique.

Duerfir, déi Leit, déi mengen, datt eleng mat Steiererhéijungen et méiglech wär, dee Problem do an de Gréff ze kréien, also et deet mer leed, déi zielen de Leit de Moment wierklech egal wat, fir net ze soen, si veräppele se zimlech de Moment an der Öffentlechkeet. Mä wéi gesot, um Spëtzesteiersaz kënne mer eis awer duerchweegs virstellen, datt och eppes ka gemaach ginn.

Mir mussen och diskutéieren - dat huet de Rapporteur a sengem Budgetsrapport schonn ugeschriwwen - iwwert d'Besteierung vu Grond a Buedem an haaptsächlech och iwwert d'Plusvaluen, déi am Beräich vun den Immobiliëgeschäfter gemaach ginn. Dat ass sécherlech eppes, wou nach eppes ze maachen ass, well do ass et ridicule, wat de Moment do besteiert gëtt. A virun allem, wann ech d'Problematik vun de Plus-valuen uschwätze bei den Immobiliëgeschäfter, mengen ech, datt do extrem Geld verdéngt gëtt a vill ze wéineg besteiert gëtt.

Mir mussen awer och eppes maachen, an dat ass dann éischter erëm eppes - loosse mer soen -, do hate mer jo och scho vill diskutéiert bei deem leschte sougenannte Spuerpak vun der Majoritéit, dat ass dat berühmtent Kilometergeld, déi Steierabattementen, déi mer hunn.

Mir sinn der Meenung, datt dee Steierabattement, also dat Kilometergeld, sou wéi et haut ass, absolut kee Sënn ergëtt, well et souwisou contraire ass zu all deem, wat d'Politik selwer wëllt als Signaler ginn. Mir soen op där enger Säit, mir mussen et fäerdegbréngen aus villfältege Grënn, d'Leit, wa se am Beruffsverkéier sech déplacéieren, méi op den öffentlechen Transport ze kréien, méi een héijen „modal split" ze kréien. An op där anerer Säit fördere mer awer nach steierlech, datt se just de Contraire maachen. Dat ka jo net sinn!

Donc si mir der Meenung, dat dote muss net ganz ofgeschaaft, mä staark reduzéiert ginn, an et sollen nëmmen nach déi Leit dat kréien, déi op Schichte schaffen, déi wierklech keng aner Méiglechkeet hunn.

Bei den indirekte Steiere kann een och eppes maachen, mä do si mer der Iwwerzeegung, datt wierklech soll un deen ekologeschen Aspekt geduecht ginn, well mer do kënnen zwou Saache parallell maachen. Eng ekologesch Steierreform, déi jo natierlech virun allem déi indirekt Steier betrëfft, ass do absolut sécherlech wënschenswäert.

Mä wéi gesot, dat sinn déi Pisten, wou mir gesinn, wou op dem steierlechen Niveau eppes ze maachen ass. Mä dat geet wierklech de loin net duer, fir engersäits dem Stat ze garantéieren, datt en an Zukunft nach weider kann investéieren. An dat ass jo den Haaptmessage, deen ee muss ginn. Mir maachen déi Operatioun jo hei net nëmmen, fir ze soen, mir wëllen de Budgetsdefizit an den Équiliber kréien. Mä et geet och drëms, fir datt mer aus där verzwéckter Situatioun an där Ofhängegkeet, wou mer sinn, erauskommen. Dat heescht, datt mer investéiere fir d'Zukunft an datt mer duerfir och spueren, fir kënnen ze investéieren. An dat ass jo de Message, dee mer och, fannen ech, de Leit musse ginn. An dann, wa mer dat maachen, hu mer jo eng Kéier positiv Retombéeën, sougutt fir eis, mä virun allem och fir déi Generatiounen no eis.

Wann ech da bei d'Dépensë kommen, do stellen ech dann awer fest - an et deet mer leed, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV, ech kann dem Här Lux net onrecht ginn, wann en hei seet, datt Der e bësse Luusspättere sidd -, wann et ëm d'Spuere geet an dorëm, Mesuren ze proposéieren, datt d'sozialistesch Ministeren ëmmer de Schwaarze Péiter am Grapp hunn an Dir Iech nawell oft derlaanscht dréckt, respektiv datt vill, vill Sozialausgaben oder Transferts sociaux do sinn, wat Wahlcadeaue waren, déi Dir agefouert hutt, an net déi do Säit vun der Chamber. An ech wäert Iech och elo opzielen, wat fir eng. Duerfir mengen ech, datt een dat och an deem Kontext muss diskutéieren.

Ech wëll awer ufänke fir d'Éischt bei de Frais de fonctionnement. Bei de Frais de fonctionnement beim Stat kann ee sécherlech nach méi aspueren. Ech hunn dat schonn oft hei gesot, duerfir géif ech och net méi dorop agoen.

Wann et engem Stat gutt geet, leescht e sech a sengem Fonctionnement insgesamt méi. Dat ass normal. Dat ass wéi bei all Mënsch, deen, wann e vill Suen huet, sech méi leescht. An et ass duerfir sécherlech nach genuch Speck do beim Fonctionnement vum Stat, ouni datt mer eppes mussen elo emol vu Leeschtungen ofbauen, fir datt mer manner Käschten hunn am Fonctionnement vum Stat. Mä dat gëtt awer net de grousse Batz vun de Gelder, déi een aspuert. Dat muss een awer och direkt derbäisoen. Do ass nach ze huelen, et gëtt awer net dee grousse Batz.

Et kann ee sécherlech och nach vill aspueren an der Aart a Weis, wéi mer bauen. Mir hunn an deene leschten 20 Joer zu Lëtzebuerg gebaut an engem Sënn: Dat Schéinst war ëmmer dat Bescht a grad gutt genuch fir eis! Ech mengen, datt mer eis bei ville Saachen an deenen nächste Jore mussen iwwerleeën, ob et net vläicht méi sënnvoll ass, emol an d'Ausland ze kucken, ob ee méi effikass a vläicht manner prunkvoll baut. An och do kann ee Suen aspueren.

Da bei den Transferts sociaux. Ech wëll betounen, datt meng Partei steet fir e staarke Sozialstat an datt mer och der Meenung sinn, datt dat soziaalt Netz esou breet muss sinn, datt keen derduerchfält. Mä ech soen awer gradesou däitlech, datt déi Leit, déi de Moment en Tabu op de Sozialstat leeën an net wëllen driwwer schwätzen, dat sinn déi gréissten Doudegriewer vum Sozialstat. Wann een en Tabu drop leet an net wëllt driwwer schwätzen an einfach d'Situatioun verfaule léisst, well dat vläicht e bëssen onbequem ass, da stellt ee mëttelfristeg de Sozialstat a Fro. An där gëtt et leider, déi dat maachen. Där gëtt et, déi dat maachen!

Mir maachen dat net. A mir sinn och der Meenung, datt dat grondsätzlech gesinn absurd ass. Ech fannen et dach grondsätzlech absurd, datt een net muss kënnen iwwer all Saachen diskutéieren. Wat ee mécht herno, dat ass jo eng aner Fro.

Et muss jo awer méiglech sinn, datt een zum Beispill sech iwwer all sozial Transferten emol d'Fro stellt: Wat war d'Zilsetzung, wéi mer se agefouert hunn? Hu mer déi Zilsetzung erreecht? Gëtt et déi iwwerhaapt nach haut? Hunn net déi falsch Leit se erreecht?

Dann hu mer jo nach näischt gemaach. Dann hu mer eis einfach emol d'Froe gestallt, ob dat, wat vläicht viru 5, 10, 15, 20 oder 30 Joer gemaach ginn ass, ob dat nach haut richteg ass, zoutrëfft oder net. D'Décisiounen hëlt een dann duerno.

An dann, wéi gesot, musse mer och kucken, ob mer net eng Rei Saachen agefouert hunn, wat carrément Wahlcadeaue waren. An do kommen ech dann zréck op deen CSV-Cadeau, dee gemaach ginn ass, dee jo och opgaangen ass. D'CSV huet dee gréisste Sprong gemaach bei de Wahlen 2004, an do geet e gudden Deel op de Konto vum Forfait d'éducation, där berühmte Mammerent, déi kee gefrot hat, déi 2001 um Rentendësch vun der CSV op den Dësch geluecht ginn ass, hei an d'Chamber bruecht ginn ass, déi entre-temps iwwer 100 Milliounen am Statsbudget kascht! Dat ass vill Geld, iwwer 100 Milliounen. Keen hat et gefrot.

An dat mam Virwand, datt et 2.000 bis 3.000 Fraen - wat och richteg war, well dat si jo gréisstendeels Frae gewiescht an eiser Gesellschaft - géif ginn, déi ni eege Rechter haten, déi schlecht dru wären, déi wierklech Hongerrenten hätten, déi awer och Kanner grousgezunn hätten an déi duerfir eppes verdéngt hätten. An doriwwer hätt ee kënnen diskutéieren. Et hätt een och eppes kënne fir déi 2.000 bis 3.000 maachen. Dat wär iwwerhaapt kee Problem gewiescht. Dat hätte mer direkt ënnerschriwwen.

Mä firwat hu mir misse mat der Géisskan dat maachen? Mir hu genausou gutt dem Bankdirekter dee Forfait d'éducation ausbezuelt, wéi enger - ech soen elo emol - Statsbeamtewitfra, wou vläicht de Mann Direkter an engem Lycée war, déi jo wahrscheinlech keng schlecht Pensioun hat, där hu mer och dat einfach ginn. Ratzekahl mat der Géisskan driwwergefuer! A mir hunn dat…

Une voix.- Dat war awer net d'Originaliddi!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, d'Originaliddi war, fir et iwwert d'Pensiounskeesen ze bezuelen. Dat wär nach schlëmmer gewiescht! Well da wäert Der bei de Privatsecteur an d'Pensiounskeesen d'Sue klaue gaangen, fir dat och nach ze bezuelen.

Une voix.- Se hunn et gemaach!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Jo, zum Deel ass et och herno nach souguer gemaach ginn. Mä et war jo just, well um Rentendësch sech dergéint gewiert ginn ass, iwwerhaapt géint déi dote Mesure an och géint déi éischt Propos, wou dann de Premierminister deemools an engem Anflug vu Generositéit gesot huet: „Ho, wann dat esou ass, da gëtt et iwwert de Statsbudget bezuelt."

Une voix.- Jo, jo!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- A wa méiglech integral fir jiddwereen.

(Interruption)

Duerfir, dat sinn awer, dat sinn awer Realitéiten…

(Interruption)

Dat sinn awer Realitéiten, déi muss een och emol eng Kéier gesinn, Dir Dammen an Dir Häre vun der CSV, wann een iwwert d'Spuere schwätzt, datt vill där dote Mesuren aus ideologesche Grënn vun Ärer Bluttgrupp agefouert gi sinn a sech d'Fro ni gestallt ginn ass vun der Selektivitéit, haaptsächlech bei Ärer Partei! An duerfir, wann ech gelift, kommt Dir net heihinner an deelt deenen aneren hei an där Hisiicht Lektiounen aus.

(Brouhaha)

Deen drëtte Punkt, deen ech wëll uschneiden, dat sinn d'Subsiden. Och do gëtt et villes mat eis ze maachen. Mir ware souwisou der Meenung - ech huelen dat elo als Beispill eraus -, datt déi CAR-e-Prime-Geschichten ekologesch eiser Meenung no gröbsten Unfug wären an datt een dat hätt ni sollen aféieren. Do sinn d'Garagistë frou driwwer, well d'Leit hu sech fir déi 1.000 a 1.500 Euro méi Supplémente kaf op den Autoen a si hu vill Suen domat verdéngt. Mä ob dat awer elo e Bäitrag gewiescht wär fir de Klimaschutz, also dat hu mir vun Ufank u gesot, datt mer dat géifen niéieren.

Mir sinn der Meenung, datt déi Suen zum Beispill vill besser ugeluecht gewiescht wären, wa mer déi direkt geholl hätten, fir Energieaarmut ze bekämpfen, fir Energieeffizienz am Wunnengsbau ze kréien, fir Leit Hëllefe vläicht ze ginn, datt se hir Haiser kënnen isoléieren. Dann hätte mer niewebäi och nach eppes gemaach fir d'Handwierk a fir Aarbechtsplazen ze schafen an ze halen, dann hätte mer iwwert dee Wee och erëm Suen zréckkritt bei de Statsbudget. Dat wär méi gescheit gewiescht, wéi esou Saache wéi dat doten anzeféieren. Mä dat si Primen, déi kënne wéinst eis direkt ratzekahl ofgeschaaft ginn, gestrach ginn! A mir sinn der Meenung, wa mer emol de Subsidendschungel géifen duerchkucken, datt där Saachen nach vill derbäi sinn.

Da kommen ech zu deem Deel, dem 19%-Käschtepunkt vum Zentralstat, nämlech der Fonction publique. Ech wëll betounen, datt mir als Fraktioun och absolut fir eng gutt bezuelte Fonction publique sinn, fir gutt bezuelte Beamte sinn. Mir fannen och, datt déi sollen uerdentlech Bedéngungen hunn - well mir brauche se - an datt se ënner uerdentleche Konditioune solle kënne schaffen. An et ass och fir eis selbstverständlech, datt ee muss kënne periodesch kucken, datt een en Accord salarial ofschléisst, a kucken, ob een net déi Leit och deelhuele léisst, loosse mer soen, um gesellschaftleche Räichtum, deen an der Gesellschaft geschafe gëtt.

Mä et ass awer ze soen, datt zënter 2008, mä virun allem och d'lescht Joer awer scho gewosst war, datt déi Entreprise, déi déi Leit do astellt, am Defizit ass; déi mécht de Moment keng Benefisser a keng Iwwerschëss. A wa virdrun hei mam Privatsecteur verglach ginn ass, datt am Privatsecteur e Kollektivvertrag ofgeschloss gi wär vun 1%, vun 2%: Jo, dat sinn effektiv - et huet een hei als Zwëscheruff gesot -, dat sinn awer alles Betriber, déi net an de rouden Zuele sinn. Mä mir sinn an de rouden Zuelen.

Dann hätt ee sech awer vläicht kënnen d'Fro stellen, ob et elo adequat ass, fir zum Beispill eng Punktwäerterhéijung vun 2,2% ze maachen. Mir sinn der Meenung, datt dat net verstänneg ass. An ech hunn dat och iwwregens als éischte Kommentar gesot, wéi am Juli d'lescht Joer deen Accord salarial do bekannt ginn ass.

Ech hunn dat souwisou desastréis fonnt, datt dee verknäppt ginn ass mat der Reform vum Statut, well et huet eigentlech iwwerhaapt näischt domadder ze dinn.

Une voix.- Chantage!

M. François Bausch *(déi gréng)*.- An dat Zweet ass… Jo, ausser, et wollt een eng Operatioun maache vu Chantage, mä eigentlech war et wierklech net gutt, fir dat mateneen ze verbannen.

Dat Zweet ass, mir hu kee Problem mat där Prime unique, déi ausbezuelt gëtt dëst Joer. Mir hätten eis och duerchweegs kënne virstellen, datt een eng Rei qualitativ Saachen hätt kënne maachen an der Fonction publique, sief et am Beräich och vun der Weiderbildung, Kannerbetreiung, och vläicht beim Congé, wie weess. Mä déi 2,2% Gehaltserhéijung, Punktwäerterhéijung, et deet mer leed, dat ass de Moment angesichts der Situatioun, an där mer sinn, net richteg.

Dat versteet och an der Öffentlechkeet kee Mënsch. Effektiv, op där enger Säit wäerte mer de Moment d'Steieren erhéijen a verschidde Sozialleeschtungen erofschrauwen, wat jo och d'öffentlech Beamte betrëfft. An op där anerer Säit gi mer do awer engem Secteur erëm en Deel zréck. Dat ass net gutt. An dat - soen ech lech - kréie mer no baussen och net vermëttelt.

Nach méi verréckt ass et dann, wann ech effektiv de Finanzminister héieren um RTL soen, jo, mir missten den 13. Mount vun de Statsbeamten a Fro stellen. Also, do versteet jo awer nu wierklech iwwerhaapt kee Mënsch méi eppes. Wann ech op där enger Säit en Accord salarial ofschléissen, wou ech ëm 2,2% d'Paien héije ginn,…

(Interruption)

…an da soen ech mëttes um Radio: „Mir mussen awer den 13. Mount a Fro stellen." Mä wat?

Also, mir mussen eis bewosst sinn, wa mer esou weiderfueren an esou Messagë gi wéi dat doten, da brauche mer eis net ze wonneren, wann an der Öffentlechkeet kee Mënsch versteet, firwat mer iwwerhaapt musse spueren oder ob d'Spueren iwwerhaapt berechtegt ass.

Duerfir - mir hunn dat virun zwee Joer gesot, mir soen et och haut -, mir wären der Meenung gewiescht, mir hätten an dëser Legislaturperiod keng prozentual Punktwäerterhéijung solle virhuelen. Mir hätten dem öffentleche Secteur eng Rei aner Saache solle ginn, qualitativer Natur, well dat do ass e falscht Signal. A meng Fraktioun wäert dat och mat grousser Sécherheet an deem Parlament hei net matdroen.

An da kommen ech zu de Renten. Awer vun de Rente wëll ech haaptsächlech schwätzen, net well mer esou der Meenung sinn, datt à ce stade dat direkt eppes ze dinn huet - d'Problematik vun de Renten - mam Spueren oder mat dem Ofbau vum Statsdefizit, mä haaptsächlech, well dat awer e gewëssene Risiko ass, well wa mer bei de Renten net handelen, da kënnt natierlech an der Zukunft eng gréisser zousätzlech Belaaschtung op de Stat duer.

Mir hunn haut schonn eng Fiskaliséierung vun 8%. 8% vun de Rentebäiträg komme jo schonn d'office aus der Statskeess, also vun de Steieren. A wann Der déi Berechnunge kuckt, déi gemaach gi si vum Robert Kieffer, déi Berechnunge bis 2050, a wann Der och kuckt, wat fir eng Parameteren do gesat ginn, wat fir eng Risiken datt do kënnen entstoen: Dat ass, datt et duerchweegs, jee nodeem wann een näischt mécht, de Fall kéint sinn, datt mer 2050, wa mer et net fäerdegbréngen, an der Moyenne 4% Wuesstum ze hu respektiv méi wéi eng Verduebelung vun den Aarbechtsplazen ze kréien, da mat de d'Cotisatioune bei ëm déi 48% misste leien.

Elo kënnt Der Iech virstellen, wat dat fir en Drock wäert ginn op de Statsbudget. Well, mir maachen eis jo näischt vir. Also, Cotisatioune vun 48%, déi deen Eenzelne misst bezuelen oder geschweig och nach d'Betriber, also dann - soen ech Iech -, also dann hu mer souwisou net hei honnert Leit, mä Honnertdausende vu Leit hei virun der Dier stoen, a vun alle Borden, well dat mécht kee mat!

Donc wäert natierlech, wa sech d'Fro vun de Renten net léist, ëmmer méi Drock op de Stat kommen, fir ëmmer méi d'Fuerderungen ze stellen, alt nach méi ze fiskaliséieren. Dat huet natierlech deementspriechend en enormen Impakt op d'öffentlech Finanzen. An an deem Mooss ass et och wichteg, datt een de Renteproblem och hei am Kontext vum Budgetsdefizit gesäit.

Här President, Dir gesitt, am Résumé: Mir als Gréng mengen, et muss ee spueren. A spueren heescht fir eis, engersäits dem Stat méi Moyenë ginn iwwert d'Recettësäit, dat heescht iwwert d'Steieren, awer och spuere beim Stat a bei sengen Ausgabe selwer, fir kënnen ze investéieren. Dat ass déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer hunn, fir datt mer an deem schwieregen Ëmfeld, an deem mer haut sinn, an deem schwieregen ekonomeschen Ëmfeld, fir datt Lëtzebuerg sech ka méi breet opstellen, datt mer kënnen effektiv och nach Wuelstand gënnen deenen nächste Generatiounen.

Wa mer dat net maachen, da stieche mer de Kapp an de Sand. Eigentlech si mir der Iwwerzeegung, datt et näischt aneschters ass, wéi ressourceneffizient ze handelen. Hei sinn d'Ressourcen eben déi finanziell Ressourcen. An et ass och duerfir fir eis, an eisem Verständnis eng urtypesch Aufgab. Mir gesinn d'Ressourcen net nëmmen am Sënn vun natierleche Ressourcen, mä eben och vun de Ressourcen, déi e Land, eng Natioun oder e Vollek huet, an déi stinn hei a Fro.

D'Zilsetzung muss sinn - mir liewen haut zu Lëtzebuerg ganz gutt -, fir datt am materielle Wuelstand mer de Leit soen: „Do muss eng Otempaus kënne gemaach ginn. Dir sollt net onbedéngt elo alleguer ewechgeholl kréien, mä et dierf op alle Fall näischt bäikommen, a verschidde Saache musse mer vläicht anescht verdeelen."

80% an eiser Gesellschaft haut zu Lëtzebuerg geet et materiell gutt. Mir hunn awer 20%, deene geet et schlecht. Mir wëssen duerch d'statistesch Erhiewungen, déi mer jo kennen, datt 20% entweder ënnert der Aarmutsgrenz leien oder um Rand vun der Aarmut leien. An duerfir musse mer eis an der Sozialpolitik op déi 20% konzentréieren, a bei de Sozialtransferten an deenen nächste Joren. An déi 80%, fannen ech, solle sech zefriddegi mat deem, wat se haut hunn. Ech mengen, dat ass net ze vill verlaangt. A wa mer dat uerdentlech erklären, ass dat och méiglech, datt d'Leit op dee Wee matginn.

Ech hunn Iech e ganze Koup Piste gesot, déi mir gesinn, wou ee kann usetzen. Ech hätt nach kënnen elo iwwert d'Kannergeld schwätzen. Dat hunn ech schonn aner Kéieren hei gemaach. Mir hunn och e Pabeier erausgi schonn 2008, wou déi Saachen alleguerten drastinn. Dir kënnt se do alleguerten alleguer nach eng Kéier noliesen. Mir schécken och jiddwerengem se gären nach eng Kéier heem, wann e se gär hätt. Mä op alle Fall, et gëtt Zäit, datt mer handelen. Mir hu keng Zäit méi ze verléieren.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Merci, Här Bausch. Den nächsten agedroene Riedner wier den Här Gibéryen. Ech hunn awer den Här Biltgen hei,…

(Interruption)

…dee gefrot huet, fir ze intervenéieren, well en net ka bis ganz zum Schluss vum Débat hei sinn.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Ech muss um siwen Auer fort, well ech en Doktesch-Rendez-vous hunn, deen ech - dat verstitt Der vläicht opgrond vu menger Virgeschicht - net wëll luppe loossen. Ech hunn en op hallwer aacht zréckgesat. Wann ech viru siwen Auer d'Wuert kréien, fir just zwou Minutten eppes ze soen.

(Interruptions)

Jo, mä da schwätzen ech nom Här Gibéryen.

Mme la Présidente.- Här Gibéryen, dann hutt Dir elo d'Wuert, an dann duerno den Här Minister Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Ganz kuerz, just fir e puer Saachen an de Kontext ze stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deenen Diskussiounen, déi déi lescht Deeg a Wochen am Land lafen iwwert d'Statsfinanzen, do mengt een, datt iergendwéi en Ärdbiewe kuerzfristeg hei iwwer Lëtzebuerg ausgebrach wier an datt ee ganz neie Moment agetratt wier, wat d'Statsfinanzen ubelaangt. Op eemol plötzlech géif et eis esou schlecht goen, wéi et deem Land nach ni gaangen ass.

Dat ass awer keen neie Moment, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dat wësse mer schonn zënter e puer Joer. Dat wousste mer scho bei de leschte Chamberswahlen, wéi mer an d'Wahle gaange sinn, dat wousste mer scho virun de leschte Chamberswahlen, wéi d'Evolutioun vun de Statsfinanze sech wäert an deenen nächste Joren entwéckelen. Dat wousst jiddwereen heibannen, deen et wollt wëssen, zumindest déi Leit an de Finanzkommissiounen, a sécherlech déi Leit an der Regierung woussten dat och.

Mä de Problem war nun emol eben, wéi dat ass bei Wahlen: Et seet net jiddweree gären d'Wourecht virun de Wahlen. Mir haten als ADR de Courage eis geholl an de Leit gesot, wéi et mat de Finanze wier a wéi et an deenen nächste Jore géif goen a wat géif op eis zoukommen.

Mir sinn awer net vum Wieler dowéinst belount ginn. Eng aner Partei - d'CSV -, déi e Premier huet, dee bei de Jesuiten d'Schoul gemaach huet, déi 2.000 Joer Erfahrung an deene Saachen hunn, deen ass - Juncker on tour - duerch d'Land gaangen an deen huet de Leit erklärt, wéi gutt datt et dem Land géif goen - Dank der CSV -, et wier nach vill Geld do an et kéinte vill Cadeaue verdeelt ginn. An du si Cadeaue verdeelt gi virun de Wahlen, an duerfir huet och d'CSV e wonnerbart Resultat kritt, wat beneidenswäert ass, wat ee muss agestoen.

Mä d'Realitéit, déi kënnt iergendwann eng Kéier zum Virschäin, an et ass och deemools direkt no de Chamberswahlen den éischte Coup komm. Dunn ass et nach eemol schlecht gaangen. Et huet missen ofgebaut ginn, e Krisepak gemaach ginn. Mä et war awer erëm eng nei Situatioun: Mir haten d'lescht Joer erëm Gemengerotswahlen. A wat huet misse geschéien? Virun de Gemengerotswahlen ass et erëm plötzlech op eemol ganz gutt gaangen. Et sinn erëm Cadeaue verdeelt ginn. An elo no de Gemengerotswahle geet et erëm plötzlech ganz schlecht.

Une voix.- Hahaha!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Esou fonctionnéiert dat. An elo hu mer… Wa mer d'nächst Joer nach eng Kéier Wahlen hätten, da géife mer déi Episod do nach eng Kéier maachen.

Awer wann ee genau kuckt, Madame Presidentin, wat d'CSV virun de Chamberswahlen a virun de Gemengerotswahlen u Cadeaue verdeelt huet oder u Stëmme kaaft huet mat Cadeauen, an et rechent een dat alles schéin zesummen, da kënnt een am Prinzip genau op déi Milliard, déi eis haut feelt.

(Hilarité)

Dat heescht, mir maachen haut all Joer en Emprunt, fir der CSV hire Wahlsieg nodréiglech ze finanzéieren. D'CSV ass an d'Land erausgaangen an huet geschwat, si hätte grouss Reserven dank der Wäitsiicht vun der Finanzpolitik vum Här Juncker, vum Här Frieden, mat der ganzer CSV geschlossen hannendrun. A well mir ëmmer gesot hunn, et wiere keng Reserven do, a si hu gesot, et wiere Reserven do, mëttlerweil, Här President, no de Wahle gi mer all Joer Sue léinen. Ech weess net ee Mënsch, dee Reserven huet, datt dee Sue léine geet! Et sinn also keng Reserven do gewiescht, mä d'Mäerchen huet awer virun de Chamberswahlen an och erëm virun de Gemengerotswahle geklappt.

D'Situatioun vun de Statsfinanzen ass awer eescht. A mir deelen déi Opfaassung, well mer scho virun de Chamberswahle gesot hunn, datt se eescht war. An et muss ee wëssen, an de Kolleeg François Bausch huet verschidde Punkten ugeschnidden, wat fir eng Risiken nach op eise Statsfinanze leien.

Éischtens, an och dat wëssen nach ëmmer vill Leit net, obschonn ech et e puermol gesot hunn, datt de Stat seng Scholden net zréckbezilt. Mir bezuele kee Kapital zréck, mir bezuele just Zënsen zréck. An alleguer déi - an ech denken och do un eise Statsminister -, déi soen, mir mussen un déi zukünfteg Generatiounen denken, déi denken net un déi zukünfteg Generatiounen, well se haut Empruntë maachen a se bezuele se net zréck.

Mir mussen zum Beispill d'nächst Joer, 2013, zwou Milliarden Emprunten zréckbezuelen, déi mer opgeholl hate fir d'BGL. Déi Sue sinn d'nächst Joer net do, fir zréckzebezuelen, also huele mer en neien Emprunt op, fir deen alen ze refinanzéieren. Deemools ass gesot ginn: „Mir kënnen eventuell déi Aktien da verkafen." Mä mir wëssen, wat de Wäert vun den Aktien haut ass, esou datt mer dat net kënne maachen. Da sinn déi Suen net do, also gi mer zwou Milliarden d'nächst Joer léinen, fir déi ze refinanzéieren.

An dat ass am Fong de Problem vun der Scholdekris, déi mer an Europa hunn. Well net nëmmen de Lëtzebuerger Stat, mä och déi aner State maachen et esou, datt se hiert Kapital net zréckbezuelen. A wann d'Empruntë fälleg ginn, da gi se refinanzéiert. An do si Länner, déi si scho vill méi wäit fort. Mir kommen elo am Fong an der Situatioun vun 2013 un, wou all Joers en Emprunt ofleeft an e muss all Joers refinanzéiert ginn. Aner Länner sinn do schonn an der drëtter, an der véierter Etapp gewiescht. Duerfir sinn déi och do, wou d'Griichen haut sinn.

Et ass also dee gréisste Feeler, datt mer eist Kapital net zréckbezuelen. Privatleit, Entreprisen, Gemengen, wa se Schold maachen, bezuele se hiert Kapital zréck; de Stat bezilt et net.

Deen zweete Punkt ass: D'Finanzplaz wäert net méi déi Benefisser ofwerfen, déi se ofgeworf huet. A mir kommen elo un d'Ofrechne vun dem Finanzsecteur vun deene méi schlechte Joren.

Den drëtte Punkt: den E-Commerce. Mir wëssen - et ass de Mëtteg schonn e puermol gesot ginn -, datt déi 2015 a Kraaft trëtt. Et ass, an dat hunn d'Leit vun dem Enregistrement eis gesot, datt se dervun ausginn, datt bis 2015 d'Recetten um E-Commerce vun dësem Joer 650 bis 2015 op eng Milliard wäerten eropklammen. An dovunner musse mer da 650 Milliounen ausbezuelen. An da '17, '18, dann ass déi Milliard ganz fort. Dat ass also eppes, wat definitiv kënnt.

Mir hunn awer och e Risiko op den Akzisen: Tanktourismus, Tubak, Alkohol. Eng Milliard d'Joer bedeit dat. D'Garantien, déi mer hu misse gi fir de Rettungsschierm: zwou Milliarden, wou elo schonn erëm vun enger Opstockung op eng Billioun geschwat gëtt. Bilateral Prêten, déi mer u Griichenland gemaach hunn, wou mer 140 Millioune geléint hunn. D'Garantien, déi mer vis-à-vis vun de Banken an Entreprisen hunn.

Refinanzéierung vun der Zentralbank - do hätt ech eng Fro un eisen Här Finanzminister, ob en eis déi kéint beäntwerten. Et war beim Budget gesot ginn, et géif e Gesetz kommen iwwer eng Refinanzéierung vun der Zentralbank. Ech weess net, ass dat nach aktuell? A wann, wéini kënnt dat a wat kascht dat?

A mir musse wëssen, datt keng Reservë méi do sinn. An eise Fonge si keng Sue méi do. Mir hunn alles ausginn.

Här President, dat ass am Fong déi Situatioun, déi als Risiko nach op där Finanzsituatioun vun de Statsfinanze läit. Wa mer da kucken, déi Note, déi mer vum Comité de prévision kritt hunn, wat d'Perspektive bis 2015 ubelaangt, da muss ee soen, datt dat äusserst positiv Previsioune sinn.

Wa mer wëssen, datt si zum Beispill soen: 2012 hu mer e Minus vun 0,9% Wuesstum. A wat ech wëll derbäisoen, wann een d'Eurozon kuckt, déi huet 2012 0,3%, mir 0,9% minus. Also, mir si méi schlecht wéi d'Eurozon. 2013 huet d'Eurozon 1,3% plus, a mir hunn e Minus vun 3%, also sinn och méi schlecht.

An dann op eemol verduebelt et sech: Da kritt d'Eurozon 2% Wuesstum, da kréie mir der 4%. An dann 2015 huet d'Eurozon 2,4%, a mir hunn erëm dat Duebelt: 4,8%. Dat heescht, et ass relativ einfach gemaach ginn an där Rechnung hei: '13, '14, '15 hu mir einfach dat Duebelt wéi dat, wat an der Eurozon ass. Et ass eis an der Finanzkommissioun gesot ginn: Wann et schlecht geet, geet et eis méi schlecht, a wann et gutt geet, da geet et eis méi gutt. Mir wënschen der Regierung bonne Chance!

Well wann ee kuckt, Här President, wéi een déi Chifferen an deene leschte Joren ëmmer evaluéiert huet, si hunn ëmmer no ënne gewisen. Ech huelen Iech de Budget 2012, dee mer elo amgaang sinn ze exekutéieren. Bei der Opstellung vum Budget vun 2012 d'lescht Joer am Summer huet de Statec gesot, mir hätten 2012 e Wuesstum vun 2,1%; den 18. Oktober ass et revidéiert ginn: tëschent 1% an 2%; am November d'lescht Joer war et dunn op eemol 1,4% an elo schwätze mer vu minus 0,4% bis minus 0,5%.

Dat heescht, bannent zéng Méint - kann ee soen - ass aus engem Plus vun 2,1 op eemol elo e Minus vun 0,4 bis 0,5 ginn. Awer trotz dësen äusserst positive Previsiounen, déi d'Regierung oder de Comité de prévision hei huet, wësse mer, datt mer dann trotz deene positive Previsioune bis 2015 däerften en Defizit vu minus 3,1% kréien, datt mer d'Maastricht-Kritären net méi erfëllen, datt mer all Joers mussen en Emprunt maache bis 1,5 Milliounen an datt mer dann och de Risiko aginn, datt d'nächst Joer kéint eventuell souguer eng Defizitprozedur vun der Europäescher Unioun vis-à-vis vun eis ulafen, wa mer näischt géifen änneren, an datt domadder dann och de Risiko grouss wier, datt mer den Triple-A géife verléieren.

De Chômage geet an därselwechter Zäit op 8% erop. An eis Scholden, déi klamme vun haut 9 Milliarden op 12,5 Milliarden, oder vun 20% op 25% vum PIB. Virun engem Joer hu mer heibannen nach diskutéiert a mir waren eis souguer, mengen ech, eens, datt e Land wéi Lëtzebuerg net däerf un déi 60% kommen, mä datt mer misste kucken, fir ënnert deenen 30% ze bleiwen. Wa mer an dësem Rhythmus virufueren, da si mer, geschwënn zumindest, iwwert deenen 30%, déi mer eis gesat hunn.

An och d'Zënselaascht geet automatesch mat där Schold an d'Luucht. 2011 hu mer 214 Milliounen Zënsen, an 2015 hu mer schonn 336 Milliounen Zënsen ze bezuelen.

Madame Presidentin, wat muss geschéien, fir datt et awer, wann ee wëllt politesch agéieren, eng Akzeptanz beim Bierger gëtt, fir datt e bereet ass, och iergendwéi Sacrificer ze bréngen? Dat Éischt ass emol Transparenz, an dat Zweet ass: un der Transparenz hänkt d'Wourecht.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat Éischt, wat een am Fong misst als Wieler verlaangen, dat ass: D'CSV misst am Fong higoen an zu de Leit soen: „Hei, mir kënnen Iech et jo elo soen, wann Der et nach net gemierkt hutt: Mir haten Iech virun de Wahle belunn. Dir hutt eis gutt gewielt duerfir, mä mir wollten Iech awer elo soen: Et ass net esou gewiescht. Mir hu keng Reserven. D'Finanzsituatioun ass net gutt. D'Finanzsituatioun ass schlecht. Mir haten Iech just belunn, fir datt Der eis sollt stëmmen, mä mir mussen Iech et awer elo soen." Dat wier dat Alleréischt. Wa se fair wieren, géife se dat soen.

Dat Zweet ass, datt de Stat misst selwer spueren. Et gëtt heibanne scho jorelaang iwwer d'Spuere geschwat, mä novollzéibar kann een dach net soen oder beweisen, wou de Stat da gespuert huet.

En zweete Punkt ass eng Prioritéit bei den Investitiounen, wou bei eis d'Prioritéit läit a Schoulen, Logement, öffentlechen Transport, Fuerschung, Kläranlagen. Ass et net traureg, datt mer eng Direktiv vun 1992 nach net ëmgesat hunn an elo de Risiko lafen, datt mer mussen eng Strof bezuelen, well mer déi Direktiv net ëmgesat hunn, well eis Kläranlagen net esou sinn, wéi se misste sinn, wou mer mussen e puer Milliounen Euro Strof bezuelen, an da pro Dag bis vläicht 10.000 Euro Strof musse bezuelen!

Mir haten 20 Joer Zäit, fir dat ze maachen. Mir hunn an deenen 20 Joer e Pei-Musée gebaut, dee kee brauch, mir hunn e Festungsmusée gebaut, awer d'Kläranlagen, déi mer hätte misse bauen, déi hu mer net gebaut.

An da muss et awer och Projete ginn, Madame Presidentin - oder Här President -, déi ee muss kënnen zäitlech verréckelen. An et muss Projete ginn, déi einfach musse gestrach ginn.

Ënnert deene Projeten, déi einfach musse gestrach ginn, Här President, ass zum Beispill den Tram. Kee Mënsch versteet am Land, datt mer an dësen Zäiten nach Gelder ausginn, fir en Tram ze bauen. Duerfir gi mer Iech och eng Motioun, datt d'Chamber dat haut kann direkt décidéieren, fir datt dat ee fir alle Mol vum Dësch ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- le déficit courant du budget de l'administration centrale et les perspectives négatives annoncées par le Gouvernement;

- que l'État doit procéder à des emprunts importants pour couvrir les dépenses courantes et les investissements;

- qu'il y a lieu de fixer des priorités pour les investissements;

invite le Gouvernement

- à renoncer au projet du tram léger;

- à stopper immédiatement toutes les études liées à ce projet.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

Dann, Här President, brauche mer eng sozial Selektivitéit. Eng sozial Selektivitéit: Mir wëssen - an de Kolleeg Bausch huet et och schonn ugeschnidden -, mir hu 14,5% vun de Leit, déi ënnert d'Aarmutsgrenz falen. A wa mer da kucken, déi Leit, déi liicht driwwer leien, da leie mer bei 20%! Dat heescht, wa mer iwwer Spuere schwätzen, dann däerfen et déi Leit net

sinn. Et däerfen och net déi Leit mat de klenge Revenuë sinn. Et däerfen och net déi Leit mat de klenge Pensioune sinn. Dat heescht, wa mer iwwer sozial Selektivitéit schwätzen, da musse mer d'Geld dohinner siche goe bei déi, déi méi verdéngen, awer déi kleng Revenuë musse geschount ginn.

Mir hunn als ADR zum Beispill d'Konzept proposéiert, fir all d'Familljenzoulagen, sief et d'Chèques-services, d'Kannergeld ze gruppéieren a se global un all Famill auszebezuelen a se dann enger Steier ze ënnerwerfen, fir iwwert dee Wee e soziale Kritär eranzekréien. Ech ginn net méi déif op déi Propositioun an, ech wollt just de Prinzip hei nach eng Kéier soen.

Ech kommen dann, Här President, zum Accord salarial an der Fonction publique. De 5. Mee 2011 huet heibannen op dëser Plaz den Här Statsminister gesot, d'Regierung wier der Meenung, vu d'Finanzsituatioun vum Stat, datt an dëser Legislaturperiod bis 2014 an der Fonction publique misst eng Nullronn gefouert ginn. „Mä", sot en, „ech hätt och gären d'Meenung vun de Parteien heibannen." A vu datt den Här Juncker jo am Numm vun der CSV an der LSAP geschwat huet, hunn déi sech net brauchen ze äusseren. Mä souwuel d'DP wéi déi gréng a mir hunn de 6. Mee heibannen an der Chamber gesot, mir wieren och der Meenung, et misst eng Nullronn ginn esou laang, wéi et Defizit beim Statsbudget gëtt.

Dat war eng eemoleg Situatioun, géif ech mengen, datt an engem Parlament bei Lounverhandlunge fir d'Fonction publique praktesch d'ganzt Parlament zu der Regierung seet: „Hei, mir hätte gären, et gëtt eng Nullronn." Esou hat eng Regierung nach ni de Réck gestäipt, wéi se en deemools hei vum Parlament gestäipt kritt huet! An trotzdeem d'Parlament dat décidéiert huet, geet d'Regierung hin a si mécht d'lescht Joer - also net d'lescht Joer, dach d'lescht Joer - kuerz virun de Gemengerotswahlen - wéi den Zoufall et wëll, de 15. Juli -, si schléisst do en Accord salarial of, wéi gesot, plus 2,2% d'nächst Joer a plus déi Prime vun 0,9% eemoleg.

Et kann ee sech d'Fro stellen, Här President, ob d'Regierung iwwerhaapt e Mandat hat, fir esou eppes ze verhandelen. Wann e Parlament praktesch eestëmmeg seet, no der Propositioun vum Statsminister an no der Fro vum Statsminister: „Wéi solle mer et maachen?", wann d'ganzt Parlament seet: „Eng Nullronn!", hat d'Regierung dann iwwerhaapt e Mandat, fir en Accord salarial wéi deen doten ze négociéieren an zouzeschloen?

An da muss ee sech d'Fro stellen, wann de Minister haut de Mëtteg heihinner kënnt, an d'Regierung seet, mir hätten emol gäre Propositioune vun Iech: All Partei huet bis elo Propositioune gemaach; mat Ausnahm vun der CSV, déi eng Stonn geschwat huet an näischt gesot huet, hunn all déi aner Parteie Propositiounen heibanne gemaach, mä wat ass de Wäert da vu Propositiounen hei am Parlament? Wat ass de Wäert, wann hei d'Parlament sech eestëmmeg äussert zu engem prezise Punkt an d'Regierung geet hin a si mécht awer, wat se wëllt?

Wa mer wëssen, datt mer elo higinn, datt mer Sue léine ginn, fir d'Gehälter opzebesseren! A mir maachen dat net nëmmen ee Joer, well déi Gehälteraugmentatioun, déi ass jo permanent. Dat heescht, mir ginn all déi Joren hannendrun, all Joers gi mer Sue léinen, fir d'Gehälter ze augmentéieren! Schwätzt emol mat de Fonctionnairen. Mengt Dir, e Fonctionnaire wier frou, wann e gewuer gëtt, ech kréien elo bäigesat, mä ech ginn elo Sue léinen a meng Kanner, déi mussen an zéng oder 20 Joer déi Augmentatioun, déi ech haut kréien, da mussen déi déi Augmentatioun zréckbezuelen. Net méi an net manner maache mer hei am Ableck!

Wann ech dann hei héieren, datt den Här Spautz hei, deen huet dat méi nuancéiert e bëssen a Fro gestallt. Den Här Lux war nach besser an där doter Fro: Hie war am Ufank gutt, mä zum Schluss, wéi en du gesot huet, e géif en Appell un d'CGFP maachen, quasi datt se géif fräiwëlleg drop verzichten. Dat heescht, herno wäert d'LSAP eraus an d'Land goen a soen: „Mir hunn et gestëmmt, mä d'CGFP hätt awer kënnen drop verzichten, mä déi huet net drop verzicht, also si mir net déi Schlëmm, si sinn déi Schlëmm, well se et geholl hunn." Also, esou geet et awer och net!

(Hilarité)

An dann hu mer…

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Ech hu gesot: reportéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, reportéieren. Dat ass awer bal datselwecht.

M. Lucien Lux *(LSAP).*- Neen, dat ass net datselwecht!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An dann, mengen ech, huet den Här Lux och hei zouginn - an dat ass jo och scho vum Här Juncker um CSV-Kongress gesot ginn -, datt et déi Augmentatioun do nëmme gëtt, nëmme gëtt, wa se op där anerer Säit d'Reform an der Administratioun akzeptéieren. Dat ass dee rengste Chantage! Et ass de Beweis vun der Politik Juncker. Deen ass, zënter datt e Statsminister ass, nëmme mam Scheckheft duerch d'Land gaangen. Deen huet nëmmen ausgedeelt a verdeelt. Jiddwereen, deen e bësse gejaut huet, do ass d'Scheckheft erausgeholl ginn an dann ass bezuelt ginn. An haut ass dat heiten d'Resultat!

An dat hei ass erëm de Beweis, datt deen Accord do kaaft ginn ass! Entweder hätt déi Reform misse kommen, dann huet eng Regierung se ze maachen. An et kann een net e Chantage maachen, Erpressung maachen. Et kann ee scho bal soen, et ass Korruptioun, dat doten! Wann ech soen: „Dir kritt dat doten nëmmen, wann Der mir esou vill gitt"! An dat gëtt et dach net; dat gëtt et just hei zu Lëtzebuerg bei eiser Regierung!

Dann, Här President, ass eis an der leschter Woch erëm gesot ginn, datt mer déi éischt zwee Méint dëst Joer an de Statsrecetten 8% manner kritt hätte wéi d'lescht Joer. Dat gleewe mer. Mä et muss een et awer och an d'Relatioun setzen. D'lescht Joer hu mer awer och an deenen zwee éischte Méint ee Betrib ofgerechent, an deen huet dunn exceptionnel réckwierkend ofgerechent 140 Millioune Recetten an deenen zwee éischte Méint an d'Statskeess erabruecht. Dat war natierlech dunn eng gutt Saach. Dunn hate mer virun de Gemengerotswahlen op een Zack erëm gesond Gemengefinanzen! Mir konnten een Accord salarial aushandelen. An elo, dëst Joer, kommen déi Suen net. Dat war eng eemoleg Recette, déi mer d'lescht Joer kruten. Duerfir kann een déi zwee éischt Méint vun dësem Joer mat deenen zwee éischte Méint vum leschte Joer net einfach esou vergläichen.

Dann, Här President, steet am Dokument, datt 1.100 Aarbechtsplazen am gesamte Secteur public geschaaft ginn: 300 direkt beim Stat an déi aner an deem, wat ronderëm un dem Stat drunhänkt. Ech mengen, wa mer vu Spuere schwätzen, dann ass dat doten och e Punkt, wou ee wierklech muss kucken, wann et engem Stat esou schlecht geet, ob een net och emol kéint bei engem Stat, deen iwwer 20.000 Beschäftegter huet, wann ee géif eng richteg Reform maachen, op där enger oder där anerer Plaz Leit aspueren, amplaz datt ee systematesch einfach 300 Leit pro Joer weider astellt oder 1.100 am ganzen öffentleche Secteur.

Bei de Steiere wëll ech just soen, datt mir net domat d'accord sinn, datt d'indirekt Steieren, dat heescht d'TVA soll gehéicht ginn. Ech mengen, d'Kolleege vun de Sozialisten hunn dat och gesot. Mä insgesamt, wa mer gären, Här President - an dat ass da mäi Schlusswuert, well ech dem Kolleeg Henckes och nach wëll zéng Minutte loossen -, mä insgesamt, wa mer gären hätten, datt d'Leit eng Akzeptanz hunn, fir iergendwéi Sacrificer ze bréngen, da gëtt et zwou Bedéngungen. D'Leit sinn nëmme bereet, Steiere weider ze bezuelen oder soss ee Sacrifice ze bréngen, wa se mierken, datt d'Regierung och gewëssenhaft mat hire Steieren ëmgeet. Wann d'Regierung weider higeet a se geheit d'Gelder zur Fënster eraus, wéi dat an deene leschte Jorzéngten de Fall war, akzeptéieren d'Leit dat doten net!

An d'Leit sinn och nëmme bereet, Sacrificer ze bréngen, wa mer Investitioune maachen, déi all Mënsch fir nëtzlech a sënnvoll hält an déi eng absolut Prioritéit hunn. Ech soen nach eng Kéier d'Stéchwuert Tram. Een, deen haut nach iwwert den Tram schwätzt, kann net erwaarden, datt d'Leit dobausse soen: „Mir bezuele gäre méi Steieren." Dat maachen d'Leit net mat!

Et muss een einfach de Leit d'Wourecht soen an et muss een och de Beweis bréngen, datt et dem Stat schlecht geet. An da kann een och kee Gehälteraccord an der Fonction publique ofschléissen. Mir wäerten och als ADR, wann esou ee Gehälteraccord hei an d'Chamber kënnt, géint esou een Accord stëmmen.

Mä et ass net nëmmen d'Politik, déi déi Roll do muss spillen. Ech soen och hei: Leit aus gewësse Wirtschaftskreesser, déi sech onverständlech Zommen u Gelder, u Bonussen, u Gehälter, u Pensiounen, un Zousazpensiounen an esou weider verdeelen, wann déi Leit op d'Tribün ginn, an d'Öffentlechkeet ginn, op d'Televisioun ginn an déi Leit schwätzen do, datt de Mindestloun net däerf gehéicht ginn, datt d'Pensiounen ze héich wieren, déi wäerten dach net mengen, datt een dann am Vollek eng Akzeptanz fënnt, fir op esou ee Wee ze goen!

Ech fuerderen alleguer déi Leit op, an der Politik oder dobaussen, ier se iwwer eng Kierzung vum Mindestloun oder vun de Pensioune schwätzen, solle se higoen a soen: Ech verdéngen am Joer esou vill. A si sollen näischt vergiessen! Si sollen näischt vergiessen a si solle wierklech alles soen, wat se am Joer erakréien a sollen och soen, wat se herno als Pensioun kréien, a se sollen och nach soen, wat se als Zousazpensioun kréien. A wa se der Natioun dat erkläert hunn, da solle se iwwert d'Kierzung vun de klenge Pensiounen a klenge Léin schwätzen, da versteet all Mënsch am Land se!

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Gibéryen. Elo kritt d'Wuert den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Merci, Här President. Merci, dass ech d'Wuert ka kréien. Entschëllegt mech, dass ech net ka bis zum Schluss bleiwen, soss hätt ech et zum Schluss gesot. Ech wäert och net laang schwätzen, just e puer Saachen och zäitlech an de Kontext stellen.

Et ass virdrun esou duerchgeklongen - mat engem Zwëscheruff vum Här Gibéryen, och bei engem Communiqué vun der UEL, deen ech gelies hunn -, muer géif e Gehälteraccord mat der CGFP ënnerschriwwe ginn. Dat ass falsch! Dee Gehälteraccord, deen ass den 11., de 15. Juli 2011 ënnerschriwwe ginn. Ech wëll en och nach eng Kéier a säi Kontext setzen. E Gehälteraccord, dee muss een an enger ganzer Legislaturperiod gesinn. Dat ass déi eenzeg Gehälteraugmentatioun bei de Statsbeamten, déi ënnerschriwwe gouf - déi 2,2%, déi d'nächst Joer sollen a Kraaft trieden - an deene fënnef Joer, soss ass keng Gehälteraugmentatioun a Kraaft getrueden. Dräi Joer ass näischt geschitt.

Eng Parallell, déi deemools gezu gouf, dat war déi par rapport zum Bankesecteur, deen nu wierklech dee war, deen an der Krisentourmente stoung a wou och e Kollektivvertrag koum, wou effektiv fir 2011 näischt dra war, fir 2012 wéineg a fir 2013 effektiv eng allgemeng Augmentatioun. Et ass also e Parallelismus do gewiescht.

Deen Accord ass ënnerschriwwen. Deen Accord, dee war net um Litige. Ech kommen nach eng Kéier op déi Litigeprozedur zréck, well dat ass dat, wat muer gekuckt gëtt virum Conciliateur. An do gëtt et e Prinzip, deen och an der Jurisprudenz zréckbehale gouf: de Prinzip „pacta sunt servanda". Iwwregens huet eng Partei eng Kéier 1999 mat just deem dote Prinzip d'Wahle gewonnen, well deemools d'Regierung géint den Accord vun der CGFP a géint eppes, wat an engem Gehälteraccord stoung, eng Pensiounsreform duerchgefouert huet, an dat ass och vun der Jurisprudenz esou bestätegt ginn. Et muss een einfach wëssen, dass een un en Accord als Regierung gebonnen ass. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet ass... Dat ass dat eent, an dat anert ass dat, wat d'Chamber stëmmt. Ech wëll just soen, dass d'Regierung net einfach kann en Accord unilatéralement dénoncéieren, an ech hunn en nach eng Kéier a säi Kontext vum 15. Juli 2011 gestallt.

Dat Zweet ass, wat mer muer ënnerschreiwen, dat ass...

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Bausch Iech eng Fro stellt?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Ech erlaben alles.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech muss soen, emol onofhängeg vum Contenu, mä eleng vun der Form hier, wat den Här Minister eis amgaang ass hei ze erklären, wann dat esou wär, wéi hien dat seet - also dat huet guer näischt mam Fong ze dinn, mam Contenu ze dinn -, firwat kënnt dann iwwerhaapt iwwer e Gesetz dat Ganzt hei an d'Parlament?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Solle mir dann doheem bleiwen deen Dag, wou dat hei...? Well et ass jo souwisou egal, well et ka jo näischt méi da geännert ginn, oder wéi?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well et.....

Une voix.- Firwat ass d'Parlament net virdru gefrot ginn?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well, nach eng Kéier...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, eng prezis Äntwert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Well et traditionell aneschters an dem Régime statutaire ass wéi et am Régime de droit privé ass. Am Régime de droit privé gëtt et Konventiounen, am Régime statutaire ass et e Gesetz. Et ass nëmmen de Gesetzgeber, deen effektiv eppes kann ënnerhuelen.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Jo, a wie mécht dann...

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- De Gesetzgeber huet... Et ass d'Chamber, déi d'Gesetz stëmmt, an et ass d'Regierung, déi d'Chamber mat engem Gesetzesprojet befaasst.

1999 huet d'Chamber, dat war déi deemoleg CSV/LSAP-Majoritéit, eng Pensiounsreform gestëmmt. Duerno ass d'Regierung virum Geriicht vun der CGFP ugesicht ginn a condamnéiert ginn, well se géint en Accord mat der CGFP verstouss hat. Et muss een dat einfach och juristesch eng Kéier esou gesinn, wéi et och juristesch ass. Et ass d'Regierung, déi ugesicht ginn ass, an net d'Chamber, déi ugesicht ginn ass! D'Chamber ass souverän. Mä d'Regierung huet en Accord mat der CGFP och deemools, dat war scho viru laangen Zäite virdrun, ofgeschloss gehat, an dat ass an enger Jurisprudenz vum Geriicht esou festgehale ginn.

M. le Président.- Här Bausch, wann ech gelift.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Här Minister, da muss ech Iech soen, dann huet den Här Gibéryen jo honnertprozenteg recht, well am Fong dierft d'Regierung jo nëmmen eppes maachen, fir dat se och hei eng Majoritéit kritt respektiv fir dat se sech hei en Accord gefrot huet an esou engem Fall. An effektiv, zwee Méint ier den Accord ënnerschriwwe ginn ass, huet de Premierminister hei d'Chamber gefrot, wat d'Meenung dozou wär, an Dir hutt eng Propos gemaach am Numm vun der Regierung. An d'Chamber huet..., jiddwereen huet gesot, datt e mat där Propos averstane wär. An zwee Méint duerno féiert d'Regierung géint d'Mandat, wat se hat vun der Chamber, eppes aneschters aus!

Une voix.- 14 Méint duerno.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dat heescht, am Fong misste mer dann Är Demissioun verlaangen, oder wéi solle mer dat maachen?

M. François Biltgen, *Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme administrative.*- Wann Dir meng Demissioun verlaangt, da muss ech meng Demissioun ginn. Dat ass kloer! Ech si gewinnt, ëmmer meng Verantwortung ze iwwerhuelen a mengem Liewen. Also, ech kliewen net u mengem Stull, dass dat ganz kloer heibannen ass! Ech maache meng Aufgab als Minister, ech maache se zum Wuel vum Land. Wann d'Chamber meng Demissioun verlaangt, da wäert ech meng Demissioun huelen. Esou einfach ass dat!

Da muss een deen aneren Accord gesinn, well dat, wat mer muer diskutéieren, muer décidéieren, ofschléissen, dat ass d'Gehälterreform, eng Gehälterreform, wou mer och de 15. Juli en Accord hate mat der CGFP. Et war och d'CGFP, déi gesot huet, si wéilt déi zwou Saachen zesumme gesinn. Woufir? Ma well d'Gehälterreform, iwwert déi hei kee richteg geschwat huet, well dat eng aschneidend Reform ass an dem Statut vun der Fonction publique, déi och vun aneren dobausse ganz kräfteg dowéinst contestéiert gëtt, well se grouss nei Prinzipië bréngt fir d'Fonction publique, nämlech déi vun der Gestion par objectifs, déi vun engem objektiven Appréciatiounssystem, déi vun enger Procédure d'incapacité professionnelle. Déi - dat war net hiren éischten Zweck -, mä déi awer par ailleurs massiv Aspuerungen och fir de Stat bréngt! An dofir bleift d'Regierung conforme zu deem Engagement, dat se gemaach huet an der Regierungserklärung, fir ze soen, all Gehälterpolitik muss käschtenneutral sinn.

D'CGFP huet, nodeems mer d'Avant-projete public gemaach hunn, behaapt, mir hätte verschidde Saachen net respektéiert, wéi se ofgemaach waren, an huet dofir de Conciliateur befaasst. Mir hunn eis oft gesinn an do hu mer just geschwat iwwer effektiv d'Gehälterstrukturreform. Mir hunn eis oft gesinn dann op deene fënnef Punkten, déi d'CGFP monéiert hat, dat waren, ech fänken hannen un, beim fënnefte Punkt un, dat war de Statut vun den héijere Beamten, wou mer eng nei Prozedur gesinn, fir en héije Beamten ofzeléisen; dat war d'Gestion par objectifs an d'Mitarbeitergespräche; dat war den Appréciatiounssystem; dat war de Contenu am allerleschten Detail vum Stage, an dat war d'Fro: Wat geschitt, wann een nom Stage, wou ee jo 80%, 90% nëmme verdéngt - wat eng massiv Aspuerung an Zukunft fir de Stat ass, iwwert d'Joren eraus ëmmer méi erabréngt -, wat geschitt duerno, wann een ufänkt, op wat fir engem Échelon gëtt een aklasséiert, wann ee beim Stat ufänkt? Dat ware

méi komplizéiert Diskussiounen, mä déi hu mer, déi fënnef Punkten, ofgeschloss.

An där Gehälterstrukturreform stinn aner Saachen dran. Zum Beispill war d'CGFP do bereet, op e Prinzip ze verzichten, deen ënner enger Regierung mat DP-Fonction-publiques-Minister agefouert gouf - wéi den Här Meisch gesot huet, während där wär et der Fonction publique am beschte gaangen -, nämlech, dass d'Biennalen als Annalen ausbezuelt ginn. Do war d'CGFP bereet an där doter Reform, dorobber ze verzichten. Och dat bréngt schonn am éischte Joer bal zéng Milliounen Aspuernisser fir de Stat, ouni dass e Beamten dobäi eppes verléiert. Mä doduerch, dass d'Biennalen als Biennalen ausbezuelt ginn, net méi als Annalen, ass awer en Aspuernis fir de Stat do dran.

Do wëll ech just déi zwou Saachen an de Kontext bréngen: Natierlech sinn et zwee verschidden Akten, an natierlech si se matenee liéiert. Ech wär och frou gewiescht, wann hei gesot gi wär vun de Parteien, déi géint de Gehälteraccord sinn, ob se da fir d'Gehälterreform sinn oder ob se och géint d'Gehälterreform sinn. Mä déi Diskussioun, déi wäerte mer jo nach duerno kréien.

Ech wollt just zäitlech kloerstellen: Dat eent war de 15. Juli, dat anert och. Bei der Ëmsetzung vun deem anere Volet huet d'CGFP Problemer gehat, huet dofir de Conciliateur ugesicht, a wéi d'Regierung... Dat ass iwwregens eng Streikprozedur, wou d'Regierung schlecht berode gewiescht wär, wa se sech net do mat der CGFP un en Dësch gesat hätt! Mir hunn do en Accord fonnt, an deen Accord soll muer de Moien ënnerschriwwe ginn, net méi an net manner!

M. le Président.- Merci dem Här Minister François Biltgen, an elo kritt d'Wuert den Här Serge Urbany.

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei all menger Virléift, fir d'Regierung ze kritiséieren, wëll ech awer virun allem emol soen: Mir sinn hei an engem europäeschen Débat. Mir diskutéieren hei iwwer eng europäesch Spuerpolitik, iwwer eng europäesch Austeritéitspolitik, déi zu Bréissel beschloss ginn ass vun de Regierungen. Opgrond vun deem Débat hei mécht d'Regierung Propositiounen op Bréissel an huet do och net allze vill Spillraum an deene Propositiounen.

A wann a ganz Europa zum selwechten Zäitpunkt politesch Programmer musse virgeluecht ginn, déi an déiselwecht Richtung musse goen alleguerten, da si mer an enger neier Realitéit, an enger neier politescher Realitéit, dann hu mer eng nei staatlech Struktur an Europa, mir hunn eigentlech e budgetäre Federalismus, an deem mer hei no ganz enke Kritären, déi menger Meenung no falsch sinn, handelen.

Domat stellt sech och eng demokratesch Fro. Et stellt sech d'Fro, dass déi sougenannt „gouvernance économique européenne", dass déi eigentlech eng Regierungsstruktur ass, déi duerch Accorden um Sommet geschafe ginn ass an déi de gewielte Parlamenter a wesentleche Punkte politesch Pouvoiren entzitt, ouni dass duerfir awer op europäeschem Plang nei Géigegewiichter, nei demokratesch Géigegewiichter géife geschafe ginn.

An deen neie budgetäre Federalismus huet net zum Zil, deen allgemenge Wuelstand vun de Leit alleguer ze hiewen, soss misste ganz aner Saache kommen, soss misst en europäesche Budget kommen, dee säin Numm wäert wier, amplaz dass den europäesche Budget 1% vum geschafene Räichtum an Europa bedréit, soss misst eng europäesch Steierpolitik kommen, déi harmoniséiert wier. Dat ass alles net de Fall!

Mir setzen eleng mat deene Moossnamen, déi um europäesche Plang geholl gi sinn, op eng onverfälschte fräi Konkurrenz. An d'Konkurrenz ass awer eng Maschinn, déi Ongläichheeten a Krise produzéiert, besonnesch wann et esou ass wéi elo, dass de Finanzkapitalismus d'Realwirtschaft am Grëff huet.

Ech wëll e puer Zuelen hei zitéieren, déi betreffen net Lëtzebuerg, déi betreffen d'Weltwirtschaft. Wann 2010 de Wäert vun alle Gidder an Déngschtleeschtungen, déi op der Welt produzéiert ginn, bei 65 Billioune läit - eng Billioun sinn 1.000 Milliarden Euro! -, wann also de Volume vun all deene Wäerter, déi an enger Gesellschaft geschafe ginn, bei 65 Billioune läit, de Volume awer vun den Aktien a vun den Obligatiounen, déi weltwäit gehandelt ginn, bei 87 Billioune läit, dat heescht ëm 40% méi héich, dann dréckt eleng déi Zuel aus, wiem an der Gesellschaft de Räichtum gehéiert a wiem och déi entspriechend Muecht gehéiert.

An dann hunn ech emol nach guer net vum Casino-Kapitalismus geschwat. Finanzderivater: 601 Billioune sinn do gehandelt ginn am selwechten Zäitraum. Devisegeschäfter: 955 Billiounen, dat heescht 15-mol esou vill wéi déi real Wirtschaft eigentlech hiergëtt! Et gëtt hei vu Bonusse geschwat vun e puer Manager; vun deenen Zuelen do gëtt net geschwat! Schwätzt hei ee vu Brems? Wëllt hei een eng Brems aleeën, wou mer jo genee wëssen, wat déi Zuelen do 2008 an 2011 bedeit hunn, och fir d'Statsbudgete bedeit hunn, déi d'Scholde vun deenen Zocker do mat hu missen droen! D'Halschent vun eiser Statsschold kënnt aus deenen dote Finanzéierunge vun der Finanzindustrie duerch d'staatlech Budgeten hier. Schwätzt do ee vun neier Dépensëkultur?

Duerfir fannen ech et wierklech moralesch scho verwerflech, hei esou eng Debatt ze féieren. Ech wëll dat emol hei soen an ech stelle fest, dass ech do deen Eenzege sinn; alleguerten d'Parteie sinn der Meenung, an déi Richtung do matzezéien. Ech mengen, dass et awer eng Richtung ass, déi bedeit, dass déi Räich manner Steieren an Zukunft wäerte bezuelen, déi bedeit, dass ëmmer manner staatlech Mëttele wäerten do sinn, fir Investitiounen ze maachen an d'Wirtschaft, fir Interventiounen och ze maachen an en harmoneschen ekonomeschen Développement, wou d'Leit alleguerten eppes dervun hätten.

Dat, wat mer hei beschléissen, leeft och dorop eraus, den Undeel vum Stat, dat heescht d'Statsquot um geschafene Räichtum erofzesetzen. E Phenomeen, dee schonn eng Zäit amgaang ass, dee mer heimat nach verstäerken! A mir refuséieren, Här Minister, hei nach zu deene Spuералternativen, déi vun Iech an der Press jo scho virgestallt gi sinn, déi alleguerten, oder déi meescht dervun, um Bockel vun deenen normale Leit solle geholl ginn, déi Suen - Leit, déi d'Kris net verursaacht hunn, déi d'Opfer si vun där Kris -, mir refuséieren, hei nei Virschléi nach ze maachen, fir do derbäi nach aner Spuermoossnamen ze proposéieren.

Mir proposéieren hei keng Spuermoossnamen a mir sinn dergéint, an déi dote Richtung ze goen, well mer mengen, dass d'Politik..., net well mer mengen, dass net och beim Stat kéint gespuert ginn, mä well mer mengen, dass deen Débat hei an engem ganz negativen Zesummenhang steet, dee vill mat der Politik och an Europa ze dinn huet, wou awer d'Lëtzebuerger Regierung net innocent ass derbäi, déi do matgedroen huet, an déi Richtung do ze goen.

An déi Politik an Europa muss eiser Meenung no wesentlech geännert ginn, an zwar an dräi Richtungen. Et ass ze vill Geld an deene falschen Hänn, dat heescht, et muss eng Ëmverdeelung kommen. Dat bedeit eng Erhéijung vum Spëtzesteiersaz, dat bedeit eng effektiv Besteierung vun de Betribsgewënner oder anere Revenuë vun der Proprietéit, zum Beispill duerch eng Tax op der Propriété financière, déi awer elo erëm an der Versenkung verschwonnen ass. Mat deene Mëttele sollte virrangeg déi öffentlech Sozialsystemer geséchert an ausgebaut ginn, zum Beispill och ausgedehnt ginn op Situatioune vu längerer Erwerbslosegkeet.

Et sollt een och d'Aarbechtszäit anescht gestalten. Et sollt een d'Aarbechtszäit reduzéieren amplaz se an d'Luucht ze setzen duerch déi Rentereform, déi mer amgaang sinn ze maachen, fir domat och méi Leit an d'Aarbecht eranzekréien, andeems och d'Aarbecht anescht opgedeelt gëtt op d'Leit an der Gesellschaft.

Zweetens menge mer, dass mer ze wéineg Mëttelen hunn, fir eng demokratesch, dat heescht öffentlech Wirtschaftspolitik ze gestalten. Mir hunn dat dës Woch erëm bei der Debatt iwwert d'Stolindustrie gesinn. An alle Resolutioune stoung dra vun enger Investitiounsan Industriepolitik, déi misst gemaach ginn. Duerfir brauch een awer Mëttelen, et brauch ee gesetzlech Mëttelen, et brauch ee finanziell Mëttelen, et brauch een och Investitiounen. Grad bei den Investitiounen, hu mer awer héieren, sollen 100 Millioune gestrach ginn. Dat ass dach e Paradox! Engersäits bedauere mer, dass d'Sidérurgie zréckgeet, well d'Baubranche zréckgeet, an op där anerer Säit spuere mer grad bei der Baubranche an.

Ech mengen och, drëttens, dass muss an eng regional Richtung iwwerluecht ginn, fir d'Ekonomie anescht ze gestalten, fir net nëmmen op fräier Konkurrenz opzebauen, mä fir och, do wou eng Kollaboratiouan an eng Kooperatiouan kann eppes bréngen, dat och ze maachen. Duerfir brauch een och staark staatlech Acteuren, an ech wëll do hiweisen op d'Diskussioun, déi mer och haten dës Woch, an der Aviatioun.

Dat sinn, Här President, a ganz kuerzer Zäit déi Iddien. Ech wëll awer drun erënneren, dass déi Debatt elo scho fënnef Stonnen amgaang ass; ech kommen elo mat fënnef an eng hallef oder sechs an eng hallef Minutten zimlech zum Schluss do drun, méi Zäit hunn ech elo net, fir hei déi Iddien nach weider ze entwéckelen. Ech zielen net op d'Regierung, dass se déi Iddien hei ëmsetzt, mä ech mengen, déi Iddië kënnen nëmmen ëmgesat ginn an Europa, um regionale Plang an och national, wa sech an der Gesellschaft eng Bewegung an déi Richtung mécht. An ech sinn iwwerzeegt, dass déi Bewegung sech och wäert an nächster Zäit maachen.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Dir hat iwwregens siwen an eng hallef Minutten, Här Urbany. Dir hat elo e bësselchen iwwerzunn, wat ech lech jo och accordéiert hunn. Elo als nächste Riedner ass den Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Här President, Merci. Haut hu mer jo eng Kombinatioun gemaach vun u sech zwee wichtegen Themaen: engersäits de Semestre européen. Mir hunn dee ganze Mëtteg hei iwwert d'budgetäert Ausriichte vun eisem Land geschwat, net nëmmen hei vum Land, awer vun der Europäescher Unioun. Ënner anerem hätte mer sollen och haut nach iwwert de Strategiepabeier „2020" schwätzen. Bon, ech gesinn awer, dass d'Zäit relativ wäit fortgeschratt ass an dass mäi Kolleeg, de François Bausch, schonns haut ausféierlech war, och vill Zäit gebraucht huet, fir dat iwwert de Budget ze soen. Dofir wäert ech mech op e puer méi kruzial oder méi prinzipiell Aussoe beschränken, wat de Prozess vun „Europe 2020" ubelaangt.

Bon, et ass scho gesot ginn, spueren eleng kann et net sinn. De Budget regelt net eleng de Fonctionnement vun engem Stat, mir brauchen och aner Elementer, insbesondere ass och vum Wuesstum geschwat ginn. An och an der „Europe 2020"-Strategie gëtt da vun engem Wuesstum geschwat, deen e bëssen anescht agepaakt gouf, nämlech intelligent, nohalteg an och integrativ, dat heescht, d'Elementer esou ze kucken, dass et net op eng reng Wuesstumsideologie soll erauslafen.

Mir hate schonns an deenen Debatte virdrun, d'lescht Joer a virun zwee Joer, iwwert déi Wuesstumsstrategie hei eis Bedenke geäussert, dass wuel Wuesstum gebraucht gëtt, fir verschidde Saache kënnen ëmzesetzen, mä an eiser Strategie, wa mer nëmme vu Wuesstum schwätzen, feelen awer eng Rei vun Elementer. Mir vermëssen an der Strategie „2020" nämlech: Op wéi eng Gesellschaft wëlle mer histeieren?

Mir wëssen, dass déi Wuesstumslogik vun der Vergaangenheet och zu deem gefouert huet, wat mer 2007 erlieft hunn an 2008, an dass mer haut nach Debatte musse féieren iwwert déi budgetär Aschränkungen, dass eleng dat zu engem Enkpass gefouert huet.

Dofir wéilte mer hunn, dass an deem Pabeier awer och en Deel nach derbäikënnt iwwer méi fundamental Prinzipien, wéi d'Verankerung vu Solidaritéit an Égalitéit, e bëssen deelen a verdeelen, a vum Räichtum an awer och vun der demokratescher Participatioun. Vun där demokratescher Participatioun ass scho virdru vun e puer Leit hei erwähnt ginn, dass déi an deem Prozess net méi do ass.

Mir waren emol erugetrueden domat, dass mer bei der Debatt vun „Europe 2020" d'Kommissiounen all domat befaasse loossen. Mir hate gesot, dass d'Ekonomieskommissioun sollt de Résumé dovu maachen, wat an deenen eenzelne Kommissioune geschwat gëtt. Ech muss awer haut feststellen, dass abgesehe vun enger klenger Presentatioun an der Ekonomieskommissioun dës Kéier de Pabeier ganz mince ausgefall ass, an och haut hunn ech vum Här Schneider net allze vill héieren iwwert d'Ausriichtung, well dat hate mer och schonn eng Kéier gesinn an der Ekonomieskommissioun.

Ech wëll drop hiweisen, dass mer eis eben dee Prozess onbedéngt mussen awer zu Häerz huelen, dass och an anere Kommissiounen nach eng Kéier iwwert déi Pabeiere geschwat gëtt.

Et si jo dräi Voleten do dran. Et ass eng Kéier de Volet vun der Éducatioun. Ech mengen, d'Diskussiounen ëm d'Éducatioun si ganz wichteg, an do sollte mer awer och endlech dat seriö huelen an och an de Kommissiounen doriwwer schwätzen.

Zweete Volet ass den Aarbechtsmarché. Insbesondere no der Stoltripartite eréischt gëschter a mat deem, wat op eis duerkënnt, ass et ëmsou méi wichteg, dass an deenen eenzelnen Aarbechts… oder Kommissiounen och eng Synthèse ausgeschafft gëtt an déi dann och an dee Pabeier hei erafléisst, wat et soll duerstellen, ier mer et op Bréissel schécken.

Wat awer gradesou wichteg ass, an dat ass och haut scho gesot ginn, dat ass d'Abezéiung vun der Zivilgesellschaft. Och dat steet am Pabeier, och dat steet souguer an enger europäescher Richtlinn, dass bei der Ausschaffung vun „Europe 2020" oder och vum PNR, dem Plan national, déi sollt Berücksichtegung fannen. An dat héiert een och, wann ee mat verschiddene Leit dobausse schwätzt iwwert dëse Plang, dass d'Abezéiung guer net stattfënnt, mä souguer och ignoréiert gëtt.

An ech wëll dervir warnen, wa mer esou eis Politike weider wëllen hei duerstellen, dass mer e Problem wäerte kréien dobaussen. Viru Jore si mer alleguerten zesumme ronderëm d'Land gelaf, fir e Projet duerzestellen, nämlech en europäesche Projet, nämlech d'europäesch Verfassung. Mir hunn de Leit versprach, mir hunn d'Leit opgeklärt a mir hunn hinne gesot, dass mer weiderhi wäerte probéieren, si an eis Politiken an och déi europäesch Politiken esou wäit wéi méiglech mat anzebezéien an ze kucken, gemeinsam no Léisungen ze sichen.

Well ech mengen, grad hei, wou et méi sensibel Dossiere wäert ginn, wou et Aschränkunge muss ginn, wou mer - jo, deen een oder deen aneren - Abousse mussen erliewen, ass et ëmsou méi wichteg, dass mer eis endlech eng Prozedur och ginn, wéi mer esou e Prozess, dee mer elo amgaang sinn erëm hei ze maachen, och no baussen droen a mat de Leit zesummen eppes maachen.

Dem Här Frieden säin éischte Saz haut de Mëtteg war en Zitat vum Bundespresident aus Däitschland, vum Här Gauck. Sécherlech ass dat awer e Prozess, dee mir awer selwer musse froen. An och déi kontradiktoresch Aussoen, ech mengen, déi op dem Radio gemaach gi sinn, beziehungsweis wéi d'Politiken da schlussendlech awer ëmgesat ginn, dat mécht eng Méssstëmmung dobaussen, déi schwiereg gëtt ze vermëttelen.

Dofir ass ee Prinzip, mengen ech, e ganz wichtegen, an dat sollte mer awer och an dee Pabeier nach mat aschreiwen, dass mer versichen, méi eng staark Participatioun vun esou Politiken hei ëmzesetzen.

Ech wëll dofir aus dem Pabeier just dräi Domänen eraushuelen. Dat Éischt war jo d'Schoulreform. Et ass jo eppes dran am Pabeier „2020" vun dem Décrochage scolaire, de Schoulofbriecher. Mir sollten ënner 10% leien. Virdrun ass gesot ginn, mir si bei 9%, mä 9% sinn nach ëmmer katastrophal! 9%, dat ass ganz vill, an et sinn och déi, déi mer herno ouni Ofschloss um Aarbechtsmarché zréckfannen, an et sinn och déi, déi Hëllefruffer riets a lénks maachen, an et sinn och déi, déi musse mer erëmhuelen.

Dofir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer déi Reform, déi Schoulreform, déi ugefaange ginn ass, och seriö weiderféieren a probéieren, déi och richteg zu Enn ze féieren.

A wann ech virdru gschwat hu vu Participatioun, do ass d'Resultat, wann een déi Participatioun net richteg mécht a wann een och net d'Leit um Terrain mat abezitt, dat, wat mer erlieft hunn: Et ass e ganzen Deel vun Oppositioun da komm, eng deels berechtegt awer och deels onberechtegt Oppositioun, well da gären en Amalgam gemaach gëtt vun oniwwerluechten Aussoen.

Dann e Punkt zum Klimaschutz. Bon, den Här Schneider ass de Moment net heibannen, mä ech wollt awer och do dräi Punkten erwähnen. Engersäits, esou wéi am Kyoto-Protokoll wäerte mer och erëm hei higoen a bei der Effizienz wëllen eis fräikafen. An den Här Schneider huet dat virdrun hei gesot, dass een Europadeputéierte sech do dergéint wiert, mir hunn een Europadeputéierten, en huet e ganz gudden Text zesummekritt iwwert d'Effizienz am Europaparlament. Dat soll een net schlechtrieden! Et soll ee kucken, dass een esou eppes ëmgesat kritt an net erëm Dieren opmécht, fir sech fräizekafen, well e Potenzial un Effizienz ass och hei zu Lëtzebuerg ze fannen, an net nëmmen eleng aus der Klimapolitik, mä aus der Beschäftigungspolitik.

Ech mengen, et sinn aner Virriedner, déi dat hei schonn erwähnt hunn, dass d'Beschäftegungspolitik an deem Beräich ganz grouss ass, an dat si wierklech Win-win-Situatiounen, nämlech dat ass net Geld, wat bei d'Uelechscheichen eriwwergeschéckt gëtt, mä et ass Geld, wat hei investéiert ka ginn. Et ass e Schutz, insbesondere och, wa mer iwwert d'Aarmut schwätzen. Iwwert d'Energieaarmut ass schonn eng Kéier geschwat ginn hei, do hu mer Konzepter opzebauen, fir deenen ze hëllefen. Éischtens maache mer eppes fir déi Leit, zweetens maache mer eppes fir de Klimaschutz an drëttens maache mer eppes fir d'Aarbechtsplazen a véiertens maache mer eppes fir d'Beschäftegung an d'Betriber.

Also dee Volet, mengen ech, soll d'Regierung sech ganz gutt iwwerleeën, an ier een déi Direktiv elo bombardéiert a probéiert opzeschnüren, déi awer e ganz wichtegt Element fir déi zukünfteg Energiepolitik ass.

Nach e Wuert zur Beschäftegungspolitik. Och do hätte mer eis gewënscht, dass zum Beispill an där Reform vun der ADEM méi eng breet a méi eng déif gräifend Reform gemaach gi wär.

Mir hunn nämlech an deem Kontext e Volet Médiatioun, Coaching, Orientéierung an de Vierdergrond wëlle setzen, fir dass eben an der Beschäftegungspolitik a bei den Aarbechtslose méi staark eng proaktiv Gérance vun hinne ka gemaach ginn.

Ech kommen dann och scho bal zum Schluss, well d'Zäit schonn deels un d'Enn kënnt. E Wuert zu der Aarmut u sech. An dem Rapport vum „2020" d'lescht Joer ass dat guer net erwähnt ginn. Ech weess net, firwat et vergiess gi war, awer mir hunn och virdrun heiriwwer geschwat, dass dat e ganz wichtegt Element ass an dass mer eis do musse Gedanken driwwer maachen, dass mer d'Schéier hei net ze wäit ausenanermaachen an dass mer net do wëlle spueren, wou et soll sinn, oder falsch spueren.

Et gëtt ëmmer vu „selektiver Sozialpolitik" geschwat. Ech géif mengen, mir sollte vun „zilgeriichter Sozialpolitik" schwätzen. Virdrun huet den Här Bausch hei dat och nach eng Kéier erkläert. Mir hunn extrem vill Programmer operluecht a ganz kloer solle mer eis jo bei alle Politiken, bei alle budgetären Awänn solle mer eis jo nom Zil riichten - wat wëlle mer erreechen? -, an da solle mer och vun „zilgeriichter Sozialpolitik" schwätzen, well bei enger selektiver Sozialpolitik schwätze mer éischter vun „selektiv": dann huele mer iergendeng Gesellschaftsgrupp eraus. An dat wëlle mer jo alleguerten net maachen, mä mir wéilten en Zil erreechen.

An do denken ech, dass mer och hei an dësem Bericht „2020" dat esou sollte maachen an och ee Punkt nach eng Kéier erwähnen, dat ass eben insbesondere bei der Aarmut - dat, wat ech virdru kuerz gesot hunn - d'Energieaarmut bekämpfen, fir kënnen och deem entgéintzekommen.

Ech hoffen, dass am Pabeier dann déi eng oder déi aner Elementer nach kéinten erafléissen, sou dass mir insbesondere bezweifelen (veuillez lire: mengen), dass reng déi dräi Wuesstumskritären, déi mer elo drabruecht hunn - sief et nohalteg, och inklusiv -, net duerginn an dass aner Punkten och gradesou gutt sollten erakommen.

Eppes bleift: dass mer ee groussen Challenge wäerte weiderhin hunn, an dat ass nach ëmmer dee vun der Ofhängegkeet vun eisem Uelechkonsum. Den Här Bausch hat dat och scho virdrun a senger Interventioun gesot...

M. le Président.- Här Kox, Dir misst awer elo lues zum Schluss kommen.

M. Henri Kox *(déi gréng)*.- Ech halen dann op a soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als leschten agedroene Riedner hätt ech elo nach den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wollt och méi zum nationale Reformplang schwätzen, well dee jo och haut zur Debatt steet, well et geet natierlech ëm d'Budgetsfroen, mä et geet och drëm, fir ze kucken, wat ee ka maachen, fir ons Ekonomie ze relancéieren, fir datt een de Wirtschaftskuch, deen amgaang ass, elo méi kleng ze ginn, nees erëm méi grouss kritt. Doduerjer komme mer natierlech och u verschidden Debatten erun, wéi hei déi sougenannten „bottlenecks", dat heescht alleguerten déi Froen, déi d'Ekonomie bremsen, déi ee soll diskutéieren.

Et sinn der elo véier opgeworf gi vun der Europäescher Kommissioun, wou véier Recommandatioune gemaach gi sinn. Déi eng, déi ass scho vum Gast Gibéryen diskutéiert ginn, dat ass de Budgetsdefizit ze reduzéieren.

Déi zweet, déi an der Diskussioun ass, dat ass d'Reform vum Pensiounssystem. Do muss ee festhalen, datt d'Regierung eng Reform virgesäit, déi tabléiert op enger Croissance vun 3% vun der Wirtschaft pro Joer. An do muss een awer elo scho festhalen, datt een an deenen Dokumenter, déi mer hei vun der Regierung kritt hunn, gesäit, datt an der Period vun 2011 bis 2015 mer dat Zil schonn an der Moyenne net wäerten erreechen. Et ass also relativ spekulativ do gehandelt. An et ass gesot ginn, datt eréischt deen Ablack, wou d'Finanze vill méi schlecht wieren, wéi se elo scho sinn, datt dann eréischt géif den Ajustement ofgeschaaft ginn.

Mir als ADR hunn als eenzeg Oppositiounspartei bis elo an där Fro ~~do~~ vun de Pensioune ganz kloer gesot, datt mir gären hätten, datt eng sozial Mesure soll komme beim Ajustement. Dat heescht, datt den Ajustement soll spille fir déi kleng Renten an da progressiv op null soll gesat ginn, an dat mat Effet immédiat schonn an dëser Legislatur duerch e Gesetz; just nuren, fir dee Punkt do erauszeträichen.

Deen anere Punkt, deen an der Diskussioun stoung vun der Säit vun der Europäescher Kommissioun, dat ass d'Indexmodulatioun. Do muss ee festhalen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Inflatioun 2011 bei 3,4% wor, an an Däitschland bei 1,7%. An doduerjer, datt een eng Indexmodulatioun mécht, huet d'Regierung fräi Hand, fir d'Prix administrés an d'Héicht lafen ze loossen. An et gesäit een och, datt et esou geet.

D'Prix administrés, wat ass dat? Dat sinn d'Taxe vu Stat a Gemengen, vun den Établissements publics, an dat sinn och d'Gesondheetsausgaben, d'Ausgabe fir d'Altersheimer, fir d'Crèchen an esou weider. Den Observatoire de la compétitivité huet elo ganz kierzlech eng Analys vun deene Prix administrés gemaach a gesinn, datt déi tëschent 2005 an 2011 ëm 25% an d'Luucht gaange sinn, an d'Inflatioun an därselwechter Zäit ëm 15%. Dat mécht also eng Differenz vu plus 10%.

Eleng 2011 wor d'Inflatioun bei 3,4% an d'Prix administrés sinn ëm 6,2% an d'Luucht gaangen. An d'Influenz vun deenen administrative Präisser mécht am Index 22,1% aus.

Dann hu mer och nach e Problem mam Wuerekuerf. Dee Wuerekuerf, wéi mer en elo am Index hunn, dee wierkt sech ganz inflationär aus an en ass wäit ewech vun de Realitéite vum Terrain a vun de Budgete vun de Leit.

Ech vergläichen e just nure mat dem Budget, mam Wuerekuerf mat Däitschland. Sou gëtt de Logement hei zu Lëtzebuerg zu 14,5% vun den Ausgabe gerechent, an Däitschland zu 23,29%. Iessen an Drénken zu Lëtzebuerg läit dann am Budgetswuerekuerf mat 11,15%, an Däitschland zu 17,19%, dat heescht plus 6% méi. An d'Ausgaben zu Lëtzebuerg mat 2,41%, an Däitschland bei 4,34%. Par contre hu mer en Europa-Rekord, wann et heescht, d'Ausgabe vun den Autoen. Do stinn déi am Wuerekuerf mat 21,77% ganz vir, souguer een Drëttel méi héich wéi d'Ausgabe vum Logement.

Ech mengen, do ass eppes, wat net méi normal ass. An da stinn den Alkohol an den Tubak, wou de Ministère de la Santé déi ganzen Zäit dergéint ass an dergéint wiedert, mä déi stinn awer nach mat 3,55% am Budget. Hei muss en Ëmdenke kommen!

Mir brauchen e rigouréise Kampf géint d'Erhéijung vun de Prix administrés, e rigouréise Kampf, fir d'Inflatioun niddreg ze halen a fir de Wuerekuerf ze reduzéieren. Dat sinn déi Reformen, déi mer brauchen, an da kënne mer ganz op déi Indexmodulatioun verzichten an d'Bierger hunn och eppes dovun, well an der ablécklecher Situatioun a mat där Politik, wéi se elo gemaach gëtt, huet de Bierger herno awer nach negativ Konsequenzen domat ze droen.

Dann e Punkt, deen och an der Diskussioun wor vusäite vun der Commission européenne an och vun der Regierung, dat ass d'Simplification administrative. Wann ech do den „Global Competitiveness Report" vun 2011-2012 vum „World Economic Forum" analyséieren a kucken - dee betrëfft 142 Länner; et ass déi Analys, déi ganz vill Entreprisë kucken -, do muss ee soen, wat den Departement vun der Simplification administrative ugeet, datt do Lëtzebuerg un der 40. Plaz vun 142 Länner läit. Et ass déi schlechtste Positioun vun iergendengem europäesche Land.

Ech mengen, da muss een dach hei festhalen, datt do eppes muss geschéien. An ech wëll nuren ee Beispill ginn: Dat ass, datt, wa mer vun der Surface utile vun engem Logement schwätzen, et dann elo dräi Definitioune gëtt: eng vum Ministère du Logement, eng vum Intérieur an eng vum Ministère vum Environnement. An déi dräi gi sech net eens! Wat mécht dann deen Departement, dee sech ëm déi ganz administrativ Problemer këmmert? Dee braddelt a braddelt, an et kënnt näischt eraus!

Där gëtt et der nach dorëmmer. Bei de Krankekeesen, do gëtt et däers nach méi, well mer do och nach Problemer hunn. Mä vu datt ech net vill Zäit hunn, wëll ech awer elo en Zitat ginn hei vum Ekonomiesminister - deem neien -, deen den 2. Februar an der Commission de l'Économie Folgendes gesot huet - ech zitéieren de Procès-verbal: «Monsieur le Ministre critique l'approche bureaucratique (création d'un département spécifique) qui a été choisie pour la mise en œuvre d'une politique de simplification des procédures administratives. Celle-ci n'apporte pas de résultats saillants. Une approche volontariste au plus haut niveau serait bien plus efficace (concertation des Ministres en question avec les fonctionnaires responsables des administrations publiques concernées sur base d'une liste bien précise de procédures/normes à simplifier)».

Domadder sinn ech ganz d'accord an ech wäert och an deem Sënn dem Statsminister eng Fro stellen. An ech hoffen, datt déi Chefsaach, zu där en déi hei Affär erkläert hat, datt dat den 1. Juli dann nees erëm ka Realitéit ginn.

Dann hu mer nach d'Schoul. Munches wier do nach ze soen, mä vu datt ech net vill Zäit hunn, wëll ech just nach Folgendes zum Schluss soen: Mir mussen ons Ekonomie nees un d'Rulle kréien. D'Union des Entreprises huet 100 Propositioune gemaach. De Ministère de l'Économie huet 2006 och verschidde Propositioune gemaach, fir d'Ekonomie un d'Rullen ze kréien.

Mir schwätzen ëmmer vu Zones d'activités, et geschitt awer näischt um Niveau vun der Simplification administrative. Zones d'activités economiques - dovunner gëtt geschwat a geschwat a geschwat a geschwat: Et geschitt näischt!

Et huet een also d'Impressioun, datt dës Regierung, an och déi viregt, déi huet zwee Dossiere mat Propositiounen, fir ons Ekonomie un d'Rullen ze kréien, a si huet de Choix: Entweder si mécht eppes, oder si hëlt déi zwee Dossieren a si sëtzt sech drop! Fir den Ablack schéngt et esou ze sinn, datt d'Regierung op den Dossiere sëtzt. Et wier un der Zäit, datt se géif déi Dossieren an déi Propositiounen, déi gutt sinn, huelen, fir ons Wirtschaft nees unzekuerbelen.

Just an dësen Zäite brauch onst Land dat!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre des Finances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass natierlech net einfach, no fënnef Stonnen an zéng Minutten Debatten hei direkt Konklusiounen ze zéien. Grondsetzlech ass esou eng Debatt wéi déi heiten nëtzlech. Et ass jo eng Konsultatiounsdebatt, a vill vun deene Propositiounen, déi hei gemaach gi sinn, wäerte mer mathuelen an déi ganz schwéier Aarbecht, déi d'Regierung an doranner insbesondere och de Finanzminister an den nächste Woche muss maachen.

Ech wëll awer och nach eng Kéier soen, datt de Finanzminister ka Propositioune maachen a ka Berechnunge maachen, mä d'Regierung als Ganzt muss natierlech hei déi Mossnamen huelen, well déi gi jo och ganz oft a Beräicher - ganz ëmmer gi se a Beräicher - vun deenen eenzelne Kolleegen. Et ass also net un engem, fir do eleng kënnen déi Propositiounen oder déi Iddien, déi een huet, ëmzesetzen. Ech géif also och dat wëlle berücksichtege bei där enger oder anerer Décisioun, déi ze huelen ass.

Ech bedaueren e bëssen an dëser Debatt, datt iwwert de Plan national de réforme wéineg geschwat ginn ass, well ech mengen, datt dat eent an dat anert, dat heescht d'Entwécklung vun der Ekonomie an d'Statsfinanzen, musse mateneen ootmen. Déi Form vun Debatt, déi mer de Mëtteg hei gefouert hunn, do musse mer eis vläicht d'nächst Joer nach eng Kéier iwwerleeën, wéi mer kënne méi konzentréiert och iwwert den nationale Reformprogramm schwätzen, well et ass schonn esou, datt an enger Rei vu Beräicher - an elo grad ass den Här Kox nach dorobber agaangen -, datt sech do eng Rei reell Froen zu Lëtzebuerg stellen, déi natierlech enges Dags eng Répercussioun och op d'Statsfinanzen hunn.

Ech mengen, déi ganz Problematik vun der Desindustrialiséierung vu Lëtzebuerg, vun dem héije Chômage, all déi Froen, déi hunn en Impakt op d'Statsfinanzen, mä se mussen och fir d'Éischt eng Äntwert fannen an der wirtschaftlecher Entwécklung. An do musse mer eis also och an deem Prozess méi intensiv drëm bekëmeren.

Firwat hu mer et hei zesummen diskutéiert? Well déi zwee Dokumenter zesummen op Bréissel ageschéckt ginn. Mä ech fäerten, datt mer se net genuch am Detail kucken um Niveau vun der parlamentarescher Debatt.

Déi drëtt Remarque ass, datt ech der Meenung sinn - an och doriwwer ass de Mëtteg net enorm vill geschwat ginn, mä et huet e bësse mat deem Sujet vu virdrun ze doen -, datt eng Reduzéierung vum Defizit net contraire ass zur Wuesstumspolitik. Kuerzfristeg ka selbstverständlech d'Bremse vu verschiddenen Ausgaben en Effet op d'wirtschaftlech Entwécklung hunn, mëttel- a laangfristeg awer ass héijen Defizit, also héich Schold an domadder héich Steieren, eng absolut Brems fir d'wirtschaftlech Entwécklung. Duerfir gëllt et ze kucken, datt ee gesond Statsfinanzen huet, well si sinn d'Grondlag vu mëttel- a laangfristegem Wirtschaftswuesstum, dee mer absolut zu Lëtzebuerg och an Zukunft brauchen.

Wann ech déi Debatt, déi de Mëtteg hei iwwert d'Statsfinanze gemaach ginn ass, géif résuméieren, da géif ech soen, datt, wat d'Dépensen ubelaangt, kaum een a Fro gestallt huet, datt mer mussen eppes dorunner änneren, en vue vun der Defizitsituatioun, déi mer hunn. Ech géif och menge kënnen ze soen, datt déi meescht dermat d'accord waren, datt mer an alle groussen Ausgabekategorië musse Reduktioune maachen: Investitiounen, eng Rei Sozialtransferten iwwerkucken, Fonctionnementskäschten a Rémunératiounen, déi mer bezuelen.

Wann ech déi Iddien allerdéngs addéiere géif, déi de Mëtteg hei gemaach gi sinn, weess ech net, ob mer domadder op déi 500 Millioune kéimen. A wann ech souguer soen, een Deel muss iwwert d'Steiere gemaach ginn, da mengen ech, kéime mer och nach net op déi 300 Milliounen. Elo ginn ech gären zou, datt dat eng Aufgab ass, déi d'Regierung virun allem muss maachen, mä eng Rei vun deene Pisten, déi de Mëtteg hei gesot gi sinn, sinn och Pisten, un deenen d'Regierung schafft.

De Volumen ass en fait relativ substanziell. Ech wëll do nach eng Kéier drop hiweisen. An 300 Milliounen, jo 500 Milliounen, déi mer eis wëllen als Zil fir dëst Joer ginn, déi awer a mengen Aen en fait net duerginn, dat sinn op engem Joer 500 Milliounen. Dat heescht, dat Joer duerno mussen et nei 500 Millioune sinn. An dat ass eppes, wat oft ënnerschat gëtt, fir d'Ampleur vum Problem ze beschreiwen, dee mer awer wëllen a mussen ugoen.

Ech sinn determinéiert, mir sinn determinéiert, fir dee Wee ze goen, wëssend allerdéngs, datt mer ni wäerte Propositioune fannen, déi d'Zoustëmmung vun all Mënsch kréien, well eng ganz Rei vu Moossnamen hunn en Impakt op d'Leit.

Zu de Recettë wëll ech nach zwou, dräi Remarquë maachen. Et kënnt oft dee séiere Saz - an en ass de Mëtteg a ville Riede komm -, datt déi méi breet Schëllere méi mussen droe wéi déi schmuel Schëlleren. Dat ass e Saz, deen, mengen ech, honnert Prozent vun de Leit droen. An och déi Iddi, datt ee muss d'Steiere bei de Privatpersounen héijen, notamment uewen, datt dat dann de Problem léist, déi gëtt liicht an oft gesot.

Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, an dat ass, mengen ech, net ëmmer bekannt, well oft gesot gëtt: „Mä elo huele se et bei deene Klengen", datt dat zu Lëtzebuerg an der Steierpolitik ni de Fall war an ass! 40% vun de Leit zu Lëtzebuerg bezuele keng Steieren. 5% - 5%! - bezuele 50% vun der Akommessteier. Dat heescht, et ass en fait e ganz klengen Deel vu Leit, déi méi oder gutt verdéngen, déi schonn elo 50% bezuelen. An duerfir soen ech ëmmer dat, datt schonn haut dat, wat hei gefuerdert ass, largement zu Lëtzebuerg am Steiersystem dran ass.

Déi zweet Remarque, déi een do muss maachen: Wann een dat nach esou weiderdreift, muss een eis kucken net nëmme par rapport zu den Nopeschlänner - dat ass hei gesot ginn; ee vun de Kolleegen huet gesot, wéi d'Besteierung an den Nopeschlänner ass; mir sinn do in etwa an deene Paragen -, mä mir mussen och kucken, wéinst der extrem grousser Importenz vum Finanzsecteur, wéi d'Besteierung op Plazen ass, mat deene mer an direkter Konkurrenz sinn, fir eng ganz Rei vun Aarbechtsplazen, dat sinn Zürich a London.

Dat heescht, bei de Steiere kann een net einfach eppes aus der Theorie eraus maachen, mä et muss een et maache par rapport zu deene Plazen, wou e Risque vun Delokalisatioun ass. An eis Suerg muss sinn, datt d'Leit netto esou vill wéi méiglech hunn, natierlech aus Leeschtungsfrëndlechkeets-, mä awer och aus Wirtschaftsgrënn, datt mer kucken, datt mer eis net an den eegene Fouss schéissen, datt mer vläicht herno eppes gemaach hunn, wou déi Aktivitéiten, déi mer wollte besteieren, oder déi Aarbechten, déi mer wollte besteieren, iwwerhaapt net méi do sinn.

Bei de Betriber wollt ech Folgendes soen: Et ass sécherlech eng Suerg, datt d'Betriber alleguerte sollte Steiere bezuelen. Ech wëll Iech hei och nach eng Kéier rappeléieren, wien zu Lëtzebuerg Steiere bezilt. 75% vun der Kierperschaftssteier kënnt vum Finanzsecteur. Also, och do musse mer erëm eng Kéier kucken, deen einfache Saz, fir ze soen: „Dee klenge Betrib bezilt, an dee grousse bezilt net", dat ass zu Lëtzebuerg sécherlech net richteg, well de Finanzsecteur bezilt 75% vun der Kierperschaftssteier.

Wou net vill bezuelt gëtt, ass virun allem am Industriesecteur. Do spille Regelen, déi ganz oft europäesch Grupperegele sinn. Ech hu mam Wirtschaftsminister ofgemaach, datt mer nach eng Kéier kucken, wéi mer do kënnen eng aner Besteierung maachen, mä déi ass largement net an eisen Hänn, well dat net e Lëtzebuerger Gesetz ass, wou mir eppes dra kënnen änneren. Mä wann déi Gruppen, vun deene mer hei schwätzen - zum Deel sinn der énormément genannt ginn, mä et gëtt och anerer -, wann déi Perten aus engem anere Land kënnen heiriwwer buchen, da kënnt herno do näischt eraus. Dorobber hu mir net all Influenz.

Ech sinn awer d'accord, datt mer och do musse kucken, wéi ee kann derzou bäidroen, datt de Gros vun de Betriber, notamment de Betriber am Industriesecteur, och hire Bäitrag leeschten innerhalb vun den europäesche Méiglechkeeten, déi mer hunn.

Déi drëtt Remarque betrëfft d'TVA. Et ass sécherlech ëmmer eng Diskussioun, ob een op der direkter oder indirekter Steiersäit eppes mécht. Indirekt Steiere si jo och nach Steieren, déi mer hunn op Produkter wéi Tubak a Bensin, wou mer och ëmmer musse kucken, wat an den Nopeschlänner leeft. Mä et ass, mengen ech, net ganz richteg, wann ee seet, datt d'TVA automatesch eng onsozial Steier ass, well deen, dee méi verdéngt, consomméiert och méi, bezilt also domadder och méi TVA.

Op d'mannst an dräi Joer, mengen ech, komme mer net laanscht eng TVA-Erhéijung. Ech wëll do dat rappeléieren, wat den Här Roth am Budgetsrapport ausgerechent huet. Wann den E-Commerce ewechfiert no europäesche Regelen, da sinn dat no deene Previsiounen, déi mer am Comité-de-prévisions-Dokument hunn - wat de Mëtteg hei vill zitéiert ginn ass -, net 600 Millioune manner Einnahmen, mä da si mer schonn op 800 Milliounen no de Previsiounen, déi mer do agesat hunn.

Dat heescht, fir déi 600 oder vläicht souguer 800 Milliounen ze ersetzen, déi eis an der TVA ewechfalen, komme mer dann op d'mannst net derlaanscht - dat ass dann déi nächst Chamber, déi nächst Regierung -, fir iwwert d'TVA nozedenken. Mä ech mengen, och elo musse mer kucken: direkt, indirekt Steieren? D'Regierung huet dozou nach keng definitiv Haltung geholl, mä mir wäerten éischter à ce stade kucken, fir virsiichteg och bei der TVA ze bleiwen. Mä et muss een och wëssen, datt mer zu Lëtzebuerg - an Dir wësst dat, wann Der reest - déi niddregsten TVA vun der Europäescher Unioun hunn an datt déi Länner, déi driwwer sinn, wäit driwwer sinn.

Ech wëll och soen, datt an allen europäeschen Texter, y compris déi, déi d'Lëtzebuerger Regierung ugeholl huet, sief et bei den Ausseministeren, bei de Wirtschaftsministeren oder bei de Finanzministeren, eng generell Recommandatioun ass, datt ee soll d'Aarbecht manner belaaschten an éischter de Konsum belaaschten, well dat méi wirtschaftsfrëndlech ass. Och doriwwer muss ee vläicht eng Kéier eng Debatt féieren.

Ech kann Iech haut net soen, wat mer an deem dote Volet maachen, ech wëll just hei nach eng Kéier festhalen, datt ech et als net positiv emfannen, wann een iwwert de Wee vun de Steiere versicht, dee Problem, dee mer beim Defizit hunn, ze léisen. Sécherlech muss een och déi eng oder aner Steier upassen, mä mir musse virun allem kucken, d'Dépensen erofzesetzen.

Dee Wee, dee mer elo musse goen, gëtt an ass schonn e ganz schwéieren. Mä ech soen, en fait hu mer keng Alternativ, well d'Alternativ ass eng, déi en fait de Problem verschiebt, méi grouss mécht. En ass am Verglach mam Ausland nach net grouss. En ass grouss an der historescher Perspektiv.

Ech wëll och soen, datt en 2009 oder 2010 erklärbar ass, well mer do eng Rei Investitiounsprojete méi schnell lafe gelooss hunn, fir de Mangel un der Demande vum Privatsecteur ze kompenséieren; déi sougenannte Konjunkturprogrammer. Iwwer véier, fënnef Joer gekuckt, kann een net mat enger esou antizyklescher Politik weiderfueren. Duerfir wäerte mer an deenen nächste Wochen, dat hoffen ech - dorobber zielen ech, op d'Kolleegen an der Regierung an an der Chamber -, datt mer e Wee fannen, fir deen Defizit do iwwert déi nächst dräi Jore substanziell ze reduzéieren.

An an deem Sënn mengen ech, datt déi Einlassunge vun de Mëtteg eis zwar net hëllefen, de Problem ze léisen, eis awer sécherlech vill Iddië mat op de Wee ginn hunn, op deene mer wäerte konstruktiv schaffen. Duerfir géif ech och gären am Numm vun der Regierung jiddwerengem Merci soen, dee säi Bäitrag zu dëser schwiereger Diskussioun de Mëtteg hei geliwwert huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Finanzminister. Domadder wiere mer um Enn vun dëser Diskussioun.

Mir hunn hei nach eng Motioun virleien, déi vum Här Gibéryen agereecht ginn ass. Kënne mer direkt iwwert déi Motioun ofstëmmen? À main levée?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, Här President.

M. le Président.- Dir hätt gär den elektronesche Vote.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat maache mer awer elektresch.

Vote sur la motion 1

M. le Président.- Da geet direkt d'Ofstëmmen un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass verworf mat 56 Nee-Stëmmen, géint 4 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Marc Spautz), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. François Bausch), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. Claude Adam) et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Da komme mer elo zum Projet…

(Interruptions)

Da komme mer elo zum Projet de loi…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …déi véier sech duerchgesat hunn.

(Hilarité générale)

M. le Président.- …6339, eng Ofännerung vun zwee Artikele vum Code du Travail. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Wilmes, Etgen a Gibéryen.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Vera Spautz. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

3. 6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

Mme Vera Spautz *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzestext, iwwert dee mir de Mëtteg ofstëmmen, oder besser gesot, den Owend ofstëmmen, féiert eng vereinfacht Prozedur an, fir datt Leit, déi duerch eng Faillite hir Aarbecht verluer hunn, méi séier hir vum Patron geschëllte Paien ausbezuelt kréien.

Oft sinn déi betraffe Salariéë säit längerer Zäit bis hin zu e puer Méint ouni Akommes a befanne sech deemno an enger prekärer finanzieller Situatioun. Si kënnen hir dagdeeglech Ausgaben net méi bezuelen, de Loyer vun der Wunneng, de Prêt vum Haus, d'Elektresch, Waasser- oder Stroumrechnungen. Wann dës Phas sech iwwer eng länger Zäit hinzitt, brëngt dat natierlech vill aner Konsequenze mat sech, déi ech Iech net opzeziele brauch.

Den Ustouss fir dëse Gesetzestext koum am Summer d'lescht Joer, wou d'Faillite vun der Gesellschaft Socimmo an hir direkt Konsequenze fir 470 Leit bekannt gi sinn. Dës Leit hunn oft scho während Méint keng Paie méi kritt a souzen du vun engem Dag op deen aneren op der Strooss. Well déi üblech Prozedur, déi bei enger Faillite ugewannt gëtt, ze laang gedauert hätt, huet d'Regierung eng Noutléisung misse fannen. Eng Solution ad hoc ass ausgeschafft ginn, bei där sech d'Regierung als Garant bei enger Bank ginn huet. An déi huet dunn de betraffene Leit an engem räsonabelen Zäitraum déi geschëllte Paien ausbezuelt.

Et versteet sech vun eleng, datt esou eng Noutléisung net kann zum Dauerzoustand ginn, an duerfir ass dëse Gesetzestext op d'Bee gestallt ginn. De virleiende Gesetzestext, deen eng Vereinfachung an eng Accélératioun vun de Prozedure virgesäit, ass also nëmmen ze begréissen.

Dir Dammen an Dir Hären, esou vill zur Aleedung zum Gesetzestext. Ech wëll dann elo kuerz déi aktuell Prozedur beschreiwen an dann op den Inhalt vum virleiende Gesetzestext a seng Haaptännerungen zréckkommen.

Och wann de Beschäftegungsfong d'Créancë vun de Paie fir déi lescht sechs Méint garantéiert, dauert et oft ganz laang, bis datt dës Suen un déi concernéiert Leit kënnen ausbezuelt ginn. Fir d'Éischt musse folgend Démarchen duerchlaf ginn:

De Salarié muss eng Déclaration de créance beim Greffe vum Handelsgeriicht hannerleeën. D'Demande, déi de Salarié eragereecht huet, gëtt da vun engem Curateur kontrolléiert. Dës Kontroll ass oft relativ schwéier an duerfir och laangwiereg, well d'Kontabilitéit vun der Entreprise, déi d'Faillite deklaréiert huet, seelen an der Rei ass. Jee no der Gréisst oder der Komplexitéit vun der Situatioun kann de Curateur awer op d'Énnerstëtzung vun enger Fiduciaire zréckgräifen.

Nom Curateur kontrolléiert de Juge commissaire den Dossier, dann d'ADEM, d'Kontabilitéit vum Aarbechts- a Beschäftegungsministère, de Contrôle financier a schlussendlech och d'Trésorerie vum Stat. Dës ganz Prozedur ka sech also iwwer Wochen zéien a brëngt de Concernéierten an eng finanziell ganz schwiereg Lag.

Just fir Iech e Beispill ze ginn: Ouni d'Agräife vun der Regierung wieren d'Salariéë vun der Socimmo vu Juni bis bal Oktober ouni Akommes gewiescht.

De virleiende Gesetzestext wëllt esou Situatiounen an Zukunft verhënneren, andeems en d'Prozedure verkierzt. Direkt nodeems eng Faillite prononcéiert ginn ass, kann de Salarié elo perséinlech seng Rechter bei der ADEM afuerderen. Dës Méiglechkeet erlaabt et, datt hie méi séier en Deel, sougenannten „Avancen", vun deene Sue kritt, déi him zoustinn.

Fir datt esou eng Demande de créance bei der ADEM kann hannerluecht ginn, muss de Montant vun deene geschëlltene Suen awer méi héich si wéi d'Halschent vun enger Pai vun engem Mount, gerechent op d'Moyenne vun deene leschten dräi Méint virum Mount, an deem d'Faillite deklaréiert ginn ass. An dës Avancë ginn zum Schluss vun der ganzer Prozedur vum Gesamtmontant, deen him zousteet, ofgezunn.

Hei muss een awer och soen, datt dës Avancen net méi héich kënne si wéi 75% vum viséierte Plaffong, dee bei sechsmol de Salaire minimum läit, laut dem Code civil. Fir datt dës verkierzte Prozedur wierklech méi séier ass wéi déi normal, gëtt e Comptable extraordinaire genannt.

Esou wéi de Statsrot ënnerstrach huet, wëll ech och nach eemol betounen, datt déi nei Prozedur mat sech brëngt, datt d'ADEM, an net de Curateur, eng éischt konkret Analys vum Dossier muss maachen. Si kann dobäi leider net, wéi de Curateur, op d'Hëllef vun enger Fiduciaire zréckgräifen. Duerfir misst ee sech vläicht iwwerleeën, ob net e puer Leit awer op där Plaz missten agestallt ginn.

Vu datt den Haaptobjektiv vum Gesetzestext net just d'Ausbezuele vun de Suen ass, mä virun allem, déi betraffe Leit nees esou séier wéi méiglech an d'Aarbecht ze kréien an hinnen esou laangfristeg eng finanziell Sécherheet ze garantéieren, gesäit de Gesetzestext och vir, d'Obligatioun, wat d'Aschreiwungszäit bei der ADEM ugeet, fir dës Kategorie vu Leit ze sträichen. Si kënnen also relativ schnell vun engem anere Patron iwwerholl ginn a mussen net déi normal Délaien anhalen.

De Statsrot an och d'Chambre des Salariés hunn nach ze bemierke ginn, datt de Gesetzestext sech am Kader vum Artikel L.125-1 vum Code du Travail befënnt. Dëse seet, datt en Aarbechtsvertrag direkt fäerdeg ass, wann eng Cessation des activités duerch eng Faillite besteet.

En Arrêt vum Europäesche Geriichtshaff vum 3. Mäerz d'lescht Joer huet awer geuerteelt, datt d'«Directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux licenciements collectifs» och déi kollektiv Entloossungen duerch eng Cessation des activités duerch eng Faillite ofdeckt. Laut dem Europäesche Geriichtshaff loossen dës Dispositiounen eng direkt Résiliatioun vum Aarbechtsvertrag am Fall vun enger Faillite net méi zou. De Curateur misst also, ier eng Entloossung ka stattfannen, mat de Vertrieder vun de Salariéen en Accord aushandelen.

Den Aarbechts- a Beschäftegungsminister Nicolas Schmit huet an der zoustänneger Chamberskommissioun erkläert, datt en Aarbechtsgrupp a sechs bis aacht Wochen e Gesetzesprojet ausschafft, an deem en déi juristesch Konsequenze vun dëser Jurisprudenz studéiert. Folgend Beruffskummeren hunn hiren Avis ofginn: d'Chambre des Métiers, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Salariés, a si stëmmen am grousse Ganzen dem Gesetzestext zou.

De virleiende Gesetzestext ass sécherlech eng gutt an nëtzlech Initiativ, fir déi betraffe Leit viru finanziell prekäre Situatiounen ze bewahren an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, sech nees méi séier um Aarbechtsmaart ze bewerben. Ech wëll awer och betounen, datt e méi strikte Suivi an eng eventuell Begleedung muss gemaach gi vun deene Betriber, déi riskéieren, an eng Faillite ze rutschen. An deem Sënn ass och eng déif gräifend Reform vun eisem Failliterecht onëmgänglech an onbedéngt noutwendeg!

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn domat den Accord vu menger Fraktioun a bieden Iech, dëse Gesetzestext ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Spautz. Si war ganz detailléiert, doropshin huet schonn den Här Gibéryen décidéiert, net méi ze intervenéieren. Dann hätt ech also elo nach zwou Wuertmeldungen, ausser...

(Interruptions diverses)

Bon, wann den Här Wilmes mengt, et wär net méi vill derzou ze soen, an den Här Etgen, huelen ech un, huet och net méi alles driwwer ze soen - ech weess net, ob den Aarbechtsminister nach wëllt eppes derzou soen -, da géif ech...

M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.*- Ech soe just Merci an ech si frou, datt dat Gesetz gestëmmt gëtt. A besonnesch déi Leit, déi Victime sinn oder ware viru Kuerzem vu Failliten, déi mer jo all kennen, déi si frou, datt dat Gesetz a Kraaft trëtt. Y compris d'Patronen, déi Leit embauchéieren.

M. le Président.- Gutt, Merci. Da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6339 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6339 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Marcel Oberweis), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par Mme Martine Mergen), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. André Bauler), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Claude Meisch) et M. Carlo Wagner (par M. Fernand Etgen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6261, eng Ofännerung vum Kooperatiounsgesetz. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Helminger, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, d'Madame Nancy Kemp-Arendt.

4. 6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass de Rapport zum Projet de loi 6261, deen dat modifiéiert Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungspolitik nach eng Kéier modifiéiert.

Zu den Antécédenten: D'Madame Ministesch huet den 9. Mäerz 2011 de Projet de loi an der Chamber déposéiert. De 17. Mäerz sinn ech an der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration zur Rapportrice bezeechent ginn an an der nämlechter Sitzung huet d'Madame Ministesch hiren Text de Membere vun eiser parlamentarescher Kommissioun presentéiert.

De 5. Juli 2011 huet de Statsrot säin éischten Avis ofginn, an de 6. an den 12. Dezember vun deemnämlechte Joer huet d'Madame Ministesch eis d'Regierungsamendementer zoukomme gelooss, déi mir den 12. Dezember an der Chamberskommissioun diskutéiert an och ofgeseent hunn. Den zousätzlechen Avis vum Statsrot vum 31. Januar 2012 hu mer de 27. Februar 2012 analyséiert. Ech hunn de Rapport den 19. Mäerz an der zoustänneger Chamberskommissioun presentéiert, dee mer do de leschte Méindeg, de 26. Mäerz ugeholl hunn.

Ech wéilt fir d'Éischt all deene Merci soen, déi hei eng Hand mat ugepaakt hunn. Et geet jo ëm e wichtege Pilier vun eiser Politik an Deel vun eise Relatioune mat der Welt. Et geet ëm d'Ausriichtung an d'Modalitéite vun enger Politik, wou mir als Land eng ganz gutt Renommée hu fir déi Aarbecht, déi mir am Beräich vun der Entwécklungshëllef leeschten a wou mir nach weider optimiséiere wëllen.

(M. Gast Gibéryen prend la présidence.)

Här President, ech hu mer erlaabt, ufanks vu mengem Rapport e bësse méi en Historique vun eiser Entwécklungshëllef ze maachen, well et wichteg an och hëllefräich ass, fir de Wee, deen eist Land a Saachen Entwécklungspolitik gemaach huet, chronologesch opzelëschten, fir dat Ganzt a méi e verständleche Kader ze setzen. Virun allem, well et hei jo ëm en Ensembel vun deene verschiddenen Texter an der Matière vun der Entwécklungshëllef geet, déi d'Prinzipien, d'Moyenen an déi néideg Instrumenter festhalen, fir eng effikass an och eng kohärent Kooperatiounspolitik ze leeschten.

An deem Kontext kommen ech op déi éischt Diskussiounen zréck, déi aus der lëtzebuergescher Entwécklungspolitik eng eegestänneg Politik definéiert hunn, mat der Deklaratioun vum deemolege Regierungschef aus dem Joer 1974, dem Gaston Thorn. Et huet bis ufanks den 80er Jore gedauert, bis eist Land sech säin éischt Gesetz an der Entwécklungspolitik ginn huet, an dat mat enger grousser, relativ grousser Flexibilitéit, déi sech allerdéngs just op d'Definitioun vum Statut vun den Acteuren um Terrain limitéiert huet, déi am Kader vun engem lëtzebuergesche Projet oder Programm an den Entwécklungslänner aktiv matgeschafft hunn.

Dräi uschléissend Gesetzer hunn dunn de 17. Dezember 1985 de legislative Kader complétéiert mat der Kreatioun vun engem Fong fir d'Hëllefen am Beräich vun der Entwécklungshëllef, mat steierlechen Dispositiounen, fir d'Philanthropie an de Mécénat ze promouvéieren a fir Subventiounen, déi de Stat den ONGe fir d'Entwécklungsprogrammer accordéiere kann.

Duerno ass dat éischt Gesetz iwwert de Statut vun eisen Aktiven um Terrain vum 13. Juli 1982 duerch en neit Gesetz vum 25. Abrëll 1989 ersat gi mat dem Zil, fir d'Prozeduren ze vereinfachen an de Statut vun den Aktiven um Terrain ze verbesseren. De Stat huet elo d'Fraisën iwwerholl vun der Sécurité sociale, gradesou wéi d'Reeskäschten, déi vun den ONGe virgestreckt goufen.

Mat dem progressive Klamme vun eisem Engagement ass et ëmmer méi offensichtlech an och evident ginn, datt een dës Texter regroupéieren an d'Aktioune konkretiséiere soll. Dat ass dann och gemaach gi mam Gesetz vum 6. Januar 1996. De rechtleche Kader an der Entwécklungshëllef ass bestätegt ginn, andeems d'Gesetz eng méi prezis an effikass Entwécklungshëllef ënnerstëtzt huet mat den Objektiver, der wirtschaftlecher, sozialer an nohalteger Entwécklung vun den Entwécklungslänner Rechnung ze droen an eng harmonesch Insertioun vun dëse Länner an eng Weltwirtschaft ze viséieren, wëssend, datt mer eis op déi Länner konzentréieren, déi am mannsten entwéckelt sinn.

Dëst neit regruppéiert Gesetz soll villes preziséieren, wat ënner anerem d'Missioun an de Finanzement ugeet. Datselwecht gëllt, fir d'Relatioune mat den ONGen nach besser ze definéieren. Als wichtegt Element ass zousätzlech de Comité interministériel etabléiert ginn, deen déi grouss Linne vun eiser Kooperatiounspolitik begleeden an aviséiere sollt. Et ass dann och nach e Congé vu sechs Deeg agefouert gi fir déi Leit, déi um Terrain schaffen.

Den 9. Juli 2004 ass dëst Gesetz nach eng weider Kéier modifiéiert ginn, just mat engem Punkt, an zwar, fir de Partner - also och, wa se net bestuet waren an och fir d'Kanner vun den Aktiven um Terrain - d'Méiglechkeet ze ginn, hire Partner ze begleeden.

Ech sinn dann nach eng Kéier op déi verschidden Hëllefen, déi mir bis dohinner haten, a mengem schréftleche Rapport agaangen: vun der Coopération bilatérale, multilatérale, eis Kooperatioun mat den ONGe gradesou wéi eis Hëllef um Gebitt vun der humanitärer Hëllef, déi zwar zu deem Zäitpunkt nach net an eisen Texter festgehale gouf, mä wou mer awer och schonn aktiv als Land matgewierkt hunn. Et géif de Kader elo sprengen, op alles anzegoen, an duerfir verweisen ech op mäi schréftleche Rapport, wou ech dat och am Detail formuléieren.

Ech hu gläichermoossen drop higewisen, datt eist Land sech ëmmer nach an dem Kontext vun den internationalen Engagementer erëmfonnt huet, ob dëst elo am Kontext war vun der Déclaration de Paris 2005 iwwert d'Effikasitéit vun der Entwécklungshëllef, dem Programm vun Accra 2008, dem Consensus européen oder dem Festhale vun den Engagementer, déi während eiser lëtzebuergescher Présidence festgehale goufen, mat engem Prozentsaz vun 0,7% vum PIB.

Voilà, Här President, mir modifizéieren eist Gesetz also elo nach eng Kéier. Et war der Ministesch hire Wonsch, dat bestehend Gesetz net ze ersetzen, mä éischter ze complétéieren an unzepassen un dat internationaalt Ëmfeld, fir eben deenen ëmmer méi groussen Erausfuerderunge vun der humanitärer Hëllef Rechnung ze droe gradesou wéi méi prezis déi Felder ze definéieren, wou mir aktiv sinn, an nach méi eng kohärent Approche materafléissen ze loossen.

Dëst Engagement, fir d'Base légale ze adaptéieren, war iwwregens och am Regierungsprogramm festgehale ginn. An ech wollt och net vergiessen ze erwähnen, datt duerch den Dépôt vun der Proposition de loi 6020 vun der Madame Err an dem Här Angel e weidert wäertvollt Dokument eis op dësem Wee ëmmer begleet huet.

Den Objet vum Projet de loi war virun allem, fir d'Action humanitaire als feste Bestanddeel vun eiser Kooperatiounspolitik ze verankeren. Och wa mir bis elo schonns am Beräich aktiv waren, esou gëtt dat elo och en definitiven Optrag am Gesetz.

Zweetens wëlle mir eis, wat d'Definitiounen ubelaangt, un den europäeschen Texter orientéieren, dëst mat der Insertioun vun den internationalen Engagementer, déi mir als Land an dëser Matière geholl hunn, sief et um Niveau vun de Vereenten Natiounen oder aneren zoustännegen internationalen Organisatiounen. Dorënner fält natierlech och d'Festhale vun den Objektiver um Niveau vun den „Millennium goals", gradesou wéi datt mer eis Kooperatiounshëllef och a regelméissegen Ofstänn vum Comité d'aide au développement oder der OCDE evaluéiere loossen, wat nun och eng wierklech nëtzlech Kontributioun ass, fir eis Engagementer ze optimiséiere respektiv nach weider ze verbesseren.

Des Weideren ass eng Revisioun vun den Dispositioune vum Fong fir d'Entwécklungshëllef envisagéiert ginn, dëst, fir ze preziséieren, datt den décisive Kritär vun de Kollaboratioune mat den ONGen dee vum Agrément selwer ass, an net dee vun der Nationalitéit. Dat heescht, mir hunn d'«organisations non gouvernementales luxembourgeoises» remplacéiert duerch «organisations non gouvernementales de développement».

De Fong huet als Missioun, zum Finanzement zum Virdeel vun de Populatiounen, déi an der Entwécklung sinn, bäizedroen, sief et iwwer bilateral oder regional Hëllefen oder iwwer international Organisatiounen. Dëse Fong gëtt och elo de Finanzement, fir d'Capacitéiten an d'Luucht ze schrauwen, fir d'Fraisë fir d'Assistance technique ze decken, awer och fir d'Onkäschten ze iwwerhuelen, déi ufale fir de Rekrutement vun eise Leit, déi um Terrain schaffen, gradesou wéi fir Fraisen, déi à charge fale fir d'Formatioun vun de Stagiairen oder de Boursieren.

Des Weidere kann de Fong intervenéieren iwwert déi verschidde Secteuren, wéi déi verschidde sozial Aktiounen wéi d'Gesondheet, d'Éducatioun, d'Formation professionnelle, d'Landwirtschaft, d'Sécurité alimentaire, d'Waasser an d'Wasservirbereedung, déi wirtschaftlech, finanziell an industriell Kooperatioun, d'Zesummenaarbecht am Beräich vun der Ëmwelt, déi kulturell an déi wëssenschaftlech Kooperatioun wéi awer och d'Éducatioun fir den nohaltegen Développement.

De Fong kann awer och op enger transversaler Approche intervenéiere fir d'Promotioun vun de Mënscherechter, d'Verstäerkung vun der gudder Gouvernance, mat abegraff selbstverständlech déi vun der participativer Demokratie oder der Dimensioun vum Genre.

De Finanzement aus dem Fong déngt selbstverständlech och, fir eis pluriannuel Programmer ze stäipen, déi mir mat eise Partnerlänner jo ëmmer zesummen ausschaffen an déi selbstverständlech net vun uewen erof diktéiert ginn, mä mat eis zesummen ausgeschafft ginn. Dat war och ëmmer en Uleies vun eisem fréiere Kooperatiounsminister, dem Jean-Louis Schiltz.

De jährleche Rapport, an deem jo virgesinn ass, iwwert den Ensembel vun den Aktivitéiten am Kader vun der öffentlecher Hëllef de Bilan ze zéien, gëtt elo ergänzt mat engem Rapport iwwert d'Aarbechte vum Comité interministériel mat engem - an dat ass, mengen ech, wichteg och ze erwähnen, an dat war och e grousst Uleies vun den ONGen - ganz spezielle Bléck op d'Kohärenz vun de Regierungspolitiken.

Verschidde ministeriell Kompetenze ginn elo mat Règlement-grand-ducalë festgehalen, fir der aktueller Jurisprudenz entgéintzekommen. Dat war och, mengen ech, en Uleies vum Här Braz an der Kommissioun, deen dës Reglementer esou schnell wéi méiglech wollt eigentlech virleien hunn. D'Ministesch huet och gesot, datt si amgaange wär, déi auszeschaffen. Et si jo awer wichteg Reglementer, déi d'Ligne de conduite, déi sech jo aus dem Gesetz ergëtt, op wichtege Punkten ergänzen.

Une voix.- Très bien!

Mme Nancy Arendt *(CSV) rapportrice.*- D'Madame Ministesch kann eis do och vläicht verschidde Prezisioune ginn. Ech mengen, si hat gesot, si géif hiert Allerbescht maachen, fir déi esou schnell wéi méiglech op de Wee ze bréngen.

Et ass eng Revisioun vun den Dispositioune fir den Agrément gemaach ginn, dee sech elo just nach limitéiert op d'Associations sans but lucratif oder Fondatioune mat engem sozialen Engagement. Hei ginn also elo mat Règlement-grand-ducalen d'Kritären an d'Modalitéite festgehalen, déi zum Agrément féieren, gradesou wéi d'Konditioune fir de Renouvellement oder d'Zréckzéie vun engem Agrément.

D'Durée vum Agrément ass elo op zwee Joer eropgesat ginn, fir administrativ ze entlaaschten. Virdru war et jo ee Joer. Mir hunn d'Donation globale fale gelooss.Mir hunn déi relativ Dispositiounen zu den Accords-cadres preziséiert. Eis Ministesch kann elo bis zu 400% bei engem Kofinanzement bäisteieren zu deem, wat d'ONG investéiert huet, fir op dës Manéier eng méi programmatesch a strategesch wäitsiichteg Planung ze erlaben.

A mir hunn d'Dispositiounen, wat d'Cotisatiounen an der Sécurité sociale betrëfft, clarifiéiert, andeems mer festschreiwen, datt de Stat d'Part patronale iwwerhëlt, esou wéi dat vum Droit commun virgesinn ass.

A sengem éischten Avis huet eis de Statsrot félicitéiert fir déi enorm Ustrengungen, déi mir um Niveau budgétaire maachen, a bestätegt, datt mir domadder am Trio de têtes leie vun deene Länner, déi prozentual am meeschte ginn. Allerdéngs weist en awer och drop hin, datt dëst just eng Drëps op dee berühmtene waarme Steen ass, a mir missten no deem quantitativen Effort och de qualitativen an nohaltege Charakter nach méi an de Vierdergrond setzen.

Si si relativ kritesch mat hiren Aussoen, datt d'Ambitioune vum Projet de loi sech just op punktuell Changementer limitéieren, déi néideg wären, fir sech der Zäit unzepassen. Si hätte léiwer gären eng - zwësche Gänseféisercher - «reprise sur le métier plus globale» gewënscht, gradesou wéi iwwregens och de Cercle des ONG.

De Statsrot gëtt säin Accord fir d'Introduktioun vun der humanitärer Hëllef als wesentleche Vecteur d'action, huet sech awer formell opposéiert, datt d'Ministesch eleng d'Konditiounen hei festleeë kann. En huet recommandéiert, datt verschidde ministeriell Kompetenzen, also d'Modalitéiten u sech an d'Dispositioun vun der Exekutioun duerch Règlement-grand-ducalë festgehale ginn, fir konform zur Constitutioun ze sinn. An deem hu mir jo dunn och Rechnung gedroen.

E weist och drop hin, datt, wann de Comité interministériel obligéiert ass, säin Avis ofzeginn, d'Ministesch net hir politesch Responsabilitéiten huele kéint am Fall, wou keen Avis virläit. Hei huet d'Ministesch och gesot, datt d'Praxis et kloer géif hierginn, datt, wa keen negativen Avis kënnt no enger gewëssener Zäit, dat esou interpretéiert gëtt, datt et an der Rei ass.

Hien hiewt och d'Kritike vum Comité d'aide au développement nach eng Kéier ervir, datt Lëtzebuerg nach méi Effortë muss maachen a Saache Kohärenz vun de Politiken. Dësen Examen hat de CAD eisem Land recommandéiert, fir eis Kohärenz ze optimiséieren an no enger systematescher Fassong ze suivéieren an och ze evaluéieren.

De Statsrot bedauert, datt keng nei Propositioune matgeholl goufen, wat eis PICen, also eis Programmer, déi mer mat eisen Zillänner zesummen opstellen, ubelaangt. Hei hu mir awer och eng fest Zouso vun der Ministesch kritt, datt si d'Kommissioun nach méi staark wëllt mat abannen, wat de Suivi ugeet, a besonnesch wann nei Weeër ageschloe solle ginn. Dat huet si och schonn am leschte Joer mat eis gemaach.

No dësem Avis vum 5. Juli 2001 (veuillez lire: 2011) huet eis Regierung décidéiert, den initialen Text ze amendéieren an deene verschiddene Remarquë vun eiser héijer Kierperschaft Rechnung ze droen. Eis Kommissioun huet sech och majoritär fir dës Amendementer vun der Regierung prononcéiert.

An dem Avis supplémentaire vum 31. Januar, dee mer de 27. Februar analyséiert hunn, gëtt de Statsrot säin Accord zu dëse Veränneerungen. E kritiséiert zwar nach, datt den Text net virgesäit, datt op Propositioun vum Comité interministériel hin de Schluss vun engem Programm virgesäit (veuillez lire: de Schluss vun engem Programm décidéiert ka ginn). D'Madame Ministesch huet awer drop gehalen, fir eis ze soen, datt een einfach kee weideren Accord misst ginn, fir dës Programmer weider ze ënnerstëtzen. An dann ass et praktesch jo och dat nämlecht Resultat.

Déi héich Kierperschaft regrettéiert, datt déi lëtzebuergesch Affiliatioun vun de Leit, déi am Ausland fir eis um Terrain schaffen, net zréckbehale gouf. Mä et ass eis awer och op dësem Punkt vun de Mataarbechter vun dem zoustännege Ministère assuréiert ginn, datt et keen esou ee Fall géif ginn oder keen esou ee virkënnt an datt se all assuréiert wären.

Voilà, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Examen des articles wollt ech Iech um spéiden Owend erspueren. Dee kann ee jo och, mengen ech, méi a mengem schréftleche Rapport ënnert d'Lupp huelen, wann dat da gewënscht ass. De Kolleeg Marcel Oberweis, dee wénkt schonn, dee mécht dat ganz bestëmmt.

(Interruption)

Ech wollt der Ministesch zum Schluss nach eng Kéier e grousse Merci soe fir hir wäertvoll Aarbecht op dësem Gebitt a fir hiren Engagement. Et gesäit een, si huet d'Häerz op der richteger Plaz, an dat ass och gutt esou.

D'Gesetz ass erëm e weidere Schrëtt an eng Richtung vu Solidaritéit mat deenen, déi et wierklech schwéier hunn, mat Leit, déi ënner schwierege Konditiounen hiert Liewe meeschtere mussen. Eist klengt Land, wat eent vun deene renomméiertsten ass um Gebitt vun de Finanzen, ass och eent - Gott sei Dank! -, wat déi net vergësst, déi Honger leiden, déi duerch Naturkatastrophen alles verléieren oder déi a Krisegebidder ëm hiert Liewe fäerte mussen.

Mat dëser weiderer Etapp gi mer e wichtege Message vun Zesummenhalen, grad besonnesch elo an dëser Zäit, an enger Zäit vu Kris. Eis Ministesch versicht, de Kompass an därselwechter gudder Richtung ze loossen, wéi et elo schonn zënter e puer Joer fonctionnéiert, a souguer nach weider ze optimiséieren an eis weider anzesetze fir déi, déi ganz wéineg op dëser Welt hunn, wou mer duerch eisen Engagement ganz kloer Liewe retten, där méi klenger, mä och där méi grousser, a wou mer all zesumme stolz kënne sinn iwwert dat, wat mir an dësem Kontext leeschten an nach weider leeschte wäerten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif als Alleréischt wëllen der Madame Nancy Kemp-Arendt villmools Merci soe fir hiren ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee se mat ganz vill Engagement hei virbruecht huet. Ech wëll dowéinst jiddefalls net méi weider op den Detail vum Gesetz agoen, mä vill méi op d'Noutwendegkeet vun enger net nëmme quantitativ, mä qualitativ héichwäerteger Kooperatiounspolitik, wou d'Kohärenz, d'Transparenz an d'Effikassitéit eng grouss Roll spillen. Wéi sot den Hermann Hesse? „Damit das

Mögliche entsteht, muss immer wieder das Unmögliche versucht werden."

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bal eng Milliard Mënschen op der Welt hunn net genuch ze iessen. Sechs Millioune Leit stierwen all Joer un Ënnerernährung. All fënnef Sekonne stierft e Kand un Honger. An enger Zäit, wou d'Nohaltegkeet net méi ewechzedenken ass, wëll ech och drun erënneren, datt mëttlerweil iwwer 300.000 Mënschen all Joer un de Folge vum Klimawandel stierwen. 2,6 Milliarde Mënschen, also 40% vun der Weltbevölkerung, hunn net déi elementaarst sanitär Installatiounen. Méi wéi eng Milliard Mënschen hu keen Zougang zu propperem Waasser. An dat alles si Mënscherechter.

Dës Zuelen, déi kënnen eis dach net kalloossen! Neen, si dierfen eis net kalloossen!

A sengem éischten Avis zum Gesetzestext 6261 vum 5. Juli 2011 lueft de Statsrot de Stat fir säin Engagement an der Quantitéit vun der Kooperatiounspolitik. An d'Madame Arendt huet et elo just ugeschwat: E bësse kritiséiert si mer awer an der Qualitéit ginn.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

D'Aide-publiquë sinn an deene leschte Jorzéngten enorm gestiegen: vun 0,1% op 0,32%, duerno op 0,7%, an - mir wëssen et alleguerten - haut leie mer bei 1%. 1% vun der Hëllef, vun eisem nationale Räichtum gëtt an d'Entwécklungshëllef investéiert. Dat ass fir d'Joer 2012 e Chiffer vu ronn 314 Milliounen Euro.

An dat soll och esou bleiwen. Och wa mer haut de ganzen Dag iwwert d'Kris geschwat hunn, dierfe mer eis net découragéiere loossen, datt mer déi Mënschen, déi wierklech op eis Hëllef ugewise sinn, datt mer déi net méi géifen ënnerstëtzen!

Une voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Well d'Entwécklungshëllef, déi ass meeschtens dat éischt Opfer vun esou Mesuren, well et am einfachsten ass, do ze spueren, wou ee kee Widderstand huet oder wou et net ëm Wielerstëmme geet. An duerfir e waarmen Appell un eis alleguerten.

Genau dat, wéi ech elo grad gesot hunn, wëllen an dierfe mer net hinhuelen, well deenen engen hiert Leed vun haut kann eise Misär vu muer sinn. Mir mussen de Leit an den Entwécklungslänner nei Zukunftsperspektive ginn. Mir musse si ënnerstëtzen an hinnen hëllefen, hiert Land zu engem Land ze maachen, an deem et derwäert ass ze liewen.

Domadder léise mir net nëmmen hir Problemer, mä och eis Problemer, an zum Beispill dee vun der illegaler Immigratioun. D'Europäesch Unioun setzt an hirem Pakt iwwert d'Immigratioun an den Asyl op Synergien tëschent der Migratiounspolitik an der Développementspolitik, déi esou musse genotzt ginn, datt se kohärent sinn, notamment par rapport zu den Objektiver vum Millénaire vun der UNO, déi jo doranner bestinn, bis 2015 d'Aarmut, d'Kannermortalitéit, d'Epidemië wéi och den Aids signifikativ ze reduzéieren, an op där anerer Säit d'Bildung, d'Gläichberechtegung an den Développement durable ze promouvéieren. D'Kooperatiouns- an d'Migratiounspolitik kënnen also duerchaus zesummenhänken.

De Choix vun de Pays cibles spillt natierlech an deem Kontext eng wichteg Roll. Momentan huet Lëtzebuerg néng Pays cibles. Et sinn zum Beispill: an Asien Vietnam a Laos; an Zentralamerika Nicaragua a Salvador; an Afrika ass et den Niger, de Cap-Vert, de Senegal, Mali an de Burkina Faso, deen ech perséinlech besser kennen.

Interessant ass och do ze gesinn, datt véier Länner aus dem Balkan op Lëtzebuerger Kooperatioun haut kënnen zielen. Dat sinn: Albanien, de Kosovo, Montenegro a Serbien. Wann een déi rezent Chiffere vun den Demandeurs d'asile aus dem Westbalkan kuckt, da kënnt een natierlech net derlaanscht, sech d'Fro ze stellen, datt mer an Zukunft d'Kooperatiounsprojete méi cibléiert uginn, fir bestëmmte Regiounen a Minoritéite kënnen ze hëllefen.

Wéi um europäeschen Niveau ass et och sécher um nationalen Niveau ze wënschen, datt Immigratioun, Integratioun a Kooperatioun nach méi enk zesummeschaffen.

Haaptmotivatioun vun enger gudder Kooperatiounspolitik ass a bleift natierlech, de Mënschen, déi a Leed an Aarmut liewen, besser Liewensperspektiven ze ginn. Duerfir musse mer nieft der quantitativer Dimensioun, déi jo zu Recht iwwerall Luef récoltéiert huet, verstäerkt op d'Qualitéit vun eiser Hëllef setzen.

Am Kloertext heescht dat, datt mer d'Problemer esou musse léisen, datt se de Besoinen an den Doléancë sur place am beschte Rechnung droen. Also, et muss verstäerkt mat de lokalen Autoritéiten, den Entreprisen an der Population sur place kooperéiert ginn, an dat vun Ufank un, fir datt si matagebonne ginn a sech och responsabel spieren. D'Kooperatiounspolitik muss Hëllef fir Selbsthëllef sinn, fir eng méi nohalteg an autonom Entwécklung an de Partnerlänner.

E wichtegen, wann net dee wichtegste Punkt vun dëser Politik ass d'Sécurité alimentaire. D'Kooperatiounspolitik, déi mir am Domän vun der Sécurité alimentaire verfollegen, baséiert als Alleréischt op der Sensibilisatioun vun deene Leit, déi an hire Regioune schaffen, wou mer déi lokal Producteure mussen ënnerstëtzen. Si musse sech bewosst ginn, datt d'Agrikultur fir si och e wichtege Wirtschaftsfacteur ka ginn. An dat lokaalt Entrepreneuriat soll och doduerch gefördert ginn.

Lëtzebuerg huet am Kader vu sengen Aktivitéiten am Beräich vun der Sécurité alimentaire am Niger 143 km Strooss gebaut, déi eelef Gemenge matenee verbannen, fir datt déi verschidde Produktiounszonen uneneen ugeschloss kënne ginn an den Accès zum Marché garantéiert gëtt. Dat ass fir mech e supert Beispill vun enger ganz gudder Kooperatioun an engem vernetzte Plangen.

D'Agrikultur muss duerch eng durabel Gestioun vun den natierleche Ressourcë garantéiert ginn. D'Biedem musse protegéiert ginn. D'Versandung, d'Desertifikatioun musse verhënnert ginn, d'Bëscher mussen erhale bleiwen, d'Waasser muss rationell genotzt ginn.

Dëse Punkt bréngt mech zu engem anere wichtegen Element vun eiser Kooperatiounspolitik: dem Waasser. Ouni Nahrung an ouni Waasser kee Liewen. Och d'Waasserversuergung an d'sanitär Installatioune gehéieren zu de Prioritéite vun eiser Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik. D'Waasser huet gläich e puer Dimensiounen: déi vum Iwwerliewen, dann déi vun der Éducatioun an déi vun der Zukunft vun eisem Planéit.

Als Éischt musse mer derfir suergen, datt d'Mënschen Accès zu propperem Waasser kréien. Dat ass eng essenziell Viraussetzung fir d'Iwwerliewen a fir d'Gesondheet vun de Leit. Lëtzebuerg ass besonnesch am Senegal, a Mali, am Cap-Vert, a Salvador, Nicaragua an am Niger op deem Gebitt ganz aktiv.

Am Kader vun de Programmes indicatifs de coopération - ofgekierzt PIC - ginn hei fir déi Regioune spezifesch a lokal adaptéiert Programmer ëmgesat. Dëst geschitt an enker Zesummenaarbecht mat de lokalen Autoritéiten, wat ganz, ganz positiv ass. Méi erneierbar Energië sollen och zum Asaz kommen. Besonnesch am Niger, am Senegal an am Mali si Mesurë fir d'Waasserversuergung an den Assainissement virgesinn.

An dësen dräi Länner gëtt an den Dierfer derfir gesuergt, datt d'Leit iwwer hydraulesch Installatiounen Accès zu propperem Drénkwaasser kréien. Benotzergemeinschafte gi geschaf, also, d'Durabilitéit vun deene Projete gëtt duerch Dispositive garantéiert, déi speziell fir den Entretien sur place zoustänneg sinn. D'Handwierker kréien extra Formatiounen. Et gëtt och speziell drop opgepasst, datt déi lokal politesch Instanze Verantwortung fir de Service public vun der Waasserversuergung iwwerhuelen. Ëmmer erëm muss ee si drop opmierksam maachen, datt si do musse matagebonne ginn.

D'lokal Waasserversuergung dréit dann och zum Objektiv vun der Éducatioun an der Santé bäi. Oft musse besonnesch déi jonk Meedercher kilometerwäit all Dag goen, fir hirer Famill Waasser ze bréngen. D'Konsequenz dorauser ass, datt se net kënnen an d'Schoul goen. Duerch d'Installatioun vun enger lokaler an dezentraler Waasserversuergung gëtt dëse Wee staark reduzéiert an d'Kanner kënnen, wann dann eng Schoul sur place ass, och dovunner profitéieren.

Schlussendlech entscheet de Waasserproblem iwwer Krich a Fridden op dëser Welt. 2050 soll et néng Milliarde Mënschen op dëser Welt ginn. Bis dohi wäerten zwee Drëttel vun der Mënschheet e Mangel u Waasser hunn. Säit 2000 ass et scho 50 waasserbedéngte gewalttäteg Konfrontatioune ginn. Haut de Problem vum Waasser léise bedeit, de Krich vu muer évitéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir gesitt, een Zännrad muss an dat anert gräifen. Wat der Agrikultur, der Waasserversuergung an domadder der Ernährung déngt, erfëllt och gläichzäiteg en anert wichtegt Zil: de Klimaschutz, deen eisem Spriecher vun der Ëmwelt, eisem Marcel Oberweis, och ganz, ganz speziell um Häerz läit.

Hei droen d'Industrienatiounen an ëmmer méi déi opkommend Schwellelänner als Haaptverursaacher eng besonnesch Responsabilitéit a Saache Klimawandel, déi déi Drëtt Welt am éischten ze spiere kritt.

Wat notzt et eis haut, 1% vun eisem Räichtum an d'Entwécklungshëllef ze stiechen, wa muer déi Infrastrukturen, déi domadder opgebaut gi waren, duerch e Stuerm, eng Iwwerschwemmung oder eng extrem Dréchent zerstéiert ginn?

D'OECD mécht schonn zënter Joren op dës Problematik opmierksam, datt eis ambitiéis Entwécklungspolitik nëmmen da ka gräifen, wann och gläichzäiteg dem Klimawandel seng fatal Auswierkungen ofgeschwächt ginn. Duerfir musse mir de Problem vum Klimawandel net nëmme bei eis selwer, mä och an den Entwécklungslänner ugoen. Si kënne sech duerch hir geografesch Situatioun, hir staark Ofhängegkeet vun den natierleche Ressourcen an déi schwiereg klimatesch Bedéngunge ganz schwéier un de Klimawandel adaptéieren. An do musse mer usetzen.

Ech si frou, datt den Ëmweltschutz zu den Haaptstrategien an -orientatioune vun eiser Kooperatiounspolitik gehéiert. Konkret heescht dat zum Beispill, datt mer mussen eis asetze géint d'Ofholze vun de Bëscher, datt géint d'Versandung vun der Landschaft virgaange gëtt, datt d'Biodiversitéit erhale respektiv rekonstruéiert gëtt. Fir dat fäerdegzebréngen, mussen d'Mënschen op der Plaz sensibiliséiert ginn. Si musse léieren, sech un de Klimawandel unzepassen; si mussen deen néidegen Know-how, de Savoir-faire vermëttelt kréien.

An dësem Kontext ass et richteg, datt de Gesetzesprojet virgesäit, datt de Fonds de la Coopération au Développement och ka Programmer finanzéieren, déi déi technesch Capacitéite vun den Entwécklungslänner stäerken. Mat där Hëllef kënnen zum Beispill Formatioune finanzéiert ginn an och aner Mënschen eng Aarbechtsplaz kréien.

E Wuert zur Bildung. Primär Éducatioun ass och e Mënscherecht, wou der nach ganz, ganz vill haut net kënnen dervu profitéieren. Also bleift op deem Gebitt nach ganz villes opzebauen, wéi och an der Formation professionnelle.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng qualitativ héichwäerteg Politik setzt viraus, datt den néidege Suivi vun eise Kooperatiounsprojete gemaach gëtt. Durabilitéit, Effikassitéit an Transparenz musse garantéiert sinn.

Ech begréissen an deem Kontext ausdrécklech, datt de Gesetzesprojet 6261 d'Agrémentsdauer vun den ONGe vun engem op mindestens zwee Joer eropsetzt. An deem Kontext ass et och richteg, datt de Contrôle duerch d'Chamber - vun deem d'Madame Arendt scho geschwat huet - vum Fonds de la Coopération au Développement verstäerkt gëtt. D'Chamber kann duerch de Gesetzesprojet méi e groussen Ableck an d'Dépensen an d'Affectatioune vun dem Fong kréien. De Comité interministériel pour la coopération au développement kritt eng speziell Kompetenz, fir d'Kohärenz vun der Kooperatiounspolitik ze kontrolléieren.

Am Ufank vu menger Interventioun hunn ech de Lien Immigratioun a Kooperatioun gemaach. Eng éischt konkret Etapp kéint sinn, d'Compositioun vum Comité interministériel pour la coopération au développement ze iwwerdenken, well momentan weder e Vertrieder vun der Immigratioun nach vum Développement durable am Beräich vum Klimawandel vertrueden ass. All dëst sinn Elementer, déi an Zukunft d'Qualitéit vun der Kooperatiounspolitik stäerke kéinten.

Während den Travaux préparatoires vum Gesetzesprojet 6261 sinn nach eng Rei aner Elementer diskutéiert ginn, an ech ginn haut net dorobber an. Dat kann een alles an de Rapportë noliesen.

Am Regierungsprogramm ass virgesinn, datt d'Regierung am Kader vun de Marchés publics besonnesch derfir suerge wäert, datt Produkter aus dem fairen Handel kaf ginn. Datselwecht sollen och all d'Gemenge maachen, an och mir heibannen an dobaussen am Land solle méi dovunner profitéieren, well dat dierf keng Lettre morte bleiwen.

An eis Ministesch ass déi beschten Ambassadrice, fir d'Fairtrade-Produkter ze promouvéieren, an duerfir e grousse Merci.

Et ass och wichteg, datt d'Programmes indicatifs de coopération, also d'PICen, evoluéieren, datt se regelméisseg den neie Gegebenheeten um Terrain ugepasst ginn, datt nei Kritären au fur et à mesure vun der Evolutioun vun eiser Kooperatiounspolitik derbäikommen. Och dat ass eng Fuerderung vum Cercle des ONG.

Ech wollt domadder soen, datt et eis Flicht ass als Législateur, eis Gesetzer, déi mer stëmmen, an den Aen ze behalen an - esou wéi de Conseil d'État d'ailleurs gesot huet - ze evaluéieren, fir datt déi Suen, déi mer zur Verfügung stellen, beschtméiglech ugewannt ginn. Duerfir solle mer och verstäerkt dorobber setzen.

E besonnesche Merci gëllt och all deenen, déi sech an der Kooperatiounspolitik engagéieren. E grousse Merci geet selbstverständlech och u Lux-Dev, déi elo schonn zënter méi wéi 30 Joer onermiddlech zesumme mat de Beamte vun der Direction de la Coopération d'Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik um Terrain ëmsetzen.

Ech géif gären ofschléissend soen, datt den A an den O vun enger effikasser Kooperatiounspolitik ass, datt mer d'ONGen, déi enorm gutt schaffen, awer mussen drop setzen, datt se méi d'Synergien notzen, datt se hiert Wësse méi austauschen an datt mer domadder och méi effikass kënne ginn. E ganz gutt Beispill ass rezent ugefouert ginn, fir zum Beispill de Cercle des ONG mat allen Associatiounen, déi zesummen am Burkina Faso täteg sinn, ze rassembléieren an do gemeinsam Zukunftsprojeten ze promouvéieren.

Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll ofschléissend allen, alle Merci soen, déi sech säit Jorzéngten am Déngscht vu Mënschen an Nout an der Drëtter Welt engagéieren, allen Associatiounen hei am Lëtzebuerger Land an doriwwer eraus. An ech maachen en Appell un eis alleguerten, datt et derwäert ass, sech fir Mënschen an Nout ze engagéieren. Ech maachen och en Appell un de Service volontaire, datt mer méi Bénévoler fannen, déi op d'Plaz ginn an dat Wëssen, wat mir hei erléiert hunn, do de Leit um Terrain weidervermëttelen. Well wéi schéin huet de Raoul Follereau gesot: „Leben heißt, helfen zu leben. Man muss anderes Glück aufbauen, um selber glücklich zu sein."

An deem Sënn, Dir Dammen, Dir Hären, kommt, mir fuere weider an ënnerstëtzen eis Ministesch an der Entwécklungspolitik, well et ass derwäert! Ech kann lech et soen. Well wann een op der Plaz war an et huet een an där gréisster Aarmut mat Mënsche gelieft, da gëtt ee vill méi zefridden, wann een heemkënnt. An dann ass een och erëm motivéiert, aneren ze hëllefen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Frank, an als nächste Riedner ass den Här Helminger agedroen.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, ech géif fir d'Éischt emol probéieren, fir der Versuchung ze widderstoen, fir et quantitativ mat mengen zwou Virriednerinnen opzehuelen.

(Hilarité)

Well souguer am Kontext vun der Égalité des chances sinn ech der Meenung, datt et och qualitativ zur Substanz net ganz vill bréngt, wann elo e Mann grosso modo datselwecht géif soe wéi virun him zwou Fraen.

(Interruption)

Ech wëll just soen, datt ech mat deem, wat si gesot hunn, d'accord sinn. Ech mengen, ech kéint dat och am Numm vu menger Fraktioun soen an domat schonn undeiten, datt och d'DP dee Projet de loi hei wäert stëmmen.

Erlaabt mer awer, fir zwou oder dräi kuerz Remarquen ze maachen.

Eng éischt: Do geet et ëm d'Kohäsioun vun der Politik. Dat ass jo eppes, wat bemängelt ginn ass, och international vum Comité d'aide au développement vun der OCDE, dee gesot huet, mir missten derfir suerge vläicht, mat där generéiser Entwécklungshëllef, déi mer do géife maachen, datt mer do géifen derfir suergen, datt mer e bësse méi Kohärenz nach géifen dorannerbréngen an datt do de Comité interministériel ganz besonnesch gefuerdert wär.

Ech ginn dovun aus, datt dat jo eppes ass, wat dann och elo net hei am Gesetz zréckbehale ginn ass, wat awer net nëmmen d'Ministesch, mä alleguerten déi Ministeren, déi concernéiert sinn, zesumme kéinten ugoen, datt dee Comité ministériel erëm géif zum Liewen erwächt ginn.

Eng zweet kuerz Remarque iwwert d'Implikatioun vun de Gemengen. Et ass jo esou, datt mer net nëmmen déi offiziell Entwécklungshëllef hunn, mä datt sech enorm vill Engagement a gudde Wëllen um Terrain manifestéiert, wou Leit wierklech wëllen hëllefen - oft fënnt et forcément um Niveau vun de Gemenge statt - an déi adresséiere sech och ganz oft fir d'Éischt un d'Gemengen, fir ze soen, ob gehollef soll kënne ginn.

Ech mengen, mir begréissen dat, datt dat méiglech ass. Ech wëll awer als jo laangjähregе Buergermeeschter vun der gréisster Stad drop opmierksam maachen, datt ee soll virsiichteg sinn, wann ee selwer Projeten ugeet, well ech géif do behaapten, datt nëmmen déi allermannst esou opgestallt sinn, datt se och selwer kënnen derfir suergen, datt bei deem, wat do als Projet ugaange gëtt, datt een do déi néideg Ausdauer, deen néidegen Engagement, déi néideg Kompetenz virun allem huet, fir dat

dann och wierklech zum Erfolleg duerchzeéien.

Mir hunn an der Stad een oder zwee ganz erfollegräich Beispiller esou gehat. Et ass also net, fir ze soen: „Maacht et net!", mä just e Wuert vu Virsiicht. Et ass séier gesot: „Wéi wär dat esou flott, wa mer an engem Parrainage oder engem Jumelage oder wat och ëmmer géife kënnen hëllefen", mä et muss ee sech och sécher sinn, datt een dat och wierklech kann effektiv duerchzéien.

Zu de Kritären, wéi d'ONGen zougelooss gi sinn, wéi gesot, do hätte mer eis vläicht nach e bësse méi Transparenz gewënscht. Mä do soll jo e Règlement grand-ducal kommen, esou datt ech kann dervun ausgoen, datt dat geschitt.

Dann en allerlescht Wuert: Mir maachen eis jo mat där Entwécklungshëllef an der Welt ganz vill Frënn. Mir knäppen do Bindungen un, déi fir Lëtzebuerg ganz wäertvoll sinn. Ech géif just do soen: Kommt, mir sinn do net méi kathoulesch wéi de Poopst, a kommt, mir kucken, ob mer net op verschiddene Plazen, do, wou et sech praktesch ubitt... An ech denken do zum Beispill u Länner wéi de Vietnam oder de Laos, wou mer täteg sinn an déi elo iwwert dee Stadium eraus sinn, wou nach reng Entwécklungshëllef ubruecht ass, mä wou mer awer Relatioune geknäppt hunn, déi awer och elo emol vläicht wirtschaftlech kéinte vun Intérêt sinn, elo, wou déi och no Wirtschaftspartner sichen.

Ech mengen, och do, wann een do e bëssen an der Kohärenz an an der Kontinuitéit géif denken, da géif ee sech vläicht iwwerleeën, ob et zum Beispill elo sënnvoll ass, fir eventuell dach awer elo eng Kéier dee Bureau de la coopération am Vietnam zouzemaachen, fir dann zwee Joer drop ënnert dem „Luxembourg for Business" erëm e Büro opzemaachen. Also, ech mengen, do sollt ee sech vläicht iwwerleeën, ob do net e bësse Kontinuitéit méiglech wär.

Dat alles gesot, wéi gesot, géife mer dee Projet hei mat grousser Freed stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Helminger. An elo kritt den Här Marc Angel d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, gläich am Ufank wëll ech dem Nancy Arendt, eiser Rapportrice, Merci soe fir hire gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, awer och fir hiren onermiddlechen Asaz, besonnesch wa mer an der Kommissioun iwwer Froe vu Kooperatioun an humanitärer Hëllef schwätzen.

Dëse Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, entsprécht dem Regierungsprogramm vun 2009, wou ebe ganz kloer drastoung, dass d'Gesetz vu '96 soll reviséiert ginn. D'Regierung huet dat Engagement och geholl, genau zwee Joer nodeems ons Kolleegin Lydie Err an ech am Numm vun der LSAP eng Proposition de loi déposéiert haten, fir dat 96er Gesetz ze modifizéieren.

D'96er Gesetz huet et laang erlaabt, dass ons Kooperatioun sech - an et ass virdru gesot ginn - quantitativ a qualitativ formidabel entwéckele konnt, fir dass mer mat der Entwécklungshëllef op deem exemplareschen Niveau ukomm sinn, wou mer haut sinn.

Wéi d'Lydie Err an ech deemools ons Proposition de loi redigéiert hunn, ass et ons drëms gaangen, ons Législatioun iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht ze aktualiséieren an d'Transparenz ze renforcéieren an awer och, fir d'Zesummeschaffen zwësche Chamber a Ministère weiderzëentwéckelen an ze verdéiwen.

Wann een deen Exposé des motifs vun der Proposition de loi, awer och dee vum Projet de loi, liest, da versteet een, dass zwësche '96 an haut um Plang vun der Kooperatiounspolitik villes geschitt ass an dass et effektiv elo noutwendeg war, dat 96er Gesetz der Praxis an der Realitéit vum Terrain unzepassen. Ons Kolleegin Nancy Arendt schreift dat och an hirem schréftleche Rapport. A mir vun der LSAP-Fraktioun sinn och hirer Meenung, dass am Fong d'Gesetz vun 1996 a senger Essenz net a Fro gestallt ass.

An de leschte 16 Joer, säit 1996, huet also eis Kooperatiounspolitik sech peaufinéiert. Awer scho véier Joer virdrun, 1992, wéi mer dem CAD bäigetruede sinn, ass déi formidabel Evolutioun ugaangen. De Volume ass gestiegen. Ech brauch et net ze widderhuelen; d'Madame Frank huet eis dat en détail erkläert.

Och déi qualitativ Verbesserung, do wëll ech lech elo hei Zäit spueren, déi ass vun de Virriedner exzellent ervirgestrach ginn, esou dass ech concluéiere kann…

(Interruption et hilarité)

…op deem dote Punkt - op deem dote Punkt! -, dass mer wierklech säit '96 gutt virukomm sinn an dass mer elo effektiv mat deem neie Projet d'Gesetz dem Terrain upassen, och besonnesch, fir ganz kloer no baussen ze weisen, wat d'Objektiver vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik sinn a wéi se fonctionnéiert.

Mat der Virbereedung vun dëser Ried hunn ech nach eemol de Compte rendu analytique vun der Sitzung hei vum 25. Mäerz 2009 nogelies. Dat war déi Sitzung, wou d'Madame Err an ech eis Proposition de loi virgestallt hunn ulässlech der jährlecher Kooperatiounsdebatt. An ech hat schonn deemools probéiert kloerzestellen, dass onsen Text net a Stee gemeesselt ass an dass d'Absicht virun allem déi war, fir méi schnell zu enger Adaptatioun vum 96er Gesetz ze kommen, déi mir och deemools fir noutwendeg fonnt hunn.

No fruchtbaren Diskussioune mat der Ministesch stellen ech fest an ech freeë mech, dass mer haut kënnen iwwer e Gesetzesprojet ofstëmmen, deen eis Zilsetzunge vun deemools erfëllt.

Ech ka mech awer och drun erënneren, dass den deemolege Minister am Mäerz 2009 éischter mat gemëschte Gefiller op eis Proposition de loi reagéiert hat. Hie war d'accord, dass eenzel Punkten am Gesetz vu '96 der heiteger Praxis net méi entspriechen, besonnesch wat d'Aide humanitaire betrëfft. Doriwwer eraus hat hien awer net wierklech d'Noutwendegkeet gesinn, méi am Detail am Gesetz d'Ziler, d'Strategien a Prinzipië vun onser Kooperatiounspolitik festzeleeën.

Dës Haltung huet sech och nach e bëssen am initiale Projet de loi 6261, deen d'Ministesch den 9. Mäerz 2011 déposéiert huet, erëmgespigelt.

Hei si virun allem déi Punkten am Gesetz adaptéiert ginn, déi net méi der aktueller Praxis entsprach hunn. De Statsrot huet dofir a sengem éischten Avis vum 5. Juli 2011 bedauert, dass de Projet net méi ambitiéis ausgefall wär a just punktuell Ännerunge géif virhuelen. An ech mengen, an déiselwecht Kerb huet och den Avis vum Cercle des ONG gehaen, dee virun allem eng Referenz op d'Cohérence des politiques vermësst huet.

Ech mengen, dass déi Bedenken, déi op där enger an op där anerer Säit bestanen hunn, zënterhier beisäitgeraumt gi sinn. Aus den Diskussiounen, déi d'Madame Err an ech am Verlaf vum Joer mat der Madame Minister haten, huet sech gewisen, dass et am Fong vun der Saach keng Differenze gëtt. Mir freeën eis also haut, dass mer mat deem Projet hei och eng Rei Amendementer unhuelen, déi wierklech gutt sinn an och, mengen ech, vu praktesch all Mënsch an der Kommissioun begréisst gi sinn.

Et war eis och wichteg, am Gesetz selwer méi däitlech ze maachen, wéi gesot, wat d'Ziler vun onser Kooperatioun sinn a wat fir eng Moyenë mer dofir asetze wëllen an no wat fir enge Prinzipië mer schaffen. Mir stëmmen also haut iwwer e Gesetz of, wat och der Suerg vun der Ministesch Rechnung dréit, dass mer den Text esou formuléiert hunn, dass mer zukünfteg Evolutiounen am Beräich vun der Entwécklungshëllef kënnen integréieren, ouni dofir direkt erëm Ännerungen am Gesetz virhuelen ze mussen.

E wichtegen Diskussiounspunkt war natierlech dee vun der Cohérence des politiques. Et ass en Argument, dat ganz regelméisseg ugeschwat gëtt, wann et ëm Entwécklungszesummenaarbecht geet. Wann een den Impakt kuckt, dee verschidde Politikberäicher op d'Situatioun an den Entwécklungslänner hunn, da muss een natierlech zouginn, dass Entwécklungshëllef oft nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass an dass eenzel Décisioune vun den Industriestaten an der Aussenhandelspolitik oder Klimapolitik, Landwirtschaft - et ass virdru gesot ginn - zum Deel dat zerstéiere kënnen, wat mer mat Entwécklungsgelder opgebaut hunn.

Et ass awer och richteg, dass d'Aarmut an allen Entwécklungslänner ënnerschiddlech Ursaachen huet an d'Industriestaten net eleng schold sinn um Misär vun der ganzer Welt. An et ass och normal, dass mir als Lëtzebuerger Interessen hunn, déi genausou legitim si wéi déi vun onse Partnerlänner.

Dass et do Interessenskonflikter gëtt, ass normal. An et ass eben dofir wichteg, sech Gedanken ëm d'Kohärenz an der Politik ze maachen, fir zumindest do, wou et méiglech ass, kontraproduktiv Iwwerschneidungen ze verhënneren. Mir verstinn och, dass d'Ministesch op deem Punkt eng begrenzte Kompetenz huet an net eleng kann Décisiounen treffen, déi iwwert d'Kooperatiounspolitik erausginn. Si huet eis awer an der Kommissioun versécher, dass an der Regierung Gespréicher an deem Sënn stattfannen, wa sech eng Situatioun ergëtt, wou deem enge seng Décisioun sech negativ op deem anere säi Politikberäich kéint auswierken.

Mir sinn och dofir frou, Madame Ministesch, dass d'Motioun vun der Cohérence des politiques awer am Kader vun enger Rei Amendementer an d'Gesetz ageschriwwe gouf, fir dass et och no baussen ze gesinn ass, dass dës Iwwerleeunge gemaach ginn a wat fir eng Konklusiounen doraus gezu ginn.

Domat wären zwee vun dräi Ziler erreecht, déi d'Lydie Err an ech am A haten, wou mer eben dës Proposition de loi geschriwwen hunn. D'Gesetz gëtt mat dësem Projet de loi un déi aktuell Praxis ugepasst. An et léisst eis no bausse méi kloer erkennen, wéi gesot, wat d'Ziler an d'Strategien an d'Prinzipië vun onser Politik sinn.

En drëtt Zil war et, d'Chamber méi staark an d'Kooperatiounspolitik matabannen ze kënnen. D'Resultater vun der Kooperatiounspolitik gesi mer emol net ëmmer direkt virun eiser Hausdier. A mir hunn och keen direkte Kontakt mat de Bénéficiairen. Dat ënnerscheet d'Kooperatiounspolitik vun allen anere Politikberäicher. Et wär fir d'Deputéiert immens einfach, dëse Sujet lénks leien ze loossen, zemools well iwwert déi Projete keng Gesetzer hei an der Chamber gestëmmt ginn an och just eemol am Joer eng Ried hei vun ons verlaangt ginn ass, wéi dat eben all Joers war.

Ech wëll awer domadder net soen, dass d'Regierung an dëser Fro eist Vertrauen net verdéngt hätt, au contraire. Et gëtt hei eng ganz exzellent Aarbecht geleescht an dat gëtt eis jo och um internationale Plang bestätegt. Et geet mir virun allem drëms, dass den Desinteressi an d'Indifferenz e Risiko fir dës gutt Politik duerstellen, well een dat, wat een net interesséiert an net versteet, och manner bereet ass ze ënnerstëtzen.

D'Lydie Err an ech hunn eis dofir Gedanke gemaach, wéi een de Sujet Entwécklungszesummenaarbecht méi präsent kéint an der Chamber halen. Zum engen, schéngt et mer, si schonn eng ganz Rei Schrëtt an déi richteg Richtung gemaach ginn, zum Beispill andeems mer d'Ried vun der Kooperatioun an den Hierscht verluecht hunn, nodeems mer am Juli de Rapport vum Ministère virgestallt kréien, am September d'Assisë vun der Kooperatioun an dann ee Mount duerno hei den Débat hunn, esou dass déi Evenementer net lassgeléist vuneenee stattfannen.

Doriwwer eraus läit et natierlech och un eis, un der Kommissioun oder och hei un der Plénière, iwwer eenzel Aspekter vun der Kooperatioun ze diskutéieren. Dat sollt menger Meenung no méi systematesch gemaach ginn, zum Beispill wa mer d'PICen ausschaffen. Och do si scho gutt Usätz gemaach ginn, mä dat kënne mer an Zukunft nach sécher verdéiwen. Et freet mech, dass d'Madame Minister ëmmer an d'Kommissioun komm ass, wann déi lescht PICen diskutéiert gi sinn a presentéiert gi sinn.

Ech denken awer och zum Beispill elo un déi Situatioun, wéi se am Mali ass. De Mali ass eent vun eise Partnerlänner. Dir wësst, dass et virun e puer Deeg do zu engem Putsch koum. Mir hunn do Projete lafen. Eis Agence Lux-Development huet do Leit um Terrain. D'Madame Ministesch, mengen ech, huet an der Press schonn e puer Informatioune ginn. Et wär vläicht interessant, wann Der eis kéint soen,…

(Interruption)

…wou mer do mat eise Projeten dru sinn.

No den Diskussiounen, déi mer also an der Kommissioun haten, si mer d'accord, dass d'Instrument vum PIC just generell am Projet de loi agesat ass, well jo effektiv d'Terminologien an deem Beräich kënne ganz schnell änneren.

Mir waren och vun Ufank u mat der Ministesch enger Meenung, dass näischt soll an d'Gesetz ageschriwwe ginn, wat et herno kéint schwéier maachen, wann um internationale Plang nei Konferenze sinn, nei Projete sinn, wa mer eis do un Entwécklunge missten upassen. Dofir hu mer och net d'Déclaration de Paris, Accra nominativ am Gesetz dran. An et ass och gutt esou.

Mir als LSAP sinn zur Konklusioun komm, dass d'Kooperatiounsgesetz net déi richteg Plaz wär, fir eppes iwwert d'Kompetenze vun de Gemengen ze schreiwen. Dat bedeit net, dass ee sech net iwwert d'Roll vun de Gemengen an der Kooperatiounspolitik soll Gedanke maachen. Et kann ee gedeelter Meenung driwwer sinn, ob d'Gemengen iwwerhaapt an deem Domän aktiv solle sinn oder net.

Et ass awer e Fakt - an ech mengen, de Paul Helminger huet et virdrun ugeschwat -, dass vill Gemenge sech an där enger oder anerer Form un der Entwécklungszesummenaarbecht bedeelegen. Perséinlech fannen ech dat och gutt, well d'Gemenge sinn no um Bierger an e wichtege Multiplicateur a kënnen deemno e wichtege Bäitrag leeschten, fir d'Leit ze sensibiliséieren a mat guddem Beispill virzegoen, andeems se hir Solidaritéit mat de Leit an der Drëtter Welt zum Ausdrock bréngen.

D'Gemenge sinn natierlech autonom. An et geet mir hei net drëms, dass de Ministère hinne soll Virschréfte maachen. Et geet mer drëms, dass all Gelder, déi an d'Kooperatioun gestach ginn, méiglechst effizient solle genotzt ginn an dass d'Gemenge genausou wéi d'ONGe sollte kënne vum Wëssen a vun den Erfahrungen, déi de Ministère huet, profitéieren.

Doriwwer eraus wär et wichteg a gutt, wann den Austausch zwësche Ministère an de Gemenge kéint verstäerkt ginn, fir besser ze gesinn, wou d'Gemengen eng echt Plus-value kënne bréngen, net dass et zum Risiko kënnt, fir en Double emploi mat aneren Acteuren ze maachen. D'Assisë vun der Kooperatioun wären e gudde Kader.

Da wollt ech nach eng lescht Remarque maachen. Iwwerhaapt betrëfft d'Cohérence des politiques jo net nëmmen d'Regierung. All Acteur soll sech domat ausenanersetzen, wat anerer maachen a wéi déi eegen Aktivitéite sech mat aneren ergänzen. D'Assisë sinn effektiv dofir eng flott an interessant Plattform, déi deen Austausch fördere kann a wat hoffentlech och derzou féiert, dass ee bei deem engen a bei deem anere gutt Iddien iwwerhuele kann an dann déi „best practices" duerchsetze kann.

An elo kommen ech zur Konklusioun, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Als Konklusioun wollt ech soen, dass d'Gesetz eleng nach laang net iwwert d'Qualitéit an den Engagement an der Kooperatiounspolitik bestëmmt. E Gesetz soll awer e Kader schafen, an deem dësen Engagement sech kann entfalen, a Prinzipië festleeën, déi d'Reflexioun iwwert d'Qualitéit orientéieren.

Mir vun der LSAP-Fraktioun sinn dofir frou, dass d'Gesetz vun 1996 elo ugepasst ass an dass esou vill vun eisen Iddien doranner konnten erafléissen. Dofir freeën ech mech, dass mer dëst Gesetz elo haut hei zu spéider Stonn kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Angel. An als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Fir d'Éischt wollt ech mäi Kolleeg Félix Braz entschëllegen, deen ass haut op Bréissel bei de Conseil de l'Europe. Ech wollt dat awer soen, well déi Aarbecht, déi ech hei virstellen, dat ass seng Aarbecht. An ech wollt fir d'Éischt a mengem Numm an am Numm vum Félix der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente Rapport zum Gesetz an dat villt Engagement, mat deem si dësen Dossier an der Kommissioun virugedriwwen huet.

En décke Merci och dem Statsrot, deen en zolidd motivéierten Avis gemaach hat. Dësen Avis huet schlussendlech derzou bäigedroen, datt d'Gesetz op enger Rei Punkten nach konnt verbessert ginn.

Erlaabt mer, och e puer Wuert zur Geschicht vun dësem Text ze soen, ier ech dann d'Positioun vun der grénger Fraktioun duerleeën. D'Madame Arendt huet dat schonn ausféierlech gemaach, duerfir halen ech mech do ganz kuerz. Dat éischt Gesetz, dat ee konnt Kooperatiounsgesetz nennen, ass aus dem Joer 1982. Deemools goung et virun allem ëm d'Leit, déi an der Kooperatioun aktiv waren. 1985 da koum et zum éischte groussen ëmfaassende Gesetz. Deemools war de Robert Goebbels Statssekretär an hien huet dat Gesetz a ganz enker Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft ausgeschafft. An esou koum et dann och sécher zu deem gudde Gesetz, wat bis 1996 duergehalen huet an dunn eng éischte Kéier iwwerschafft gouf.

Ronn zéng Joer méi spéit dann, no de Wahle vun 2004, war et erëm esou wäit, datt dat Gesetz hätt sollen iwwerschafft ginn, well et eigentlech zu deem Zäitpunkt a senge wesentlechen Elementer 20 Joer al war a well d'Kooperatioun zu Lëtzebuerg an deenen 20 Joer sech enorm entwéckelt hat. 2004 hate mer och een Niveau vun Dépensen an d'Strukturen opgebaut, déi et erlaabt hätten, e substanzielle Schrack virunzegoen. Awer déi Regierung vun 2004 an notamment de Minister Schiltz wollten net!

Virun de Wahle vum Joer 2009 hunn dunn d'Deputéiert Err an Angel eng eege Propositioun eragereecht. Dëst war zwar kee fäerdegen Text, et war éischter eng Serie Denkustéiss, mä et waren interessant Denkustéiss a mir hätten déi gären an dësem Gesetz erëmfonnt. Leider huet et awer och dës Kéier um politesche Wëlle gefeelt, fir dës interessant Iddien och ëmzesetzen.

Wat mer elo hei leien hunn, ass éischter eng Verwaltungsreform wéi déi néideg nei Orientatioun vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, 20 Joer no Rio a kuerz virum Enn vun där Period, déi mer eis ginn haten, fir d'„Millennium development goals" ze erreechen. Erlaabt mer, kuerz opzezielen, wat eis an dësem Gesetz feelt; an ech beschränke mech elo op déi Punkten, déi och net am Avis vum Statsrot erwähnt sinn.

Éischtens: Et ass gutt, an dat ass och scho gesot ginn, datt d'Cohérence des politiques pour le développement elo Agank an d'Gesetz fonnt huet. Et geet jo dorëms ze kucken, ob mer an den diverse Politikberäicher wéi Landwirtschaft, Steierpolitik, Klimapolitik, europäesch Fëschereipolitik an esou weider net déi Ziler torpedéieren, déi mer an der Kooperatioun wëllen erreechen. Et geet dobäi also ëm handfest Interessenskonflikter, tëschent deene muss tranchéiert ginn. Et ass also gutt, datt dësen Usaz sech am Gesetz erëmfënnt.

Awer et kann net d'Aufgab vun engem Comité interministériel sinn, sech dëse Froen ze widmen. Et geet hei ëm politesch Froen. Do muss de politesch Verantwortlechen aus dem Beräich Kooperatioun de Lead iwwerhuelen, an net seng Beamten! Esou wéi dat elo hei virgesinn ass, komme mer op kee gréngen Zweig.

Zweetens: An der Propos vun den Deputéierten Err an Angel huet eis och besonnesch gutt déi Iddi gefall, datt all Accord indicatif de coopération, also all groussen Accord mat engem Pays prioritaire, als Gesetz déposéiert misst ginn. Dat gëtt eis d'Geleeënheet, eng breet Diskussioun ze féieren, a virun allem géif et de Rôle vun de Parlamenter an der Kooperatioun stäerken. Grad dëst ass e Volet, dee leider ënnert den Dësch gefall ass!

Wéi kënne mer wierklech zu enger dezentraliséierter Kooperatioun kommen: D'Regierung vun hei mat der Regierung vun engem méigleche Partner op der Plaz, d'Parlament vun hei mat dem Parlament op der Plaz an d'ONGe vun hei mat den ONGe vum Terrain.

Drëttens: Bei dëser Opzielung hunn ech elo bewosst den Niveau vun de Gemengen erausgelooss, well deen en eegent Kapitel wäert wier, mä och dat Kapitel feelt komplett an dësem Gesetz. Dobäi ass et mëttlerweil esou, datt zu Lëtzebuerg eng sëlleche Gemenge mat méi oder manner Engagement a mat méi oder manner Kompetenz sech och am Beräich Kooperatioun engagéieren. De Paul Helminger ass scho kuerz och op dee Sujet agaangen. Wier et net bei dësem Gesetz d'Geleeënheet gewiescht, sech domadder auserneenzesetzen an do Neel mat Käpp ze maachen? Dëst hätt der Lëtzebuerger Kooperatioun gutt zu Gesiicht gestanen.

Véierten a leschte Punkt, wou ech wëll drop agoen: Dëst Gesetz wier och eng gutt Geleeënheet gewiescht, sech emol Gedanken ze maachen, wat dann haut nach ënnert dem Konzept vun engem „pays en voie de développement" ze verstoen ass. Gëtt et och Länner, déi hir Entwécklung schonn ofgeschloss hunn? Dëst Gesetz hätt kënnen d'Geleeënheet sinn, fir och de Partnerlänner e Matsproocherecht ze ginn. E Matsproocherecht, wat an eisem Gesetz verankert wier, beispillsweis, datt déi national Parlamenter aus de Partnerlänner och sollten en Avis ofginn zu de PICen - also zu de Programmes indicatifs de la coopération - an datt mer déi dann och hei géifen diskutéieren.

Mir fannen dëst Gesetz vill ze wéineg ambitiéis! Et ass eng verpasste Chance, fir och d'Lëtzebuerger Kooperatioun an d'21. Jorhonnert ze hiewen. Duerfir wäerten déi gréng sech beim Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och mir soen der Madame Rapporteur villmools Merci fir hire ganz komplette Rapport. Si wor besonnesch komplett, wou et drëm gaangen ass, d'Madame Minister ze luewen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Dat hutt Dir net gären, gell!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Neen, wéi hutt Der dat geroden?

Mir bedaueren, datt d'Règlements granducaux net virleien. Normalerweis géife mer scho mengen, datt, wa mer e Gesetz stëmmen, mer sollten déi Texter hunn. Déi hu mer haut net. Mä dëst Gesetz bréngt e puer kleng technesch Prezisounen a Verbesserungen, an dofir stëmmt d'ADR och net géint dat Gesetz.

Et ass och gutt, datt mer déi humanitär Hëllef ernimmen, datt mer gewësse Prezisoune bei de Sozialversécherungen abauen. An ech benotzen och déi Geleeënheet ganz gär, fir all deene Merci ze soen, deenen Organisatiounen an deene Leit, déi sech um Terrain wierklech direkt engagéieren, fir do wierklech dacks ganz nëtzlech a schwéier Aarbecht ze leeschten.

Mä et gëtt och eng Rei vu Kritiken, an déi wëlle mer hei och an d'Diskussioun abréngen. Et wär vläicht falsch, wa mer all nëmme géife luewen an net och déi Saach mat enger gewëssener Objektivitéit emol ugoen.

Dëst Gesetz ass eng verpasste Chance! D'Entwécklungshëllef gëtt nach ëmmer mat enger Zort vu Messianismus hei gesinn, eng Aufgab, an där mir Lëtzebuerger an déi grouss wäit Welt fueren, fir déi aner Gesellschaften no eisem Modell ze verbesseren. Dat ass net grad bescheiden! Och dat éischt Zil vun dësem Gesetz ass net grad bescheiden, wa mir soen, dat Zil vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef wär emol direkt d'Éradicatioun vun der Aarmut an der Welt. Loosse mer emol een Abléck d'Problemer vergiessen, déi sech ëm d'Definitioun vun der Aarmut do strécken. Mä, beim beschte Wëllen, de Kampf géint d'Aarmut an der Welt ass emol un éischter Plaz d'Aufgab vun deene Regierungen an deene Länner, wou d'Leit aarm sinn. Et ass deenen hir Verantwortung un éischter Plaz! An dat steet néierens.

Et ass gradesou wéi mam Honger. Den Honger an der Welt ass, wann een d'Saach analyséiert, dacks d'Resultat vu schlechter Gouvernance an deene betraffene Länner, vun ongerechte soziale Verhältnisser, vu Kulturen, déi ganz anescht si wéi eis Opfaassungen, vun Ausbeutung a Korruptioun. Ech mengen, dat ass einfach eng Facette. Mir sollen eis net d'Schold un allem ginn an der Welt. Mir kënne sécher hëllefen, mä déi aner stinn emol éischtens selwer an hirer Verantwortung!

Da gesi mir, d'ADR, d'Entwécklungshëllef realistesch. Bei allem Gudden, wat si leescht, a si leescht vill Guddes, ass d'Entwécklungshëllef fir eis awer och ëmmer en Handlungsmodus am Kader vun eiser Baussepolitik. Si muss eisen Interessen déngen a sech aschreiwen an en diplomatescht Gesamtkonzept fir eis Relatioune mat eise Partnerlänner. D'Entwécklungshëllef muss sech och an e sécherheetspolitesche Kader aschreiwen.

Op anere Plaze bekennt sech jo och eis Regierung zu dëser Politik vun de sougenannten „dräi D"en: Développement, Diplomatie, Défense. Den Här Halsdorf, CSV, ënnersträicht dat ëmmer. D'Gesetzesprojete vun der Madame Jacobs, CSV, do steet näischt dovunner dran. Dat ass net kohärent! Wa mer vu Kohärenz vun de Politike schwätzen, dann hätt ech emol gär eng Kohärenz an der CSV. Dat wär e Progrès, och am Dossier „Fëmmen", am Dossier „Tram" an a villen aneren och! Also mir hätten eis erwaart, d'Konzept vun den „dräi D"en an dësem Gesetz erëmzefannen.

Fir d'ADR ass et kloer, datt esou e risege Budget wéi deen hei och muss eisen Entreprisen zeguttkommen. Et ass kee Verbrieche géint d'Mënschlechkeet, fir eise Betriber d'Méiglechkeet ze ginn, fir mat un der Entwécklungshëllef ze verdéngen. Dat mécht all Land, ausser eisem. An déi aner hunn domat recht, an net mir! Mir vertrieden als ADR, datt mir net nëmme sollen net gebonnen Hëllef leeschten - dat kënne mer och maachen -, awer eben och gebonnener, fir eis Entreprisen ze ënnerstëtzen, notamment an Zäite vun ekonomesche Problemer, notamment an Zäiten, wou mer e Problem vu Chômage hunn, dee beandrockend héich ass. An ech mengen, do hätt dës Politik och kënnen e Bäitrag leeschten.

Ech froe mech, wat den Aarbechtsminister an de Wirtschaftsminister an engem Conseil de Gouvernement soen, wou Dir hei en Text proposéiert an eng Politik bedreift, wou nëmmen net gebonne Politik (veuillez lire: net gebonnen Hëllef) proposéiert gëtt an aner Ministeren derniewent sëtzen an dat duerchgoe loossen, fir esou eppes ze maachen. Bei eis wär dat net méiglech!

An deene besonnesch wirtschaftlech schwieregen Zäite muss d'Entwécklungshëllef genee wéi all anere Politikberäich hannerfrot ginn. Heibannen erënnere sech der bestëmmt nach vill drun - sollte sech op jiddwer Fall drun erënneren -, wat gesot gouf, wéi mer sengerzäit vun 0,7% vum Bruttonationalakommes op 1% vum Bruttonationalakommes eropgaange sinn deemools. Notamment vum Minister Goerens ass gesot ginn, da kënne mer jo erëm erofgoen op 0,7%, wann d'Zäiten da méi schlecht ginn. Mir hunn den Androck, datt d'Zäite schlecht sinn an datt et elo un der Zäit ass, fir erëm erofzegoen op dat politescht Zil, wat mer als internationalen Engagement hunn: Dat ass 0,7, dat ass net 1,plus!

Op wat waarde mir, fir kënnen erofzegoen op déi 0,7? Mir missten och emol eng Kéier hei soen, datt Kritik un der Entwécklungshëllef muss och mat Toleranz a Versteesdemech gesi ginn. Ech wor selwer - an ech mengen, vill Kolleegen heibannen och - getraff, wéi dëser Deeg eng Situatioun wor, wou eng Gewerkschaft hei am Land Kritik un der Entwécklungshëllef geäussert huet an un där Iddi, fir Lëtzebuerg an den UNO-Sécherheetsrot ze bréngen, an dann ass ee Minister vun der LSAP, deen da seet, dat wär net akzeptabel, an e verbitt praktesch der Gewerkschaft de Mond an associéiert dat nach mat enger Zort vu Chantage, fir ze soen, e géif den Accord salarial net ënnerstëtzen, wann esou eng Kritik géif widderholl ginn.

Eleng dat ass e Grond, fir hei déi Kritik ze widderhuelen. Si ass an eisen Ae vollkomme berechtegt, an eng Erpressung duerch e Minister ass einfach net akzeptabel!

D'Zäit wär also komm, fir an der Entwécklungshëllef och ze spueren. A wann een dat Gesetz hei kuckt, wat gesi mer? Hei ginn déi Kontributioune vun der Regierung vun 200% op 400% erop. Dat ass net grad, wat mir géifen nennen: e Spuereffort. An och, fir d'administrativ Käschte vun den ONGen a Form vun engem Subsid aus dem Fong vun der Entwécklungshëllef ze bezuelen, dat ass och kee Spuereffort. Et ass och net transparent.

Eng Netregierungsorganisatioun - an dat ass jo de Fall hei -, eis Netregierungsorganisatioune ginn de facto ëmmer méi vun der Regierung bezuelt. An da muss ee sech froen: Sinn dat nach Netregierungsorganisatiounen? Wéi ass et mat hirer Onofhängegkeet géintiwwer der Regierung? A rutsche mer net lues a lues vun engem Secteur vun Netregierungsorganisatiounen an ëmmer méi e grousse parastaatleche Secteur eran?

Ech mengen, dat ass eigentlech déi Situatioun, an där mer hei am Land elo sinn. Vläicht ass dat jo och gewollt, politesch gewollt.

Ech mengen, mir mussen eis all Kéiers d'Fro stellen, wann et ëm Subventioune geet, ëm Subsiden, ëm Konventiounen, wou vill Sue fléissen, ob net och ëmmer déi Partei, déi déi Sue verdeelt, en elektoralen Interessi domadder verbënnt. Ech mengen, dacks kann een dat net ganz vergiessen, an dofir - dofir! - ass et ganz wichteg, op eng perfekt Transparenz an esou Dossieren ze insistéieren.

Ech wëll net insinuéieren, datt eppes Falsches geschitt. Mir hu jo e System vun Auditen an esou weider, mä ech wëll awer insistéieren op eng perfekt Transparenz.

Ech fille mech onwuel. Ech ginn Iech een eenzegt Beispill: D'Caritas, déi mécht vill Guddes, do ass keen Zweifel. Ech mengen, déi huet an deene leschte Joren ënner zwee CSV-Ministeren - Ärem Virgänger, dem Här Schiltz, an Iech selwer - iwwer 53 Milliounen Euro an deem do Beräich kritt. An den Direkter vum Conseil d'administration vun der Caritas ass och eng wichteg Perséinlechkeet am Grupp Saint-Paul, an de Grupp Saint-Paul ass dofir bekannt, datt e säiteweis Gratispropaganda fir d'CSV mécht.

Ech maache just dorobber opmierksam. Jiddweree kann déi Konklusiounen zéien, déi e wëllt. Ech fannen esou Situatiounen net ganz iwwerzeegend.

(Interruption)

Här President,…

(Interruption)

Jo, Dir wësst jo…

(Interruptions diverses)

Ah, bezuelt Dir all déi Artikelen, déi iwwer Sectiounsréuniounen - mat Fotoen -, iwwer Sectiounsgeneralversammlungen am „Lëtzebuerger Wort" vun der CSV erschéngen?

(Interruption)

Wou sinn dann d'Reportagen iwwert d'LSAP oder déi gréng oder d'DP am „Lëtzebuerger Wort"? Wësst Der, wéi et ass? An dat hat ech och op eisem Kongress gesot. Ech soen Iech, wéi et ass: D'kathoulesch Kierch méssbraucht hei hir Zeitung, fir Reklamm ze maachen, Gratisreklamm fir d'CSV. Dat ass net akzeptabel!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Wat huet dat da mat der Kooperatioun ze dinn?

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Sou, elo komme mer zréck op dat Gesetz.

(Interruptions diverses)

Jo, et ass awer gutt, fir dat emol hei heiansdo ze soen. Et muss gesot ginn.

An dann hu mer hei de Problem mat den europäeschen Texter, wou mer op eemol d'Nationalitéit vun den ONGen eraushuelen. Firwat huele mer d'Nationalitéit vun den ONGen eraus? Wat geet dat d'Europäesch Kommissioun iwwerhaapt un?

Natierlech soll d'Lëtzebuerger Regierung déi lëtzebuergesch ONGen ënnerstëtzen, déi an der Entwécklungshëllef aktiv ginn, net déi bulgaresch an net déi finnesch. A wann déi wëllen hei iwwert de Lëtzebuerger Fong Sue kréien, da solle se hei eng A.s.b.l. vu Lëtzebuerger Recht grënnen an da kënne se jo den Agrément kréie wéi all déi aner och. An dann hu mer och herno keng juristesch Problemer, wann et drëm geet, fir de Contrôle financier ze maachen, mam Siège effectif a mat anere Froen, déi dann administrativ awer vu Bedeitung sinn.

Ee Kompliment wëll ech der Regierung awer maachen. Ee Kompliment muss ech hir maachen.

Plusieurs voix.- Aaaah!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Si gëtt zou an dësem Gesetz, datt, wa mir se net zwéngen, hir Promessen anzehalen, da mécht se et net. Well hei am Gesetz steet jo: «Le Grand-Duché de Luxembourg…» - wou mir als Chamber der Regierung soen, datt se muss hir Versprieche respektéieren - «…respecte les engagements et tient compte des objectifs…» an esou weider.

Ech hunn nach zwouanenghallef Minutten, Här President, well ech eng Motioun déposéieren.

Dofir froen ech mech, ob mer net och emol eng Kéier hei proposéieren, fir e Gesetz ze stëmmen, datt d'Regierung och hir national Engagementer misst anhalen, zum Beispill am Dossier Upassung vun de Steiertabellen un den Index…, un d'Inflatioun, pardon. Do hate mer jo och eng Diskussioun viru Kuerzem.

(Interruptions diverses)

Ech wëll nach op ee Punkt an deenen…

(Interruptions et brouhaha)

…zwouanenghallef Minutten, déi ech hunn…

M. le Président.- Här Kartheiser, Dir hutt elo nach genau eng hallef Minutt, an dann déposéiert Der Är Motioun an da kënnt Der nach zu der Motioun schwätzen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Ech kommen op d'Motioun, an do geet et ëm d'PICen. D'PICen, déi Programmes indicatifs de coopération, dat sinn international Traitéen, Artikel 37 vun der Constitutioun. Et gëtt Jurisprudenzen, an ech maachen Iech op déi opmierksam, déi stinn och am Kompendium iwwert d'Constitutioun dran. Et ass en Arrêt vun der Cour vun 1960 an ee vun der Cour de cassation vun '61, déi kloer soen, datt d'Form vun esou engem Traité net ofhängeg ass vun der Nécessitéit ze ratifizéieren, fir datt esou en Accord iwwerhaapt ka gülteg sinn.

Ech mengen, den Här Angel weess, vu wat ech schwätzen, well hien hat jo och e bëssen an déi Richtung geduecht.

Mir denken, datt all PIC muss ratifizéiert a publizéiert ginn an der Chamber, an an deem Sënn wëll ech hei eng Motioun déposéieren, déi och fënnef Ënnerschrëften huet, déi ganz kloer seet, datt de PIC en internationalen Traité ass - c'est un fait! - an och protokollaresch an der Hierarchie souguer net méi an net manner héich wéi en „Memorandum of understanding" oder aner Saachen, déi mer hei ratifizéieren.

Et ass e finanziellen Engagement géintiwwer anere Staten, a mir insistéieren drop, datt déi konstitutionell Prozeduren hei agehale ginn, d'Jurisprudenz respektéiert gëtt an d'PICen an Zukunft vum Parlament ratifizéiert ginn.

Hei, wann ech gelift, Här President, ass déi Motioun, an ech soen Iech all villmools Merci fir d'Nolauschteren an Är Gedold.

Plusieurs voix.- Très bien!

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- qu'une part non négligeable de l'aide à la coopération et au développement est affectée aux «Programmes indicatifs de coopération» (PIC);

- que ces programmes constituent des traités internationaux;

- que la Constitution prévoit dans son article 37: «Les traités n'auront d'effet avant d'avoir été approuvés par la loi et publiés dans les formes prévues pour la publication des lois»;

- que les «Programmes indicatifs de coopération» déjà conclus n'ont jusqu'à présent pas été soumis à la Chambre;

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre les «Programmes indicatifs de coopération» (PIC) déjà conclus aux fins de ratification;

- à faire ratifier tout nouveau «Programme indicatif de coopération» selon les procédures prévues pour les traités internationaux.

(s.) Fernand Kartheiser, Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Serge Urbany.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Kooperatiounsministesch Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Merci, Här President. Ech sinn eigentlech esou vill hei gelueft ginn, datt ech elo net weess, ob ech mer hei soll e schlechten Numm den Owend maachen an nach eng Kéier alles soen, wat ewell fënnefmol gesot gouf,...

Plusieurs voix.- Neen!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- ...sou wéi d'Kanzlerin gesot hat: „Es ist noch nicht von jedem alles noch einmal gesagt worden." Dorobber géif ech da verzichten, well Der esou fei mat mer woort.

Ech géif awer wëllen der Rapportrice, der Madame Nancy Kemp-Arendt, villmools Merci soe fir hire Rapport. Och all deenen anere Leit - dat ass den Owend och hei gesot ginn -, déi an der Kooperatioun schaffen, egal ob dat hei zu Lëtzebuerg ass, ob dat an der grousser wäiter Welt ass; Leit, déi eng wichteg an zu engem Deel ganz dacks eng Aarbecht maachen, déi net einfach an net ongeféierlech ass.

Ech wëll soen, datt dat Gesetz vun 1996 e ganz gutt Gesetz wor, an ech soen dat mat ëmsou méi enger grousser Begeeschterung, wéi et net vun engem CSV-Minister geschriwwe gouf, mä vun engem sozialistesche Statssekretär, dem Kolleeg Georges Wohlfart. Mat deem Gesetz konnte mir an deene leschte Jore vill a gutt a positiv Aarbecht maachen.

Et gëtt awer Zäit, datt mer och ufänken, dat e bësselchen op de Métier ze huelen an ze verjüngen, an duerfir hu mer also eng Partie vun deene Saachen haut an deem neien Text do dran. Och vun der Proposition de loi vun den Deputéierte Lydie Err a Marc Angel fannt Der eng ganz Partie Remarquen hei erëm, d'selwecht wéi och aus den ONGen, déi jo och eng Partie vun deene Propositioune gemaach hunn.

Eng Kéier am Joer komme mer heihinner, fir den Débat ze féieren, mä ëmmer erëm, wann d'Chamber wëllt oder wa mir eppes ze maachen hunn, ass ëmmer de President, de Ben Fayot, bereet, eis Zäit och ze ginn an der Kommissioun, fir datt mer kënnen en long et en large iwwer all Punkten diskutéieren, déi d'Deputéiert interesséieren an déi mer och gäre mat lech zesumme beschwätzen. Duerfir mengen ech, ass dat och wichteg, datt mer déi Plaz an och déi gutt Zesummenaarbecht hunn.

Ech si frou, datt mer och d'Aide humanitaire elo an deem neie Gesetz expressis verbis drastoen hunn. Dat wor ebe '96 net esou de Fall, an duerfir ass dat jo gutt, datt mer dat konnten aféieren.

Et ass och wichteg, datt den Agrément, d'Durée vum Agrément ëm zwee Joer verlängert gouf, wat virun allem emol deene klengen ONGen hëlleft, fir datt se net ëmmer erëm mussen déi administrativ Aarbechten do maachen. Och déi Fraisën, déi se erëmbezuelt kréien, och fir hir administrativ Aarbecht, mussen derzou féieren, datt also méi Transparenz do ass an datt och jiddweree ka sécherstellen, datt en dat kann uerdentlech maachen.

Eng ganz Partie vun de Riedner hu gefrot an iwwert d'Reglementer geschwat. Ech denken, datt mer fir Enn Abrëll d'Reglementer kënnen an de Regierungsrot ginn an datt se dann och duerno wäerten op den Instanzewee kommen an d'Chamber selbstverständlech gradesou gutt wéi déi aner och domadder sech dat kann ukucken a mer och eng Kéier an d'Kommissioun kënne kommen, fir Iech dat nach eng Kéier virzestellen.

Wichteg ass et fir eis - an ech denken, datt dat doten éischter eng folkloristesch Einlag wor, déi mer do héieren hunn iwwert d'Engagement, wat mer missten halen -, dat wor, deemools hu mer dat awer och gesot, eist Engagement ass eigentlech dat, wouzou mer eis souwisou och op internationalem Plang, op europäeschem Plang verflichten. Amplaz alles eenzel mussen opzezielen, wor am Fong just d'Fro, fir dat e bësselche méi ze vereinfachen.

Mir wäerten dëst Joer am Abrëll eng „peer review" vum CAD gemaach kréien. Dat ass e gesonden Exercice, deen all fënnef Joer stattfënnt, wou mer selwer de Spigel virun d'Gesiicht gehale kréien a wou ee ka kucken, wat mer gutt maachen, an och dat, wat mer nach kéinte besser maachen.

Duerfir sinn ech also frou, wa mer dat Gesetz hei gestëmmt hunn, wa mer och déi Reglementer dann a Kraaft hunn, fir kënnen och där neier Situatioun an der Welt gerecht ze ginn.

Da géif ech selbstverständlech wëllen e Wuert soen iwwert de Mali, wou mer selbstverständlech all ganz verdrësslech sinn, datt dat esou an deem Land do gaangen ass - eent vun deene Länner, wou mer am Fong dervun iwwerzeegt woren, datt se um gudden demokratesche Wee woren -, wou de President Touré, dee ganz héich ugesinn a respektéiert wor, ofgesat gouf.

Do hu mer och déiselwecht Prinzipien - an d'Chamberskommissioun weess dat - applizéiert, wéi mer et och deemools gemaach hunn am Niger, wéi 2009 do d'Kris wor. Dat ass, datt mer an dësem Moment aus Sécherheetsgrënn vun deene Leit, déi do schaffen, déi Hëllef elo suspendéiert hunn. A wann d'Leit erëm kënnen zréck op den Terrain goen, da kënne se déi Aarbecht, déi se amgaang sinn ze maachen, fäerdeg maachen, sougutt déi vu Lux-Dev wéi och d'ONGen, déi um Terrain sinn an déi och do selbstverständlech deene Leit hëllefen, déi d'Hëllef am meeschte brauchen, och humanitär Hëllef viruginn. Mä mir maachen an ënnerschreiwe mat där neier Regierung, déi net legitiméiert ass, mat där ënnerschreiwe mer selbstverständlech keng nei Projeten.

Mir denken, datt et wichteg ass, datt een e kloert politescht Zil, e Signal setzt, fir ze soen, wa gewaltsam Regimesverännerunge kommen, datt mer dat net akzeptabel fannen. Op där anerer Säit soe mer awer och, mir kënnen net déi Bevölkerung, déi Äermst vun en alleguerten, zweemol strofen, doduerch datt se ewell Regierungen hunn, déi net esou sinn, wéi se solle sinn, an dann och nach derbäi, datt d'international Communautéit - an dann och Lëtzebuerg derbäi -, datt déi da brutal géifen do op deene Plaze fortgoen. Dat ass net esou, wéi mer eis dat och virstellen.

Wichteg, mengen ech, ass - an et ass den Owend och vill hei vum Waasser geschwat ginn -, datt mer eis sollen driwwer freeën, datt 89% vun de Mënsche mëttlerweil proppert Waasser ze drénken hunn. Dat ass eppes, wat net selbstverständlech ass. An duerfir, mengen ech, ass dat och wichteg, datt een dat och ervirsträicht a weist, datt déi vill Efforten, och wann et heiansdo esou ausgesäit, wéi wann et nëmmen eng Drëps op e waarme Stee wier - beim Waasser ass dat jo nach méi bildlech -, datt een awer och gesäit, all déi Ustrengungen hëllefen och eppes. A vun dohier solle mer och net domadder ophalen.

Cohérence des politiques - de Paul Helminger huet och dovunner geschwat -, denken ech, hu mer och mam Comité interministériel, dee mer am neie Reglement, wou mer amgaang sinn drun ze schaffen, och nei erëm opschaffen an och kucken, datt méiglechst vill Leit do derbäi sinn, fir och kënnen derfir ze suergen, datt déi verschidden Departementer och besser do vertratt sinn an eis och am Virfeld, och wat europäesch Politiken ubelaangt, kënne soen, wat dorëmmer ënnerwee ass, fir eben Inkohärenzen ze verhënneren.

D'Gemengen, do sinn ech gäre bereet, fir déi, déi wëllen op dee Wee goen, fir entweder mat eis individuell oder vläicht och mam Syvicol do zesummen Aktivitéiten ze maachen. Mä ech deelen awer och d'Meenung, datt et net onbedéngt einfach ass fir eng Gemeng, fir selwer eleng Projeten ze maachen. Mä et gëtt jo genuch aner Organismen, déi mer hunn, ONGen an och soss Partner, mat deenen een dat gemeinsam ka maachen, esou datt een net onbedéngt alles selwer muss nei erfannen, wann een dat wëllt.

Iwwert d'Sortie aus de Länner, denken ech, do ass et och wichteg, dat eng Kéier hei ze soen: Mir kënnen a mir maachen dat selbstverständlech; dat, wat mer eis, och déi Relatiounen, déi mer eis an deene Länner opgebaut hunn, profitéiere mer a probéiere mer ze profitéieren. Dir hat gesinn, wéi mer mam Grand-Duc an de Vietnam woren, datt mer zu dräi Ministere mat woren. Den Ausseminister selbstverständlech, mä och de Wirtschaftsminister an ech, fir eben och ze weisen: Mir sinn net nëmmen deen een hei, mä et ass eng Kontinuitéit, déi do ass, wou also och soll gekuckt ginn, fir Projete kënnen och ze maachen, wa mer net méi als Kooperatioun do sinn.

Mir si jo als Kooperatioun do, net als e Selbstzweck. Mä mir hätte gär, datt déi Länner vum selwe kënnen an autonom ginn. A vun dohier ass dat eppes, wat fir eis ganz normal ass. Wann aner Ausschreiwunge gemaach ginn an anere Projeten, da kënne selbstverständlech och Lëtzebuerger Firmae matmaachen. Leider maachen der net ëmmer ganz vill mat. Mä wa se matmaachen a se sinn zu deeneselwechte Konditiounen, da kënne se och gradesou gutt Marchéë kréien, wéi een anere se kritt. Vun dohier denken ech, datt dat och alles esou an der Rei ass.

Zum Schluss, Här President, wëll ech just soen, och wann déi „dräi D"en net am Text drastinn, dann ass dat awer fir eis ganz kloer egal. Och do hu mer esou vill Kohärenz, och wa mer et net draschreiwen, ass dat fir eis sougutt d'Diplomatie wéi d'Défense an och den Développement, déi wichteg sinn.

An domadder, Här President, géif ech Iech wëllen alleguerte Merci soen. Ech freeë mech drop, datt mer dat neit Gesetz hunn an hoffen, datt mer och an Zukunft gutt kënnen zesummeschaffen an awer och gutt kënnen an deene Länner schaffe fir déi Leit, déi et wierklech immens néideg hunn. Ech géif elo nach gären dräi Stonnen hei schwätzen, mä ech muss awer elo ophalen.

Ech hunn dann nach d'Motioun hei leien. Do proposéieren ech als Regierung selbstverständlech, datt Der déi net sollt stëmmen. Mir haten eng laang Diskussioun an der Chamber doriwwer an och an der Kommissioun doriwwer a mir sinn zur Iwwerzeegung komm, datt dat net dénglech wier. Duerfir, mengen ech, bräicht och déi Motioun net gestëmmt ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Ministesch. Mir sinn um Enn vun dëser Diskussioun a kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6261 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6261 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 11 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Diane Adehm);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner (par M. André Bauler);

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par M. François Bausch) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Dann hu mer hei nach iwwer eng Motioun ofzestëmmen. Mir kënnen dat sécherlech à main levée maachen?

(Négation)

De Vote électronique gëtt verlaangt.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun 1 ass verworf mat 54 Nee-Stëmmen, géint 5 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 55 voix contre 4.

Ont voté oui: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par M. Marc Lies), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter.

Da kéime mer elo zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, nämlech dem Projet de loi 6337, engem Accord tëschent de Länner vum Benelux an dem Kosovo iwwert d'Réckféierung vun illegalen Awanderer. Ech hunn dräi Riedner, déi sech ageschriwwen hunn, woubäi awer een net do ass, den Här Braz. Ech ginn dervun aus, datt dann den Här Adam eppes dozou seet. Da sinn awer och nach den Här Helminger an den Här Kartheiser ageschriwwen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. 6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt gesot, ëm wat et geet, Här President.

Mir hunn där Accords de réadmission am Kader vum Benelux scho 15 hei am Haus ofgestëmmt, besonnesch och eng ganz Rëtsch mat Nopeschlänner vum Kosovo, anere Balkanlänner. Ech selwer hunn der schonn hei eng zéng virgedroen. Dofir mengen ech, kann ech mer et erspueren, nach a weider Detailer anzegoen.

An der Kommissioun ass mäi schréftleche Rapport unanime ugeholl ginn. Ech huelen un, d'Kolleegen haten e gelies. Dofir brauch ech dat hei net ze…

(Interruptions)

Ech si sécher, d'Kolleegen haten e gelies! Dofir hat en déi Unanimitéit. Dofir brauch ech wierklech net méi drop anzegoen. An ech mengen, d'Kommissioun war eestëmmeg averstanen.

Ech ginn den Accord vun der LSAP-Fraktioun, an et si vill Kolleegen, déi mech gebieden hunn, den Accord vun alle Parteien ze ginn.

(Brouhaha)

Dofir Merci an e schéinen Owend nach.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Merci dem Här Angel. Den Här Helminger ass och net do. Ech mengen, den Här Kartheiser insistéiert och net méi, fir eppes driwwer ze soen, an d'Madame Ministesch ass och domadder d'accord. Dat heescht, mir kommen direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6337 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6337 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile

Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert, Ali Kaes (par M. Lucien Clement), Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Robert Weber (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Scheuer), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Georges Engel);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché (par Mme Viviane Loschetter) et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir de 17. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.04 heures)

SÉANCE 23 MARDI, 17 AVRIL 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Séance publique de la Chambre des Députés à l'occasion de la visite de Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

Sommaire

1. Discours de M. le Président

2. Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

3. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV
- M. Norbert Haupert - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

2) Question posée par le groupe parlementaire DP
- M. Xavier Bettel - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP
- M. Ben Fayot - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng
- M. Félix Braz - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

5) Question posée par la sensibilité politique ADR
- M. Fernand Kartheiser - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk
- M. Serge Urbany - M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

(Début de la séance publique à 15.15 heures)

À leur arrivée à l'Hôtel de la Chambre, Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et Madame Ban Soon-taek sont accueillis par Monsieur Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Après avoir signé le Livre d'Or de la Chambre, Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon se retire pour un entretien en tête-à-tête avec Monsieur Laurent Mosar, en présence de Monsieur Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés.

Prennent place dans les tribunes:

- Madame Ban Soon-taek,

- Madame Sylvie Lucas, Ambassadeur, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies,

- les membres de la délégation, ainsi que

- Monsieur Pierre Mores, Maréchal de la Cour.

Dans la salle des séances publiques prennent place, outre les membres de la Chambre des Députés, les conseillers de Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Mme Elizabeth Spehar et M. Yecheol Yoon.

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Marco Schank, Romain Schneider et Etienne Schneider, Ministres.

À l'issue de l'entretien en tête-à-tête, Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon gagne la salle des séances publiques au milieu de laquelle, applaudi par toute l'assistance, il prend place sur un fauteuil lui réservé.

Monsieur le Président Laurent Mosar ouvre la séance publique et prononce le discours de bienvenue suivant:

1. Discours de M. le Président

M. le Président.- Monsieur le Secrétaire général, Monsieur le Maréchal de la Cour, Mesdames, Messieurs, au nom de la Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, il me tient à cœur de souhaiter une très cordiale bienvenue à Son Excellence Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies, et à son épouse, Madame Ban Soon-taek.

Nous sommes tout particulièrement honorés de vous avoir parmi nous aujourd'hui, Monsieur le Secrétaire général, alors que nous apprécions vos talents de diplomate et vos qualités d'avocat de ceux qui sont dans le besoin.

Nous savons apprécier à sa juste valeur votre ambition de vouloir construire un avenir plus solide, un avenir de qualité, un avenir durable pour les générations actuelles et futures.

Vos efforts inlassables à inciter les responsables politiques dans le monde à prendre leur responsabilité face aux multiples défis qui se posent aujourd'hui à l'humanité ne peuvent que trouver notre assentiment.

On est malheureusement trop souvent contraint de constater que vis-à-vis d'un monde en pleine évolution, certes parfois très compliqué, les responsables politiques hésitent, ont parfois du mal à procéder aux actions de redressement et de changement qui s'imposent.

Or, le rétablissement et le maintien de la paix, le développement durable, le soutien des efforts de démocratisation et de bonne gouvernance, les réformes suite aux bouleversements économiques, de même que l'approvisionnement en eau, en vivres et en énergie constituent autant de domaines d'action qui vous sont chers, des immenses chantiers auxquels nous devrons au plus vite, tous ensemble, amener des contributions concrètes.

L'avenir de nous tous, mais surtout celui des générations futures, dépendra pour l'essentiel de notre imagination, de notre volonté et de notre courage politique de vouloir nous saisir au plus vite de tous ces problèmes et d'assumer nos responsabilités.

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames, Messieurs, la paix est une valeur fondatrice des Nations Unies. Le rétablissement, le maintien et la consolidation de la paix figurent au cœur des préoccupations quotidiennes de l'ONU.

La paix revêt une signification toute particulière au Luxembourg. Importante forteresse entre le Royaume de France et l'Empire germanique, la ville de Luxembourg était convoitée et exploitée par les puissances importantes de l'époque, ce qui a fait que le Luxembourg a dû subir au fil de son histoire les méfaits de multiples conflits armés; s'y ajoutent deux guerres mondiales.

Notre pays est ainsi bien conscient de la fragilité de la paix et a sa place parmi ceux qui sont résolument orientés vers la promotion de la paix.

«Non-violence», le revolver noué qui a été offert par le Gouvernement luxembourgeois aux Nations Unies en 1988 et qui se dresse devant le siège des Nations Unies à New York, en est un rappel.

Ce monument à la paix et à la non-violence reste malheureusement trop souvent un symbole plutôt qu'une réalité universelle et votre visite intervient à une période où le monde est confronté à de très nombreux défis.

Certes, grâce aux efforts des dernières décennies, le continent européen a vu naître une Union européenne qui promeut et protège désormais les valeurs de la liberté et de la démocratie, souvent d'ailleurs en étroite collaboration avec l'ONU.

Le Luxembourg, comme les autres pays d'Europe, a eu la chance de pouvoir bénéficier d'une longue période de paix grâce à la construction européenne qui a entamé d'abord la voie de la paix en réconciliant les ennemis d'hier.

Or, si par la signature des traités de Rome et leur mise en œuvre, l'Europe a été «réassemblée, recousue et réparée», pour employer les termes de notre Premier Ministre, la paix reste à faire dans beaucoup d'autres parties du monde.

L'absence d'État de droit, d'institutions démocratiques performantes, de libertés fondamentales et de transparence, autrement dit, l'absence de bonne gouvernance, ont amené les populations d'un certain nombre de pays à s'élever contre les régimes autoritaires en place.

Au cours des dernières années, de nombreux pays ont découvert la perspective de démocratie après des décennies d'oppression. La mise en place d'institutions fiables et représentatives, couplées à des élections libres et démocratiques, n'est qu'un premier pas vers la bonne gouvernance. Pour vivre en paix dans une société ouverte et juste, les responsables qui gèrent les ressources sociales et économiques d'un pays ne doivent pas agir exclusivement en fonction des intérêts de la majorité qui les a élus.

La démocratie est le contraire de la loi du plus fort et la bonne gouvernance dans un système démocratique ne nécessite pas seulement des institutions performantes - elle doit également être synonyme de pluralisme. Comme l'a souligné à juste titre le Président de la Commission européenne, Monsieur José Manuel Barroso: «Le plus important est que la bonne gouvernance est impossible sans une citoyenneté forte, sans une participation du peuple.» C'est pour cette raison qu'il faut toujours veiller à ce qu'une place soit réservée aux minorités et aux catégories les plus vulnérables d'une société.

Je voudrais plaider ici pour un renforcement de la dimension de la bonne gouvernance et de la démocratisation au sein des programmes de développement. Je suis convaincu qu'une plus forte intégration de la bonne gouvernance en tant que priorité des politiques nationales de coopération au développement contribuerait fondamentalement - et bien au-delà d'une simple stabilité institutionnelle - à l'épanouissement politique, économique, social et culturel des pays partenaires.

Vouloir remédier aux causes profondes des conflits et vouloir mettre en place une culture de la paix et du développement démocratique présuppose la création de concepts innovateurs développés et mis en œuvre par les Nations Unies, tels que la sécurité humaine qui prend en compte les dimensions politiques, économiques, sociales, environnementales ou encore les questions alimentaires et la problématique de la santé. De tels instruments contribuent également à jouer un rôle pionnier pour construire une paix durable.

L'approche globale des organes des Nations Unies joue un rôle primordial dans la résolution de conflits multidimensionnels.

La paix dépend aussi en grande partie de la cohésion sociale. Il faut veiller, dans cette perspective, à ce que l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne s'accroisse pas davantage, tant au Luxembourg que dans les autres pays du monde. Il est au contraire nécessaire de réduire cet écart et de consolider les modèles socio-économiques progressifs et équitables. Comme l'a souligné si justement Mahatma Gandhi: «La démocratie devrait assurer au plus faible les mêmes opportunités qu'au plus fort.»

Il faut éviter que ceux qui sont trop souvent exclus de la croissance, et je pense tout particulièrement aux jeunes, supportent à l'avenir le poids de la crise économique et financière qui nous frappe actuellement. En temps de crise, les jeunes, les femmes et les personnes plus âgées, entre autres, sont exposés davantage au chômage et au risque de pauvreté. Dans le même ordre d'idées, les populations issues de l'immigration risquent de faire les frais et de devenir plus facilement les victimes du racisme et de la xénophobie. Plus que jamais il s'agit donc de veiller à ce que les difficultés économiques ne contribuent pas à faire émerger de telles tensions et viennent renforcer les inégalités.

Monsieur le Secrétaire général, en ce qui concerne plus particulièrement l'engagement du Luxembourg, je suis fier que notre pays ait eu l'occasion de jouer à de nombreuses reprises un rôle concret au sein des Nations Unies, par

exemple en présidant l'ECOSOC en 2009 ou, actuellement, en présidant la «Formation Guinée» de la Commission de consolidation de la paix.

Permettez-moi de souligner par ailleurs les responsabilités que le Luxembourg a assumées à divers moments à la Commission - devenue le Conseil - des droits de l'Homme des Nations Unies, au Conseil de coordination du programme ONUSIDA, aux Conseils d'administration du PNUD, de l'UNICEF et d'ONU-Femmes ou encore au sein des Conseils exécutifs de l'OMS et de l'UNESCO.

Le Luxembourg ne se contente en effet pas d'être un simple bénéficiaire passif de la paix, mais contribue activement à construire un monde meilleur au sein du système de l'ONU.

Au regard de cette ambition de servir au mieux le système des Nations Unies, ce n'est pas une surprise dès lors que le Luxembourg soit également candidat à un siège non permanent au Conseil de Sécurité pour la période 2013/2014.

Je n'ai aucun doute par ailleurs, Monsieur le Secrétaire général, que le Luxembourg soutiendra avec détermination - comme par le passé - votre objectif de mettre en œuvre efficacement les engagements pris dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Depuis l'année 2000, le Luxembourg honore les engagements qu'il a pris dans le cadre des Nations Unies en attribuant plus de 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Avec une aide qui se situe au-delà de 1% du revenu national brut depuis plusieurs années, le Luxembourg tient à souligner l'importance qu'il attache à la solidarité internationale.

Pour sa part, la Chambre des Députés continuera à assumer pleinement ses responsabilités pour soutenir la réalisation de ces engagements historiques en faveur des populations les plus démunies de la planète et ceci aussi pendant les temps mouvementés de la crise économique et financière.

En ce qui concerne la dimension parlementaire des relations internationales, je voudrais souligner que la ratification du droit international constitue une partie importante du travail de la Chambre des Députés. Je suis fier que le Luxembourg ait figuré parmi les tout premiers pays à avoir ratifié en 2009 la Convention sur les armes à sous-munitions qui interdit l'utilisation, la production, le transfert et le stockage des bombes à sous-munitions. Il s'agit là d'une matière qui me tient particulièrement à cœur et je voudrais profiter de votre présence ici à la Chambre des Députés pour lancer un appel à ce que les dispositions de la convention soient mieux exécutées en pratique.

La Chambre des Députés prend également au sérieux sa mission de validation des opérations de maintien de la paix de l'ONU. Il en va de même lorsque l'Union européenne et l'OTAN mènent des opérations avec un mandat de l'ONU.

À titre d'exemple, des troupes luxembourgeoises ont contribué et contribuent toujours aux efforts de l'ONU, par exemple en ex-Yougoslavie, au Liban ou encore en Afghanistan, et la Chambre des Députés mène un dialogue régulier sur l'évolution de ces opérations avec les responsables gouvernementaux et des organisations internationales engagées dans la gestion de conflits et de crises internationales.

En outre, les parlementaires luxembourgeois se rendent régulièrement sur le terrain, notamment en Afghanistan, où des Députés ont à plusieurs reprises rendu visite aux soldats luxembourgeois qui y sont en mission.

À l'instar des autres Parlements nationaux, la Chambre des Députés a l'ambition de jouer un rôle plus actif et responsable sur la scène internationale. Il s'agit d'une nécessité pour les parlementaires nationaux de suivre le travail d'élaboration et de mise en œuvre des politiques internationales plus en amont. L'inclusion grandissante des Parlements à ce niveau doit également être vue comme un facteur de légitimation essentiel de l'action internationale.

C'est pour cette raison que la Chambre des Députés, outre sa participation de longue date à l'Union interparlementaire qui entretient des liens étroits avec les Nations Unies, participe régulièrement aux conférences onusiennes, comme celles sur le changement climatique. Des Députés de la majorité et de l'opposition participeront ainsi à la conférence de «Rio+20» sur le développement durable, au succès de laquelle nous attachons, comme vous, une très grande importance.

Au Luxembourg, la Chambre des Députés accueille toujours avec grand plaisir les experts de l'ONU. Il y a deux mois à peine nous avons eu l'honneur d'accueillir le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, Monsieur le Professeur Olivier de Schutter, qui nous a bien exposé les enjeux et les défis qui se posent en ce qui concerne le droit de chaque être humain de s'alimenter dignement.

Pour citer deux autres exemples qui témoignent de notre volonté de soutenir les objectifs et les acteurs du système des Nations Unies, nous avons accueilli l'année dernière Monsieur Michel Sidibé, le directeur exécutif de l'ONUSIDA, et Madame Josette Sheeran, la directrice exécutive du Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

Monsieur le Secrétaire général, en temps de crise économique et financière, la coopération au développement et l'aide humanitaire ne doivent pas être sacrifiées sur l'autel du protectionnisme et du nationalisme.

En temps de crises politiques, il est tout aussi essentiel de soutenir les institutions internationales qui s'engagent pour la paix et pour la solidarité internationales. Votre engagement déterminé pour la paix, notamment au Proche-Orient et tout particulièrement en Syrie en ce moment, suscite l'admiration de tous ceux présents dans cette enceinte.

À un moment où de nombreux conflits et crises humanitaires alimentaires doivent être résolus, où des maladies doivent être combattues et où il faut mettre fin à toutes les formes de discrimination, les Nations Unies sont plus indispensables que jamais, précisément parce que l'organisation dont vous êtes le Secrétaire général place les êtres humains au centre de la politique internationale. Ces nouveaux défis s'accompagnent certes d'une multitude de dangers, mais présentent également une série d'opportunités, qu'il nous incombe de saisir pour rendre le monde plus sûr.

Les nouvelles orientations que vous donnez aux Nations Unies à l'entame de votre second mandat sont bien la voie à suivre pour construire la paix dans le monde.

Soyez assuré, Monsieur le Secrétaire général, que les principes auxquels vous avez dédié vos mandats sont des idéaux qui sont partagés par la Chambre des Députés et que nous savons apprécier à sa juste valeur votre disponibilité de prendre la parole en séance plénière.

Je vous remercie de votre attention.

(Applaudissements)

Je vais céder maintenant la parole à Monsieur Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.*- Monsieur le Président du Parlement, Son Excellence Monsieur Laurent Mosar; Mesdames et Messieurs honorables membres du Parlement; Son Excellence Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg; Mesdames et Messieurs honorables membres du cabinet; distingués invités; Mesdames et Messieurs:

Villmools Merci, et ass mir eng Éier,…

(Applaudissements)

…virun der Lëtzebuerger Chamber ze schwätzen.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, je suis fier d'être le premier Secrétaire général depuis 1989 à venir en visite officielle au Luxembourg. Je suis aussi très honoré de m'adresser à vous, les Parlementaires de ce pays.

Par bien des côtés, le Luxembourg est un épicentre de la collaboration mondiale. Il est membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies; une des capitales de l'Union européenne; un creuset de cultures, de langues et de nationalités; un pays qui, non content de prêcher le multilatéralisme, le pratique au quotidien; un pays qui, non content de parler de solidarité mondiale, y met les moyens nécessaires. En d'autres termes, l'histoire du Luxembourg a pour thème la générosité, l'engagement et la coopération mondiale. Or, cette histoire, c'est vous, les Parlementaires, qui l'écrivez. Vous approuvez les budgets, vous débattez des questions épineuses, vous prenez les décisions qui font que le Luxembourg occupe une place à part sur la scène internationale. Grâce à vous, le Luxembourg fait partie d'un groupe très spécial que j'appelle le „club 1%". Le Luxembourg consacre plus de 1% de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Vous dépassez de loin la cible mondiale qui est de 0,7% ce dont ne peut se targuer qu'un seul autre pays du monde.

C'est pourquoi aujourd'hui je vous dis: Merci! Merci le Luxembourg! Villmools Merci, Lëtzebuerger!

Ladies and gentlemen, thank you for making multilateralism a pillar of your foreign policy.

You have shown that it is not the size of a nation's territory that makes the difference. It is the size of a nation's heart. It is the breadth of a nation's vision. It is the depth of a nation's promise to the wider world.

And in that very real sense, this small country is a superpower.

On so many levels, this Parliament is the place - and now is the moment - to scan the global horizon and look together to our shared challenges.

We are on the threshold of great challenge and great change and transition around the world.

The Arab Spring has brought a wave of hope for democracy and dignity. New technologies continue to transform the way we live, work and communicate with one another. We are seeing new openings in Asia, new democracies in Africa, new economic hope throughout Latin America. The world has made record progress in reducing the ranks of those in extreme poverty.

But, of course, we are also confronting the challenges of our increasingly complex and interconnected world, ongoing economic turbulence, new pressures on our environment, growing inequality, rising joblessness.

The time has come to think differently about our place on the planet. How do we build shared prosperity and an equitable future?

In January, I began my second term as Secretary-General and launched a vision for the next five years. I wanted my team to look deeply at the world today. Together, we identified five generational opportunities, five ways to shape the world we want: sustainable development; a more proactive approach to saving lives and money through preventive diplomacy by preventing conflicts, damages from disasters and human rights abuses; building a more secure world; supporting countries in transition and working with and for women and youth.

There is a threat that runs through all of this - and that is the need to focus on the intersection of global challenges.

I hope you understand. Luxembourg knows that going for the interconnections of one problem can help solve many others.

Let me share what I mean through three challenges in which you can and must continue to play an important role: sustainable development, foreign assistance and securing peace and stability.

Let me say more in detail. First, we know that building a more prosperous economy, expanding opportunities and fighting climate change are all linked together.

I commend the Government of Luxembourg for its strong commitment to sustainable development. I salute your action to create institutions such as the High Council - and your law to help coordinate sustainable development policy.

Now we face a major global test. Twenty years ago, world leaders gathered in Rio de Janeiro for the first world Earth Summit. In less than seventy days, the world will meet again for the Rio+20 meeting, the UN Conference on Sustainable Development.

As I see it, this is one of the most important UN gatherings in years. It aims to lay out a road map to our common future, a future that is fair, equitable and, above all, sustainable.

In the next twenty years, the world will need at least 50% more food, 45% more energy and 30% more water.

We need an outcome from Rio+20 that connects the dots between these challenges, between climate change and empowerment and urbanization, poverty, inequality and the empowerment of the world's women and young people. An outcome that is both practical and transformational.

I am very pleased that Luxembourg's delegation to Rio+20 will be led by His Royal Highness, the Grand Duke - a first for a United Nations conference. He will be joined by Heads of State and Government from more than 125 nations. It is essential that we aim high - and achieve much.

Honourable members, ladies and gentlemen, we face another great test - a test of our resolve and solidarity.

We all recognize the dictates of the new era of austerity. Budgets are tight. Yet a handful of countries like Luxembourg have kept the proper perspective.

You are not cutting back on your contributions to realizing the Millennium Development Goals by the year 2015.

And there is much more good news on the development cooperation front. Smart investments are reducing child mortality - slowing the spread of HIV/AIDS - cutting poverty worldwide.

I carry the same message to leaders everywhere I go: do not let up. Keep supporting the world's poor. Keep investing in success. Do not let the economic crisis block progress in fighting poverty. Cutting aid will not balance your budgets, but it will hurt the most vulnerable of our human family.

Let the world learn from Luxembourg that development cooperation is not charity. It is common sense investment in security and prosperity.

And I am very grateful that the Luxembourgish Government has paid already 1.04% of its Gross National Product towards official development assistance. You are one of the very few countries who have been meeting your commitment.

Honourable members, ladies and gentlemen, my third and final area of focus - your role in promoting security around the world.

Luxembourg has been a generous contributor to the United Nations peacekeeping, starting with Korea more than 60 years ago.

You were a pioneer in contributing to the Peacebuilding Fund to support countries making the transition from conflict to peace. Luxembourg has also been very active in the Peacebuilding Commission. I commend your recent work to promote national reconciliation and a better life for the people of Guinea.

You have also established a privileged partnership with another set of countries far from the global spotlight - the nations of the Sahel region of West Africa. Once again, you have taken a regional approach. As always, you are keenly aware of the potential spillover effects.

I want to make the most of this occasion today to highlight what I call the cascading crisis sweeping the Sahel. Across the region, we see growing conflict and unrest, more people being displaced, rising food and fuel prices and severe drought. The statistics are sobering: 15 million people are directly affected. More than 200,000 children died of malnutrition last year - and another one million are threatened right now.

Events in Libya have made an already difficult security and humanitarian situation even worse.

Many thousands returned home to the Sahel. Some were migrant workers, but others are armed fighters, criminal elements bringing with them large quantities of light and heavy weapons and ammunition.

In Mali, the Tuareg rebellion in the North has uprooted at least 200,000 people.

Neighbouring countries are assisting refugees who escape across borders, but those who are internally displaced receive little help. Humanitarian agencies cannot access many parts of the region.

Distinguished members of the parliament, a multifaceted crisis demands a multifaceted response.

Donors such as Luxembourg have been generous. Yet still, international response plans across the region are less than 40 per cent funded.

And the crisis has yet to peak.

I know we can count on Luxembourg. And today I call upon the world to respond.

Simply put, we must do more - and do it quickly.

By acting decisively and with practical vision now, we can head off future crises.

Across the board, we need to think differently. If the cascading crisis in the Sahel demonstrates anything, it is the need to dig deeper, to get at the root causes of conflict.

In the Sahel, particularly, those roots can be traced to scarcities of water and food, pressures on land, the lack of development and rampant insecurity.

We see this playing out between Sudan and South Sudan. The unrest there is not only about oil but also access to other limited natural resources.

Years ago, I saw the same dynamic at work when I visited Darfur. And I will never forget flying over the Sahel and seeing Lake Chad, which had shrunk to one-tenth its size in just 30 years.

That brings me back to where I started - the linkages between challenges and the priority of sustainable development.

We must deal with these issues in a comprehensive way - not merely as isolated, unrelated problems of armed conflict, political instability or economic development.

That is why my strategy, like your strategy, is to identify those crucial connections - and then drive hard at them with integrated, well-planned solutions.

That is the way to make the most impact.

That is the way to solve 21st century challenges.

Mister President, Mister Prime Minister, honourable members, ladies and gentlemen, Luxembourg is not only at the crossroads of issues, you are also very present at a crossroads of the United Nations itself - in a place where diplomats, tourists and conference-goers all mix.

In the shadow of the UN General Assembly building in New York, there is a gift from Luxembourg to the United Nations. You must have all seen it. It is a remarkable sculpture called „The Knotted Gun" - I have seen it, the replica, in my dear friend Foreign Minister's office and it is one of the most popular works of art at the UN. It is a large revolver with the barrel artfully twisted so that it will never shoot again.

It has been called, and I quote: „a symbol that encapsulates, in a few small curves, the greatest prayer of humanity - a prayer that asks not for victory, but for peace". Unquote.

I believe in that sculpture. I believe in that message. And today, I want you to know that I see it as a symbol of all that Luxembourg contributes to our work - your generosity, your humanity, your vision for a more just and better world for all.

That is what you are - that is what I know you will continue to be.

A nation that is equally proud of its independence and its connections.

Your national motto puts it well: Mir wëlle bleiwe wat mir sinn.

Vive Lëtzebuerg.

Villmools Merci.

Thank you very much. Merci beaucoup.

(Applaudissements)

M. le Président.- Merci, Monsieur le Secrétaire général, pour votre discours passionnant et engagé.

Nous allons maintenant passer à la séance de questions et de réponses. Chaque groupe et chaque sensibilité politique pourra poser une question à Monsieur le Secrétaire général; les questions seront alternées majorité-opposition.

Je vais d'abord céder la parole à Monsieur Norbert Haupert du groupe politique chrétien social qui va poser la première question.

3. Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Monsieur le Président, Excellence, permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour votre chaleureuse et excellente intervention devant la Chambre ici à Luxembourg et pour avoir accepté de répondre aux questions de nos députés.

Monsieur le Secrétaire général, la faim dans le monde constitue un des plus grands fléaux de notre époque et la mortalité infantile une des plus grandes injustices.

Pour lutter contre ce drame humain, l'Organisation des Nations Unies, à travers les objectifs du millénaire, s'est fixé comme but de réduire entre 1990 et 2015 de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim et de deux tiers le taux de la mortalité des enfants de moins de cinq ans.

Selon les chiffres de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, chaque jour plus de 25.000 personnes, dont 21.000 enfants, meurent de sous-nutrition et plus de 800 millions de personnes souffrent aujourd'hui de sous-nutrition chronique, dont la plupart vivent dans les pays en voie de développement.

Aujourd'hui, la mortalité des enfants de moins de cinq ans est dix fois plus élevée dans les pays soi-disant pauvres que dans nos pays industrialisés. Au niveau mondial, 57 enfants sur 1.000 meurent avant d'avoir atteint l'âge de cinq ans. Même si ce taux constitue une réduction de 35% par rapport à l'année 1990, l'objectif du millénaire, c'est-à-dire une réduction de deux tiers est loin d'être atteinte.

Sachant que la lutte contre la mortalité infantile vous tient particulièrement à cœur, je me permets de vous demander, Monsieur le Secrétaire général, quelles seraient, d'après vous, les mesures qu'il faudrait entreprendre d'urgence pour atteindre tant soit peu les objectifs du millénaire et surtout pour réduire avec plus d'efficacité et de manière encore plus significative le taux de mortalité infantile dans le monde et surtout dans les pays en voie de développement?

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- Thank you. Merci de m'avoir posé une question en français. Mais si vous le permettez, je voudrais répondre en anglais, parce que l'anglais est plus facile pour moi maintenant.

This child mortality and women mortality, it has become a very serious issue. It's really sad to see so many children die, even before they reach their fifth birthday. And every 90 seconds - one minute and a half -, a woman dies because of complications from pregnancy or childbirth.

Again, every one minute, a child dies. So we have to stop and prevent this tragedy. The United Nations, not only in the Millennium Development Goals, we have very important objectives to reduce child and women mortalities. These are preventable deaths. These are unnecessary deaths. This has become a very serious human rights issue.

Recently, we have initiated a very important initiative which is known as „Every Woman Every Child". But despite this economic crisis, we have generated 40 billion dollars. And in addition to this, to address these child mortality issues, we have initiated this „Scaling Up Nutrition" campaign.

If you abbreviate Scaling Up Nutrition, it becomes SUN, S U N - Scaling Up Nutrition.

This SUN gives us some sun, you know, hope to children. It was initiated by the European Union, together with the Secretary of State Hillary Clinton and myself. We did it two years ago and it has become a very strong public private partnership.

The „Every Woman Every Child" initiative has become, I think, the most important, the most successful public private partnership, raising 40 billion dollars. We are very much encouraged by this. But we will have to do more.

If you travel to many African countries, there are still many people dying from malaria and tuberculosis. We will be able to see if we do well within three years to see child death caused by malaria. We may not be able to eliminate malaria on the Earth, but at least by providing better nets to many children, we will be able to keep these children from mosquito attacks and thus save their lives.

Our motto, our target is by 2015: zero deaths caused by malaria. Then by 2015 through these Millennium Development Goals, we will eradicate this polio. Then by 2015, we will see zero mother-to-child transmission of HIV - we will try to get rid of all this, tetanus and measles. Those are five major killers on which we are now focusing, including women and child death.

Thank you very much.

M. le Président.- Merci beaucoup pour cette réponse. La prochaine question est de Monsieur Xavier Bettel du groupe politique démocratique. Monsieur Bettel, vous avez la parole.

2) Question posée par le groupe parlementaire DP

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, Excellence, ma question concerne la situation actuelle au Mali.

Depuis le renversement du président Touré le 22 mars dernier, le Mali traverse une phase d'instabilité politique et territoriale très préoccupante. Le 10 avril courant «les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies ont pris acte […] de la signature de l'accord-cadre entre les auteurs du coup d'État au Mali et les médiateurs de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).»

Le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Mali avec la désignation du Président de l'assemblée nationale malienne à la tête du pays et l'instauration du premier ministre et d'un gouvernement intérimaire sont des pas importants pour rétablir la paix et la stabilité au Mali.

Cependant, et ce sont des dépêches que j'ai lues encore il y a quelques heures, ce matin, de nombreuses arrestations ont eu lieu de certaines personnes qui avaient été libérées il y a quelques semaines, qui ont été arrêtées ce matin. Une source sécuritaire malienne les a confirmées. Il y a même un officiel, Monsieur le Secrétaire général, qui a affirmé que le moment venu, on dira ce qu'on leur reproche - ce qui est un système un peu spécial.

Il y a aussi une autre grande question, Monsieur le Secrétaire général, c'est le spectre de la sécession du Nord du Mali du reste du pays et n'est cependant pas écarté comme l'indiquent les déclarations du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). L'Algérie a d'ores et déjà déclaré qu'elle n'acceptera pas une remise en cause de l'intégrité territoriale du Mali. À cela s'ajoute aussi que de grandes inquiétudes subsistent, comme le Conseil de sécurité l'a précisé en évoquant «la menace terroriste accrue dans le nord du Mali due à la présence de rebelles membres d'„Al-Qaïda dans le Maghreb islamique" (AQMI) et d'autres éléments terroristes».

L'on rapporte par ailleurs, et vous l'avez dit aussi tout à l'heure, que depuis janvier, plus de 210.000 réfugiés ont été déplacés dans le Nord du pays avec une sécheresse qui aggrave une situation humanitaire qui est déjà très alarmante à ce jour.

Permettez-moi donc, Monsieur le Secrétaire général, de solliciter de votre part de nous expliquer quels sont les moyens que l'ONU entend se donner pour répondre à la crise au Mali, une crise à facettes multiples qui se caractérise par la remise en cause de l'intégrité territoriale du pays, la menace terroriste, une situation humanitaire dramatique et le risque de conséquences pour les pays voisins.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- You know, in a nutshell, this Mali situation has happened because they were affected by this perfect storm: this political instability, long spell of drought, this economic crisis and also this rebellion. This three-pronged crisis has led to the Mali situation.

Since the beginning of this Libyan crisis last year, we were very worried that the situation in Sahel may one day explode. In December last year, I dispatched an Interagency Assessment Team to Sahel. First to assess the political stability issues and also the economic situation.

I reported it to the Security Council. The Security Council gave its full support to my proposals.

In April, we have seen the unconstitutional overthrow of this Malian Government. President Touré has been deposed, all his Government. I immediately worked very closely, very swiftly with African leaders. The African Union and more importantly the chairman of ECOWAS, the CEDEAO.

The President of Côte d'Ivoire, Mr. Ouattara; he himself was a victim of this kind of unconstitutional process. So he told me that he knows more than anybody else about the unacceptability of this situation and he will do his best in coordination with regional leaders.

I have spoken to all the regional leaders and the President of Burkina Faso, Mr. Compaoré, was appointed as mediator of this. And they immediately took some actions.

Now, with all these interventions by the United Nations - our Security Council and myself, my special representative, Mr. Said Djinnit, who went to the scene -, there was a restoration of the constitutional order by appointing President Traoré as an interim president. I have spoken to him immediately after he was sworn in. I offered - the United Nations - a strong support for his leadership and he has to ensure political stability there.

The more important, the most serious question is Tuareg rebels, who are linked with this AQIM, this Al-Qaida in the Maghreb. They have taken half the territory of the northern side of Mali. We'll have to take a very firm position. I understand that the members of the CEDEAO are very seriously considering this one.

While they seem to expect the United Nations to intervene with the peacekeeping operations, we believe that this should be done by the regional organizations, led by the CEDEAO.

They are now seriously considering whether to mobilize their CEDEAO military forces. President Ouattara told me, it would take two to three months. But two to three months will be a very long time and we are really asking them to take a firm and principaled position.

The African Union since long has taken the very principaled position that they will never allow any unconstitutional overthrow of government by a military coup d'État. They have immediately suspended Mali, they have immediately suspended Guinea-Bissau from the African Union. This is sort of a sanction, but there may be some more ways to put a pressure on these people. The military junta leaders have gone back in Mali, but it will be more of a problem in Guinea-Bissau, because the President Pereira and his Prime Minister Gomes are still under detention. We do not know about their fate, but I believe that they are still under detention.

We are very cautiously approaching, first of all to rescue and protect their human lives as well as to resolve this issue through political means. So the United Nations is very closely working together with the African Union and the CEDEAO leadership.

Thank you.

M. le Président.- Merci, Monsieur le Secrétaire général. La prochaine question sera posée par M. Ben Fayot du groupe politique socialiste. Monsieur Fayot, vous avez la parole.

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, d'abord merci d'être présent parmi nous, merci aussi de votre discours flatteur pour notre pays. En tant que Président de la Commission des Affaires étrangères, je voudrais dire combien nous apprécions votre engagement personnel pour la paix, la solidarité et la stabilité et aussi évidemment celui de vos collaborateurs dont nous avons rencontré un certain nombre dans notre Chambre.

Monsieur le Secrétaire général, à l'heure qu'il est, la population syrienne se trouve soumise à une répression terrible du fait d'avoir demandé le respect des droits de l'Homme et la liberté. Plus de 9.000 personnes sont mortes depuis le début de cette révolte, plus de 24.500 personnes sont dans des camps de réfugiés à la frontière turco-syrienne. Vous avez vous-même demandé le cessez-le-feu, vous avez envoyé votre prédécesseur, Monsieur Kofi Annan, dans la région pour faire passer un plan de paix. Heureusement samedi dernier le Conseil de Sécurité à l'unanimité a adopté une résolution en vue d'envoyer une mission d'observation pour faire respecter le cessez-le-feu et aussi pour peut-être préparer une mission humanitaire dans ce pays. Donc l'ONU a joué son rôle certainement.

Ma question est de savoir comment vous implémentez maintenant cette Résolution 2042 et quelles sont selon vous les perspectives de paix interne de la Syrie.

Merci.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- Thank you for your strong commitment and support for the United Nations role in the Syrian case. The Syrian case has been during one year, over one year, and has led to an unacceptable, intolerable stage where, as you said, more than 9,000 people have been brutally killed. It may include some national security forces who were killed by opposition forces, but what is important is that it is the Syrian government who started this violence and killed many, many thousand people without sense of any accountability, any humanity, any sense of human rights. All these human rights and humanitarian laws have been abused.

Now, with the Security Council resolution mandating me to deploy an advance mission of up to 30 members as of today, the advance of the advance team has arrived already and now they have begun their work. But they are just a few. This number will be increased to 30. But by tomorrow I am going to propose a concrete proposal to the Security Council again to increase this number to 250 unarmed soldiers as members of a supervision mission. I hope that the Security Council will act swiftly and positively on this.

We will try our best to deploy these 250 people as swiftly as possible. Yesterday in Brussels, I have discussed this matter with the European Union leadership, President Barroso and President Van Rompuy, how the United Nations can work together and get logistical support from the European Union including air assets for mobility because the country is so big and to make sure that 250 people will be able to be effective and efficient, that we will have very efficient mobility. So there will be many ways the European Union will be able to help us.

But what is important at this time is that we have to be very much mindful of the very fragile process of cessation of violence. It can be broken any time by just a few gunshots, as we have seen during the last five days. There may be people on both sides, government and opposition side, who do not want to cooperate to

this cessation of violence. And therefore I have been urging that Syrian authorities must demonstrate maximum restraint - this is very important - so that this cessation of violence can hold and can continue, so that the humanitarian access can be made and so that the inclusive political dialogue can begin as soon as possible to resolve this in a political way. This is our plan at this time.

You cannot be optimistic, but we should not be pessimistic. The process has begun for a cessation of violence, even though we have seen sporadic violence. It depends upon the political will of the Syrian government whether they will continue to keep this cessation of violence. I'm working very hard on this. Let us see - after my proposal of 250 supervision mission is passed - then I think this will have a much greater impact to control the situation on the ground.

Thank you very much.

M. le Président.- Merci beaucoup. Je vais maintenant céder la parole à Monsieur Félix Braz du groupe politique «les Verts» qui posera la prochaine question. Monsieur Braz, vous avez la parole.

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng

M. Félix Braz *(déi gréng)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, notre groupe parlementaire «les Verts» est très heureux de vous accueillir et de pouvoir saluer votre engagement personnel et celui de l'organisation que vous représentez.

Monsieur le Secrétaire général, l'architecture du Conseil de Sécurité des Nations Unies correspond à l'idée que la communauté internationale se faisait du maintien de la paix au lendemain de la Seconde guerre mondiale. Malheureusement, l'expérience nous a montré que le Conseil de Sécurité n'est pas toujours capable d'engager une action déterminée, même face à des évènements de première importance.

La situation en Syrie, Monsieur le Secrétaire général, et les exactions du régime au pouvoir n'en sont malheureusement que les exemples les plus récents. L'impression que peut en retenir l'opinion publique est celle que la défense de la paix et la protection des droits humains sont parfois sacrifiées sur l'autel des intérêts nationaux et géopolitiques des nations qui ont le pouvoir de veto.

Faut-il dès lors modifier l'architecture des Nations Unies, en particulier celle très délicate évidemment du Conseil de Sécurité? Si oui, comment?

Merci.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- The reform of the Security Council has been for many years - at least for 20 years - one of the most important reform agendas of the United Nations. Considering that the United Nations were founded in 1945, it has been 66 years.

Considering such dramatic changes in international political scenes, and considering that the UN Charter and Security Council were established when there were only 51 members of the United Nations; now we have 193 members. Therefore, one may argue that this was established reflecting only 25% of the membership. So there is all the convincing reason that the Security Council should be changed in a more representative way, more democratic and more transparent way. So on that position, on those points, I think Member States have a common understanding and even an emerging consensus.

But how to change the Security Council, I think for that nothing has been agreed. It has been proven to be an extremely difficult end contentious process. The Member States have begun this reform process 20 years ago in an open-ended working group format. So for 17 years, they have not been moving anything.

During the last three years, the General Assembly in its informal session has been negotiating on this matter and the Member States have presented their proposals. There are hundreds of proposals, all different, but these proposals should be streamlined and focused on mutually acceptable ideas, but nothing has been done so far. Therefore, it has been quite a difficult one.

There are many groups depending upon the regional groups or small regional groups. All individual countries, they have all different, different groups.

Largely there are two groups.

One is what is known as the so-called "G-4 groups", or aspirant groups, who really want to be permanent members of the Security Council. You know who all the G-4 are: Germany, India, Brazil and Japan.

There is the Uniting for Consensus group who belongs to middle power groups. Their positions are almost directly opposed. They have not been able to agree on that. I sincerely hope that member states will go beyond their national or regional or block interest, so that they can have reforms of the Security Council, so the Security Council can address more effectively all these challenges which we have been experiencing.

Thank you very much.

M. le Président.- Merci. La parole est maintenant à Monsieur Fernand Kartheiser de la sensibilité politique «Parti démocrate réformateur», qui va poser la prochaine question.

5) Question posée par la sensibilité politique ADR

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Excellence, permettez-moi tout d'abord de joindre notre voix à toutes celles qui vous ont souhaité la bienvenue ici au parlement, à toutes celles aussi qui vous ont remercié pour votre excellent discours et à toutes celles qui ont dit que votre présence parmi nous aujourd'hui est en effet un très grand honneur, à la fois pour notre parlement et pour notre pays.

Notre question concerne la politique des Nations Unies pour la protection du climat. À cet effet les Nations Unies - deux organismes de l'ONU - qui s'occupent depuis plusieurs années déjà de cette question ont mis en place le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat, le GIEC, avec l'aide donc de l'organisation météorologique mondiale et le programme des Nations Unies pour l'environnement. D'ailleurs, cet effort a été récompensé en 2007 par le Prix Nobel de la Paix.

Or depuis, il y a eu certaines critiques contre les travaux du GIEC qui ont porté à la fois sur la qualité scientifique de certaines de ces publications et sur ce qui a été perçu comme une politisation des résultats scientifiques. Ces critiques ont mené certains États à revoir, à affaiblir peut-être, leur engagement en matière de protection de l'atmosphère contre des émissions potentiellement nocives.

C'est pourquoi notre question porte sur la manière, Monsieur le Secrétaire général, par laquelle les Nations Unies pourront rétablir ou protéger la crédibilité du GIEC afin que ces travaux soient scientifiquement pertinents et qu'ils soient protégés contre une politisation des résultats scientifiques.

Je vous remercie.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- The climate change is the number one priority. This is not only the number one priority of the United Nations, but the whole of the international community. Climate change impacts any country around the world, all the countries around the world.

But unfortunately the members of the international community have consumed all our limited resources in the name of prosperity. I believe that many scientists believe that our planet Earth is now standing on a tipping point, and not many people realise that there is a planetary limit. So we should understand that there is a planetary limit. Thus, this climate change should be on top of our global agenda. That's a part of, again, sustainable development which, including climate change, should be a number one priority for our humanity.

During the last five years as a Secretary-General, I have been really doing my best efforts trying to raise awareness - political awareness, scientific awareness and social awareness - on climate change issues.

I think we have succeeded in raising the awareness on the importance and seriousness and urgency of this climate change issues. The IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change, was created with some 2,000 of the world's best scientific advisers. This is a not well-established organization, this group of 2,000 scientists who have been working on almost a voluntary basis on this impact of climate change. They have released assessment reports, up to now four reports, and the fifth report is going to be released maybe next year or in 2014.

Now there were some questions raised about the validity or usefulness of the recommendations of IPCC, unfortunately, by certain leakages of information or... I am not sure. I do not know why these kinds of questions have been raised from the beginning. There are some people who do not believe in the impact of the phenomenon of climate change. There are some very conservative fundamentalist people who do not believe. But they are a minority.

The whole scientific community as well as the whole world is now of the view that they believe that climate changes are happening. So we have to trust these scientific findings.

Now, just to dispel this kind of unnecessary unfounded problems, I have established in 2010 the InterAcademy Council composed of the best scientists. And they started all this and they made some recommendations. And they found some way of managing all these recommendations and compiling this and also reviewing these recommendations.

The IPCC adapted as a way of changing the way of working, a conflict of interest policy. This is some improvement to give some more credibility and trust and confidence on the way IPCC is doing. But I think we should not question only for the sake of raising this issue or making trouble by certain anti-climate change believers. I'm telling you as the Secretary-General of the United Nations, even though I'm not a scientist. But scientific finding has made it plainly clear that climate change is happening.

To strengthen my own conviction, I have travelled all the places around the world where I could see for myself, with my own eyes, the impact of climate change. I believe that I'm the only world leader who has visited both Poles - South and North; Antarctica and the North Pole. And I have been to many places, like Lake Chad - I have already said in my remarks -, where in just 30 years this ocean-like lake has shrunk to one tenth of its original size.

If you go to the Aral Sea - it was kind of a sea -, in just 40 years, because of the mismanagement during the Soviet area, this sea has just dried out. There's a huge salt field. All this once ocean became just a salt field. You cannot fly over it with a helicopter because of the fear of this wind; the salt may affect these helicopters, unless you fly very high. It was very frightening and I have seen many ships just stranded on the sand. These ships and boats were on the water in the sea. They had just stranded. If you go to the Aral Sea - there is no sea in fact -, you will see this.

I have seen the Kilimanjaro Mountains where the ice has been melting. And I have gone to the Brazilian rainforest where all this cutting woods - deforestation - has caused serious environmental problems. So the United Nations are very much working together. Encouragingly, in December last year in Durban, the member states have agreed to agree on a comprehensive binding treaty by 2015 and allow five more years, so that this treaty will be ratified to be effective. So we will be very much determined and committed to realize this commitment.

Thank you.

M. le Président.- Merci. La dernière question est de Monsieur Serge Urbany de la sensibilité politique „la Gauche". Monsieur Urbany, vous avez la parole.

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk

M. Serge Urbany *(déi Lénk)*.- Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Secrétaire général, à l'article 1er de la Charte des Nations Unies figurent non seulement l'égalité des droits des peuples, mais également la résolution des problèmes internationaux d'ordre économique.

Alors je voudrais savoir quelles sont vos propositions afin d'assurer le rôle central de l'ONU, également quant à ces questions et notamment quant à la régulation des finances et au commerce international qui sont tellement importants pour le développement non seulement durable, mais aussi égal de tous les peuples?

Comment sont notamment réalisées les recommandations de la commission Stiglitz - de l'économiste bien connu -, instituée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2009 et prévoyant entre autres «de dépasser le G-7, le G-8 et le G-20 pour englober la planète entière, le Groupe des 192», donc en matière économique, et d'instituer à cette fin un Conseil économique mondial?

Ses conclusions prévoyaient également des normes plus strictes de fonctionnement du système financier international et de s'attaquer plus fermement aux paradis fiscaux et au secret bancaire.

Et elles prévoyaient finalement des réformes plus fondamentales des institutions de Bretton Woods, comme la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International.

Je vous remercie pour votre réponse.

M. Ban Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies*.- As you are already aware at the start, at the beginning of the world financial crisis in late 2008, the then President of the General Assembly, during the 63rd session of the General Assembly, convened a commission of experts, led by Nobel laureate Joseph Stiglitz, composed of leading economists, politicians and practitioners. The commission's recommendations are very useful in discussing all this with the Member States on how to address the impact of this financial crisis at that time.

The General Assembly then agreed to establish an ad hoc open-ended working group to follow up on the issues contained in the final document of the conference on the financial and economic crisis and its impact on development. Because of the universal membership, I believe that the United Nations are the only organization which has legitimacy in addressing all these issues.

You have seen the establishment of the G-20. There were a lot of talks about the legitimacy of the G-20. That decision made by the G-20 was then whether it will have a legal impact on the member states of others. I believe that this G-20 is sort of a consultative body of the world leaders. Of course, the G-20 has the membership of 85% of global population and almost 80% of GDP.

So it has a huge impact and even some legitimacy, but at the same time, we should know that there are 173 countries who are not participating. Therefore, as the Secretary-General, I've been trying to balance between the concerns of the G-173 and G-20, at the same time as the importance and urgency of addressing this financial crisis. It would be after all the G-20 member states whose economic policies will matter.

It will be the European Union - 27 countries - whose economy might have a greater impact than most of the world powers. Therefore, most of the important countries are represented in the G-20.

Now, there have been some, again, concerns raised and the necessity, the importance raised to change international financial institutions - the World Bank and IMF -, whether the system of the World Bank and IMF should maintain in such a way as it was established a long time ago, immediately after World War II.

The one important decision was to increase the share of the developing world in the World Bank and IMF. The G-20 leaders have recommended that there should be at least a 5% increase in the voting share of the developing world. I think it has been decided by the board members of the World Bank and IMF. This one could be an example of making progress in terms of changing, adapting themselves to the change of the situation in terms of systems. But in terms of addressing this acute financial crisis, I believe that the European Union is now very actively addressing this issue and the G-20 leaders are really working very hard to coordinate their economic policies, so that all these coordinated economic policies may help stimulate the world economy.

Thank you very much. Thank you.

M. le Président.- Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général. Nous sommes arrivés à la fin de notre séance.

Permettez-moi de vous remercier encore une fois pour votre disponibilité, d'avoir accepté de prendre la parole dans cette enceinte et surtout d'avoir répondu aussi promptement à toutes les questions de mes chers collègues.

Merci beaucoup, Monsieur le Secrétaire général.

(Applaudissements)

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn elo um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 24. an de 26. Abrëll.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.35 heures)

d'Chamber online op
www.chd.lu

SÉANCE 24

MARDI,
24 AVRIL 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Paul Helminger, Doyen

Sommaire

1. Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire
- *M. le Président*

2. Communications
- *M. le Président*

3. Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

4. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre
- *M. le Président*
- *Vote sur la résolution (adoptée)*

5. Ordre du jour
- *M. le Président*

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Claude Haagen - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense
- *M. Fernand Etgen - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense*

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région
- *M. Fernand Diederich - M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- *M. Roger Negri - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

7. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter
- *M. Michel Wolter*

8. 6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile

- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

9. 6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Marc Spautz*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen (remplaçant M. Eugène Berger), Mme Josée Lorsché, M. Georges Engel, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

10. Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif
- *Exposé: M. Michel Wolter*
- *Vote sur la motion (adoptée)*

11. 6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck
- *Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement*
- *Discussion générale: M. Fernand Etgen, M. Fernand Diederich, Mme Josée Lorsché, M. Jacques-Yves Henckes*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*
- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

12. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité
- *Exposé: M. Fernand Kartheiser*
- *Débat: M. Ali Kaes (M. Xavier Bettel pose une question), M. Xavier Bettel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Camille Gira, M. Roger Negri*
- *M. Fernand Kartheiser*
- *M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région (dépôt d'une documentation)*
- *M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn déi traureg Flicht, Iech den Doud vun dem fréieren Deputéierte Claude Pescatore matzedeelen, deen am Alter vun 89 Joer verstuerwen ass.

De Claude Pescatore ass en iwwerzeegtene Patriot gewiescht a war am Zweete Weltkrich als Resistenzler am Lëtzebuerger Fräiheetsbond aktiv, wou hie mat 19 Joer zwangsrekrutéiert gouf. 1944 ass hien dunn der Unioun vun de Lëtzebuerger Resistenzler bäigetrueden, där hire President hie vun 1997 bis 2007 wor.

Nom Krich huet de Claude Pescatore en Ingenieursstudium zu Grenoble ofgeschloss, wat him erméiglecht huet, an dem Stolwierk op den Terres Rouges unzefänke mat schaffen.

De Claude Pescatore huet eng besonnesch erfollegräich Carrière opzeweisen, an dat souwuel an der Stolindustrie, wou hien 1972 zum Directeur général adjoint vun der ARBED ernannt ginn ass an 1978 President vum Verwaltungsrot vun der MMRA gouf, wéi och spéider an der Wirtschaftswelt, wou hie President vum Verwaltungsrot vum Crédit Européen an der Foire internationale gouf.

An der Stolindustrie gëtt sech un hien erënnert als wesentleche Matwierker fir d'Schafe vun der Tripartite an de 70er Joren. Am Bankewiese gëtt sech un hien als dee Mann erënnert, deen als Éischten zu Lëtzebuerg den Chip fir Kreditkaarten agefouert huet.

Hie war awer och anerwäerts aktiv. Sou war e vun 1953 bis 2011 Member vum Verwaltungsrot vun der Fondation Pescatore an an den 80er Jore Member vum Verwaltungsrot vum „Lëtzebuerger Journal".

De Claude Pescatore kënnt aus enger traditiounsräicher liberaler Famill. Sou ass et och verständlech, datt hien de Wee an déi politesch Welt an de Reie vun der DP ageschloen hat. Um Gemengenniveau war hie vun 1981 bis 1984 am Gemengerot vun der Stad Lëtzebuerg vertrueden. Mä schonns virdru gouf hien 1979 als Zentrumsdeputéierten an d'Chamber gewielt, wou hie bis zu senger Demissioun 1984 war.

De Claude Pescatore war en extrem fläissegen Deputéierten, dee säi Wëssen als Ingenieur an der Commission des Travaux publics oder seng Erfahrung am industrielle Beräich an der Commission spéciale „Tripartite Sidérurgie" konnt afléisse loossen.

Hie war an dësem Haus awer och als kritesche Budgetsrapporteur bekannt, an an all deene Joren huet hien a senge villen Interventiounen zum Budget kee Blat virun de Mond geholl.

De Claude Pescatore ass den 12. Abrëll vun eis gaangen. Mir wäerten eis un hien erënneren als e Mënsch, deem d'Weidererhale vun der Erënnerung un den Asaz, deen eng ganz Generatioun vu jonke Lëtzebuerger opbruecht huet als Réfractairen a Resistenzler, ganz besonnesch um Häerz louch.

Senger Famill a senge Frënn gëllt haut eist häerzlecht Bäileed. Loosse mer opstoen, fir am Stëllen un dee Verstuerwenen ze denken.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposéiert.

2) Et goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: de 27. Mäerz vum Justizminister de Projet de loi 6418 iwwert de Casier judiciaire; den 29. Mäerz vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6419, eng Direktiv iwwert d'Aféiere vum Label écologique vun der EU; den 3. Abrëll vum Héichschoulminister de Projet de loi 6420, eng Ofännerung iwwert d'Uni Lëtzebuerg; deeselwechten Dag vum Verdeedegungsminister de Projet de loi 6421 iwwert d'Organisatioun vun der Arméi; de 4. Abrëll vum Ausseminister de Projet de loi 6422, en Accord mat Frankräich iwwert d'Zesummenaarbecht an der Sécurité sociale, an de Projet de loi 6423, en Traité tëschent den EU-Länner iwwert d'Adhésioun vu Kroatien; de 6. Abrëll vum Finanzminister de Projet de loi 6424, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert déi obligatoresch Autosassurance; den 18. Abrëll vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6426 iwwert den öffentlechen Transport, a schliesslech den 20. Abrëll vum Justizminister de Projet de loi 6427, eng Ofännerung vum Neie Code de procédure civile.

Communications du Président - séance publique du 24 avril 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

***6418** - Projet de loi relatif à l'organisation du casier judiciaire et aux échanges d'informations extraites du casier judiciaire entre les États membres de l'Union européenne et modifiant le Code d'instruction criminelle*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 27.03.2012

***6419** - Projet de loi portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°66/2010 du 25 novembre 2009 établissant le label écologique de l'Union européenne*

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 29.03.2012

***6420** - Projet de loi: modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public; modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 03.04.2012

***6421** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire*

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de la Défense, le 03.04.2012

***6422** - Projet de loi portant approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres entre le Gou-*

vernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française pour le développement de la coopération et de l'entraide administrative en matière de sécurité sociale des 11 avril et 17 juin 2011

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012

***6423** - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République de Bulgarie, la République tchèque, le Royaume de Danemark, la République fédérale d'Allemagne, la République d'Estonie, l'Irlande, la République hellénique, le Royaume d'Espagne, la République française, la République italienne, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, le Grand-Duché de Luxembourg, la République de Hongrie, la République de Malte, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République de Pologne, la République portugaise, la Roumanie, la République de Slovénie, la République slovaque, la République de Finlande, le Royaume de Suède et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (États membres de l'Union européenne) et la République de Croatie relatif à l'adhésion de la République de Croatie à l'Union européenne et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 9 décembre 2011*

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2012

***6424** - Projet de loi portant modification de:*

1) la loi modifiée du 16 avril 2003 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs;

2) la loi modifiée du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 06.04.2012

***6426** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 juin 2004 portant sur les transports publics*

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.04.2012

***6427** - Projet de loi portant modification de l'article 257 du Nouveau Code de procédure civile*

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 20.04.2012

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre

D'Commission de la Santé et de la Sécurité sociale huet an hirer Réunioun vum 19. Abrëll 2012 décidéiert, en Avis politique un d'Europäesch Kommissioun ze riichten, deen d'Dokumenter COM(2012) 48 an 49 iwwert d'Informatioun vun de Leit iwwert d'Medikamenter, déi een op Ordonnance kritt, betrëfft.

D'Kommissioun huet wuelverstane kee Problem, wat de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip ugeet, mä wollt politesch Bedenken zum Ausdrock bréngen, sou wéi et den nationale Parlamenter an där sougenanntener „Barroso-Initiativ" erlaabt ass.

D'Prozedur, déi hei applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Chambersreglement. Den Avis politique vun der Santéskommissioun ass lech a Form vun enger Resolutioun verdeelt ginn.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a été saisie d'une proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (COM(2012) 48 et COM(2012) 49);

- constatant que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a adopté lors de sa réunion du 19 avril 2012 un avis politique au sujet des initiatives législatives précitées et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité;

décide d'adopter cet avis politique de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ayant la teneur suivante:

«L'objectif politique général des propositions visant à modifier respectivement la directive 2001/83/CE et le règlement (CE) 726/2004, selon la Commission européenne, est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur des médicaments à usage humain et de mieux protéger la santé des citoyens de l'Union européenne.

Les principales mesures proposées visent

- l'obligation d'une information de haute qualité par l'application cohérente de normes européennes clairement définies,

- un meilleur encadrement des réseaux de communication et l'adaptation aux besoins des patients,

- le contrôle préalable de l'information.

Les textes en question sont ainsi censés compléter les objectifs globaux de la législation européenne dans le domaine pharmaceutique.

Les documents précités ont été renvoyés à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale afin qu'elle vérifie la conformité de ces propositions communautaires aux principes de subsidiarité et de proportionnalité consacrés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ne décèle dans les propositions communautaires en question pas d'élément enfreignant formellement le principe de subsidiarité ou de proportionnalité.

Toutefois, après avoir étudié les antécédents de l'instruction des textes dans les instances européennes, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a pris connaissance des oppositions catégoriques de plusieurs États membres dont celle du Luxembourg et elle partage les nombreuses critiques visant le fond et l'orientation générale des textes en cause.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale est d'avis que les lacunes des textes s'articulent principalement autour des points suivants:

- absence de distinction claire entre information objective du public et publicité. Sur ce point, la commission considère que les propositions communautaires font la part trop belle à l'industrie pharmaceutique à laquelle il ne doit pas être permis, au-delà de l'information objective nécessaire, d'influencer le public par des informations qui s'apparentent plutôt à des campagnes de publicité,

- création de trop nombreuses charges administratives,

- insuffisance des garanties proposées concernant le système des contrôles ex ante.»

(s.) Lydia Mutsch, Sylvie Andrich-Duval, Josée Lorsché, Paul-Henri Meyers, Carlo Wagner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl, an ech leeden dann och den Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

4. Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre

An hirer Réunioun vum 19. Abrëll 2012 huet nach eng Kéier déiselwecht Kommissioun, nämlech de la Santé et de la Sécurité sociale, décidéiert, en Avis motivé un d'Europäesch Kommissioun ze riichten.

D'Santéskommissioun war am Kader vun der Kontroll vum Subsidiaritéitsprinzip mat engem legislative Virschlag vun der EU-Kommissioun befaasst. Dee Virschlag betrëfft d'Fixatioun vum Präis vun de Medikamenter. D'Santéskommissioun koum zur Konklusioun, datt de Subsidiaritéitsprinzip verletzt ginn ass.

D'Prozedur, déi applizéiert gëtt, ass geregelt am Artikel 169 vun eisem Reglement. Den Avis motivé vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale läit lech a Form vun enger Resolutioun vir.

Résolution

La Chambre des Députés

- considérant l'article 169 du Règlement de la Chambre des Députés;

- rappelant que la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a été saisie d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (COM(2012) 84), proposition législative émanant de la Commission européenne et relevant du contrôle du respect des principes de subsidiarité;

- constatant que la Commission de la Santé et de la Sécurité a adopté, lors de sa réunion du 19 avril 2012, un avis motivé au sujet de l'initiative législative précitée;

décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ayant la teneur suivante:

«Considérations générales

La proposition de directive abroge et remplace la directive 89/105/CEE du Conseil du 21 décembre 1988 concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application.

Cette proposition de directive a été renvoyée à la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale afin qu'elle vérifie si cette proposition communautaire est conforme aux principes de subsidiarité et de proportionnalité tels qu'ils se trouvent ancrés à l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a noté que, selon la Commission européenne, le texte a pour objectif d'adapter le cadre légal aux données actuelles du marché des produits pharmaceutiques qui ont entre-temps profondément changé.

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale constate encore que la finalité que la Commission européenne attache à son initiative est double, à savoir mettre en place un meilleur accès des patients aux médicaments et une meilleure compétitivité de l'industrie pharmaceutique européenne. À cet effet, les mesures proposées sont les suivantes:

- un raccourcissement des délais à respecter par les autorités nationales pour les décisions de fixation de prix et de remboursement;

- une clarification des obligations procédurales à charge des États membres;

- une suppression des obstacles au commerce des produits pharmaceutiques.

La Commission constate que le texte proposé laisse à craindre une augmentation démesurée des charges administratives, ceci notamment en raison du raccourcissement des délais et des nombreuses nouvelles obligations qui interfèrent largement avec le principe de subsidiarité, à savoir notamment:

- l'obligation, pour chaque étape, de publier et de communiquer les critères de décision,

- l'obligation de consulter l'industrie en amont de chaque nouvelle mesure de fixation du prix et de remboursement et d'en informer la Commission,

- l'obligation d'adresser un rapport annuel à la Commission européenne sur les délais et retards,

- l'obligation d'effectuer l'ensemble des mesures administratives nécessaires à la prise de décision et à sa mise en œuvre dans les délais prescrits,

- l'obligation de prévoir des moyens de recours (procédure de référé, dommages et intérêts, astreinte journalière) au profit de l'industrie pharmaceutique en cas de non-respect par un État membre des délais,

- la suppression de la possibilité pour les autorités nationales de demander certaines informations complémentaires à l'industrie.

La multiplication des nouvelles obligations et l'encadrement strict des mesures administratives nationales ne laisse plus aucune marge de manœuvre aux autorités nationales.

Par ailleurs, la proposition consacre un déséquilibre criant entre les obligations à charge des États membres et celles à charge de l'industrie pharmaceutique. Le texte ne fait en effet que protéger les demandeurs d'une décision de transparence alors qu'à la moindre déviation par rapport à la procédure imposée, les autorités nationales risquent gros (astreintes journalières dans certains cas).

Par ailleurs, l'on peut se demander si ces nombreuses mesures sont vraiment de nature à contribuer à l'objectif général de la transparence et si elles respectent le principe de proportionnalité, concomitant au principe de subsidiarité.

La proposition met en question le rôle premier du principe de subsidiarité qui consiste à protéger la capacité de décision et d'action des États membres et, d'autre part, légitime l'intervention de la Communauté si les objectifs d'une action ne peuvent pas être réalisés de manière satisfaisante par les États membres en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée.

Conclusion

La Commission de la Santé et de la Sécurité sociale conclut que d'une façon générale, la proposition de directive enfreint le principe de subsidiarité en faisant peser des charges administratives exorbitantes et non justifiées par l'objectif de transparence sur les autorités nationales. La proposition privilégie unilatéralement les intérêts de l'industrie pharmaceutique.»

(s.) Lydia Mutsch, Sylvie Andrich-Duval, Josée Lorsché, Paul-Henri Meyers, Carlo Wagner.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Da soen ech lech Merci an ech leeden och dësen Avis un déi zoustänneg europäesch Instanz weider.

5. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 17. Abrëll huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno de Projet de loi 6310, eng Direktiv iwwert d'Navigation aérienne, nom Basismodell; dann de Projet de loi 6395 iwwert de Bau vun der Liaison Micheville, nom Basismodell; de Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss, nom Modell 1, an dann eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Gewalt géigeniwwer vun Autoritéitspersounen, nom Modell 1.

En Donneschdeg um zwou Auer hu mer d'Orientéierungsdebatt N°6253 iwwert déi verschidden Zorte vu Léierpersonal zesumme mat der Interpellatioun vum Här André Bauler iwwert de Profil vum Léierpersonal am Enseignement postfondamental, nom Modell 1, duerno eng Aktualitéitsstonn vun der DP-Fraktioun iwwert den Taxisecteur.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn an deen ass domadder esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N°153 vum Här Claude Haagen un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Contrôle technique vun de Gefierer. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Regierungserklärung steet, dass d'Regierung deen aktuelle System vun der technescher Kontroll vun de Gefierer géif iwwerpréiwen an ajustéieren. Et ass geplangt ginn, dass d'Automobilisten net méi esou oft an déi obligatoresch technesch Kontrolle vun de Gefierer, also an d'Kontrollstatioune vu Sandweiler, Esch/Uelzecht a Wëlwerwolz musse fueren. Momentan sinn dës Kontrolle bei engem neien Auto néideg, deen dann no dräianengemhallwe Joer an duerno all Joer muss dohinner fueren.

Och wann natierlech d'Zuel vun den Autosaccidenter an dëser ganzer Problematik matspillt a wann och al Doudegen am Verkéier een ze vill ass, esou kann een awer behaapten, dass de Lëtzebuerger Fuerpark ee vun deene modernsten an deenen neisten an Europa ass. D'Periodicitéit vun de Lëtzebuerger Kontrollen ass awer eng vun deenen héchsten an Europa, wat ee gewëssene Widdersproch duerstellt.

An deene leschte Méint sinn d'Tariffer vun der Kontroll an d'Luucht gaangen, wat jo och zu Diskussiounen a puncto eegegemaachen Inflatioun notamment bei de Prix administrés gefouert huet. De Rendez-vous-System ass adaptéiert ginn, méi Leit sinn agestallt ginn, mä de Käschtepunkt vun deenen extrae Rendez-vousen ass fir de Client och erëm an d'Luucht gaangen.

Op meng mëndlech Fro an deemselwechte Kontext hutt Dir den 8. Juni 2010 geäntwert, Här Minister, Dir géift op d'Resultater vun enger Etüd, déi vun der SNCT gemaach ginn ass, waarden. Schonns dee viregten Transportminister hat gefrot, fir ze analyséieren, wéi een déi eegen, oder déi éischt Kontroll, Lëtzebuerger Kontroll, technesch Kontroll bei véier Joer an déi zweet no sechs Joer kéint maachen. Vu dass Dir 2010 gesot hutt, Dir géift der Adaptatioun vun de Rendez-vousen an der Informatisatioun vun de Rendez-vousë Prioritéit ginn, ass dëst elo gemaach, an ech wollt Iech dofir folgend Froe stellen:

Wat sinn d'Resultater vun der Etüd vun der SNCT? Zweetens, wat ass d'Periodicitéit vun de Kontrollen an eisen Nopeschlänner? Ass d'Regierung nach ëmmer gewëllt, fir d'Gesetz vum 14. Februar 1955 ëmzeänneren, a wa jo, wat fir eng Changementer gesäit de Minister bei der Periodicitéit vun de Kontrolle vun neie Gefierer respektiv vun Occasioune vir?

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Claude Haagen. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Als Äntwert op d'Fro vum Här Haagen wéilt ech Folgendes soen: Richteg, wéi gesot - den Här Haagen huet dat preziséiert -, haut fänken eis Kontrollen an der SNCT mat dräianengemhallwe Joer un a ginn dann all Joers regelméisseg gemaach.

Mir hunn effektiv analyséiere gelooss vun der SNCT, wat d'Konsequenze sinn, wann ee Verschiebunge géif maache vun deenen dote Rhythmusse respektiv wann een eng Kontroll géif ewechloossen. D'Resultater vun deenen Analysen, déi do komm sinn, déi soen e puer Saachen aus: Den Taux de rejet normalerweis bei enger Kontroll vu Sandweiler läit haut en général bei 16,4%. Dat heescht, 16,4% vun den Autoen, déi an d'Kontroll ginn, ginn am Prinzip rejetéiert.

Wann een dat elo eng Kéier preziséiert op déi éischt zwou Kontrollen, dat heescht déi, déi bei dräianengemhallwe Joer an déi, déi bei véieranengemhallwe Joer stattfënnt, esou gesäit een, datt am Prinzip déi Kontrollen do erginn, datt den Taux de rejet zwar liicht méi déif ass, mä trotzdeem nach héich. Do leie mer bei engem Taux de rejet vun 9%, an d'Causë vun deene Rejeten, déi gemaach gi sinn, notamment an der éischter respektiv an der zweeter Kontroll, déi leien - also vun deenen 9% - bei 62% vun de Fäll, dat heescht ronn 1.400 Autoen, op Sécherheetsfroen, zum Beispill technesch Elementer wéi Bremsen, Luuchten, Pneuen an esou weider.

Bei der zweeter Kontroll läit deen Taux souguer nach méi héich: 73% vun de Fäll, dat heescht ronn 1.250 Autoe bei der zweeter Kontroll, déi gi rejetéiert aus Sécherheetsfroen, also och en héijen Taux nach ëmmer, och bei der éischter a bei der zweeter Kontroll, och wann eis Flott vun Autoe relativ nei ass.

Dat huet d'SNCT derzou verleet, net ze recommandéieren, dee Rhythmus méi héich ze maache respektiv wesentlech méi spéit unzefänken. Ech hunn elo nach zousätzlech d'SNCT gefrot, wann dat de Fall ass - also hir Recommandatioun ass, keng Kontroll ewechzeloossen, wann den Taux de rejet iwwer 5% ass vun deenen Autoen, déi do sinn -, ech hunn awer elo nach d'SNCT gefrot, fir mer nach eng Kéier ze analyséieren: Wann een eng Kilometerfro géif mat aféieren, ob et dann net méi Sënn géif maachen. Dat heescht, wa mer e Kritär hätten, deen net nëmme strikt den Alter oder d'Anciennetéit vum Auto wär, mä deen och nach de Kilométrage vum Auto mat géif beinhalten, fir esou méi no am Fong d'Realitéit vun deene verschiddenen Usagen, déi awer deen een oder deen anere Chauffer ka vum Auto hunn, mat eranzezéien an dee Moment dat méi korrekt opzedeelen, wat dat fir Influenzen hätt. Ech erwaarden elo heirop och Äntwerten, bis mer dann definitiv eng Léisung huelen.

Dat Zweet, wat ech do wëll soen, dat ass, datt och nach d'Europäesch Kommissioun momentan amgaang ass, genau un deem do Dossier ze schaffen, an datt se och wëllt déi do Froen harmoniséieren. Mir sinn also och nach amgaang ze kucken, wéi wäit elo deen Harmonisatiounsdossier ass an haaptsächlech, wéi schnell dee ka goen. Dat wär scho sënnvoll, wa mer eis als Lëtzebuerger un en harmoniséierte Rhythmus, un harmoniséiert Kontrolle kéinten uschléissen. Da géife sech all déi Diskussiounen, déi sech géife stellen op där enger oder op där anerer Säit, eriwwregen.

Wann Der da géift, wann Der déi Froe stellt, vläicht se méi prezis stellen, da kéint ech och méi prezis drop äntwerten. Wann Der mer d'Fro stellt, ech soll Iech soen, wéi an deenen anere Länner alleguer de Rhythmus wär, da verstitt Der, datt ech dat net esou auswenneg weess, wann Der mech net frot, datt Der dat prezis och wéilt wëssen. Elo zoufällegerweis,...

(Hilarité)

...well Der dat awer gefrot hutt, kann ech Iech e puer Länner soen: An Däitschland ass...

(Interruption)

Déi war net gestallt, déi Fro, mä ech hat et awer zoufällegerweis elo op mengen Ziedelen nach erausgefëscht, wéi ech heihinnerkomm sinn: An Däitschland ass zum Beispill de Rhythmus dräi, fënnef, siwen, dat heescht, si fänke méi fréi u wéi mir, mä hunn awer en Zweejoresrhythmus. An Éisträich ass et dräi, fënnef an dann all Joers, an der Belsch ass et véier an dann all Joers, an England ass et vun dräi Joer un all Joers. Just fir Iech déi puer Beispiller - an Holland ass et vun dräi Joer un all Joers -, just fir Iech déi Beispiller ze weisen. Sou datt mir hei mat deem Rhythmus, dee mir hunn, à peu près an der Mëtt leie vun deem, wat usuel ass a ganz Europa, zumindest keng iwwerdriwwe Kontrollrhythmussen hei agefouert hunn.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Mir kommen dann elo zu der zweeter Fro vun de Mëtteg, nämlech d'Fro N°154 vum Här Fernand Etgen un de Verdeedegungsminister iwwert d'Kooperatioun an d'Verdeedegung tëschent der Belsch, Holland a Lëtzebuerg. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, um Rand vun der NATO-Tagung déi lescht Woch hunn déi dräi Benelux-Länner eng Absichtserklärung fir eng verstäerkte militäresch Kooperatioun ënnerschriwwen. Wouranner dës Kooperatioun bestoe soll, ass an der Press, der nationaler an der internationaler, ganz ënnerschiddlech duergestallt ginn. Déi eng hu just vu verstäerkter Zesummenaarbecht, anerer vun enger regelrechter Benelux-Arméi geschwat. Och sinn d'Bild an d'Missioune vun der Arméi an deenen dräi Länner net onbedéngt identesch.

An dësem Kontext wollt ech den Arméiminister froen, eis e puer Prezisiounen ze ginn. Wat ass de genauen Inhalt vun dëser Initiativ? Wouranner leien d'Virdeeler fir Lëtzebuerg a seng Arméi? Wéi eng Deeler vun der Arméi wäerten dovunner betraff sinn? A wéi eng Fonctioune wäerte se an där neier Struktur iwwerhuelen?

Huet dëst Ofkommes och Répercussiounen op d'Restrukturéierungen an der Lëtzebuerger Arméi, zum Beispill op d'École de l'Armée? Gëtt dorunner geduecht, Synergien tëschent den ënnerschiddlechen Arméien ze notzen, a wa jo, wéi eng?

Wien iwwerhëlt de Lead vun dëser Initiativ? Ass et d'Zil, eng regelrecht Benelux-Arméi opzestellen? An ass Lëtzebuerg dann nach just een Deel vun engem „battlegroup"? Ass dëse Projet a Konkurrenz ze gesinn zu dem Eurokorps? A wéi steet d'Regierung zum Projet vun enger europäescher Arméi, wéi se ëmmer erëm nees an d'Diskussioun bruecht gëtt?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Elo kritt d'Wuert den Här Verdeedegungsminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de la Défense.*- Merci, Här President. Ech si frou, haut de Mëtteg zu dem Dossier Benelux-Arméi mech un Iech ze riichten. Ech war richteg iwwerrascht, dass dat haut scho stattfonnt huet, well ech wousst, dass de Kolleeg Félix Braz eng Heure d'actualité gefrot hat am Kader vun dëser Benelux-Arméi. An Dir wësst jo och, dass ech am Kader vun den Aarbechte vun der Commission des Affaires étrangères a vun der Défense och ëmmer gewinnt sinn, d'Chamber direkt ze informéieren. Mä ech komme gär de Mëtteg heihinner, fir ze erklären, firwat dass mer dës „Déclaration Benelux"...

(Interruption)

...firwat mer dës „Déclaration Benelux" den 18. Abrëll am Kader vum Conseil informel vun der EU grad och zu Val Duchesse, wou am Fong geholl Europa entstanen ass, ënnerschriwwen hunn.

Eng grouss Symbolik sollt an deem Ganze sinn, well et am Fong geholl drëm geet, fir déi bi- an trilateral Kollaboratioun ze formaliséieren. Dat ass am Fong geholl de Grondgedanken. Dass dat Sënn mécht, mengen ech, dat huet jiddweree verstanen; Lëtzebuerg ass säit 90 Joer am Benelux aktiv! Den éischten Traité ass vun 1922 an déi wirtschaftlech Zesummenaarbecht ass, mengen ech, virbildlech. Si ass eenzegaarteg a si huet eppes fäerdegbruecht hei an Europa, wat mer dach vläicht net ëmmer hunn, dat ass Vertrauen tëschent deenen eenzelnen Natiounen, an dat ass sécherlech eng schwiereg Geschicht an deene leschten Entwécklungen an der EU.

Hei gëtt et Vertrauen, a säit deem neien Traité vun 2008, deem neie Benelux-Traité vun 2008, gëtt et och am Fong geholl méi e grousse Wëllen, och politesch zesummenzeschaffen. An dës Kollaboratioun am Beräich vun der Défense, dat soll eng Expressioun si vun deene ville Facettë vun enger Zesummenaarbecht.

Elo kann ee sech d'Fro stellen: Firwat elo? Nun, mir hätten dëse Schratt schonn éischter gemaach, mä d'Belsch hat laang keng Regierung. Well am Mäerz 2011 si schonn éischt Iwwerleeunge komm, an dat och an engem Kontext, wou verschidde Saache sech an Europa gemaach hunn: Op där enger Säit huet d'EU och versicht, fir méi Effikassitéit mateneen ze kréien, huet d'Belsch proposéiert ënner hirer Présidence - dat war am Joer 2010, am September -, e sougenanntenen „pooling and sharing" ze maachen, dat heescht Materialien ze deelen. A fir Lëtzebuerg ass dat sécherlech näischt Aussergewéinleches. An d'NATO huet jo datselwecht gemaach, well déi hunn d'Kand just anescht genannt, si nennen dat „smart defense".

An dat mécht sech am Ganzen, Défense-Iwwerleeungen an Europa; d'NATO schwätzt vun engem neie Concept stratégique. Si maachen eng Reform vun hiren Agencen. Un allen Enner gëtt versicht, Geld ze spueren. An ech mengen, grad mat dëser Initiativ, mat dëser Formaliséierung vun enger Zesummenaarbecht kënne mer och zu Lëtzebuerg Geld spueren.

Dass et Sënn mécht, mengen ech, ergëtt sech och doraus, dass mer kollektiv net ëmmer déi Moyenen hunn an der EU, déi mer brauchen. Duerfir kommen all déi Diskussiounen do. Am Fall Libyen ass festgestallt ginn, dass Europa net onbedéngt gutt opgestallt ass, wat den Équipement ugeet. Also ass d'Devise déi: méi Effikassitéit, manner Doublanten, manner Saachen duebel maachen, an enger komplexer Welt, wou eng konventionell Gefor net méi existéiert. D'Gefore sinn haut éischter diffus an net faassbar, an do geet et dann eben drëm, gemeinsam Programmer generell anzeféieren.

Mir hunn haut scho punktuell Zesummenaarbechte mat eisen Noperen. Fir Lëtzebuerg ass d'Kooperatioun iwwert d'Grenzen eraus keen Thema. Et ass jo och keen Zoufall, dass mer e Ministère à la Grande Région hunn, an do zielen déiselwecht Prinzipië wéi hei, den „win-win". Wann ech mat mengen Noperen zesummeschaffen, da muss jiddweree Gagnant sinn. Dat soll och hei geschéien. Hei sollen also bi-, tri- a multilateral Zesummenaarbechte fonctionnéieren.

Den Här Etgen huet mech gefrot, konkret, wat dat heescht, zum Beispill fir Lëtzebuerg. Dat heescht effektiv, dass mer an Zukunft nach méi systematesch zesummen trainéieren. Dat heescht, dass mer och nach méi systematesch zesumme verschidden Investissementer maachen. Do kann ech e Beispill ufëieren, dat ass dee sougenanntenen „soldat du futur".

Do geet et drëm, eis Zaldoten nom Prinzip, deen eis an der Arméi helleg ass, beschtméiglech auszerüsten, da mat eisen Noperen zesummen. Do maache mer kloer Économies d'échelle. Et gëtt méi bëlleg, wann ech zu dräi Material akafen, héichwäertegt Material fir eis Leit ze schützen, mat héije GPS- oder Lokalisatiounssystemer. Dat sinn nei Technologien. Do wäerte mer an Zukunft systematesch zesummeschaffen a mir wäerten och am Joer 2014 ee sougenanntenen „battle group" maachen an der EU, wou dann de Benelux, dat heescht d'Belsch, d'Hollänner an d'Lëtzebuerger, an esou engem „battle group" wäerte sinn. Dat ass déi modern Défense-Politik an Europa, ënner engem Lead vun eisem belschen Noper.

Och am Beräich vun de Satellite wäerte mer versichen, an den nächste Joren zesummenzeschaffen. Mir wëllen hei zu Lëtzebuerg ee Centre d'excellence maachen. Do si mer an engem amerikanesche Programm zesumme mat Neuseeland, mat Kanada, mat den Dänen a mat den Hollänner. An do wëlle mer och am Prinzip vum „win-win" Capacitéiten zur Verfügung stelle fir d'belsch Arméi, a si ginn eis dann eng technesch Hëllef. Dat heescht, hei bréngt och een deem aneren eppes. Et ass eng asymmetresch, et kann ee scho bal soen Trilateral, mam Prinzip vum „win-win".

Dir gesitt also, mir hu wëlles, eis Arméi ze positionéieren an där grousser Welt, well fir eis zu Lëtzebuerg ass d'Arméipolitik och, oder d'Verteidegungspolitik, déi Politik vun den 3 D'en, Diplomatie, Défense an Développement. Et ass also eng Form och vun Aussepolitik, an heimat kënne mer weisen, dass mer existéieren. D'Benelux-Arméi ass also sécherlech, wäert en Thema ginn; nach net haut, vläicht och net muer, mä awer sécherlech iwwermuer.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Verdeedegungsminister.

Da komme mer elo zu der Fro N°155 vum Här Fernand Diederich un den Innenminister iwwert d'Parabolantennen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, Dir Häre Ministeren, meng Fro betrëfft dem Här Innenminister seng Circulaire vum 18. November 2011 un eis Gemengen, aus där ervirgeet, datt eng Gemeng d'Installatioun vun enger Parabolantenn net vun enger Baugenehmegung, net vun enger Déclaration préalable an net vun enger Tax däerf ofhängeg maachen. Hie berifft sech op eng Kommunikatioun vun der Europäescher Kommissioun, déi beseet, datt d'Recht, eng Parabolantenn ze benotzen, aus dem Recht vun der fräier Circulatioun vun de Servicer ervirgeet. E freet d'Gemengen, si sollten déi respektiv Bestëmmungen aus hirem Bauteréglement sträichen.

Ech wollt den Här Minister froen, wéi vill Gemenge bis den 31. Januar op seng Circulaire geäntwert hunn a wat ënner folgendem Saz aus der Kommunikatioun ze verstoen ass: „Il appartient à chaque État membre de fixer les conditions à respecter pour l'installation des antennes paraboliques", an ob net d'Gefor besteet, dass méi eng grouss Zuel vu Parabolantenne sech negativ wäert op d'Bild vun eisen Dierfer a Stied auswierken?

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. D'Wuert kritt elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dee Problem, deen den Här Diederich opwerft, fënnt seng Origine an engem Prinzip an der EU, an zwar deem vum Droit individuel fir eng Antenn zu Lëtzebuerg ze hunn. Dëst Recht ass zréckzeféieren op den Traité vun der Unioun vun der Libre circulation de marchandises et de services.

Mä en anere Prinzip, deen een hei och muss invoquéieren, wann een iwwert dëst Recht schwätzt, ass dee vun enger Direktiv iwwer „Télévision sans frontières". Dat ass eng Direktiv, déi fir d'Lescht 1997 geännert gouf, mä déi och hei spillt. A last but not least spillt och nach eng Kommunikatioun vun der Kommissioun iwwert de Prinzip vun der Applikatioun vun den Antennes paraboles, déi och komm ass. Dëst muss een als Hannergrond huelen, wann een Iwwerleeunge mécht am Beräich vu Parabolen an eise Gemengen, an eisem Land.

Den Artikel 10 vun der Convention européenne des droits de l'Homme, deen ënnersträcht also, dass all Mënsch ee fundamentalt Recht huet, fir Informatiounen ze kréien, fir Iddien ze kréien, an dat, ouni dass e gehënnert ka ginn. Ech mengen, ech ka keen drun hënneren, eng Zeitung ze liesen oder eng Zeitung ze kafen; et ass e bëssen datselwecht. An do gëtt et Jurisprudencen, Jurisprudencë vun der Cour européenne des droits de l'Homme an och vun der

Cour européenne de Justice. Déi eng, déi kucken dann, ob d'Applikatioun vum Traité richteg ass, an déi aner kucken, ob d'Mënscherechter richteg ëmgesat ginn.

An am Kader vun deenen Iwwerleeungen, all déi ech elo gesot hunn, ass effektiv e Bréif erakomm an de Ministère, wou gesot ginn ass, hei zu Lëtzebuerg géife Gemengen dës Prinzipië violéieren. Dat ass vu Bréissel komm, a mir hunn dat dann och gekuckt, an duerfir hunn ech déi Circulaire den 18. November erausgeschéckt, déi eben de Gemenge soll soen, dass se déi Prinzipien, déi invoquéiert ginn, ebe vun der fräier Circulatioun vu Marchandisen a Servicen, vun der Fräiheet vum Eenzelnen, dass déi sollte respektéiert ginn.

Doriwwer eraus gëtt et eng nei Jurisprudence souguer, déi de Prinzip vun der Non-discrimination och nach bréngt. Dat ass a Schweden geschitt. Do ass en Iraker, dee wollt an engem Haus gären irakesche Fernseh kucken, e wollt eng Parabolantenn opriichten, a si waren net d'accord. Dunn huet de Mann misse plënneren. Och do huet d'Geriicht gesot, dat geet net, dee Mann, dee muss dat Recht hunn, fir déi Informatiounen ze kréien.

Duerfir hu mer déi Circulaire geschéckt. Déi weist ganz kloer, dass déi al Reglementer, déi mer an de Gemengen haten, déi deen do Prinzip justement praktesch exklusiv ëmmer a Fro gestallt hunn, dass déi mussen ofgeschaf ginn. Nichtsdestotrotz kënne mer d'Gemengen - wann et muss sinn, kënne mer dat nach maachen - eng Kéier uschreiwen, dass ee seet, dass et Restrictioune gëtt, déi ee kann eventuell zu dësem Recht aféieren. Mä déi Restrictiounen dierfen awer net diskriminatoresch sinn, also mussen de Prinzip vun der Proportionalitéit och bëinhalten. Dat mécht also d'Saach net ganz einfach.

Et kann een also reduzéiert eventuell verschidde Gemengen d'Méiglechkeet ginn, ënner verschiddenen Emstänn ganz konkret, zum Beispill wann et drëm geet, fir Gebailechkeeten ze schützen oder esou, dass een do vläicht Oplage ka maachen. Mä dat ass awer éischter restriktiv, wéi dass een dat ka grouss gesinn.

De Prinzip muss hei gëllen, de fräien Zougank muss deem Eenzelne bestoe bleiwen, dat ass ganz kloer, mä et kann een e vläicht aménagéieren, mä net verbidden. Dat ass dee grousse Prinzip.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister.

Mir kommen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°156 vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Sécherheet an den Tunnelen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, d'Press huet haut gemellt, dass déi technesch Ënnersichung vun deem trageschen, schwéiere Busongléck an engem Tunnel an der Schwäiz Ufank Mäerz, deen 28 Mënschen, dorënner 22 Kanner, d'Liewe kascht huet, ofgeschloss ass. Domat gëtt engem erëm schlagaarteg déi ganz Tragédie virun Ae gefouert a wéi séier schwéier Accidenter geschéie kënnen, mat hire fatale Konsequenzen.

De Bus an der Schwäiz ass jo an engem Tunnel, deen an déi zwou Richtunge befuer gëtt, op eng Bëtonskant vun enger Nothaltebucht gepralt. Dofir wollt ech den Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler froen, ob en eis kéint e puer Detailer ginn iwwert déi konstruktiv Sécherheet an eisen Tunnelen hei zu Lëtzebuerg zu dësem Problem, fir esou fatal Accidenter ze évitéieren.

Ech soen dem Här Minister Merci am Viraus fir seng Äntwert.

M. le Président.- Merci dem Här Negri. D'Wuert kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. D'Sécherheet an den Tunnelen ass eng Fro, déi ëmmer erëm um Ordre du jour ass, well ëmmer erëm Accidenter duerch ganz Europa geschéien. A mir hunn och scho méi wéi eng Kéier, notamment déi leschte Kéier, och nach an der Chamberskommissioun jo iwwert dës Problematik geschwat.

Dir wësst, datt eis Reglementatioun, d'Gesetz vum November 2007 an de Reglement vum Dezember 2007, u sech hei d'Sécherheet an den Tunnelen zu Lëtzebuerg regléiert, an dat op Basis vun där Reglementatioun iwwert den TERN-Réseau - Trans-European Road Network -, wou all déi Konditioune festgeluecht si fir d'Tunnele vu gewëssene Gréissten.

Mir hunn hei zu Lëtzebuerg décidéiert, fir déi Tunnelen, och wa se net an deem TERN-Réseau sinn, hei zu Lëtzebuerg esou ze équipéieren, datt se deenen Direktiven entspriechen. An ech mengen, dat war och eng richteg Décisioun, déi mer sengerzäit geholl hunn.

Wat elo den Accident vum 13. Mäerz 2012 op der A9 an der Schwäiz ugeet, wou en Autobus an eng Paroi vun enger Garage gerannt ass, do muss een einfach soen derzou, datt zu Lëtzebuerg et net virgesinn ass an eiser Gesetzgebung, datt mer esou Parkgaragë brauchen. Mir bräichten déi nëmmen, wa mer Tunnelen hätten, déi bidirectionnel wären.

Vu datt awer déi Tunnelen, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, ëmmer nëmmen een Tunnel pro Direktioun hu respektiv zwee Tunnelen hunn, well mer mussen an zwou Direktioune fueren, huet dee Problem sech u sech hei net zu Lëtzebuerg gestallt. Dat heescht, mir hunn net deen Typ vun Anlagen. Mir organiséieren eis Sécherheet mat anere Mëttelen, wéi dat hei virgesi war.

Dir kennt alleguerten déi Mëttel, an haaptsächlech dat, wat mir hei utiliséieren: Dat si Systemer, déi mer DAI nennen, Détection automatique vun Incidenten. Dat heescht, wa mer iwwer elektronesch Systemer mierken, datt en Auto stoe bleift op enger Pist, well eng Pann ass oder wat och ëmmer, da ginn automatesch Alarmen déclenchéiert an et ginn duerch Luuchtesystemer déi Pisten dann och am Tunnel blockéiert.

Mir hunn och all esou vill Meter Méiglechkeeten, fir vun engem Tunnel an deen aneren eriwwerzegoen, fir Sécherheet ze organiséieren. An dee Moment hu mer och esou Trottoiressystemer, wou den Auto kann, wann e wëllt, sech liicht op den Trottoir parken, fir zu engem Deel zumindest aus der Strooss dann ze dégagéieren.

Dat, mengen ech, ass a war nach ëmmer fir eis méi en effikasse System wéi déi Parkanlagen, wou de toute façon, wann den Auto stoe bleift an der Mëtt, ee se net ëmmer erreecht respektiv wann et erop- an erofgeet, och schwiereg ass, fir dat esou ze erreechen.

Et muss een och soen, datt sengerzäit an der däitscher Reglementatioun esou Parksystemer an den Tunnelen zwar zréckbehal gi waren als Recommandatiounen, Lëtzebuerg se awer sengerzäit aus deene Grënn, déi ech genannt hunn, net iwwerholl huet, well mer aner Systemer méi sënnvoll a besser fonnt hunn a schlussendlech och déi däitsch Recommandatiounen net an déi Sécherheetssystemer vun den europäeschen Direktiven iwwerholl gi sinn. Sou datt mer am Nachhinein mat deem, wat mir préconiséiert hunn, recht behalen hunn an och frou sinn, datt mer déi Systemer esou installéiert hunn, wéi mer se installéiert hunn.

Dat, wat mir gemaach hunn, huet natierlech ee ganze Käschtepunkt gehat, an dat kënnt duerno an dem drëtte Gesetz vun der Nordstrooss nach eng Kéier zréck. An do wäerte mer nach eng Kéier dovunner schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

Domadder wäre mer um Enn vun der Froestonn. Mir kéimen elo nach zu dem Dépôt vun enger Motioun, déi den Här Michel Wolter wëllt virhuelen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

7. Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, léif Kolleegen, am Numm vun der Finanzkommissioun wéilt ech eng Motioun déposéieren, déi zum Zweck huet, der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, no gewëssene Konditiounen en integréierte Radiosréseau fir eist Rettungswiesen an eis Sécherheetsservicer an deenen nächste Joer sech zouzeleeën.

Ech soen Iech Merci derfir.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant

- que les forces de sécurité et de secours dépendent dans la réalisation de leurs missions de la disponibilité de moyens de communication performants, fiables et sécurisés;

- que les technologies et composantes à la base du réseau radio intégré des forces de l'ordre existant arrivent en fin de cycle de vie;

- que le Groupe d'Experts du Réseau Radio Intégré (GERRI) a analysé l'opportunité du déploiement d'un nouveau réseau radio sur base d'une technologie numérique;

- que le Ministère d'État a instauré en juillet 2011 un groupe de pilotage rassemblant les principaux utilisateurs et parties prenantes du réseau radio intégré pour analyser les différents modèles économiques de déploiement et de gestion envisageables d'un réseau numérique, l'expérience d'autres pays en la matière et les avantages et désavantages y liés;

- que le Gouvernement a décidé en date du 20 janvier 2012 de confier le déploiement et l'opération d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité à un opérateur économique;

- que par le caractère complexe et exceptionnel du projet, il est difficile d'apprécier d'avance, d'une part, les meilleures solutions techniques pour le déploiement et l'opération de ce réseau de même que, d'autre part, l'envergure précise de l'engagement financier qu'un tel réseau comporte pour l'État;

- que les conclusions des travaux du groupe de pilotage et les décisions du Conseil de Gouvernement ont été présentées à la Commission parlementaire des Finances et du Budget en date du 27 mars 20 12;

invite le Gouvernement

- à charger un opérateur économique du déploiement et de l'opération d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité, à maintenir ce principe pour la réalisation du projet, et ce conformément aux conclusions des travaux préparatoires;

- à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance du réseau précité;

- à déposer, après la conclusion de cette procédure, au cours de l'année 2013, un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif, sous réserve qu'une offre acceptable pour l'État ait été remise.

(s.) Michel Wolter, François Bausch, Jean Colombera, Lucien Lux, Claude Meisch.

M. le Président.- Merci dem Här Wolter.

Mir kéimen dann elo zum éischte Projet de loi vun eisem Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech dem Projet de loi 6310, eng Direktiv iwwert d'Navigation aérienne. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, d'Madame Lorsché an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

8. 6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mam Projet, deen ech elo d'Éier hunn Iech virzestellen, setze mir eng Direktiv ëm, an zwar d'Direktiv 2009/12 vun der Europäescher Kommissioun.

De Projet de loi, mat deem mir dës Direktiv ëmsetzen, ass de 5. August 2011 vum Nohaltegkeetsminister déposéiert ginn, kuerz nom Rejet vum Recours en annulation, wourobber ech nach wäert zréckkommen. De 16. Dezember huet de Statsrot säin Avis derzou ofginn. Den 21. September 2011 hat d'Kommissioun mech schonn zum Rapporteur genannt. Den 18. Januar vun dësem Joer hu mir an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot analyséiert. Well de Statsrot e puer Oppositions formelles hat, hu mir den 8. Februar eng Rei Amendementer ugeholl. Den 20. Mäerz huet de Statsrot de Projet fir d'Zweet aviséiert. An den 18. Abrëll huet d'Kommissioun de Rapport kënnen eestëmmeg unhuelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn Iech vill Datumer un de Kapp gehäit, ouni dass mir, oder Dir nach awer genau wësst, wourëms et an där Direktiv geet. D'Zil ass et, en harmoniséierte Kader ze schafen, fir d'Flughafegebühren an Europa ze regelen. Heirënner fale Landegebühren, vun deene bei eis d'Administration de la navigation aérienne profitéiert, awer och déi Redevancen, déi fir d'Passagéier bezuelt ginn, oder och dann, wa Fligeren um Flughafe geparkt ginn.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass d'Direktiv net d'Montantë vun de Gebühre festleet, mä eleng de juristeschen an de prozedurale Kader, dee muss respektéiert ginn, fir dës Redevancen ze fixéieren. Se gëllt fir all Flughafen an Europa an der EU, deen op ass fir all kommerzielle Loftverkéier a mat méi wéi fënnef Millioune Passagéiermouvementer pro Joer. A genau do läit de Problem, well Lëtzebuerg huet déi fënnef Millioune Passagéier net. Mä gläichzäiteg steet an där Direktiv, da wier et dee gréisste Flughafe vum Memberland - wat da fir Lëtzebuerg gëllt.

Ech wëll eng Kéier kuerz gesot hei op de Prinzip vun der Netdiskriminéierung an der Transparenz am Beräich vun dëse Flughafegebühren agoen. Eng obligatoresch Konsultatiounsprozedur vun de Flughafebenotzer duerch d'Gestionnairë vun de Flughäfen ass och virgesinn, an et muss eng onofhängeg Supervisiounsautoritéit an d'Liewe geruff ginn, fir onparteiesch Décisioune kënnen ze garantéieren. Dëst Organ muss juristesch ënnerschiddlech an a senger Fonctioun onofhängeg si vu sämtleche Gestionnairë vun engem Flughafen an och vu Fluggesellschaften.

D'Fro vun der Autorité compétente war dann och den Haaptpunkt vun den Aarbechte vun der Kommissioun. Den initialen Text hat d'Direction de l'Aviation civile als Autoritéit virgesinn, déi soll zoustänneg sinn. De Statsrot hat awer hei seng Awänn, sou dass d'Kommissioun festgestallt huet, dass den ILR soll déi Roll iwwerhuelen - a mir hunn dat och esou festgehalen - an d'Supervisioun iwwerhuelen amplaz vun der DAC.

Den zweete Punkt, iwwert dee mir hu misse schwätzen, ass dee vum Recours en annulation vun der Direktiv. Lëtzebuerg hat e Recours en annulation géint déi Direktiv gemaach, deen den 12. Mee 2011 rejetéiert ginn ass, woubäi den Délai fir d'Transpositioun de 15. Mäerz 2011 ofgelaf ass.

De Recours ass géint den éischten Artikel vun der Direktiv gaangen, déi beseet, dass se sech applizéiert: „…à tout aéroport situé sur un territoire relevant du traité, ouvert au trafic commercial et dont le trafic annuel dépasse cinq millions de mouvements de passagers, ainsi qu'à l'aéroport enregistrant le plus grand nombre de mouvements de passagers dans chaque État membre".

Lëtzebuerg hat gefuerdert (veuillez lire: kritiséiert), dass dem Findel als eenzege Flughafen am Land aner administrativ a finanziell Obligatiounen opleie wéi anere vergläichbare Flughäfen, notamment an der Groussregioun, an dass domadder de Prinzip vun der Netdiskriminatioun géif violéiert ginn.

An Zwëschenzäit ass jo d'Iddi vum Flughafe Bitburg vum Dësch, wat schonn e bësse besser ass, mä soss wier dat - wa mir als Eenzeg hätte missen drënnerfalen - am Verglach zu Bitburg a Metz doudsécher e groussen Nodeel fir Lëtzebuerg gewiescht.

Als zweete Punkt hat Lëtzebuerg ugefouert, dass d'Prinzipië vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit net géifen agehale ginn an dass doduerch méi Käschten a méi Prozeduren op de Findel zréckfalen. Dëst wier och am Kader vun engem Konkurrenzkontext an der Groussregioun désavantagéis fir Lëtzebuerg. Dës zwee Argumenter sinn der Cour de Justice net duergaangen, well si huet eise Recours als Lëtzebuerg net akzeptéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Dir hutt et am Laf vu mengen Ausféierunge gemierkt, dëst ass en technesche Projet, an duerfir verweisen ech fir déi weider Detailer och op den Avis vum Statsrot a seng Remarquë wéi op mäi schréftleche Rapport.

Ech wëll just nach drop agoen, dass en Avis vun der Chambre de Commerce komm ass, déi hiren Accord ginn huet. An ech géif och op dëser Plaz d'Zoustëmmung gi vun der CSV-Fraktioun. An ech géif hoffen, dass Dir alleguerten dëse Projet mat kënnt droen.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur Marc Spautz. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP).*- Merci, Här President. Ech wëll just dem Rapporteur Merci soe fir säi prezise schréftlechen an engagéierte mëndleche Rapport zu dësem Projet an him Merci soe fir seng Aarbecht.

Am Kontext vun der Flugsécherheet wëll ech nach drun erënneren, datt eng Question parlementaire vu mir vum 16. Januar, also viru méi wéi dräi Méint, iwwert d'Divergenzen tëschent der Administration de la navigation aérienne an der Direction de l'Aviation civile, iwwert d'Divergenze wat d'Applikatioun vun den europäeschen Direktiven ubelaangt, nach ëmmer net beäntwert ass, wuel wëssend, datt et awer keen direkte Lien do dertëschent gëtt an deem heitege Projet. Mir als DP-Fraktioun fannen dat net seriö a mir hoffen, datt mer gläich eng Äntwert op dës Fro kréien.

Wat de Projet vun haut ubelaangt, wëll ech selbstverständlech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Dann hätt ech just nach als Riedner den Här Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Dee Projet hei, dee geet op den europäeschen Traité an op eng Direktiv vun 2009 zréck, déi méiglechst niddreg Flughafegebühre fir Fluggesellschaften ustrieft. All Erhéijung vu Gebühre muss dokumentéiert a gerechtfertegt ginn. D'Fluggesellschafte mussen domat d'accord sinn, soss entscheet eng onofhängeg Regulatiounsgesellschaft.

D'Regierung wollt zwar eng Ausnahm fir Lëtzebuerg kréie virum Europäesche Geriicht, huet awer verluer. An interessant ass do virun allem an deem Urteel d'Argumentatioun vum Geriicht. Et huet gesot, zu Hahn an zu Charleroi, déi jo geholl ginn als Beispill dacks hei, drécken d'Low-Cost-Fluggesellschafte souwisou op d'Präisser, well et do vill op d'Präisser ukënnt bei deene Leit, déi mat deene Low-Cost-Gesellschafte fléien.

Zu Lëtzebuerg awer, wou et virun allem eng Clientèle vu Geschäftsleit gëtt, deenen eigentlech d'Präisser egal sinn, deenen et virun allem drop ukënnt, méiglechst no hei bei der Stad ze landen, muss een iwwert deen heite Wee Drock op d'Regierung als Bedreiwerin vum Findel maachen, fir d'Präisser ze senken.

A wie seet, Drock vun de Fluggesellschaften op d'Präisser, seet natierlech manner Einnahme fir de Stat, an dat heescht erëm eng Kéier Drock op d'Léin vun deem Personal, wat do schafft. Dat heescht och Drock op d'Emweltbedéngungen, zum Beispill eng Duerchlächerung vum Nuetsverbuet.

An et ass wuel keen Zoufall, dass sech elo an dëser Zäit déi éischt Low-Cost-Fluggesellschaft schonn zu Lëtzebuerg ugemellt huet. An dobäi gesäit eigentlech den europäeschen Traité vir, dass een och dem regionalen Aspekt vun engem Flughafe bei där heiter Regelung ka Rechnung droen.

Dat ass awer eng Bestëmmung vum Traité, op déi d'Lëtzebuerger Regierung sech virum Geriicht net beruff huet. Firwat? Well se jo selwer de Flughafe gesäit am Kader vun enger Konkurrenz géint déi aner Flughäfe ronderëm. Et kann een also soen, dass am Fong geholl hir eege Konkurrenzpolitik hei hir op d'Nues fält!

Ech stëmme géint dat Gesetz hei, wat am Fong geholl nëmmen e Gesetz ass fir d'Dereguléierung an de Präisdrock am Aviatiounssecteur unzedreiwen. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech op eng Rei Argumenter beruff, awer, mengen ech, net op déi richteg Argumenter, déi een hätt misse gebrauchen, fir hei ze rechtfertegen, dass dat Gesetz hei sech net, dass déi Regelung hei sech net op Lëtzebuerg uwennt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Just e puer Remarquen, déi ech ze maachen hunn, nodeem datt ech selbstverständlech dem Rapporteur Marc Spautz an der Kommissioun Merci gesot hu fir déi gutt Aarbecht, déi hei gemaach ginn ass.

Wann ech den Här Urbany richteg verstanen hunn, war hie jo am Prinzip mat eis d'accord, datt mer géint déi Direktiv hei ugesicht hunn, well hie jo och dergéint ass.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Jo.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Hien huet just gesot, mir hätten déi falsch Argumenter geholl, fir unzesichen. Mir hunn déi Argumenter geholl, wou mer gehofft hunn, datt mer géife gewannen, wou mer ugesicht hunn. Mir hunn awer, muss ech feststellen a musst Dir och feststellen, hei net gewonnen.

Mir sinn an där Situatioun, an där Konkurrenzsituatioun mat eisem Flughafen a mir musse probéieren an Zukunft och all déi Argumenter op eis Säit ze kréien, déi eis kënnen an deem Konkurrenzkampf, wou mer sinn, mam Flughafen och kënne bestoe loossen. Do wäerte mer och dat Bescht maachen, fir all déi Argumenter op eis Säit an deenen nächste Joren ze kréien.

Mä Dir wësst et, an der Aviatioun, ob dat elo am Cargo-Business ass oder ob dat am Passagéier-Business ass, ass d'Konkurrenz grouss an ass de Kampf an deene leschte Joren extrem staark.

Ech wëll dem Här Etgen äntwerten. Ech hat gemengt, mir hätten op seng Question parlementaire hei mëndlech geäntwert, well ech zweemol hei Stellung geholl hunn. Wann dat net de Fall ass, kucke mer dat direkt, datt Dir sofort eng Äntwert kritt. Dann deet et mer leed, dann entschëllegen ech mech. Mä selbstverständlech, wann dat net de Fall ass, kritt Dir kuerzfristeg eng Äntwert vun eis zougestallt.

Ech soen Iech Merci fir d'Zoustëmmung zu deem Gesetz.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6310 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'ÉiscHT déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6310 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen, géint 1 Neen-Stëmm.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi n°6310 est adopté par 58 voix pour et 1 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Félix Braz (par Mme Viviane Loschetter), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6395 iwwert de Bau vun der Liaison Micheville. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen, d'Madame Lorsché, den Här Kartheiser an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

9. 6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet, deen ech Iech elo virstellen, ass en eminent wichtege Projet fir de Site Belval a fir d'Uertschaft Esch. Well och Esch an d'Gemeng Suessem, déi niewendru läit, déi och deelweis deen Terrain do mat huet, gi mat deem Projet enorm entlaascht, an et ass eng wichteg Saach och fir d'Entwécklung vum Süden.

Mir hunn an deene leschte Joren, Méint a Woche jo verschidde Projete vum Site Belval hei ugeholl. Leschte Mount huet meng Fraktiounskolleegin, d'Madame Marie-Josée Frank, op dëser Plaz de Projet vun der Ingenieurshal, der Kältezentral an dem Labo hei virgestallt. All dës Projete si wichteg fir d'Uni an de Fuerschungsstanduert Lëtzebuerg. An all dës Projete mussen agebett sinn an e Verkéierskonzept, well aneschters et wäert onméiglech sinn, dass mer de Verkéier packen, dat op der Route Nationale 31 wéi och op der Autobunn A4.

Jiddweree vun eis ass bestëmmt schonn eng Kéier Richtung Belval gefuer an huet misse feststellen, dass momentan dat eng eenzeg grouss Baustell ass, an dass och eng relativ chaotesch Stroosseféierung do ass, déi nawell all Woch - oder all Mount, soe mer - e bëssen aneschters ass.

Mat dësem Projet laude mir elo déi drëtt Phas an, an domat d'Fäerdegstellung vun der sougenannter Liaison Micheville, déi dann et och mat sech brëngt, dass mer e franséische Contournement kréie vun Däitsch-Oth mat eiser A4, dass och do herno eng Verbindung entsteet. De Käschtepunkt beleeft sech op 138 Milliounen Euro.

Wat gëtt elo méi konkret hei gebaut?

E Stroossenabschnitt vun 1.650 Meter tëschent der N31 an der A4 am Norde vun der Cité Raemerich; de Bau vun engem Échangeur an engem Kreesverkéier beim Crassier Éilereng an de Raccordement vun dësem mam Rond-point Raemerich; de Bau vun enger Bréck ënnert dem Kreesverkéier Éilereng. Des Weidere sinn an dëser leschter Phas d'Behandlung vun deem verschmotzte Buedem inklusiv dem Oftransport op eng Décharge virgesinn.

Dee ganze Projet vun dëser Verbindung tëschent Esch a Micheville a Frankräich huet d'Zil, den Accès op Belval ze vereinfachen, andeems d'Autoen den ënnerierdeschen Tunnel huelen, dee mat den Haaptachse verbonnen ass. Doduerch ginn d'Stroosse ronderëm Esch a Suessem entlaascht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat d'Chance, mat deenen zoustännege Leit de Chantier eng Kéier kucken ze goen, wéi en elo ass. A wann een do gesinn huet, wat alles leeft, weess een, dass et och wichteg ass, dass mer elo déi drëtt Phas maachen, fir dass mer dann och definitiv déi Strooss opkréien.

E kuerze Réckbléck iwwert de gesamte Projet vun der Liaison Micheville.

Si huet eng Gesamtlängt vun 3.300 Meter op zweemol zwou Bunnen. Vum Échangeur Lankelz gëtt d'A4, déi am Moment jo um Rond-point Raemerich ophält, déviéiert a verlängert. Vum Norden no Süde leeft se laanscht d'TGV-Zentral, de Site vum Crassier Éilereng, den Terrain vun der SOTEL, de Plateau du St-Esprit - selbstverständlech net deen hei an der Stad, mä deen um Belval - a verleeft dann ënnerierdesch duerch Belval, fir da schlussendlech op engem neie Rond-point unzekommen.

Den Haaptbestanddeel vum Projet ass den iwwerdeckten Tunnel vun enger Längt vu 735 Meter. Dräi nei Échangeure sinn néideg fir d'Ubannung un dat bestehend Stroossennetz: deen éischte fir d'Verbindung mam Crassier Éilereng an d'Quartiere vun Esch; deen zweeten, südwestlech vun der Cité Raemerich, ass fir d'Desserte Nord vu Belval, an deen drëtte garantéiert op der franséischer Säit déi lokal a regional Ubannung souwéi den Accès op Belval-Sud an och an déi Belvaler Strooss fir Bieles.

Ech hu virdru gesot, dass dëst déi drëtt Phas vum Projet ass. Dat ergëtt also, dass mer schonn zwou Phase virdrun haten. D'Gesetz vum 3. August 2005 huet déi éischt Phas fräiginn, mat engem Budget vu 76 Milliounen Euro. Hei ware virun allem Virbereedungsaarbechten an d'Drostruktur vum Tunnel virgesinn, wéi och den Accès op de Square Mile.

D'Gesetz vum 29. Juli 2008 war den Ufank vun der zweeter Phas, mat enger Enveloppe budgétaire vun 115,5 Milliounen Euro, mat deenen d'Gros œuvre vum Tunnel sollt fäerdeggestallt ginn, gradesou wéi d'Voiriesaarbechten am Tunnel, de Bau vun engem Kreesverkéier, verschidden Ubannungen, wéi ënner anerem déi vum Rond-point Raemerich, an d'Behandlung vum verschmotzte Buedem.

De Projet vun haut soll dann déi lescht Phas ugoen um Schluss vun där Liaison Micheville, ier d'Liaison Micheville soll a Betrib geholl ginn. Wéi scho gesot, ass hei e Budget vun 138 Millioune virgesinn.

Mir wëssen och - a mir hunn alleguerte jo e Courrier och kritt - vu verschiddene Mouvementer, déi soen, dass dat net gutt wier, wa mer dee Projet haut de Mëtteg géife stëmmen, well do Problemer op franséischer Säit wieren. Ech wëll awer dozou soen: Éischtens kënne mer eise franséische Kolleegen net soen, wat se ze maachen hunn, mä dass et do déi jeeweileg Instanze sinn, déi dofir zoustänneg sinn.

An zweetens: dass laang Jore verhandelt ginn ass tëschent Lëtzebuerg a Frankräich, fir endlech déi Léisung do ze fannen, dass a) de Site vu Belval - wou deemools de Michel Wolter belächelt ginn ass, wéi en domat komm ass, fir deenen Industriebraachen en neit Liewen anzehauchen - awer haut beweist, deen Intérêt vun all deene Leit, déi do sinn, wéi interessant dat war; dass et zweetens wichteg ass, dass de Verkéierschaos vun der Gemeng Suessem, virun allem der Uertschaft Bieles, awer och Esch, dass déi missten entlaascht ginn, dass et richteg war, dës Entscheedung ze huelen an dass et och elo net un eis ass, de franséische Kolleege virzeschreiwen, wat se ze maachen hunn, wou och do scho Prozesser gefouert sinn, wuel wëssend, dass och elo franséisch Organismen op europäeschem Niveau usichen, esou ass et awer wichteg,...

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren!

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV), rapporteur.*- ...dass mer awer och elo wëssen, dass op europäeschem Niveau do wäert ugesicht ginn. Mä et ass net un eis Lëtzebuerger, hei elo dat Ganzt ze stoppen, mä dass dat endlech soll och zu engem Enn gefouert gi vun eiser Säit.

Zielt een déi dräi Phasen awer elo zesummen, esou kënnt ee fir déi Strooss op e Gesamtchiffer vu ronn 330 Milliounen.

Här President, e Problem, dee sech meeschtens bei der Sanéierung vu fréieren Industriesitë stellt, ass dee vum verschmotzte Buedem, deen d'Industrie hannerléisst. Mir wëssen et all, och Belval ass heivun net verschount bliwwen. An dat si jo ëmmer extrem finanziell Posten, wat esou eng Opbereedung vum Buedem kascht!

Et gëtt hei verschidden Alternativen, zum Beispill, dass een e Gruef aushieft, no ënnen isoléiert, da mat Buedem volltippt, no uewen zouisoléiert an dann zum Beispill eng Autobunn driwwerfuere léisst. Genau dat hu mer gemaach um Terrain laanscht d'TGV-Zentral.

Wann Dir Belval awer virun Aen hutt, wësst Der, dass do Kubikmeteren a Kubikmetere vun esou Buedem leien. An déi grad erkläerte Method ass zudeem extrem kostspilleg an et ass momentan nach méi bëlleg, awer sécherlech net onbedéngt méi nohalteg, de verseuchte Buedem an d'Ausland ze exportéieren, wou en da fachgerecht entsuergt ka ginn.

Mä soulaang et méi bëlleg ass, dat ze maachen, wier et jo awer och Nonsens, wa mer géifen dann hei net vun där Geleeënheet profitéieren. D'autant plus wou mer wëssen - an ech hat d'Geleeënheet, scho bei engem anere Projet hei doriwwer ze schwätzen -, dass mer jo nach esou Siten hunn.

Ech denken drun, wéi mer Rieds haten iwwert de Lycée Hubert-Clément, firwat deen net konnt op d'Frichë vun Terres Rouges gesat ginn. Ech denken un d'Schmelzen, déi jo elo agemott ginn - dat ass jo dat neit Wuert an der Lëtzebuerger Sidérurgie, dass mer vun „amotten" schwätzen -, dass do och nach wäerten eng Kéier Sitë kommen, wou relativ vill Buedem ze sanéieren ass, dass een dann eng Kéier muss drugoen. Mä soulaang et méi bëlleg ass, et am Ausland ze entsuerge wéi hei am Land ze behandelen, mengen ech, ass dat dee richtege Wee.

D'Gesetz vun 2008 iwwert d'Liaison Micheville hat fir de verseuchte Buedem e Poste vu bal 23 Millioune virgesinn. Ech wëll awer soen, dass déi Délaien, déi am Gesetz virgesi waren, net konnten agehale ginn, fir all dee Buedem hei am Land ze entsuergen, well och méi Meter Kibb do waren, wéi am Ufank gemengt, a mir hu missen op d'Alternativen zréckgräifen. An dat ass eben, wéi gesot, eng Décharge, déi sech dorobber spezialiséiert huet an Däitschland.

Zu dësem Zäitpunkt hunn dës Terrainen awer och nach net dem Stat gehéiert, mä der Agora. An dat war eréischt duerno, nodeems déi Terrainen dépolluéiert waren, dass de Stat der Agora en Deel vun den Terrainen ofkaaft huet fir ronn 15 Milliounen. Dir gesitt, dëst alles si keng kleng Montanten, déi hei am Spill sinn, an et ass extrem wichteg, dass dës Terrainen uerdentlech dépolluéiert ginn, ier nei drop gebaut gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ofschléissend wëll ech nach soen, dass de Statsrot mam Projet averstanen ass. Just, wéi scho méi oft, huet e reklaméiert, dass mer géife bei der Liaison Micheville esou e klenge Saucissonnage vum Gesamtprojet maachen. En hätt et léiwer gehat, wa mer ee gemeinsamt Gesetz doriwwer gestëmmt hätten. Awer quant au fond huet e kee Problem.

Dëst ass ee wichtege Projet fir de Site Belval a fir de Süde vum Land. Mir hunn an de leschte

Jore vill Geld an Häerzblutt an déi Siten investéiert. Dofir ass et richteg, dass mer elo mat dësem Projet déi néideg Stroosseverbindunge vun der Liaison Micheville ofschléissen. An ech géif Iech alleguerte bieden, dësem Text zouzestëmmen. En ass wichteg fir eis Stroossestruktur, en ass wichteg fir d'Ëmwelt an en ass och wichteg fir d'Entwécklung vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci an ech ginn och heimadder d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP), remplaçant M. Eugène Berger.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech maachen dës Interventioun am Numm vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Eugène Berger, deen haut fir d'Chamber am Ausland ass, fir fir d'Éischt emol dem Rapporteur, dem Kolleeg Marc Spautz, Merci ze soe fir säi prezise schréftlechen a mëndleche Bericht.

Dëse Projet ass eng weider Etapp am Hibléck op d'Entwécklung vun den Industriefrichen op Esch/Belval, well mat deem virleienden Text gëtt déi drëtt a lescht Phas vun der Haaptverkéiersoder um Site vun Esch/Belval realiséiert an eist Autobunnsnetz un dat franséischt ugebonnen. Dëse Projet ass d'Basis fir d'Grondakzeptanz vum Projet Belval.

Als DP-Fraktioun si mir selbstverständlech d'accord mat dësem Projet, well d'Ubannung vun dem Lëtzebuerger Stroosseréseau, dat heescht vun der Escher Autobunn un de franséischen Autobunnsréseau ass eppes, wat scho laang gewënscht ass.

Dëse Projet steet dann och ganz besonnesch a Relatioun mat där dynamescher Entwécklung, déi mer am Süde vun eisem Land kenne mat de Friches industrielles op Belval an deenen anere Frichë ronderëm Éilereng, mat zousätzlechen Aktivitéiten, déi dann och wäerten an déi ganz Regioun kommen an déi jo forcément, ob mer dat elo wëllen oder net, méi Individualverkéier wäerten unzéien.

Duerfir brauche mer awer och dréngend eng Verstäerkung vun den Zuchinfrastrukturen am Süden. Schonn haut ass d'Autobunn Esch-Lëtzebuerg an de Stoussstonnen iwwerlaascht. Mat där weiderer Entwécklung vum Süde riskéiert op dëser Streck ee richtege Verkéierschaos ze entstoen. Déi direkt Zuchlinn Lëtzebuerg-Esch ass an eng drëtt Phas verluecht ginn, wat nëmmen heescht, datt dës Regierung se net wäert bauen. Eng adequat Alternativ zu dëser Linn huet d'Regierung awer bis elo nach net op den Dësch geluecht.

Ofschléissend wëll ech de Wonsch ausdrécken, datt mer esou séier wéi méiglech op därselwechter Plaz an zum selwechte Moment erauskomme wéi d'Fransousen, wat dëse Projet ubelaangt. Dat schéngt de Moment awer net ganz garantéiert ze sinn, duerch Plaintë vun Ëmweltorganisatioune bei der EU-Kommissioun.

Dann erënnert de Projet vun der Liaison Micheville eis och nach un een anere Projet, dee mer dagdeeglech aus de Staumeldungen am Süde kennen: dee vum Échangeur Helleng. An ech wëll vun dëser Diskussioun profitéieren, fir de Minister kuerz ze froen, wou mer mat dësem Projet dru sinn.

Erlaabt mer awer och nach zum Schluss, Ponts & Chaussées fir déi gutt Informatiounspolitik vun de Leit, vu Ponts & Chaussées un d'Leit aus dem Quartier ze félicitéieren an hinnen duerfir Merci ze soen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt d'DP dëse Projet wäert stëmmen an datt mer doranner och ee wichtege Schrëtt gesi fir déi weider Rekonversioun vun enger ganzer Regioun am Süde vun eisem Land.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- An ech soen dem Här Etgen Merci. Als nächste Riedner ass d'Madame Lorsché agedroen.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, grad wéi den Här Marc Spautz als Rapporteur vun dësem Projet a wéi den Här Etgen vun der DP vertrëtt och déi gréng Fraktioun d'Meenung, datt d'Liaison Micheville net nëmmen zu der Beliewung vun Esch/Belval bäidréit, mä d'Verkéierssituatioun ronderëm Esch och insgesamt verbessert. Aus ekonomeschen a soziale Grënn ass de Bau vun dëser Verbindung also duerchaus ze vertrieden. Dofir si mer och der Meenung, datt de Projet vun der Liaison Micheville soll eng Suite kréien.

Mat dësem Gesetz, wat d'Finanzéierung vun der drëtter a leschter Phas vun där Verbindung soll erlaben, di mir eis allerdéngs schwéier. Quitte datt d'Ëmsetzung vum Projet zum gréissten Deel an der Hand vun de franséischen Autoritéite läit an ënnert der Maîtrise d'ouvrage vun de Conseils généraux Moselle a Meurthe-et-Moselle soll duerchgefouert ginn, engagéiert de Lëtzebuerger Stat sech awer net ze knapps bei der Finanzéierung vun den Infrastrukturen.

Wann een d'Käschte fir d'Entsuergung vum verseuchte Buedem op lëtzebuergeschem Territoire vum Gesamtbetrag ofzitt, da bleiwen ëmmerhin nach 114,5 Milliounen Euro, déi Lëtzebuerg fir de leschten Deel vun dëser Ubannung investéiere wëllt, déi a Frankräich weiderleeft.

Am Prinzip begréisse mir als Gréng all Investissement, wat déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht op eng nohalteg Aart a Weis fördert, zemools och, wann et ëm déi ekonomesch, sozial a kulturell Beliewung vun Esch/Belval a vun de Südgemenge geet. Allerdéngs huet dëse Projet en Hoken.

Bewisenermoosse weist den Terrain, op deem d'Strooss soll gebaut ginn, a Frankräich eng héich Biodiversitéit op a läit op Lëtzebuerger Säit tëschent zwee Natura-2000-Gebidder, dat eent zu Esch, dat anert zu Déifferdeng, déi evidenterweis duerch de Bau vun dëser Strooss a Gefor kënne geroden. Trotzdeem ass bei der Planung vun der Strooss keng Strategesch Ëmweltpréiwung duerchgefouert ginn an trotzdeem si keng alternativ Tracéen am Detail analyséiert ginn, woumat déi europäesch Gesetzgebung net an allen Hisiichte respektéiert gëtt.

Et ass dofir kee Wonner, datt net manner wéi dräi franséisch an zwou Lëtzebuerger Ëmweltschutzorganisatioune reagéiert hunn, an dat mat enger Plainte bei der Europäescher Kommissioun, sou wéi den Här Spautz an den Här Etgen et och ugedeit hunn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann d'Plainte sech géint Frankräich riicht, si mir net der Meenung wéi den Här Spautz, datt Lëtzebuerg elo de Kapp an de Sand sollt stiechen. Souwuel d'Mëssuechtung vun de Prozedure wéi och de Schutz vun der Natur ginn eis net nëmmen e wéineg un, zemools, well mer eis hei och mat 114 Milliounen an e wéineg méi engagéieren. Onofhängeg dovu besteet de Risiko, datt de Projet opgrond vun der Plainte op EU-Niveau blockéiert gëtt a mir da méi ze verléieren hu wéi ze gewannen; haaptsächlech verléiere mer vill Zäit.

D'Wahrscheinlechkeet, datt d'Plainte recevabel ass, besteet an eisen Aen ëmsou méi, well 20% vun de Käschten iwwer europäesch Fongen ofgedeckt ginn. Ob dat Geld och fléisst, wann déi europäesch Virschrëften net respektéiert ginn, ass eng Fro, déi gradesou berechtegt ass wéi déi, ob mir eis eegen Natura-2000-Zone wëlle schützen oder net.

Amplaz also just Geld zur Verfügung ze stellen an der Hoffnung, datt dat Europäescht Geriicht bei dësem Projet duerch d'Fangere kuckt, fuerdere mir déi zoustänneg Ministeren an dësem Dossier op, aktiv ze bleiwen an Drock op Frankräich ze maachen.

Éischtens misst eng grenziwwerschreidend Impaktstudië realiséiert ginn, fir d'Auswierkunge vun dësem Projet op déi natierlech Liewensraim ze analyséieren, an zweetens misst all aner Variant vu Grond op gepréift ginn, fir den ekologesch sënnvollsten Trajet kënnen ze realiséieren. En Tracé, dee manner zerstéiert a méi effikass ass an dee virun allem net zu engem zweeten Échangeur Helleng wäert féieren!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet hei net nëmmen drëm, dat europäescht Recht ze respektéieren, mä et muss och drëms goen, eis eege Rechter wouerzehuelen, fir datt Esch/Belval sech weiderhin am Respekt vun der Natur entwéckele kann an domat dem Prinzip vun der Nohaltegkeet trei bleift. Well déi zwou Bedéngungen hei net garantéiert sinn, wäert déi gréng Fraktioun sech bei dësem Vote enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächste Riedner ass den Här Engel agedroen. Den Här Engel huet d'Wuert.

M. Georges Engel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Här Spautz fir säin exzellente Rapport a seng Explikatiounen, déi e ginn huet. En huet gesot, dass et en extrem wichtege Projet wier. Ech kann deem nëmmen zoustëmmen. Déi drëtt Phas ass eng logesch Konsequenz vun Décisiounen, déi 2005 an 2008 hei geholl goufen, Décisiounen, déi scho préliminaire waren op dës Décisioun, déi dann haut wäert fale fir déi drëtt Phas, déi ganz wichteg ass fir d'Regioun vum Süden, awer och fir eist ganzt Land.

Alleguer déi Décisiounen, déi duerno musse fale op franséischer Säit, musse sech natierlech an de Kader vun der Prozedur vun der Réglementation communautaire aschreiwen, an do gëtt et och eng ganz Rei vu Méiglechkeeten, déi nach ze huele sinn.

Et wonnert mech e bëssen hei, d'Abstentioun vun der grénger...

Une voix.- Eis net!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...Fraktioun, well d'Leit an de Schäfferéit zu Suessem an zu Esch, wou jo och déi gréng mat dra vertruede sinn, déi setze sech jo scho säit Joren...

Une voix.- Jo!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...derfir an, dass den Accès op dëse Site besser gëtt an och d'Weiderféierung Richtung...

Une voix.- Mir och, mir och!

M. Georges Engel *(LSAP).*- ...Frankräich endlech Realitéit gëtt, an duerfir wonnert dat heite mech elo ganz staark, well bis elo och vun där Säit do net grousse Géigewand komm ass.

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, Här Engel,...

M. Georges Engel *(LSAP).*- Mir brauchen eng dynamesch Entwécklung...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Ech mengen, Här Engel, wann Der gutt nogelauschtert hätt der Madame Lorsché, dann hätt Der erausfonnt, datt wahrscheinlech mat eiser Method fir virzegoen d'Strooss éischter gebaut gi wier.

M. le Président.- Den Här Engel ass et ganz eleng, deen d'Wuert huet. Wann ee gär dem Här Engel eng Fro stellt, dann...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Gitt emol op Helleng kucken!

M. François Bausch *(déi gréng).*- Den Här Engel stellt hei Behaaptungen op, déi...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Kuckt Iech Helleng emol un!

(Brouhaha)

M. le Président.- Här Engel, schwätzt Dir virun!

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Den Här Goebbels hat schonn eng Kéier gemengt, e kéint iwwer europäesch Direktiven ewechgoen. D'Resultat ass Helleng.

(Interruption)

M. Georges Engel *(LSAP).*- Fir dass mer eng dynamesch Entwécklung souwuel am Süde wéi och am Rescht vum Land kréien, duerfir kritt Der och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun fir dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Engel. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt am Numm vun der ADR och dem Här Rapporteur, dem Här Marc Spautz, villmools Merci soe fir deen exzellente Rapport.

D'ADR stëmmt dëse Projet awer net, aus enger Rei vu Grënn, déi och am Rapport vum Statsrot schonn ugedeit gi sinn: de Saucissonnage procédural, deen effektiv net soll gemaach ginn, d'Konsequenzen op den Tunnel Éilereng, wou mir eis och Froe stellen. An och, Här Minister: Dir kënnt eis vläicht soen, wie vun de Sécherheetsdéngschter responsabel wär, wann op deem Tronçon eppes géif geschéien. Do gëtt et jo och Diskussioune mat de Sécherheetsdéngschter vu Bieles a vun anere Gemengen, wien elo wierklech verantwortlech wär, wann elo do eppes géif geschéien.

Mä elo, well verschiddener vu menge Virriedner verwonnert waren, hunn ech och emol den Text hei gekuckt vun den Debatten 2003, wou mer dat Gesetz hei iwwert den éischte Projet gekuckt hunn, an do stellen ech emol als Alleréischt fest, datt de Prinzip vum Pollueur-payeur, dee jo awer an der Législatioun vum 17. Juni '94 eigentlech en vigueur war hei am Land, net respektéiert gouf.

D'Sozialistesch Partei - deemools an der Oppositioun -, den Här Bodry hat geschwat vun enger deelweiser Ausserkraaftsetzung vum Gesetz iwwert de Pollueur-payeur-Prinzip. Haut héiere mer vun der sozialistescher Fraktioun keng Kritik.

Dann huet den Här Michel Wolter, sengerzäit Innenminister, wann ech mech net iren, gesot, si géifen d'ARBED net aus der Verantwortung entloosse beim Prinzip vum Pollueur-payeur, an do wär ëmmerhin zwee Joer driwwer verhandelt ginn, sengerzäit vun der DP, wann ech gutt informéiert sinn.

An dann hunn ech geduecht, wann hei de Prinzip vum Pollueur-payeur esou a Fro gestallt ass, dann hu bestëmmt déi gréng eng vehement Ried do dergéint gehalen, well si si jo schliesslech déi, déi dorobber anscheinend ëmmer ganz vill insistéieren. Mä komescherweis hunn déi gréng an dësem Projet net geschwat, si hunn awer fir de Projet gestëmmt.

Une voix.- Richteg.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An do ass also fir mech emol eng Fro vun der Kredibilitéit vun enger Partei, déi ëmmer vum Prinzip vum Pollueur-payeur schwätzt, wann et ëm d'ARBED geet, an där hir Vertrieder - wéi och den Här Engel et ganz richteg gesot huet - zu Suessem an zu Bieles am Gemengerot op eemol déi richteg Wierder net méi fannen. Par contre...

M. François Bausch *(déi gréng).*- Dir geheit alles e bëssen duerjerneen.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Neen, neen, ech geheien dat net duerjerneen! An ech soen Iech awer, wou déi gréng ganz staark sinn, wann et ëm de Prinzip vum Pollueur-payeur geet: Dat ass, wann et drëm geet, deenen einfache Leit d'Suen aus der Täsch ze zéien, zum Beispill...

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...zum Beispill: net, wann d'ARBED misst Millioune bezuelen, fir Terrainen ze sanéieren, mä wann et zum Beispill ëm den Tarif - hei, Här Gira! - geet vun den Dreckseemeren. Zoufälleg ass mer elo e Rapport vum Käerjenger Gemengerot an d'Hand komm, wou och e grénge Vertrieder sëtzt,...

Une voix.- Uhh, Mist! Uhhh!

(Brouhaha)

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- ...an ech liesen Iech vir op Houdäitsch, wat hei steet, well do sinn déi gréng beim Prinzip vum Pollueur-payeur, wann et ëm déi normal Leit geet, op eemol ganz staark!

Une voix.- Ah jo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- An déi gréng - do steet et op Däitsch: „...sind erfreut, dass das lang ersehnte Eco Center seine Türen demnächst öffnet und somit neue Abfallgebühren nach dem System des «pollueur-payeur» eingeführt werden können." Mir félicitéieren deene Gréngen, wann et drëm geet, deenen einfache Leit an d'Täsch ze gräifen. Bei der ARBED hätte mer vun Iech awer och méi Konsequenz a méi Courage kënnen erwaarden!

Wéi gesot, d'ADR stëmmt dat hei net...

(Brouhaha)

Une voix.- Da sëtzt Iech elo!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- D'ADR steet fir de Prinzip vum Pollueur-payeur, wann et och ëm déi grouss Industrië geet, an d'Gesetz vu '94 ass 2003 net respektéiert ginn, a mir sinn eis konsequent a stëmmen dat hei net, well an dësem Projet sinn 22,7 Milliounen Euro fir d'Évacuatioun vun Terres polluées. Dat wär an eisen Aen eng Dépense, déi d'ARBED hätt missen droen, an net de Lëtzebuerger Stat!

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. Als leschte Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen.

M. Serge Urbany *(déi Lénk).*- Här President, mir hunn et hei mat engem Projet ze dinn, dee mat enger Gesamtlängt vun 3,3 km a mat engem Gesamtkäschtepunkt vun, ech mengen, iwwer 300 Millioune wuel zu deenen deiersten an der Geschicht vum Stroossebau agoe wäert a wou souguer vläicht d'Nordstrooss, proportional zu deem hei Projet, wann een d'Längt kuckt, scho bal gënschteg erschéngt.

(Brouhaha)

De Projet werft awer eng Rei vu Problemer op.

Éischtens demokratescher; op déi ass schonn hei higewise ginn. De Statsrot huet net nëmme vun engem klenge Saucissonnage geschwat, Här Spautz. En huet gesot, e géif «à l'encontre des principes de la transparence et de la bonne gouvernance» goen an «risque de compromettre la liberté décisionnelle de la Chambre des Députés». Dat muss de Statsrot eis soen!

Zweetens ass dat hei jo e grenziwwerschreidende Projet, deen nëmmen e Sënn ergëtt, wann en op der franséischer Säit ka virugefouert ginn. An do sinn eng Rei Problemer, déi effektiv net ugepaakt gi sinn an déi riskéieren dee ganze Projet nach weider an d'Längt ze zéien. An déi baséieren awer op Argumenter, déi awer wahrscheinlech e gewëssene Sënn er-

ginn, an et weess een net, wéi dat a Frankräich, déi Prozedur do, ausgoe wäert.

En décke Batz vun deenen Ausgaben hei stellt d'Sanéierung vun Terrainen duer. Dat ass awer e wichtege Punkt hei. An hei gëtt effektiv net de Principe „pollueur-payeur" ugewannt, mä de Stat iwwerhëlt hei bal d'Gesamtheet vun deene Käschten: 33,6 Millioune Phas eent an zwee. Et kommen nach 26 Millioune Sanéierungskäschten elo derbäi. Also insgesamt 60 Milliounen indirekt Subventioune vum Stat un de Pollueur ArcelorMittal - deen als Merci dofir däerf Stolstanduerter zréckbauen zu Rodange an zu Schëffleng an zu Diddeleng.

(Interruptions)

Dofir, Här President, ech sinn och der Meenung, d'Liaison Micheville ass néideg fir d'Gemengen Esch a Suessem. An normalerweis géif ech och d'Liaison Micheville stëmmen, mä ech wëll mech awer hei enthalen, fir mäi Protest auszedrécke géint déi Ëmstänn, ënnert deenen dee Projet hei virbruecht ginn ass.

M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Elo kritt d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Merci, Här President. Ech wollt am Fong net un d'Riednerpult kommen, well et de Basismodell war. Mä op dat, wat ech elo héieren hunn, muss ech awer e puer Saache soen trotzdeem. Awer ganz sécher!

Also fir unzefänken, ech fannen et trotzdeem eng Zoumuddung, wann hei gesot gëtt, datt déi Aart a Weis wéi hei géif gefuer ginn - mam Saucissonnage an Ähnleches -, datt dat elo hei als Reproche gemaach gëtt. Ech wëll Iech just drun erënneren...

(Brouhaha)

Jo, de Statsrot, dee kann dat soen, mä heibannen...

(Interruptions diverses)

Also, datt e puer Leit dat heibanne soen, fannen ech nu wierklech eng Zoumuddung, well genau dat, wat mer elo maachen, de Prinzip ass, dee mer 2005 zesumme mat der Comexbu gemeinsam festgehalen hunn, fir esou Projeten, wéi dat hei, ze géréieren.

(Brouhaha)

Dat ass nämlech sengerzäit gesot ginn. An ech kommen duerno op der Nordstrooss nach eng Kéier drop zréck, well genau do dat net geschitt ass, wat mer hei gemaach hunn. An dofir hu mer jo déi vill Problemer op der Nordstrooss.

Hei hu mer gesot, esou e grousse Projet wéi dat hei,...

Une voix.- Net nëmmen dowéinst!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- ...mat esou vill Investissementer, déi mer hei maachen, wéi mer se hei maachen, mat all deenen Aléaen, déi an esou Projeten dra sinn, ass net maîtrisabel iwwert déi laang Durée, déi en huet, wann et net an e puer Etappe gemaach gëtt.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Dee Prinzip hu mer gemeinsam an der Chamber, de Ministère, d'Regierung mat der Chamber festgehalen. A mer hu gesot, op esou e Projet wéi dat hei applizéiere mer deen elo.

An elo kommen ech heihinner bei der drëtter Phas a kréien da gesot: Dat ass awer eng Sauerei, datt Der elo bei deem Projet dee System applizéiert, deen d'Chamber gesot huet, datt ech soll applizéieren! Mä da musst Der awer wëssen - fir déi Leit, déi dat soen -, wat Der wëllt, entweder dat eent oder dat anert. An ech gi recht deene Leit, déi mer 2005 gesot hunn, ech soll et esou maachen, well et esou déi eenzeg Aart a Weis ass, fir dee Projet am Gréff ze behalen. Anescht geet et net, mat där Envergure, mat där Technicitéit, mat deenen Aléaen, déi mer op esou engem Projet hunn. Dat emol ganz kloer gesot.

Zweete Punkt, et gëtt gesot, dee Projet ass schrecklech deier.

(Interruptions)

Jo, dee Projet ass schrecklech deier. Mä firwat ass en da schrecklech deier? Elo soen ech Iech awer och, mir haten eng laang Diskussioun och an der Chamber iwwert dee Projet.

(Brouhaha)

An an där längerer Diskussioun, wou mer gemeinsam festgeluecht hunn, wéi mer da Belval wëllen entwéckelen, wou mer gemeinsam gesot hunn, datt mer géifen urbanistesch alles maximal esou maachen, datt en eng Chance hätt, fir sech ze entwéckelen, wou mer déi ganz Strooss ënnert de Buedem geluecht hunn, wou mer genau woussten, datt dat polluéierte Buedem wär. Dat hu mer jo awer gemeinsam hei décidéiert. Dat wollte mer jo awer gemeinsam. Well mer net wollten, datt dee Projet sollt en Échec ginn, well mer wollten all Kaarten op eiser Säit hunn. Laang Diskussiounen!

A wann ech mech un déi Diskussioune gutt erënneren, hätt d'Chamber zu engem Deel nach gär méi gehat, datt mer nach méi investéieren. Deen Tunnel sollt nämlech nach méi laang ginn am Ufank. Mir hunn en nach reduzéiert an der Kierzt. An elo kréie mer da gesot, elo hu mer dat alles gemaach, elo kréie mer gesot: En ass vill ze vill deier!

Jo, et muss een awer wëssen, wat ee wëllt, wann een dat do freet. Ech kann net dat eent an dat anert maachen. A mer hunn hei eng uerdentlech Mëtt gewielt.

(Brouhaha)

En ass deier, mä dee Projet Belval gëtt duerno vum urbanistesche Standpunkt aus, vum Entwécklungsstandpunkt aus, hoffen ech, en uerdentleche Projet, deen eng Zukunft huet. An et ass esou wéi mer eist Land wëllen entwéckelen, hu mer gemeinsam festgehalen. D'Regierung setzt dat duerch, och wann dann elo gesot gëtt, dat wär net gutt, wat viru fënnef Joer gemeinsam oder virun zéng Joer gemeinsam hei décidéiert ginn ass.

Dann déi Geschicht vum Pollueur-payeur. Also elo verstinn ech dee Prinzip jo alles. Mä ech wëll just soen,...

(Brouhaha)

...et muss een awer och...

(Interruptions diverses)

Jo, ech weess ni, op wien ech soll kucken, wann ech esou a Form sinn. Mä ech wëll awer just nach eng Kéier kuerz erënneren, wéi déi ganz Saach...

Une voix.- E kuckt! E kuckt heihinner! E kuckt heihinner!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- Mir wëssen, datt mer an der ganzer Diskussioun, déi mer haten, wou Prinzipien, wou Agora gegrënnt ginn ass, wou och mat der Arcelor, mat ARBED sengerzäit, Diskussioune gelaf sinn, dunn ass iwwert d'Réutilisatioun vun deem Terrain hei diskutéiert ginn. An do sinn och vun där deemoleger Regierung, där virvirleschter, eng Rei Prinzipië festgehale ginn. An déi Zäit ass dat, wat als Prinzipië festgehale ginn ass, en anert Belval gewiescht, aner Entwécklungsprinzipië gewiescht wéi déi, déi haut festgehale sinn.

Du war geduecht fir eng Rekonversioun vun enger Friche ze maachen an eng «Zone d'activités mixte à caractère industriel». Déi Zäit war geduecht fir d'«fondation sur sol des futures immeubles» ze maachen, an dee Moment waren d'Terrassementer an d'Assainissementer am Fong extrem reduzéiert, well net an de Buedem eragaangen ass. An et waren och keng Interaktioune vun de Résiduë vum Processus des hauts-fourneaux respektiv mam Plateau du Saint-Esprit sengerzäit virgesinn, wéi all déi Kontrakter ofgeschloss gi sinn.

Et ass also eréischt am Nachhinein, wou dee ganze Konzept no laangen Diskussioune geännert huet, wou a sech och aner Konsequenze sech draus entwéckelt hunn, wou méi huet missen assainéiert ginn. A wou dee Moment och d'Präisser, nodeem datt de Kontrakt schonn ofgeschloss war, wou d'Präisser dee Moment och an d'Luucht gaange sinn.

Ech abréviéieren elo déi ganz Geschicht, well se ass nach vill méi laang. Mä ech wëll just soen, datt de Prinzip, nodeem dat ofgemaach gi war, wie wéi géif bezuelen, duerno geännert ginn ass, an zwar och vum Stat a vun der Chamber, mat deene ville Gesetzer, déi gestëmmt gi sinn, fir déi Ännerungen erbäizeféieren. An dat ware mir als Stat respektiv als Chamber, déi dat esou wollten, fir et esou ze maachen.

Dofir, ech wëll dat just an eng Perspektiv setzen, fir d'Realitéit vun der Geschicht erëm e wéineg anescht awer trotzdeem ze maachen, wéi se elo hei beschriwwe ginn ass.

An dann déi Geschicht mat Frankräich. Also mir hu mat de Fransouse sengerzäit e Kontrakt ofgemaach. An ech si bis elo dovun ausgaangen, datt mir deen Deel vun deem Kontrakt, wou mir eis engagéiert hunn ze maachen, datt mir dee sollte respektéieren, well mir all Intérêt hunn, datt dat Esch/Belval oder dat Belval sech esou schnell wéi méiglech soll entwéckelen. An ech hu bis elo och ëmmer komescherweis insistéiert, datt d'Fransousen esou schnell wéi méiglech sollte maachen an datt och op franséischer Säit sollt eppes geschéien, well ech gemengt hunn, datt et wichteg wär och fir d'Entwécklung vu Belval, wa mer deen Accès aus dem Süden an aus Frankräich hätten, an zum ganze Konzept gehéiert deen och dozou.

An dofir mengen ech natierlech muss déi Stroosseféierung op franséischer Säit no all de juristesche Kritären, no den europäeschen Direktive gemaach ginn, déi musse sinn. Dat stellt jo och keen a Fro. Mä ech muss awer och soen, dat ass awer un der franséischer Säit, dat ze léisen. Si mussen déi legal Contrainten, déi europäesch Contrainten anhalen. Si si responsabel, fir déi ze maachen. Dat kënnt Der awer elo net der Lëtzebuerger Regierung virwerfen, datt déi eng oder aner Fro sech a Frankräich eventuell stellt. Ech kann och net novollzéien, wéi wäit se sech stellt oder net.

D'Fransousen hu kontraktuell mat eis en Ofkommes gemaach. A wann Der elo sot, mir stëmmen elo deen hei Deel net vun där Liaison Micheville, da muss ech Iech awer soen, deen hei Deel, dat ass awer net deen, deen a Frankräich eriwwergeet. Deen, deen a Frankräich eriwwergeet, deen ass scho gebaut. Dee steet awer scho säit dräi, véier Joer do. An déi Plaz, wou deen ukënnt, déi ass scho laang fäerdeg.

Dat, wat mer elo hei bauen, dat ass deen drëtten Deel. Dat geet op der N31 op Suessem un, dat heescht, wäit an eist Land schonn eran. An dat geet a sech drëm, fir vun där Strooss aus ronderëm ganz Raemerich bis op d'Escher Autobunn ze fueren. Dat heescht, dat huet awer nu strictement näischt ze di mat deenen Accèsen. Hei änneren ech näischt méi un iergendengem Accès a Frankräich, well deen ass scho säit Jore fäerdeg. An deen ass säit iwwer zéng Joer schonn op där Plaz festgehalen, wou e festgehalen ass.

Duerfir, ech verstinn, datt een et net stëmmt, mä ech wëll och dat nach eng Kéier richtegsetzen. Hei empêchéiere mer, ob mer dat hei elo bauen oder net, strictement näischt zu deem franséischen eventuelle Problem, dee sech ka stellen. Hei verbessere mer just den Accès vun der Autobunn vun der Escher Säit eraus a mir verbessere wesentlech den Accès, deen een op Belval misst maachen.

Well géife mer dat hei net bauen, da misst dee ganzen Accès iwwert de Rond-point viru Belval geschéien. An Dir wësst, wa mer Rockkonzerten hunn oder wa grouss Aktivitéiten do sinn - an ech denken, wann d'Uni bis elo 2014 hir Dieren do opmécht, dann hu mer massiven Andrang do -, wat fir Problemer sech géife stellen, wa mer net déi Infrastrukturen alleguer maachen, eleng schonn op Lëtzebuerger Säit, fir deen Accès, dee mir zum Site brauchen. Dat wollt ech awer nach, quitte datt et e Basismodell war, dozou soen.

Ech soen all deene Leit, déi de Projet ënnerstëtzen, villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6395 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6395 ass ugeholl mat 47 Jo-Stëmmen, géint 4 Nee-Stëmmen an 8 Enthalungen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6395 est adopté par 48 voix pour, 4 voix contre et 8 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo...

(Interruption)

Mir hunn nach eng Motioun. Jo, mir kënnen iwwert déi Motioun vum Här Michel Wolter nach vläicht direkt ofstëmmen. Ech ginn dervun aus, déi gëtt nach eng Kéier exposéiert. Den Här Wolter kritt nach eng Kéier d'Wuert.

10. Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif

Exposé

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, léif Kolleegen, ech wollt just nach eng Kéier kuerz awer erklären, wat mer hei maachen. Well ech wierklech muss soen, och no där Debatt, déi mer elo just haten, dass sech säit 2004 an der Chamber relativ villes geännert huet.

Dass den Här Wiseler an all deene Joren, zesummen notamment mat der Comexbu, eng ganz Rei vu Prozeduren opgestallt huet, déi derzou gefouert hunn, dass mer bei der Liaison Micheville notamment an dräi Partië gefuer sinn, an déi och an dësem Fall, dee mer hei diskutéieren, no enger Diskussioun der Regierung d'Méiglechkeet solle ginn, fir d'Éischt ze kucken, ob an engem Projet d'Faisabilitéit an d'Finanzementsméiglechkeeten do sinn an dann d'Chamber mat engem Projet de loi ze saiséieren, deen dann alle Komponente Rechnung dréit, während dat fréier quasi net méiglech war. Dass fir d'Éischt huet missen e Projet de loi gemaach ginn, an dann hu mer duerno eventuell festgestallt, dass et net esou gaangen ass, wéi een et gär gehat hätt.

Ëm wat geet et an deem heite prezise Fall? Et geet drëm, dass eis Sécherheets- an eis Rettungsdéngschter bei hirer Aarbecht vu performanten, vertrauenswürdegen a gesécherte Kommunikatiounsmëttel ofhänken. Dass déi Technologien an déi Komponenten, mat deenen d'Sécherheets- an d'Rettungsdéngschter zu Lëtzebuerg schaffen, dass déi un en Enn kommen. Dass säit enger ganzer Rei vu Joren driwwer diskutéiert gëtt, de bestehende System, deen, mengen ech, aus de 70er, 80er Jore vum leschte Jorhonnert nach staamt, fir deen ze ersetzen.

Experte vum Réseau Radio Intégré hunn d'Méiglechkeet vun engem numeresche Radiosréseau analyséiert an enger éischter Phas. An enger zweeter Phas huet de Statsministère am Juli 2011 e Groupe de pilotage agesat, mat all deenen, déi den integréierte Radiosréseau benotzen, an huet d'Méiglechkeet vun engem numeresche Réseau analyséiert, opgrond vun den Erfahrungen, déi an eisen Nopeschlänner domadder gemaach si ginn.

D'Regierung huet dann an hirem Conseil de Gouvernement den 20. Januar 2012 beschloss, fir d'Entwécklung an d'Asetze vun engem numeresche Radiosréseau fir Rettungs- a Sécherheetsdéngschter un e wirtschaftlechen Opérateur weiderzeginn. Vu dass dëse Projet awer komplex an aussergewéinlech ass, ass et schwéier, am Viraus souwuel déi bescht technesch Méiglechkeet fir d'Asetze vun esou engem Réseau ze appréciéiere wéi och déi finanziell Dimensioun kënnen anzeschätzen.

D'Konklusioun vun deem Groupe de pilotage an d'Décisioun vum Conseil de Gouvernement sinn dann an der Finanzkommissioun vum 27. Mäerz virgestallt ginn, mat der Demande vun der Regierung fir eben an dësem genaue Projet en anere Wee ze goen an elo am Fong en Appel d'offres ze maachen. A wann deen Appel d'offres concluant ass, da mat engem Projet de loi ze kommen.

Opgrond vun där veränderter Aart a Weis, wéi mer mat der Regierung zesummeschaffen, ass dat heiten entre-temps méiglech ginn. Mir hunn an der Finanzkommissioun - d'Fraktiounen alleguerten - iwwert déi Argumentatioun vun der Regierung diskutéiert an déi eenzel Fraktioune ware sech à l'unanimité eens ginn, dass mer der Argumentatioun vun der Regierung an dësem Projet solle follegen.

Dofir géife mer dann haut de Mëtteg eng Motioun stëmmen, déi dann den Optakt vun där Prozedur ass, déi doranner besteet, dass e wirtschaftlechen Opérateur mat der Asetzung vun engem Réseau fir numeresch Radiokommunikatioun fir eis Sécherheets- a Rettungsdéngschter chargéiert gëtt, dass dëse Prinzip fir d'Realisatioun vum Projet bäizebehalen ass an opgrond vun de Konklusioune vun de Virbereedungsaarbechte soll exekutéiert ginn.

Dass mer also d'accord sinn, dass d'Prozedur vum Marché public lancéiert gëtt, fir wirtschaftlech Opérateuren opzeruffen, hir Offer ze ënnerbreede fir d'Konzeptioun, d'Entwécklung, den Entretien an d'Maintenance vum Réseau. An dass nom Ofschloss vun dëser Prozedur am Laf vum Joer 2013 dann e Projet de loi an der Chamber géif déposéiert ginn, fir en endgültege Projet, deen dann ausgeschafft ginn ass, fir deen dem Vote vun der Chamber ze ënnerleeën. Virausgesat selbstverständlech, dass de Stat eng akzeptabel Offer an deem Dossier entre-temps krut.

Voilà, ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wolter. Wëllt nach een zu där Motioun Stellung huelen? Wann dat net de Fall ass, kéinte mer à main levée doriwwer ofstëmmen.

Vote sur la motion

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn. Da géif ech Iech Merci soen an domadder wär déi Motioun ugeholl.

Mir kéimen dann elo zum Projet de loi 6396 iwwert d'Nordstrooss. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi.

(Interruption)

Jo, ech géif souwisou vläicht d'Fraktioune bieden - mir mierken ëmmer méi oft, datt hei Riedner net ageschriwwe gi sinn -, datt se sech wierklech géifen am Virfeld aschreiwen. De Service seet, et wär net ageschriwwe ginn. Et ass kee Problem. Also setze mer nach d'Madame Lorsché derbäi.

Da kritt elo d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement.

11. 6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

Rapport de la Commission du Développement durable

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech stellen Iech elo de Projet de loi zur zweeter Rallonge budgétaire vun der Nordstrooss vir.

(Interruption)

Déi zweet ass et. 15 Joer, Madame Lorsché, du waart Dir nach net hei.

(Interruption)

De Projet ass de 15. Februar 2012 vum Minister vun der nohalteger Entwécklung an den Infrastrukturen, dem Här Claude Wiseler, elei an der Chamber déposéiert ginn. Den 30. Mäerz...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Rapporteur nozelauschteren!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Den 30. Mäerz huet de Statsrot säin Avis derzou ofginn.

(Interruption)

Den 29. Februar huet d'Chamberskommissioun mech zum Rapporteur vum Projet ernannt. Den 18. Abrëll hu mer an der Kommissioun de Projet an den Avis vum Statsrot gekuckt a konnten an därselwechter Sitzung dann och de Rapport unhuelen.

Den Objet vum Projet, ech hunn et schonns gesot, ass déi zweet Upassung vum Budget fir d'Nordstrooss tëschent Lëtzebuerg-Stad an Ettelbréck, esou wéi et duerch d'Gesetz vum 27. Juli 1997 festgehale gi war. Deemools ware ronn 367 Milliounen Euro, Index 492,65 virgesinn. Duerch d'Gesetz vum 3. August 2005 sinn nach eemol 229 Milliounen derbäikomm, an dat zum Index vu 588,92.

D'Autorisatioun, déi mir haut elei solle ginn, ass noutwendeg, well de Montant sech op 58,1 Milliounen Euro beleeft, an domat sief de Seuil vu 40 Milliounen iwwerschratt, ab deem jo, wéi mer alleguerte wëssen, e Gesetz gestëmmt muss ginn.

Op Basis vun den Dokumenter, déi all Semester un d'Comexbu vun der Chamber ginn, ass festgestallt ginn, datt eng weider Upassung vum Budget néideg gi wier. Am Juni 2011 ass gekuckt ginn, wou mir dru sinn a wat nach misst gemaach ginn. An deemno ass och gekuckt ginn, wat nach misst bezuelt ginn. An esou ass de Montant vun 58,1 Milliounen zustane komm, an dat mat engem Index vu 685 (veuillez lire: 685,44).

Ech soen d'Indexer alleguerten, wéi se am Budget stinn, well ech herno nach eng Kéier dorobber zréckkomme wëll.

D'Fro, déi berechtegt ass, an déi ee sech natierlech stellt, ass déi, firwat dann elo nach eemol de Budget muss adaptéiert ginn.

Ech probéieren elei d'Ursaachen opzelëschten op déi verschidde Posten. Notamment wat den Équipement vun den Tunnelen ugeet, sinn en cours de route d'Sécherheetsbestëmmunge verschäerft a verbessert ginn. Dat huet natierlech säi Präis. Mä ech mengen, datt dat trauregt Beispill vum belsche Bus an engem Schwäizer Tunnel virun e puer Woche keen Zweifel dru léisst, datt alles muss gemaach ginn, fir d'Tunnelen trotzdeem esou sécher wéi méiglech ze gestalten.

Erlaabt mer, datt ech kuerz opzielen, wou a wat méi deier ginn ass. Am Tunnel Grouft ass décidéiert ginn, eng besser Beliichtung ze installéieren. Et ass zu Ännerungen an der Ventilatioun, der Étanchéitéit an dem Drainage komm, fir eng besser Haltbarkeet vun den Tunnelen och ze garantéieren.

Wéinst Sécherheetsnormen, deene sougenannten RABT-Direktiven - dat steet fir „Richtlinien für die Ausstattung und den Betrieb von Straßentunnels" -, sinn Ännerungen an der Elektroalimentatioun virgeholl ginn oder hu misse virgeholl ginn. D'Infrastrukture fir de Brandschutz si fäerdeggestallt ginn. D'Fondatioun vun der Nord-Entrée vum Tunnel ass adaptéiert ginn.

Da muss een awer och soen, datt verschidde Posten einfach méi deier gi si wéi virgesinn. Verschidde Quantitéite waren net ganz richteg berechent ginn an de Soumissiounen.

Ech wëll hei e Beispill nenne vun den Armature vum Béton armé am banneschte Verwëllef vum Tunnel, wou en plus nach en cours de route och d'Norm geännert ginn ass oder geännert huet.

Och am Tunnel Stafelter ass et zu engem Dépassement komm par rapport zu der Ausschreiwung vun 2007. Et ass zu weideren Dépassementer komm beim Ustrach an der Signalisation verticale vun den Tunnele Grouft a Stafelter - dat, well d'Devisen ugepasst gi sinn.

Weider Dépassementer sinn op folgende Poste festzestellen: Échangeur Luerenzweiler; elektromechanesch Équipementer; d'Surveillance vun der Direction des travaux; verschidde Posten an den Tunnele Gousselerbierg, Grouft a Stafelter, déi an der Regie hu misse gemaach ginn; de Litige am Tunnel Gousselerbierg; d'Finalisatioun vun den Etüden an dee ganze Volet Sécurité/Santé. Doduerch ass dat alles an d'Längt gezu ginn an et ass zu Méikäschte komm um Niveau vun der Direction des travaux. An zu gudder Lescht sinn déi medezinesch Posten och nach derbäikomm.

Ofschléissend wëll ech soen, datt de Statsrot säin Accord zum Projet ginn huet. Déi héich Kierperschaft refuséiert net, sech verschiddenen Argumenter, wat d'Dépassementer ugeet, ze ralliéieren, huet awer Problemer, sech mat deenen ugefouerte prozentualen Haussen zurechtzefannen.

De Conseil d'État rechent dann alles erop, e bësselche méi verständlech, op den Index vun haut a kënnt op e Montant vun deem Ganze vun 850 Milliounen a gesäit dann, wann een dat héichgerechent huet, zum Projet initial eng Augmentatioun vun 63%.

Do ware mir an der Kommissioun awer net onbedéngt där Meenung (veuillez lire: éischter der Meenung), datt déi Rechnung awer nëmme bedéngt oder bedéngt richteg wier, well jo awer scho vill Rechnunge viru sechs, aacht oder zéng Joer bezuelt gi sinn, wou dann awer en aneren Index gespillt huet.

De Conseil d'État ënnersträicht awer, datt generell eng gutt an transparent Finanzgestioun vun esou groussen Infrastrukturprojete gefuerdert ass. Heizou wëll ech als Rapporteur awer eng Remarque maachen: Et ass allerdéngs wierklech schwiereg, bei esou engem Projet - an ech mengen, et ass bei deem Projet virdrun och schonn ugeklongen -, dee sech iwwer 15 Joer hinzitt, zum Zäitpunkt vum éischte Vote, fir do en detailléierte Finanzprojet ze presentéieren.

Ech géif soen, ze grouss wieren awer do d'Inconnuen, déi en cours de route virkomme kënnen. Kee weess genee, wat sech elei oder do am Buedem verstoppt hält, wann een Tunnele gruewe muss, an dat trotz alle gudden Etüden, déi am Virfeld gemaach gi sinn. Do wier et vläicht sënnvoll - esou wéi bei der Liaison Micheville -, a Phasen ze fueren, fir méi detailléiert a méi no un där finanzieller Realitéit ze sinn.

Onofhängeg dovunner, datt een dann de Virworf - an deem Projet virdrun ass dat virkomme -, de Virworf vum Saucissonnage vum Conseil d'État misst a Kaf huelen. Mir wieren elei bei enger Bauzäit vu 16 Joer mat Sécherheet, wa mer a Phase gefuer wieren, méi no bei där finanzieller Enveloppe bliwwen, wéi et haut de Fall ass.

Ech sinn do net onbedéngt dem Conseil d'État senger Meenung vum Saucissonnage. Ech sinn awer där Meenung, datt, wann a Phase gefuer gëtt, dat ganz transparent a verständlech och fir d'Chamber hei iwwert d'Bühn muss goen. De Saucissonnage däerf allerdéngs net duerhalen, fir Projeten ze hannergoen, datt ee seet: „Mir maachen et an zwou Phasen, dann hu mer zweemol e Projet ënner 40 Milliounen an dofir brauche mer kee Projet de loi ze maachen." Ech mengen, dofir däerf et net do sinn.

Mä an dësem ganz grousse Projet wier et awer dach sënnvoll gewiescht, wann een dat a méi Etappe gemaach hätt a méi genee déi finanziell Enveloppe hätt kënne berechnen.

Als Konklusioun muss ee soen, d'Nordstrooss ass ee Projet vun enger enormer Envergure, sou datt och d'Dépassementer, esou wéi ech se elo grad virgedroen hunn, direkt och immens an d'Geld schloen. Mä de Projet Nordstrooss elo ze verzögeren, fäerten ech, géif nach méi deier ginn.

Duerfir: Wann een A seet, muss een och B soen. A hat d'Chamber hei 1997 no laangen Diskussioune gesot. An ech mengen, dobäi muss et dann och bleiwen. Et geet elo ëm den Ofschloss vun der Nordstrooss, déi jo dann och a Betrib geholl gi soll. Vu datt elo an dëser Rallonge nach eng zolidd Zomm vu bal zwielef Milliounen als Reserv virgesinn ass, denken ech, datt dës zweet awer och déi lescht dierft sinn.

An duerfir bieden ech d'Chamber, och wann ee weess, datt et ëm vill Geld geet, dëse Projet, esou wéi en elo elei virläit, ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Clement. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Fernand Etgen *(DP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer virewech, dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Clement, Merci ze soe fir säi schréftlechen a mëndleche Bericht an him fir seng Aarbecht ganz häerzlech ze félicitéieren.

D'Nordstrooss ass dat, wat een eng „never-ending story" nenne kann. Déi 14 Kilometer Nordstrooss, déi Miersch mam Kierchbierg verbannen, gehéieren an d'Guinnessbuch vun de Rekorder.

Éischtens, et ass deen deiersten a gréisste Bau, dee jee hei zu Lëtzebuerg realiséiert ginn ass.

Zweetens, et ass déi deierst Strooss mat engem Kilometerpräis vu 44 Milliounen Euro.

Drëttens, et ass dee Stroossebauprojet mat där längster Bauzäit.

Véiertens, et ass dee Projet, iwwert dee bis elo am dacksten an am längsten hei an der Chamber diskutéiert gouf.

Fënneftens, et ass dee Projet, deen eng Ënnerschréftenaktioun mat der Fuerderung no enger equivalenter Verbindung mat deene meeschten Ënnerschréften ervirgeruff huet.

Sechstens, et ass dee Stroossebauprojet mat deem längsten Tunnel hei zu Lëtzebuerg.

Siwentens, et ass dee Stroossebauprojet, deen an deene meeschte Regierungserklärungen drastoung.

Aachtens, et ass awer och deen neie Projet zu Lëtzebuerg, deen am dackste fir de Verkéier, an dat aus deene verschiddensten Ursaachen, gespaart ass.

Här President, et ass bedauerlech, datt d'Nordstrooss vun deene grousse Stroossebauprojeten als Allerlescht un d'Rei komm ass, obscho se vun Ufank un, an dat schonn zënter 45 Joer, op der Prioritéitelëscht stoung, zu engem Moment, wou all déi aner Regioune vum Land ideal erschloss gi sinn. Et ass bedauerlech, datt d'Nordstrooss nach ëmmer net fäerdeg ass.

45 Joer sinn et elo hier, datt iwwert d'Gesetz vum Fonds des routes décidéiert ginn ass, fir eng Verbindungsstrooss vum Zentrum no Ettelbréck ze bauen. 45 Joer laang ass d'Fäerdegstellung vun der Nordstrooss een Dauerbrenner, ouni datt mer haut kënne soen, wéini datt mer se definitiv ganz a Betrib kënnen huelen.

20 Joer sinn et elo hier, datt d'Ostvariant vum Nordstroossentracé vun der Chamber gestëmmt ginn ass. 15 Joer sinn et elo hier, datt d'Gesetz iwwert de Bau vun der Nordstrooss hei an der Chamber gestëmmt ginn ass. Bei dem Débat d'orientation 1992 huet den DP-Spriecher Niki Bettendorf seng Interventioun mat folgendem Saz opgehalen: „A gleeft mer, fir dës Strooss ze bauen, brauche mer mat eiser Rapiditéit nach mindestens zéng Joer. Ech sinn haut fielsefest iwwerzeegt, datt an zéng Joer déi Diskussiounen, déi mer haut féieren, iwwerflëseg wäerte sinn."

20 Joer duerno si mer nach ëmmer net um Zil ukomm! Wéi d'Gesetz iwwert d'Nordstrooss 1997 an der Chamber gestëmmt ginn ass, ass gemengt ginn, si kéint 2005 fäerdeg sinn. 2005 ass gemengt ginn, et géif nach bis 2009, 2010 daueren. An haut gëtt gemengt, et géif nach bis 2015 daueren.

Här President, d'Nordstrooss ass a bleift ee Projet mat enger nationaler Envergure, déi sech fir d'Entwécklung vum Land am Allgemengen, mä am Norden am Besonnesche wäert ausbezuelen. D'Gedold kennt och hir Grenzen. Wann et ëm national Solidaritéit geet, da sinn déi aus dem Norden och Lëtzebuerger. Ass et ëmgedréit och wouer? Dës Fro konnt ee sech am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Nordstrooss munchmol stellen. An och haut musse mer eis dës Fro op en Neits stellen.

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, ass den Norde vum Land awer nach ëmmer ee Stéck vun eisem Grand-Duché. An et soll een de Leit aus dem Norden dach wann ech gelift net d'Recht op eng modern Verbindung zur Haaptstad, zum Osten, zum Süden an zum Ausland verweigeren oder ofspriechen.

D'Bedeitung vun dëser Nordstrooss ass fir den Norde liewenswichteg. Leider féiert se duerch den Zentrum, soss wier et wahrscheinlech an all deene Jore vill méi einfach gewiescht. D'Nordstrooss muss esou séier wéi méiglech fäerdeggestallt ginn. D'Gedold ass och elo am Norden zu Enn.

Ech wollt emol eng Kéier un all déi Démarchen erënneren, déi a puncto Nordstrooss vusäite vun der Bevölkerung aus dem Norde gemaach gi sinn. Eng grouss Zuel vu Buergermeeschteren aus dem Norden hate sech an der Aktioun Nordstrooss zesummegedoen, fir mat de Leit aus de Betriber sech fir d'Nordstrooss anzesetzen. Och de Clierfer Kanton huet sech permanent behaapt a seng Positioun fir dës Strooss manifestéiert. D'Entente vun de Syndicats d'initiative vum Stauséi hat eng Petitioun hei erageschéckt, fir de Bau vun dëser Strooss esou séier wéi méiglech virunzedreiwen.

„Ee Land, zwou Welten" - esou huet de Clierfer Kanton am Abrëll 1996 eng Extranummer zum Thema Nordstrooss betitelt…

(Interruption)

…an huet duerch d'Illustratioun op der Deckelsäit op eng anschaulech an drastesch Aart a Weis drop higewisen, wéi ee Broch queesch duerch d'Land vu Westen no Oste geet, wa keng ugepasste Stroosseverbindung tëschent Norden an Zentrum respektiv Süden existéiert. D'Nordpolitiker an dëser Editioun ware sech eens, datt d'Nordstrooss eng liewenswichteg Noutwendegkeet ass.

Erlaabt mer e puer markant Zitater aus dëser Nummer ze bréngen: „Et geet ëm d'Iwwerliewe vum Norden." - „Keine andere vergleichbare Gegend unseres Landes hat einen derartigen Substanzverlust hinnehmen müssen." - „In den letzten Jahren ist das Herz des Landes zunehmend in Richtung Süden gerutscht." - „Für das Ösling konnte und kann eine Kurve gar nicht krumm genug sein." - „Mit jedem Kilometer Nordstraße wird an einem völlig anderen Luxemburg gebaut. Aus der Expedition wird eine Fahrt. Ein Land wächst zusammen. Endlich. Nordstraße, eine unendliche Geschichte."

All dës Zitater behalen op dësem Dag hir voll Gültegkeet. Ee Land, Kolleeginnen a Kolleegen, dat ass dat doten: eng adequat an onënnerbrache Verbindung vum Süde bis erop op Wämperhaart.

Här President, d'Argumenter sinn 2012 déiselwecht wéi virun 20 Joer. Mat engem normalen Aménagement du Territoire ass et net ze vertrieden, datt alles, wat nördlech vu Walfer oder nördlech vun Ettelbréck ass, soll ofgerigelt bleiwe vun dem internationalen Autobunnsnetz. Mir brauchen d'Nordstrooss net nëmme wéinst de Kommunikatioune mam Ausland, mä och fir déi intern Kommunikatioun besser ze gestalten an och fir d'Verbindung vum Norde vun eisem Land mam Süde besser ze gestalten.

An dann ass d'Nordstrooss och noutwendeg, fir eben eng gläichberechtegt Entwécklung vun alle Regiounen an eisem Land méiglech ze maachen. D'Nordstrooss bitt eng Chance, fir d'Verwaltungen an d'Ekonomie ze dezentraliséieren. Mat der Nordstrooss kritt den Norden eng direkt Ubannung un d'Tréierer Autobunn. Et muss ee wëssen, datt déi meescht Échangë mam Norde sech Richtung Däitschland maachen, sou datt et logesch ass, och dee Wee dohinner méi kuerz a méi séier ze maachen.

Wann déi néideg Infrastruktur op sech waarde léisst, da gëtt et aléatoire, datt nach ee Betrib sech 60 Kilometer wäit vun enger Autobunn wäert usiedelen, an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat iwwer 80% vu senger Industrieproduktioun an d'Ausland verkeeft an 80% vu senge Konsumgidder importéiert.

Här President, an deene leschte Jore sinn ëmmer Puzzlestécker op d'Prioritéitelëscht vun de grousse Stroossebauprojete gesat ginn. D'Sécherheetsproblemer um Contournement vu Schieren an Ettelbréck si bekannt a wäerte sech bei deem zouhuelende Verkéier an deenen nächste Joren nach verschäerfen, besonnesch wann d'Nordstrooss ganz fäerdeg ass. Wa mer an der Nordstad wëllen ee modernen an attraktiven Déngschtleeschtungszentrum schafen, eng Haaptstad respektiv een „service provider" fir déi ganz Ardennen, da musse mer fir d'Éischt emol d'Infrastrukturen dofir schafen.

Wéi am Süden no 20 Joer déi sougenannte Collectrice du Sud bis fäerdeg war, war et méi einfach, déi wirtschaftlech Diversifikatioun weiderzeféieren. Datselwecht gëllt och fir den Nordstadraum. Och hei brauche mer ee kohärent Mobilitéitskonzept a kee Fléckwierk, wou mat enger Salamitaktik oder Aufschieberitis d'Décisiounen no hanne verdrängt ginn.

Eppes ass kloer: D'Kärstéck vum Nordstadprojet ass d'Realisatioun vun der névralgescher Zentralachs Ettelbréck/Dikrech, déi awer verkéierstechnesch eréischt méiglech gëtt mat der Realisatioun vun de sougenannte Collectrices Nordstad, der Südumgehung vun Ettelbréck Richtung Nidderfeelen an awer och der Nordumgehung vun Dikrech vun der Bleesbréck bis op de Fridhaff an den Ausbau vun der B7 op véier Spuren tëschent Schieren a Fridhaff. Dësen Ausbau op véier Spuren hätte mir eis an engem eenzege kohärente Projet gewënscht, an net, wéi geplangt, datt an enger éischter Phas just Deelstécker realiséiert ginn.

Den Ausbau vu Colmer op Ettelbréck an den Accès zu där ze schafender Industriezon um Fridhaff léisen zwar akut Sécherheetsmängel, mä wäerten nei Geforequellen op de verbleiwenden Enkpäss schafen. Besonnesch den Échangeur zu Angelduerf wäert dann de Point noir ginn, well et hei Schluss ass mat der Autobunn A7. Den Iwwergang vun der A7 op d'N7 hätte mir eis direkt um Rond-point Fridhaff gewënscht.

Vill ass an deene leschte Joren iwwert de weidere Verlaf vun der N7 geschwat a geschriwwe ginn. Mir mussen déi wierklech méi sécher kréien. Et gëllt aus dëser Optik och d'Realisatioun vu weidere Puzzlestécker ze gesinn: d'Contournemente vun Housen a vun Hengescht. Hei hu mer et zu Spëtzenzäite mat engem onméiglechen a virun allem onerdréigleche Verkéiersopkommes ze dinn.

Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen. D'Populatioun vum Kanton Clierf ass am Zäitraum tëschent 1991 an 2011 ëm 44,5% gewuess, woubäi am selwechten Zäitraum d'Gesamtpopulatioun nëmmen zu Lëtzebuerg ëm 33,1% gewuess ass.

(Interruption)

D'Infrastrukture mussen dësem Wuesstum gerecht ginn. Klammer zou.

All dës Projeten, vun deenen ech virdru geschwat hunn, sinn Deel vun engem Gesamtkonzept, wéi d'Transportwiese sech hei zu Lëtzebuerg soll weiderentwéckelen, wéi den öffentlechen Transport soll ausgebaut an organiséiert ginn, wéi d'Entwécklung vum Stroossennetz - dorobber opbauend - soll virugoen.

Als Demokratesch Partei si mir eis awer bewosst, datt eng adequat Stroossebauinfrastruktur fir den Norden an am Norden net deen eenzege Schlëssel zur Entwécklung vum Norden ass. Et muss nach vill aneres geschéien. Fir eis als Demokratesch Partei ass den Équiliber tëschent de Regiounen onbedéngt noutwendeg. D'Nordstrooss dierf kee Sens unique bleiwen. Mir brauchen zousätzlech landesplaneresch Impulser.

D'Fäerdegstellung vun de Plans sectoriels wäert eis weisen, ob dës Regierung gewëllt ass, d'Entwécklung vum Éislek virunzedreiwen, an dat besonnesch beim Plan sectoriel «Zones d'activités».

Fir d'Demokratesch Partei ass et op jidde Fall kloer, datt den Norde kee Fräiliichtmusée ass, mä eng Regioun mat héijer Liewensqualitéit a mat dynamesche Betriber, vun deenen Impulser fir eis Ekonomie kënnen ausgoen. Fir datt dëst méiglech ass, brauche mer déi néideg Infrastrukturen, brauche mer d'Nordstrooss, an zwar scho virgëschter.

Här President, méi Verkéier wäert et och um Kierchbierg ginn, wann d'Nordstrooss bis ganz opgeet. Et ass duerfir wichteg, aner Elementer vum nationale Mobilitéitskonzept virunzedreiwen. D'Nordstrooss kann nëmmen effikass sinn, wa parallell den öffentlechen Transport erweidert gëtt, fir datt d'Leit e benotzen. Mir brauchen zousätzlechen Park & Ride zu Miersch, zu Luerenzweiler an op anere Plazen, fir de Leit d'Méiglechkeet ze ginn, virun der Stad ëmzesteigen op Bus an Zuch.

Mir schwätzen hei vun engem Mobilitéitspuzzle an neierdéngs enger Mobilitéitsketten. An dobäi ass et egal, ob mer dëst Konzept elo Mobilitéit.lu, Mobil 2020 oder neierdéngs MODU nennen. Wichteg ass, datt mer net am Stau stieche bleiwen. Wichteg ass, datt d'Zukunftsprojete wéi den Tram net am prozedurale Stau, am Décisiounsstau, am Budgetsstau an ech weess net, a wéi engem anere Stau nach stoe bleiwen. Et gëllt hei prezis Prioritéiten ze setzen.

Mir mierken elo, datt eis bei der Ëmsetzung vun engem integréierte Verkéierskonzept dat feelt, vun deem mer bei der Nordstrooss esou vill verschenkt hunn: Zäit a Suen. De Wirtschafts- a Populatiounswuesstum, dee sech haut a Blechlawinen op eise Stroossen déclinéiert, ass dee vun deene leschten 20 Joer. Mir lafen der Zäit hannendrun.

Gläichzäiteg feelt eis awer haut genau dee Wirtschaftswuesstum, dee mer bräichten, fir d'Statskeesen an d'Investitiounsfongen ze fëllen, mat deene mer eis déi grouss Infrastrukturprojeten am Beräich vum Verkéier a vum öffentlechen Transport kéinte leeschten a mat deene Sue mer déi kéinte realiséieren.

Dat meescht ass jo nach ze maachen. Op dat, wat am Norden nach ze maachen ass, sinn ech schonn agaangen. Am Zentrum ass et de Bau vun de Gares périphériques a vum Tram; am Süden den Ausbau vun der Zuchstreck Lëtzebuerg-Beetebuerg, de Bau vun enger direkter Linn Lëtzebuerg-Esch an den Ausbau vun der Linn Lëtzebuerg-Péiteng. Dëst alles si Projeten, déi nach ëmmer op der To-do-Lëscht stinn an déi eist Land dréngend bräicht, mä wou mer awer staark Zweifel hunn, datt se schnell wäerte realiséiert kënne ginn.

Här President, als Demokratesch Partei wäerte mir selbstverständlech dëse Projet stëmmen. Mir hu Versteesdemech fir déi Mesuren, déi hu misse geholl ginn, fir ënner anerem d'Sécherheet vun den Tunnele méi optimal ze gestalten. De Rapporteur ass am Detail op all déi Ursaachen agaangen, déi mat sech bruecht hunn, datt mer haut eng zweet Rallonge budgétaire musse stëmmen, zum gréissten Deel Ursaachen, déi een net onbedéngt virausgesi konnt.

Et ware keng handelsüblech Tunnelen, déi hei gebaut gi sinn: méi grouss Dimensioune vum Tube vu Luerenzweiler; d'Geologie op dësem Chantier war e ganz groussen Défi; de Stafelter ass am Sandsteen gebaut ginn. An da weess een, datt no deenen Accidenter, déi mer a verschiddenen europäeschen Tunnelen haten, d'Sécherheetsmoossnamen enorm an d'Luucht gaange sinn.

Ech wëll och ausdrécklech ervirhiewen, datt de Bauteminister an dësem Dossier mat aller Transparenz operéiert huet. Hien huet d'Budgetskontrollkommissioun systematesch iwwert de finanzielle Suivi informéiert.

Erlaabt mer och op dëser Plaz de Responsabele vun de Ponts & Chaussées, dem Här Roland Fox an dem Här Marco Zacharias, een öffentleche Merci ze soe fir hire fantasteschen Engagement fir an op dësem Chantier. Besonnesch begréissen ech hir Beméiungen ëm eng gutt Noperschaft an e gudde Rapport mat den Awunner wéi och fir voll Transparenz mat regelméissege Portes ouvertes.

Här President, déi grouss finanziell Upassunge weisen eis awer, datt mer an Zukunft eng Leeschtungskultur beim Stat, bei der Planifikatioun an Exekutioun vu grousse Projete musse mat afléisse loossen. Op dëser Plaz wëll ech op den „Guide pour la gestion d'un projet de grande envergure" hiweisen, dee vun der Cour des Comptes am Kader vum E-go-Projet ausgeschafft ginn ass a wou d'Cour hir Erfahrunge vun de viregte Projete mat afléisse gelooss huet.

Laut dësem Guide gëllt et, d'Objektiver kloer ze definéieren an de Rôle vun all Intervenant strikt ze straffen. Interessant ass hei den Triangel „But-Durée-Budget". Geet d'Durée an d'Luucht bei gläichem Objektiv, klëmmt de Budget. Souguer wann d'Durée an d'Luucht geet, d'Objektiver erofgeschrauft ginn, klëmmt de Budget awer.

An hei muss d'Regierung sech e grousse Reproche gefale loossen. Dëser Regierung feelt ganz einfach déi néideg Sensibilitéit an dat néidegt Gespier, fir zukunftsträchteg Infrastrukturprojete virunzedreiwen. Eng Bauzäit vun 20 Joer ass hei net ze rechtfertegen. Dat ass einfach ze laang an da kritt een d'Käschten net an de Grëff!

Duerfir ass den ausdréckleche Wonsch vun der Demokratescher Partei, datt dëse Projet net weider a Verzuch geréit. Opgrond vun all deem, wat ech virdru gesot hunn, muss de Minister sech bewosst sinn, datt et eng Spuermoossnam ass, wann dëse Projet esou séier wéi méiglech fäerdeggestallt gëtt.

Här President, ofschléissend wëll ech nach drop hiweisen, datt d'Stroossebauprojete vun esou enger grousser Envergure héich Nofolgekäschte mat sech zéien. Wann ee gesäit, wéi dacks op RTL ze héieren ass, datt de Gousseler Tunnel muss wéinst normalen Entretiensaarbechte gespaart ginn, da kann ee sech virstellen, datt d'Funktiounskäschte schrecklech héich wäerte sinn. D'lescht Woch war den Tunnel all Dag gespaart, gëschter war e gespaart, haut war en no sechs Deeg fir d'Éischt erëm eng Kéier op. Tëschent Juni 2009 a Juni 2010 war den Tunnel Gousselerbierg am ganze 75-mol gespaart!

Et ass wierklech ze hoffen, datt, wann all d'Tunnelen a Betrib sinn, d'Entretiensaarbechte besser koordinéiert ginn, fir eng optimal Notzung ze garantéieren.

Här President, mir als DP haten eis schonn 1991 als éischt Partei fir d'Ost-Variant festgeluecht. Fir d'DP ass d'Fäerdegstellung vun der Nordstrooss eng absolut Prioritéit an duerfir, ech widderhuele mech, wäerte mir dëse Projet och stëmmen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Diederich agedroen.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. No der Realisatioun vum éischten Deel vun der Nordstrooss tëschent Ettelbréck a Luerenzweiler stelle mir déi positiv Auswierkunge fest op déi ugrenzend Uertschaften a besonnesch op d'Gemeng Miersch, déi soss am Verkéier de Moment géif erstécken.

Mir hoffen, datt och d'Fäerdegstellung vum Rescht vun der Nordstrooss Verbesserunge wäert bréngen am Interessi vun eiser nationaler Ekonomie, vun alle Bierger an eisem Land a besonnesch am Interessi vun der Liewensqualitéit vun de Leit aus dem Uelzechtdall.

An deem Sënn wëll ech och den Accord gi vu menger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Diederich. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché agedroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

Une voix.- Elo kritt Der emol d'Wouerecht gesot.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech dem Här Lucien Clement als Rapporteur Merci soe fir seng Erklärungen, firwat et beim Bau vun der Nordstrooss zu engem zweeten Zousazkredit muss kommen.

Datt et sech bei dëser Strooss net just ëm e bessere Feldwee géif handelen, mä ëm e krassen Aschnëtt an d'Natur, dat wousste mer schonn an den 90er Joren. Wat mer deemools awer net woussten a wat kee gewuer ginn ass, war de Präis, deen dës Strooss eis am Endeffekt géif kaschten a wat hir Nofolgekäschte wären.

Wéi de Kolleeg Camille Gira virun zwielef Joer op dëser Plaz stoung an déi berechtegt Fro vum Käschtepunkt opgeworf huet, huet hie vum President vun der Kommissioun vun den Travaux publics, dem Här Nicolas Strotz, keng aner Äntwert kritt wéi déi, datt säi Froespill ze wäit géif goen an datt op esou Froe kee gefaasst wär.

Une voix.- Gesitt Der, den Här Strotz hat recht!

(Hilarité)

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Léif Kolleeginnen a Kolleegen, all déi Leit, déi sech an den 90er Jore fir d'Aktualitéit vum Land interesséiert hunn, hu matkritt, wéi ëmstridden de Projet vun der Nordstrooss war. A vill vun deene Leit hunn och net vergiess, datt den deemolegen Transport- a Bauteminister Robert Goebbels an deem Dossier leider méi ze soen hat wéi den deemolegen Ëmweltminister, den Här Alex Bodry, dee méi eng kritesch Haltung hat, mam Resultat, datt de Projet ouni Rücksicht op Verloscht...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, der Madame Lorsché nozelauschteren!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Si maachen e klengen Historique. Mam Resultat, datt de Projet ouni Rücksicht op Verloscht op den Instanzewee geschéckt ginn ass. Och wann den Här Goebbels zimlech süffisant behaapt huet, am Dossier Nordstrooss wär alles studéiert ginn, wat et nëmmen ze studéiere gëtt, a wann een all Etüde géif op den Dësch leeën, da wäre se meterhéich, kënne mer bis haut net gleewen, datt déi Etüden déi wesentlech Aspekter vun dësem Projet a Betruecht gezunn hunn.

Als Gréng streide mir net of, datt villes analyséiert ginn ass an datt kiloweis Dokumenter um Dësch louchen. Wat mir awer bedaueren a wat sech am Laf vun der Zäit och bestätegt huet, ass, datt grad dat Elementaarst bei dësem Projet net analyséiert ginn ass. Et ass net ënnersicht ginn, ob d'Nordstrooss verkéierstechnesch sënnvoll wär oder ob se d'Verkéierskniet net just op eng aner Plaz géif verlageren, woumat ee bekanntlech riskéiert, datt duerno no engem weidere Stroossenabschnitt verlaangt gëtt, am Stil vun der sougenannter a bekannter Salami-Taktik.

Et ass och kaum ënnersicht ginn, wéi vill Schued dës Strooss dem Gréngewald géif zoufügen a wéi grouss de Verloscht vun der Biodiversitéit wär. Eng Äntwert op déi Fro fanne mer wuelweislech net an de meterhéijen Dokumenter vun der Nordstrooss, mä an der rezenter Etüd vum Observatoire de l'environnement naturel, déi de massive Stroossebau ganz kloer mat responsabel mécht fir de grousse Verloscht un Artevielfalt hei am Land.

Et ass bei dësem Projet och net ënnersicht ginn, wou déi virgeschriwwe Kompensatiounsmoossname kéinte realiséiert ginn, a mir waarden nach haut op deen detailléierte Rapport, deen d'Regierung där grénger Fraktioun schonn am Joer 1997, also viru 15 Joer, héich an helleg versprach huet.

Des Weideren ass net ënnersicht ginn, wéi eng bautechnesch Problemer schonn eleng duerch d'Geologie vum Terrain an duerch staark Penten op der Streck kéinten optrieden. Datt den Här Gira virun zwielef Joer och op dës Fro keng Äntwert kritt huet, ass also kee Wonner. Wären all déi Problemer ënnersicht ginn, dann hätt vun Ufank u festgestanen, datt de Käschtepunkt vun der Nordstrooss dem Faass de Buedem géif ausschloen!

Woumat ech bei deem Punkt sinn, ëm deen et haut geet, an zwar beim zweeten Zousazkredit fir e Projet, dee wahrscheinlech an d'Geschicht ageet fir seng onverantwortlech Finanzplanung!

Während d'Regierung am Joer 1992 behaapt huet, d'Nordstrooss géif, alles abegraff, net méi wéi 600 Milliounen aler Frang kaschten, an am Joer '97 scho vun 367 Milliounen Euro Rieds gaangen ass, stounge mer am Joer 2005 bei bal 600 Milliounen a landen haut bei 650 Millioune respektiv 850 Milliounen Euro, deemno wéi d'Berechnung vum Index ausfält.

Während den definitive Käschtepunkt an den Ae vum Statsrot 63,6% iwwert dem initiale Chiffer läit, gesäit d'Regierung dat anescht a schwätzt vun enger méi niddreger Käschteniwwerschreidung.

(Interruption)

Ech fueren nach weider.

Une voix.- Loosst Iech emol iwwerraschen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Et kënnt nach! Eiser Meenung no ass et nämlech net relevant, ob mir eis bei 50, bei 40 oder bei 60% Zousazkäschte bewegen. Relevant ass fir eis, datt de Steierzueler an dësem Dossier 20 Joer laang op d'Ae gedréckt ginn ass!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, viru genee 20 Joer hunn déi gréng - am Numm vu GAP a GLEI a mat der Ënnerstëtzung vum Här André Hoffmann - d'Regierung an enger Motioun opgefuerdert, de Projet „Nordstrooss" zréckzezéien an en duerch eng „Null-plus-Variant" ze ersetzen, an anere Wierder duerch den Ausbau vum öffentlechen Transport. Haut bedaueren net nëmmen déi gréng, mä ech mengen, haut bedauere méi Leit, datt eis Fuerderung deemools op daf Ouere gestouss ass an datt de Projet „Nordstrooss" mat alle Mëttelen an zweifelhafte Methoden duerchgesat ginn ass.

Wann ee bedenkt, datt eng Rei vu Beamten, déi sech explizit an hirem Numm géint de Projet „Nordstrooss" ausgeschwat hunn, vum deemolegen Transport- a Bauteminister mat engem Beruffsverbuet gedroht kritt hunn, da weess een, wéi schaarf de Wand geblosen huet, fir dëse Projet duerchzesetzen an domat ee vun de gréisste Feeler ze maachen, dee jeemools am Beräich vun de Stroosseninfrastrukturen hei am Land gemaach ginn ass! Woumat dës Regierung hiert Ee schonn am Nascht hat, éier se konnt mat schaffen ufänken.

Duerch de Bau vun der Nordstrooss ass nämlech net nëmme wäertvollt Land zerstéiert ginn, wat net ze kompenséieren ass, mam Bau vun der Nordstrooss sinn dem Stat och tëschent 600 oder 650 oder 700 Milliounen - u sech ass dat kee groussen Ënnerscheed - duerch d'Päif gaangen, déi net méi fir sënnvoll Projeten zur Verfügung stinn. D'Halschent vun der Zomm wär schon duergaangen, fir den Tram vun der Gare op de Findel ze finanzéieren. A wann dës Regierung beim Projet vum Tram och nëmmen hallef esou flénk wär an den Décisioune wéi hir Virgänger bei den Décisioune vun der Nordstrooss, da géif den Tram scho fueren.

Duerch d'Päif gaangen ass dat Geld och fir aner Investitiounen, déi dréngend noutwendeg gewiescht wären, fir d'Entwécklung vun der Nordregioun weiderzedreiwen an d'Nordgemengen nohalteg ze beliewen. De Bau vum Clierfer Lycée hätt net emol een Zéngtel vun der Zomm kascht, déi fir d'Nordstreck konnt zur Verfügung gestallt ginn. Während dee Projet der Spuerpolitik vun der Regierung zum Opfer gefall ass a jorelaang zréckgestallt ginn ass, ass et beim Budget vun der onendlecher Geschicht vun der Nordstrooss net op e puer Honnert Milliounen ukomm.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, eng seriö Käschten-Notzen-Rechnung hätt net dozou gefouert, de Bau vum Clierfer Lycée fir Joren op Äis ze leeën, mä dee vun der Nordstrooss, an zwar definitiv! Eng Käschten-Notzen-Analys fir d'Nordregioun hätt nämlech erginn, datt Investissementer an dezentral Infrastrukturen - fir Schoulen, Kultur an Tourismus an d'Implantatioun vu klengen a mëttelgrousse Betriber an domadder d'Schafung vun dezentralen Aarbechtsplazen; a Kultur- a Sportprojeten; a virun allem an den öffentlechen Transport an an déi douce Mobilitéit - dem Norde vum Land honnertmol méi genotzt hätte wéi eng Strooss, déi méi Problemer schaaft wéi se der léist.

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Haut bezuele mir dofir, datt d'Chamber virun 20 Joer weder op déi gréng Oppositioun nach op d'Émweltorganisatiounen an op d'Stëmme vun dobausse gelauschtert huet an de Projet „Nordstrooss" méi mam Bauch wéi mam Verstand gestëmmt huet. Mir bezuelen net nëmme mam Verloscht vun der Biodiversitéit, mä mir bezuele mat deem Geld, wat fir ekologesch, ekonomesch a sozial Projeten am Norde verluer gaangen ass.

Fir déi gréng Fraktioun kënnt aus deem Grond e weideren Zousazkredit net a Fro!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Lorsché. Als nächsten a gläichzäiteg als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. E Merci och un de Rapporteur. Ech mengen, de Prinzip vun der Nordstrooss ass eppes, wat mir als ADR ëmmer richteg fonnt hunn, well mer net wëllen, datt d'Leit uewen am Norden nach mat der Geess ginn, well déi Parteien, wéi déi gréng, déi géint déi Nordstrooss sinn, déi hätte gären, datt uewen am Norden keng Industrie an näischt ass. An ech mengen, dat ass net grad dat, wat soll douewe geschéien, well ech gesi schlecht, datt eng Industrie oder Betriber sech douewen nidderloossen, wa se da kënne mam Tram oder mam Vëlo an d'Stad gefuer kommen.

Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen,...

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Wéini waart Dir fir d'Lescht am Éislek?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...dat ass, datt...

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Dat ass scho laang hier!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...dat ass, datt... Ech gesinn Iech och seelen douewen!

(Hilarité)

M. François Bausch *(déi gréng)*.- Dir kënnt hien net douewe gesinn, well Dir sidd ni do! Dir sidd ni do!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Déi zweet Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, datt 1997 deen deemolege Minister, den Här Robert Goebbels, wéi e mam Projet hei an d'Chamber komm ass, duerno op ganz hefteg Kritike gefall ass, net wéinst dem Prinzip vun der Nordstrooss, mä wéinst der Aart a Weis wéi de Projet déposéiert an analyséiert gi war. Dat war relativ am Hauruck-Verfahre gaang, d'Etüden, déi waren embryonnaire.

Et huet och ganz kloer esou ausgesinn, datt alleguerten déi Warnungen, fir iwwerhaapt en Tunnel, fir op dee Wee ze goen, datt deene keng Rechnung gedroe ginn ass. Ganz vill Leit hunn drop higewisen, datt d'Terrainen douewen net adaptéiert wieren, fir en Tunnel ze bauen. A mir hunn als ADR gefrot - an doduerjer hate mir ons deemools och bei dem Gesetzesprojet enthalen -, datt sollt en alternative Projet gekuckt ginn, mat enger Tranchée ouverte, wou een deen Ableck e Couloir an d'Bierger gemaach hätt, wou een deen dann herno zougedeckt hätt mat Bëton, zougemaach hätt mat Bëton, an dann nees erëm Buedem driwwer.

Ech mengen, dat wier eng Aart a Weis gewiescht, déi ons héchstwahrscheinlech méi bëlleg komm wier wéi déi Saach, déi mer hei kënne maachen. Well op deem Punkt do, op där Plaz do et vill méi riskéiert ass, fir op de Wee ze maachen. Par contre gesäit een...

Une voix.- D'Tunnelen an d'Stad!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...mat den Tunnelen an der Stad, do läit de gesamten...

Une voix.- Ah, do ass en anere Buedem. Jo!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...scho gesinn, datt déi Kanalisatioune gebaut hunn, datt dat do picobello an der Stad geet an ouni Risiko an ouni Déplacement...

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech bieden Iech, elo dem Här Henckes nozelauschteren!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...well gréng gëtt awer deier! An duerfir, wann Dir wëllt... Déi Leit am Norde wëssen alleguerten, wann déi gréng Meeschter wieren hei am Land, da géife se alleguerte mat der Geess douewe goen, well dat ass ongeféier dat Eenzegt, wat douewe géif nei gemaach ginn.

Une voix.- No de Resultater bei de Wahlen, mengen ech, gesinn d'Leit dat Ganzt awer...

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- ...de Robert Goebbels... hei ass der Chamber deen Ableck e ganz schlechte Projet virgeluecht ginn, an dat kréie mer haut alleguerten ze spieren. Et koum eng éischt Rallonge 2005 vun 225 Milliounen, an elo kënnt nach eng vun 58 Milliounen, wat en Total vu 654 Milliounen Euro ausmécht, mä dat ass op engem Bauindex-Präis vun Oktober 2010 respektiv 2009.

An de richtege Chiffer, dee mer haut en fait mussen am Budget festhalen, wann een dat aktualiséiert, da gesäit een, datt déi ganz Nordstrooss, déi 15 Kilometer, déi mer do bauen, datt dat eng 850 Milliounen Euro wäert kaschten! Esou huet de Conseil d'État dat ausgerechent. Vläicht eng Millioun méi oder manner, mä et wäert awer an déi Richtung do goen.

An ech mengen, dat ass e gehéierege Montant. Do sinn, bien entendu, zousätzlech Sécherheetsmoossname geholl ginn. Dat ass och richteg, mä ech mengen, d'Basis selwer, fir op de Wee ze goe vun enger Nordstrooss mat Tunnelen, déi war falsch. Mir hätte sollen do Alternative kucken an notamment déi vun der Tranchée ouverte, wou een herno hätt kënnen den Tunnel zoumaachen an nobauen, anstatt iwwert dee Wee ze goen, dee mer elo zréckbehalen hunn.

Dat schéngt mer dee falsche Wee gewiescht ze sinn, an dofir wäert d'ADR sech och bei dësem Projet enthalen, sou wéi se dat scho bei deenen zwee éischte Votë gemaach huet 1997 an 2005.

Mä et stelle sech awer an deem Kontext och nach e puer aner Froen. Ech wollt den Här Minister froen, ons seng Meenung ze soen zu där deelweiser Realisatioun vun der Westtangente; do gëtt och nach dovunner geschwat. Mir ass gesot ginn, datt dat soll deen Ablack ganz ewechfalen. Da gëtt nees gesot, datt Deeler sollen dovunner realiséiert ginn.

Ee Problem, deen och wäert optauchen, dat ass um Kierchbierg, well sech do de ganze Verkéier wäert konzentréieren. Do brauch een also Opfangparkingen. Ech mengen och, datt de Projet Tram op där Plaz net wäert de Verkéiersproblem léisen a sech, mä datt et do effektiv besser wier, wann een eng Alternativ hätt, déi zu engem gudden Deel och géif op den Zuch zréckgräifen an och do eng ënnerierdesch Léisung iwwert de City-Tunnel notamment kéint realiséiert gi fir déi Streck vun der Gare op de Kierchbierg.

Déi aner Saach, déi ee muss festhalen, dat ass, datt ech och mat Freeden héieren hunn, datt ganz vill Leit, ganz vill Deputéierten hei aus dem Norde sech agesat hunn, fir datt déi Nordstrooss och sollt weider ausgebaut ginn op véier Bunnen. A mir haten als ADR eng Motioun an deem Sënn eraginn. Leider ass déi vun der Majoritéit hei an der Chamber verworf ginn. Ech bedaueren dat.

Dat nach eng Kéier gesot, wäerte mir ons bei dësem Vote enthalen, net well mer géint de Prinzip vun der Nordstrooss sinn, mä well mer géint déi Aart a Weis sinn, wéi 1997 den Dossier geholl ginn ass, wou Der dee schlechte Wee gewielt hutt.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Henckes. Elo kritt d'Wuert den zoustännegen Nohaltegkeetsminister, den Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Da loosst mech emol am Ufank de Wonsch ausdrécken, datt mer an deenen nächste Jore kënnen déi „never-ending story" hei endlech zu engem Enn bréngen, well dat wär scho gutt.

Ech mengen, haut gesäit et awer dozou esou aus, datt mer kënnen 2014 de Bau fäerdeg bréngen an duerno eng Rei Testphasë maachen an 2015 zur Ouverture vun där Nordstrooss do kommen, eng Nordstrooss, déi a mengen Aen nach wie vor eng Strooss ass, déi mer brauchen, well se awer e grousse Flux, deen an den Norde geet respektiv aus dem Norde kënnt, op eng ganz aner Aart a Weis fléissen deet.

Ech wëll och haut net nach op déi Diskussiounen, déi total onsënneg sinn, erëm agoen, fir ze soen, wär déi eng Variant oder déi aner Variant verkéierstechnesch, ëmweltméisseg besser oder méi schlecht gewiescht. Dat sinn alles Diskussiounen, déi hu mer viru 15 Joer gefouert, a wann ee bis ufänkt ze bauen, huet ee besser opzehalen ze diskutéieren an et bis zum Schluss ze bauen, well alles anescht huet an deem Moment kee Sënn méi.

Ech stoung schonn eng Kéier viru siwe Joer hei op dëser Tribün mat där zweeter Rallonge vun där Nordstrooss. Déi Zäit war et eng Rallonge, déi mer gestëmmt hunn en urgence, well ech ka mech erënneren - et war, mengen ech, ee vun deenen éischte Projeten, déi ech als Bauteminister gemaach hunn -, déi Zäit war et esou, datt mer mat där Enveloppe financière, déi mer '97 kruten, quasiment zum Schluss waren a keng Engagementer hu méi kënne maachen, ouni en neit Gesetz gehat ze hunn.

Mir hunn och sengerzäit analyséiert, wéisou dann, well déi Zäit war et wierklech e groussen Dépassement. Dat waren 225 Milliounen, déi hu missen zousätzlech zu deenen eppes an déi 300, déi gestëmmt waren, gestëmmt ginn. An et ass a sech, an dat muss ech nach eng Kéier kloer an däitlech hei soen, festgestallt ginn, datt '97, wéi d'Gesetz gemaach ginn ass, dat op wierklech extrem sommairë Plang gemaach ginn ass, ouni datt et manifestement méiglech war, déi richteg Präisfeststellunge '97 ze maachen.

Dat heescht, dat éischt Gesetz ass an enger Phas evaluéiert ginn, Präisser bestëmmt ginn, wou Ponts & Chaussées sengerzäit net d'Méiglechkeet hat, fir dat an deem Definitiven esou festzestellen, datt d'Approche dovunner méi no gewiescht wier.

Dat war eng vun de Léieren d'ailleurs, déi mer sengerzäit doraus gezunn hunn. A mir hu sengerzäit doraus geschloss, datt mer am Fong esou Projete wéi dat hei, am Allgemenge Bauprojeten, net méi géifen op APSen hei an d'Chamber bréngen, well et och um Niveau vun engem Avant-projet sommaire net méiglech wär, och nëmmen approximativ, haaptsächlech bei esou enger grousser Technicitéit wéi dat hei, kënnen e Projet finanziell méi no ze bestëmmen.

Mä mir hu gemeinsam beschloss, datt mer nëmme méi géife mat APDen - Avant-projets définitifs - an d'Chamber kommen, och wann dat an der Entstehungsphas vun engem Projet vill méi spéit ass, mä et awer eis als Administratioun, als Ministère d'Méiglechkeet gëtt, fir vill méi no ze kommen zu der Realitéit vun engem Projet. An dat ass och, wat an där ganzer Émstellung sengerzäit geschitt ass.

Beim zweete Gesetz, do ware mer vill méi no bei der Feststellung, an trotzdeem muss ee soen, datt mer, well mer net déi verschidde Phasagen do gebraucht hunn, wou ee Chantier respektiv een Tunnel nom aneren a mengen Aen hätt misse gestëmmt ginn, datt mer och do nach wäit ewech ware vun enger Rapproche, déi konsequent konnt gemaach ginn, well 2005 hu mer gestëmmt, 2015 geet déi Strooss op.

Dat ass nun awer e Chantier, deen zéng Joer an der Chantiersphas ass. An och fir zéng Joer virdrun, 2005, ze bestëmmen, wéi vill datt 2015 - an Dir maacht d'Décomptë '16 a '17 -, wéi vill Der dann zéng, eelef, zwielef Joer duerno an der Realitéit braucht, fir wierklech esou e Chantier wéi dat hei mat all senger Envergure, mat all senger Technicitéit fäerdeg ze maachen, dat ass net evident.

E puer Beispiller vun deem, wat anescht gelaf ass, wéi et a sech '97 respektiv och nach 2005 geplangt war. E puer Beispiller, an ech erkläre se vläicht an anere Wierder wéi de Rapporteur, den Här Clement, deem ech villmools Merci soe fir déi gutt Aarbecht, déi en an dësem Gesetz - wéi an anere Gesetzer d'ailleurs - geleescht huet.

Dat éischt Beispill fir ze nennen, dat ass, datt mer 2005 no enger Direktiv geschafft hunn, déi 2004/54/CE heescht. An Zwëschenzäit, 2006 ass awer dee sougenannten RABT, d'Richtlinie für die Ausstattung und den Betrieb von Straßentunneln, ëmgeännert ginn, a mir hunn och, ouni datt dat wesentlech Ännerunge waren, awer eis selbstverständlech un déi nei Bestëmmungen ugepasst.

Dat huet zum Beispill geheescht, datt mer de Compartimentage vun esou engem Tunnel vun zwee op dräi hu missen ëmfonctionnéieren; dat huet zum Beispill geheescht, datt mer hu missen higoen, fir e Local technique supplémentaire ze maachen, wat natierlech säi Käschtepunkt hat.

En anert Beispill, dat ass, datt mer d'Fundatiounen hu missen adaptéiere fir de Portail...

(Brouhaha)

M. le Président.- Ech bieden Iech, dem Här Minister nozelauschteren!

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...fir den Éclairage indirect ze maachen, wat sech och aus sécherheetstechnesche Grënn als besser erwisen huet. Mir hunn eng Mise en place vu Systèmes d'inspection et de drainage gemaach, an zwar hannert dem Bëton, fir e kënnen ze kontrolléieren, hannert dem Bëton, ob e géif fonctionnéieren, a wa mer Problemer domadder hätten, fir méi schnell kënne festzestellen, wou d'Problemer wären a wéi se ze behiewe wären. Dat war am Ufank net esou geplangt, huet eis awer en phase de chantier als sënnvoll zousätzlech geschéngt.

Aner Dépassementer sinn doraus entstanen, datt mer Bëtonsarmaturen hu misse ganz anescht gestalten, well effektiv eng Sous-estimatioun do komm war, mä notamment och dowéinst, well Eurocode-Normen, déi applikabel gi waren, ganz anescht hu misse berechent ginn. Et waren och Dépassementer vun de Quantitéite vum Béton projeté, de Sprëtzbëton, deen een op d'Cavitéite mécht, an dat haaptsächlech fir d'Sécherheet vun deene Leit besser ofzesécheren, fir déi besser ze garantéieren, wat eis extrem wichteg war. Och dat ass en phase de chantier zousätzlech décidéiert ginn.

Et war och eng Erhéijung vun de Foragen an der Sektioun vun der Klass 4 festzestellen. Dat ass elo extrem technesch, mä dat sinn alles Saachen, déi en cours de chantier festgestallt gi sinn, wou virdrun eppes anescht supposéiert gi war an déi schwéier waren anescht trotzdeem während dem Chantier hinzekréien.

E klassesche Problem, dee mer och festgestallt hunn: Bei der Adjudicatioun vum Stafelter waren Devisë gemaach ginn. Mir kruten och eng Rei Offeren eran. Mir hunn awer just festgestallt, datt déi bëllegst Offer 11,5 Milliounen iwwert dem Devis war. An da soen ech, wann Der esou eppes ausschreift, da stitt Der natierlech do, wann Der Offeren erakritt, onvirgesinn 11,5 Milliounen iwwert dem Devis. Wat kënnt Der da maachen?

Da kënnt Der nach eng Kéier frësch ausschreiwen. Dat ass eng Méiglechkeet. Da verléiert Der sechs Méint bis e Joer, mat all deenen

zousätzleche Käschten, déi et huet, an Dir sidd nach net sécher, datt et bei deenen nächsten Offeren dann, déi Der erakritt, méi bëlleg gëtt.

Wann Der Pech hutt, gëtt et dann nach eng Kéier méi deier. An duerfir hu mer d'Décisioun geholl, och wann et 11,5 Milliounen iwwert dem Devis war, awer d'Adjudicatioun ze ginn, well mer gesot hunn: Et ass méi virsiichteg, mer wëlle virukommen. An de Risque, fir et duerno méi deier ze kréien duerch d'Délaien an duerch eng Adjudicatioun, déi awer net méi bëlleg gëtt, deen ass esou grouss, datt mer op deen do Wee gaange sinn, nodeems datt mer och d'Comexbu doriwwer informéiert haten.

Mir hunn och zum Beispill eng Rei aner Detailer bei der neier Estimatioun vun de Sécherheets-équipementer. Well mer eng Erfahrung haten aus dem Tunnel Gousselerbierg, ass dat alles réevaluéiert ginn, huet och misse réevaluéiert ginn. An do hu mer och, well mer Sécherheetsmaterial huelen, wat performant ass, aner Käschtenevaluatioune misse maachen.

Elo kann ee soen: „Dir hutt iwwerdriwwen", mä ech erënneren, just virdrun hat den Här Negri eng Fro iwwert d'Sécherheet an den Tunnele gestallt, firwat mer net déi Stroossebuchten do gemaach hunn, wou mer elo en Accident am Schwäizer Tunnel haten. Mä mer hunn déi net gemaach, well mer gesot hunn: „Et ass méi sécher, mir huelen aner Moossnamen, déi eis méi logesch a méi sënnvoll geschéngt hunn." Ech weess awer och, datt déi méi deier kaschten. Just, elo hu mer awer e Material, wou ech denken, wou ech hoffen, datt et wesentlech besser ass. A mir hunn domadder ebe genau dat vermieden, wat an deem Schwäizer Tunnel do virkomm ass.

Elo soen ech mer: Gott sei Dank hu mer déi Décisioun geholl! Mä eng vun de Konsequenzen ass, datt ech haut muss dostoen, fir Iech dat do elo esou ze erklären. Elo soen ech: „Et deet mer leed, datt ech haut do muss stoen", mä en fin de compte deet d'Décisioun mer awer net leed, fir et esou gemaach ze hunn.

Dee Chantier huet méi laang gedauert. Ech wär och natierlech léiwer mat där Nordstrooss scho `14 virun de Wahle fäerdeg. Dat kann ech Iech ganz gär soen. D'Konsequenz ass, datt ech trotzdeem 2015 och nach eng Kéier wëll d'Aweiung maachen an duerfir 2014 nach eng Kéier wëll probéieren, dee Boulot hei weider ze hunn. Enfin, dat ass awer eng aner Geschicht. Do musse mer nach driwwer kucken.

Mä de Fait, datt et méi laang gedauert huet, dat ass, datt och d'Direction des travaux d'Regie, d'Surveillance, well et ebe méi laang dauert an de Joren, och méi muss bezuelen, well all déi Leit, déi mer fir déi Aarbechte brauchen, och méi laang musse sur place sinn.

Mir hunn en Éclairage plus performant an d'Chantierstunnele gemaach. Firwat? Mä well mer mat de Leit festgehalen hunn, datt mer dee ganze Bauschutt, dee mer uewen um Bierg gelagert hunn an dee mer wollten ënnen zum Schluss un de Schwunnendall déposéieren, net duerch d'Dierfer géifen huelen, well soss hätte mer Honnerten, Dausende Camionen iwwert déi kleng Stroossen duerch d'Dierfer missen huelen. Mä well mer d'Leit wollte verschounen, hu mer gesot, huele mer déi duerch den Tunnel selwer, och wann deen nach net fäerdeg ass, mä mer kënnen de Chantierstrafic awer doduerchlafe loossen. Mä da brauche mer en aneren Éclairage, fir dat a Sécherheetskonditioune kënnen ze maachen.

Déi Décisioun hu mer aus deem do Grond geholl, well mer de Leit net wollten Dausende Camionen duerch déi kleng Stroossen zoumudden. Elo kann een et richteg oder falsch fannen. Et huet méi deier kascht. Ech fannen et richteg, mä et ass e Grond, firwat ech de Mëtten hei stinn ze erklären, firwat esou eng Décisioun geholl ginn ass.

Mir hu Silencieuxen op d'Ventilatore bäigemaach, well mer festgestallt hunn, datt extrem vill Kaméidi war, fir déi Leit, déi ronderëm gewunnt hunn, schwiereg tolerabel. Dat hu mer bäigebaut. Et huet méi deier kascht.

Et sinn eng Rei besser Membrane-d'étanchéitéë gebaut ginn, well mer wollte sécher sinn, datt et och géif halen, well mer och méi Waasser festgestallt hunn op deene Plazen. Et sinn aner Drainagesystemer gemaach ginn, déi méi laang halen. Ech hoffen, datt duerch dat, wat et elo méi kascht huet, mer och wesentlech manner Entretienskäschten an deenen nächste Jore wäerten hunn.

Dat sinn elo e puer Posten, déi ech Iech wollt erklären an déi ech Iech wollt soen, fir ze erklären, wat an esou engem Dossier wéi deem hei einfach ka geschéien, well et en Dossier ass, deen extrem komplex ass. An dann ass d'Fro, déi ech mer stellen als Minister, dee responsabel ass fir d'Ponts & Chaussées, an dat ass déi: Konnt Ponts & Chaussées dat alles virdrun esou gesinn?

Virdrun huet ee gesot: „D'Chamber ass hei op d'A gedréckt ginn." An ech froen: Ass dat déi richteg Fro? An ass d'Äntwert, datt d'Chamber op d'A gedréckt ginn ass? A meng Äntwert ass do, well ech dat jo all Dag elo suivéieren, wat hei fir Décisioune musse geholl ginn a firwat mer déi Décisiounen huelen, datt hei kee wollt, weder d'Administratioun nach de Ministère nach de responsabele Minister, weder d'Chamber nach iergendeen aneren op d'A drécken.

Mä hei ass et drëm gaangen, fir e Chantier, deen extrem technesch, extrem schwiereg war, ënnert de beschte Konditiounen ze géréieren an och ze garantéieren, datt mer iwwert déi Jore kënnen déi Sécherheet haut an an Zukunft och an deem Chantier do anhalen. Hei war kee schlechte Wëllen, och keng Inkompetenz an deem Projet.

Mä mir hunn och - dat wëll ech och gär zouginn -, och d'Administratioun huet während esou engem Chantier, deen awer unique war… Esou een hate se nach net gemaach. Esou Tunnele wéi dat do huet weder de Ministère nach d'Ponts & Chaussées gebaut. Do hu mer och wesentlech geléiert derbäi. Virun deenen Tunnelen hei - virum Markusbierg, virum Gousselerbierg, virum Grouft - hat jo keen Tunnele gebaut.

Jo, d'Fro ass, wann een en anere Wee gebaut hätt, ob d'Tunnelen hätte misse sinn. Déi Fro kann ee stellen. Déi kann een esou oder anescht beäntwerten. Déi eng beäntwerten esou, déi aner beäntwerten anescht. Ech stelle just fest, datt de Projet, esou wéi e gestëmmt ginn ass, mat all sengen Autorisatiounen, déi komm sinn, mat senger Akzeptanz, déi e sengerzäit an der Chamber hat, dat hei virgesinn huet.

A mir hunn dat exekutéiert, esou wéi et virgesinn ass. Duerfir wieren ech mech, wa gesot gëtt, datt d'Administratioun oder de Ministère iergendeen hei hätt wëllen op d'A drécken. Ech mengen och net, datt et Inkompetenz war, mä ech mengen, datt déi Chantieren nun einfach mat esou vill Aléaen, mat esou vill Onvirgesi sinn, datt se ganz schwiereg sinn am Gréff ze halen.

Firwat? Mä d'Längt vum Chantier: zéng Joer säit dem leschte Gesetz; 18 Joer, wa mer fäerdeg sinn, am Ganzen. 18 Joer huet dat gedauert! Wien hätt da `97 kënnen elo mat allem op den Euro près feststellen, wat et 2015 kascht huet? Also dee musst Der mer awer bréngen! Och dee beschten Ingenieur vu Ponts & Chaussées - 18 Joer duerno! - muss dat awer emol fäerdegbréngen!

D'Komplexitéit vum Chantier, hunn ech gesot.

D'Onsécherheet och vun deem, wat een ënnert dem Buedem fënnt. Elo hu mer Buerunge gemaach - ech weess net wivill; fofzeg, honnert Buerungen? - pro Tunnel, fir festzestellen, wéi dann d'Konsistenz vun deem Buedem war. Mir hu se gemaach. Et ass och esou festgestallt ginn. Et ass supposéiert ginn, datt et esou wier, mä schlussendlech war et awer a verschiddenen Déiften anescht. Et waren aner Stabilitéiten. Et hunn aner Moossname misse geholl ginn. Et waren aner Excavatiounsklassen.

D'Normen, déi änneren - ech hunn der virdrun zweemol genannt - en cours de route. An et ass och normal, datt innerhalb vun 18 Joer déi Sécherheetsnormen änneren. Schlussendlech huet sech am Tunnelbau an deene leschte Jore villes beweegt. Et ass villes geschitt.

Soumissiounen. Ech hu virdru beschriwwen, wann… Dat kënnt an dësem, mä och an anere Chantiere vir. Ech kréien heiansdo Soumissiounen, déi vill méi bëlleg sinn; dann hunn ech Chance. Mä ech kréien der awer och, déi méi deier sinn. Dat war hei de Fall. An dann ass dat esou. Da kann een nach esou gutt Devisë maachen, wann een op enger Soumissioun, well ebe wéineg Leit, wéineg Offeren erakommen, Problemer huet. Dann huet ee Problemer dodrop an da muss ee kucken, wéi een am Rescht vum Projet domadder eens gëtt.

Accidenter, déi virkommen. Mir haten e Gousselerbierg, dee gerëtscht ass. An och wa mer dann iwwert d'Entreprise effektiv Saachen erëmkréie respektiv iwwert d'Assurancë verschidde Sommen erëmkréien, da sinn nach Retarden, déi doduerch entstinn. A Retarde kaschten dann och erëm. An déi kréie mer natierlech net, weder duerch d'Assurancen nach duerch d'Entreprisen, erëmbezuelt.

Mir hunn eng Rei juristesch Prozeduren, déi eis och kascht hunn.

An dann, muss ech soen, dat, wat mer natierlech dorauser geléiert hunn, dat ass net méi aus dem APS eppes ze maachen, dat a verschiddenen Tranchen ze maachen. Mä bei Micheville hate mer jo d'Diskussioun iwwert de Saucissonnage. Ech mengen, datt et awer nach besser gewiescht wier, hei hätte mer Tunnel pro Tunnel gestëmmt, an e régulièrë Suivi ze maachen, dee mer och zesumme mat der Comexbu an esou Dossiere wéi deem hei maachen.

Vläicht, obwuel meng Zäit ofgelaf ass, nach ganz kuerz Äntwerten, Här President, wann Der erlaabt, op déi eenzel Froen, déi gestallt gi sinn.

Den Här Henckes huet gesot, 850 Milliounen Euro géif de Conseil d'État soen, hätt et kascht. Ech mengen, de Conseil d'État huet dat zesummegerechent, wéi wa jiddwer Dossier oder jiddwer Gesetz gestëmmt gi wier am aktuellen Index. Mä ech mengen awer net, datt een esou ka rechnen. Well mir bezuele jo awer nun trotzdeem all Rechnung dann, wa se ufält. An Dir musst am Prinzip all Rechnung ofrechnen op deem Datum, wou se ufält, a mat deem Indexstand, wou se ufält.

An duerfir ass et esou schwéier, en indexkorrigéierte Präis ze nennen. Mä wa mer en indexkorrigéieren, läit e bei ronn 650 Milliounen. Wann ech en op den Index `97 huelen, da läit en natierlech vill drënner. A wann ech alles - mä, ech mengen, déi Rechnung wär wierklech falsch - op den heutegen Index oder op dee vu muer rechnen, läit en natierlech do, wou de Conseil d'État seet. Mä ech mengen net, datt een esou ka rechnen, fir de Leit e reelle Präis ze soen.

Den Här Etgen, deen huet ganz léif de ganze Programm beschriwwen an huet mech total iwwerzeegt, muss ech em soen, datt dat, wat mer virgesinn hunn ze maachen, och dat Richtegt ass. Well dat, wat Der beschriwwen hutt, wat mer alles solle fir den Norde maachen, ass genau dat, wat mer an deene Programmer an deenen nächste Joren hunn. An ech hoffen, datt mer dat an deenen nächste Joren och kënnen esou ëmsetzen.

Da wollt ech der Madame Lorsché nach soen… Dir sot, d'Nordstrooss hätt sollen, hätt missen ersat ginn duerch en uerdentlechen öffentlechen Transport, dee mer bauen. Also, ech soen Iech ganz kloer: Ech mengen, datt mir deen öffentlechen Transport mussen esou maachen,…

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Dir sidd jo besser wéi Är Virgänger.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures.*- …datt e performant an effikass ass. An ech mengen, datt mer och alles drusetzen, fir dat esou ze maachen. Mä duerfir, all déi Efforten, déi mer op där Nordstreck maachen, och all déi Park & Riden, déi mer bauen, duerfir och deen Arrêt Pont Rouge, dee mer maachen, deen d'Nordstreck wesentlech wäert verbesseren.

Mä ech soen Iech: Och wa mer dat alles gemaach hunn, brauche mer awer déi Nordstrooss nach. An ech mengen, datt mer einfach déi zwou Saache musse maachen, wa mer wëllen, datt den Norden déi Zukunft kritt, déi mer alleguer gär hätten, datt e soll kréien.

Den Här Henckes huet iwwert d'Westtangente nach d'Fro gestallt. Ech sinn dovunner ausgaangen, datt mer am Plan sectoriel «Transports» deen ënneschten Deel, wat fréier eng Westtangente war, mä wat et awer elo net méi ass, als e logescht Konzept solle gesinn, well dat erlaabt eis, dee ganze Verkéier, deen aus dem Weste vum Land kënnt, opzefänken an deen net duerch de Briddel, Rollengergronn an d'Stad ze huelen, mä iwwert deen Deel, de Contournement vun Olm-Kielen erofzehuelen op d'Autobunn, déi vun Arel kënnt, an duerch déi normal Strecken an d'Land eranzeféieren.

An ech estiméieren, wann déi Nordstrooss och bis op ass, datt mer deen zweeten Deel vun deem, wat déi Westtangente war, net méi an deem Moment brauchen, wa mer deen ënneschten Deel hunn, well dee Kielen-Olm contournéiert a well en eis och d'Desserte zu där Zone industrielle gëtt. Wann déi Nordstrooss elo op ass, da moosse mer natierlech dee ganze Verkéier an da kucke mer definitiv, ob dat esou ass oder ob et net esou ass.

Wat de Problem Kierchbierg ugeet, Här Henckes, do hat Dir ganz recht, Dir hat do gutt ugefaangen, an ech hat gemengt, Dir géift elo zur logescher Konklusioun kommen, datt mer deen Tram géife brauchen. Mä ech war du fuerchtbar enttäuscht, wéi Der net zu där Konklusioun komm sidd, well dat wier déi richteg Konklusioun gewiescht.

Mä richteg ass, datt mer natierlech déi Opfangparkinge brauchen op der ganzer Streck, ob dat Miersch, Luerenzweiler, Colmar-Bierg ass, an natierlech och op der Luxexpo, an datt mer en och um Héienhaff brauchen, mä datt ech awer contrairement zu Iech iwwerzeegt sinn, datt mer da mussen d'Leit mat engem uerdentlechen Héichcapacitéits-Tramsystem opfänken, fir se an d'Stad eranzehuelen, an datt dat dat Mëttel ass, wat geet. Dat ass dann den Ënnerscheed tëschent eis zwee. Fir de Rescht si mer eis an Ären Iwwerleeunge selbstverständlech eens.

Ech soen Iech Merci, datt Der nogelauschtert hutt, an dann e Merci all deene Leit, déi matgeschafft hunn un dësem Text an déi en och ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6396 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6396 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, géint 7 Nee-Stëmmen a 5 Enthalungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Haupert (par M. Marc Spautz), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Serge Wilmes), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter (par M. Jean-Paul Schaaf);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Georges Engel), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Claude Meisch), Xavier Bettel, Mme Änne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par Mme Viviane Loschetter), François Bausch, Félix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg hu mer zum Schluss vun eisen Debatten eng Interpellatioun vum Här Fernand Kartheiser iwwert d'Gewalt géigeniwwer vun Autoritéitspersounen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes a Bettel, d'Madame Dall'Agnol, den Här Gira an den Här Negri. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

12. Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité

Exposé

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur*.- Villmools Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Interpellatioun vun haut huet als Zweck, d'Regierung an d'Öffentlechkeet op e Phenomeen opmierksam ze maachen, deen an eisen Aen am héchste Mooss inakzeptabel ass an dowéinst och eng ganz energesch politesch a juristesch Äntwert muss kréien. Et geet ëm d'Frechheeten, sougenannten „Incivilitéiten", d'Rebellioun an dacks och oppe Gewalt géint Persounen, déi duerch hire Beruff eng allgemeng oder méi spezifesch Uerdnungs-, Sécherheets- oder Kontrollfunktioun bekleeden.

Dëst sinn an éischter Linn d'Membere vun der Police, mä och d'Kontrolleren an d'Chaufferen an den öffentlechen Transporter, d'Léierpersonal an de Schoulen, d'Kontrollere vun der Zone bleue, d'Membere vun enger Rei vu Stats- a Gemengeverwaltungen, déi een elo hei net brauch all opzezielen, fir op de Problem hinzeweisen. An der Lescht héiere mer och vun Ugréffer géint Arbitteren am Sport a souguer géint Membere vun der Protection civile am Asaz. Dat ass inakzeptabel!

Dat alles si Leit, deenen hire Beruff oder fräiwëllegen Asaz ënner anerem och doranner

besteet, an deene verschiddenste Beräicher vum gesellschaftleche Liewe fir d'Anhale vu Regelen ze suergen a wann néideg Uerdnung ze schafen. Forcément komme si da mat deem engen oder aneren a Konflikt, deen déi Regelen net agehalen huet oder net anhale wëllt.

Eis geet et drëm, fir sécherzestellen, datt déi Leit an och déi Beruffer respektiv Funktiounen nees respektéiert ginn an datt si hir Aufgaben a méiglechst gudde Konditioune kënne maachen, mat der voller Ënnerstëtzung vun eiser Gesellschaft a virun allem och vun der Justiz, wa si beleidegt oder ugegraff ginn.

Dee Merci, dee Respekt an déi Unerkennung ass eis ganz Gesellschaft deene Leit schëlleg.

Polizisten, zum Beispill, si Leit, déi do sinn, fir de Matbierger, déi Affer vun enger Strofdot woren oder riskéieren ze ginn, ze hëllefen. Déijéineg, déi si am meeschte brauchen, sinn dacks déi Schwächst an eiser Gesellschaft. Ouni eng effikass Police kann de Stat de Bierger déi Sécherheet net méi garantéieren, déi hien hinnen awer schëlleg ass.

Den trageschen Doud vun engem jonke Polizist zu Messancy viru knapps dräi Wochen huet eis nees däitlech gewisen, wéi wéineg déi Kriminell hautdësdags nach zécken, fir d'Liewe vun de Polizisten op d'Spill ze setzen. Ëmmer méi vun hinne sinn och arméiert an ëmmer méi dacks kommen och Waffen zum Asaz. Net nëmmen de Risiko fir d'Polizisten ass héich, mä och ëmmer méi leiden déi normal Bierger ënnert der Gewalt.

Wéi sollen d'Polizisten d'Bierger schützen, wa si selwer permanent an der Defensiv musse sinn? Déi international Statistiken, déi Lëtzebuerg ewell als eng gefäierlech Haaptstad aklasséieren, kann ee vläicht aus statisteschen Iwwerleeungen eraus als iwwerdriwwe betruechten, mä ganz falsch si se sécher och net.

Ëmsou méi musse mir et bedaueren, datt eis Uerdnungskräfte vill ze vill dacks vun der Politik an aneren Autoritéiten, och an der Justiz, negativ duergestallt ginn oder carrément am Stach gelooss ginn. Esou eng Behandlung verdénge si mat Sécherheet net, am Géigendeel, si verdéngen Unerkennung an Ënnerstëtzung!

Här President, d'Police a vill Hëllefsdéngschter si personalméisseg ënnerbesat. Am Verglach mam Ausland huet eis Police och esou gutt wéi keng Eegekompetenzen am Beräich vun der Geforenofwier, déi een op Franséisch oft als „police administrative" bezeechent. Ech denken do zum Beispill un d'Evakuatioun vun öffentleche Plaze manu militari, d'Lokalisatioun vu Leit, déi verschwonne sinn, wou net onbedéngt eng Strofdot virläit, oder och d'Identifikatioun vu Persounen. Gläichzäiteg ass si och am direkten Informatiounsaustausch mat der Öffentlechkeet, mat anere Verwaltungen a mat deenen auslännesche Polizeiservicer ganz staark an hire Méiglechkeete limitéiert.

Dat si Constaten, déi weisen, datt déi Regierungen an deene leschte Joren a Jorzéngten net genuch Gewiicht op d'Sécherheetsfroe geluecht hunn. D'Resultat ass, datt d'Problemer an deem dote Beräich eis lues a lues iwwert de Kapp wuessen. Et gëtt also héich Zäit, fir ëmzedenken! Symptomatesch dofir ass eben d'Gewalt géint d'Police.

D'Statistike schwätzen eng däitlech Sprooch. Am Joer 2000 goufen 155 Attacke vu Rebellioun an Outragë géint d'Police gezielt, am Joer 2009 woren et der schonn 352. Dobäi muss ee wëssen, datt ganz vill Poliziste ganz bewosst a verantwortungsvoll op Deseskalatioun a gefäierleche Situatioune setzen an och dacks drop verzichten, fir iwwerhaapt op de Wee vun enger Plainte ze goen. Dacks hëlleft et och, wann niewent deene méi jonke Polizisten och méi eelerer op der Plaz sinn, déi duerch hiren Alter, hir Autoritéit an Erfahrung kënne berouegend awierken.

Wann d'Police selwer duerch eng gutt Ausbildung vun hiren Agenten, duerch d'Präsenz vu Beamte mat Erfahrung um Terrain, duerch eng verantwortungsvoll Polizeitaktik, duerch eng staark numeresch Visibilitéit an e besonnent Optriede kann zur Berouegung vu gefäierleche Situatioune bäidroen - alles dat ass sécher wouer -, da muss een awer feststellen: De Problem läit definitiv net bei der Police, mä et läit an der Radikaliséierung vu groussen Deeler vun eiser Gesellschaft.

Besonnesch an der Stad, an do virun allem am Garer Quartier, zu Esch, zu Déifferdeng, Péiteng an Ettelbréck heefe sech déi Fäll vu Gewalt, a meeschtens geet et ëm Incidenten op der Strooss oder och an Diskothéiken oder Nuetslokaler. Och wann déi meescht vun deenen Uertschaften an der Noperschaft vun enger Grenz leien, wëll ech awer betounen, datt ënnert deene Leit, déi eng Rebellioun maachen, souwuel Lëtzebuerger wéi Netlëtzebuerger sinn an datt et och Résidentë wéi Nonrésidenten ënner hinne gëtt.

De Problem däerf also net soziologesch vereinfacht duergestallt ginn, mä e muss a senger Komplexitéit erkannt ginn, dann awer och éierlech an transparent beschriwwe ginn. Dofir froe mir d'Regierung an dëser Interpellatioun: Wéi huet sech d'Zuel vu Gewaltdelikter géint d'Autoritéitspersounen zënter dem Joer 2000 entwéckelt? Wie sinn d'Auteure vun deene Faiten no Alter, Beruff, Lieu de résidence an Nationalitéit? Wéini a wou geschéien déi meescht vun deene Gewaltakten? Gëtt et Etüden iwwert d'Ursaache vun deene Gewaltakten an hir Entwécklung, wat hir Schemata an hir Gravitéit ugeet?

Här President, et däerf een och net iwwersinn, datt d'Gewalt géint d'Police an aner Autoritéitspersoune sech an e Kontext aschreift, wou d'Kriminalitéit dauernd wiisst. Op 100.000 Awunner ass d'Kriminalitéit vun 2010 op 2011 ëm 14,7% geklommen. Hei sief just als Beispill op déi ëmmer méi héich Zuel vun Abréch verwisen.

Eng vun den Äntwerten op dës Situatioun ass, datt et wierklech héich Zäit gëtt, fir der Police méi Personal an zum Deel aner Prioritéiten ze ginn. Si muss iwwerall um Territoire genuch Leit hunn, fir a kuerzer Zäit kënnen anzegräifen. Dofir muss natierlech och de RIFO genuch Leit hunn. A besonnesch am Hibléck op déi Abréch, déi an der Grenzregioun geschéien, wëllt d'ADR alt nees eng Kéier op d'Noutwendegkeet vu sporadeschen, cibléierten a sënnvolle Grenzkontrollen opmierksam maachen. Oppe Grenze si schéin, awer et soll se just fir déi éierlech Leit ginn!

(M. Paul Helminger prend la présidence.)

Den Här Banneminister huet an Aussiicht gestallt, datt méi Zivilpersonal an der Police soll engagéiert ginn. Dat ass zwar erfreelech ze héieren, et muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, ob déi Ministeren, déi an deene leschte Joren d'Verantwortung fir d'Police haten, et net largement verpasst haten, am Beräich vum Rekrutement vu spezialiséiertem Zivilpersonal fir d'Police - ech denken hei an éischter Linn un Informatiker, Ingenieuren, Leit mat enger wëssenschaftlecher Ausbildung - e seriöe Rekrutéierungsplang opzestellen an ëmzesetzen.

Och am Beräich vun der Bekämpfung vun der Wirtschaftskriminalitéit brauch d'Police qualifizéiert Fachpersonal. Grad hei geet et net nëmmen duer, fir emol einfach e puer Leit anzestellen, wann een net weess, wéi dës Leit an déi bestehend Strukture kënnen am beschten integréiert ginn. Mir brauche kee Fléckwierk, mir brauchen e Konzept!

D'Fro kann och net sinn, ob ee soll Zivilpersonal oder uniforméiert Personal astellen. Wann d'Police ganz kloer méi qualifizéiert Zivilpersonal brauch a souguer an dësem Beräich en Nohuelbedarf huet, da wëllt dat awer kengesfalls heeschen, datt een elo kann op uniforméiert Polizeipersonal verzichten. Ganz am Géigendeel, mir brauche virun allem uniforméiert Leit um Terrain!

Wien d'Aktualitéit verfollegt, weess jo, datt d'Police sech ëmmer méi dacks muss géint en aggressive Mob vu 50 a méi Persoune wieren. Ausserdeem muss een och, fir eng Rei vun administrativen Aufgabe kënne korrekt ze erleedegen, eng zolidd Experienz um Terrain hunn. Et kënnt schliesslech dacks drop un, datt een d'Situatioune richteg aschätzt a versteet, wann ee se wëllt realitéitsno beschreiwen.

Sécher ass et net einfach, bei enger esou klenger Populatioun wéi eiser ëmmer genuch Leit fir d'Police ze rekrutéieren. Dat hänkt mat villem zesummen. Mir hunn awer och heiansdo am Stat déi falsch Prioritéite gesat a bei der Force publique net genuch agéiert. Mä d'Sécherheet ass einfach eng Käraufgab vun eisem Stat. Wa mir elo net ganz séier a ganz décidéiert handelen, schwäche mir d'Sécherheet an eiser Gesellschaft a mir riskéieren, wéi et och gesot gouf, Zones de non-droit ze kréien, an dat däerf et net ginn!

Mir mussen och kucken, datt d'Polizisten net resignéieren, wéi et scho bei anere Beruffer de Fall ass. D'Politik muss de Leit bei hire Problemer hëllefen, an net hinnen nach méi Problemer maachen!

Konkret wëll ech och u meng Question parlementaire vum 22. Dezember 2011 erënneren an eng Rei vu prezise Froe stellen. Éischtens, déi Jurisprudenz aus dem Joer 1959, déi ënnert dem Artikel 269 vum Strofgesetzbuch zitéiert gëtt: An eisen Aen ass et net akzeptabel, datt e pathologeschen, alkoholiséierten Zoustand soll kënnen zu Stroffräiheet am Fall vun enger Rebellioun féieren. Fir d'ADR ass et héchstens méiglech, fir an esou engem Fall op Circonstances atténuantes ze plädéieren. Och wann - oder grad well! - déi do Jurisprudenz an der Praxis kaum nach eng Roll spillt, muss se definitiv aus eisem Rechtswiese verschwannen.

Zweetens, et muss een iwwerleeën, ob mir eis net mussen eng Méiglechkeet ginn, fir Leit, déi physesch Gewalt géint Polizisten oder aner Autoritéiten asetzen, direkt no der Dot fir eng kuerz Zäit anzesetzen. Esou Moossname musse selbstverständlech vun alle rechtsstaatleche Garantië begleet sinn. Mä esou eng Démarche gesi mir als eng pädagogesch Mesure. Et kann net sinn, datt Gewalttäter eréischt no Jore vun der Justiz ze héiere kréien. Leit, déi géint Poliziste gewalttäteg sinn, sinn et jo och gär genuch géintiwwer vun deenen anere Leit a mussen dowéinst direkt d'Reaktioun vum Stat ze spiere kréien. Ganz allgemeng mussen, besonnesch wa Gewalt am Spill ass, Täter vill méi schnell viru Geriicht kommen.

Drëttens, mir däerfen d'Polizisten, déi Affer vu Gewalt gi sinn, net am Stéch loossen, weder juristesch nach psychologesch. Si brauchen eist Versteesdemech an eis Solidaritéit. En automatescht Recht op Rechtsbeistand misst de Polizisten, grad well si esou exposéiert sinn, nees gesetzlech zougestane ginn. D'Police muss och genuch Psychologen hunn, fir deene Leit ze hëllefen.

Véiertens, d'Poliziste verdéngen eist Vertrauen a selbstverständlech och dat vun der Justiz, well si si vereedegt, kompetent a gutt ausgebilte Beamten. Et geet net, datt si viru Geriicht als gewalttäteg duergestallt ginn, just nëmmen, well si zum Beispill eng Fouille corporelle gemaach hunn. Mir sollten eis dowéinst iwwerleeën, ob mir net sollten eng Présomption de légitime défense zugonschte vun der Police an eis Gesetzgebung aschreiwen.

Iwwregens misst all Polizist allzäit kënnen eng Fouille bei Persoune maachen, vun deenen hie mengt, datt e Sécherheetsrisiko kéint vun hinnen ausgoen. Et ass aus der Praxis eraus gesinn absurd, fir eng Fouille wëllen op eng Procédure judiciaire an de Code d'instruction criminelle ze reduzéieren, wéi et elo heiansdo diskutéiert gëtt. Aus deem Grond ass et geneesou onrealistesch, d'Fouillen nëmme just deene Poliziste virzebehalen, déi d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire hunn. Déi meescht uniforméiert Polizisten, déi Dag an Nuecht op de Patrullen ënnerwee sinn, sinn nämlech net Officier de police judiciaire, mä Agent.

Fënneftens, mir wëllen, datt mir d'Poliziste fir Polizeiaufgaben am enke Sënn vum Wuert huelen an datt aner Déngschtleeschtungen am Sécherheetsberäich, wéi zum Beispill den Transport vu Gefaangenen, entweder vun anere Servicer gemaach ginn oder awer esou wäit wéi méiglech op e Minimum reduzéiert ginn. Dozou gehéiert och, datt an deem zukünftege Prisong zu Suessem Säll a Büroe fir d'Untersuchungsriichter an d'Rotskummer ageriicht ginn, amplaz datt geféierlech Gefaangener mussen hin an hier transportéiert ginn.

Sechstens, geneesou solle mir dréngend domadder ophalen, fir sougenannten Asylanten, déi emol net wëllen uginn, wou se hierkommen, ënner Polizeieskort op Bréissel ze bréngen, an der Hoffnung, fir si kënnen do mat der Hëllef vun den Ambassaden ze identifizéieren. Et ass un de Mataarbechter vun deenen Ambassaden, fir hire konsularesche Flichte gerecht ze ginn a fir sech heihinner ze déplacéieren, an net ëmgekéiert! Mir setzen eis Polizisten onnéideg a widderrechtlech enorme Risiken aus, well si an der Belsch iwwerhaapt net däerfen amtéieren an ënner normalen Ëmstänn och keng Waffen droen däerfen a se och scho guer net däerfe benotzen. Wat géif geschéie bei Akte vu Gewalt vu sougenannten Asylante géint Lëtzebuerger Polizisten zu Bréissel?

Här President, siwente Punkt: Dat Vertraue fir d'Beamte bedéngt och, datt si selwer sollen d'Protokollen an deenen Affäre schreiwe kënnen, wou si d'Affer vun engem Ugréff oder vun Incivilitéite gi sinn. Datt en anere Polizist dat ewell soll maachen, ass e vollkommen onnéidege Mësstrauensreflex géintiwwer den amtéierende Beamten. Deen eenzege Fall, wou mir als ADR esou e Prozedere kéinten envisagéieren, ass deen, wou e Polizist net nëmmen amtéiert hätt, mä och nach selwer am Virfeld Partei war, wéi zum Beispill an engem Noperschaftsstreit. An esou engem Fall wär seng Objektivitéit natierlech net garantéiert.

Mir verlaangen, datt besonnesch och de Parquet, dee jo all Dag mat der Police kooperéiert, säi Vertrauen an d'Police ënner Bewäis stellt. An net nëmmen dat: Och d'Justiz deet gutt drun, deeselwechte Respekt virun deenen anere Pouvoiren am Stat ze weisen, wéi d'Justiz och de Respekt vum éischten an zweete Pouvoir zegutt huet an en och kritt.

Ech wëll hei just drun erënneren, datt d'Justiz enorm Pouvoiren huet, déi an eisem aktuelle System praktesch kengem Contrôle duerch „check and balance" duerch déi aner konstitutionell Pouvoiren ënnerleien. D'Justiz soll déi Situatioun net als Blankoscheck interpretéieren, fir sech progressiv nach weider Pouvoire wëllen unzëeegnen, déi prinzipiell am Beräich vun der Legislativ oder vun der Exekutiv leien.

Och d'Verhältnis tëschent Justiz a Police soll dowéinst vun engem Geescht vu géigesäitegem Respekt gedroe si fir d'Aarbecht vun deem aneren, mä och fir déi eege Kompetenze vun deem aneren. D'Police, mä och d'Police judiciaire sollen als Institutiounen eng gewëssen Eegestännegkeet vis-à-vis vun der Justiz behalen. Grad dat ass haut wichteg am Sënn vun engem gesonden Équilibre, jo, vun enger Séparation des pouvoirs am Rechtsstat.

Schliesslech gëtt am Kontext vun der annoncéierter Polizeireform vun engem Comité d'accompagnement bestehend aus Magistrate geschwat, fir verschidde Funktiounen ze besetzen innerhalb vun der Police. Dat ass eng Verwëschung vun der Kompetenzentrennung am Rechtsstat, an déi kann net sënnvoll sinn!

Als Niewebemierkung stellen ech och d'Fro, ob et gutt ass, datt Vertrieder vum drëtte Pouvoir am Statsrot sëtzen, dee jo awer am legislative Prozess eng wichteg Roll spillt. Ech denken, datt all Pouvoir, och deen drëtten, sech sollt op säin eegenen Aufgabeberäich beschränken.

Aachtens, mir mussen eis Polizisten och an enger Formation continue ëmmer nees op gefäierlech Situatioune virbereeden. Ausserdeem - a geneesou och wéi bei der Arméi - musse mer Uecht ginn, datt d'Kadere vun der Police eng Schoulbildung hunn, déi den Ufuerderunge vum Beruff gerecht gëtt. Och well den Niveau vun de Schoulen an deene leschte Joren dramatesch gefall ass - an dat gesi mir an den Examen -, musse mer de Rekrutéierungsniveau an den Ënneroffizéieschkaderen an d'Luucht setzen. Déi Leit mussen einfach capabel sinn, fir sech korrekt an e puer Sproochen auszedrécken an och hir Rapporten an enger verständlecher an däitlecher Form ze redigéieren. Den Niveau vun den Examen däerf op kee Fall erofgesat ginn, just fir méi Leit ze rekrutéieren. Näischt géif der Kredibilitéit vun der Police mëttelfristeg méi schueden.

Néngtens, wa Polizisten eng Plainte maachen, well si Affer vu Gewalt gi sinn, kann et net sinn, datt si gesot kréien, datt si dann awer net vun deene gesetzlechen Dispositiounen am Kader vum Afferschutz kënne profitéiere wéi all déi aner Leit och. Geneesou wéineg kann et sinn, datt esou Affären einfach vum Parquet klasséiert ginn. Wat ass dat fir e Signal un déi Kriminell, datt si däerfen op Polizisten oder Buschauffere schloen, esou wéi se wëllen? A wat wëllt eis Justiz domadder de Poliziste soen? Ieren datt d'Gesellschaft net géif zu hinne stoen? Wëssen déi Leit, déi fir esou Décisioune verantwortlech sinn, datt si domadder d'Motivatioun vun der Police a Fro stellen?

Dowéinst wëlle mir vum Justizminister, deen haut leider net do ass, genee Zuele gewuer ginn: Zënter dem Joer 2000 si wéi vill Affäre wéinst Rebellioun virun d'Justiz komm? Wéi vill goufen der dovun einfach klasséiert a wéi vill Strofe goufen ausgeschwat? Wat huet dës Regierung konkret gemaach, fir géint d'Gewalt géint Autoritéitspersoune virzegoen? Wat sinn d'Resultater vun esou Moossnamen, wann et där da sollt gi sinn? A wéi eng Moossname wëllt dës Regierung huelen, fir eng besser physesch, moralesch a juristesch Ënnerstëtzung fir d'Autoritéits- an Amtspersounen ze garantéieren, déi Affer vu Gewalt goufen?

Här President, mir froen eis, ob mir eis net, wéi et dat am Ausland och gëtt, en eegent Polizeigesetz musse ginn, dat d'Kompetenze vun der Police genee regelt. Et ass dee falsche Wee, fir all déi Froen, déi dorënner falen, iwwert de Code d'instruction criminelle wëlle festzeschreiwen, wou vill vun deene Froen iwwerhaapt net erapassen.

A villen operationelle Situatiounen huet d'Lëtzebuerger Police däitlech manner Rechter, wéi zum Beispill d'Policen an Däitschland oder Frankräich.

Mir sollte jiddefalls emol en eegent Gesetz iwwert d'Fonction de police kréien, an deem eng ganz Rei vu Prozeduren a Kompetenze vun der Police souwéi den Informatiounsaustausch mat hir geregelt ginn, an zwar op eng Manéier, déi d'Effikassitéit vun der Preventiounsaarbecht an de polizeilechen Interventiounen och, mä net nëmmen, bei Strofdote garantéiert.

Am europäesche Kontext ass et och wichteg, datt d'Police ouni Ëmweeër direkt mat de Polizeiservicer aus den Nopeschlänner Informatiounen austausche kann. An dësem Zesummenhang sief drun erënnert, datt d'Regierung bis elo weder déi sougenannte schwedesch Initiativ, also d'Kaderdécisioun vum Conseil an deem Kontext, nach déi europäesch Prime-Décisioune vun 2008 ëmgesat huet.

D'Pièce maîtresse vun dem éischt genannte Rechtsinstrument ass dee sougenannte Principe de disponibilité, deen et soll erméiglechen, datt polizeilechen Informatiounsaustausch mam europäeschen Ausland zu deene gläiche Konditiounen erfollege kann, wéi dat och am internen Austausch normalerweis de Fall ass, an zwar ouni deen zäitopwännegen a komplizéierten Ëmwee iwwert déi justiziell Rechtshëllef.

D'Verbesserung vum Informatiounsaustausch tëschent de Polizeiservicer iwwert d'europäesch Bannegrenzen ass nëmmen dee scho längst fällege Corollaire zum Ewechfale vun de Grenzkontrollen an der Entwécklung vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit.

A grad well den Informatiounsaustausch mat deenen europäeschen an aulännesche Polizeiservicer esou wichteg ass, mussen déi polizeilech Informatiounssystemer och permanent weiderentwéckelt, ugepasst an ausgebaut ginn. Nëmmen esou legislativ Moossnamen, genee esou iwwregens wéi eis Propositioun vun der Présomption de légitime défense, kënnen d'Situatioun vun der Police an eiser Gesellschaft substanziell verbesseren.

An der kuerzer Zäit, déi mir zur Verfügung steet, hunn ech mech missen op d'Gewalt géint d'Police konzentréieren. Villes, wat ech elo gesot hunn, gëllt awer och fir déi aner Beruffer a Fonctiounen, déi ech a menger Aleedung opgezielt hunn. An och hei mussen d'Regierung, d'Verwaltungen an d'Justiz dréngend déi néideg Efforten a Reforme maachen, fir d'Eisebunner, d'Buschaufferen, d'Léierpersonal, d'Sécuristen an esou weider géint Incivilitéiten a besonnesch géint d'Gewalt ze schützen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Kartheiser och Merci. Deen éischte Riedner ass den honorabelen Här Kaes.

Débat

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Kartheiser huet elo grad seng Interpellatioun iwwert d'Problematik vun der verbaler a physescher Gewalt géintiwwer der Police, dem Personal aus dem öffentlechen Transport an aneren Autoritéitspersoune virgedroen.

Ech mengen, et ass wichteg a richteg, dass mir eis eng Kéier an dësem héijen Haus déi néideg Zäit huelen, fir eis intensiv mat dëser Problematik ausenanerzesetzen. Eng Problematik, déi net nei ass an zu där an der Vergaangenheet ganz vill Kolleeginnen a Kolleegen ëmmer erëm parlamentaresch Ufroe gestallt hunn.

Gewalt géint Polizisten an aner Autoritéitspersounen ass u sech e Gesellschaftsproblem, dee sech net reng op Lëtzebuerg begrenzt, mä deen een a ville Länner feststellt a wierklech mat Besuergnis verfollegt.

Dës Problematik ass u sech och net nei, mä dat, wat sech a leschter Zäit awer geännert huet, ass d'Intensitéit vun der Gewalt. Och kann een dës Gewalt, souwuel déi verbal wéi och déi physesch, net méi enger Zort vu Leit respektiv engem bestëmmte Milieu zouschreiwen. Dëse Klischee, Dir Dammen an Dir Hären, gëllt scho ganz laang net méi.

Gewaltbereetschaft an d'Iwwergréff op Persoune kommen u sech an alle gesellschaftleche Schichten a Milieue vir.

Derbäi kënnt, dass sech dës Zort vu Gewalt scho laang net méi just op eis Forces de l'ordre oder op d'Personal vum öffentlechen Transport beschränkt; och aner Beräicher, wéi zum Beispill eis Services de secours, sinn och alt schonn an hirer Missioun behënnert an och mat Gewalt konfrontéiert ginn.

Et mécht duerfir wéineg Sënn, Ursaachefuerschung ze bedreiwen, well déi sinn esou villfälteg wéi d'Acteure vun de Strofdoten. Et ass och schwéier, eng gewësse Mentalitéit an eiser Gesellschaft ze änneren, an d'Politik ass schlussendlech net derfir do, fir d'Leit ze erzéien.

Dat heescht awer elo net, dass mer virun dëser Problematik solle kapituléieren. Am Géigendeel, mir mussen eis Effortë verstäerken, fir dësem Gesellschaftsproblem entgéintzewierken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi rezent traureg Evenementer an der Belsch, wou e Polizist an e Mataarbechter vun de Bréisseler Busservicer an der Ausübung vun hire jeeweilege Beruffer hiert Liewe gelooss hunn, hunn u sech d'ganz Welt schockéiert a gewisen, dass an eiser Gesellschaft laang net méi alles an der Rei ass.

Mir kennen zu Lëtzebuerg d'Zifferen aus de leschte Jore vun den Iwwergréff vis-à-vis vun eiser Police - den Här Kartheiser huet der eng ganz Rei genannt. Ech hunn op der Policegewerkschaft hirer Homepage dann och dës Statistiken duerchgekuckt an hunn nëmme just d'Zuelen zënter dem 1. Januar vun dësem Joer, vun 2012 zréckbehalen: Do waren eleng 26 Rebelliounen an 20 Amtsbeleidegunge géint Polizisten.

Ma glécklecherweis oder Gott sei Dank ass dat, wat an der Belsch geschitt ass, den Ausnahmefall. Mir mussen eis awer och hei zu Lëtzebuerg mat alle Mëttelen, sief et juristescher oder awer och anerer Natur, dergéint wieren, dass esou eng Tragédie an eisem Land virkënnt.

Eppes léisst sech och bei eis feststellen: D'Respektlosegkeet, déi feelend Unerkennung vu staatlechen Institutiounen an déi niddreg Hemmschwell bei der Gewalt géint d'Police, d'Zuchbegleeder, d'Buschaufferen, Pécherten oder Leit aus de Pompjeeën oder dem Rettungswiesen huelen an engem erschreckende Mooss zou.

Fir d'CSV ass dat net tolerabel a si léisst ënner kengen Ëmstänn zou, dass dës Leit, déi am Déngscht vun de Bierger an der Allgemengheet hire Beruff ausüben, riskéieren, verbal oder physesch verletzt ze ginn an am schlëmmste Fall, esou wéi an der Belsch, hiert Liewe musse loossen.

Här President, d'Onzefriddenheet vu verschiddene Leit an eiser Gesellschaft däerf net um Bockel vun aneren onschëllege Leit ausgedroe ginn. Si si ganz kloer kee Fräiwëld, wat ee mir näischt dir näischt einfach esou kann attackéieren, ouni Rücksicht op Verloschter.

Fir dat ze ënnerbannen an ze vermeiden, dass et iwwerhaapt esou wäit kënnt, ass ganz kloer d'Politik gefuerdert, nämlech alles ze ënnerhuelen, fir all dës Leit beschtméiglech an hirem Alldag ze schützen.

Mir musse verhënneren, dass bei de betraffene Persounen an an der Öffentlechkeet d'Meenung opkënnt, dass d'Politik an awer och d'Justice d'Problematik net esou richteg eescht huelen an dës Faiten als Bagatellen oder Beruffsrisiko ganz einfach ofstempelen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis als CSV-Fraktioun bewosst, dass et keng Solution miracle gëtt, mat där all d'Problemer mat enger Kéier géife geléist ginn. Ech hunn an der Virbereedung zu menger Ried gelies, dass jo anscheinend op verschiddenen Niveauen intensiivst un engem Aktiounsplang geschafft gëtt, zu deem den Här Minister eis duerno wäert e puer Detailer ginn, wann et dann esou Virbereedunge fir en Aktiounsplang gëtt.

Ech wollt duerfir vun eiser Säit e puer Iwwerleeunge mat op de Wee ginn, wéi een dës ganz Problematik am Kader vun de Forces de l'ordre, mä awer och am Beräich vum öffentlechen Transport a bei anere Servicer kéint ugoen.

Fréier ass eng Uniform nach respektéiert ginn. Haut ass d'Bild vun der Police e ganz anert, éischter en negativt. D'Police gëtt net méi esou ugesinn, dass se derfir do ass, fir eis ze hëllefen, mä éischter als repressivt Iwwerwaachungsorgan vum Stat. Dorun ass awer sécherlech net d'Police schold, mä éischter d'Politik, well d'Police exekutéiert jo ganz einfach um Terrain nëmme just déi Gesetzer, déi mir hei an der Chamber stëmmen.

Duerfir ass et wichteg, dass mir d'Bild vun der Police duerch Géigemoossnamen an der Öffentlechkeet verbesseren. Dat kann op ville Pläng sinn. Dat kann duerch Broschüren, duerch Porte-ouverten oder den direkte Kontakt mam Bierger sinn. Och sollen d'gesellschaftlech Acteuren oder mir als Politiker, zum Beispill iwwert de Wee vun Informatiounen a Stellungnahmen um Radio, um Fernseh, ëmmer erëm op d'Wichtegkeet vun eiser Police hiweisen an ëmmer erëm och eist Vertrauen an eis Schätzung vis-à-vis vun der Police zum Ausdrock bréngen.

Da muss ee sech och froen: Wéi ass et mat der Ausbildung an der Formation continue vun eise Forces de l'ordre? Gëtt do genuch Gewiicht geluecht op Theme wéi Eegesécherung, Deseskalatioun, Konfliktschlichtung, Selbstverteidegung an nach esou munch anerer? Gëtt den Ëmgang mat verschiddene Gruppe vu Leit, wéi zum Beispill Jugendlecher, alkoholiséiert Persounen oder och Migranten a vill anerer, praxisno geübt?

Misst ee sech net och iwwerleeën, spezialiséiert Unitéiten an der Police ze schafen, déi jee no Aart a Weis vun Interventiounen an de Asaz géife geschéckt ginn? Ech denken do u speziell Antikonfliktteamer oder zum Beispill, wat e bësse méi extrem ass, eng Struktur wéi CRSen a Frankräich. Et stellt sech och d'Fro, ob der Police u sech dat adequat Material zur Verfügung steet, fir an déi eenzel Asätz ze goen.

En anere Léisungsvirschlag si méi streng Strofen. Ass d'Justiz an hiren Uerteeler fir de Moment streng genuch? Dat heescht, misst de Code pénal op verschiddene Punkten net verschäerft ginn, esou dass een eng méi ofschreckend Wierkung hannerléisst?

Täter vu Gewalt géint Polizisten, missten déi net geneesou staark an esou schaarf bestrooft gi wéi aner Gewalttäter? Well de Polizist jo eigentlech per Gesetz derzou verflicht ass, anere Mënschen ze hëllefen. Ass de Polizist, juristesch gesinn, genügend geschützt, wann e bei engem Asaz zum Beispill kierperlech aktiv muss gi respektiv vun der Waff Gebrauch muss maachen?

(Interruption)

Wann de Polizist bei klengsten Interventioune riskéiert…

M. le Président.- Här Kaes, géift Der dem Här Bettel erlaben, lech eng Fro ze stellen?

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Selbstverständlech.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech wollt just dem Här Kaes d'Fro stellen, e seet, et misst méi streng bestrooft ginn. Duerfir ass d'Rebellioun jo awer do. D'Rebellioun ass jo eng Circonstance am Fong aggravante duerch d'Victime. Dat heescht, do gëtt jo awer schonn eng Distinctioun gemaach.

M. Ali Kaes *(CSV)*.- Mä et muss ee sech d'Fro stellen, ob dat alles duergeet. An ech kommen nach…, ech hunn nach e puer Erklärungen, an da gesitt Der vläicht, wat ech domadder mengen.

Wann de Polizist bei där klengster Interventioun riskéiert, eng Géigeklo un den Hals ze kréien, da soen ech Iech, da wäerte mer an Zukunft massiv Problemer kréien, nach jonk, motivéiert Leit ze fannen, déi dëse verantwortungsvolle Beruff wëllen ausüben.

Dat heescht net, dass de Polizist eng absolut Narrenfräiheet soll kréien, mä eng Garantie, dass hien an der Ausübung vu senger Missioun beschtméiglech um juristesche Plang ofgesécher ass.

Dir Dammen an Dir Hären, fir dass d'Police all hiren Aufgaben a Missioune gerecht gëtt, Missiounen, déi vun Dag zu Dag méi grouss, méi komplizéiert a méi gefäierlech ginn, brauche mir ganz kloer méi Polizisten a brauche mir nach méi spezifesch Ausbildung op déi nei Problematiken, déi si an hirem dagdeeglechen Asaz begéinen.

Ouni wëllen e Polizeistat ze ginn, sinn ech der Meenung, dass mir alles mussen drusetzen, de Beruff vum Polizist opzewäerten, fir dass mir genuch jonk Leit fannen, déi bereet sinn, dës responsabel Aufgab wouerzehuelen.

Dass mir an dësem Land an der Zukunft musse spueren, Dir Dammen an Dir Hären, dat läit op der Hand. Et wier awer falsch, et bei de Forces de l'ordre ze maachen. Hei si mir der Meenung, dass, wa mir mëttel- a laangfristeg an eisem Land wëllen Uerdnung halen a Gewaltakten, souwuel verbal wéi physesch, géigeniwwer Beamte respektiv ganz einfach och vis-à-vis vum Bierger wëllen a Grenzen halen, d'Zuel vun de Poliziste mindestens op d'Zuel eropgesat muss ginn, déi mir schonns eng Kéier festgehalen hunn, an dëst esou séier wéi méiglech. Et geet definitiv net duer, dass pro Joer knapps genuch Beamte vereedegt ginn, fir déi ze ersetzen, déi an d'Pensioun ginn.

A fir kuerzfristeg méi Leit, méi Polizisten op den Terrain ze kréien, wier et sécher eng Alternativ a misst een dat och méi am Detail kucken, fir dach awer eng ganz Rei vun administrativer Aarbecht vun Netpoliziste maachen ze loossen, fir dass déi Beamtinnen a Beamten, déi vereedegt sinn an déi u sech habilitéiert sinn, op den Terrain ze goen, beschtméiglech kéinten op den Terrain goen an esou enger grousser Zuel wéi iergendwéi méiglech.

Här President, sollte mer net, wéi et schonns u sech a villen anere Länner de Fall ass, iwwert d'Schafung vun enger Zort Schnellgeriicht nodenken, wou de Beschëllegten direkt bestrooft gëtt respektiv fir kuerz Zäit inhaftéiert ka ginn, amplaz dass den Täter op fräiem Fouss bleift an eréischt Méint méi spéit, wann iwwerhaapt, fir seng Dot bestrooft gëtt?

Eng kuerz Arrestatioun vun e puer Deeg géif deem engen oder aneren Täter och d'Geleeënheet ginn, iwwer säi Verhalen nozedenken - jo! - a géif vläicht derzou féieren, dass hie fir ëmmer an definitiv kuréiert wier, fir sech vun esou Aktioune fernzehalen.

Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Problematik am öffentlechen Transport ugeet, hu mer am Abrëll 2009 ee Gesetz gestëmmt, wat d'Sécherheet am Allgemenge bei der CFL an dat, wat d'Zuchpersonal ugeet, verbessert. Mir hunn deemools beim Personal e sougenannten Agent agréé agefouert, dee genausou wéi d'Beamte vun der Police an och der Douane d'Recht krut, de Leit hir Identitéit ze iwwerpréiwen, déi sech net un d'Reglementer an un d'Regelen am öffentlechen Transport halen. Nieft der Ausweidung vun de Kompetenze goufen och nach um Niveau vun de Sanktiounen eng Rei Saachen, eng Rei Dispositioune geännert.

Ech wollt an dësem Kontext de Minister froen: Wat huet dat Gesetz bis haut bruecht? Hunn déi verschidde Moossnamen, déi am Gesetz stinn, an der Praxis gegraff? Oder awer: Musse mir net op verschiddene Punkten nobesseren? Ee Problem zum Beispill, deen och net mam 2009er Gesetz geléist ass - jo, deen u sech nach ëmmer besteet -, ass deen, dass just d'Beamte vun der Police an der Douane d'Leit kënne forcéieren, e Bus, en Zuch, eng Gare oder en Arrêt ze verloossen.

Och wann heiansdo, awer dach ze seelen, Kontrolle vun der Police am öffentlechen Transport stattfannen, misst ee sech vläicht och iwwerleeën, ob et bei der Police net eng Cellule misst ginn, déi sech spezifesch an intensiv ëm d'Sécherheet am öffentlechen Transport an ëm de Schutz vun de Beamte vun der CFL këmmert. Dëst ass ënner anerem och eng Fuerderung vun der Chrëschtlecher Eisebunnergewerkschaft, dem Syprolux.

Et kann definitiv net sinn, dass ëmmer méi Beamten, wa se zum Beispill als Kontroller duerch den Zuch ginn, aus Angscht, agresséiert ze ginn, léiwer bestëmmte Persounen net kontrolléieren, de Billjee net kontrolléieren, net zu e soen, si missten d'Féiss uewe vun de Sëtzer erofhuelen an esou weider an domadder also u sech aus Angscht hir Aarbecht net méi korrekt maachen.

Et stellt sech an dësem Kontext dann awer och d'Fro vun de private Busentreprisen, déi fir den RGTR ënnerwee sinn. Wat ass op dësem Niveau an de leschte Jore geschitt, fir d'Sécherheet vun de Chaufferen an u sech deem ganze Personal am RGTR ze verbesseren?

Eng aner Form vu Gewalt am öffentlechen Transport ass de Vandalismus. Mir sinn der Meenung, dass sämtlech Infrastrukturen, ob dat d'Zich, ob dat d'Garen, ob dat Opfangparkingen, ob dat aner Infrastrukture sinn, mussen esou ausgebaut an ugepasst ginn, dass se éischtens ganz hell beliicht sinn a iwwersiichtlech a biergerno gestalt sinn. Eleng doduerch verhënnert een, dass bestëmmte Gewaltdoten u sech geschéien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint hei nach eng Zäit laang weiderfuere mat Argumenter an Iwwerleeungen zu dëser Problematik. Wichteg ass, dass mir wëssen, dass mer als Politiker ganz kloer gefuerdert sinn, duerch entspriechend Moossnamen all déi Leit ze schützen, déi Dag fir Dag hir Aarbecht gewëssenhaft an engagéiert maachen, fir dass si dëser Aarbecht ënner normale Konditiounen, wat hir eege Sécherheet ugeet, kënnen nogoen. D'CSV wäert sech hei voll a ganz engagéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen och dem Här Kaes Merci. Deen nächste Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut eng Interpellatioun (veuillez ajouter: iwwer gewalttäteg Attacke) géint am Fong déi Leit, déi eng Tenue un hunn, eng Autoritéitstenue - esou ass och jo d'Interpellatioun gefrot -, ob dat e Polizist ass, ob dat e Pompjee ass, ob dat e Kontroller am Zuch ass. Mä de Gros vun deene Leit, déi awer vun de Rebelliounen, vun dem Manque de respect betraff sinn - a kommt, mir sinn eis eens! -, ass d'Police.

Mir hunn d'Zuelen. Ech hunn och bei eis gekuckt. Mir hu souguer Pompjeeën - wann Der bedenkt! -, déi de Leit gären hëllefe kommen, déi do och nach geschloe ginn. De Code gesäit vir, dass et Coups et blessures gëtt, dat ass den 398 vum Code pénal. An doweinster selbstverständlech gëtt et jo och déi separat Rebellioun, déi am Titre 5 «Des crimes et des délits contre l'ordre public, commis par des particuliers» ass, deen och virgesäit, wat eng Rebellioun ass.

An Däitschland gëtt jo vun der Police och gären als „dein Freund und Helfer" geschwat. Mä wann ee kuckt, wéi d'Situatioun ass, wann d'Police op verschidde Plaze kënnt a wéi se do considéréiert gëtt, wéi se behandelt gëtt, dann ass dat einfach inakzeptabel.

D'Police ass jo do, fir d'öffentlech Sécherheet ze garantéieren an och fir d'Gesetzer anzehalen a fir dass d'Leit drun erënnert ginn, dat och ze maachen. Dat heescht, all Mënsch huet am Fong Interessi drun, dass d'Police hir Aarbecht och ka maachen. A gleeft mer et, wéi oft gëtt een drop ugesprach, an Dir gitt och alleguerte regelméisseg kontaktéiert, wou Der sot: „Ech hunn d'Police geruff, si ass net direkt komm."

Dat heescht, wann Der Hëllef braucht, sidd Der frou, alleguer, wann d'Police och kënnt. An dat soll een och ni vergiessen.

Trotzdeem, Här President, gesi mir, dass europawäit d'Zuele vun der Gewalt géint d'Polizisten zouhuelen. D'Zuele si scho gesot ginn. Um Site vun der SNPGL stoung nach virun e puer Minutten, dass vum 1. Januar u 26 Fäll vu Rebellioun schonn dëst Joer waren, a mir sinn nach net Enn Abrëll. Dat heescht, mir kommen elo gläich zu Enn Abrëll, mä an deene véier Méint si scho 26 Fäll. A wann ee bedenkt, dass 2009 der 27 waren an engem Joer, kann ee jo ganz genau kucken, wéi an dräi Joer d'Zuel augmentéiert huet.

Bon, plakeg Zuele ginn net duer. Ech hunn och Interpretatiounen. Et waren der, déi hei gesot hunn, dass d'Grenze misste fir déi propper Leit a fir déi éierlech Leit opgemaach ginn. Ech hunn d'Gefill hei, ech hätt Reditë vum Här Kartheiser gehéiert, déi een éischter am Moment a Frankräich héiert tëschent de Kandidate vum éischten Tour, wou déi, déi dat am meeschte gesot huet, elo am zweeten Tour net méi vertrueden ass, wou gesot ginn ass, et muss een d'Grenzen zoumaache fir déi net éierlech Leit.

Ech froen den Här Kartheiser ganz spezifesch, fir eng Kéier op d'Grenz ze goen an zu mir ze soen, wien en Éierlechen ass a wien en Netéierlechen ass. Den Délit de sale gueule - ech si frou, dass mer deen zu Lëtzebuerg net hunn, dass mer da bei de Leit kucke bei der Grenz, deen doten ass en Éierlechen, deen doten ass net en Éierlechen. Ech wier awer gespaant, wéi den Här Kartheiser d'Leit géif astufen, wa se hei gären an d'Land erakommen oder net erakommen.

Esou Proposen, Här President, kann ech net deelen a fannen ech déplorabel.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech hu virdru vun Zuele geschwat. Et ass déi physesch Gewalt. An da schwätzen ech emol nach net vun den Injuren. Well Injure ass och eng moralesch Gewalt, wou Der, wann Der fir Är Aarbecht op eng Plaz kommt, och nach vernannt gitt. Dat Schlëmmst selbstverständlech ass dat, wat elo an der Belsch geschitt ass, wou och nach eng Persoun iwwerrannt ginn ass. Mä et geet ganz wäit. Dir kënnt Iech net virstellen, wéi wäit d'Leit kënne goen. Ech hu vu Fäll héieren, wou d'Leit gebass gi sinn, wou den Typ gesot huet: „Ech hunn Aids an elo hues du es och. An du kriss eng Hépatite, an du kriss hei an du kriss do." Jo, eng Hépatite wor dat an deem heite Fall. „Déi hues du elo och. Ech späizen der an d'Gesiicht. Elo bass du krank."

Dat heescht, de Polizist huet just seng Aarbecht gemaach an en huet do während Woche missen zidderen, fir ze kucken, wat dann elo geschitt, an huet missen nees an d'Analysë goen, bei den Dokter misse goen, an d'Bluttanalys goen, fir ze kucken, ob en net iergendeppes opgeraf hat.

Mir hunn awer och eng nei Form vu Gewalt, Här President, déi einfach net akzeptabel ass. Dat ass déi, déi mer zum Beispill haten um Nationalfeierdag, wou mer do Honnerte vu Leit haten, déi op eng Kéier d'Police agresséiert hunn. Honnerte vu Leit!

Do gëtt et dann een Effet, wou op eng Kéier een deen anere ganz staark mécht an een deen anere schléit, an dann nach net nëmme mat der Fauscht. Et gi Fläsche geholl, et gi Staange geholl, an et si souguer Leit, déi Messeren hunn.

Dat heescht, et misst ee sech d'Fro stellen och, Här President, an déi musse mir eis stellen als Politiker, ob d'Police vläicht och e Respektsproblem huet. Dat heescht, dass d'Police net esou respektéiert gëtt, wéi se sollt respektéiert ginn, wa se och op eng Plaz kënnt.

Gëtt hir Autoritéit net méi akzeptéiert? An, ech mengen, do musse mir wierklech kucken, wéi een den Image och vun der Police ka verbesseren. Mä, ech mengen, virun allem hu mer och en allgemenge gesellschaftleche Problem, dee sech stellt, dee vun dem Regele respektéieren, ob am Transport, am öffentlechen Raum, an der Schoul.

Mir haten nach dës Woch eng Diskussioun, Här President, iwwert d'Poubellen. D'Leit maachen, wat se Loscht hunn. Regelen hin oder hier, et ass egal, vläicht gi se jo net erwëscht. Et gëtt eng ganz Zone de non-droit, wou d'Leit mengen, et hätt een hinnen näischt ze soen.

Ech hu Rapporte vun der Police gelies, Här President, wou d'Police dohinner kënnt a wou d'Leit soen: „Dir hutt hei näischt ze soen, hei ass bei eis." Dat ass och inakzeptabel.

Am öffentlechen Transport, wat verschidde Schaffner en Ticket froen a si kréien zréckgemault, an ech soen „gemault", well et ass esou. Si kréien emol net geäntwert, si kréien zréckgemault: „Du kriss keen!" Oder: „Ech hu keen." - an - „Du kanns…!"

Also, Dir kënnt Iech net virstellen, wat fir verschidde Situatiounen et gëtt. A wou de Kontroller, wann en eleng ass, léiwer net op Konfrontatiounskurs geet a léiwer drop verzicht, nach engem en Ticket ze froen, well e seet: „Wann ech deen doten elo nach eppes froen, da ginn ech och nach geschloen."

Dat sinn och Situatiounen, Här President, déi net akzeptabel sinn. An da geet et nach méi wäit, Här President, da gëtt et nämlech verschidde Leit, déi provozéieren d'Police. Wann d'Police bis kënnt, da provozéiere se d'Police, well se wëssen, dass et do nach iergendeng Instanz gëtt, déi IGP heescht. A bei der IGP brauche se nëmmen ze schreiwen, et ass iergendeppes geschitt, an dann ass de Polizist am Fong, dee Victime ka sinn, op eng Kéier en Täter ginn, andeem en…

Do musse mer och eng Kéier seriö driwwer diskutéieren, Här President, mat eiser Regierung, wéi déi Prozedur bei der IGP leeft. Well bei der IGP hutt Der eng Transparence, déi ass gläich bei null. Dir kritt do en „administrative Prozess" - tëschent Guillemeten - gemaach, andeem Der gesot kritt: „Dir hutt dat an dat, a mir maachen de Rapport." Mä Dir kritt keen Ableck, Dir kënnt och ganz schwiereg gesinn, wat een an där enger oder anerer Enquête, déi gemaach ginn ass, ka liesen.

Mir mussen am Fong deene Leit, déi eng Autoritéit hunn, d'Moyenë ginn, och dat ze maachen. Wat ass e Gesetz wäert, wann et net kontrolléiert ka ginn? Wat ass e Gemengereglement wäert, wann et net kontrolléiert ka ginn? Wat ass eng Obligatioun, fir Ticketen ze kafen, wann een net dierf froen? Näischt! Näischt!

Wann d'Leit op eng Kéier hir eege Regelen als Regel hunn, si mer an enger Gesellschaft, wou keng Regele méi zielen. An do ass och e Problem.

A wësst Der, d'Police, mir sinn eis och eens, mir froen och fir déi Incivilitéiten. Well de Problem ass, ech hunn Iech virdru vun deene Containere geschwat, wou d'Leit hir Poubellen dann néierleeën. Mä d'Incivilitéite gi vill méi wäit. Op eng Kéier ass et normal, dass den Hond op der Strooss, um Trottoir dierf seng Besoinë maachen, dass een et net muss oprafen. Da geet et bei de Poubellë weider. A wann een als Kand schonn derbäi ass a gesäit, dass de Papp an d'Mamm egal wat kënne maachen, och wann et verbueden ass, wou soll ee sech da soen duerno: „Firwat muss ech an d'Schoul goen? Firwat muss ech iwwerhaapt en Ticket kafen? A wann ech dat net kréien, wat ech gären hätt, da kritt deen dote Streech."

Dat si keng Wäerter, déi eis Gesellschaft sollt deenen nächste Generatioune vermëttelen. An awer de Risiko, dee besteet, wa mer do net oppassen.

Mir mussen dowéinst a mir froen och - an ech weess, dass den Här Innenminister, den Här Halsdorf, eis och gesot huet, dass en an déi Richtung wéilt goen -, dass zum Beispill d'Agents municipaux verschidde Kompetenze sollte kënne kréien. Ech soen net, dass mer eng Police bis brauchen, mä bei deene klengen Incivilitéiten, vun deenen ech geschwat hunn, déi den Ufank am Fong vum Problem sinn vun dem Non-respect vun de Gesetzer a vun de Gemengereglementer, wier dat eng Méiglechkeet, well Dir kënnt net vun der Police verlaangen, dass se kontrolléiere geet, wéini d'Poubellen erausgeholl ginn, ob den Hond säi Besoin um Trottoir gemaach huet oder net. Mä dat sinn zum Beispill Aarbechten, déi en Agent municipal kéint maachen, deen dat kéint constatéieren, an dat esou och kéint weidergoen.

Et ass jo eng Proposition de loi do vum Här Roth, vum Här Meyers a vum Här Schiltz. An ech wier jo frou, wa mer déi da séier kéinten op den Ordre du jour kréien - Här Kaes -, ob an d'Commission juridique oder an den Intérieur, mä et wier awer wichteg, well Är Kolleegen hu sech esou vill Méi ginn en plus, fir déi ze preparéieren. Et wier schued, qu'elle tombe aux oubliettes. An ech mengen, den Här Roth ass jo President vun der Commission juridique. Dir sidd President vun der Commission de l'Intérieur. Ech ka mer virstellen, dass tëschent Iech zwee den Dialog jo wäert gutt lafen, an dass mer, wann ech dat jo och hei froen, an deenen nächste Wochen dat op den Ordre du jour da kréien.

Une voix.- Mir maachen dat zesummen.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ech soen Iech Merci. Här President, ech kréie schonn hei bestätegt, dass dat an deenen nächsten Deeg wäert kommen.

(Hilarité générale)

Ech freeë mech.

(Interruptions diverses)

Ech freeë mech. Ech ka mech selbstverständlech nëmmen driwwer freeën.

Här President, et gëtt och eng ganz Rëtsch vu Leit, déi mengen, si kéinten d'Police vernennen, si kéinte maachen, wat se Loscht hätten, well se souwisou net mat Konsequenzen ze rechnen hunn, well se sech soen - zu Hollerech, do hate mir de Fall: „Wann d'Police kënnt, si fannen net, wie mer sinn. A wa mer op de Policebüro kommen, an engem, zwee Joer kënnt vläicht eng Affär op d'Geriicht a bis da gëtt och vläicht klasséiert vum Parquet."

Hei muss ee selbstverständlech de Problem dès le départ kucken. Mä et muss een awer och soen, dass et bestëmmt net gutt ass, dass de Parquet Affäre méintelaang oder jorelaang duerno an eng Sitzung rifft.

Ech weess, dass de Barreau net begeeschtert ass vun der Comparution immédiate, sou wéi et se a verschiddene Länner gëtt. Mä hei wier awer a mengen Ae bei Coups et blessures dat Bescht, eng Comparution immédiate ze hunn. Samschdes hunn ech Dommheete gemaach, méindes kommen ech op d'Geriicht, a wann ech dann eng Woch muss sëtzen oder wann ech 80 Stonnen oder 60 Stonnen Travaux d'intérêt général kréien, da muss ech déi ebe maachen. An net sechs Méint, ee Joer, annerhalleft Joer duerno eng Kéier op d'Geriicht geruff ze ginn an da gesot ze kréien: „Jo, bon, wat hutt Der dann an Tëschenzäit gemaach? Jo, da kënne mer elo net méi direkt esou streng bestrofen." An da kënnt ee mat enger Amende oder mat e puer Stonnen TIG ewech.

Oder - an ech muss et soen, ech fannen dat och wichteg - Prisong mat Sursis, well ech mengen, dass hei Prisong mat Sursis bei Rebellioun, wat schlëmm ass - et ass kee Kavaléiersdelikt, et si scho schlëmm Faiten -, och eng Pressioun ass, wou een da gefällegst huet opzepassen.

De Problem ass och, mir gesi jo och d'Annoncen, wien huet net um Bus déi grouss Affichë gesi vun de Polizisten? Et sinn der zwee, dräi, déi een net esou gutt erkennt, déi vum Déminage an déi vun der USP an déi vun der Biosectioun. Dat sinn déi, déi mam Casque dodrop sinn. Mä all déi aner ganz sympathesch Gesiichter, déi am Fong engem soen: „Kommt bei eis, kommt bei d'Police!"

Tatsächlech! Si brauche Leit bei der Police. A wa se keng nei Leit kréien, da geet et esou weider, wéi et am Moment ass: net genuch Leit op den CPen, net genuch Leit op den CIen. An da muss méi Zivilpersonal agestallt ginn, fir dat eent an dat anert ze kompenséieren. An déi Formatioun ass net déiselwecht. An ech mengen, dass mer schonn eng richteg forméiert Police brauchen, déi och déi Formatioun, déi virgesinn ass, sollt hunn.

Firwat dat wichteg ass? Da kéint een op den Hotspoten - virdrun ass gesot gi vun der Gare, ech wëll keen Terrain och thematiséieren, wou méi Strofdote si wéi bei anerer -, zum Beispill op deene Plazen, wou ee mierkt, dass méi Problemer sinn, eng méi grouss Policepräsenz och hunn, an déi och op méi kriteschen Auerzäiten, wéi um Weekend.

Ech muss Iech just soen, déi Décisioun, déi ech do geholl hat an der Hollerecher Strooss, mat der Police hu mer driwwer zesummen diskutéiert, a säitdeem hu mer och am Moment kee Problem.

Här President, mir hunn och eppes entdeckt op Biller, wat ganz schlëmm war, viru Kuerzem bei der Eisebunn. Dat wor deen Acharnement op enger Victime, dat heescht, eng Persoun, déi scho k.o. ass, déi um Buedem läit, do nach zu e puer dropzeschloen, an der Hoffnung, dass déi Persoun ni méi erwächt.

Dat ass e Fait, an ech sinn och frou, ech hat eng Question parlementaire gestallt, wou den Här Biltgen gesot huet, dass do eng Circonstance aggravante sollt och am Code pénal drastoen, well deen Acharnement ass och net akzeptabel.

Mä dat beweist nach eng Kéier, Här President, wéi wäit verschidde Leit bereet kënne sinn, ze goen. A wéi gesot, dat Schlëmmst, wat ka geschéien, ass dat, wat an der Belsch viru Kuerzem geschitt ass. Mä et soll een net soen, dass dat néierens anzwousch aneschters geschitt. Et ass och hei zu Lëtzebuerg net wäit vun hei ewech um Boulevard Royal e Polizist a senger Aarbecht gefall, an et ass net deen Eenzegen, dee scho gesondheetlech Problemer hätt, well et schwätzt een elo vun Doudesfäll: Et si Leit, déi och mutiléiert sinn, et si Leit, déi en Handicap behale fir e ganzt Liewen. Et si Leit, déi e Schock behalen, et si Leit, déi krank sinn.

Dowéinst menge mer och, dass et immens wichteg ass. An et gëtt, Här President, nach zwou kleng Saachen. Déi éischt Saach ass, et gëtt jo vun där Jurisprudenz vun 1950 geschwat, dass do wéinst den… Also bei all Affär, déi ech um Geriicht hat, huet nach ni ee kënne soen, dass et eng Circonstance atténuante ass, wann ee voll war. Nach ni!

Well d'Jurisprudenz ass normalerweis constante, dass, wann ee voll war oder wann een Droge geholl huet, ee jo selwer sech an deen État gesat huet an dass dat net als Circonstance atténuante soll zielen.

Et ass op jidde Fall déi Jurisprudenz vum Här Klein, déi Jurisprudenz vun der Madame Kontz, déi Jurisprudenz vun der Madame Regenwetter, déi Jurisprudenz vun deene Leit, déi um Correctionnel ëmmer souzen, vun der Madame Jung.

Also, wann elo en neie Moment géif kommen, dass ee seet, dass, wann ee voll ass, dat Circonstance-atténuantë wieren, dat wier net normal, Här President. Well da mécht all Mënsch, ier en iergendengem eng Kugel an de Kapp schéisst, sech voll, en dämpt der zwou an da seet en: „Oh, et ass net meng Schold, ech wosst net méi, wat ech gemaach hunn."

Dat heescht, dat kann et net sinn, Här President. Mir sinn eis eens, dass et net eng Circonstance atténuante ka sinn, wa bei enger Rebellioun oder bei egal wat fir engem Fall ee voll ass oder dass een zou war. Dat ass inakzeptabel. Ech mengen, déi Persoun, déi sech an deen Zoustand brëngt, déi sech esou voll drénkt oder mat Drogen zoumécht, weess jo, wa se se hëlt, a wéi engem Zoustand se duerno ass.

An dann, Här President, leschte Punkt ass, an ech si frou, ech hunn do eng Äntwert och kritt vum Minister, well ganz vill Poliziste woren immens iwwerrascht iwwer eng gewësse Situatioun. An der Zäit, jorelaang, huet een als Polizist, wann een en plus Victime war bei enger Rebellioun, direkt - direkt! - vum Stat en Affekot gestallt kritt. Direkt! Et huet een dem Stat geschriwwen, et krut een direkt vum Stat gesot: „Guer kee Problem, Dir hutt en Affekot, Dir woort Victime." Am Artikel 32 Paragraph 4 vum Gesetz vun '79 steet: «L'État protège le fonctionnaire contre tout outrage ou attentat, toute menace, injure ou diffamation. L'État assiste l'intéressé dans les actions que celui-ci peut être amené à intenter contre les auteurs de tels actes.»

Eng Partie civile ass esou eng Aktioun. D'Partie civile ass esou eng Aktioun, well ech muss jo emol net als Zeie geruff sinn. Ech ka Victime sinn an emol net vum Parquet als Zeie geruff gi sinn. An dat heescht, da misst ech och nach kucken, wéini e Prozess ass an da kréien ech eng Convocatioun vum Parquet. Ech kéint da Schuedenersatz froe goen. An dowéinst ass ëmmer gesot ginn, dass een en Affekot kéint kréien.

Da krute verschidde Polizisten elo op deen Artikel gesot, et steet jo am Text: „Dans la mesure où il l'estime nécessaire, l'État…" Dat ass eng vun de Konditiounen, déi virgesi sinn. An dunn ass gesot ginn: „Jo, Dir wësst, um Tribunal correctionnel fir eng Partie civile brauch ee keen Affekot. Da kënnt Der kucken, selwer eens ze ginn."

Ech muss Iech awer soen, de Polizist, deen net weess, wéi et um Geriicht geet, fir eng Partie civile ze maachen, deen net weess, dass en e Certificat médical muss eraginn, deen net weess, dass en Dommages matériels ka froen, deen net weess, dass en Dommages esthétiques ka froen, deen net weess, dass en en Dommage moral ka froen, deen einfach virum Riichter steet an da gesot kritt: „Wëllt Der da Schuedenersatz?" - „Jo." - „Wéi vill?" - „Ech weess et net!", där Situatiounen hu mer schonn all erlieft, all erlieft!

An ech mengen, et ass eng Flicht. Den Här Kaes huet virdru gesot, fir bei der Police net ze spueren. Ech géif wierklech insistéieren op déi Demanden, well ech hunn hei esou Fäll gehat, da sinn d'Leit bei d'D.A.S. gaangen. An ech fannen et traureg, wa Poliziste musse bei d'D.A.S. goen, fir Rechtsschutz ze kréien. Ech mengen, wann e Polizist am Kader vu senger Aarbecht Victime ass vun enger Aggressioun vun enger drëtter Persoun, da musse mer wierklech hei an der Chamber och unanime averstane sinn, dass de Polizist awer op säi Stat, op säi Patron muss kënnen zielen, dee sech virun e setzt a seet: „Hei, du kriss vun eis en Affekot gestallt."

Net op där Affär Sue wëlle spueren, well dat Schlëmmst ass, deen aneren, dee vis-à-vis vun em steet, dee kritt vläicht Assistance judiciaire! Dee kritt vläicht vum Stat den Affekot bezuelt, an deen aneren, deen der dann nach laanscht d'Bake kritt huet, dee kritt kee Frang vum Stat an dee muss dann nach wa méiglech aus senger eegener Täsch dann esou en Affekot bezuelen.

Duerfir sinn ech frou, ech hunn och mat verschiddene Leit diskutéiert, déi am Ministère do schaffen, déi gesot hunn, dat wor eng Diskussioun mam Minister, an de Bréif seet mer, do misst een au cas par cas kucken. Ech wier frou, wann net au cas par cas géif gekuckt ginn a wierklech do de Polizist d'Garantie huet, dass en, wann e Problemer huet, och op säi Patron kann zielen. An dat ass de Stat.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Bettel och Merci. D'Madame Dall'Agnol kritt elo d'Wuert. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci fir d'Wuert. Dir Häre Ministeren, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gëtt ee jo d'Gefill net lass, wann een d'Zeitung liest, datt d'Gewalt an eiser Gesellschaft ëmmer méi zouhëlt. Kläppereie virun Diskoen; d'lescht Woch an den Noriichten zwou Fraen, déi vun hirem Partner schwéier verletzt goufen; e belsche Polizist, deen ëmbruecht gouf. An ech kéint mat de Beispiller eigentlech elo esou weiderfueren. Dësen Débat, dee soll jo haut och d'Geleeënheet bidden, fir eng e bësse méi nuancéiert Analys vun dëser aktueller Situatioun ze maachen.

Déi Beispiller, déi ech elo grad opgezielt hunn, déi hu jo och a priori näischt mateneen ze dinn, ausser datt se weisen, datt et offenbar ëmmer méi Leit an eiser Gesellschaft gëtt, déi schnell, ganz schnell d'Beherrschung verléieren an och do net dovir zréckschrecken, fir anerer ze verletzen oder souguer ëmzebréngen. Et ass also wichteg, datt mer och verstinn, wien déi Leit sinn, firwat déi Problemer zouhuelen an och, wat fir Situatiounen dee Gewaltrisiko méi héich maachen.

An trotzdeem, fäerten ech, sinn déi Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir dësem Phenomeen entgéintzewierken, leider begrenzt. Wa mer driwwer schwätzen, wien Täter ass, da geet et och net, fir ganz Gruppe vu Leit ze stigmatiséieren. An och, wa Gewalttäter méi oft där enger wéi där anerer Nationalitéit ugehéieren, wa se éischter jonk si wéi al, dann däerfen d'Konklusiounen an der Populatioun net déi sinn, datt all d'Persounen aus engem bestëmmtene Grupp oder mat enger Nationalitéit ënner Generalverdacht stinn. Duerfir musse mer oppassen, wéi déi Diskussioun heibannen, mä och ganz speziell wéi déi Diskussioun dobausse gefouert gëtt.

De Vizepresident vun der Policegewerkschaft, den Erny Kohn, dee genau wéi seng Gewerkschaftskolleeginnen a -kolleege sech ganz vill mam Thema beschäftegt, beschäftege muss, dee sot an engem Interview mam „Lëtzebuerger Wort" heizou, an ech zitéieren en elo: „Viele der Täter haben einen Migrationshintergrund. Das ist eine Diskussion, die wir führen müssen, vor allem auf politischer Ebene. Wir müssen uns mit der Frage auseinandersetzen, warum das so ist. Erst die Ursachenforschung wird es ermöglichen, diesem Phänomen als Gesellschaft erfolgreich entgegenzutreten. Abwarten, bis etwas passiert, ist einfach nur unverantwortlich."

Duerfir, mengen ech, féiere mer jo och haut dësen Débat, dës Diskussioun hei, well mir, d'Politik also, wa mir se net féieren, da gëtt se dobaussen um Béierdësch gefouert, an ech mengen, d'Konklusiounen heivunner, déi kenne mer. An d'Leit mat enger extrem rietser Gesënnung, mengen ech, hunn näischt bis guer näischt an dësem Débat, an dëser Diskussioun ze sichen.

Et gëllt sech also mat den Täter auserneenzesetzen an erauszefannen, wat genau si dozou bréngt, fir géint d'Police ze rebelléieren oder aner Gewaltakten auszeüben, an dann och genau do unzepaken. An ech sinn net mam Här Kaes d'accord, wann e virdru seet, datt mer ebe just keng Ursaacheforschung misste maachen.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat bréngt mech dann och zu mengem nächste Gedanken: Wat geschitt dann haut mat Persounen, déi sech enger sougenanntener Rebellioun schëlleg maachen? Wéi a gi se bestrooft? Et gëtt jo haut an de Medien iwwer bal all Geriichtsuerteel in extenso bericht, a vläicht géif et och eppes bréngen, wann de Public an domat och potenziell Täter géife gewuer ginn, wat hinne blitt bei esou enger Dot.

Den Täter muss also gewise kréien, datt en hei eng Linn iwwerschratt huet, déi e besser net nach eng Kéier soll iwwertrieden. An d'Strofen, déi ausgeschwat ginn, déi sollen och pädagogesch wäertvoll sinn a virun allem, do sinn ech mat mengem Virriedner a Frënd Xavier Bettel eens, et kann net sinn, datt Strofen dräi Joer duerno kommen, se mussen esou séier wéi méiglech kommen, wa mer gären hätten, datt mer zur Ofschreckung bäidroen an net zur Noahmung vun esou Gewaltakten.

Dat heiten, dat beschränkt sech elo natierlech net nëmmen op d'Police. Well wéi vill Beamten op alle méigleche Plaze si verbaler Gewalt an Drohungen, an dat geet bis zu Morddrohungen, ausgesat? Ech kennen der op alle Fall eng ganz Partie, an Dir sécherlech och alleguerten.

Elo mag et natierlech sinn, datt deen een oder aneren net ëmmer ganz frëndlech ass, an et mag sécherlech och esou sinn, datt deen een oder deen aneren éischter eng Rebellioun eropbeschwiert wéi en aneren, mä och dat däerfe keng Entschëllegunge fir esou eng Dot sinn. Beamte si vereedegt a se hunn domadder jo och geschwuer, hire Beruff no beschtem Wëssen a Gewëssen auszeüben. An un der Politik ass et domat, derfir ze suergen, datt se eben déi néideg Autoritéit erëmkréien, déi an der leschter Zäit verluer gaang ass.

Wat d'Police ubelaangt, esou kann ech mech nach drun erënneren, wat fir e Gewiicht fréier esou eng Uniform hat. Do stoung d'Uniform um nämlechte Sockel wéi de Buergermeeschter, de Schoulmeeschter. Haut schützt déi Uniform allerdéngs net méi oder dréit zum néidege Respekt bäi; ganz au contraire, et ass éischter de Géigendeel.

A wann, wéi Nationalfeierdag, ech mengen, et war 2010 schonn, mussen zwielef Patrouillen op d'Plaz kommen, well 300 Leit sech dernieft behuelen, an déi Polizisten, déi als Éischt op d'Plaz komm sinn, ugegraff ginn - mat Fläschen an aner Objeten op se geschoss gëtt, emol dovun ofgesinn, datt se verbal beleidegt gi sinn -, dann, mengen ech, weist dat, datt iergendeppes net méi riichtleeft. A wa mer wëssen, datt an esou enge Fäll d'Gruppendynamik sech entwéckele kann an dann dacks Waffen am Spill sinn - Messeren, mä och Schosswaffen -, da mécht dat déi ganz Situatioun ëmsou méi dramatesch.

Mir sollen a mussen awer och bei dëser Diskussioun eis ëm d'Sécherheetsgefill vun der Populatioun Gedanke maachen. Wa Leit Angscht hunn, Affer vu Gewalt ze ginn, wa Leit ufänken, sech onsécher ze fillen, da steet dat, an dat wësse mer, net ëmmer am Verhältnis zum reelle Risiko. Dacks gëtt dat Gefill verstäerkt duerch déi alldeeglech Rücksichtslosegkeeten, an op eenzelner si meng Virriedner schonn agaangen.

Ech kann nach d'haart Musik dobäi soen; den Auto, deen s de einfach emol beim Noper an der Afahrt parks; den Dreck, dat ass scho gesot ginn, deen s de op den Trottoir geheis amplaz an d'Dreckskëscht; de Graffiti, deen s de moies un denger Hausfassad fënns. Alles dat suergt dann och derfir, dass de eenzel Gewaltverbrieche méi staark wouerhëls, an datt eben och Fuerderungen no méi haardem Duerchgräifen opkommen.

Mir däerfen a mir sollen awer trotzdeem net iwwerdreiwen. Ech mengen, datt kee vun eis sécherlech e Polizeistat wëllt, wou op all Eck muss e Polizist stoen, wou och op allen öffentleche Plazen op eng Kéier Videokameraen hänken. An als LSAP wëlle mir sécherlech och keng Gesellschaft, an där all Bierger wéi e potenzielle Verbriecher behandelt gëtt.

Mir mussen dofir déi richteg Mooss fannen, an dofir ass et och wichteg, datt d'Police sech net nëmmen op déi méi schwéierwiegend Forme vu Verbrieche konzentréiert, konzentréiere kann, mä dass se ebe just no um Bierger ass an och kleng Verstéiss eescht hëlt, wa se geheeft optauchen. Et ass ëmsou méi wichteg, wa mer net wëllen, datt d'Kompetenze vun den Agents municipaux, de sougenannte Pécherten also, esou ausgedehnt ginn, datt se quasi Polizeigewalt, Polizeirechter kréien.

Doriwwer eraus muss d'Police awer och an der Lag sinn, schnell anzegräifen; schnell anzegräifen, fir déi Leit ze schützen, déi riskéieren, Affer vu Gewalt ze ginn. An net zulescht mussen d'Polizisten och an der Lag sinn, sech selwer ze schützen, wa se Dag fir Dag mat Risikosituatiounen, wéi mer se alleguerte kennen, konfrontéiert sinn.

Hei musse mer dann och sécherlech d'Diskussioun iwwert de Gebrauch an och en eventuelle Mëssbrauch vu Schosswaffe féieren, d'Gesetz vun 1973 also, dat mer vläicht nach emol mussen op de Leescht huelen. Dat géif elo ze wäit féieren, do am Detail drop anzegoen. Ech wollt et awer just ernimmt hunn, well alles dat heite matenee verbonnen ass. D'Politik kann net nëmme Fuerderungen un d'Police stellen, si muss och déi Rahmebedéngunge schafen, déi et der Police iwwerhaapt erméiglechen, hir Missiounen optimal ze erfëllen.

Dobäi spillt natierlech, dat gouf och scho vun de Virriedner gesot, d'Formatioun eng wichteg Roll. Eis Polizisten haut, déi schaffen an engem extrem schwieregen Emfeld a brauchen dofir eng zolidd Ausbildung, och genuch Erfahrung, a se brauchen natierlech d'Aarbechtskonditiounen, déi där Tatsaach Rechnung droen, datt si eben e ganz schwieregen Job dagan, dagaus maachen.

E groussen Impakt huet dorobber natierlech, et wäert kee wonneren, de Rekrutement. Et mussen natierlech genuch nei Leit agestallt ginn, a virun allem mussen awer och déi richteg Leit agestallt ginn. De Beruff vum Polizist, dee muss erëm méi attraktiv si fir Leit mat engem gudde Schoulofschloss, déi och aner Alternativen hätten an déi sech bewosst fir de Beruff vum Polizist entscheeden.

Dat hänkt zum Deel of vun den Aarbechtsbedéngungen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, an och vun de Carrièresperspektiven. Et hänkt awer och of vum Image vun eiser Police, an dat verlaangt natierlech och Effortë vun deene Leit, déi haut am Beruff sinn. An d'Gewerkschaften, de Minister an och d'Direktioun, déi gi jo och net midd, drop opmierksam ze maachen, wéi wichteg et ass, datt all Polizist sech esou behëlt, wéi et vun him verlaangt gëtt, an dat net nëmmen, wann e seng Uniform unhuet.

Well d'Poliziste vun haut, déi prägen den Image vun der Police a bestëmmen och doriwwer, wie muer Polizist wëllt ginn a sech dann och a senger Carrière engagéiert. E gudden Image verbessert och d'Unerkennung an de Respekt, deen de Bierger der Police entgéintbréngt, an natierlech erliichtert dat dann hir Aarbecht.

An d'Politik, déi muss hiert dozou bäidroen, fir genau déi doten Efforten ze ënnerstëtzen. Materiell natierlech, andeems se déi néideg Moyenen zur Verfügung stellt. Mä och soss, andeems se dem Thema, wéi haut de Mëtteg bei dëser Diskussioun hei, ebe genuch Opmierksamkeet schenkt an dann och mat de betraffenen Acteuren driwwer nodenkt, wéi een d'Aarbecht vun der Police méi liicht, besser a besser ka maachen, fir datt déi Ressourcen, déi mer hunn, eben optimal kënnen agesat ginn, an d'Police do op d'Plaz ka kommen an do op der Plaz ka sinn, wou se gebraucht gëtt, ënner anerem, wa Secouristen, Buschauffeuren, Contrôleuren am Zuch, et ass virdru souguer vun de Pompjeeë Rieds gaangen, wann déi mat gewalttätege Leit ëmmer méi konfrontéiert ginn, déi beim éischte falsche Geste riskéieren zouzeschloen.

Och ech wéilt de Minister nach eng Kéier op déi Jurisprudenz vun 1959 opmierksam maachen, wou et heescht, datt bei Rebelliounen, wou Alkohol am Spill ass, den Täter eigentlech manner haart bestrooft géif gi wéi ouni. Laut engem Interview och op RTL Radio Lëtzebuerg am Dezember mat engem Vertrieder vun der Policegewerkschaft géif nämlech dës Dispositioun och nach haut ugewannt ginn. An duerfir dann och meng Fro un de Minister, fir eng Erklärung heizou ze kréien.

Ech mengen, datt dat net onwichteg ass, zemools wann ech d'lescht Woch op der Internetsäit vun der Policegewerkschaft gesinn, datt bis dato op den 1. Januar net manner wéi 26 Rebelliounen an 20 Beleidegunge stattfonnt hunn - an d'lescht Joer der ganzer, oder iwwer 300! -, da waren der do sécherlech och drënner, déi ënner Alkoholafloss geschitt sinn.

An dann zum Schluss och nach eng Fro un de Minister: Wat geschitt dann elo, wa Leit sech bei der IGP oder bei der Direktioun iwwer e Beamte beschwéieren? De Generaldirekter, deen huet an engem Zeitungsinterview vu ronn 200 d'Joer geschwat. Wat geschitt dann do, wa Virwërf gemaach ginn, déi sech herno als net richteg erausstellen? Ausser, bon, datt deem Beamte jo dann näischt virgeworf ka ginn. Wat geschitt mat där Persoun, déi sech beschwéiert huet? Wann déi Persoun Uschëllegungen öffentlech mécht, gëllt dat dann als Verleumdung? An ech schwätzen elo natierlech hei net dovunner, vun engem Agent, deen net frëndlech genuch war. Ech schwätzen hei wierklech vu Virwërf wéi schloen oder Gewalt ausüben also.

Et ka jo eigentlech net esou sinn, datt eenzel Beamten dobausse geschleeft ginn an der Öffentlechkeet an, wann herno déi Virwërf entkräft ginn, datt se widderluecht ginn, datt dat Ganzt dann am Raum stoe bleift an de Beamte weiderhin als den Täter no baussen dosteet, an deen, wou déi falsch Virwërf u sech gemaach huet, weider als Affer dosteet. Ech mengen och, datt dat doten zu deem Autoritéitsverloscht bäidréit, ëm deen déi ganz Diskussioun haut de Mëtteg sech dréit.

Da wéilt ech och nach vum Minister wëssen, ob meng Informatioune richteg sinn, datt de Polizist, de vereedegte Beamten also, bei esou enger Affär als Zivilpersoun ugesicht géif gi wéinst Coups et blessures. Well wann dat esou wier, da kéint de Beamte jo net vu sengem Recht Gebrauch maachen, datt e laut Beamtestatut vum Stat ënnerstëtzt soll ginn, zum Beispill duerch en Affekot, well e jo eben als Zivilpersoun ugesicht gëtt.

E géif am Fong dem Stat seng Interessië vertrieden an duerno géif en awer als Zivilpersoun zur Rechenschaft gezu ginn. A wann dann d'Affär fale gelooss gëtt, da kréich dee Beamten awer eng Inscriptioun am Fichier central, datt hie wéinst Coups et blessures beschëllegt gi war. Ech mengen, datt do de Minister vläicht dat Ganzt kann an de Konzept (veuillez lire: Kontext) setzen.

Voilà, ech fir mäin Deel géif Iech op alle Fall elo Merci soe fir d'Nolauschteren. Ech hoffen, datt dës Diskussioun de Mëtteg kann zu konkrete Moossname féieren, wéi mer eis Beamte besser kënne schützen, an datt se och vläicht dozou bäidréit, fir e bësse manner Gewalt an eiser Gesellschaft ze hunn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci der Madame Dall'Agnol. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, kee ka bezweifelen, dass et Problemer an eiser Gesellschaft gëtt beim Anhale vun allgemenggültege Regelen. Dat weist sech net nëmmen an där vill zitéierter Gewalt géint Polizisten oder Buschauffeuren; all Schoulmeeschter a Léierin kann Iech vun Disziplinsproblemer scho vun der Spillschoul un erzielen.

Vandalismus ass net nëmme méi de Privileg vun éischter städtesche Gemengen, mä gehéiert och ewell zum Alldag an den Dierfer. D'Aggressivitéit am Verkéier erliewe mer alleguerten all Dag selwer. An de Respekt virun der Emwelt ass och an deene leschten 20 Joer net méi grouss ginn, wann ech gesinn, wat vu Béchsen a Béierfläschen am Stroossegruef läit. Jo, d'Rebellioun ass anscheinend souguer scho bei der Arméi gelant, wann ech op d'Affär vun de Boxemännercher däerf zréckkommen.

Dës Phenomeener, dat ass och scho gesot ginn, sinn net nëmmen typesch fir Lëtzebuerg. D'Parlamenter an Däitschland an a Frankräich hunn an deene leschte Jore scho méi wéi eng Kéier doriwwer diskutéiert an awer och légiféréiert. Iwwert d'Ursaache vun dësem Phenomeen gëtt schonn 20 Joer gefuerscht, gestridden an diskutéiert.

An et wonnert mech e bëssen, dass de Mëtteg an der Diskussioun awer net méi op déi Ursaachen, déi gesellschaftlech Ursaachen agaange ginn ass, well ech fäerten, wa mer dat awer net maachen, da bleift all dat, wat hei proposéiert ginn ass a wou een och kann driwwer diskutéieren - ech wäert herno dozou kommen -, da bleift dat awer eng Plooschter op en hëlzent Been.

Bei der Analys vun deem Phenomeen sinn eng Rei Leit, déi sinn éischter riets ze fannen. Déi maache sech et relativ einfach, déi soen: Schold un deem ganze Phenomeen ass déi 68er Revolutioun, déi all Grenzen ofgeschaaft huet, all Regelen eliminéiert an all Hemmungen op d'Säit gedréckt huet.

Et wonnert mech guer net, Här Kartheiser, dass Dir mam Kapp wénkt. Et hätt mech gewonnert, wann Dir net zu deene géift gehéieren. Mä, wéi esou oft bei der ADR, maacht Dir Iech d'Liewen e bëssen einfach! Ech wäert probéieren drop hinzeweisen, dass d'Problematik ganz e bësse méi komplizéiert ass, wéi wa mer just dat do als Ursaach géifen ugesinn.

Ech mengen, dass Dir Iech net wonnert, wann ech soen, dass déi gréng net zu deene gehéieren, déi soen, dat do wier d'Ursaach. Ech muss och ganz éierlech soen, dass mir als Gréng frou sinn iwwert déi Errungenschafte vun där 68er Revolutioun: Fräiheet, Toleranz, Transparenz, jo, an och kriteschen Ëmgank mat alle Forme vun Autoritéiten.

An ech soen hei ganz kloer an däitlech: Mir wëllen net do virdrun zréck, mir wëllen net an Zäiten zréck, wou eng Institutioun gesot huet, wat gutt a schlecht wier, nämlech d'kathoulesch Kierch. A mir wëllen och net zréck an Zäiten, wou e Kadavergehorsam géint all Forme vun Autoritéiten d'Regel war. Mir wëssen, wat an der Mëtt vum 20. Joerhonnert dorauser ginn ass!

A mir wëllen och net zréck, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zäiten, wou de sozialen Drock géint Minoritéiten esou grouss war, dass déi eng sech verstoppt hunn - ech denken hei un Homosexueller -, an dass anerer verstoppt si ginn - ech denken hei u Leit mat engem Handicap.

Et gëtt genuch Philosophen, Soziologen an aner Wëssenschaftler, déi ganz aner Ursaache gesinn an och net onbedéngt nëmme vun

engem Wäerteverloscht schwätzen, mä éischter vun engem Wäertewandel schwätzen an déi net nëmmen alles negativ gesinn, wat an deene leschte 40 Joer geschitt ass, mä eng ganz positiv Entwécklung hin an eng Richtung zu post-materielle Wäerter.

Et ass awer net ongewéinlech, dass an där Iwwergangsphas eng ganz Rei Leit do sinn, déi nach an där méi klassescher, traditioneller, autoritärer Phas zum Beispill grouss gi sinn, wou se och nach deelweis vun hiren Elteren an esou eng Richtung erzu si ginn, déi haut net méi eens ginn an där glécklecherweis méi fräier, toleranter a méi transparenter Gesellschaft. Ech denken do u ganz vill Jugendlecher, déi deelweis ganz vill desorientéiert sinn.

An net jiddwereen huet an enger Gesellschaft, wou net méi - a glécklecherweis! - déi eng oder aner Institutioun eleng seet, wat richteg a wat falsch ass, wat gutt a schlecht ass, jo, eng Rei Leit hunn do Schwieregkeeten, fir hir eege Regelen ze definéieren an déi Regelen esou ze definéieren, dass se wuel zu hirer fräier Entfalung bäidroen, mä awer net op d'Käschte vun der Fräiheet vun hire Matbierger a -biergerinne ginn.

Et muss een awer och soen, dass mer an enger Gesellschaft liewen, déi sécherlech nach ni esou op Leeschtung a Konkurrenz getrimmt war. An déi Gesellschaft, déi iwwerfuerdert och ganz einfach eng Rei vun hire Memberen! An ënnert dee Leeschtungsdrock fält och deen enorme Konsumdrock, deen iwwer Werbung, Marketing an aner Methoden op eis alleguerten an och d'Kanner vu klengem Alter u gemaach gëtt.

Wéi ech an d'Schoul gaang sinn, du war deen Drock net, dass een huet missen am véierte Schouljoer schonn deen neisten Handy hunn, soss war ee keen, an de Rucksak, deen een um Réck hat, war och relativ egal. An haut wësse mer alleguerten, déi, déi Eltere sinn, wéi grouss de Konsumdrock vun der Gesellschaft, vum Marketing ass. An dee fänkt eben net eréischt bei den Erwuessenen un, mä dee fänkt scho vill méi fréi am Kandesalter un.

An dann ass et awer esou, wa mer an esou enger Gesellschaft liewen, dass déi, déi, aus wellechen Ursaachen och ëmmer, aus intellektuellen Ursaachen, aus finanziellen Ursaachen, net kënne mathalen an dëser extremer Wuesstumsspiral, déi duerch déi technologesch Entwécklungen och ëmmer méi séier dréit, déi si frustréiert. An et muss ee kee Psycholog sinn, fir ze wëssen, dass bal ëmmer virun enger Aggressioun eng Frustratioun war oder eng Unhäufung vu Frustratiounen.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer net kucken, wou an där dach materiell esou räicher Gesellschaft dee ville Frust an dann hannendrun déi vill Aggressioun hierkënnt, da komme mer net weider an deem Dossier. Da bleiwe mer bei der Symptombekämpfung an da wäerte mer an där Problematik, trotz enger Rei repressiver Methoden, déi hei elo opgeworf si ginn, do net weiderkommen.

Et gëtt, léif Kolleegen a Kolleeginnen, a leschter Zäit ëmmer méi Analysten, déi awer och nach eng ganz aner kloer Ursaach gesinn, wou déi ganz Problematik hierkënnt, nämlech dass ganz vill Elteren an där vu mir beschriwwener Leeschtungsgesellschaft mat hirem Erzéiungsoptrag iwwerfuerdert sinn.

Ech géif jiddwerengem, dee sech wëllt eeschthaft mat der Ursaachefuerschung vun deem Thema beschäftegen, e klengt Buch recommandéieren - et ass relativ séier gelies -, wat mech extrem iwwerzeegt huet, well et a mengen Ae ganz praktesch d'Problematik definéiert. Dat ass e Buch vun engem Sozialpsychiater, dee Michael Winterhoff heescht. An Däitschland huet déi Publikatioun och fir relativ vill Diskussiounen, och positiv Diskussioune gesuergt. Dat Buch heescht: „Warum unsere Kinder Tyrannen werden".

Et géif elo ze wäit féieren, wann ech an den Detail vun den Ausféierunge vun dësem Sozialpsychiater géif agoen. Mä an e puer Wierder kënnt en duerch konkret Fäll, déi och bei him a senger Praxis ëmmer erëm optauchen, zur Konklusioun, dass e Grondproblem deen ass, dass Kanner net méi wéi Kanner behandelt ginn, dass Kanner keng Regele méi gesat kréien, mä dass Kanner vun Ufank u vun den Erwuessenen, vun den Elteren, vun de Grousselteren, vun der Gesellschaft als Partner ugesi ginn, an dass domat de Kanner hir psychesch Entwécklung net normal verleeft, dass Kanner an engem narzisstesche Stadium vun ënner dräi bis véier Joer hänke bleiwen an dann natierlech vill méi spéit iwwerhaapt net kënne sech an där Gesellschaft erëmfannen, wou se all Mënsch net als e Mënsch ugesinn, mä als Géigestand, mat deem se kënnen ëmgoe wéi mat engem Stéck Holz aus engem Baukasten.

An ech muss soen, dass, wann een dat do liest an et huet een da relativ vill Kontakt mat Léierpersonal, déi engem Situatioune schilderen, déi haut schonn an de Schoule sinn; wann een da gesot kritt, dass Kanner an d'Spillschoul kommen, déi net wëssen, wou ënnen a uewen ass, déi net wëssen, wat rout a gréng ass, déi net wëssen, wou lénks a riets ass, dann, mengen ech, ass dat eng vun deene groussen Ursaachen, deene mer eis missten unhuelen. An da musse mer doriwwer diskutéieren.

An deem Sënn sinn ech der Meenung, dass eigentlech bei dëser Diskussioun nieft dem Innenminister haut och misst d'Familljeministesch an d'Éducatiounsministesch hei sëtzen, well dee Problem, deen ugeschwat ginn ass, dee kritt ganz sécherlech net den Innenminister eleng an de Grëff. Mir kënnen nach 500 Polizisten astellen, da maachen ech eng Wett mat Iech, wa mer net un de Fong vun der Problematik eruginn, da schwätze mer an zéng Joer nach eng Kéier, just dass d'Spiral dann nach vill méi no uewe gedréit huet.

Ech mengen, wann een dat hei gelies huet an och am Alldag jo ka gesinn, wéi Kanner hir Elteren tyranniséieren, da kënne mer net erwaarden, dass déiselwecht Kanner sech herno, wa se Jugendlecher sinn, wa se Erwuessener sinn, solle vun engem Gendarm oder vun engem Buschauffeur eppes soe loossen.

Wou soll dat da geschéien? Wie soll dat dann hikréien? Dat packt eng Schoul net. Dat packt och net eng Maison relais. An ech mengen, do ass wierklech ee vun de grousse Problemer. Dofir, mengen ech, dass an eisen Ae bei deem Phenomeen do wierklech villfälteg Ursaache sinn. An dofir kënnt Der verstoen, dass mir och mengen, dass et keng einfach Léisunge wäert ginn, fir dëse Problem unzegoen. Mir halen net vill vu Repressiounen a vu Law & Order-Parolen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wie mam Kärcher géint Jugendlecher virgeet, dee preparéiert den Terrain fir rietsextrem Parolen a Parteien. Dat hu mer de leschte Sonndeg bei de Wahlen a Frankräich gesinn. A wann Ofschreckung géif gutt funktionéieren, dann däerften an engem Land mat der Doudesstrof d'Prisongen net esou iwwerfëllt si wéi an den USA.

déi gréng mengen och, dass nach ganz wéineg, Här President, ganz wéineg Leit aus dem Prisong erauskomm sinn a besser Mënsche waren duerno wéi virdrun. Dat heescht awer net, dass mir Gréng just wëllen nokucke bei deem, wat geschitt. An dat heescht och net, dass mir déi Leit, déi am exposéiertste si vun deem ganze Phenomeen do, net wëlle schützen.

Dofir si mir absolut derfir, dass am Kader vun der Reform vun der Police op kee Fall däerf déi preventiv Präsenz vun den Agenten um Terrain ze kuerz kommen. Mä mir mengen awer och, dass een nieft déi Uniforméiert muss Sozialaarbechter setzen, Streetworker, déi komplementär mat de Polizisten, souguer gemeinsam mat de Polizisten a Krisenherden eraginn. Dat wier jo och emol vläicht eng aner Iddi, wéi all déi, déi elo op den Dësch komm sinn. Mir kënnen eis och virstellen, dass een op der Eisebunn esou eng Aart Bahnpolizei aféiert, wéi dat an Däitschland de Fall ass.

Mir soen awer gradesou kloer, dass awer déi concernéiert Institutioune sech selwer och musse permanent a Fro stellen. Et geet haut net méi duer, dass een een an eng Uniform stécht, fir dass seng Autoritéit unerkannt gëtt. Och dat bedauere mir net esou onwahrscheinlech. Och do hate mer jo eng Kéier gesinn, wat ee fäerdegbruecht huet, deen e puer Honnertdausend Leit an e puer Uniforme gestach huet, wat déi Leit dodraus gemaach hunn. An ech mengen, mir mussen eng aner Diskussioun iwwert d'Ausübung vun Autoritéit fannen.

Ech hunn do an enger franséischer Publikatioun eigentlech e ganz flott Zitat fonnt, wann ech dat däerf virdroen: «Il y a pourtant deux manières de concevoir l'autorité. Soit comme un certain style, vertical et viril, dans l'exercice de la force:…» - Doppelpunkt - «…montrer qu'on en a. Soit…», an dat ass éischter déi Aart a Weis, wéi mir eis dat virstellen, «…comme le contraire: avoir de l'autorité, c'est se faire obéir sans recourir à la force.» Dofir mengen ech net, dass d'Aféierung vun CRSen zu Lëtzebuerg wierklech och nëmmen usazweis zur Léisung vun deene Problemer, déi hei ugeschwat si ginn, bäidroe kéint.

Mir mengen och - an dat ass schonn ugeschwat ginn -, dass een an der Ausbildung vun der Polizei op dee Phenomeen hei vill méi muss agoen, dass déi jonk Polizisten a Polizistinnen - dat si jo meeschtens ganz Jonker, déi och nach net esou vill Liewenserfahrung hunn - och eng Chance kréien, mat esou schwierege Situatiounen dobaussen um Terrain ëmzegoen.

Da muss et awer och esou sinn, dass mer derfir suergen, dass d'Police wierklech exemplaresch an hirem Verhalen ass. An da muss et awer och esou sinn, dass déi puer Leit, déi sech dann net un hir eege Regelen halen, dass dann do awer och eppes geschitt! An ech bedaueren et, dass ech bis elo nach keng Äntwert kritt hunn, wat da mat deem Polizist geschitt ass, dee virun, mengen ech, annerhallwem Joer e rassistesche Mail duerch d'ganz Police weidergedroen huet. Ech waarde bis haut op eng Äntwert.

Ech wëll elo hei net falsch verstane ginn. Ech mengen, dass dat do d'Ausnahm ass an dass de ganz groussen Deel vun de Polizisten ënner schwieregen Émstänn hir Aarbecht no beschtem Wëssen a Gewësse mécht. Mä et hëlleft der Police net, wann dann esou eppes geschitt, wéi dat, wat ech opgeworf hunn, wann een do awer éischter dat Gefill huet, do sollt en Teppech driwwer gezu ginn, an dass et do Méint a Joren och dauert, bis de Minister dann an enger öffentlecher Deklaratioun éischtens seet, ob dat esou war, wien dat war a wat mat där Persoun geschitt ass, ob deen zur Rechenschaft gezu ginn ass, wann dat dann esou richteg war.

Och domat, léif Kolleegen a Kolleeginnen, leeschte mer der Polizei keen Déngscht, wann déi puer schwaarz Schof, déi do sinn, an engem korporatistesche Geescht gedéngt ginn. Dat hu mer scho bei anere gesellschaftleche Kreesser a Beruffsstänn gesinn. Domat mécht een deem ganze Corps kee Gefalen, mä éischter de Géigendeel.

Ech mengen, mir sollten a mir kënnen eis awer net op déi ganz Diskussioun iwwert d'Stellung vun der Police limitéieren. Ech hunn et elo d'éinescht gesot, déi Problematik ass vill méi wäit a geet ganz, mengen ech, an d'Fundamenter vun der Gesellschaft eran. An dofir wëlle mir, nieft deem, wat haut diskutéiert ginn ass, awer vill méi eng breet ugeluechten Diskussioun féieren.

Mir mussen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwer mënschegerecht Infrastrukture schwätzen. Mir mussen iwwer liewenswäert Stiet an Dierfer schwätzen. Wa viru Joren eis Garen nach ausgesinn hunn wéi en Dreckstipp, da brauch ee sech och net ze wonneren, wa sech d'Leit do net wuel fillen an do vläicht éischter Aggressiounen entsti wéi entzousch anescht.

Ech mengen, et huet zum Beispill eng Eisebunn ganz vill Effortë gemaach. A wann een den Zuch fir op Léck hëlt an et kënnt ee sech éischter vir, duerch den Zoustand vun deem Material, wéi wann een transportéiert Véi wier wéi e Client, deen awer fir seng Rees bezuelt huet, da brauch ee sech och net ze wonneren, dass bei där geréngster Geschicht Aggressivitéit entsteet.

An Dir kënnt roueg oppassen, gitt emol kucken, wou déi Jonk hir Graffitië maachen. Et sinn normalerweis net déi schéinste Monumenter, wou se sech ausloossen. Meeschtens, et gëtt vläicht Ausnahmen, mä meeschtens sinn et grujeleg Unterführungen, et si schrecklech Sichtbëtonswänn, wou déi Jonk hir Kreativitéit zum Virschäin ausloossen.

A kommt, mir maachen eis emol Gedanken, wéi kannerfrëndlech dës Gesellschaft ass, wéi tolerant eis Gesellschaft par rapport zu Jugendlechen ass, an da komme mer der Saach och scho vläicht ganz e bësse méi no. A virun allem, an dat ass d'Logik vun deem, wat ech am Ufank gesot hunn, mengen déi gréng, dass mer bei der Ursaach mussen usetzen, nämlech bei der Erzéiung. A wat méi fréi, wat besser.

Wa Kanner net zu den Tyranne vun den Elteren an domat zu de Kriminelle vun der Gesellschaft solle ginn, da musse mer als Politiker an als Gesellschaft den Eltere bei hirem Erzéiungsoptrag hëllefen. Ech mengen, all déi, déi Kanner hunn, wëssen, dass Erzéiung mat dee schwieregsten Job ass, deen een a sengem Liewen ze maachen huet. An et ass awer deen eenzegen, wou een net gehollef kritt, wou een net gesot kritt, wéi d'Regele sinn, an dass een dat Handwierk net bäibruecht kritt.

Dofir si mir éischter fir eng aner Approche. Mir si fir Projeten, wéi ee Pilot-projet zu Déifferdeng gemaach ginn ass, wou ronderëm d'Gebuert d'Eltere ganz vill Hëllef kréien, net nëmmen, wéi déi physesch Entwécklung vun hire Kanner sollt sinn, mä och, wéi déi psychesch, wéi déi psychologesch Entwécklung ass.

Wann ech da vum Buergermeeschter a vum Schäffe vun Déifferdeng héieren, dass, obwuel dat alles op Fräiwëllegkeet baséiert, 85% vun den Eltere matmaachen, da beweist dat, dass do kee schlechte Wëllen opsäite vun den Elteren ass, mä dass en Deel Hëllefslosegkeet ass an dass ganz vill Eltere muer bereet sinn, wa mer hinnen en Aarm ausstrecken, fir eng Hand unzepaken, dass dat och do gemaach gëtt.

An da wëll ech och hei d'Fro opwerfen, ob een net eng Kéier muss iwwer en Eltereführerschäin diskutéieren, a wéi enger Form och ëmmer, an ob een dat net souguer kann a soll och mat enger Rei Primë kombinéieren. Mir fannen et all normal, datt déi drëtt Prime bei enger Gebuert ausbezuelt gëtt, nëmme wann een zweemol bei den Zänndokter war bei senge Kanner, mä mir verlaangen awer net, dass ee sech och berode léisst vu Psychologen an anere Spezialisten, wéi een da mat schwierege Situatiounen am Trotzalter an an der Pubertéit mat senge Kanner kann eens ginn.

An ech mengen, déi Suen, déi mer dora géife stiechen… Dir géift ganz vill Sue spueren. An da bräichte mer net scho bei Spillschoulskanner e Schoulbegleeder an e Schoulbus ze tässelen, mer bräichte keng Polizisten an den Zich ze bezuelen a mir bräichten och vläicht manner Giischtercher a Prisongen ze bezuelen.

Schlussendlech, Här President, an da kommen ech zum Schluss, wëllen déi gréng dann awer och iwwert d'Wäerter an eiser Gesellschaft schwätzen. Wat soll een dann erwaarden, wa mer an enger Gesellschaft sinn, déi op Konkurrenz setzt, déi Spekulanten op Bourssen, déi sech jo nëmme kënnen op d'Käschte vun anere beräicheren, dat sinn déi, wou eropgekuckt gëtt. Dat sinn déi, déi mat Milliounen Dollar an Euro um Enn vum Mount heemginn, an de Léierbouf, dee bei engem Schräiner schafft, deen huet Krämpes, déi zwee Enner beieneen ze kréien.

Wa mer net och ufänken, iwwert déi do Form vu Konkurrenz, iwwert déi do Form vun Unerkennung ze schwätzen, da komme mer och net weider. Mir si gär bereet, iwwer Wäerter ze schwätzen, mä da musse mer kritesch mat Konsumdrock, exponentiellem Wuesstum an esou weider ëmgoen. A mir schwätze ganz gären iwwer Wäerter wéi Solidaritéit, Entschleunegung a manner hunn a besser liewen.

An, Här President, wa mer dat net an dëser Kris maachen, wéini solle mer et dann nach maachen?

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Gewalt an eiser Gesellschaft zouhëlt, kréie bestëmmte Beruffsgruppen, wéi mer dat elo héieren hunn, dat besonnesch ze spieren, un éischter Stell natierlech d'Police, well si jo par définition sech dësem Problem unhuele muss, awer och eis Sekuristen, déi oft genuch mat Leit ze di kréien, déi ënner Alkohol- an Drogenafloss stinn, oder anerer, déi am Sträit ee verletzt hunn.

Et betrëfft awer och besonnesch d'Personal an den öffentlechen Transportmëttelen. Ech wëll mech a menger Interventioun op dëse Grupp vu Leit konzentréieren, net nëmmen, well d'Virfäll an dësem Beräich esou heefeg sinn, mä och, well mer zënter dem 19. Juni 2009 e Gesetz iwwert d'Sécherheet an den öffentlechen Transportmëttelen hunn, an dës Interpellatioun haut hei eng gutt Geleeënheet bitt, fir e Bilan ze zéien iwwert d'Entwécklung an deem Beräich.

Als Éischt e puer Remarquen zu de Problemer, déi sech an deem Zesummenhang stellen.

An den öffentlechen Transportmëttele mussen zwou Kategorië vu Leit geschützt ginn: engersäits d'Usageren, déi sech am Zuch oder am Bus, mä och op de Garen, op den Haltestelle musse sécher kënne fillen, an anerersäits d'Personal, dat als Éischt muss reagéieren, wann eppes virfält.

E Bus oder en Zuch si geschlosse Raim, wou een enger Konfrontatioun net einfach kann aus dem Wee goen oder wou een net esou schnell Hëllef vu bausse kréie kann. Dat huet vläicht de Virdeel, dass en Täter net esou einfach ka fortlafen, mä et huet och den Nodeel, dass eng kritesch Situatioun méi liicht eskaléiert.

E wichtegen Aspekt ass d'Tatsaach, dass e groussen Undeel vun Usageren, vun de Clienten also vum öffentlechen Transport Mannerjähreger sinn, déi een net wéi Erwuessener ka behandele respektiv strofen. Et ass net nei, dass Jugendlecher méi heefeg wéi Erwuessener fir kleng Vandalismusakte responsabel sinn. Engersäits handelt et sech dobäi ëm relativ banal Virfäll, déi net vill kriminell Energie erfuerderen, anerersäits soll och de Vandalismus, deen de Stat respektiv d'CFL awer deier kascht, net ongestrooft bleiwen.

D'Personal am Zuch oder Bus ass censéiert, déi Schëlleg zur Rechenschaft ze zéien, wann et gesäit, wa muttwëlleg Saache futti gemaach ginn. An esou Situatioune riskéieren dann oft leider ze eskaléieren.

Wou mir dat neit Gesetz iwwert d'Sécherheet am öffentlechen Transport hei an der Chamber gestëmmt hunn, gouf et e Konsens, dass konkret Mesurë missten ergraff ginn, fir d'Personal an d'Passagéier besser ze schützen, fir e bessere Suivi vun der Situatioun, a virun allem fir dem Zuchpersonal geziilt Formatiounen ze ginn, fir besser mat kritesche Situatioune kënnen ëmzegoen.

Am Januar dëst Joer hat ech eng entspriechend Question parlementaire gestallt, nodeems et zu enger Aggressioun am Zuch fir op Rodange koum. Den Här Minister hat mer am Januar geäntwert, et hätten entre-temps 363 Agente vun der CFL, dem TICE an dem AVL eng speziell Formatioun ofgeschloss. Keng konkret Äntwert hat ech deemools op meng Fro kritt, wéi sech d'Zuel vun de Virfäll an öffentlechen Transportmëttelen entwéckelt huet zënter mer 2009 dat neit Gesetz gestëmmt hunn. Ech profitéieren dofir vun der Geleeënheet, dem Minister dës Fro nach eemol ze stellen.

Interessant ass et och deemno ze wëssen, ob dat Gesetz, dat mer viru ronn dräi Joer gestëmmt hunn, e positiven Impakt hat, wat sech verbessert huet, wou et eventuell net déi gewënschte Veränneerunge gouf a firwat dat net. Et schéngt mer och elo e gudde Moment ze sinn, hei e Bilan ze zéien.

Hu mer eigentlech zouverlässeg Informatiounen iwwert d'Fäll vu Vandalismus an Aggressiounen an öffentlechen Transportmëttele vu virun an nom Akraafttriede vum Gesetz, déi vergläichbar sinn an eng kloer Ausso iwwert d'Veränneerungen zouloossen? Wat fir eng Mesurë goufen zënter 2009 geholl? Wéi laang si se schonn en place a wat hu se bis elo bruecht?

Ganz besonnesch géif mech an deem Kontext den Asaz vu Videokameraen an öffentleche Verkéiersmëttelen interesséieren. Bei dem Virfall am Januar hat d'Police jo eng éischte Kéier entspriechend Biller veröffentlecht, fir en Zeienopruff ze maachen. Wou goufe bis elo Kameraen hei am Land installéiert? Ass fir all Usageren ersiichtlech, dass si am Zuch gefilmt ginn? Wéi ass do d'Fro vum Dateschutz a vum Schutz vun der Privatsphär berücksichtegt?

A senger Äntwert op meng Question parlementaire hat de Minister virun allem op d'ofschreckend Wierkung vun esou Videoopnahmen higewisen. E potenziellen Täter muss sech deemno bewosst sinn, dass d'Wahrscheinlechkeet grouss ass, dass hien identifizéiert a bestrooft gëtt. Et stellt sech awer och d'Fro, ob dëst Zil eleng den Asaz vu Kamerae rechtfertegt an dozou bäidréit, dass all aner Usagere sech am Zuch méi wuel fillen, wa se sech bewosst sinn, dass den Zuch per Video iwwerwaacht gëtt.

Här President, de Comité de pilotage schafft kontinuéierlech drun, d'Sécherheet am öffentlechen Transport ze verbesseren. Wéi ginn an deem Gremium d'Konzepter, déi am Ausland jo funktionéieren, mat a Betruecht gezunn? Et ass jo leider net esou, wéi wann d'Sécherheet am öffentlechen Transport just hei zu Lëtzebuerg e Problem géif duerstellen.

Mir hu virdru vun dem Rôle vun der Police geschwat. Wat gouf an deem Sënn an deene leschte Joren ënnerholl, fir d'Zesummenaarbecht tëschent dem Personal am öffentlechen Transport an der Police ze verstäerken, fir dass an Noutsituatiounen d'Police ka schnell op der Plaz sinn, fir Hëllef ze leeschten? Ech wär frou, Här Minister, wann Der eis op déi puer Froe kéint eng Äntwert ginn am Sënn, dass et jo wierklech net ka sinn, wann an engem Zuch e Schaffner d'Billjeeë kontrolléiert an dobäi zerschloe gëtt!

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Negri. Dann huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot den Interpellant, den Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen Iech emol alleguer Merci fir déi konstruktiv Bäiträg bei dës Debatt. Ech mengen, et wor ganz interessant, fir Iech nozelauschteren. E puer Kommentare wollt ech maachen.

Éischtens emol sinn ech ganz frou, datt et wäitgehend e Konsensus gëtt an e puer wichtege Punkten, wéi zum Beispill dem Rechtsschutz fir d'Polizisten. Och déi Iddi, fir e Genre Garde à vue anzeféieren, huet hei e gewëssenen Echo fonnt, fir och d'Comparution immédiate eventuell ze hunn, wou dann d'Leit kënnen direkt déi d'Konsequenze spiere vun hirer Gewaltdot; och d'Wichtegkeet vun engem gudden Équipement an enger gudder Formatioun an der Police.

Ech soen och besonnesch elo dem Här Negri an dem Här Kaes Merci, datt si hir Zäit dozou benotzt hunn, fir op d'Situatioun am öffentlechen Transport méi speziell anzegoen. Ech géif mech och der Hoffnung vun der Madame Dall'Agnol uschléissen, Här Minister, datt mer eng Rei vu konkrete Moossnamen elo gesinn an den nächsten Deeg a Wochen, fir dës Debatt och a konkret, positiv Moossnamen am Interessi vun der Sécherheet vun all deene Leit ëmzesetzen.

E puer Reaktioune wéilt ech awer och maachen op Wierder, déi hei gefall sinn. D'Grenzkontrollen: Den honorabelen Här Bettel huet do Bemierkunge gemaach, déi sech op de franséische Wahlkampf referéiert hunn. Ech wëll just soen, datt am zweeten Tour den Här Sarkozy präsent ass, dee jo och eng Reform vu Schengen an d'A faasst, wéi iwwregens och d'Europäesch Kommissioun, an datt och de sozialistesche Kandidat, den Här Hollande, eng „lutte contre l'immigration clandestine" ugesot huet, ouni ze spezifizéieren, wéi en dat wëllt maachen. Mä allgemeng gëtt ugeholl, datt den Här Hollande och u Grenzkontrollen denkt. Dat huet en awer an där Form nach net - wéinstens net, datt ech géif wëssen - esou däitlech gesot.

Da wëll ech och feststellen, datt den Här Bettel hei gesot huet, e wéilt also keng „Police bis". An der Schäfferotserklärung vun der Stad Lëtzebuerg steet do fir déi Blo an déi gréng: «(...) nous nous engageons au niveau national pour la création d'une police municipale (...)». Ech huelen also un, datt dat an deem Sënn net méi de Fall ass oder datt mer hei just nach iwwer weider Kompetenze fir d'Pécherten da schwätzen, also fir d'Agents municipaux, an dat ass eng Saach, déi mir dann och kéinten ënnerstëtzen.

Dann hunn déi gréng Kolleegen hei eng Rei Considératioune gemaach, déi net direkt - an eisen Aen elo net direkt - mam Sujet ze dinn haten, déi éischter de gesellschaftleche Kontext beschriwwen hunn. Ech wëll do eng Rei Bemierkunge maachen, méi grondsätzlecher Natur.

An eisen Ae kann et net sinn, fir déi individuell Verantwortung vun de Mënschen ofzeléisen duerch eng sozial Verantwortung an der Gesellschaft fir Mëssstänn oder e Feelverhale vun Individuen. Fir d'ADR ass nach ëmmer déi individuell Verantwortung vun all Mënsch en zentraalt Element vum Rechtsstat, a mir verwëschen dat net a léisen dat net op a gesellschaftlechen Ëmstänn, déi dat kéinten ofschwächen.

(Interruption)

Eng zweet - oh, wësst Der... -, eng zweet Considératioun: Dir hutt geschwat vu Leeschtungsdrock, Konsumdrock, an och, Dir hutt der kathoulescher Kierch eng Matverantwortung gi fir dat alles, wat fréier war. Bon, mäi Gott, ech..., dofir musst Dir riichtstoen. Ech soen...

(Interruption)

Jo, ech wollt... Mä elo am Abléck hunn ech d'Wuert...

(Interruption)

Jo, an dann hutt Der och geschwat vun der Erzéiung. Ech ginn Iech do recht, Dir hutt gesot: „keng Regele méi gesat kréien", eis Kanner kréie keng Regele méi gesat. Dat ass eng Suerg, déi mir och hunn, mä wien, wéi eng Partei ass hei jorzéngtelaang fir eng antiautoritär Erzéiung agetratt? Ech kucken op Iech an deen doten Eck an och op anerer. Dir hutt eigentlech haut d'Récolte an Dir gesitt haut - an ouni de Courage ze hunn, fir et oppen ze soen -, datt dat, wat Dir jorzéngtelaang gepriedegt hutt, nämlech eng antiautoritär Erzéiung, an eng Sakgaass gefouert huet.

(Interruption)

An haut stitt Dir hei, Här Gira, a sot: „Et ass schued, datt eis Kanner keng Regele méi gesat kréien." Recht hutt Der, ech ginn Iech recht!

Da sot Der, eis Police soll Sozialaarbechter mat op d'Patrull huelen. Dat fannen ech eng Iddi, déi ass remarquabel, well dann hunn d'Polizisten niewent deem Problem, sech géint e Mob ze wieren, och nach de Problem, fir d'Sozialaarbechter ze protegéieren, well déi si jo net aus Qualité geschützt virun der Gewalt vu Leit, déi vläicht net dee Respekt virun der Qualitéit vum Sozialaarbechter matbréngen, wéi Dir en hutt.

(Interruption)

Här Gira, Är Initiativ erënnert mech...

(Interruption)

...un déi Utopien, un déi Utopien, déi déi gréng entwéckelt hunn, zum Beispill am Afghanistan-Konflikt, wou et geheescht huet: „Ma d'Entwécklungshëllef, déi muss sech kënne maachen ouni d'Präsenz vum Militär, da klappt dat alles vill besser." Mat deem Resultat, datt op deene Plazen, wou d'Entwécklungshelfer do ouni Militär erausgeréckelt sinn, se erschoss goufen. An esou wär et mat Äre Sozialaarbechter wahrscheinlech och: D'Police hätt net nëmme sech selwer taktesch ze verdeedegen, hei d'Situatioun ze berouegen, mä si misst och nach op déi Leit oppassen! Dat ass en Hindernis a keng Verbesserung vun den Aarbechtskonditioune vun eiser Police.

Ech hu souwisou dat Element e bësse vermësst. Dir schwätzt vun engem „recours à l'autorité" duerch en „recours à la force" oder e Weise vun der Kraaft. Et geet hei ëm Leit, déi prinzipiell an enger Noutwiersituatioun sinn. Polizisten, déi ugegraff ginn, dat sinn emol Leit an enger Noutwiersituatioun! Déi hu keng anthropologesch, philosophesch oder soziologesch Etüden iwwert de Rôle vun der Autoritéit an där Situatioun ze maachen, mä déi kucken, fir sech, fir hir Kolleegen ze retten, d'Situatioun ze berouegen an eventuell onbedeelegt Leit, déi och nach do sinn, och nach ze schützen an aus där Situatioun erauszekréien.

Dorëm geet et, ëm eng konkret Situatioun, Här Gira. Vläicht wär et net schlecht am Liewe vun de Leit, heiansdo eng Uniform gedroen ze hunn, da kann ee sech besser a verschidde Situatiounen eraversetzen.

(Interruptions diverses)

An da wollt ech Iech nach eppes soen, d'elektro... Ech si ganz houfreg...

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech gi ganz gutt eens ouni Uniform als Buergermeeschter, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Jo, jo! Neen, ech soe just: am Liewen iergendwéini eng Uniform gedroen ze hunn. Ob Dir elo als Buergermeeschter eng Uniform unditt oder net, dat iwwerloossen ech Ärer Fantasie, Här Gira! Et géif Iech vläicht gutt stoen, ech weess et jo net.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(déi gréng).*- Ech ka scho ganz gutt eens ginn, ouni Är Rezepter.

M. Fernand Kartheiser *(ADR), interpellateur.*- Dir kënnt roueg eng Uniform undoen, also ech hu kee Problem domadder.

Dann elo déi Saach vun dem Schutz,...

(Interruptions diverses)

...vun der elektronescher Iwwerwaachung vun den Zich. Dat ass eng gutt Fro. Perséinlech muss ech soen, bei där Debatt wor ech derbäi, wou an der Chamberskommissioun - iwwregens, mengen ech, mat, oder exklusiv op, dat weess ech elo net méi, Initiativ vun deene Gréngen - doriwwer geschwat ginn ass, ob dann do och rechtsstaatlech Konditioune bei där Publizitéit vun deem Film respektéiert gi sinn oder net. Ech muss soen, dat ass ganz verantwortlech gemaach ginn.

Et ass jo wichteg, datt déi Leit identifizéiert a fonnt ginn, déi do op en hëlleflost Affer brutal ageschloen hunn. An dat huet d'Polizei zu d'Éischt duerch eng laang Polizeiaarbecht probéiert ze maachen, ouni d'Publizitéit vum Film, fir déi Leit kënnen ze identifizéieren, erauszefannen. Dat ass leider net gelongen. An duerno ass dat mat Codécisioun vun der Justiz oder op Décisioun vun der Justiz da vum Parquet publizéiert ginn. Dat ass verantwortungsvoll gemaach ginn, an ech wëll hei awer kloer soen, datt den Afferschutz muss awer eng Prioritéit hu géigeniwwer dem Täterschutz. Ech mengen, dat ass fir eis dat, wat zielt!

- L'actualité parlementaire sur **www.chd.lu**.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

www.chd.lu

www.chd.lu

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Mir si glécklech, datt déi Leit do identifizéiert gi sinn a kënnen zur Verantwortung gezu ginn, well et ass fir e Stat net denkbar, fir e Filmdokument ze hunn, wou ee ka Leit feststellen, déi op en hëlleflose Mënsch aschloen, an dat Dokument dann net ze benotzen am Interessi vum Täterschutz. Dat geet net!

Ech soen Iech op jidde Fall alleguer nach eng Kéier Merci fir Är Kommentaren. Ech mengen, mir sinn duerch dës Debatt am Interessi vun all deenen Autoritéitspersounen, der Police an all deenen aneren, déi haut hei opgezielt goufen, zu Recht opgezielt goufen, déi all eng wichteg Roll an eiser Gesellschaft spillen, ech mengen, mir sinn e Schrëtt weiderkomm, an ech sinn iwwerzeegt, datt déi Häre Vertrieder vun der Regierung och wahrscheinlech ganz konstruktiv Bemierkungen haut bäisteieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci dem Här Kartheiser. D'Regierung kritt d'Wuert, den Här Innenminister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*.- Merci, Här President. Ech mengen, mir haten eng interessant Interpellatioun haut de Mëtteg hei an der Chamber, an ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Iwwerleeunge vun dëser Diskussioun wäerten an déi Iwwerleeungen afléissen, déi den Innenminister an och de Justizminister maachen am Kader vun der Reform vun eiser Police.

Et si verschidden Aspekter hei ugeschwat ginn, déi vläicht éischter de Justizminister betreffen, an do wëll ech kloer an däitlech soen, dass, wann de Justizminister haut net hei ass, ass et, well déi Interpellatioun net un hien adresséiert war. Hien huet e wichtegen Dossier, CGFP-Dossier, an duerfir ass en haut de Mëtteg net hei derbäi.

A wann den Artikel 159 invoquéiert ginn ass, muss ech och kloer an däitlech soen, dass dat net esou ze interpretéieren ass, wéi dat hei gesot gëtt. Ech sinn iwwerzeegt, dass mer nach wäerten aner Méiglechkeete kréien, iwwert déi Problemer, déi méi de Justizminister concernéieren, betreffen, fir doriwwer ze diskutéieren.

Eppes wëll ech awer kloer als Regierungsmember hei soen: dass ech net kann akzeptéieren, dass hei an der Chamber ee Pilier vum Stat - an en l'occurrence dann dee vun der Justiz hei -, dass deen attackéiert gëtt vum Här Kartheiser! Besonnesch och, well den Här Kartheiser, dat muss ech awer och hei fairerweis soen, déi alldeeglech Relatioun tëschent Polizei a Justiz net kann aschätzen. Dat ass fir mech eng kloer Saach.

Ech wëll mech also éischter op déi Saache fokusséieren, déi de Polizeiminister betreffen an ebe kuerz Remarquen, kuerz Konklusiounen zéien iwwert déi Remarquen, déi gemaach gi sinn iwwert d'Polizeigesetz.

Et ass kloer, dass d'Polizei en Image brauch, dass dat eng Fro ass vun Image. Dat ass vu verschiddene Leit, notamment - mengen ech - vum Camille Gira, opgeworf ginn. An de soziodemographesche Wandel mécht d'Saach net méi einfach. Et gëtt keng einfach Léisungen. Déi Aussoen, déi hei gemaach gi sinn, déi deelen ech. An dee Modell vun der Polizei vu muer muss ee sinn, wou Wäerter, déi 1999 am Polizeigesetz groussgeschriwwe gi sinn - d'Regionaliséierung an d'Proximitéit -, musse weider eise Kader setzen. Dat wäert och esou sinn an deenen nächste Wochen a Méint, wa mer iwwert déi Elementer wäerten diskutéieren.

D'IGP-Gesetz, dat och parallell dozou kënnt, also d'Inspection-générale-de-la-police-Gesetz, dat soll och sech un deenen Iwwerleeungen, déi haut a soss an der Chamber scho gesot gi sinn, orientéieren.

Och nach en anert Stéchwuert, wat hei opgeworf ginn ass, dat vun den Agents municipaux: Och do hunn ech eng kloer Linn, déi och mam Justizminister ofgeschwat ass, well, wa mer do wëllen eppes maachen an deem Beräich, ass et kloer, dass mer mussen eng Léisung fannen, fir d'Incivilitéiten an de Grëff ze kréien oder op d'mannst ze cadréieren.

Déi Proposition de loi vun den Häre Schiltz, Meyers a Roth, déi hunn ech net vergiess.

Mir wëlle vläicht éischter, wann de Syvicol elo nei constituéiert ass, mat hinnen eis un en Dësch setzen a vläicht eng Léisung sichen am Kader vun administrative Strofen. Dir gesitt also, mir wësse kloer, wat mer wëllen. A mir wäerten och Léisunge fannen, fir am Beräich vun der Sécherheet hei zu Lëtzebuerg Neel mat Käpp ze maachen.

Well, ech soen Iech eppes, Här Kartheiser, Dir hutt gesot, Dir hätt d'Gefill, d'Regierung hätt net genuch Gewiicht op d'Sécherheetsfroe gestallt. Domat sinn ech awer iwwerhaapt net d'accord, well mäi Virgänger oder meng Virgänger gradesou gutt wéi ech hunn ëmmer gesot, all Bierger hei zu Lëtzebuerg huet e Recht op Sécherheet. Dat ass eppes, wat mer groussschreiwen. An duerfir maache mer och alles, fir eben dëser Problematik gerecht ze ginn an engem moderne Stat am 21. Jorhonnert.

Dir hutt mech op d'Statistiken ugeschwat. Do wollt ech Iech soen, dass ech am Fong geholl e Stick matbruecht hunn, do sinn all déi Elementer drop betreffend d'Statistiken, déi Der gären hätt. Ech wollt dem President vun der Chamber dee ginn, da kënnt Der alleguerten am Detail kucken, all déi Froe betreffend d'Statistiken am Beräich Polizei, am Beräich Rebellioun an esou weider.

(M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, dépose une documentation sur le bureau de la présidence.)

Ech wollt awer kuerz, wierklech kuerz agoen op verschidde Froen, déi Der gestallt hutt an Ärem Pabeier, deen Der eis zur Verfügung gestallt hutt. Effektiv hate mer am Joer 2011 38 Rebelliounen an 43 Poliziste goufe blesséiert. An am Ganzen hu sech do 148 Jours d'incapacité erginn. Der gesitt, dat ass relativ vill, wann ech dat par rapport zu deene Jore virdru vergläichen. Mä wann ech kucken d'Joer 2010, dat war dat Joer, wou mer am meeschte bis elo an deem Beräich Rebelliounen haten, an zwar hate mer 57 Rebelliounen am Joer 2010, 66 Poliziste goufe blesséiert an 258 Deeg d'incapacité de travail sinn entstanen.

Dir gesitt, mir sinn eis der Problematik bewosst. An ech ginn och nach kuerz dorop an. Mä ech sinn elo emol bei de Chifferen. Dir hutt mech gefrot, wéi eng Nationalitéiten dat sinn. Do kann ee graff soen, zwee Drëttel si Lëtzebuerger. Ëm 20% si Portugisen, wat och normal ass, well eis Populatioun huet ee Bestanddeel vun ongeféier 20% portugisescher Populatioun. Da sinn e puer Prozent Belsch an e puer Prozent Italiener.

Eng aner Statistik, déi Der och opgeworf hutt, déi ech och hei wollt presentéieren, dat ass déi, wéini déi ganz Geschichte stattfannen, Outrages à agent an déi Rebelliounen. Nun, hei gesitt Der et och op deem Graphique hei. Et ass besonnesch samschdes a sonndes an der Nuecht. Dat ass also ganz kloer. An och d'Auerzäiten hutt Der. Et ass och méi an der Nuecht.

Dir hat och nach d'Fro gestallt, wéi et statistesch wär par rapport zum Joer 2000. Do kann ech Iech soen: Am Joer 2000 hate mer 87 Outrages à agent an 68 Rebelliounen. Am Joer 2011 217 Outrages à agent - Dir gesitt, et ass also vill méi - an 100 Rebelliounen. Wann ech awer nëmmen an d'Joer 2009 zréckginn, do hate mer 142 Rebelliounen. Mä eppes gesitt Der och hei ganz kloer, wann een déi Courbe kuckt, Der gesitt, am Ufank vun deem neie Jordausend ware manner Saachen an an deene leschte Joren effektiv si vill méi Rebellioun a vill méi Outrages à agent. Ech mengen, dat ass gewosst.

Ech hunn och dorop reagéiert. Ech hunn am Hierscht 2011 zur Polizei gesot, si misst mer eng déif gräifend Analys maachen iwwert dëse Phenomeen. An ech hunn d'Polizei invitéiert, dat ze maachen, een Aktiounsprogramm opzestellen à court terme an à moyen terme. An d'Polizei huet och direkt reagéiert. Dat muss ee kloer an däitlech soen. D'Polizei huet hir Aarbechter, hir Servicer, hir Schichten anescht organiséiert.

Notamment sinn zum Beispill an de Weekender méi Leit agesat ginn, besonnesch hei an der Stad am Quartier de la gare. Deemools, virun e puer Méint, wéi ech deen nuets besiche war a gekuckt hunn, hu se mer déi ganz Problematik erkläert. Hei hunn am Fong geholl déi strategesch Analysë gehollef, d'Aarbecht nei ze reorganiséieren.

Mä wann ech vun engem Plan d'action schwätzen, en Aktiounsplang, dee mécht sech net einfach esou mat Zuelen eleng, dee mécht sech och mat engem Encadrement vum Polizist. Och besonnesch am psychologesche Beräich ass et wichteg, dass een d'Leit encadréiert. An dee mécht sech och mat Formatioun. Also, mir wësse genau, wat do muss zesummegemixt ginn. An och déi Etüd, déi d'IGP gemaach huet iwwert déi ganz Problematik, ass agefloss an all déi Elementer, déi ech elo grad hei opgeworf hunn.

De Minister hëlt seng Responsabilitéit. Ech hunn 2010 gemierkt, dass dee Problem war. Do hunn ech och direkt gesot, déi nei Leit, déi bei d'Polizei kommen, musse méi an de Centres d'intervention agesat ginn. Dat ass och geschitt. An 2011 hunn ech éischter de Punkt geluecht op d'Clen zu Esch an an der Stad, well et do am meeschten - géif ech soen - brennt. An ech hunn och d'Missioun vun der Police judiciaire am Joer 2011 als prioritär Missioun definéiert. Och do hu mer Leit engagéiert. An dëst Joer hu mer éischter Leit an der UGRM, an der Unité de Garde et de Réserve Mobile, agesat. An och beim RIFO hu mer dëst Joer Leit agesat.

Dir gesitt also, mir setze Prioritéite fest an en fonction vun deene Prioritéite gëtt dann eben d'Aarbecht organiséiert, fir esou no wéi méiglech un d'Realitéit erunzekommen. An dat soll och d'Zilsetzung si vun där Reorganisatioun vum Gesetz vun 1999, dem Polizeigesetz, wat an enger Zäit geschriwwe ginn ass an den 90er Joren, wou sécherlech déi soziodemographesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg anescht war wéi haut.

A wa virdrun déi Fro opgeworf ginn ass - ech mengen, vum Här Bettel - betreffend d'Assistance judiciaire fir d'Polizei, do hunn ech kloer décidéiert, dass, wann ee Polizist am Déngscht blesséiert gëtt, systematesch, systematesch dann déi Persoun vun dem Stat ënnerstëtzt gëtt. Wann natierlech déi Persoun ee manifeste Feeler mécht, eng Faute professionnelle mécht, ech mengen, da kann de Stat do net seng Verantwortung huelen. Dann ass dat eng aner Problematik. Also, ech wollt dat kloer an däitlech hei soen.

Gradesou kloer wollt ech soen, wat d'Aspekter ugeet, déi och opgeworf si gi betreffend de Justizminister, dass ech do an deene leschte Wochen, virun zwou Wochen oder esou, e Bréif kritt hu vum Här Biltgen, wou e mech gefrot huet, ech sollt him meng Propositioune maachen a wéi ee kéint am Kader vum Code pénal Modifikatioune maachen am Intérêt vun der Situatioun, wéi se haut dobaussen ass. An do si mer sécherlech amgaangen, Léisungen ze sichen.

Ech weess, dass de François Biltgen dëser Deeg och d'Polizeigewerkschaft gesinn huet. Do si Saachen zum Beispill ugeschwat ginn, wou mir eis eens sinn. E Beispill: de Platzverweis. De Platzverweis, deen hei ugeschwat ginn ass, wat jo och eng Aart Mesure de police administrative ass, do si mir eis ganz kloer, dass mer do eppes musse maachen, dass am Fong geholl do d'Justiz an d'Polizei mussen hir Responsabilitéit huelen.

Och an der Problematik, déi den Här Bettel op seng Aart a Weis ugaangen ass an deene Quartieren hei an der Stad, den Diskothéiken, wou méi lass ass owes, ob dat elo zu Hollerech ass an op der Gare. Mir hunn déi Situatioun och zu Esch, an och zu Foetz hu mer Problemer, déi ähnlech ausgesinn. Do - mengen ech - si mer eis och eens, dass mer mussen eng Concertatiounsréunioun maachen: de Justizminister, de Polizeiminister, de Parquet an déi Gemengen, déi concernéiert sinn, fir e Modell ze fannen, wéi mer kënnen am Fong geholl an esou Situatiounen, wou et esou brennt, wéi mer do kënne virgoen.

Do ruffen ech also och op, esou eng Réunioun ze maachen. Dat heescht also, ech kann et och anescht ausdrécken, ee gemeinsamen Aktiounsplang auszeschaffen an esou Situatiounen, wou Kläppereie sinn, wou Massekläppereie sinn an esou weider, well déi si selektiv an do kéint een - mengen ech - Léisunge fannen.

Da wollt ech nach kuerz, ier ech mengem Kolleeg aus der Regierung, dem Här Claude Wiseler, d'Wuert ginn, op d'Problematik agoe bei der Protection civile. Well och an deem Beräich ass et effektiv esou, dass sech do och Phenomeener manifestéieren, déi hei esou opgefouert sinn als Coups de poings et de pieds, als „mordu dans la main", als Coups de pieds an esou weider.

Do kann ech Iech soen, déi Elementer, déi ech hei kritt hu vun der Protection civile betreffend d'Administration des Services de Secours waren am Joer 2009 dräimol esou Incidenten. Am Joer 2010 och dräi. Am Joer 2011 zwee, an am Joer 2012 waren et der fënnef. Wat dat do genau wäert ass, kann ech net soen. Ech weess och net, ob hei Plaintë gemaach gi sinn oder net.

Ech weess awer, éischtens, dass mer och hei Moossname geholl hunn an der Administration des Services de Secours, fir déi Leit ze schützen, an dat gëtt gemaach iwwert dee Règlement grand-ducal vum 6. Mee 2010, dass déi Leit och Assistance juridique kréien an dass se och indemniséiert ginn. An, wat ganz wichteg ass, dat ass, dass mer ugefaangen hunn, eng Formatioun ze maachen, eng Formation anti-agression. Am Joer 2011 hate mer véier Réuniounen, an déi ware gutt besicht, an och op deem Wee wäerte mer weiderfueren.

Dir gesitt also, mir leeën d'Hänn net an de Schouss. Mir kucken op déi Phenomeener, déi sech dobausse maachen, ze reagéieren, ob dat bei der Polizei ass oder bei der Protection civile, bei der Administration des Services de Secours.

A last but not least zesumme mat dem Transportminister a mat senge Leit hu mer, och wat d'Lignes nationales CFL ugeet, hu mer och... d'Polizei huet sech do och zesummegesat mat de Contrôleuren. Esou kann ech Iech soen, dass zweemol de Mount, aacht Stonnen, moies a mëttes eng Patrouille gemaach gëtt vun engem Contrôleur mat zwee Polizisten, déi op de Lignes nationales CFL am Fong geholl dann och aktiv ginn, fir och do deene Leit eng Hand mat unzepaken, fir dass se déi schwéier Aufgab an enger Zäit, wou vill Froen opgeworf ginn, déi och haut opgeworf gi sinn, iwwert de Fonctionnement vun eiser Gesellschaft, iwwert d'Wäerter vun eiser Gesellschaft... Do sinn d'Léisungen net einfach.

Ech zielen op Iech, dass d'Chamber eng Hand mat upaakt, an ech sinn och iwwerzeegt, dass déi Interpellatioun haut sécherlech interessant Iddië wäert bréngen an deenen nächste Wochen a Méint, wa mer déi eenzel Gesetzer, déi ustinn, peaufinéieren.

Merci fir Är Opmierksamkeet!

M. le Président.- Merci dem Här Innenminister. Elo kritt nach d'Wuert den Här Nohaltegkeetsminister.

M. Claude Wiseler, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här President. Och nach e puer Wuert iwwert déi méi spezifesch Aspekter, déi den Transport ugaange sinn. Just fir unzefänke wëll ech op d'Statistiken och agoen, well déi gefrot gi sinn an effektiv nach net publizéiert waren. Mir hu se elo an engem Suivi vun 2005 un, esou datt een do kann d'Comparativë maachen, wat d'Agressions physiques ugeet u Beamte vun der CFL respektiv un deenen, déi an de Busse kontrolléieren. Esou hate mer 2005: 27; 2006: 29; 2007: 24; 2008: 21; 2009: 14; 2010: 22 an 2011: 36 där Type vun Aggressiounen.

Elo gesäit een, datt dat an deem leschte Joer eropgaangen ass. Selbstverständlech sinn eng Rei Reaktiounen och geholl ginn, och notamment à partir vun deem Gesetz, wat 2009 vu mengem Virgänger gemaach ginn ass, fir d'Sécherheet am öffentlechen Transport ze garantéieren. Vun do aus si selbstverständlech eng ganz Rei Moossname scho gelaf. Ech wëll just ganz kuerz dorobber agoen, well dat och dat ass, wat haaptsächlech den Här Negri hei gefrot huet.

Et ass e Plan d'action sûreté schonn 2006 opgesat ginn, wou eng Mise à jour régulière geschitt, wou och iwwer e Comité de pilotage, dee presidéiert gëtt vum Generaldirekter vun der Polizei, vun deenen direkte Chefs de service, mat de Représentants vun de Gewerkschaften, zweemol bis dräimol d'Joer einfach d'Situatioun gekuckt gëtt an och gekuckt gëtt, datt déi noutwendeg Saache gesteiert ginn.

Dee ganze Plang vun der Sûretéit, deen ëmgesat gëtt, deen huet am Fong dräi grouss Aspekter. Dat eent, dat ass deen techneschen Aspekt. Dat Zweet, dat ass dee mënschlechen Aspekt, wéi dann d'Kontrollen an den Zich an an de Busse gemaach ginn. An dat Drëtt, dat ass dann dee méi sozialen Aspekt, deen och den Här Gira hei ugeschwat huet. Mä mir wëllen op deenen dräi Schinnen, wann ech mech däerf esou beim öffentlechen Transport ausdrécken, schaffen.

Wat deen techneschen Aspekt ugeet, esou gëtt ganz vill drop gekuckt, datt bei Neibauten, Embauten alles dat, déi schwaarz Ecker, déi däischter Saachen, wou ee sech ka verstoppen, datt dat alles eliminéiert gëtt, datt mer extrem transparent schaffen, fir subjektiv dat Sécherheetsgefill ze verbesseren, awer och fir haaptsächlech dann deenen, déi se Personnes errantes nennen, Strummerten nennen, déi awer nach an de Garen heiansdo sinn, selbstverständlech fir deenen och net d'Méiglechkeet ze ginn, an däischteren Ecker sech erëmzefannen, mä fir einfach alles méi transparent, méi visibel ze maachen, wat einfach vum Aspekt net onwichteg ass.

Och wat d'Material ugeet, wat gebraucht gëtt momentan, ass alles esou gemaach, datt et maximal Vandalismus geschützt ass respektiv och schwéier ass ze vandaliséieren, wann ech mech däerf esou ausdrécken, notamment u Material, wat wäschbar ass, remplaçabel ass, schnell respektiv wou de Graffiti och esou schnell wéi méiglech ewech geet. Och d'Hecke ginn esou geschnidden. Dat sinn alles kleng Saachen, mä dat dréit awer zu deem ganze Sécherheets...

(Interruption)

...selbstverständlech zum Sécherheetsgefill bäi.

Mir probéieren och, déi Plaze vun den Infrastrukturen, déi net gebraucht ginn, och esou zouzemaachen, datt net kann agedronge ginn, datt also alles do, wou sech befënnt op deem, wat mer den öffentleche Raum vun dem öffentlechen Transport nennen, an déi aner och, esou ofgeséchert sinn, datt den Accès verbueden ass. Dat gëllt fir Bürosgebaier, dat gëllt och fir Deeler vun de Garë respektiv fir aner Installatiounen, déi fir den öffentlechen Transport gebraucht musse ginn.

D'Vidéosurveillance ass ugeschwat ginn. Menger Meenung no ass dat fir mech eng wichteg Saach, datt mer déi maachen. Si ass dissuasive, preventiv an deem Fall a se gehéiert och zur méiglecher Identifikatioun vun den Auteure vun esou Delikter, wann dat dann net iwwert déi aner noutwendeg... iwwert déi aner Moyenë méiglech ass.

Et si ganz grouss Efforten an deene leschte Jore gemaach ginn, fir op deene sensible Plaze Vidéosurveillance ze maachen, ob dat elo an den Zich ass, ob dat an de Bussen ass, an Automotricen ass oder ob dat op de Garen, op de Statioune selwer ass. Eng ganz Rei Garë sinn och elo équipéiert: Dat ass d'Gare Lëtzebuerg, Miersch, Dummeldeng, Belval-Uni, Belval-Lycée, Mamer, déi elo équipéiert sinn. Esch/Uelzecht, Ettelbréck a Beetebuerg sinn der, déi elo an den zukünftege Pläng stinn, fir an nächster Zäit ze maachen.

Dir gesitt, datt mer grouss Effortë gemaach hunn. All déi nei Maschinnen, Busse sinn och mat Vidéosurveillance équipéiert. Dat heescht, d'CFL an déi öffentlech Entreprisen hunn do ganz vill Effortë gemaach, fir dat do hinzekréien. Mir mengen, datt dat richteg ass. Mir mengen, datt een et och esou maachen... an alles dat, wat gemaach ginn ass, huet och d'Autorisatioun vun der Commission de la protection des données kritt. An et gëtt och genausou gemaach, wéi mer an der Autorisatioun vun där Kommissioun et hunn.

An et ass och - wat dem Här Negri seng Fro war - selbstverständlech iwwerall do affichéiert, wou esou Kamerae sinn. Dat heescht, jiddwereen ass sech bewosst, datt dat ass. Par ailleurs wëll ech och soen, datt mer keng Reklamatiounen driwwer kritt hunn. An ech sti voll hannert deene Moossnamen, wa se esou geholl ginn, déi säit enger Rei Joren da vun der CFL exekutéiert ginn.

Mir hunn och eng Centrale de vidéosurveillance gemaach, déi ass operationell säit Mee 2009 an déi huet d'Gestioun vun all deene Visualisatioune vun de Kameraen do ze maachen, vun den Ascenseuren ze maachen, vun de Bornes SOS ze maachen, mä och d'Gérance d'appels bei d'Polizei, Équipes de sûreté, kuckt, datt d'Clients-Appele géréiert ginn, si mécht och d'Gérance vun den Défibrillateuren, déi mer och op grousse Plazen installéieren, a mécht och nach niewebäi d'Organisatioun vum Transport vun de Personnes à mobilité réduite, well dat alles an deen Zäitkader do erapasst, fir dat ze maachen.

Et sinn eng ganz Rei Équipes de sûreté, déi engagéiert gi sinn, an déi gi géréiert vum Service vum Gestion réseau, dee souwuel an de Garë wéi an den Zich selwer eng Präsenz vu Leit huet. Et ass och esou, datt mer kucken, datt evidenterweis déi Reglementer an den Zich agehale ginn.

A wann do Leit sech op eng Aart a Weis, repetitiv op eng Aart a Weis behuelen, déi inakzeptabel ass, dann hunn ech och d'Recht als Minister, responsabel fir den Transport, fir déi Leit temporaire aus dem öffentlechen Transport ze excluéieren, an dat maachen ech och. Et sinn eng ganz Rei Leit, déi e Verbuet krute vum Minister, fir nach sief dat an e Bus, sief dat an en Zuch eranzeklammen, well se sech onméiglech mat den Agenten oder mat de Leit, aner Passagéier, beholl hunn. Ech zécken do net, wann ech dat gerode kréie vun deenen Instanzen, déi dofir zoustänneg sinn, fir dat ze maachen. Méi wéi eng Kéier d'Joer geschitt dat.

Dann hu mer natierlech eng ganz enk Kooperatioun, de Jean-Marie Halsdorf huet dat richteg gesot, mat der Polizei. Fir dat do kënnen ze maachen, sinn natierlech eng ganz Rei Agenten, déi mussen eng Formatioun kréien. Mir hunn iwwer 400 Agenten an deene leschte Joren eng Formatioun ginn, wéi se Kontakt mat Clientë sollen hunn a wéi se sech och a méi kritesche Situatiounen da solle behuelen. Wat och heiansdo heescht, wann d'Situatioun kritesch gëtt, datt se net sollen - fir hir eege Sécherheet - ze vill insistéieren, well déi si jo net ëmmer équipéiert, fir dat ze maachen, mä datt se sollen déi noutwendeg Hëllef sech froen, wann et wierklech kritesch ass. Dat fannen ech och normal, dat muss een och deene Leit soen.

Mir hunn en Dispositif gemaach, fir och déi Beamte vun der CFL, déi ënner Aggressioune leiden, fir déi psychologesch no enger Aggressioun an de Grëff ze kréien, well et ass einfach wichteg, datt se dann Hëllef kréien, datt se e Suivi kréien. Well esou Situatioune si fir déi Leit net einfach ze verdauen, an do huet de Betrib, do hu mer selbstverständlech eng Responsabilitéit, fir dat ze maachen.

Dann deen drëtten Deel, dat ass: Wéi maache mer d'Formatioun? Mä et ass evident, datt och d'CFL gekuckt huet, mat der Polizei zesummen, fir notamment an de Schoulen eng Rei preventiv Aktiounen ze maachen, well ganz oft d'Schüler sollen doriwwer informéiert sinn, wéi wichteg et ass, datt eben am öffentlechen Transport och déi Uerdnung gehale gëtt. Mir schaffe mat all deenen aneren Organisatiounen zesummen a verschidden Aarbechtsgruppen, fir eben - ech ginn elo net an den Detail eran, well dat ze wäit geet -, fir ze kucken déi verschidden Aspekter ze analyséieren, inklusiv mat auslänneschen Organisatiounen.

Schlussendlech ass et och esou, datt mer, oder datt d'CFL probéiert, dat, wat si „Action solidarité" nennen, notamment op der Gare Lëtzebuerg, mä awer och anzwousch anescht, mat deene sozialen Organismen, déi do ronderëm sech befannen - well jo och vill sozial Problemer sech ronderëm d'Gare ofspillen -, Kontakt ze huelen, fir ze kucken, wat fir eng Moossnamen ee gemeinsam, zum Beispill op der Gare, kann huelen, fir do preventiv ze schaffen.

Ech mengen, wann hei vu Sozial-Accompagnement geschwat gëtt, dann ass dat a mengen Ae sënnvoll, wann een et preventiv op enger Gare mécht an zesumme mat esou enger Associatioun, zesumme mat Sozialaarbechter seet: Sou, wat kann ech elo do organiséieren, wat kann ech architektonesch, wat kann ech am dagdeegleche Liewen organiséieren, fir kënnen déi sozial Problemer anescht wéi mat Violence an de Grëff ze kréien? Et ass net onbedéngt sënnvoll a Kontrollen, mä et ass awer sënnvoll evidenterweis op esou eng Aart a Weis an op där Plaz; an d'CFL huet do eng ganz Rei Kontakter, fir dat ze maachen.

Mir probéiere schlussendlech - an dat ass dat Lescht, wat ech wëll soen -, eis Installatiounen, ob dat d'Garë sinn, ob dat d'Zich sinn, ob dat d'Busser sinn, esou korrekt schéi propper ze halen. An Dir gesitt, all déi Efforten, déi mer an der leschter Zäit op deene Statioune gemaach hunn, datt se schonn eleng vun hirem Aspekt hier dee Respekt ervirruffen, dee mer gären hätten, datt am öffentlechen Transport vu jiddwerengem géif gebraucht ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss. A mir si gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt nees en Donneschdeg um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.11 heures)

Sommaire des séances publiques nos 22, 23 et 24

Constitution de la Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» p. 268

Débat de consultation sur les orientations de la politique budgétaire du Gouvernement à la lumière du «Semestre européen»

et

Débat de consultation sur le Programme national de réforme (PNR) à soumettre par le Luxembourg dans le cadre du processus communautaire «Europe 2020» p. 268-286

6339 - Projet de loi modifiant les articles L. 126-1 et L. 541-1 du Code du Travail p. 286

6261 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement p. 286-291

6337 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas (les États du Benelux) et la République du Kosovo relatif à la reprise et à la réadmission des personnes en situation irrégulière (Accord de reprise et de réadmission) et du Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 12 mai 2011 p. 291-292

Discours de M. le Président p. 292-293

Déclaration de M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies p. 293-294

Séance de questions et de réponses

1) Question posée par le groupe parlementaire CSV p. 294

2) Question posée par le groupe parlementaire DP p. 294

3) Question posée par le groupe parlementaire LSAP p. 294-295

4) Question posée par le groupe parlementaire déi gréng p. 295

5) Question posée par la sensibilité politique ADR p. 295

6) Question posée par la sensibilité politique déi Lénk p. 295

Hommage à la mémoire de M. Claude Pescatore, Député honoraire p. 296

Communications p. 296-297

Résolution relative à la proposition modifiée de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/83/CE en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments soumis à prescription médicale ainsi que d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) 726/2004 en ce qui concerne l'information du public sur les médicaments à usage humain soumis à prescription médicale (documents COM(2012) 48 et COM(2012) 49)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre p. 297

Résolution relative à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes publics d'assurance-maladie (document COM(2012) 84)

- Art. 169(5) du Règlement de la Chambre p. 297

Ordre du jour p. 297

Heure de questions au Gouvernement

- Question n°153 du 24 avril 2012 de M. Claude Haagen relative à la périodicité des contrôles techniques des véhicules routiers, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 297-298

- Question n°154 du 20 avril 2012 de M. Fernand Etgen relative à la déclaration d'intention de coopération en matière de défense signée en date du 18 avril 2012 par la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg, adressée à M. le Ministre de la Défense p. 298

- Question n°155 du 24 avril 2012 de M. Fernand Diederich relative aux règles régissant l'installation d'antennes paraboliques, adressée à M. le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région p. 298-299

- Question n°156 du 24 avril 2012 de M. Roger Negri relative à la sécurité constructive dans les tunnels autoroutiers en cas d'accident, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures p. 299

Dépôt d'une motion par M. Michel Wolter p. 299

6310 - Projet de loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires et portant modification

1) de la loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne;

2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'Aviation civile p. 299-300

6395 - Projet de loi relatif à la construction de la liaison Micheville entre la route N31 et l'autoroute A4 p. 300-302

Motion de M. Michel Wolter relative à la procédure de marché public pour inviter le Gouvernement à lancer la procédure de marché public pour inviter des opérateurs économiques à faire des offres pour la conception, le déploiement, l'opération, l'entretien et la maintenance d'un réseau de radiocommunication numérique dédié aux services de secours et de sécurité et pour inviter le Gouvernement à déposer au cours de l'année 2013 un projet de loi d'autorisation concernant le projet définitif p. 302-303

6396 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck p. 303-306

Interpellation de M. Fernand Kartheiser sur les violences exercées contre des détenteurs d'autorité p. 306-314

d'Chamber online op
www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU **N°8** • SESSION ORDINAIRE 2011-2012

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1853	Jean Colombera	Indication sur les sites Internet des communes de l'offre économique dans la commune
1933	Jacques-Yves Henckes	Bagarres dans la rue de Hollerich
1945	André Bauler	Évolution du canton de Redange
1949	Eugène Berger	Signalisation aux poids lourds de la hauteur maximale
1959	Serge Wilmes	Délais d'attente des candidats au permis de conduire
1962	Jean Colombera	Urgences dentaires
1963	Jean Colombera	Évolution du projet «Sécher Doheem»
1967	Fernand Kartheiser	Pollution lumineuse
1970	Josée Lorsché	Soutien aux logements pour réfugiés
1971	Viviane Loschetter	Nouvelle procédure de subventionnement des mesures pour l'emploi
1973	Ben Fayot	Attractivité du siège Luxembourg pour les fonctionnaires européens
1974	André Bauler	CR314 entre Eschdorf et Lultzhausen
1975	André Bauler	Évolution du canton de Clervaux
1976	Fernand Etgen	Contamination d'une zone de protection I du Lac de la Haute-Sûre
1977	François Bausch	Comité des usagers des transports en commun
1978	Fernand Kartheiser	Installation de radars fixes à des endroits réputés dangereux
1979	Fernand Etgen	Calcul du congé politique des enseignants
1980	Félix Braz	Augmentation du nombre de demandeurs de protection internationale
1981	Nancy Arendt	Acide gamma-hydroxybutyrique connu comme «drogue du viol»
1982 cf. 1984	Jean Colombera	Occupation de lits des hôpitaux
1983	Jean Colombera	Carnet radiologique
1984 cf. 1982	Jean Colombera	Attribution des lits urgents pendant des périodes intensives
1986	Anne Brasseur	Compendium des politiques et tendances culturelles en Europe
1987	Fernand Kartheiser	Chasse aux sorcières
1989	Josée Lorsché	Chèque-service accueil et colonies de vacances
1990	Félix Braz	Centre de rétention
1992	Serge Wilmes	Programme européen «Fundamental Rights and Citizenship»
1993	Claudia Dall'Agnol	Installation de défibrillateurs semi-automatiques dans les trains
1998	Josée Lorsché et Félix Braz	Journée d'orientation pour les signataires du contrat d'accueil et d'orientation
1999	Serge Urbany	Décharge d'ancienneté à accorder aux chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement actuellement engagés dans l'enseignement public
2001	Jean Colombera	Registre pour les directives anticipées
2002	Jean Colombera	Code déontologique pour les acteurs du secteur de la santé
2003	Marcel Oberweis	Opposition de 26 pays contre l'inclusion de l'aviation dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission
2004	Marc Spautz	Revalorisation des friches industrielles
2005	Félix Braz	Double peine
2006	Marc Spautz	Règles d'étiquetage des denrées alimentaires
2008	Jean-Paul Schaaf	Situation de la commune d'Ettelbruck
2009	Ben Fayot	Emprunt levé par l'État luxembourgeois
2011	Josée Lorsché et Claude Adam	Scolarisation des enfants de demandeurs de protection internationale au Luxembourg
2013	Marc Angel et Ben Fayot	Subsides des associations œuvrant dans le domaine de l'intégration
2019	André Bauler	Professeur de langue luxembourgeoise
2024	André Bauler	Défaut d'accès à l'internet pour les policiers des commissariats de proximité
2026	Marie-Josée Frank	Ingestion non orale d'alcool
2029	Eugène Berger	Élections pour le Conseil national pour étrangers

Question 1853 (11.1.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**indication sur les sites Internet des communes de l'offre économique dans la commune:**

Sieht man sich die offiziellen Webpräsenzen der Gemeinden in den Nachbarländern, insbesondere Deutschland, an, dann fällt immer wieder auf, dass diese Gemeindeverwaltungen fast alle ökonomischen Aktivitäten auflisten. Die Auflistungen umfassen sämtliche Firmen, die auf der Ebene der Ortschaften der Gemeinde angesiedelt sind und Aktivitäten sowie Dienstleistungen anbieten.

Sucht ein interessierter Bürger nach einem Dienstleister in der Gemeinde, so kann dieser auf der Internetseite der Gemeindeverwaltung fündig werden.

Hier im Land scheint es Fakt zu sein, dass diese Dienstleisterinformationen über die Wirtschaftskräfte in einer Gemeinde nicht auf den offiziellen Webseiten der Gemeinden vorzufinden sind.

Fragen:

1) Was sind die Gründe für die weit verbreitete Abwesenheit von Informationen auf den Internetseiten der Gemeinden über die wirtschaftlichen Akteure in den Gemeinden?

2) Falls dieses Fehlen von entsprechenden Informationen aus rechtlichen Gründen nicht möglich wäre, welche Alternative kann der Ressortminister empfehlen?

3) Denkt der Minister nicht auch, dass im Zeitalter des Internets eine systematische Aufstockung der „örtlichen" Informationen unerlässlich erscheint, insbesondere, um die Internet-Suchmaschinen damit fündiger zu machen bei Suchanfragen über lokale Dienstleister?

4) Denkt der Minister nicht auch, dass der Impakt eines solchen gezielten „Trau dech"-Projektes seitens der Behörde Mehrwerte für die lokalen Wirtschaftsträger, für den Tourismus sowie auch für den lokalen regionalen Arbeitsmarkt haben könnte?

Réponse (12.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Regional und lokal ansässige gewerbetreibende Betriebe stellen einen gewichtigen Teil der Wirtschaft insbesondere in den Bereichen Handwerk, Handel und Tourismus dar. Eine gezielte Förderung dieser Wirtschaftszweige auf lokaler Ebene erscheint somit in jeder Hinsicht erstrebenswert.

Falls die Internetseiten der Gemeinden nur wenig Aufschluss darüber geben, welche Betriebe vor Ort ansässig sind, so sind diese Informationen jedoch vorhanden und ohne Schwierigkeiten über private Adressenanbieter und Referenzdatenbanken, welche über entsprechende Suchmaschinen verfügen, ausfindig zu machen. Diese Suchmaschinen können in der Tat problemlos nach Kommune und Branche abgefragt werden und schnell die gewünschten aktuellen Informationen liefern.

Es erscheint somit nicht unbedingt unerlässlich, dass auf kommunaler Ebene ein mitunter erheblicher Mehraufwand betrieben werden soll, um Informationen über lokal ansässige Betriebe auf den jeweiligen Internetseiten der Gemeinden zusammenzustellen.

Nichtsdestotrotz wäre jegliche Initiative hinsichtlich einer solchen Auflistung interessant und unterstützenswert.

Question 1933 (14.2.2012) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **bagarres dans la rue de Hollerich:**

Leider heefe sech an deene leschte Wochen d'Kläppereien an der Noperschaft vun enger Rei Bistroen an der Hollerecher Strooss. De betraffenen Etablissementer d'Autorisatioun fir d'fräi Nuecht ze entzéien - wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg et ugekënnegt huet - ka beschtefalls eng Deelléisung sinn. Och déi national Autoritéiten, d'Police an d'Justiz, musse sech op eng nohalteg Aart a Weis mat dësem Problem beschäftegen.

Weider huet, an engem Interview, de Generalsekretär vun der Horesca dëst bemierkt: «Sinn et ëmmer déiselwecht Leit, déiselwecht Gruppe vu Leit, ass et iergendwéi en ethnesche Kaméidi tëschent verschiddene Matbierger oder ass et einfach, well Leit ze vill gedronk hunn an aggressiv ginn?».

An deem Kontext hunn ech dës Froen un den Här Innenminister an un den Här Justizminister:

1) Wéi vill Kläppereie sinn zanter dem 1. Januar 2012 an der Hollerecherstrooss vun der Police rapportéiert ginn a wéi vill Leit waren doranner implizéiert?

2) Huet d'Police genuch Leit, fir preventiv ze schaffen?

3) Ass eng Analys vun de Participanten un dëse Kläppereie virgeholl ginn?

4) Kann et sinn, datt zum Deel «ethnesche Kaméidi» an Drogenhandel d'Ursaach fir dës Kläppereie sinn?

5) Wat fir Gruppen huelen un dëse Kläppereien deel?

6) Wéi vill Participanten un dëse Kläppereie si vun der Police protokolléiert ginn?

7) Wéi vill vun dëse Participantë musse sech virun der Justiz verantwerten?

8) A wéi vill Fäll sinn Ukloe wéinst Rebellioun erhuewe ginn?

Réponse (5.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aux points 1 à 6:*

D'Police grand-ducale huet dëst Joer siwen Affäre wéinst Schléi a Verwonnungen opgeholl, dovunner dräi mat Rebellioun. Am Joer 2011 huet d'Police eelef ähnlech Affären opgeholl.

D'Police ass un enger Rëtsch «preventiver Konzepter» bedeelegt. An dësem Fall, wou oft de Gruppeneffekt, den Alkohol an d'Provokatioun eng primordial Roll spillen, ass d'Police net méi an enger preventiver Roll, mä muss derfir suergen, dass déi öffentlech Uerdnung erëm hiergestallt gëtt an d'Auteuren interpelléiert ginn.

D'Police féiert keng Statistiken iwwer ethnesch oder reliéis Ursaache fir Ausenanersetzungen, mä constatéiert e Fait an dénoncéiert deen un de Parquet.

Am Kader vun deenen uewen opgezielten Affären huet d'Police 13 Täter identifizéiert a konnt se och interpelléieren.

Réponse (5.4.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice aux points 7 et 8:*

Op de 26. Mäerz 2012 huet de Parquet Lëtzebuerg vu siwe Polizeirapporten iwwer Gewaltfäll an der Hollerecher Strooss véier Prozeduren notéiert, vun deenen der dräi awer net an den ugesprachene Kontext vun der parlamentarescher Fro passen.

Déi véiert Prozedur betrëfft ee gewaltsaamt Behuele vis-à-vis vun Agenten nom Agräife vun der Polizei bei enger Generalkläpperei den 21. Januar 2012.

Question 1945 (20.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du canton de Redange:**

Depuis plus de deux décennies, le canton de Redange se distingue par un développement favorable, notamment sur les plans infrastructurel et social. La coopération intercommunale dans le cadre du syndicat «De Réidener Kanton» porte ses fruits et contribue à diversifier l'offre des services publics. Les efforts de collaboration entre les communes du canton et les synergies qui en résultent répondent en effet aux principes du programme directeur d'aménagement du territoire qui se propose de promouvoir le développement de centres régionaux dans les trois districts du pays sous le leitmotiv de la déconcentration concentrée.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution démographique du canton en mettant en évidence les migrations internes?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer également l'évolution du nombre de postes de travail créés dans le canton de Redange depuis le milieu des années 1990 en ventilant par branche économique? Qu'en est-il de l'évolution du nombre de personnes qui résident dans le canton et qui travaillent dans une commune située en dehors de celui-ci?

- Quelles sont les communes du canton et quelles sont les branches économiques qui ont connu la plus forte croissance en matière d'emplois?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur des investisseurs potentiels qui leur auraient signalé de s'établir éventuellement dans les zones d'activités économiques situées dans le canton de Redange? Qu'en est-il des terrains restants pour accueillir des entreprises nouvelles dans les zones existantes? Une expansion de ces zones est-elle envisagée?

- Sachant que le Gouvernement met un accent particulier sur la décentralisation administrative, Messieurs les Ministres peuvent-ils donner des informations sur la stratégie que le Gouvernement entend mettre en œuvre à moyen

terme pour renforcer le rôle de la localité de Redange dans sa fonction de centre régional?

Réponse commune (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'évolution démographique et le développement économique du canton de Redange.

En effet, le canton de Redange qui regroupe les communes de Beckerich, Ell, Grosbous, Préizerdaul, Rambrouch, Redange, Saeul, Useldange, Vichten et Wahl comptait une population de 16.241 habitants au 1er janvier 2011. En considérant la période de 1991 à 2011, la population résidente dans les communes du canton de Rédange a augmenté de 46,6% alors que lors de la même période, la population au Grand-Duché de Luxembourg a augmenté de 33,1%.

En 1990 les communes ont créé le syndicat intercommunal à vocation multiple «De Réidener Kanton». Le syndicat gère deux zones d'activités économiques à caractère régional, à savoir l'une à Rambrouch/Riesenhaff (superficie brute: 7,25 ha) et l'autre à Redange (superficie brute: 5,7 ha). Quant aux questions relatives au développement économique du canton de Redange, il échoit de constater que ce canton profite comme tout autre canton du soutien de la part de l'État à travers les différents plans d'action soutenant l'investissement et la création d'emplois. Les entreprises qui souhaitent s'implanter s'adressent directement aux syndicats intercommunaux.

Suivant le répertoire des entreprises luxembourgeoises du Statec, situation au 1er janvier 2011, 728 entreprises ont été enregistrées dans le canton de Redange. Par secteur ces entreprises se répartissent comme suit: six entreprises du secteur primaire, 117 entreprises du secteur secondaire et 605 entreprises du secteur tertiaire. En 1997, 403 entreprises étaient enregistrées dans le répertoire du Statec (secteur primaire: deux, secteur secondaire: 65, secteur tertiaire: 336). Ces chiffres ne prennent pas en compte les établissements publics, les services de la santé et les agriculteurs.

En 2001, 5.683 personnes qui résidaient dans le canton de Redange avaient un emploi dont 35% dans une commune du canton de Redange et 65% en dehors de celui-ci. Le nombre d'emplois au canton de Redange s'élevait à 2.314 en 2001. Presque 50% de ces emplois étaient situés dans les communes Redange/Attert et Rambrouch (source Statec, recensement de la population 2001). Des chiffres plus récents ne seront disponibles qu'après le dépouillement et l'analyse du recensement de la population en 2011 par le Statec.

C'est notamment par le biais des plans directeurs sectoriels «Zones d'activités économiques» et «Logement» que le Gouvernement entend renforcer le rôle des CDA régionaux.

Question 1949 (21.2.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant la **signalisation aux poids lourds de la hauteur maximale:**

Afin de signaliser aux poids lourds la hauteur maximale du pont des chemins de fer sur la N31 à l'entrée de Livange des poteaux métalliques comprenant des ballons suspendus avaient été installés de part et d'autre de l'ouvrage. Or, depuis des mois déjà les ballons censés avertir les chauffeurs se sont embobinés autour de la partie horizontale des poteaux devenant ainsi complètement inutiles dans leur fonction et sans que personne s'en occupe pour les remettre en place. Le tout présente un caractère peu esthétique pour l'entrée de la commune de Roeser et s'avère de même complètement inutile du point de vue de la sécurité (voir photos en annexe).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi un dispositif pareil a été installé si la maintenance n'est pas assurée?

- Monsieur le Ministre peut-il s'engager à mettre en place rapidement un autre système de prévention habituel au Luxembourg tels que des panneaux avertisseurs fonctionnant avec une barrière lumineuse?

Réponse (26.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1949, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet de la signalisation en dessous d'un pont des chemins de fer à Livange.

En effet, le dispositif visé par la question parlementaire a été mis en place par les CFL en tant que gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire de l'État. Il s'agit d'un portique de protection pour matériellement concrétiser la limitation en hauteur autrement déjà signalisée et qui est donnée au droit du passage de la route N31 en dessous du tablier ferroviaire au PK 7,522 de la ligne de Luxembourg à Bettembourg-frontière.

Cependant, la limitation en hauteur du gabarit routier est à cet endroit souvent ignorée par l'important trafic utilitaire, généré par la zone d'activité de Livange et renforcé par la proximité de l'échangeur autoroutier. Sollicitée par les CFL, l'Administration des Ponts et Chaussées a déjà maximisé l'abaissement de la chaussée au profit du gabarit routier qui, avec 4,15 m, est conforme par rapport au Code de la Route, mais reste insuffisant au vu des nombreux véhicules dépassant la hauteur admissible. L'Administration des Ponts et Chaussées a en outre fait une étude dans le but d'augmenter la hauteur libre de l'ouvrage CFL par un abaissement supplémentaire du profil en long de la N31, projet qui a dû être abandonné pour des raisons techniques.

Une signalisation réglementaire est en place, mais ne suffit pas pour exclure des heurts du tablier ferroviaire par les camions, ce qui réduit à chaque fois la pérennité du pont et potentiellement sa stabilité et la géométrie des voies.

La mission et responsabilité des CFL étant le maintien de la sécurité de l'infrastructure et de l'exploitation ferroviaire, ils se sont vus obligés d'exacerber la vigilance particulière des chauffeurs de camions.

En concertation avec l'Administration des Ponts et Chaussées et la Police grand-ducale, les CFL ont conclu qu'un dispositif de détection électronique commandant des feux lumineux n'apporterait pas la même perception qu'un dispositif matériel et devait être exclu du fait que chaque activation, fut-elle futile, exigerait la descente sur les lieux de la Police grand-ducale pour débloquer la situation.

Les CFL étudient actuellement le remplacement des ballons par des bandes en caoutchouc dur qui seraient bien visibles et matériellement sensibles mais sans s'embobiner autour de la traverse.

Question 1959 (24.2.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant les **délais d'attente des candidats au permis de conduire:**

En octobre 2010, Monsieur le Ministre avait précisé que les délais d'attente à l'épreuve pratique du permis de conduire respectivement pour débuter l'apprentissage pratique s'expliquaient par le fait que, d'une part, un bon nombre de personnes avaient attendu l'introduction des nouvelles questions pour l'examen théorique avant de commencer leur apprentissage et que, d'autre part, le taux de réussite à l'épreuve théorique s'était sensiblement amélioré de 50% à 90%. Monsieur le Ministre estimait à l'époque que cette situation devrait se normaliser une fois ce flux de candidats passé et par le fait que la tenue des examens pour la conduite des motocycles serait suspendue pendant la saison hivernale.

Or, selon mes informations la situation sur le terrain n'a guère changé. Les délais d'attente à l'épreuve théorique et pratique du permis de conduire sont toujours très importants.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelles sont les raisons de ces délais?

- Est-il envisagé d'engager des examinateurs supplémentaires afin de réduire les délais d'attente?

- Par quelles autres mesures Monsieur le Ministre entend-il remédier à cette situation?

- Ne devrait-on pas revoir les procédures pour l'obtention d'un permis de conduire?

Réponse (12.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les délais d'attente aux épreuves théorique et pratique de l'examen en vue de l'obtention du permis de conduire qui sont «toujours très importants».

En effet, suite au changement du système de l'examen théorique en mai 2010 ayant entraîné une hausse conséquente du taux de réussite, le nombre de candidats prêts à passer l'épreuve pratique du permis de conduire, en particulier dans la catégorie «B» (voiture) a augmenté sensiblement fin 2010/début 2011.

Cependant, durant la période hivernale passée, il a été possible de réduire les temps d'attente pour le passage de l'examen pratique.

Les prédites évolutions sont documentées et confirmées par les chiffres statistiques des dernières années. Ainsi les taux de réussite et d'échec aux examens théoriques ont évolué aux cours des quatre dernières années comme suit:

Année	Examens	Réussites		Recalages	
2008	14.110	7.071	50,1%	7.039	49,9%
2009	14.961	7.297	48,8%	7.664	51,2%
2010	13.585	9.393	69,1%	4.192	30,9%
2011	8.991	7.848	87,3%	1.143	12,7%

Quant au nombre des examens pratiques pour l'obtention d'un permis, celui-ci a évolué au cours des dernières années comme suit:

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Examens	11.527	11.336	12.696	12.429	12.654	11.795	14.762

Il en ressort une hausse du nombre de ces examens entre 2010 et 2011 de 25,1%.

Afin de faciliter l'inscription à l'examen pratique, un nouveau système d'inscription par e-mail a été introduit permettant aux auto-écoles d'inscrire elles-mêmes leurs clients-candidats audit examen. Ce système permet ainsi de remplacer sans formalité un candidat annoncé pour l'examen alors qu'il n'a pas encore passé tous les cours nécessaires pour être admissible. Le taux d'annulation aux examens pratiques est ainsi réduit de façon considérable.

Dans la majorité des cas, le délai entre la date de délivrance du certificat d'apprentissage et la date de délivrance du permis de conduire correspondant s'élève à quelque huit à dix semaines.

Ce délai est à considérer comme tout à fait raisonnable, sachant que pendant ces huit à dix semaines, le candidat concerné doit effectuer les cours théoriques à l'auto-école, passer (et réussir) l'examen théorique et faire son apprentissage pratique de 16 heures au moins. Pour certaines auto-écoles, le prédit délai est toutefois plus important et peut atteindre dans certains cas individuels jusqu'à 15 voire 20 semaines, sans doute en fonction du nombre élevé de clients par rapport aux instructeurs disponibles à l'auto-école.

Par conséquent et au vu de tout ce qui précède, il n'est pas nécessaire d'engager des examinateurs supplémentaires auprès de la SNCA. En effet, d'une part, au cours des trois dernières années l'effectif des examinateurs a été renforcé par une unité permanente alors que, d'autre part, trois examinateurs temporaires sont susceptibles de renforcer en cas de besoin le service des examens pratiques du permis de conduire.

Enfin, en ce qui concerne les procédures d'obtention des permis de conduire, celles-ci sont majoritairement fixées par le droit communautaire, de sorte que de grands changements ne paraissent guère être possibles dans le cadre de la réglementation communautaire actuelle. Dans le cadre de la transposition de la 3e directive sur les permis de conduire, il sera toutefois profité du renouvellement des applications informatiques servant à la gestion des permis pour développer et mettre en œuvre un nouveau logiciel qui permettra aux candidats-conducteurs de s'inscrire eux-mêmes, en concertation avec leur auto-école, à l'examen pratique de conduire, à l'image de ce qui est déjà actuellement possible pour l'examen théorique.

Question 1962 (27.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant les **urgences dentaires:**

Betreffend den zahnärztlichen Dienst an Wochenenden und Feiertagen befinden sich die Patienten bei einem Notfall nach 18.00 Uhr in einem Engpass, da der Dienst nach dieser Uhrzeit nicht mehr garantiert ist. Bleibt nur eine Alternative übrig, und das ist das Aufsuchen eines Arztes in der „Maison médicale", der nur symptomatisch behandeln kann.

Fragen:

1) Warum ist der zahnärztliche Notdienst während der Feiertage und an Wochenenden nur bis 18.00 Uhr garantiert?

2) Ist hier eine Änderung vorgesehen, um eine bessere Versorgung zu garantieren?

Réponse (5.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

An Wochenenden, von samstags 14.00 Uhr bis sonntags 18.00 Uhr, kann auf den zahnärztlichen Notdienst im Centre Hospitalier de Luxembourg zurückgegriffen werden.

Die seit Dezember 2008 im Rahmen des Ersatzdienstes der Allgemeinmediziner funktionierenden „Maisons médicales" in Luxemburg-Stadt, Esch-sur-Alzette und Ettelbrück bieten darüber hinaus die Möglichkeit, akute sowie überraschend auftretende Zahnschmerzen außerhalb der regulären Öffnungszeiten der Zahnarztpraxen zu behandeln.

Das System der „Maisons médicales", das weder die Anwesenheit noch die Verfügbarkeit eines Zahnarztes vorsieht, ergänzt somit jedoch sinnvoll den vorerwähnten zahnärztlichen Notdienst, indem es ein zusätzliches Glied in der medizinischen Versorgungskette darstellt.

Question 1963 (27.2.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**évolution du projet «Sécher Doheem»:**

In einem Beitrag, der als Editorial in der Zeitschrift „Lëtzebuerger Gemengen" erschien mit dem Titel „Sécher Doheem - Un service géré par des personnes pour des personnes", ging der Generaldirektor auf ein Projekt ein, das derzeit entwickelt werde. Er bemerkte, dass im Rahmen dieses Projektes der Anspruch verwirklicht werden solle, den betreuten Patienten in seinem globalen Bedürfnis zu versorgen. Dies gehe über den Betrieb eines traditionellen sogenannten „sozialen Alarms" wie der Telealarm hinaus und wende sich medizinischen Aspekten der Versorgung zu. Der Direktor informiert in diesem Beitrag, dass das Projekt sich in Ausarbeitung befinde und mit einem renommierten Klinikum in Luxemburg vorbereitet werde. Es gehe darum, über die Überwachung von Vitalzeichen und anderen Indikatoren den Patienten engmaschig medizinisch zu begleiten.

Fragen:

1) Ist der Minister über dieses Projekt informiert?

2) Muss der Minister das neuartige Versorgungsmodell vor seiner Inbetriebnahme validieren?

3) Wie wird die Frage der Tarifierung der Dienstleister von „Gesundheitsversorgung auf Distanz" geregelt werden? Wie steht die CNS diesem Vorhaben gegenüber?

4) Handelt es sich bei diesem Projekt um ein exklusives nationales Pilotprojekt?

5) Wird der Minister dieses Projekt finanziell unterstützen?

6) Wird der Minister andere Dienstleister ermutigen, in diese Richtung zu gehen?

7) Wird es eine externe, neutrale wissenschaftliche Aufarbeitung und Begleitung dieses Projektes geben (beispielweise durch die Uni Luxemburg), um das Versorgungsmodell zu evaluieren und somit weiter zu verbessern und weiterzuentwickeln?

Réponse (5.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Zurzeit wird das Projekt „Sécher Doheem" durch das Familienministerium, die Gemeinden sowie die Beteiligungen der Patienten finanziert.

Bis zum heutigen Tage wurde die Gesundheitskasse nicht mit einer Anfrage bezüglich der Übernahme der Kosten dieser von „Sécher Doheem" ins Auge gefassten neuen Dienstleistung befasst.

Sollte eine solche Anfrage gestellt werden, müssten diese Leistungen zuerst in das Sozialgesetzbuch aufgenommen werden, die Dienstleistungsbetriebe bestimmt werden und dann die notwendigen diesbezüglichen reglementarischen, vertraglichen und statutarischen Bestimmungen festgeschrieben werden.

Zurzeit finden im Gesundheitsministerium Diskussionen über den zukünftigen Anwendungsbereich der Telemedizin statt.

Question 1967 (28.2.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **pollution lumineuse:**

La pollution lumineuse désigne «à la fois la présence nocturne anormale ou gênante de lumière et les conséquences de l'éclairage artificiel nocturne sur la faune, la flore, la fonge, les écosystèmes ainsi que les effets suspectés ou avérés sur la santé humaine» (définition tirée de Wikipédia). Des éléments constitutifs de ce phénomène peuvent être: la sur-illumination, la présence de rayons lumineux polarisés, l'éblouissement et la luminescence du ciel nocturne.

Outre les effets cités ci-dessus, la présence d'une abondante lumière diffuse dans le ciel nocturne entrave l'observation astronomique. Elle empêche aussi les jeunes d'acquérir des connaissances fondamentales du ciel nocturne par voie d'observation directe et de se familiariser avec les constellations et l'orientation à l'aide des étoiles. Au Luxembourg, la prise de conscience concernant le phénomène de la pollution lumineuse est encore relativement récente.

Un éclairage trop intensif et mal dirigé est également générateur d'importants gaspillages d'énergie. Or, il existe de plus en plus de systèmes d'éclairage permettant une gestion efficiente et économe des flux de lumière. Ceci inclut également des systèmes d'éclairage dits intelligents fonctionnant uniquement en cas de besoin ou sur demande.

Dans ce contexte, je me réfère également à la question parlementaire n°1804 du 16 décembre 2011 concernant les enseignes commerciales *(cf. compte rendu n°5/2011-2012)*.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

1) Le Gouvernement est-il conscient des problèmes posés par la pollution lumineuse? Si oui, quelles sont les mesures qu'il entend prendre pour endiguer ce phénomène?

2) Le Gouvernement est-il en dialogue avec les représentants des communes afin de sensibiliser celles-ci aux problèmes posés par la pollution lumineuse?

3) Le Gouvernement favorise-t-il l'introduction de systèmes d'éclairage intelligents?

4) Le Gouvernement a-t-il introduit des éléments relatifs à la pollution lumineuse dans les critères définissant les parcs naturels? Si non, entend-il le faire?

5) Le Gouvernement a-t-il fait établir des cartes du Luxembourg renseignant la luminosité nocturne?

Réponse (27.4.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'une éventuelle «pollution lumineuse à cause de l'éclairage artificiel nocturne».

Le Gouvernement est au courant que la pollution lumineuse a un effet sur les écosystèmes et les organismes. La pollution lumineuse est essentiellement produite par les luminaires mal adaptés dans l'éclairage des routes, des places et surtout dans l'éclairage d'illumination.

L'organisation de séminaires sur le thème de l'éclairage public, tant par l'Administration des Ponts et Chaussées (Service électromécanique), tant par d'autres associations comme le Klimabündnis, s'inscrivent dans le but d'informer les responsables communaux sur les thèmes en relation avec l'éclairage public et notamment sur la pollution lumineuse.

Les nuisances liées aux éclairages publics des agglomérations ne font pas l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de l'étude préparatoire au plan d'aménagement général des communes. Toutefois, l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'économie d'énergies figurent comme un des objectifs de la loi modifiée du 19 juillet 2004 à prendre en compte lors de l'élaboration du plan d'aménagement général.

Des systèmes d'éclairage intelligents sont en phase de test au Luxembourg.

Actuellement, aucun critère concernant la pollution lumineuse ou les éclairages en général n'a été introduit pour définir les parcs naturels.

Des cartes du Luxembourg renseignant la luminosité nocturne n'existent pas.

Question 1970 (29.2.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **soutien aux logements pour réfugiés:**

Afin de préparer un accueil digne et adapté aux demandeurs de protection internationale au Luxembourg, certaines communes souhaitent acheter, voire créer des logements destinés prioritairement à cette fin.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les renseignements suivants:

1. Est-ce que le Gouvernement dispose d'un registre de logements non occupés appartenant à l'État et qui pourraient être repris et gérés par les communes afin d'y héberger des demandeurs de protection internationale?

2. Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement entend informer dans les meilleurs délais les communes concernées quant aux immeubles étatiques pouvant être aménagés en logements d'accueil sur leur territoire respectif?

3. De quelles aides spécifiques peuvent bénéficier les communes qui envisagent de réhabiliter de vieux logements communaux afin de pouvoir y loger des demandeurs de protection internationale?

Réponse commune (6.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Députée souhaite avoir des précisions sur l'existence de logements étatiques non occupés susceptibles d'être mis à disposition des communes pour y loger des demandeurs d'asile.

En effet, le patrimoine géré par l'Administration des Bâtiments publics comporte une série de logements de service occupés par des agents des corps de police et de la douane. Le Ministère des Finances tient l'inventaire de toutes les propriétés étatiques. Dans cet inventaire est repris, pour chaque propriété, terrain ou immeuble, un certain nombre d'éléments descriptifs dont le département ministériel auquel l'immeuble est affecté.

Dès lors, qu'un département signale la disponibilité d'un immeuble, il est vérifié à quels besoins futurs cet immeuble pourra être affecté et notamment également si cet immeuble peut servir à accueillir des demandeurs de protection internationale.

L'État dispose en outre d'une série de bâtiments, dont certaines maisons d'habitation, qui ont été acquis en vue de la réalisation de futurs projets d'infrastructures pour les besoins de différents départements ministériels. Dans la mesure où un projet est reporté par la suite, ces immeubles composent une réserve foncière nécessaire au développement futur du pays. Dans ces cas une «reprise et gestion» de ces bâtiments par des communes est à analyser en détail et au cas par cas pour une occupation transitoire. Lesdites maisons sont pour la plus grande partie vétustes et/ou situées dans le rayon non aedificandi des grands axes de circulation ou d'autres d'infrastructures. Une liste de potentialité en a néanmoins été dressée par mes services et, dans la mesure du possible, les logements ont été affectés à l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration. C'est ainsi que des terrains potentiels ont été analysés par mes services ensemble avec l'OLAI, comme p. ex. au Findel, à Sanem, à Niederanven, à Mersch, à Ettelbruck et à Tandel.

Quoi qu'il en soit, il échet de préciser que les logements actuellement disponibles sont d'ores et déjà occupés par des demandeurs de protection internationale.

Les communes seront informées des immeubles étatiques non affectés sis sur leur territoire s'il est établi que lesdits immeubles, suite à une visite des lieux par les services compétents de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), ainsi qu'une évaluation technique et financière des coûts engendrés par une éventuelle remise en état, s'apprêtent à être aménagés en logements d'accueil pour demandeurs de protection internationale.

Vu la diversité des immeubles, terrains ou autres infrastructures pouvant être mis à disposition par l'État dans le cadre de la participation des communes à l'hébergement des demandeurs de protection internationale, mes services sont actuellement en train d'élaborer une convention fixant le cadre de la prise en charge de l'État et le détail des contributions auxquelles il s'engagera.

Question 1971 (29.2.2012) de **Mme Viviane Loschetter** *(déi gréng)* concernant la **nouvelle procédure de subventionnement des mesures pour l'emploi:**

Selon nos informations, une nouvelle procédure de subventionnement des mesures pour l'emploi serait en phase d'élaboration où le degré de subventionnement des différents postes serait fixé sur base du grade d'employabilité du bénéficiaire de la mesure.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Comment la notion d'employabilité sera-t-elle définie et quelle sera la procédure pour déterminer le grade d'employabilité des demandeurs d'emploi?

2. Quelles seront les conséquences de cette nouvelle procédure pour les mesures pour l'emploi?

3. La nouvelle procédure ne risque-t-elle pas de stigmatiser davantage certains demandeurs d'emploi et donc de rendre la recherche d'un emploi encore plus difficile?

Réponse (5.4.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée, je dois d'abord rappeler que le règlement grand-ducal du 24 août 2007, déterminant le contenu de la convention d'activation individualisée, convention qui suite au vote de la réforme de l'ADEM s'intitule désormais «convention de collaboration», prévoit notamment:

«Art. 3. La convention contiendra une partie générale relative aux droits et obligations des parties contractantes ainsi qu'une partie spécifique ayant trait à la situation individuelle de chaque demandeur d'emploi signant une convention.

Art. 7. La convention mentionne également dans sa partie spécifique la/les mesure(s) ciblée(s) proposée(s) individuellement au demandeur d'emploi pour augmenter concrètement son employabilité. Ces mesures peuvent être notamment des ateliers de «recherche d'emploi» ou de motivation, des bilans de compétence, des bilans d'insertion professionnelle, des contacts avec des assistants sociaux, des formations, des cours de langue.»

Il appartient au conseiller professionnel, en tant que personne de référence du demandeur d'emploi, d'examiner en collaboration avec ce dernier les différentes possibilités de recherche d'emploi, notamment les offres d'emploi qui peuvent lui convenir.

Le profilage du candidat ainsi que le niveau de son employabilité seront évalués par rapport à huit domaines prévus à cet effet, y inclus les aspects sociaux et l'état de santé en vue de promouvoir les démarches à faire pour réussir la recherche d'emploi.

Le conseiller professionnel, assisté par un agent spécialisé (éducateur, assistant social ou psychologue du travail), établit un diagnostic en prenant en compte les points forts et les points faibles du demandeur. En outre, il précise, avec le demandeur, les démarches à suivre par ce dernier; ces éléments seront alors inscrits dans la partie spécifique de la convention de collaboration.

Elle sera signée, ainsi que son nom l'indique, dans un esprit de collaboration entre l'Agence pour le développement de l'emploi et le demandeur d'emploi.

La convention de collaboration a pour but de guider le demandeur dans ses démarches visant à augmenter ses chances de (ré)insertion professionnelle.

La convention se compose d'une partie générale, identique pour tous les demandeurs d'emploi, et d'une partie spécifique, qui tient compte de la situation individuelle du demandeur en question.

Seront notamment examinées avec le demandeur les questions touchant à son parcours professionnel, à son projet professionnel, à ses démarches de recherche d'emploi, à sa situation sociale, à sa santé et condition physique ou psychique, à sa mobilité et le cas échéant à la garde de ses enfants.

Comme la plupart des promoteurs de mesures en faveur de l'emploi (stage de réinsertion, mesures emploi jeunes…) emploient des demandeurs d'emploi envoyés par les agents de l'ADEM, il n'y a pas d'incidences négatives. Il ressort d'une dernière évaluation des mesures jeunes que celles-ci améliorent assez sensiblement l'insertion professionnelle des bénéficiaires. Pour le moment, les conventions prévoient que tous les bénéficiaires reçoivent le salaire social minimum sans distinction en fonction de leur éventuel niveau d'employabilité.

En ce qui concerne les initiatives prises par les employeurs en matière de lutte pour l'intégration des demandeurs d'emploi difficiles à insérer ou à réinsérer sur le marché du travail, la loi du 3 mars 2009 contribuant au rétablissement du plein emploi dispose en son article L.591-2 du Code du Travail que ces activités doivent avoir comme finalité l'intégration de personnes éprouvant des difficultés particulières à trouver un emploi indépendamment de la situation conjoncturelle.

Il apparaît que pour un certain nombre de personnes engagées par des initiatives sociales, l'insertion réussit dans la mesure où l'employabilité est améliorée.

Une des tâches principales de l'Agence pour le développement de l'emploi est d'accompagner et d'aider le demandeur dans ses démarches de recherche d'un emploi.

Cet accompagnement des demandeurs d'emploi consiste dans un suivi individuel et adapté à la personne, permettant ainsi de responsabiliser le demandeur dans sa recherche.

L'ADEM essaye donc, grâce à cet encadrement individualisé, de mettre toutes les chances d'une réintégration réussie du côté du demandeur d'emploi et, par conséquent, on ne peut pas parler dans ce cas d'une stigmatisation des personnes à la recherche d'un emploi.

Question 1973 (29.2.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**attractivité du siège Luxembourg pour les fonctionnaires européens:**

Il me revient que les fonctionnaires européens travaillant sur le site de Luxembourg se plaignent de la perte de leur pouvoir d'achat par rapport à leurs pairs affectés à Bruxelles. Cette disparité du pouvoir d'achat n'est pas sans avoir de conséquences négatives sur la politique du siège de notre pays. Elle n'encourage pas de jeunes fonctionnaires à choisir Luxembourg comme lieu d'affectation en début de carrière.

Si on a considéré dans les premières décennies du fonctionnement des institutions européennes qu'il y avait parité de pouvoir d'achat entre Bruxelles et Luxembourg, il est apparu au cours de la première décennie du nouveau millénaire que cette parité a disparu au détriment de Luxembourg. En effet, une étude de 2006 indiquait pour cette année un indice de parité de pouvoir d'achat pour Luxembourg de 105,8 par rapport à 100 pour Bruxelles. D'autres indications de 2010 montrent que cet indice a augmenté à 107,7 pour Luxembourg. Il s'y ajoute que le prix des logements est nettement supérieur à Luxembourg comparé à Bruxelles de sorte que les organisations syndicales proposent une indemnité de logement pour redresser la parité de pouvoir d'achat. Par ailleurs il convient de noter que les agents contractuels de l'UE à Luxembourg ont un niveau de rémunération aux grades inférieurs qui se situe au niveau du salaire minimum luxembourgeois.

- Ces constatations m'amènent à demander à Monsieur le Ministre comment le Gouvernement luxembourgeois entend se situer dans la discussion qui s'engage autour d'un coefficient correcteur pour les fonctionnaires européens à Luxembourg. Quelles mesures concrètes compte-t-il proposer pour assurer l'attractivité du siège de Luxembourg eu égard à la situation des rémunérations de la fonction publique européenne? Le Gouvernement trouve-t-il un appui à la Commission européenne dans ses efforts pour maintenir à Luxembourg non seulement des services techniques de la Commission, mais aussi des services politiquement importants assurant des perspectives de carrière à de jeunes fonctionnaires européens?

Réponse (29.3.2012) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères:*

La question parlementaire de Monsieur Fayot pose le problème de l'attractivité du Luxem-

bourg en tant que siège d'instances internationales aujourd'hui.

Dans l'ensemble, les efforts entrepris par les autorités luxembourgeoises ont porté leurs fruits. Au premier janvier 2012, une quinzaine d'instances internationales, presque toutes à vocation européenne et quelque 12.000 fonctionnaires internationaux, dont de nombreux luxembourgeois, sont implantés au Luxembourg. Il s'agit du Secrétariat général du Parlement européen, de la Commission européenne avec des entités administratives issues de huit Directions générales, d'Eurostat, de l'Office des publications et du Centre de traduction, des réunions du Conseil de l'Union européenne durant les mois d'avril, juin et octobre, de la Curia de l'UE composée de la Cour de Justice, du Tribunal et du Tribunal de la Fonction publique, de la Cour des Comptes de l'UE, de la Banque européenne d'investissement et du Fonds européen d'investissement, de la European Financial Stability Facility (EFSF), des deux Écoles européennes, de la Cour de l'Association européenne de libre échange, d'Eurocontrol, de la NAMSA, de l'institut en charge d'appliquer l'Accord partiel élargi sur les itinéraires culturels (Conseil de l'Europe) et parmi les Fédérations sportives européennes, la Ligue européenne de natation, l'European Tennis Table Union et la Confédération européenne de Volley-ball.

Leur présence à Luxembourg est importante à plus d'un titre. C'est d'abord une marque de confiance et d'estime de la part de la Communauté internationale en faveur de notre pays. Le nombre de fonctionnaires internationaux à Luxembourg et l'ampleur des budgets de fonctionnement à disposition des instances respectives font de cette présence un atout déterminant pour notre tissu social et économique.

Le Luxembourg s'est, très tôt, doté des instruments pour faciliter, voire inciter l'implantation d'instances internationales sur son territoire. Le Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg et le Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens en sont les vecteurs les plus visibles et les plus impliqués.

Si le Luxembourg a su préserver et développer sa position en tant que siège notamment d'institutions et instances de l'UE jusqu'à aujourd'hui - j'en veux pour preuve la décision très récente des pays de la zone Euro, d'implanter le mécanisme européen de stabilité au Luxembourg - il n'en demeure pas moins que ces instances rencontrent, à l'instar de beaucoup de pays de notre continent, des difficultés budgétaires importantes et cela depuis un moment déjà. Ainsi, les fonctionnaires européens engagés à partir de 2004 ont subi une diminution sensible de leurs revenus.

Il faut savoir aussi que depuis 1974 les fonctionnaires européens bénéficient des mêmes conditions salariales à Bruxelles qu'au Luxembourg. Or, si la vie à Bruxelles s'est avérée plus chère en 1974 et les années suivantes, la tendance s'est inversée depuis un moment déjà, particulièrement au plan de l'immobilier.

À ceci il convient d'ajouter que le fonctionnariat européen fait actuellement l'objet d'une entreprise de réforme ambitieuse, tant au niveau du statut qu'à celui des salaires.

Le Luxembourg, en tant qu'État membre de l'UE, participe de plein droit aux différents fora de négociation sur les questions de salaire et de statut des fonctionnaires européens et mettra tout en œuvre pour préserver l'attractivité du siège luxembourgeois. Je signale à ce titre que nous n'avons pas donné notre accord à la proposition de la Commission visant à réformer le coefficient correcteur. Le Luxembourg offre déjà un certain nombre de mesures pour inciter les fonctionnaires internationaux à être mutés à Luxembourg, mesures qui n'existent nulle part ailleurs. Je crois cependant aussi que nous devrons réfléchir à une amélioration de notre attractivité, notamment en ce qui concerne les services de la Commission implantés à Luxembourg. Cette réflexion sera conduite de concert avec les autres Ministres concernés ici.

L'amélioration la plus efficace de l'attractivité du site luxembourgeois, du moins en ce qui concerne les entités administratives de la Commission présentes à Luxembourg, réside dans une organisation plus fonctionnelle de ses entités. Les refontes successives des Directions générales de la Commission, depuis l'accord de siège en 1965, ont conduit à un émiettement des entités administratives à cheval entre Bruxelles et Luxembourg qui pèse sur leur bon fonctionnement. La Commission et les autorités compétentes luxembourgeoises ont prévu d'aborder cette question à très brève échéance, pour entamer des discussions permettant d'aboutir à une meilleure répartition des services communautaires entre Bruxelles et Luxembourg, un fonctionnement efficient et une présence pérenne de ces entités à Luxembourg.

Question 1974 (29.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **CR314 entre Eschdorf et Lultzhausen:**

Je viens de constater que le chemin repris reliant le village d'Eschdorf à la localité de Lultzhausen (CR 314) se trouve dans un état périlleux sur un tronçon de plusieurs kilomètres. Étant donné que ce chemin permet d'accéder directement à l'espace naturel et récréatif que forme le lac de la Haute-Sûre, l'Administration des Ponts et Chaussées s'est vu obligée de placer le long de cette voie routière différents panneaux de signalisation afin d'attirer l'attention des usagers de la route sur les risques évidents qui s'y présentent. Au vu de l'état dangereux de cette voie routière, je suppose que l'administration compétente a préparé un projet de réaménagement pour pallier d'urgence les périls manifestes.

Voilà pourquoi je m'empresse de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'inévitable projet de redressement de ce tronçon de route? Selon quel calendrier les travaux en question pourront-ils être mis en œuvre?

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions sur les autres chantiers routiers qui sont actuellement réalisés sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Sûre?

Réponse (2.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du renouvellement du CR314.

Une première partie de cette route a déjà pu être réalisée fin juillet 2011 entre Eschdorf et Lultzhausen jusqu'au carrefour avec le CR307.

Une deuxième partie ayant pour objet de renforcer le CR307 en direction de Neunhausen sera achevée à la mi-mai 2012.

Enfin, les travaux de redressement du tronçon du CR314 en très mauvais état évoqué par l'honorable Député pourront commencer en principe après le congé collectif de l'été 2012. Toutes les emprises nécessaires viennent d'être acquises et toutes les autorisations nécessaires de la part du département de l'Environnement sont accordées, de sorte que le dossier de soumission définitif pour les travaux projetés pourra être autorisé prochainement.

À préciser encore que le phasage de ces projets a été nécessaire pour tenir compte des travaux dans les environs effectués par la Division des ouvrages d'art à l'OA499 (fin des travaux prévue en septembre 2012) et à l'OA498 (début des travaux prévu en septembre 2012).

D'ailleurs, le phasage des travaux s'est également imposé pour pouvoir permettre à tout moment le déroulement normal du transport scolaire par les bus RGTR dans cette région.

Quant aux autres chantiers routiers actuels sur le territoire de la commune d'Esch-sur-Sûre, il y a lieu de citer le redressement de la route N27 entre Esch-sur-Sûre et Lultzhausen, qui devra en principe être achevé avant le début du congé collectif de l'été 2012.

Question 1975 (29.2.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant l'**évolution du canton de Clervaux:**

Depuis le milieu des années 1990, le canton de Clervaux se distingue par un développement favorable. La coopération intercommunale, dans le cadre du syndicat intercommunal Sicler, a porté ses fruits et a contribué à diversifier le tissu socio-économique de la région. Je suis en outre convaincu que la construction d'un lycée à Clervaux continuera à soutenir ce processus de développement.

Néanmoins, malgré tous les efforts réalisés par les acteurs publics, notamment par les communes, il faudra encore varier davantage le paysage économique de la partie septentrionale du pays, surtout sur le plan des activités tertiaires.

Dans le souci d'avoir une image plus complète de cette région, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur et à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer l'évolution démographique du canton depuis le début des années 1990 en tenant compte des différentes classes d'âge?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils retracer également l'évolution du nombre d'emplois créés dans le canton de Clervaux depuis les années 1990 en ventilant par branche économique? Qu'en est-il de l'évolution du nombre de personnes qui résident dans le canton et qui travaillent dans une commune située en dehors de celui-ci? Comment le taux de chômage a-t-il évolué dans la région entre 2000 et 2012? Quelles sont les communes du canton de Clervaux et quelles sont les branches économiques qui ont connu la plus forte croissance en matière d'emplois? Est-il possible de situer ces chiffres dans un contexte national?

- Messieurs les Ministres peuvent-ils fournir des informations sur des investisseurs potentiels qui leur auraient signalé de s'établir éventuellement dans les zones d'activités économiques situées dans le canton de Clervaux? Qu'en est-il des terrains qui restent disponibles afin d'accueillir des entreprises nouvelles dans les zones existantes? Un agrandissement de ces zones est-il envisagé? Dans l'affirmative, quels sont les sites qui ont été retenus en vue d'une pareille expansion?

- Dans quelle mesure le Parc naturel de l'Our a-t-il contribué (peut-il contribuer) à diversifier le tissu socio-économique de la région (cantons de Clervaux et de Vianden)? Combien de postes de travail ont été créés dans le cadre du parc naturel à proprement parler?

Réponse commune (19.4.2012) de **M. Etienne Schneider,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et **de M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur l'évolution démographique et le développement économique du canton de Clervaux.

Depuis le 1er janvier 2012 le canton de Clervaux regroupe les communes de Clervaux, Parc Hosingen, Troisvierges, Weiswampach et Wincrange. Avant les fusions des communes de Clervaux et du Parc Hosingen, le canton regroupait huit communes. Rappelons que la commune de Hoscheid faisait partie du canton de Diekirch avant l'intégration dans la commune de Parc Hosingen.

Le canton de Clervaux comptait au 1er janvier 2011 une population de 14.800 habitants. En considérant la période de 1991 à 2011, la population résidente dans les communes du canton de Clervaux a augmenté de 44,5% alors que lors de la même période, la population au Grand-Duché de Luxembourg a augmenté de 33,1%.

Les tableaux suivants reprennent la répartition des classes d'âges en 1995 et en 2010 en%:

1995					2010				
	Classes d'âge			Total		Classes d'âge			Total
	0-19	20-64	65-			0-19	20-64	65-	
Canton Clervaux	25,34	58,75	15,91	100,00	Canton Clervaux	24,53	62,07	13,40	100,00
Grand-Duché	23,34	63,14	13,52	100,00	Grand-Duché	22,85	63,26	13,89	100,00

Sources: Centre informatique de l'État, données non publiées

Les tableaux suivants reprennent l'évolution de la population ayant un emploi et le taux de chômage en 1991 et fin 2010:

	1991				Fin 2010		
	Pop. ayant un emploi (nombre)	Chômeurs (nombre)	Taux de chômage		Pop. ayant un emploi (nombre)	Chômeurs (nombre)	Taux de chômage
Canton Clervaux	4.082	76	1,83%	Canton Clervaux	6.529	454	6,50%
Grand-Duché	163.928	3.317	1,98%	Grand-Duché	207.923	15.567	6,97%

Sources: Statec

En 2001, 5.001 personnes ayant un emploi résidaient au canton de Clervaux. 58% de ces personnes travaillaient au sein du canton et 42% en dehors de celui-ci. Le nombre d'emplois au canton de Clervaux s'élevait à 3.069 en 2001. Presque 50% de ces emplois étaient situés dans les communes Troisvierges et Clervaux (Source: Statec, recensement de la population 2001). Des chiffres plus récents ne seront disponibles qu'après évaluation du recensement de la population en 2011 par le Statec.

Suivant le répertoire des entreprises luxembourgeoises du Statec, le nombre d'entreprises enregistrées dans le canton de Clervaux a évolué comme suit de 1997 à 2001:

1997	
Secteur	Entreprises
Secteur primaire	6
Secteur secondaire	98
Secteur tertiaire	530
Total	634

2011	
Secteur	Entreprises
Secteur primaire	2
Secteur secondaire	263
Secteur tertiaire	1.070
Total	1.335

Sources: Statec, répertoires des entreprises 1997 et 2011

Ces chiffres ne prennent pas en compte les établissements publics, les services de la santé et les agriculteurs.

Le Syndicat intercommunal pour la promotion du canton de Clervaux (Sicler) gère actuellement cinq zones d'activités économiques à caractère régional, à savoir à Troisvierges, à Eselborn/Lentzweiler, à Hosingen et à Clervaux. Au total 38 entreprises y sont implantées avec 2.242 salariés (données 2012, source: Sicler). Ces postes de travail ont été essentiellement occupés par des frontaliers (72,5%). Quant aux questions relatives au développement économique du canton de Clervaux, il échoit de constater que ce canton profite comme tout autre canton du soutien de la part de l'État à travers les différents plans d'action soutenant l'investissement et la création d'emplois. Les entreprises qui souhaitent s'implanter s'adressent directement aux syndicats intercommunaux.

Le canton de Clervaux profite également des services du Guichet unique PME qui assure l'accompagnement d'entrepreneurs ou de créateurs d'entreprise. Ce service travaille en étroite collaboration avec la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers afin de pouvoir profiter de synergies avec les deux chambres professionnelles.

Dans le cadre du Parc naturel de l'Our huit postes de travail ont été créés. À ces postes s'ajoutent des postes créés en coopération avec le Parc Naturel - par exemple pour le projet «Clervaux-cité de l'image».

Question 1976 (1.3.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant la **contamination d'une zone de protection I du Lac de la Haute-Sûre:**

L'Administration des Ponts et Chaussées est, selon mes informations, actuellement en train de refaire deux ponts dans les alentours du Lac de la Haute-Sûre.

Un des ponts concernés se trouve dans la zone de protection I, laquelle s'étend du mur de barrage jusqu'à l'entrée de Lultzhausen. Au mois de janvier quelque 1.500 litres de gazole se

seraient écoulés dans le contexte de ce chantier d'un réservoir de carburant et auraient contaminé les alentours.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quel a été l'impact de cet incident sur l'environnement et notamment sur la réserve d'eau potable?

- À combien s'élèvent les frais d'assainissement du terrain contaminé? Qui a couvert ces frais?

Réponse (29.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet d'un déversement accidentel de quelque 400 litres de gasoil (et non pas de 1.500 litres comme l'expose l'honorable Député) qui a eu lieu en date du 23 janvier 2012 au chantier de la reconstruction du pont portant la N27 sur un des bras secondaires de la retenue de la Haute-Sûre entre Lultzhausen et Esch-sur-Sûre (zone de protection I).

Vu la proximité avec le lac de la Haute-Sûre et le risque de contamination du milieu aquatique, il a été procédé immédiatement à l'excavation des terres polluées. Un barrage flottant avait également été mis en place de façon préventive pour recueillir d'éventuelles traces d'hydrocarbures percolées le cas échéant jusqu'au lac. Cependant, des analyses effectuées sur des prélèvements d'eaux n'ont toutefois pas relevé des anomalies.

Les travaux de dépollution des sols par excavation des terres polluées ont fait l'objet d'une surveillance continue par un organisme agréé et seront également réceptionnés par un (autre) organisme agréé.

La prise en charge des frais d'assainissement se fait selon le principe du pollueur-payeur par l'entreprise de construction à l'origine de cet incident. À noter cependant que l'envergure totale des frais d'assainissement n'est pas encore connue en ce moment de même que la détermination finale et précise de l'ensemble des circonstances à l'origine de cet incident.

Question 1977 (1.3.2012) de **M. François Bausch** *(déi gréng)* concernant le **comité des usagers des transports en commun:**

Le comité des usagers des transports en commun constitué il y a six mois vient d'adresser une lettre (en annexe) datée au 19 février 2012 à Monsieur le Ministre Claude Wiseler en soulevant différents malaises en relation avec le non-fonctionnement de ce comité.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que les affirmations contenues dans la lettre en question sont exactes?

- Quelles sont les raisons de ce manque de collaboration manifeste de la part du Ministère?

- Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis que les missions du comité en question définies par le Ministère restent toujours valables?

- Est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas devoir charger une personne au sein du Ministère avec la coordination des travaux de ce comité?

- De quelle façon Monsieur le Ministre entend-il agir dans le futur pour que le comité des usagers puisse remplir ses missions dans les meilleures conditions?

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Réponse (29.3.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1977, l'honorable Député souhaite s'informer au sujet du comité des usagers des transports en commun, institué lors de la semaine de mobilité en 2011.

Notons tout d'abord que la première réunion du comité des usagers a eu lieu en date du 29 septembre 2011. Cette première réunion, dirigée par un modérateur externe et indépendant avait comme objectif de déterminer les attentes des membres du comité des usagers et de situer le cadre de leur mission. Lors de la deuxième réunion, qui a eu lieu en date du 17 novembre 2011, dirigée de nouveau par un modérateur externe, le comité a procédé à l'élection d'un porte-parole.

Lors d'une troisième réunion de travail, cette fois-ci sans modérateur, qui a eu lieu en date du 17 janvier 2012, le comité a commencé à traiter les requêtes des usagers qui l'ont contacté via le formulaire de contact installé par le Verkéiersverbond sur son site Internet. De cette dernière réunion sont issues quelques propositions concrètes, qui seront mises à l'étude.

Rappelons tout d'abord que le rôle et l'objectif du comité des usagers est de:

- Représenter les intérêts des divers groupes d'usagers des transports en commun.

- Rassembler les propositions d'amélioration des membres et des usagers en général.

- Faire des suggestions et propositions de mesures visant l'amélioration de la situation générale.

- Informer le public sur les travaux du comité des usagers par le biais de communiqués de presse.

Dans l'esprit d'assurer une parfaite indépendance du comité des usagers, il a été jugé utile que ni le personnel du département des Transports, ni le personnel du Verkéiersverbond ne participe aux réunions du comité. Il a été cependant clairement indiqué lors de la première réunion que sur demande du comité, un représentant du département des Transports ou du Verkéiersverbond pourra présenter les projets en cours.

Dans la phase actuelle du comité des usagers, une communication plus structurée des projets en matière de transports en commun devient effectivement opportune. Lors des prochaines séances du comité des usagers, il est prévu qu'un expert du Verkéiersverbond se chargera de présenter les projets d'infrastructures actuels aux membres du comité.

En ce qui concerne la coordination technique et administrative des travaux du comité des usagers, celle-ci incombe au Verkéiersverbond, qui en a reçu la mission par règlement grand-ducal modifié du 9 juillet 2007.

Question 1978 (1.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**installation de radars fixes à des endroits réputés dangereux:**

Le programme gouvernemental prévoit «d'installer des radars fixes à des endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise». À plusieurs reprises, Monsieur le Ministre du Développement durable a précisé que ces radars seraient installés en 2011 «et au pire en 2012».

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Quand les premiers radars fixes seront-ils installés au Luxembourg?

2) Comment les «endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise» sont-ils choisis, et par qui?

3) Ces endroits ont-ils déjà été définis et, le cas échéant, Monsieur le Ministre peut-il en donner les coordonnées?

4) Ces endroits seront-ils annoncés par une signalisation spécifique?

5) Ces endroits pourront-ils être répertoriés dans des systèmes de navigation par GPS?

6) Qui collectera les données récoltées par les radars automatiques, le Gouvernement ayant annoncé qu'il «veillera dans ce contexte à la protection de la vie privée»?

7) Quelles seront les voies de recours pour les automobilistes désirant s'opposer aux constations faites par les radars automatiques?

8) Les automobilistes circulant avec des véhicules non immatriculés au Luxembourg seront-ils également sanctionnés? Avec quels pays existe-t-il des accords de coopération en la matière, respectivement avec quels pays le Luxembourg négocie-t-il actuellement de tels accords?

Réponse commune (12.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Par sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la mise en place de radars fixes sur le réseau routier luxembourgeois.

Conformément à la déclaration gouvernementale de 2009, «le Gouvernement est déterminé à continuer sa politique en matière de sécurité routière. Depuis 2001, le Luxembourg a réussi à diminuer le nombre des accidents mortels de 50% en alternant les mesures préventives et répressives qui doivent être poursuivies». Dans sa lutte contre l'insécurité routière, le Gouvernement envisage la mise en place d'un système de contrôle-sanction automatisé (CSA) sur le réseau routier luxembourgeois.

Le groupe de travail «caméras-comité de pilotage», qui fonctionne sous la tutelle de la Commission de Circulation de l'État, a été chargé d'accompagner la rédaction des dispositions légales et réglementaires en vue de la mise en place du système CSA. Les dernières ébauches des avant-projets de loi et de règlements grand-ducaux sont actuellement soumises pour accord aux différents acteurs impliqués.

Parallèlement, le Gouvernement vient de lancer un appel à candidatures pour le centre de traitement et est en attente des propositions chiffrées de la part de fournisseurs potentiels.

En ce qui concerne le calendrier, il est vrai que certaines questions d'ordre technique et juridique rendent difficile d'avancer une date précise. Il est prévu qu'elle se fera une fois la procédure législative et la soumission publique abouties.

L'objectif poursuivi par le Gouvernement dans le cadre de la mise en place de radars au Luxembourg est d'améliorer la sécurité routière. Il est prévu que les radars fixes seront installés «à des endroits réputés dangereux où la visibilité est particulièrement mauvaise». Dans cet ordre d'idées, le groupe de travail «audits de sécurité», qui fonctionne sous la présidence de l'Administration des Ponts et Chaussées, a reçu pour mission d'identifier, sur base d'une analyse approfondie de l'accidentologie, les endroits dangereux sur le réseau routier luxembourgeois pour y installer, le cas échéant, des radars, à condition de la faisabilité technique. La liste des sites à pourvoir de radars reste à être définitivement retenue.

Une signalisation spécifique des tronçons surveillés par radar peut être envisagée. Quant à une éventuelle localisation par GPS, il est fort probable que les fournisseurs de cartes pour systèmes de navigation vont intégrer la localisation des radars dans leurs bases de données.

Les traitements des données à caractère personnel requis en vue d'identifier les contrevenants seront faits par la Police grand-ducale, et ce en respect avec la législation sur la protection des données. Dans ce contexte, la Commission nationale pour la protection des données a d'ailleurs été consultée lors de la phase d'élaboration des textes légaux et son avis sera encore demandé au sujet des spécifications techniques des systèmes et équipements.

Il va sans dire que le contrevenant présumé devra disposer de moyens de contestation équitables et raisonnables. Dans cet ordre d'idées, différents cas de figure seront prévus.

Enfin, en vue d'assurer l'égalité de traitement entre contrevenants résidents et non résidents, les autorités luxembourgeoises doivent pouvoir accéder aux données relatives aux véhicules immatriculés à l'étranger. Actuellement la zone frontalière est couverte par l'accord du 24 octobre 2008 signé entre l'Allemagne, la Belgique, la France et le Luxembourg en vue du renforcement de la coopération transfrontalière entre leurs autorités policières et douanières respectives. Au niveau européen, la directive 2011/82/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 facilitant l'échange transfrontalier d'informations concernant les infractions en matière de sécurité routière prévoit la création d'un système d'échange d'informations transfrontalier. Cette directive devra être transposée dans les différents États membres jusqu'au 7 novembre 2013.

Question 1979 (2.3.2012) de **M. Fernand Etgen** *(DP)* concernant le **calcul du congé politique des enseignants:**

La loi communale du 13 décembre 1988 institue un congé politique pour les membres des collèges échevinaux et des conseils communaux. Le règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 fixe le nombre maximal des heures de congé politique par semaine attribués aux mandataires communaux en fonction de leur tâche et du nombre d'habitants de leur commune.

Or, ni la loi, ni le règlement grand-ducal ne déterminent avec précision le mode de calcul du congé politique pour les enseignants dont la tâche exprimée en nombre de leçons est inférieure à 40 heures par semaine.

Comme la manière selon laquelle le patron accorde le congé politique à son salarié relève exclusivement de la compétence de ce patron, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- De quelle façon est effectué le calcul du congé politique des enseignants?

- Y a-t-il une différence dans les calculs pour les différents ordres d'enseignement (école fondamentale, enseignement secondaire et secondaire technique)? Dans l'affirmative, quelles seraient les raisons expliquant cette différence?

- Est-ce que l'attribution du congé politique pour les enseignants est appliquée de manière uniforme à travers le pays?

Réponse (30.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le règlement grand-ducal modifié du 6 décembre 1989 concernant le congé politique des bourgmestres, échevins et conseillers communaux est également applicable pour le calcul du congé politique des enseignants.

Sur base de l'article 6, alinéa 4 du règlement grand-ducal modifié du 24 juillet 2007 portant fixation de la tâche des enseignants des lycées et lycées techniques, les activités connexes sont rémunérées soit par indemnités, soit moyennant décharge de la tâche d'enseignement. Une décharge d'une leçon d'enseignement correspondant à deux heures de travail. Les heures de congé politique sont donc converties en leçons d'enseignement à raison de deux heures de congé pour une leçon d'enseignement.

Ce mode de calcul est en principe utilisé pour tous les ordres d'enseignement.

Une demande individuelle pour la décharge de la tâche doit être présentée après les élections, respectivement au début de chaque année scolaire, avec en annexe un certificat afférent, établi par la commune.

Au cas où le mandat politique viendrait à cesser, le bénéfice de la décharge sera arrêté au premier jour du mois suivant.

Question 1980 (2.3.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant l'**augmentation du nombre de demandeurs de protection internationale:**

Lors de la conférence de presse consécutive au Conseil de Gouvernement du 17 février 2012, Monsieur le Premier Ministre a commenté en ses termes les critiques formulées contre la réduction de l'aide sociale des demandeurs de protection internationale: «Bei dieser Gelegenheit sagte der Staatsminister auch, dass Integrationsministerin Marie-Josée Jacobs die Finanzhilfe für Flüchtlinge deswegen stark abgesenkt habe, weil Immigrationsminister Nicolas Schmit der Meinung sei, „dass die Zahl der Asylsuchenden zu stark angestiegen ist".» Ces propos ont été rapportés, entre autres, par le Luxemburger Wort.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

1) Souscrivez-vous au développement de Monsieur le Premier Ministre?

2) Est-ce que l'analyse de la situation faite par Monsieur le Ministre de l'Immigration n'est pas partagée par l'ensemble du Gouvernement?

3) Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Immigration est à l'origine de la décision de baisser l'aide sociale pour demandeurs de protection internationale? Si oui, pourquoi et à quel effet précis? Si non, qui d'autre?

Réponse (15.3.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

En réponse à la question parlementaire, je peux informer l'honorable Député que je suis d'avis que le Luxembourg doit assurer à toute personne qui, au titre de la Convention de Genève de 1951, a besoin d'une protection internationale, un accueil digne et une procédure conforme aux dispositions internationales et communautaires que nous avons transposées dans notre législation.

Pour ce qui est des demandeurs d'asile en provenance de certains pays des Balkans dont notamment la Serbie et l'ARYM, deux pays qui sont engagés dans un processus d'adhésion à l'Union européenne, ces demandeurs n'ont pratiquement aucune chance d'obtenir un statut de protection internationale ni au Luxembourg ni dans un autre pays de l'Union. Ils ont représenté 64,4% des demandeurs en 2011, soit 1.393 personnes. Pour les deux premiers

mois de cette année, le nombre total des demandeurs s'est élevé à 356 en comparaison avec 102 pour 2010 et 263 pour 2011. 49,72% des demandeurs sont de nouveau originaires des deux pays candidats à l'adhésion.

La politique qui a été discutée au Conseil de Gouvernement et qui n'y a été contestée par personne a été exposée par le Premier Ministre dans son discours sur l'État de la Nation en mars de l'année dernière:

«Mä mir hunn eis och Erausfuerderungen ze stellen, déi vu baussen op eis zoukommen. Ech schwätze vun de Flüchtlingen, deenen hir Zuel am leschte Joer a besonnesch an de leschte Méint bestänneg zougeholl huet. (…) Mir sinn der Meenung, datt Serbien e séchert Land ass. Et ass e Land, dat mëttel- a laangfristeg eng europäesch Perspektiv huet. Den aktuelle Flüchtlingsstroum aus Serbien no Westeuropa, an domat och op Lëtzebuerg - et deet mer leed, datt ech dat an esou schaarf Wierder muss paken -, dee muss un d'Stoe kommen. (...)»

Le règlement grand-ducal présenté par la Ministre de la Famille qui adapte les aides pour les demandeurs d'asile qui bénéficient d'une totale prise en charge en ce qui concerne le logement, la nourriture, les soins médicaux, le transport, etc., pour les aligner sur celles payées par nos pays voisins, a été adopté par le Gouvernement en Conseil.

Question 1981 (5.3.2012) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**acide gamma-hydroxybutyrique connu comme «drogue du viol»:**

Le GHB (acide gamma-hydroxybutyrique), mieux connu comme «drogue du viol» est un produit stupéfiant que les consommateurs utilisent pour favoriser des relations sexuelles «forcées». Les hommes y trouveraient une relative stimulation sexuelle, les femmes verraient leur sexualité exacerbée, avec des relations multiples, involontaires et dont elles garderaient inconstamment le souvenir. Le produit serait parfois mis dans les boissons à l'insu des consommatrices. Il s'ensuivrait des relations sexuelles «consentantes» et débridées.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si des cas de viol suite à l'administration de GHP sont connus au Luxembourg?

2. En tout état de cause, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prévoir afin de sensibiliser les adolescents?

Réponse commune (5.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé,* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice:*

1. Aucun cas de viol suite à l'administration de GHB n'a été rapporté aux services compétents relevant du département de la Santé.

Le Parquet a toutefois été saisi de plusieurs plaintes de femmes qui ont affirmé qu'un produit aurait été mis dans leurs boissons à leur insu. Heureusement aucun de ces différents faits rapportés aux autorités judiciaires n'a été suivi d'un viol.

2. Il convient de signaler à l'honorable Députée que j'ai déjà, à travers ma réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Aly Jaerling du 28 février 2002 *(cf. question parlementaire n°1551 - compte rendu n°7/2001-2002)*, apporté un certain nombre de précisions en rapport avec l'ensemble des «drogues de viol».

Des informations relatives aux substances en question et des moyens préventifs sont véhiculées par l'intermédiaire des associations spécialisées et plusieurs interventions, notamment du coordinateur national drogues, à ce sujet dans les médias nationaux ont eu lieu au cours des dernières années.

D'un point de vue juridique, il convient de relever que l'acide gamma-hydroxybutyrique (GHB) a été mis sous contrôle en 2008 par le biais d'un classement sous le régime du règlement grand-ducal du 4 mars 1974 concernant certaines substances toxiques.

La problématique abordée par l'honorable Députée est à situer dans le contexte général de la prévention auprès de jeunes et plus particulièrement en milieu festif. En ce sens, le Centre de Prévention des Toxicomanies (CePT) a lancé une série d'actions de prévention en milieu scolaire et en milieu festif. L'objectif principal du travail en milieu festif est de renforcer la responsabilité des visiteurs mais également des organisateurs et de leur personnel; le phénomène des «drogues de viol» faisant bien entendu partie des thèmes y associés.

Dans le cadre du projet MAG-NET, le CePT assure une présence en milieu festif à travers le Grand-Duché de Luxembourg tout en bénéficiant des expériences transfrontalières, mais également de l'expertise acquise dans ce domaine grâce à la participation du CePT dans les projets européens Democracy, Cities & Drugs II (groupe de travail Safer Nightlife), Club Health et le Nightlife Empowerment & Well-being Implementation Project.

Le développement des actions en matière d'information et de prévention dans les lieux de vie nocturne et en milieu festif figure par ailleurs parmi les mesures retenues par le plan d'action gouvernemental 2010-2014 en matière de lutte contre les drogues et les addictions.

Question 1982 (5.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**occupation de lits des hôpitaux:**

Auch in diesem Jahr kam es in der kalten Winterzeit zu erhöhtem Andrang in den Arztpraxen und in den Kliniken. Wie zu erwarten war, haben sich immer wieder virale Epidemien eingestellt mit Infektionen im bronchopulmonalen und im intestinalen Bereich. Die Bettenbelegung in den Kliniken scheint während der letzten Monate konstant hoch gewesen zu sein. Auch litten einige Kliniken an Überbelegung und eine Einweisung von Patienten war zuweilen schwierig. Da die Daten zur Aktivität der Kliniken eingesammelt werden, möchte ich folgende Fragen stellen:

Fragen:

1) Wie war die Bettenbelegung in den einzelnen Kliniken in den Wintermonaten?

2) In welchen Kliniken kam es zu einer Überbelegung aufgrund von intensiven akuten Aufnahmen?

3) Wie wurde die Überbelegung angegangen und wann kam es wieder zur Normalität?

4) Gibt es ein performantes Informationssystem mit angeschlossenem Statistikprogramm, das die Bettenbelegung der Kliniken quasi in Realzeit verfolgen lässt?

5) Ist der zuständige Minister mit dem vermeintlichen „Management" der zur Verfügung stehenden Betten im Luxemburger Gesundheitswesen in dieser Winterzeit zufrieden?

6) Was kann am derzeitigen Bettenverwaltungssystem noch verbessert werden? Welche Anweisungen kann der Minister geben?

Question 1984 (5.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant l'**attribution des lits urgents pendant des périodes intensives:**

Nach der Umsetzung der sogenannten Gesundheitsreform sollte die Datenlage bezüglich der Aktivität im Gesundheitswesen besser und engmaschiger geworden sein. Die Kodierung der Diagnosen bei Entlassung sollte auf vier Stellen in der ICD-10-Nomenklatur ausgeweitet werden. In krankheitsintensiven Zeiten ist bekannt, dass es einen Wettkampf zwischen Internisten und Chirurgen für die Zurverfügungstellung vermeintlich leerstehender akuter Betten gibt. Dabei ist Fakt, dass nicht alle chirurgischen Interventionen als dringend einzustufen sind sowie auch nicht alle Klinikeinweisungen für internistische Belange als Notfälle zu bewerten sind.

Fragen:

1) Wie werden diese Fragen der Zuerkennung von Ressourcen (Betten, Personal) während intensiver Perioden allgemein angegangen?

2) Gibt es ministerielle Anweisungen, um bestimmte Patienten nach einem Triage-Verfahren bevorzugt zu hospitalisieren und dass auch nicht dringende Fälle in akuten Betten liegen dürfen?

3) Was sind die Gründe für eine langanhaltende Überbelegung der Betten in den Kliniken? Was sind die besonderen Gründe, die von den Direktionen derselben Kliniken angeführt werden? Lassen sich diese Gründe objektiv aufgrund von ICD-10-Daten aus denselben Kliniken nachvollziehen?

4) Was hält der Minister von einem externen objektiven Audit, um die Qualitätsdefizite bei der Bettenbelegung aufzudecken und Vorschläge zur Besserung beim Management der Klinikbetten zu machen?

Réponse (2.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale:*

Betreffend die Anfragen Nr.1982 und Nr.1984 kann ich dem ehrenwerten Abgeordneten folgende Informationen geben:

Gemäß der spezifischen Spitalgesetzgebung hat jeder Patient Anrecht auf die gleiche Behandlung, unter Berücksichtigung der Dringlichkeit der zu gewährenden medizinischen Hilfe.

Die von den Spitälern geleisteten Notfalldienste führen zu bestimmten Zeiten zu großen Fluktuationen in den Patientenzahlen, was zeitweise mit Engpässen in der Bettennutzung verbunden sein kann.

Davon abgesehen kann die Gesundheitskasse die Aussage, dass die Spitäler überbelegt wären, nicht bestätigen. Im Jahr 2009 bewegte sich der Belegungsprozentsatz zwischen 60,39% und 85,83% bei akuten Betten und zwischen 85,3% und 95,21% bei Betten im Reedukationsbereich (Rehazenter, Hôpital Steinfort und Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique).

Question 1983 (5.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **carnet radiologique:**

Betreffend die hohe Anzahl von CT-Scan-Untersuchungen pro Einwohner geht es erstens um die außerordentliche Strahlengefahr und zweitens um den nicht unbedeutenden finanziell-wirtschaftlichen Schaden, der durch überflüssige Röntgenuntersuchungen dem Sozialsystem alljährlich entsteht. Es muss vermutet werden, dass es eine systemische Ursache gibt, damit sich dieses Phänomen in diesem Maße entwickeln konnte und auch in Zukunft so weiter existieren wird, wenn es nicht zu Änderungen im Versorgungsmodell kommen wird.

Fragen:

1) Wann wird es zur Einführung des nationalen „carnet radiologique" (CARA) kommen?

2) Wenn es durch welche Gründe auch immer nicht zur Einführung des CARA kommen wird, wird es dann alternativ zur Wiedereinführung des papierenen Radiologieausweises kommen können, der früher dazu verwendet wurde, um die Auflistung der Rx-Untersuchungen des Patienten zu dokumentieren?

3) In welchem Maße führt das System des Entgelts nach Anzahl der Akte zum Bedürfnis, Rx-Untersuchungen zu wiederholen? Kann der Minister sich die Einführung von Pauschalen und Budgets vorstellen?

4) Wie gedenkt der Minister, die fehlende Kontinuität in der Übermittlung von Informationen bezüglich der erfolgten Untersuchungen herzustellen, um Doppel- und Mehrfachuntersuchungen zu verhindern?

5) Wo steht Luxemburg im Vergleich mit anderen modernen und innovationsfreudigen Gesundheitssystemen, was die Umsetzung von elektronischen Lösungen (eHealth) in der Radiologie anbelangt?

6) Was denkt der Minister über ein unabhängiges, objektives und von einer ausländischen Expertenkörperschaft erstelltes Audit, das neben der Situationsanalyse auch Wege aus der derzeit sehr unzufriedenstellenden Situation aufweisen wird?

Réponse (23.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

In meiner Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1704 des ehrenwerten Abgeordneten *(cf. compte rendu n°2/2011-2012)* wurde bereits darauf hingewiesen, dass der „carnet radiologique" ein Dienst der zukünftigen eHealth-Plattform im Rahmen der Realisierung einer breiteren elektronischen Austauschakte werden wird, des sogenannten „Dossier de Soins Partagé" (DSP). Das Projekt wird in diesem Rahmen zu einer Radiologieakte ausgebaut werden, welche eine der ersten Anwendungen vorerwähnter Austauschakte sein wird.

Im November 2011 wurde dem ehrenwerten Abgeordneten des Weiteren auch bereits mitgeteilt, dass in Zukunft die eHealth-Agentur für den Aufbau der eHealth-Plattform verantwortlich zeichnen wird. Ende 2011 wurde die „Agence eSanté - Agence nationale des informations partagées dans le domaine de la santé" ins Leben gerufen[1]. Sie wird die bestehenden eHealth-Projekte schrittweise übernehmen, diese umsetzen und weiter ausbauen.

Der Radiologieausweis in Papierform erzielte in der Vergangenheit nur einen mäßigen Erfolg und wurde in der Praxis leider ungenügend verwendet. Eine Wiedereinführung in Papierform ist nicht vorgesehen, da elektronische Lösungen hier zielführender und zeitgemäßer sind.

[1] Hierzu die entsprechende Pressemitteilung: http://www.gouvernement.lu/salle_presse/communiques/2011/12-decembre/13-agence/index.html

Die Krankenhäuser arbeiten zurzeit im Rahmen des geplanten „Centre Informatique Sectoriel" (CIS) an der Ausarbeitung eines Projektes mit dem Ziel der Einführung eines gemeinsamen DICOM-Bilderarchivs („PACS mutualisé"), welches nicht nur als Langzeitarchiv dienen soll, sondern auch neue Austauschmöglichkeiten von Bildern zwischen Krankenhäusern und Ärzten eröffnen soll.

Die Projekte eSanté-CARA und das Projekt eines gemeinsamen Bilderarchivs arbeiten eng zusammen, um die Kohärenz zu gewährleisten, dies vor allem, um über die elektronische Austauschakte Zugang zu den Bildern des gemeinsamen PACS zu gewährleisten. Viele ähnliche Projekte entstehen momentan weltweit. Luxemburg folgt in diesem Bereich den internationalen Entwicklungen.

Die „Direction de la Santé" wird in nächster Zukunft in Zusammenarbeit mit den betroffenen Ärzten (Radiologen sowie verschreibende Ärzte) eine Situationsanalyse mit Hilfe von Experten durchführen lassen, welche sowohl ein aktuelles Bild des Verschreibungsverhaltens geben als auch ein mögliches Verbesserungspotenzial aufzeigen soll.

Question 1986 (5.3.2012) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **Compendium des politiques et** les **tendances culturelles en Europe:**

Le Compendium des politiques et tendances culturelles en Europe est une plateforme qui assure le suivi de la mise en œuvre de lois, de politiques et de pratiques culturelles dans différents pays. Des 47 pays membres du Conseil de l'Europe, 42 en font partie. Le Luxembourg figure parmi les absents de la liste.

- Dans ce contexte, je voudrais savoir quelles sont les raisons qui amènent le Ministère de la Culture à ne pas adhérer à ce système qui permettrait de rehausser la visibilité de notre pays dans le domaine culturel?

Réponse (12.4.2012) de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

Le Compendium est un projet géré conjointement par le Comité directeur de la culture du Conseil de l'Europe (CDCULT) et le European Institute for Comparative Cultural Research (ERICarts).

En tant que représentant du Luxembourg au sein du CDCULT, le Ministère de la Culture a toujours appuyé le projet du Compendium, approuvé les orientations stratégiques et soutenu les priorités visant à en poursuivre le développement méthodologique.

S'il ne saurait donc s'agir d'une non-adhésion au Compendium, les raisons pour lesquelles le Luxembourg ne fait pas encore partie de ce système d'information relèvent d'un côté du fait que le Ministère de la Culture a été amené à se préoccuper principalement de l'important processus de réforme ayant cours au sein du Conseil de l'Europe ces dernières années, changements qui ont notamment entraîné la disparition du CDCULT, respectivement sa fusion avec le Comité directeur du Patrimoine. De l'autre côté et en conséquence de ce qui précède, l'encadrement approprié du processus de rédaction du profil de notre pays - qui prévoit la collaboration entre un auteur expert indépendant et le Ministère - n'a pas pu être garanti au regard de la disponibilité insuffisante d'agents au Ministère de la Culture.

Le nouveau Comité Directeur de la Culture, du Patrimoine et du Paysage (CDCPP) entamant ses travaux avec une première réunion en mai prochain, le Ministère de la Culture - qui continue d'attacher beaucoup d'importance à ce projet majeur du CDCULT/CDCPP qu'est le Compendium - pourra certainement réévaluer, conjointement avec les responsables, les suites à envisager pour que le Luxembourg en fasse partie dans les meilleurs délais.

Question 1987 (5.3.2012) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **chasse aux sorcières:**

An deene leschte Joren ass vu ville Plaze villes zur Opaarbechtung vun deene fréieren «Hexeverfollegungen» gemaach ginn, deene vill Fraen, mä och vill Männer an Europa zum Affer gefall sinn. Speziell och am fréiere geographe-

sche Gebitt vu Lëtzebuerg ass iwwer dësen traurege Phenomeen scho vill recherchéiert ginn.

Et freet sech, ob et net derwäert wär, fir den Affer vun deemools en eegent Monument ze ginn. Sécher hätt dat de Verdéngscht, den Affer vun deemools och nach no ville Jore wëlle Gerechtegkeet zoukommen ze loossen a si ze rehabilitéieren. Doriwwer eraus hätt esou e Monument awer och déi Aufgab, eis selwer ëmmer nees un d'Feelbarkeet vum Mënsch a senger Justiz ze erënneren. Dat soll eng Mahnung un eis all sinn, fir d'Mënscherechter ëmmer eescht ze huelen an och ëmmer an all Prozess derfir ze suergen, datt en Ugekloten net däerf duerch den Zäitgeescht, duerch Viruerteeler oder einfach Delatioun veruerteelt ginn, mä nëmmen opgrond vun eendeitege Beweiser an engem gerechte Prozess, an deem him all Rechtsmëttelen fir eng wierksam Verdeedegung zur Verfügung stinn.

Dowéinst wollt ech den Här Premierminister, den Här Justizminister, den Här Kultusminister an d'Madame Kulturminister froen, ob si:

1) domat d'accord wären, fir eng Historikerkommissioun mat weltlechen a kierchleche Vertrieder domat ze beoptragen, d'Geschicht vun den Zauberer- an Hexeverfollegungen zu Lëtzebuerg opzeschaffen,

2) fir déi Affer vun deene Verfollegungen en eegent Monument opzeriichten.

Réponse commune (22.3.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice, Ministre des Cultes,* et de **Mme Octavie Modert,** *Ministre de la Culture:*

D'Regierung wëllt den Deputéierten informéieren, datt si net wëlles huet, senge Suggestiounen am Zesummenhang mat der Hexeverfolgung eng Suite ze ginn.

Question 1989 (7.3.2012) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **chèque-service accueil et** les **colonies de vacances:**

Le chèque-service accueil (CSA) constitue un élément essentiel de la politique gouvernemental visant à assurer l'équité des enfants devant l'accueil et l'éducation.

Selon le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil, les activités de vacances résidentielles (colonies de vacances, camps, séjours de loisir et de formation), organisées par des prestataires reconnus par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, faisaient partie intégrante de ce régime.

Selon nos sources, le nouveau projet de règlement grand-ducal qui remplace le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil, ne permettra plus aux maisons relais agréées d'organiser des colonies de vacances.

1. Est-ce que Madame la Ministre peut me confirmer que les colonies de vacances avec des activités se centrant sur la nature, des excursions de sport et de découvertes culturelles ne seront plus prises en charge par le chèque-service accueil? Si oui, pour quelles raisons les colonies de vacances seraient supprimées des prestations CSA?

2. Le cas échéant, de quelle offre estivale compensatoire peuvent bénéficier les familles aux faibles ressources qui n'ont pas les moyens de partir en vacances avec leurs enfants?

Réponse (6.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le projet de règlement grand-ducal visant à remplacer le règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèque-service accueil ne prévoit pas de modification par rapport au fonctionnement antérieur relatif aux activités de vacances résidentielles.

Les mesures existantes relatives aux activités de vacances sont maintenues:

1. Les enfants exposés au risque de pauvreté et/ou menacés d'exclusion sociale peuvent bénéficier d'une prise en charge des frais d'inscription avec un maximum de 60 €/jour pour des activités de vacances résidentielles (colonies de vacances, camps, séjours de loisir et de formation) organisées par des services de vacances reconnus comme prestataires du chèque-service accueil par le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

2. Dans le cadre d'activités de vacances non résidentielles organisées par des structures d'éducation et d'accueil bénéficiant d'une convention financière avec l'État, les gestionnaires peuvent définir par année «15 journées à saisie exceptionnelle» en vue de l'organisation d'activités de vacances, d'initiatives éducatives particulières, d'excursions et de visites sortant du cadre organisationnel usuel et pendant lesquelles elles sont en droit de facturer un tarif réduit au niveau de l'accueil.

Au niveau de l'avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services d'éducation et d'accueil pour enfants, il est proposé que le gestionnaire peut offrir à titre exceptionnel des séjours avec hébergement limités à deux nuitées par an à organiser soit en semaine soit pendant le week-end. Cette disposition a pour objectif d'éviter les confusions avec les services agréés par l'État ayant pour mission d'organiser des colonies de vacances pour enfants.

Question 1990 (7.3.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant le **Centre de rétention:**

Le Centre de rétention est opérationnel depuis août 2011 et peut accueillir 88 personnes en attente de leur éloignement vers leur pays d'origine ou de provenance.

Dans ce contexte, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Quel est le coût financier par jour d'une personne retenue au Centre de rétention?

- Quel est le coût moyen d'un éloignement forcé?

- Quel est le nombre d'assignations à résidence décidées depuis la mise en vigueur de cette procédure?

- Monsieur le Ministre s'est-il renseigné sur les «maisons de retour» belges, une alternative à la rétention, et a-t-il l'intention d'en installer une au Luxembourg?

Réponse (6.4.2012) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Aux différents aspects de la question parlementaire, j'aimerais répondre comme suit:

- En tenant compte des frais de personnel, des dépenses courantes, ainsi que des acquisitions indispensables au bon fonctionnement du Centre de rétention, tout en faisant abstraction de l'amortissement du coût des infrastructures, le coût financier d'une personne placée en rétention administrative est évalué à 185 euros par jour. Considérant que le Centre n'est opérationnel que depuis le mois d'août 2011 et que le recul nécessaire fait encore défaut, il est en l'état impossible de chiffrer de façon exacte et définitive le coût quotidien du séjour d'une personne au Centre, le chiffre avancé constituant toutefois une estimation réaliste.

- À l'instar de la réponse précédente, il est difficile de faire le calcul exact du coût moyen d'un éloignement forcé. Ce coût est en effet tributaire de la somme de différents facteurs, à savoir, s'il s'agit d'un vol commercial ou d'un vol spécial («charter»), s'il s'agit d'un vol organisé par la direction de l'Immigration ou de la participation à un vol en commun avec d'autres États membres de l'UE en collaboration avec Frontex, de la compagnie aérienne, du type d'avion, de la destination du vol, du nombre de personnes éloignées et du nombre d'agents désignés pour l'escorte, de même que des coûts annexes (délivrance de laissez-passer et de visas, frais de séjour éventuels des agents de l'escorte,…). Il se dégage de ce qui précède que le coût d'un éloignement peut varier entre quelques centaines et plusieurs milliers d'euros.

- Au stade actuel, une seule assignation à résidence a été décidée. Je tiens à préciser que mes services sont actuellement en train d'élaborer un mode opératoire visant à mettre en œuvre de la meilleure manière possible cette alternative moins coercitive à la rétention administrative, tout en mettant l'accent sur la pratique du retour volontaire. Il va de soi que ce chiffre évoluera à court terme.

- Des agents de la direction de l'Immigration et du Centre de rétention ont récemment visité, avec leurs collègues de l'Office national des étrangers belge une «maison de retour», afin de se faire une idée plus claire de cette institution existant en Belgique depuis 2008. Bien que les personnes, notamment des familles avec enfants, soient administrativement parlant «retenues» à l'adresse de la «maison de retour», elles peuvent, conformément aux règles de fonctionnement et sous réserve de quelques restrictions, se déplacer librement lors de leur séjour. S'il est vrai que ce type de «maison ouverte» représente une alternative à l'assignation à résidence, voire au placement en rétention administrative, il n'en demeure pas moins que le taux de disparition s'élève à quelque 25% des personnes hébergées, et qu'en conséquence le pourcentage de personnes rapatriées est inférieur comparé à celui des personnes retenues dans les centres fermés. Il me semble dès lors trop tôt pour déterminer si ce modèle constitue la voie à suivre. Toutefois, le projet mérite réflexion et pourrait le cas échéant se traduire par un projet-pilote pour la réalisation duquel un financement partiel pourrait être demandé au Fonds retour européen.

Question 1992 (7.3.2012) de **M. Serge Wilmes** *(CSV)* concernant le **programme européen «Fundamental Rights and Citizenship»:**

La loi du 16 décembre 2011 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2012 prévoit une contribution au programme européen «Fundamental Rights and Citizenship» à hauteur de 150.000 euros. L'année précédente le même article budgétaire s'était élevé à 324.000 euros.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Premier Ministre et Ministre d'État:

1) Quelle est la raison de la réduction du montant d'une année à l'autre?

2) Pourriez-vous m'informer à quels projets sont destinés ces montants en 2012?

3) Quelles en ont été les affectations en 2011?

Réponse (12.4.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1) Le crédit relatif au programme européen «Fundamental Rights and Citizenship» figure dans le budget pour ordre de la loi du 16 décembre 2011 intitulé, ceci aussi bien du côté des recettes que des dépenses avec deux fois le montant de 150.000 euros (article 72 du budget pour ordre).

Cela signifie qu'il ne s'agit pas d'une contribution nationale au programme communautaire en question mais d'un transit de l'argent communautaire via le budget national aux bénéficiaires finaux.

Le programme européen «Droits fondamentaux et citoyenneté» (2007-2013) (décision 2007/252/CE) du Conseil (14 avril 2007) contribue à la promotion d'une société européenne fondée sur le respect des droits fondamentaux et des droits résultant de la citoyenneté de l'Union européenne.

Le programme est consacré aux points suivants: la protection des droits de l'enfant, la lutte contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme, la lutte contre l'homophobie, la participation active à la vie démocratique de l'Union, la protection des données et les droits relatifs à la vie privée, la formation et le travail en réseau entre les professions juridiques et les praticiens du droit.

Les objectifs du programme sont réalisés au moyen d'actions transnationales (subventions d'actions), de subventions de fonctionnement ou d'initiatives de la Commission européenne (appels d'offres).

La Commission publie chaque année la liste des actions financées. Les ressources budgétaires disponibles sont inscrites aux crédits annuels du budget général de l'UE. Les crédits annuels disponibles sont autorisés par l'autorité budgétaire (Parlement européen et Conseil de l'Union européenne).

La Commission veille à ce que le bénéficiaire présente des rapports techniques et financiers sur l'état d'avancement des travaux pour toute action financée par le programme, ainsi qu'un rapport final dans les trois mois suivant la fin de l'action. De plus, la Commission veille à ce que les intérêts financiers de l'UE soient protégés par l'application de mesures préventives contre la fraude, la corruption et toute autre activité illégale.

La Commission présente un bilan annuel de la mise en œuvre du programme, un rapport intermédiaire d'évaluation des résultats obtenus, une communication sur la poursuite du programme (au plus tard le 30 août 2012) et un rapport d'évaluation après échéance du programme (au plus tard le 31 décembre 2014).

De plus amples informations peuvent être trouvées sur le site Internet (http://ec.europa.eu/justice/grants/programmes-citizenship/index.fr.htm).

2) Les projets auxquels les montants sont destinés en 2012 ne sont pas encore connus.

Le calendrier prévu pour l'appel à proposition relatif aux subventions de fonctionnement est le suivant:

Délai de présentation des propositions:
1er trimestre 2012

Avis du comité de programme:
2e trimestre 2012

Décision de la Commission:
2e trimestre 2011

3) Les priorités thématiques pour l'année 2011 ont été les suivantes:

- Droits fondamentaux

Combat contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme

Lutte contre l'homophobie

Formation et travail en réseau entre professions juridiques et praticiens du droit

Promotion des droits de l'enfant tels que consacrés par la Charte et la Convention des Nations Unies.

- Citoyenneté

Participation active à la vie démocratique de l'Union

Correction du déséquilibre entre les sexes caractérisant la participation aux élections du Parlement européen

Meilleure connaissance de la réglementation de l'UE sur la libre circulation, notamment la directive 2004/38/CE

Partage des connaissances et échange des meilleures pratiques en matière d'acquisition et de perte de la citoyenneté de l'Union.

Question 1993 (7.3.2012) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**installation de défibrillateurs semi-automatiques dans les trains:**

En France, des défibrillateurs semi-automatiques sont installés dans un grand nombre de gares et dans les trains à grande vitesse. Une politique similaire est poursuivie dans d'autres pays européens, notamment en Belgique. Ces appareils peuvent être utilisés par toute personne témoin d'un accident cardiaque sans formation aux premiers secours ou médicale. Selon des estimations, les défibrillateurs augmenteraient les chances de survie lors d'un arrêt cardiaque de 20 à 50%.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire si les CFL envisagent d'équiper également les gares et les trains luxembourgeois de défibrillateurs semi-automatiques?

Réponse (12.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°1993 du 7 mars 2012, l'honorable Députée Claudia Dall'Agnol souhaite s'informer au sujet de l'équipement dans les gares et les trains luxembourgeois de défibrillateurs semi-automatiques.

Conformément au règlement grand-ducal du 19 novembre 2008 relatif à l'utilisation de défibrillateurs automatiques, les CFL ont équipé en 2009 la gare de Luxembourg de deux défibrillateurs semi-automatiques, comme il s'agit d'un lieu ouvert au public à très haute fréquentation.

En ce qui concerne les trains, et en cas d'un éventuel incident cardiaque d'un voyageur, il est fait appel à une ambulance qui prendra en charge le patient au prochain arrêt. Contrairement au réseau français, les arrêts au Luxembourg sont seulement éloignés de dix minutes de trajet au maximum. En outre, le personnel d'accompagnement des trains ainsi que le personnel dans les gares suivent régulièrement des cours de premiers secours.

En ce qui concerne les gares, il n'est actuellement pas prévu d'installer des défibrillateurs supplémentaires sur le réseau des CFL. Le dossier est toutefois annuellement réévalué par les CFL.

Question 1998 (7.3.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **journée d'orientation pour les signataires du contrat d'accueil et d'orientation:**

Le règlement grand-ducal du 2 septembre 2011 fixant les conditions d'application et modalités d'exécution relatives au contrat d'accueil et d'intégration prévoit au Chapitre V, article 18, la tenue d'une «journée d'orientation».

Le samedi 3 mars 2012, l'OLAI avait organisé la première journée d'orientation pour les signataires du contrat d'accueil et d'orientation en les locaux de la Chambre de Commerce. Un des ateliers proposés au choix avait comme titre: «La participation politique». Il était également prévu des visites de stands et de bornes d'information en petits groupes et individuellement, réunis sous le titre «Je m'oriente au Luxembourg».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Est-ce que les partis politiques étaient invités à se présenter avec un stand à la journée d'orientation?

2) Est-ce que les associations agréées par l'OLAI étaient invitées aux groupes de travail ainsi qu'à se présenter avec un stand?

3) Quelles associations avaient répondu positivement à l'invitation et étaient présentes?

4) Est-ce que les porteurs de projets de la campagne «je peux voter» étaient invités à participer aux groupes de travail et d'information?

5) Quels ont été les exposés tenus et par quels représentants issus du secteur public, privé et de la société civile?

6) Quels ont été les stands d'exposition qui accueillaient et informaient le candidat signataire sur l'accès aux services publics?

7) Quelle est l'origine par nationalité des signataires des contrats d'accueil et d'intégration?

8) Comment se répartissent les signataires par catégories socioprofessionnelles?

9) Quels consultants externes ont été associés à cette journée et quels ont été leurs honoraires?

Réponse (6.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) Non, les partis politiques n'ont pas été invités à se présenter lors de la journée d'orientation.

2) L'OLAI ne délivre pas d'agrément aux associations. Il a des conventions avec trois associations et un accord de collaboration avec une autre.

3) En tant que carrefour associatif, le CLAE a été invité par l'OLAI et a participé à cette journée.

4) Non, les porteurs de projets de la campagne «je peux voter» n'étaient pas invités à participer dans le cadre de la journée d'orientation. Néanmoins la thématique de la participation politique et la sensibilisation à la possibilité d'inscription aux élections communales et éventuellement européennes a été abordée dans le cadre d'un des ateliers.

5) À côté des discussions dans cinq ateliers thématiques et des visites de stands d'information, les participants pouvaient choisir entre deux exposés d'une durée de 20 minutes:

- apprendre au Luxembourg: de l'enfance jusqu'à un âge avancé (par Madame Chantal Fandel du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle),

- le service de la Médiateure et les questions liées à l'immigration (par Madame Lydie Err, Médiateure).

6) Les participants ont pu visiter les stands d'information suivants:

- L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration

- Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

- Le département ministériel des Sports et le Comité olympique et sportif (COSL)

- La Luxembourg School for Commerce de la Chambre de Commerce

- L'Administration des Services de Secours

- Le Ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration

- «De Guichet»

- La «Superdreckskëscht»

- Le CLAE

- Le Ministère de la Justice, Service de l'Indigénat

- Le Centre pour l'Égalité de traitement (CET)

Cette information a été complétée par quatre bornes présentant des mini-reportages sur des sujets déterminés effectués en collaboration avec les services concernés:

- Les chèques-service accueil

- Les structures de garde pour enfants

- La garantie locative et les aides à l'acquisition

- Le «Kulturpass»

7) Au 2 avril 2012 il y a 462 de 78 nationalités différentes qui se composent pour la moitié de ressortissants de pays tiers et pour la moitié de ressortissants de la Communauté européenne. Les portugais constituent de loin le groupe le plus représenté avec 28,57% des signataires. Ils sont suivis par les français (5,84%), les cap-verdiens (4,32%), les italiens (3,89%) et les espagnols (3,46%).

8) Les données relatives à la situation professionnelle des signataires dont nous disposons sont les suivantes:

Le statut professionnel

- Actif occupé: 51,94%

- Sans emploi et à la recherche d'un emploi: 25,54%

- Chômeur: 6,06%

- Inactif: 4,97%

- Retraité, pensionné: 2,81%

- Étudiant: 2,59%

Le secteur d'occupation

Les secteurs d'activité les plus représentés sont:

- Le nettoyage: 25,62%

- La restauration, hôtellerie: 15,70%

- La finance: 7,02%

- Le bâtiment, la construction: 6,20%

- Ensuite, à égalité le transport/logistique, la santé et l'informatique avec chaque fois 3,72%

Le type de contrat

Parmi les personnes actives

- 66,80% ont un contrat à durée indéterminée

- 25,31% ont un contrat à durée déterminée

- 4,15% exercent une activité indépendante ou libérale

- 2,07% ont un contrat intérimaire

9) Aucun consultant externe n'a été associé en 2012 quant à l'élaboration du programme de cette Journée.

Question 1999 (8.3.2012) de **M. Serge Urbany** *(déi Lénk)* concernant la **décharge d'ancienneté à accorder aux chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement actuellement engagés dans l'enseignement public:**

Dans le cadre des discussions actuelles en ce qui concerne les décharges d'ancienneté à accorder aux chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement, je souhaite poser la question parlementaire suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Combien de chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement sont actuellement engagés dans l'enseignement public?

Je vous prie de me préciser pour chacune de ces catégories le nombre de personnes engagées à durée indéterminée, d'une part, et à durée déterminée, d'autre part,

- dans l'enseignement fondamental,

- dans l'enseignement secondaire et secondaire technique,

- dans la formation des adultes.

Prière de préciser également le nombre des chargés par tranche d'âge, année par année.

Sachant que les professeurs, instituteurs, maîtres de cours spéciaux et maîtres d'enseignement technique bénéficient à partir de l'âge de 45 années d'une décharge pour ancienneté d'une leçon d'enseignement, à partir de l'âge de 50 ans d'une décharge de deux leçons d'enseignement et à partir de l'âge de 55 ans d'une décharge de quatre leçons d'enseignement, je voudrais savoir:

- Combien de chargés de cours, chargés d'éducation ou chargés d'enseignement actuellement en service auront une ancienneté inférieure à 15 ans et combien auront une ancienneté égale ou supérieure à 15 ans à l'âge de 45 ans?

- Combien de chargés auront une ancienneté inférieure à 15 ans et combien auront une ancienneté égale ou supérieure à 15 ans à l'âge de 50 ans?

- Combien de chargés auront une ancienneté inférieure à 15 ans et combien auront une ancienneté égale ou supérieure à 15 ans à l'âge de 55 ans?

Réponse (10.4.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Suivant le relevé de l'Administration du personnel de l'État, sont engagés en date du 1er janvier 2012 dans les différents ordres d'enseignement de l'enseignement public:

- 1.096 chargés de cours,

- 236 chargés d'éducation et

- 552 chargés d'enseignement.

En outre, des remplaçants interviennent ponctuellement et temporairement dans l'enseignement fondamental.

Ce tableau renseigne sur le nombre de chargés par tranche d'âge, année par année:

âge	nbr	âge	nbr	âge	nbr	âge	nbr	âge	nbr
21		31	51	41	41	51	57	61	12
22	4	32	61	42	37	52	61	62	8
23	27	33	30	43	45	53	46	63	4
24	39	34	38	44	47	54	57	64	4
25	60	35	40	45	53	55	45	65	3
26	46	36	44	46	53	56	62		
27	71	37	37	47	62	57	46		
28	57	38	35	48	71	58	36		
29	73	39	31	49	60	59	36		
30	65	40	42	50	69	60	18		

Le tableau suivant indique le nombre de chargés de cours, chargés d'éducation et chargés d'enseignement actuellement en service qui auront une ancienneté inférieure respectivement égale ou supérieure à 15 ans lorsqu'ils auront atteint l'âge de 45, 50 respectivement 55 ans.

	à 45 ans	à 50 ans	à 55 ans
Ancienneté inférieure à 15 ans	738	538	329
Ancienneté supérieure ou égale à 15 ans	1.146	1.346	1.555

En ce qui concerne les personnes engagées à durée déterminée respectivement indéterminée, je dispose des données suivantes:

Pour l'enseignement fondamental 795 agents font partie de la réserve des suppléants et sont engagés, en grande majorité, sous forme d'un CDI. 1.009 personnes disposant d'un CDD font des remplacements temporaires, dont 673 assurent des remplacements ponctuels payés par leçons prestées.

Pour l'enseignement secondaire et secondaire technique, la réserve nationale de chargés d'enseignement des lycées et lycées techniques compte 674 agents majoritairement en CDI et 225 chargés d'éducation en CDD.

Des 144 chargés de cours dans la formation des adultes, 17 ont un CDD et 127 un CDI.

Question 2001 (12.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **registre pour les directives anticipées:**

In der gemeinsamen Veröffentlichung beteiligter Ministerien „Ratgeber zur Palliativpflege" wurde ab Seite 17 die Patientenverfügung thematisiert, z. B.: „Wie können Sie sichergehen, dass Ihr letzter Wille respektiert wird?" Auf der Seite 19 steht geschrieben: „Zum gegenwärtigen Zeitpunkt ist keine zentrale Registrierung der Patientenverfügung vorgesehen." Auch muss angemerkt werden, dass auf der von der Stiftung Omega 90 erstellten Unterlage „Patientenverfügung" kein offizielles Visum eines zuständigen Ministeriums vorzufinden ist. Es handelt sich also um eine Unterlage, die nicht ausweist, dass sie von offizieller Seite als „angemessen" erachtet wird. In Deutschland ist die Prozedur der Registrierung der Patientenverfügung amtlich und offiziell geregelt, und zwar über die Bundesnotarkammer. Zudem kann die Patientenverfügung einfach und direkt über ein Webportal registriert werden.

Fragen:

1) Wieso gibt es kein Register, in dem die Patientenverfügung zentral eingetragen wird?

2) Wie schnell könnte ein solches Register nach deutschem Vorbild in Luxemburg geschaffen und operabel gemacht werden?

3) Wie kann heute von Ärzten und vom Pflegepersonal eindeutig festgestellt werden, dass die vorgelegte Patientenverfügung echt ist und es sich hier um die letzte Version der Patientenverfügung handelt?

4) Wie können Ärzte und Pflegepersonal von Menschen im Zustand des „Lebensendes" an das Dokument kommen, wenn es kein Register gibt, in dem die entsprechenden Details einsehbar sind?

5) Gibt es bereits medizinische oder mit medizinischen Fragen verwandte Register am IT- und eHealth-Standort Luxemburg?

Réponse (19.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Laut Gesetz vom 16. März 2009 wird die Palliativpflege als aktive, kontinuierliche und koordinierte Pflege seitens eines multidisziplinären Teams unter Achtung der Würde des Pflegebedürftigen definiert.

Der sterbende Patient kann selbst seinen Willen betreffend sein Lebensende und insbesondere die Beschränkung und die Einstellung von Behandlungen äußern.

Wenn ein sterbender Patient jedoch dazu nicht mehr in der Lage sein sollte, selbst seinen Willen auszudrücken, kann dieser Wille gegebenenfalls durch eine Patientenverfügung oder die Erklärung einer Vertrauensperson oder jeder anderen Person, die imstande ist, diesen Willen zu kennen, rekonstruiert werden. In diesem Fall erkundigt sich der Arzt nach einer eventuellen Verfügung.

Falls der behandelnde Arzt von einer Patientenverfügung Kenntnis erlangt hat, ist diese für ihn eine Orientierungshilfe.

Es ist richtig, dass es kein offizielles, vom Ministerium ausgearbeitetes Modell einer Patientenverfügung gibt.

Eine Patientenverfügung sollte jedoch ein schriftliches, datiertes und im Prinzip vom Patienten unterzeichnetes Dokument sein, in dem sein Wille für das Lebensende niedergeschrieben ist. Diese sollte der Patient selbst verfassen, solange er noch im Vollbesitz seiner geistigen Kräfte ist. Falls er jedoch nicht schreiben oder diese nicht unterzeichnen kann, kann die Patientenverfügung von einem Dritten geschrieben werden. In diesem Fall müssen zwei Zeugen bestätigen, dass das von einem Dritten geschriebene Dokument dem freien und klaren Willen des erwähnten Patienten entspricht.

Eine Patientenverfügung kann jederzeit vom Patienten geändert oder annulliert werden.

Eine Gültigkeitsdauer der Patientenverfügung wurde vom Gesetz nicht festgelegt. Es wird allerdings empfohlen, seine Patientenverfügung alle drei bis fünf Jahre zu überprüfen, um sicherzustellen, dass sie immer noch seinem Willen entspricht.

Wenn sich der Arzt nicht nach dem Inhalt der Patientenverfügung richtet, gibt er die Gründe dafür in der Patientenakte des Behandelten an und informiert die Vertrauensperson oder, falls es eine solche nicht gibt, die Familie des Patienten.

Widerspricht die Patientenverfügung der Überzeugung des behandelnden Arztes, muss dieser in Absprache mit der Vertrauensperson oder der Familie den sterbenden Patienten binnen 24 Stunden in die Obhut eines Kollegen geben, der bereit ist, die Patientenverfügung zu respektieren.

Es ist empfohlen, mindestens zwei Kopien einer Patientenverfügung anzufertigen und diese einer Vertrauensperson, einer Person aus dem direkten Umfeld oder dem behandelnden Arzt zu geben. Das Original der Patientenverfügung sollte an einem für das persönliche Umfeld bekannten, leicht zugänglichen Ort aufbewahrt werden.

Es ist momentan nicht vorgesehen, ein zentrales Register, in dem die Patientenverfügung eingetragen ist, zu schaffen. Jedoch wird die

Patientenverfügung sicherlich ein Bestandteil der zukünftigen informatisierten Patientenakte (dossier médical partagé) werden.

Weitere Informationen über die Palliativpflege sowie über die Patientenverfügung können im „Ratgeber zur Palliativpflege" nachgelesen werden, der auf dem „Portail santé" oder auf Nachfrage im Gesundheitsministerium erhältlich ist.

Question 2002 (12.3.2012) de **M. Jean Colombera** *(ADR)* concernant le **Code déontologique pour les acteurs du secteur de la santé:**

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kommen die Sozialarbeiter/innen in Situationen, in denen Patienten bestimmte Dienstleister vorgestellt werden müssen, um wählen zu können, welchen Dienstleister sie haben wollen, sei es im Bereich des Ambulanzdienstes oder des Pflegenetzes oder der Ärzte, die eine Nachsorge garantieren sollen. Der Sozialarbeiter kann die Entscheidung mit beeinflussen und es könnte problematisch werden, wenn hier konkrete private Interessen mit im Spiel wären. Das Prinzip der freien Wahl wäre hier verletzt.

Fragen:

1) Was sind die deontologischen Vorgaben der einzelnen Gesundheitsberufler, unter anderem der Sozialarbeiter, in Sachen einzuhaltender Verhaltensweisen bei der Beratung von Patienten und deren Entscheidungsfindung bei der Auswahl von Dienstleistern?

2) Sind dem Minister Fälle von Interessenkonflikten zugetragen worden?

3) Was wären eventuelle Sanktionen gegen die Sozialarbeiter bei einem Interessenkonflikt?

4) Wie will der Minister die Verhaltensweisen der Gesundheitsberufler allgemein in dieser Hinsicht in Erinnerung rufen?

5) Bei wem können Verstöße gegen die freie Wahl des Dienstleisters gemeldet werden, damit sich in der Praxis etwas ändert?

Réponse (22.3.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Durch die großherzogliche Verordnung vom 17. Oktober 2010 wurde ein deontologischer Kodex für die Gesundheitsberufe in Luxemburg eingeführt. Demnach gelten diese Regeln auch für die „assistants sociaux", die Sozialarbeiter.

Dieser Kodex sieht, nebst allgemeingültigen Verhaltensregeln, gemäß Artikel 12 die freie Entscheidungsfindung, d. h. auch bei der Auswahl von Dienstleistern, vor:

„Art. 12. Le professionnel de santé encourage la personne prise en charge à participer activement aux prestations. Dans ce contexte, il respecte la personnalité et le droit au libre choix de la personne et la fait participer si nécessaire aux prises de décisions, si elle en est capable. Le libre choix du traitement se manifeste par le consentement éclairé. Toutefois, en cas d'urgence vitale, le raisonnement éthique professionnel peut exiger du professionnel de santé des interventions sans le consentement éclairé de la personne."

In Artikel 22 heißt es weiter:

„Art. 22. Est interdit tout compérage entre professionnels de santé et médecins, pharmaciens, responsables de laboratoires d'analyses médicales, d'établissements de fabrication ou de vente de remèdes, d'appareils, de matériels ou de produits nécessaires à l'exercice d'une profession de santé, ainsi qu'entre professionnels de santé et responsables d'établissements de soins, d'établissements médico-sociaux ou sociaux ou toutes autres personnes."

Dementsprechend ist es Sozialarbeitern verboten, die freie Auswahl ihrer Patienten bezüglich der Auswahl bestimmter Dienstleister im Sinne etwaiger Eigeninteressen zu beeinflussen.

Bisher wurde mir keine Verfehlung in diesem Sinne mitgeteilt.

Eventuelle Verfehlungen gegen den deontologischen Kodex fallen unter das disziplinäre Recht und werden gemäß Kapitel 2 des abgeänderten Gesetzes vom 26. März 1992 (loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé) geahndet.

Gemäß Artikel 11 des o. g. Gesetzes von 1992 müssen Gesundheitsberufler, welche eine Ausübungserlaubnis erhalten, sich mit dem luxemburgischen Umfeld vertraut machen. Dies schließt auch die deontologischen Regeln ein. In diesem Sinne wird mit der Ausübungserlaubnis eine Kopie des Gesetzes von 1992 sowie des deontologischen Kodex zugestellt. Zudem sind all diese und weitere Texte auf der Internetseite www.sante.lu einsehbar.

Gemäß Artikel 27 des o. g. Gesetzes von 1992 kann ein Verstoß gegen eine der im besagten Kodex vorgesehenen Verhaltensregeln beim Präsidenten des „Conseil supérieur de certaines professions de santé" gemeldet werden. Sollte mein Ministerium über ein solches Fehlverhalten in Kenntnis gesetzt werden, so würde ich es unverzüglich an den Präsidenten des „Conseil supérieur de certaines professions de santé" weiterleiten.

Question 2003 (12.3.2012) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**opposition de 26 pays contre l'inclusion de l'aviation dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission:**

Am 20. Dezember 2007 einigten sich die Umweltminister der Europäischen Union, ab dem 1. Januar 2012 auch den Luftverkehr in den EU-Emissionsrechtehandel (ETS) zu integrieren.

Alle Fluglinien, die in der Europäischen Union starten oder landen, sollen in Zukunft unabhängig von ihrer Herkunft gleich den EU-Fluggesellschaften die Emissionszertifikate kaufen, und dies sowohl für Flüge in der Europäischen Union als auch für Interkontinentalflüge. Damit soll der seit 1990 um 87% gewachsene CO_2-Ausstoß des Luftverkehrs verringert werden. Der Verband Europäischer Fluggesellschaften (Association of European Airlines AEA) schätzt, dass diese Beteiligung Kosten von 17,5 Milliarden Euro während der Zeitspanne von 2012 bis 2020 für die Fluggesellschaften hervorrufen wird.

Ab dem 1. Januar 2012 müssen die Fluggesellschaften für das Jahr 2012 nur 15% der Zertifikate kaufen, die restlichen Prozente erhalten sie gratis. Leider haben viele Fluggesellschaften aus 26 Ländern, u. a. aus China und den Vereinigten Staaten von Amerika, bekannt gemacht, dass sie sich nicht an dem europäischen Klimaschutzprogramm beteiligen werden. Die Europäische Kommission gibt jedoch zu erkennen, dass sie von ihrer Position nicht abweichen wird und notfalls Strafen durchsetzen möchte. Der Europäische Gerichtshof sieht ebenfalls in dem Klimaschutzsystem ETS keine Steuer, sondern nur einen Mechanismus im Kampf gegen den Klimawandel.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen die folgenden Fragen stellen:

- Welche Gegenmaßnahmen haben die 26 Länder der Europäischen Union angedroht?

- Welche Auswirkungen werden diese auf die luxemburgischen Fluggesellschaften haben, die in verschiedenen von diesen Ländern, u. a. China und die Vereinigten Staaten von Amerika, über Landerechte verfügen?

- Wäre es nicht angebracht, dass die Fluggesellschaften aus Gründen der Transparenz die ETS-Kosten separat aufführen würden?

Réponse (2.5.2012) de **M. Marco Schank,** *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député, Monsieur Marcel Oberweis, il y a lieu d'affirmer qu'un groupe de 22 pays réunis à Moscou en février 2012 a adopté une déclaration lançant un appel à l'Union européenne et ses États de suspendre l'application du système communautaire d'échange de quotas d'émission (EU ETS) à des compagnies aériennes enregistrées dans des pays tiers. Les pays signataires de cette déclaration se disent décidés à envisager une ou plusieurs actions au cas où ils n'obtiendraient pas satisfaction. Parmi ces mesures figurent l'interdiction à leurs propres compagnies nationales de participer au EU ETS, l'imposition de taxes aux opérateurs européens, la révision d'accords relatifs à des services aériens, ou encore la suspension ou le report des discussions et négociations concernant l'amélioration des droits de trafic des compagnies aériennes de l'Union européenne.

La Commission européenne a demandé à chaque État membre de l'informer de toute mesure à laquelle un de ses opérateurs aériens se verrait confronté. À ce stade, il est prématuré de juger quelles conséquences la mise en œuvre éventuelle de l'une ou l'autre de ces mesures pourrait avoir pour les compagnies luxembourgeoises.

Enfin, la directive 2008/101/CE du 19 novembre 2008 modifiant la directive 2003/87/CE afin d'intégrer les activités aériennes dans le système communautaire d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre ne prévoit pas d'obligation pour les opérateurs aériens d'afficher les surcoûts éventuels liés au EU ETS ni existe-t-il de modalités de calculs harmonisées de ceux-ci.

Question 2004 (13.3.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **revalorisation des friches industrielles:**

Les importantes mutations de l'industrie et notamment de la sidérurgie luxembourgeoise depuis le milieu des années 1990 ont rendu possible et nécessaire la reconversion des friches industrielles devenues disponibles dans le sud du pays.

Les friches industrielles couvrent une surface totale de 637,9 hectares, dont plus de 500 hectares au Luxembourg (le reste en France). Elles se répartissent sur dix sites différents, dont le plus grand est celui de Belval-Ouest.

Le site de Belval-Ouest est devenu l'exemple phare de la revalorisation des friches industrielles et sur d'autres friches telles que le site «Neischmelz» à Dudelange d'importants projets sont sur le point d'être réalisés. Cependant l'on doit constater que certains sites, comme par exemple celui des Terres Rouges à Esch, restent inutilisés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes aux ministres concernés:

- Le Gouvernement entend-il donner une nouvelle affectation au site des Terres Rouges ainsi qu'aux autres sites qui deviendront disponibles dans les années à venir?

- Qu'en est-il de la responsabilité des anciens propriétaires des friches industrielles en ce qui concerne les sols contaminés?

Réponse (19.4.2012) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député souhaite avoir des informations sur une nouvelle affectation au site des Terres Rouges.

D'emblée, il convient de souligner que la reconversion des friches industrielles demeure une priorité de la politique d'aménagement du territoire du Gouvernement à l'image notamment des considérables efforts réalisés à Belval, mais aussi à Dudelange ou encore à Wiltz.

Toutefois, une reconversion de qualité de ces sites, souvent fortement pollués, demande des investissements conséquents qui requièrent un phasage dans le temps en fonction de la situation économique et budgétaire de l'État ainsi que des besoins réels en termes de développement.

En ce qui concerne plus particulièrement le site des Terres Rouges, il convient de rappeler que ce site fait partie des quatre sites jugés prioritaires parmi les dix sites retenus regroupant environ 650 hectares. Il s'agit d'un site remarquablement bien placé à cheval sur la frontière franco-luxembourgeoise, à proximité immédiate du centre-ville d'Esch-sur-Alzette. C'est pour ces raisons qu'il importe de reconsidérer la future affectation de ce site au niveau de la coopération transfrontalière franco-luxembourgeoise qui est sur le point d'être formalisée et intensifiée dans la cadre du GECT (groupement européen de coopération territoriale) Alzette-Belval qui vient d'être juridiquement créé. Par ailleurs, seront à définir dans ce contexte le rôle d'AGORA ainsi que celui de l'EPA (établissement public d'aménagement) Alzette-Belval français qui vient lui aussi d'être créé.

Enfin, en ce qui concerne la responsabilité d'anciens propriétaires des terrains dans ce contexte, c'est le principe du pollueur-payeur qui devra jouer.

Question 2005 (13.3.2012) de **M. Félix Braz** *(déi gréng)* concernant la **double peine:**

Conformément à la loi en vigueur, de nombreux citoyens d'origine étrangère se voient confrontés à un ordre de quitter le territoire national au moment où ils sortent de prison. Si les papiers de la personne élargie ne sont pas en règle et que donc elle n'est pas expulsable sur le champ, elle est conduite directement du Centre pénitentiaire au «Centre de rétention» du Findel.

Cette double peine est perçue comme injuste par les ressortissants étrangers qui ne s'opposent pas à leur rapatriement, mais que l'absence de papiers de voyage valables empêche malgré eux de quitter notre territoire.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Pourquoi le Ministère de l'Immigration ne commence-t-il pas déjà les préparatifs pour le retour pendant la détention pour éviter ainsi le passage au Centre de rétention?

- Quelles sont les raisons du manque de coopération entre le Ministère de la Justice et le Ministère de l'Immigration sur ce point précis?

- Quel est le coût supplémentaire pour le contribuable résultant de ce manque de coordination administrative?

Réponse commune (16.4.2012) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Justice*, et de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Contrairement à l'affirmation de l'honorable Député, copiée du communiqué de presse de «Action Luxembourg Ouvert et Solidaire - Ligue des droits de l'Homme» (11 mars 2012), ce n'est pas un manque de collaboration entre le Ministère de la Justice et le «Ministère de l'Immigration» qui est à l'origine d'un transfert d'une personne en fin de peine du Centre pénitentiaire vers le Centre de rétention, mais bien un manque de collaboration, du moins dans la majorité des cas, entre la personne incarcérée et les services de la direction de l'Immigration.

En fait, tout étranger incarcéré au Luxembourg, sans y avoir son domicile, peut bénéficier d'une libération anticipée du moment où il dispose d'un document de voyage qui lui permet de quitter régulièrement le territoire luxembourgeois, voire le territoire Schengen. Si tel n'est pas le cas, nombre de détenus entreprennent eux-mêmes, aidés en cela par les agents du Service psycho-socio-éducatif (SPSE) du CPL ou encore leur avocat, les démarches nécessaires pour se procurer auprès de leur ambassade ou d'un consulat de leur pays d'origine le document de voyage requis, ou encore pour prouver qu'ils disposent d'un titre de séjour dans un autre État membre de l'Union européenne et peuvent donc y retourner régulièrement. La majorité des étrangers condamnés et détenus au Luxembourg, mais n'y ayant pas leur domicile, profitent de cette possibilité de pouvoir être libérés anticipativement sous condition de devoir quitter le pays. Le «Ministre de l'Immigration» n'intervient dans ce processus que pour délivrer le refus de séjour et l'interdiction du territoire requis pour que le délégué du procureur général d'État pour la direction générale des établissements pénitentiaires puisse décider d'accorder la libération anticipée.

La seule raison pour qu'un détenu étranger ne veuille pas bénéficier d'une libération anticipée et qu'il préfère purger l'intégralité de sa peine, est parce qu'il ne veut pas quitter le pays. Il ne va donc pas collaborer à l'établissement de son identité et de sa nationalité si celles-ci ne sont pas connues. Il n'est donc pas correct d'affirmer, comme le fait l'ALOS-LDH que «cette mesure est perçue comme d'autant plus injuste par les ressortissants étrangers qui ne s'opposent pas à leur rapatriement, mais que l'absence de papiers de voyage valables empêche malgré eux de quitter notre territoire».

Or, l'établissement de l'identité et de la nationalité sont nécessaires pour qu'un document de voyage permettant au détenu de quitter le pays en fin de peine puisse être établi par les autorités de son pays d'origine.

Trois mois avant le terme de la peine d'emprisonnement, la direction de l'Immigration en est informée par l'administration pénitentiaire. Ce délai peut être plus court en cas de réduction de la durée de la peine d'emprisonnement effective par la durée de la détention préventive déjà subie.

Au moment où la direction de l'Immigration est informée, elle entreprend les démarches nécessaires à la délivrance d'un titre de voyage, c'est-à-dire, un laissez-passer permettant le retour dans le pays d'origine. Si l'identité et la nationalité sont établies ou peuvent être valablement présumées sur base de documents en possession du détenu, le délai des trois mois suffit normalement à la direction de l'Immigration pour se procurer le laissez-passer requis, voire les visas nécessaires aux agents de l'escorte. Si le détenu ne présente aucun document permettant l'établissement de son identité et de sa nationalité, l'unique moyen prévu dans les accords de réadmission pour ce faire reste la présentation de la personne incarcérée aux autorités consulaires de son pays d'origine, voire de son pays d'origine déclaré ou présumé. Or, conformément à l'article 36, paragraphe 1., point c), de la Convention de Vienne sur les relations consulaires conclue le 24 avril 1963, «(…) les fonctionnaires consulaires doivent s'abstenir d'intervenir en faveur d'un ressortissant incarcéré ou mis en état de détention pré-

ventive ou toute autre forme de détention lorsque l'intéressé s'y oppose formellement».

Abstraction faite que la direction de l'Immigration n'est certainement pas autorisée à présenter un condamné aux autorités consulaires de son pays d'origine, en plus implantées dans la plupart des cas non pas à Luxembourg, mais à Bruxelles, elle n'est pas non plus en mesure d'inviter ces autorités à venir identifier leur national à Luxembourg si celui-ci s'y oppose. Et pourquoi, à trois mois de sa libération, donnerait-il tout à coup son accord pour une collaboration qu'il a refusée jusque là?

Or, faute de cette collaboration, ce n'est effectivement que du moment où la personne n'est plus en détention, mais en rétention administrative que l'établissement de l'identité et de la nationalité de la personne concernée par les autorités consulaires de son pays d'origine et la délivrance d'un laissez-passer peuvent se faire.

C'est ainsi que depuis l'ouverture du Centre de rétention et jusqu'à fin mars de cette année, 24 personnes y ont été transférées après avoir subi leur peine d'emprisonnement ou avoir été libérées de leur détention préventive. Pour cette dernière catégorie de personnes, est-il nécessaire de préciser que la direction de l'Immigration n'est pas en mesure d'entamer de quelconques préparatifs pour un retour, alors que l'évolution de leur situation n'est pas établie?

- Il est donc faux d'affirmer que le «Ministère de l'Immigration» ne commencerait pas les préparatifs pour un retour pendant la détention. Il n'y a toutefois pas de garantie que ces préparatifs soient terminés le jour de la libération de la personne détenue.

- Il est faux d'affirmer qu'il n'existerait pas de coopération entre le Ministère de la Justice et le «Ministère de l'Immigration». Il est exact que les agents du «Service Retours» de la direction de l'Immigration et les agents du Centre pénitentiaire de Luxembourg ont des contacts presque journaliers.

- Le coût financier d'une personne placée en rétention administrative est évalué à 185 euros par jour (cf. réponse à la question parlementaire n°1990) *(cf. ci-dessus)*.

Question 2006 (14.3.2012) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **règles d'étiquetage des denrées alimentaires:**

De plus en plus de personnes souffrent d'une allergie alimentaire (intolérance au gluten, au lactose, aux œufs etc.). Les concernés ont souvent une qualité de vie réduite, non seulement à cause de leur pathologie, mais aussi parce qu'il s'avère parfois très compliqué d'acheter des produits répondant à leur besoin.

Afin de remédier à cette situation l'étiquetage des denrées alimentaires est soumis à des règles au niveau européen permettant aux consommateurs de disposer d'informations complètes sur le contenu et la composition des produits alimentaires. L'étiquetage aide les consommateurs à acheter leurs denrées alimentaires en connaissance de cause.

Or, selon mes informations, ces règles d'étiquetage ne sont actuellement pas encore appliquées au Luxembourg.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il confirmer la situation décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons et dans quels délais le Gouvernement entend-il appliquer les règles en question?

Réponse (24.4.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

Le règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 2000 concernant l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires ainsi que la publicité faite à leur égard prévoit actuellement les règles applicables en matière d'étiquetage et de présentation des denrées alimentaires en soumettant notamment depuis l'année 2005 les additifs, les auxiliaires technologiques et les autres substances qui ont des effets allergènes à des règles d'étiquetage qui visent à informer l'ensemble des consommateurs et à protéger la santé de certains d'entre eux.

Il est néanmoins vrai, comme le remarque l'honorable Député, qu'une nouvelle réglementation communautaire, à savoir le règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, vient d'être adoptée.

Or, ce règlement communautaire n'est pas encore en vigueur alors que la plupart de ses dispositions seront applicables à partir du 13 décembre 2014, à l'exception des dispositions concernant l'obligation de faire une déclaration nutritionnelle, qui sera applicable à partir du 13 décembre 2016.

Ce règlement s'appliquera aux exploitants du secteur alimentaire à tous les stades de la chaîne alimentaire. Il réglementera toutes les denrées alimentaires destinées au consommateur final, y compris celles servies par les collectivités, ou destinées à être livrées à des collectivités.

Le but de cette réglementation est de fournir de façon transparente toutes les informations utiles au consommateur et d'éviter qu'un consommateur soit induit en erreur sur les caractéristiques, les propriétés ou les effets d'une denrée alimentaire ou que des propriétés de prévention, de traitement et de guérison d'une maladie humaine soient attribuées à une denrée alimentaire.

Certaines mentions seront obligatoires, dont notamment la mention relative à des substances provoquant des allergies ou des intolérances (arachides, lait, moutarde, poisson, céréales contenant du gluten, etc.), alors que d'autres mentions seront facultatives.

Lorsque les denrées alimentaires sont préemballées, ces informations obligatoires devront apparaître sur le préemballage ou sur une étiquette attachée à celui-ci.

Par contre, pour les denrées alimentaires qui ne sont pas préemballées, les informations alimentaires devront être transmises à l'exploitant recevant lesdites denrées afin que ce dernier soit en mesure de les fournir au consommateur final, si cela s'avère nécessaire. Les informations sur les allergènes devront également être fournies pour la vente en vrac de denrées alimentaires.

D'autres informations pourront être fournies à titre volontaire et elles devront satisfaire aux exigences suivantes:

- ne pas induire le consommateur en erreur;

- ne pas être ambiguës ou déroutantes;

- se fonder, le cas échéant, sur des données scientifiques pertinentes.

Par ailleurs, les mentions facultatives ne devront pas, par leur présentation, prendre le dessus sur les informations dont la mention est obligatoire.

La Commission devra adopter des mesures pour s'assurer que les informations facultatives servant à indiquer la présence accidentelle de substances provoquant des allergies ou des intolérances, l'acceptabilité d'une denrée pour les végétariens ou les végétaliens, l'apport de référence pour des catégories particulières de population etc. répondent aux exigences mentionnées ci-avant.

Le Ministère de la Santé veillera dès lors à prendre les mesures d'application exigées par le règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs une fois que celui-ci sera entré en vigueur.

Question 2008 (14.3.2012) de **M. Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **situation de la commune d'Ettelbruck:**

L'organisation policière avec ses six circonscriptions régionales, ses 13 centres d'interventions et ses 49 commissariats de proximité est une structure organisationnelle et opérationnelle qui a fait ses preuves. Néanmoins, au vu des changements sur le terrain, de l'évolution de la criminalité et du développement des incivilités ainsi que du sentiment subjectif d'insécurité dans la population, je désire poser une série de questions au sujet de la situation de la commune d'Ettelbruck.

En tant que ville estudiantine, commerciale, culturelle, pôle régional d'emplois et gare ferroviaire d'importance nationale, Ettelbruck est hautement fréquenté par un public très large et diversifié.

Il importe que la population locale ainsi que les visiteurs de la ville aient un sentiment de sécurité suffisant, ceci surtout à des heures où le commissariat de proximité - malgré ses efforts d'étendre son ouverture au-delà des heures de bureau - ne peut plus assurer une présence visible et suffisante sur le terrain.

Au vu de ce qui précède, je désire poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- La Police grand-ducale établit-elle des statistiques nationales desquelles il ressort la charge de travail par commissariat respectivement par agent de police?

- Si tel est le cas, le commissariat d'Ettelbruck est-il suffisamment doté en personnel afin de garantir une charge de travail égale entre les agents du pays?

- Au cas où la charge de travail serait plus élevée qu'ailleurs, le Ministre peut-il y remédier?

- Par certains moments de la journée respectivement en soirée et pendant le weekend, les usagers du transport public requièrent une présence systématique des forces de l'ordre. Est-il envisageable d'étendre les heures d'ouverture du commissariat de proximité et de renforcer l'effectif afin d'assurer une présence préventive et de surveillance aux endroits sensibles?

Réponse (4.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans le cadre des travaux de réforme de la Police grand-ducale, la police m'a soumis une analyse détaillée de la charge de travail par policier et par unité territoriale. De cette évaluation, il ressort que les activités du commissariat de proximité d'Ettelbruck sont en légère augmentation, mais qui se reflète dans la moyenne nationale relevée.

Je tiens par ailleurs à souligner que non seulement le commissariat de proximité, mais d'autres unités de la région de Diekirch, comme le centre d'intervention, le Service de Recherche et d'Enquête Criminelles etc. couvrent le territoire de la ville. Par ailleurs, la direction régionale, de par le principe de l'autonomie régionale retenue par la loi du 31 mai 1999 sur la Police grand-ducale et l'Inspection Générale de la Police, peut à tout moment adapter ses moyens aux besoins ponctuels.

Je n'envisage à l'heure actuelle aucune augmentation des effectifs du commissariat de proximité d'Ettelbruck.

Question 2009 (14.3.2012) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**emprunt levé par l'État luxembourgeois:**

L'État luxembourgeois vient de lever un emprunt d'un milliard d'euros auprès d'institutions sur les marchés internationaux.

- Le Gouvernement peut-il expliquer pourquoi il a choisi cette démarche plutôt que de s'adresser directement aux institutions et aux personnes physiques du Grand-Duché?

Réponse (17.4.2012) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre du Trésor:*

Le 12 mars 2012, l'État luxembourgeois a émis une obligation d'État d'un montant de un milliard d'euros avec une maturité à dix ans (l'emprunt obligataire arrivant à échéance le 21 mars 2022).

L'État luxembourgeois a opté pour un placement de l'emprunt obligataire auprès d'investisseurs institutionnels.

Le choix de l'instrument de dette s'explique par les considérations suivantes:

1) Financement au moindre coût: en choisissant judicieusement le moment de l'émission de cette obligation, l'État luxembourgeois a bénéficié de la forte demande qui existe actuellement sur le marché des investisseurs institutionnels pour des titres de dette «souveraine» avec une notation AAA pour s'assurer un financement à long terme (dix ans) à un taux d'intérêt bas (2,25%) en comparaison avec d'autres émetteurs souverains. Il est peu probable que des modes de financement alternatifs auraient permis à l'État luxembourgeois de se financer à un taux d'intérêt comparable pour une maturité à long terme.

2) Efficacité: l'émission d'un emprunt s'adressant à des investisseurs institutionnels nécessite une phase préparatoire et période de souscription relativement courte et ceci se répercute également sur les frais connexes liés à l'émission de l'emprunt. Ainsi, la lettre d'engagement entre l'État luxembourgeois et le syndicat de banques mandaté pour exécuter la transaction fut signée le 14 février 2012 et la transaction elle-même fut exécutée le 12 mars 2012. Par ailleurs, il convient de relever qu'en date du 12 mars 2012, le «livre des commandes» a été clôturé après moins de deux heures et demie. À titre de comparaison, l'émission d'un emprunt «grand public» implique en général une période de souscription de quatre à cinq semaines.

3) Nécessité de se constituer une base d'investisseurs: la situation actuelle des finances publiques - caractérisée notamment par des déficits de l'administration centrale de l'ordre de un milliard d'euros depuis 2009 - et les perspectives à moyen terme rendent nécessaire un financement des déficits par voie d'émission de dette publique à des intervalles réguliers. Malgré le fait que le Luxembourg bénéficie d'une notation AAA, le Luxembourg émet des «volumes» de dette publique qui, en niveau absolu, sont relativement faibles. Par conséquent, la «liquidité» relativement faible de la dette publique luxembourgeoise constitue, aux yeux des investisseurs, un désavantage par rapport aux titres de dette publique émis par d'autres émetteurs souverains - et ceci malgré la notation AAA. Ce désavantage se traduit par un différentiel au niveau des taux d'intérêt en défaveur du Luxembourg. Afin de minimiser ce désavantage, il est relativement important de signaler aux investisseurs potentiels que le Luxembourg dispose d'une stratégie d'émission de dette publique à moyen terme qui s'articule par le biais d'un instrument de dette spécifique, en l'occurrence l'émission régulière d'emprunts s'adressant à des investisseurs institutionnels. Il est important de préciser que ceci n'exclut pas le recours ponctuel à des instruments de dette alternatifs.

Question 2011 (15.3.2012) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** *(déi gréng)* concernant la **scolarisation des enfants de demandeurs de protection internationale au Luxembourg:**

Le règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays énonce dans son article 1er que «l'élève qui intègre l'enseignement fondamental en cours de scolarité et qui ne maîtrise pas suffisamment la langue luxembourgeoise (premier cycle) respectivement la langue allemande ou la langue française (deuxième, troisième ou quatrième cycles) pour pouvoir suivre l'enseignement fondamental (…), est inscrit sur décision de l'inspecteur dans une classe du cycle correspondant à son âge et suit un ou plusieurs cours d'accueil hebdomadaires en dehors de sa classe d'attache pour apprendre de manière intensive la ou les langues de l'école». L'article 17 prévoit ensuite qu'en cas de «besoins exceptionnels dépassant le cadre communal», l'État peut mettre en place des classes spécialisées dites «classes d'accueil».

Selon la loi, l'intégration des enfants nouvellement installés au pays dans les classes habituelles de l'école fondamentale constitue la règle et leur ségrégation au sein de classes spécialisées doit donc rester l'exception.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que les enfants des demandeurs de protection internationale résidant au Luxembourg sont assimilés aux enfants nouvellement installés au pays au sens du règlement grand-ducal précité?

2) Quel est le nombre d'enfants de demandeurs de protection internationale actuellement inscrits dans les classes normales de l'école fondamentale luxembourgeoise?

3) Quel est le nombre d'enfants de demandeurs de protection internationale actuellement scolarisés dans des classes d'accueil spécialisées?

4) Combien de classes d'accueil spécialisées fonctionnent actuellement et à quels endroits du pays se trouvent-elles?

5) De quel appui les communes peuvent-elles bénéficier pour assurer un accueil encadré de ces élèves au sein de leurs classes de l'école fondamentale?

Réponse (13.4.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1) En vue du maintien de la cohésion sociale, il m'importe de ne pas mettre à l'écart les enfants de demandeurs de protection internationale lors de leur séjour au Luxembourg. Cependant, eu égard à l'évolution récente et à l'arrivée massive de personnes logées dans des structures dépassant le cadre communal, j'ai décidé de recourir pour la scolarisation de leurs enfants aux classes spécialisées d'accueil de l'État conformément à l'article 17 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays. Je considère cette mesure comme transitoire.

2) Depuis le début de l'année scolaire en cours, 75 enfants de demandeurs de protection inter-

nationale sont inscrits dans les classes régulières de l'école fondamentale conformément à l'article 1er du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays.

3) 134 enfants de demandeurs de protection internationale sont actuellement inscrits dans les classes spécialisées d'accueil de l'État conformément à l'article 17 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays.

4) Les classes spécialisées d'accueil de l'État sont créées en fonction des structures d'hébergement organisées par le Ministère de la Famille et de l'Intégration. Actuellement, 15 classes fonctionnent dans les régions nord, centre, ouest et sud du pays.

5) L'État intervient à plusieurs niveaux pour faciliter l'accueil et soutenir les communes concernées.

L'État accorde, tout comme par le passé, aux communes concernées un forfait pouvant atteindre 991,57 euros par an et par enfant de demandeurs de protection internationale, scolarisé dans les classes ordinaires de l'enseignement fondamental. Le montant de l'indemnité est calculé en fonction du nombre de jours pendant lesquels l'élève a fréquenté la classe.

Par ailleurs, les mesures d'aide pour les élèves de langue étrangère s'adressent également aux enfants de demandeurs de protection internationale. Par exemple, le soutien donné par les médiateurs interculturels, qui aident l'enseignant régulièrement en classe et qui interviennent de manière ponctuelle pour des besoins de traduction et de mise en contact avec les parents des élèves, est également pris en charge par l'État dans le cas des enfants de demandeurs de protection internationale.

De même, la Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants offre un soutien pédagogique aux enseignants concernés par l'accueil d'élèves récemment arrivés au pays, ce par le biais d'un travail d'information et de conseil et par la mise à disposition d'un matériel didactique adapté aux besoins de ces élèves. Ces séances d'information personnalisées sont complétées par une offre de formation continue spécifique.

Question 2013 (16.3.2012) de **MM. Marc Angel** et **Ben Fayot** *(LSAP)* concernant les **subsides des associations œuvrant dans le domaine de l'intégration:**

Chaque année est établie une enveloppe budgétaire pour les associations œuvrant dans le domaine de l'intégration qui s'élèverait à près de deux millions d'euros. Selon nos informations, il existe une quantité et une diversité très grande parmi les associations promouvant la participation culturelle, sociale et politique des non-luxembourgeois dans notre pays. Parmi cette panoplie d'acteurs de la société civile, certains ont plus de moyens que d'autres. Par ailleurs, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) a, en 2010, commandité une étude auprès d'une société de consultance dénommée Mouvens «pour mieux connaître les besoins des associations entre autres en matière d'élaboration et de gestion de projets soutenus financièrement au niveau national ou européen» (OLAI, Rapport 2010). Il ressort de cette étude principalement deux conclusions: un besoin de clarifier le rôle de chacune des plateformes ou associations conventionnées avec l'OLAI et d'autre part une connaissance inégale des possibilités de financement et un manque de savoir-faire des associations en la matière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes:

1. À des effets de transparence, combien et quelles sont les associations qui bénéficient de subsides de la part du Ministère, respectivement de l'OLAI pour des activités ayant trait à l'intégration?

2. Quels sont les instruments de contrôle et d'évaluation dont le Ministère dispose pour vérifier l'application des subventions? Quel suivi est fait des projets et/ou associations bénéficiant d'une aide financière?

3. Quels sont les critères établis pour l'allocation ou le refus de crédits et subventions aux différentes associations et/ou projets?

4. Quelles sont les stratégies en matière de soutiens financiers d'associations et/ou projets que Madame la Ministre entend appliquer, tout en tenant compte des conclusions de l'étude de Mouvens?

Réponse (17.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. 23 associations différentes ont bénéficié en 2011 de l'article 12.3.33.010 libellé «Subsides à des œuvres de bienfaisance et de solidarité sociale en faveur des étrangers; subsides à des associations socioculturelles favorisant l'intégration des étrangers; subsides pour des projets d'intégration d'envergure nationale».

Les associations bénéficiant d'un subside sont diverses et variées: il s'agit aussi bien de plateformes telles que le CLAE, l'ASTI ou le CEFIS, que d'associations de petite ou moyenne taille représentant leur(s) communautés(s) telles que la Maison de l'Afrique, le Centre culturel serbe, la Confédération de la communauté portugaise, ou le Deutscher Verein in Luxemburg.

2. L'article «subsides» est un article qui permet de soutenir des associations de manière ponctuelle. Il s'agit en général d'une somme forfaitaire. La demande est généralement introduite avant la date de l'évènement à organiser et doit comporter un budget précis. Une fois l'évènement passé, un décompte détaillé des recettes et dépenses doit être produit. Il se peut également que ce soit un subside d'encouragement aux activités organisées au cours d'une année, apprécié sur base du rapport d'activités fourni.

3. Le projet pour lequel la demande est faite doit favoriser l'intégration au Luxembourg.

Sont reconnus comme prioritaires, les projets qui s'insèrent dans le cadre des priorités du Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations.

Sont refusés les projets qui sont organisés à l'étranger ou qui n'ont pour objectif que de recueillir des fonds pour soutenir un projet humanitaire dans les pays d'origine.

4. Une grande partie des associations manquent de compétence en matière de construction de projets. Voilà pourquoi j'ai demandé au CLAE en sa qualité de carrefour associatif dans le cadre de sa convention avec l'État, de mettre en place des modules de formations à l'attention notamment des petites associations ainsi que d'organiser, en complément, des ateliers thématiques à l'attention du milieu associatif en général.

Par ailleurs, dans le cadre de la politique d'intégration au niveau local, des outils de construction de projets sont en train d'être élaborés au niveau de l'OLAI, outils qui peuvent être utiles aussi bien aux administrations et services communaux qu'aux associations locales.

Question 2019 (19.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **professeur de langue luxembourgeoise:**

Depuis le vote de la loi portant création a) d'un Institut national de langues et b) de la fonction de professeur de langue luxembourgeoise le 7 mai 2009, le MENFP est autorisé à engager des professeurs (grade E7) appelés à enseigner la langue et la culture luxembourgeoises.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre peut-elle fournir des détails sur la formation du master en langue et littérature luxembourgeoises?

- Combien d'enseignants fréquentent actuellement le stage pédagogique en vue d'une nomination dans la carrière du professeur de langue luxembourgeoise? Le MENFP s'est-il vu obligé d'organiser un examen-concours de recrutement dans cette discipline?

- Quels sont les établissements de formation qui recrutent prioritairement des professeurs de langue luxembourgeoise?

Réponse (28.3.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

De Master a Lëtzebuerger Studien, Master en langues, cultures et médias, gëtt op der Universitéit Lëtzebuerg ugebueden. Informatiounen iwwert déi Studie fënnt een um Site: http://malux.uni.lu

Op deem Site steet ugaangs: «D'Lëtzebuerger Sprooch, Kultur, Literatur an d'Medien an hirer Entwécklung an an hirem spezifesche gesellschaftleche Kontext stinn am Zentrum vun dësem Masterstudiegang.» Am Summer 2011 kruten déi éischt Absolventen dee Master.

Den Éducatiounsministère engagéiert zanter dësem Joer Stagiairen an der Carrière vum Professeur de lettres, spécialité «luxembourgeois». D'Konditioun, fir do zougelooss ze ginn, ass en «Bachelor en langues ou lettres» an en «Master en langue et littérature luxembourgeoises». Dat steet esou am Artikel 12 vum Gesetz vum 12. Mee 2009 iwwert den Institut national des langues an iwwert de Professeur de langue luxembourgeoise.

Dëst Joer war also den éischten Examen-concours de recrutement am Lëtzebuergeschen. Et woren dräi Kandidaten zougelooss an déi dräi hunn et och gepackt. Et ass esou, datt de Ministère ëmmer esou en Examen-concours organiséiert, och wann et net méi Kandidate gëtt wéi Posten do sinn. D'Kandidate musse fir d'Éischt den Exame packen. Wann där méi do si wéi Posten, gëtt e Klassement gemaach an déi Bescht gi geholl. Mä dat war hei net néideg.

D'Épreuvë vum Concours waren déi heiten:

- Eng Dissertatioun a Lëtzebuerger Sprooch.

- Eng Épreuve mat zwou Iwwersetzungen: déi eng vun Däitsch op Lëtzebuergesch, déi aner vu Franséisch op Lëtzebuergesch.

- Eng mëndlech Épreuve, wou et ëm d'Analys vun engem literareschen Text geet. Do huet de Kandidat de Choix tëscht zwee Texter; dat waren dëst Joer «D'porzeläins an d'ierde Schierbel» vum Antoine Meyer, an en Auszuch aus «Hannert dem Atlantik» vum Guy Rewenig.

Déi dräi Stagiaire sinn elo am drëtten Trimester an den Institut national des langues affectéiert. Am zweete Joer Stage kënnt da fir jiddwereen nach e Lycée derbäi, dee Classes d'insertion huet, wou Schüler, déi rezent immigréiert sinn, Lëtzebuergesch als Friemsprooch léieren.

Question 2024 (21.3.2012) de **M. André Bauler** *(DP)* concernant le **défaut d'accès à l'internet pour les policiers des commissariats de proximité:**

Je viens d'apprendre que les policiers des commissariats de proximité ne bénéficient pas d'accès à l'internet. Cet accès s'avère de plus en plus indispensable pour assurer les missions courantes des commissariats et en particulier lorsqu'il s'agit d'effectuer des recherches en cas de plaintes, telles par exemple le cyber-mobbing.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelle(s) raison(s) les policiers ne peuvent-ils pas recourir à un tel accès?

- Monsieur le Ministre serait-il disposé à réserver aux agents de police concernés un accès à l'internet? Si tel était le cas, dans quels délais cette mesure pourrait-elle se concrétiser au plus tard?

Réponse (26.4.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

À l'heure actuelle, tous les membres de la Police grand-ducale ont, via le portail Intranet de la police, un accès direct à plus de 200 sites nationaux et internationaux.

Au courant de 2012, la direction générale de la police, consciente du besoin augmenté de recherche d'informations, remplacera les clients légers par des ordinateurs adaptés et prévoira une augmentation progressive des lignes réseautiques des unités de police.

Dès la mise en place de la nouvelle plateforme informatique fin 2012, et dans un souci de respect de sécurité informatique, la police, par des projets-pilotes, déterminera les choix futurs à faire. Cette analyse se fera également en matière de lutte contre la cybercriminalité.

Question 2026 (21.3.2012) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**ingestion non orale d'alcool:**

L'ingestion par voie anale ou vaginale d'alcool est le nouveau procédé inventé par certains jeunes pour parvenir à l'ivresse plus rapidement. Ils utilisent des tampons hygiéniques imbibés d'alcool fort (principalement de Vodka) qu'ils s'insèrent dans l'anus ou le vagin. Ainsi, l'effet d'ivresse est plus important et plus rapide pour l'adolescent car l'alcool pénètre directement dans la circulation sanguine. Cette mode originaire de Finlande est de plus en plus pratiquée aux États-Unis et inquiète les autorités américaines de par le fait que l'alcool ainsi ingéré ne peut être régurgité, provoquant ainsi de nombreux comas éthyliques. D'autre part, cette pratique peut provoquer des lésions au niveau de l'anus ou du vagin qui sont irrités par le tampon imbibé d'alcool.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si de tels cas sont connus au Luxembourg?

- Monsieur le Ministre estime-t-il qu'une campagne de sensibilisation est nécessaire?

Réponse (2.5.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé:*

D'après les informations dont disposent mes services, des cas d'ingestion d'alcool, tels que décrits par l'honorable Députée, ne sont pas connus au Luxembourg. Une campagne d'information spécifique n'est dès lors pas envisagée.

Je voudrais d'ailleurs rappeler que depuis 2005 un groupe interdisciplinaire, coordonné par mon Ministère et auquel je tiens, dans la mesure du possible, à participer personnellement, se réunit de manière régulière afin d'aborder la problématique de la consommation d'alcool chez les jeunes.

Cela étant, j'estime que toute campagne d'information et de sensibilisation sur le mésusage d'alcool doit avoir une visée plus générale en s'adressant à l'ensemble de la population et particulièrement aux jeunes.

Question 2029 (22.3.2012) de **M. Eugène Berger** *(DP)* concernant les **élections pour le Conseil national pour étrangers:**

À l'occasion des élections pour le Conseil national pour étrangers, les associations voulant participer à cette élection en tant qu'électeurs ont dû faire parvenir à l'OLAI une série de documents, comme leurs statuts, la composition de leur comité, le rapport d'activité, etc.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quelles sont les formalités requises de la part d'associations se positionnant pour des subsides, conventions ou autres projets par exemple dans le cadre de la campagne «je peux voter»?

- Le Ministère s'enquiert-il si l'association à laquelle il attribue un financement est en conformité avec la législation sur les a.s.b.l. et notamment si elle jouit de la personnalité juridique?

Réponse (26.4.2012) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Pour ce qui est des formalités à remplir par les associations bénéficiant de subsides de la part du Ministère, respectivement de l'OLAI pour des activités ayant trait à l'intégration, il y a lieu de se référer à ma réponse à la question parlementaire n°2013 du 16 mars 2012, posée par Messieurs les Députés Ben Fayot et Marc Angel *(cf. ci-dessus)*.

Par ailleurs, les demandes de financement d'associations dans le cadre de projets spécifiques et de projets à cofinancement communautaire sont introduites chaque année suite à des appels à projets. Ces appels définissent expressément les formalités à remplir telle que la constitution de l'association conformément aux exigences de la législation sur les a.s.b.l.

Pour ce qui est de la conformité aux prescriptions légales après la constitution, le Ministère y rend attentives les associations et les invite à se mettre en conformité. Si une association devait perdre sa personnalité juridique à l'égard des tiers, il n'en reste pas moins que ces mêmes tiers auront la faculté de s'en prévaloir contre celle-ci, notamment dans le cadre d'une action en restitution de fonds.

Chamber TV
weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral